

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°16 • SESSION ORDINAIRE 2010-2011



Les députés écoutent les explications de M. François Weiler.

Les députés à l'écoute des agriculteurs

Les difficultés auxquelles les agriculteurs se trouvent actuellement confrontés furent au centre d'une visite que le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a effectuée le 19 juillet 2011 à l'exploitation agricole «An Lámecht» de la famille Weiler à Roodt/Septfontaines. Il était accompagné des membres de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.

Le Président de la Chambre d'Agriculture, M. Marco Gaasch, et ses collaborateurs avaient fait le choix de

cette exploitation de type «élevage bovin - production de broutards» pour sensibiliser les mandataires publics aux défis que doivent relever en ce moment les jeunes agriculteurs, qui néanmoins restent enthousiastes à exercer leur métier.

M. Raymond Weiler et son fils François sont agriculteurs dans la 5^e génération de la famille. En 2000, l'exploitation a arrêté la production laitière pour se consacrer essentiellement à l'élevage de bovins Charolais et de moutons. La sécheresse de cette année inquiète les agriculteurs.

Elle a eu un impact aussi bien sur le développement de l'herbe, entraînant une pénurie de fourrage, que sur les plantes de maïs, qui présentent un développement hétérogène. En gros, la récolte en fourrage a diminué d'un tiers par rapport à l'année précédente.

Les députés ont suivi avec intérêt les explications fournies par les agriculteurs qui n'ont pas manqué de leur relater les tracasseries bureaucratiques liées aux procédures administratives auxquelles ils sont soumis.

En quête de vignes et de crémant



Une délégation parlementaire accueillie à l'Institut viti-vinicole.

Accompagné des membres de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, s'est déplacé le 20 juillet 2011 à l'Institut viti-vinicole de Remich.

Accueillie par le directeur, M. Robert Ley, et ses collaborateurs, la délégation parlementaire a inspecté les vignobles adjacents de l'Institut pour se faire une idée des dégâts que la

sécheresse a bien pu causer sur certaines grappes des cépages mosellans.

M. Ley a signalé aux députés que les conséquences de la sécheresse au début du printemps n'ont pas été aussi catastrophiques que dans le domaine de l'agriculture. Pour ce qui est des vignes plus âgées, l'influence de la sécheresse reste minime puisque leurs racines, plus profondes, n'ont pas subi de stress hydrique. Ce qui n'est pas le cas des plus jeunes

vignes qui par endroits se sont mal développées. Dû à un ensoleillement intense et des chaleurs élevées au mois d'avril, la date des vendanges risque d'être avancée cette année par rapport au calendrier normal, a-t-il prévu.

Après avoir visité les installations de l'Institut, dont notamment le laboratoire, les députés ont pu s'entretenir avec des représentants des groupements de producteurs.

42 ^e séance	mercredi	6 juillet 2011
43 ^e séance	mardi	12 juillet 2011
44 ^e séance	mercredi	13 juillet 2011

Réunion interparlementaire sur l'avenir de la PAC

La réunion interparlementaire sur l'avenir de la Politique agricole commune (PAC), qui s'est tenue en juillet à Bruxelles, a réuni des membres du Parlement européen et des parlements nationaux, dont M. Fernand Boden (CSV) et M. Roger Negri (LSAP) de la Chambre des Députés. La récente proposition de la Com-

mission sur le prochain cadre financier pluriannuel ainsi que le futur paquet législatif de réforme ont constitué les sujets principaux du débat interparlementaire.

Le président de la commission de l'agriculture du Parlement européen, M. Paolo de Castro, a souligné que la proposition d'un gel nominal du



MM. Fernand Boden et Roger Negri (à droite).

budget pour la période 2014-2020 signifierait, en termes réels, une réduction de ce dernier. Le Parlement européen aurait l'intention de modifier la proposition initiale du cadre financier pluriannuel, afin d'assurer à la PAC le financement nécessaire pour atteindre les objectifs de sécurité alimentaire, de protection environnementale et d'équilibre territorial. L'avenir de la PAC et une distribution plus équilibrée des aides directes feraient, selon M. Jerzy Chróścikowski, président de la commission de l'agriculture du Sénat polonais, partie des priorités de l'actuelle présidence polonaise.

De nombreux parlementaires, dont M. Albert Dess, rapporteur pour le Parlement européen, ont rappelé qu'il était crucial de maintenir des financements suffisants pour que les produits agricoles européens continuent à répondre aux exigences européennes en matière de qualité, de sécurité et de bien-être des animaux.

M. Fernand Boden a salué les propositions de M. Dess et de la Com-

mission. Le député luxembourgeois a toutefois appelé à faire preuve d'une certaine flexibilité en termes d'écologisation, en soulignant que le fait de lier 30% des paiements directs à des mesures d'écologisation dans le premier pilier risquerait, sans augmentation du montant alloué, de se faire au détriment des revenus des agriculteurs, qui, comme au Luxembourg, ont déjà fourni des efforts considérables en matière agro-environnementale dans le cadre du deuxième pilier.

Une distribution plus équitable des paiements directs a également été réclamée par plusieurs députés, ainsi que la défense des intérêts agricoles de l'UE lors des négociations d'accords commerciaux et de la mise en place de mesures à même d'assurer le respect des normes agricoles européennes pour les produits agricoles importés. Certains parlementaires ont, en outre, tenu à mettre en exergue l'importance du financement de la recherche et du développement en matière agricole.

DANS CE NUMÉRO

Élèves à besoins éducatifs particuliers	p. 590
Droits des personnes handicapées	p. 603
Réforme de l'autorisation d'établissement	p. 612
Sommaire des séances publiques n ^{os} 42-44	p. 619
Sommaire des questions parlementaires	p. Q260



À la rencontre des représentants étrangers

Pour la deuxième année consécutive, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, avait convié en date du 9 juillet 2011 les ambassadeurs accrédités au Luxembourg à se joindre à lui pour approfondir les bonnes relations que le Parlement luxembourgeois entretient

avec les représentants diplomatiques d'États étrangers. La rencontre informelle et décontractée fut ponctuée par une promenade dans les alentours du village de Senningen.

Mme Lydie Polfer, Vice-Présidente de la Chambre des Députés, M. Ben

Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, et M. Raymond Weydert, député-maire de Niederanven, avaient également tenu à s'associer à l'assistance.



Le Président de la Chambre des Députés avait invité les ambassadeurs à une rencontre décontractée.

Nouveau départ après le sommet d'Astana de l'OSCE



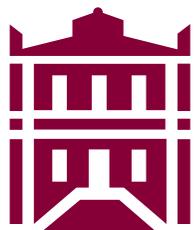
Mme Viviane Loschetter et M. Raymond Weydert.

L'Assemblée parlementaire de l'OSCE a placé sa session annuelle du 6 au 10 juillet 2011 à Belgrade (Serbie) sous le thème «Renforcement de l'efficacité et de l'efficience de l'OSCE - un nouveau départ après le sommet d'Astana».

Dans sa Déclaration de Belgrade, l'Assemblée demande à l'OSCE de poursuivre ses discussions informelles entamées dans le cadre du processus dit «Processus de Corfou» en vue de définir la stratégie future de l'OSCE dans le cadre de son concept de sécurité globale en tenant compte également des conséquences de la crise économique mondiale et de la crise toute récente dans certains pays de la Méditerranée. Elle demande instamment à la Présidence de l'OSCE d'établir un plan d'action avec de véritables propositions de futures mesures qui devrait être examiné à la prochaine réunion du Conseil ministériel à Vilnius.

Les trois commissions de l'Assemblée parlementaire ont adopté les rapports et résolutions respectifs élaborés par les rapporteurs qui ont été nommés lors de la session annuelle 2010 à Oslo, ainsi que 25 résolutions sur des points additionnels introduits par les délégations. Quatre résolutions ont fait l'objet de discussions en séance plénière portant sur la situation au Belarus, la représentation des femmes à l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, la lutte contre la criminalité transnationale organisée et la mise en œuvre du Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes. Les documents respectifs peuvent être consultés au site Internet de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE (www.oscepa.org).

La Chambre des Députés était représentée par M. Raymond Weydert (CSV) et Mme Viviane Loschetter (dégréng).



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°16 • SESSION ORDINAIRE 2010-2011

Droits des personnes handicapées

6141 - Projet de loi portant

1. approbation de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, faite à New York, le 13 décembre 2006

2. approbation du Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits des personnes handicapées relatif au Comité des droits des personnes handicapées, fait à New York, le 13 décembre 2006

3. désignation des mécanismes indépendants de promotion, de protection et de suivi de l'application de la Convention relative aux droits des personnes handicapées

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'approuver la Convention relative aux droits des personnes handicapées, faite à New York, le 13 décembre 2006, et le Protocole y relatif, fait à New York à la même date.

La convention sur les droits des personnes handicapées a le mérite «d'adapter les droits fondamentaux existants aux besoins des personnes handicapées, de promouvoir et de protéger les droits et la dignité de ces personnes». Elle réunit en un seul instrument juridique contraignant l'ensemble des dispositions protectrices de droit international concernant les personnes handicapées.

Après avoir réaffirmé les principes généraux des instruments internationaux relatifs aux droits de l'Homme (article 3), la convention énonce les droits sous l'angle de leur application à la situation spécifique des personnes handicapées, en particulier:

- le droit à la vie (article 10);
- le droit à la reconnaissance de la personnalité juridique dans des conditions d'égalité (article 12);
- le droit à l'accès à la justice (article 13);
- le droit à la liberté et la sécurité de la personne (article 14);
- le droit de ne pas être soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (article 15);
- le droit de ne pas être soumis à l'exploitation, à la violence et à la maltraitance (article 16);
- le droit de circuler librement et le droit d'acquiescer une nationalité (article 18);
- le droit à l'autonomie de vie et à l'inclusion dans la société (article 19);
- la liberté d'expression et d'opinion et le droit à l'accès à l'information (article 21);
- le droit à l'éducation (article 24);
- le droit à la santé (article 25);
- le droit au travail et à l'emploi (article 27);
- le droit à la participation à la vie politique, à la vie culturelle et récréative, aux loisirs et aux sports (articles 29 et 30);
- le droit à un niveau de vie adéquat et à la protection sociale (article 28).

La reconnaissance aux personnes handicapées des droits retenus par la convention a nécessairement comme contrepartie l'obligation pour les États Parties de prendre toutes les mesures appropriées pour garantir le respect ou la mise en application des droits garantis par la convention.

La convention prévoit notamment l'obligation pour les États:

- d'adopter toutes les mesures appropriées d'ordre législatif, administratif ou autre pour mettre en œuvre les droits reconnus par la Convention ou pour éliminer les discriminations envers les personnes handicapées (article 4);
- d'entreprendre ou d'encourager la recherche et le développement de nouvelles technologies adaptées aux besoins des personnes handicapées (article 4);
- de prendre des mesures immédiates, efficaces et appropriées en vue de sensibiliser l'ensemble de la société à la situation des personnes handi-

capées, de combattre les stéréotypes, les préjugés et les pratiques dangereuses concernant les personnes handicapées et de mieux faire connaître les capacités et les contributions de ces personnes (article 8);

- de prendre les mesures concernant l'accessibilité des lieux et des services (article 9);

- de faire en sorte que le système éducatif poursuive l'insertion scolaire à tous les niveaux et offre, tout au long de la vie, des possibilités d'éducation (article 24).

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 25.05.2010

Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances (Président: M. Jean-Paul Schaaf):

- 05.10.2010 Désignation d'un rapporteur
- 19.10.2010 Présentation du projet de loi et examen des avis y relatifs
- 18.01.2011 Continuation de l'examen du projet de loi
- 08.02.2011 Échange de vues avec le Médiateur
- 15.02.2011 Présentation et adoption d'une série d'amendements
- 28.04.2011 Présentation du projet de loi et échange de vues avec les membres de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports
- 24.05.2011 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 05.07.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2011

Loi du 28 juillet 2011

Mémorial A, n°169, p. 2898



Réforme de l'autorisation d'établissement

6158 - Projet de loi réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales et

- modifiant l'article 542-2 du Code du travail;

- modifiant la loi modifiée du 16 juillet 1987 concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commandes;

- modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative à la profession d'expert-comptable;

- portant abrogation de la loi modifiée du 21 février 1976 ayant pour objet d'instaurer un jour de fermeture hebdomadaire dans les stations de vente de carburant et de lubrifiant pour véhicules automoteurs

Le projet de loi vise une refonte complète du cadre légal de l'établissement de commerces, d'industries, d'artisans et de certaines professions libérales.

La réforme ne remet pas en cause le principe qui consiste à soumettre l'ensemble des activités commerciales, industrielles et artisanales à un régime d'autorisation préalable sur base de l'honorabilité professionnelle du dirigeant d'entreprise. L'autorisation restera aussi à l'avenir liée à l'exigence de qualifications minimales comme condition d'accès aux activités visées.

Si le principe de l'autorisation préalable est maintenu, il sera néanmoins procédé à une facilitation de l'accès aux activités visées. Jusqu'à présent, une approche formelle fondée sur des diplômes a dominé. Désormais une flexibilité supplémentaire est introduite par la possible prise en compte de l'expérience professionnelle. Une autorisation d'établissement sera dorénavant aussi accessible à des personnes salariées dans une autre entreprise.

La refonte prend en outre en compte les modifications légales nécessaires dans le cadre des directives européennes relatives aux services (2006/123/CE) et aux qualifications professionnelles (2005/36/CE). On peut ainsi noter l'introduction du principe de l'autorisation tacite en cas de silence de l'administration ou encore l'abrogation de la commission consultative, chargée jusqu'à présent d'émettre un avis pour chaque demande d'autorisation d'établissement.

Au niveau général du droit d'établissement, le projet renforce les dispositifs de prévention de «boîtes à lettre» et de faillites frauduleuses. Le dirigeant d'entreprise devra ainsi non seulement satisfaire aux conditions de qualification et d'honorabilité professionnelles mais ne pourra en outre avoir accumulé en nom personnel ou en tant que dirigeant d'une autre entreprise des arriérés de dettes en matière de TVA ou de cotisations sociales. La délivrance de l'autorisation d'établissement sera gardée en suspens jusqu'au règlement de toutes les dettes.

En termes de qualifications professionnelles, il sera aussi à l'avenir distingué entre les activités commerciales, artisanales et industrielles.

En matière commerciale, les exigences de qualification professionnelle ont été adaptées et harmonisées afin de faciliter l'accès aux activités commerciales. L'accomplissement de la formation accélérée organisée par les chambres professionnelles n'est plus nécessaire pour les détenteurs d'un diplôme d'aptitude professionnelle (DAP). Le projet de loi revalorise ainsi cette formation qui suffit désormais à l'accès à la profession. Il en va de même de l'accomplissement d'une pratique professionnelle de trois années, quelle que soit la nature de cette occupation.

Comme auparavant, l'accomplissement avec succès de la formation accélérée organisée par la Chambre de Commerce ou toute formation considérée comme équivalente permet également l'accès aux professions commerciales.

Des conditions supplémentaires sont posées pour les professions de l'Horeca (formation en matière de sécurité des denrées alimentaires ainsi qu'au sujet du respect des droits de l'Homme et la protection des mineurs) et ceux de l'immobilier à l'exemple des agents immobiliers, des syndics et des promoteurs (formation spécifique).

En matière artisanale, le projet prévoit d'abandonner le lien historique entre la formation au niveau du métier et l'accès à l'activité artisanale au niveau du droit d'établissement. L'exigence d'un brevet de maîtrise pour certains métiers est maintenue, mais de nouvelles passerelles d'équivalence pour le brevet de maîtrise sont mises en place. En effet, l'ancienne distinction entre 71 «métiers principaux» et 91 «métiers secondaires» est remplacée par une approche par activités, divisées entre une «liste A» (métiers principaux) comprenant 33 activités et une «liste B» (métiers secondaires) avec 63 activités artisanales.

Les exigences en termes d'établissement pourront ainsi évoluer indépendamment de celles en termes de formation. L'accès aux activités de la liste A est accordé aux détenteurs d'un brevet de maîtrise, celui aux activités de la liste B est accordé aux détenteurs d'un DAP.

Le projet de règlement grand-ducal établissant les listes des activités introduit des critères d'équivalence pour les détenteurs d'autres diplômes et les personnes expérimentées.

Pour les activités de la liste A, un bachelors, le cas échéant combiné avec de la pratique professionnelle, est jugé équivalent. Il en est de même pour un DAP combiné à une expérience professionnelle de six ans en fonction dirigeante.

Pour les activités de la liste B, l'équivalence est donnée par une expérience de trois années combinée avec la preuve de connaissances en matière de gestion d'entreprises.

En matière de procédure administrative, le projet introduit des délais, le principe d'un accusé de réception, l'abolition de la copie conforme et, surtout, le principe de l'autorisation tacite, conformément à la directive services.

Une autorisation spécifique concernant les grandes surfaces à partir de 400 m² est maintenue. La commission d'équipement commercial est, contrairement à la commission consultative générale, maintenue, même si sa composition est revue.

La directive services interdit en plus l'exigence d'un test économique lors de nouvelles autorisations. L'exigence d'une étude de marché est ainsi abandonnée, même si (à partir de 2.000 m²) des informations commerciales chiffrées sont toujours exigées.

L'autorisation particulière se fondera désormais sur des exigences en termes d'aménagement du territoire et de la qualité de l'urbanisme. Les critères d'évaluation comprennent ainsi l'équilibre centre-ville/périphérie, les flux de transport et la conformité avec le cadre légal de l'aménagement du territoire.

Le projet introduit explicitement le principe de la libre prestation de services dans le marché intérieur européen. Les services relevant du secteur artisanal seront dans ce cadre soumis aux exigences de déclaration préalable prévues par la directive relative aux qualifications professionnelles alors que ceux relevant du secteur commercial ou des professions libérales y échappent.

Le projet modifie en outre la loi modifiée du 16 juillet 1987 concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commandes. L'exigence, dans le cadre de la vente ambulante à partir d'un véhicule, d'un établissement au Luxembourg est abolie. Ce changement est imposé par la directive services.

Le projet abolit finalement, conformément au programme gouvernemental, le jour de fermeture obligatoire des stations de vente de carburant en abrogeant les lois du 21 février 1976 et du 11 avril 1985.

29.03.2011	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
05.04.2011	
26.04.2011	
28.04.2011	
12.05.2011	
19.05.2011	Examen et adoption d'une série d'amendements
01.07.2011	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État Adoption d'un amendement supplémentaire
05.07.2011	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2011

Relations entre l'État et les organismes des domaines social, familial et thérapeutique

6162 - Projet de loi portant modification de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique et de la loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille

L'objet initial du projet de loi est de mettre la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique (ci-après la loi ASFT) en conformité avec la directive 2006/123/CE du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur (ci-après la directive services) dont la transposition était à réaliser avant le 28 décembre 2009.

L'importante directive services est un acte juridique à caractère transversal en ce qu'elle a vocation à s'appliquer à tous les services fournis

contre rémunération, à l'exception, bien sûr, de ceux qu'elle exclut de manière explicite. Cette directive vient d'être transposée en droit luxembourgeois par la loi du 24 mai 2011 relative aux services dans le marché intérieur.

La loi ASFT a précisé pour vocation d'organiser les services fournis à titre principal ou accessoire et contre rémunération dans les domaines social, familial et thérapeutique. Or, la directive services définit la notion de service à l'article 4, point 1) comme étant «[...] toute activité économique non salariée, exercée normalement contre rémunération, visée à l'article 50 du traité». Les services couverts par la loi ASFT sont donc potentiellement des services tombant sous le champ d'application de la définition des services couverts par la directive services.

Le projet de loi a été élargi par des amendements gouvernementaux du 5 mai 2011. Ces amendements ont pour objet de modifier la loi ASFT ainsi que la loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille pour les rendre conformes à l'avis du Conseil d'État du 22 mars 2011 portant sur le dispositif réglementaire visant à mettre en œuvre la législation relative à l'aide à l'enfance et à la famille.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 16.07.2010

Rapporteuse: Mme Sylvie Andrich-Duval

Travaux de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances

(Président: M. Jean-Paul Schaaf):

05.10.2010	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi
24.05.2011	Désignation d'un nouveau rapporteur Présentation d'amendements gouvernementaux Examen de l'avis du Conseil d'État
05.07.2011	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2011

Loi du 28 juillet 2011

Mémorial A, n°167, p. 2878

Simplification de la procédure «commodo-incommodo»

6171 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Le projet de loi 6171 contient des mesures ponctuelles qui ont pour objet de simplifier et d'accélérer la procédure d'autorisation dite «commodo-incommodo» instaurée par la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Dans ce cadre, l'on peut constater l'introduction de deux nouvelles procédures, à savoir la procédure d'enquête publique particulière pour permettre aux demandeurs de synchroniser la procédure «commodo-incommodo» avec la procédure d'adoption d'un plan d'aménagement particulier, ainsi que la procédure de la recevabilité d'un dossier de demande.

Concernant cette dernière procédure, il est à relever que le projet de loi introduit le principe selon lequel «le silence vaut accord». Si l'administration ne prend pas de décision sur la recevabilité d'un dossier endéans le délai de quinze jours, ce dernier est considéré comme recevable.

Le projet de loi établit également le double contrôle concernant la compatibilité d'un établissement classé par rapport aux dispositions en matière d'urbanisme existant actuellement,

à savoir un contrôle en amont au niveau du dossier de la demande et un contrôle en aval au moment de la prise de décision par les ministres. Le contrôle en aval est supprimé, car jugé superfluetant étant donné que la preuve de la compatibilité par rapport aux dispositions d'urbanisme a déjà été fournie en amont. Concernant cette preuve au niveau de la demande d'autorisation, un certificat délivré par le bourgmestre est dorénavant considéré comme preuve suffisante que l'établissement est situé dans une zone prévue à ces fins. Sous réserve de droits acquis, l'exploitation d'un établissement classé n'est permise que s'il est situé dans une telle zone.

Le projet de loi propose encore de modifier la loi de 1999 en ce sens que dorénavant, en cas d'une demande d'autorisation incomplète, l'administration compétente devra inviter le requérant à compléter son dossier en lui signifiant en une fois le relevé de l'ensemble des pièces à fournir.

Parmi les autres mesures destinées à simplifier et à accélérer les procédures, on peut citer notamment les suivantes:

- simplification du régime des composites;
- modification du régime de la caducité de l'autorisation;
- modification du régime d'un établissement qui n'est appelé qu'à fonctionner pendant une durée limitée;

Dépôt par Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme, le 08.07.2010

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme

(Président: M. Lucien Clement):

27.09.2010	Désignation d'un rapporteur
20.10.2010	Présentation du projet de loi
17.03.2011	Examen de l'avis du Conseil d'État



- introduction de certains délais d'instruction de dossiers de demande;

- réduction de certains délais d'instruction des dossiers de demande, ceci aussi bien à charge des administrations que des demandeurs et des communes;

- renforcement du personnel de l'Administration de l'Environnement et de l'Inspection du Travail et des Mines;

Les modifications prévues dans le projet de loi 6171 sont destinées à avoir un effet à court terme mais elles ne sont qu'une première étape dans le processus de simplification administrative. En effet, à moyen terme, des modifications plus profondes sont envisagées au regard des dossiers «e-commodo» (dépôt électronique de la demande) et «Guichet unique urbanisme».

nant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements en matière pénale prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans l'Union européenne⁹. La loi du 23 février 2010 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires en est un autre exemple.

d'information Schengen (ci-après le SIS). Le SIS est un système d'information à grande échelle contenant des signalements de personnes et d'objets. Il est utilisé par les gardes-frontières, les fonctionnaires des douanes et les autorités chargées des visas et du maintien de l'ordre dans l'espace Schengen en vue de garantir un niveau de sécurité élevé¹⁵.

2. Une adaptation nécessaire de la loi du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne

L'objet principal du projet de loi est de répondre aux critiques formulées dans un rapport d'évaluation du Luxembourg sur l'application pratique du mandat d'arrêt européen adopté le 19 novembre 2007 par le Groupe multidisciplinaire sur la criminalité organisée de l'Union européenne (ci-après le GMD)¹⁰.

D'une manière générale, ce groupe d'experts a évalué la législation MAE de manière très favorable en retenant que «[L]a loi est bien rédigée et est très précise sur les procédures d'émission et d'exécution du MAE de sorte que les praticiens ne semblent pas avoir besoin d'outils ou de lignes directrices supplémentaires»¹¹. Le reproche principal des experts a trait à l'article 37 de la loi MAE qui prévoit que la date limite pour l'émission ou l'exécution du mandat d'arrêt européen est le 7 août 2002¹². L'article 37 de la loi MAE prévoit que pour les faits commis antérieurement au 7 août 2002, les dispositions des conventions européennes et internationales précitées¹³ continuent à s'appliquer. Les experts du GMD ont indiqué qu'en l'absence de cette disposition «[...] la loi figurerait certainement parmi les meilleures en Europe»¹⁴.

Il est donc logique que la modification de l'article 37 de la loi MAE constitue la priorité principale du projet de loi sous rapport.

Mais le projet de loi entend également pallier à d'autres insuffisances de la loi MAE eu égard à la décision-cadre et soulevées par le GMD. Ainsi la loi MAE est adaptée aux exigences de célérité de la transmission du mandat d'arrêt européen en tenant compte de l'existence du Système

Le projet de loi tient compte d'une exigence de la décision-cadre qui veut qu'un «[U]n signalement dans le SIS vaut mandat d'arrêt européen [...]»¹⁶.

Dans un même souci d'efficacité et sur recommandation du GMD, le projet de loi prévoit la possibilité pour le Luxembourg d'informer Eurojust si le pays estime qu'il ne pourra respecter les délais impartis pour la remise d'une personne arrêtée. Cette disposition devrait toutefois rester largement inappliquée puisque les experts du GMD ont eux-mêmes pu constater que «[S]ur la base des statistiques concernant les trois années d'application de la loi, [...] la procédure d'exécution est très brève. Aucun dépassement de délais n'a été enregistré à ce jour au Luxembourg en tant qu'État d'exécution»¹⁷.

D'autres modifications ont trait à la procédure de remise ou d'extradition ultérieure à un autre État que l'État auquel le Luxembourg avait initialement remis une personne en vertu d'un mandat d'arrêt européen émis pour une infraction commise avant la première remise de la personne concernée.

Au-delà des modifications induites par le rapport du GMD, les auteurs du projet de loi ont également indiqué vouloir adapter la législation MAE aux problèmes pratiques révélés dans l'application quotidienne du mandat d'arrêt européen depuis les six premières années.

Dans ce contexte ils proposent de modifier l'article 26 de la loi MAE relatif à l'autorité luxembourgeoise compétente pour émettre un mandat d'arrêt dans les hypothèses où il s'agit soit de rechercher une personne aux fins de poursuites soit de la rechercher aux fins d'exécution d'une peine.

Dépôt par M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 04.08.2010

Rapporteur: M. Fernand Boden

Travaux de la Commission du Développement durable

(Président: M. Fernand Boden):

22.09.2010 Désignation d'un rapporteur

17.11.2010 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

05.01.2011 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

12.01.2011 Continuation de l'examen du projet de loi

09.02.2011 Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires

27.04.2011 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Informations concernant la réforme du projet de règlement grand-ducal portant nomenclature et classification des établissements classés

29.06.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.07.2011

Mandat d'arrêt européen

6178 - Projet de loi portant modification de la loi du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union Européenne

1. Le texte de référence: la décision-cadre relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres

Le mandat d'arrêt européen a été introduit en droit luxembourgeois par la loi du 17 mars 2004¹, (ci-après la loi MAE²), qui met en œuvre la décision-cadre du Conseil du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres (ci-après la décision-cadre). L'article 1^{er} paragraphe (1) de cette décision-cadre définit le mandat d'arrêt européen comme étant «[...] une décision judiciaire émise par un État membre en vue de l'arrestation et de la remise par un autre État membre d'une personne recherchée pour l'exercice de poursuites pénales ou pour l'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté privatives de liberté». Le mandat d'arrêt européen vise donc le transfert forcé d'une personne d'un État membre à un autre. Le champ d'application assigné au mandat d'arrêt européen comprend «[...] des faits punis par la loi de l'État membre d'émission d'une peine ou d'une mesure de sûreté privatives de liberté d'un maximum d'au moins douze mois ou, lorsqu'une condamnation à une peine est intervenue ou qu'une mesure de sûreté a été infligée, pour des condamnations prononcées d'une durée d'au moins quatre mois»³.

La décision-cadre a été le premier instrument juridique à appliquer la reconnaissance mu-

tuelle, principe de base du droit communautaire, au domaine spécifique du droit pénal. Lors du sommet de Tampere les 15 et 16 octobre 1999, les chefs d'État et de gouvernement ont souligné que le principe de la reconnaissance mutuelle devait devenir la pierre angulaire de la coopération judiciaire en matière civile et pénale⁴. La décision-cadre visait ainsi à remplacer le système traditionnel de l'extradition fondé sur une multitude de conventions européennes et internationales⁵. La Commission européenne a précisé qu'«[E]n matière d'extradition, l'application du principe de reconnaissance mutuelle conduit à ce que chaque autorité judiciaire nationale reconnaisse ipso facto, et moyennant des contrôles minimaux, la demande de remise d'une personne formulée par l'autorité judiciaire d'un autre État membre»⁶. Une des conséquences essentielles de ce principe a été la suppression, du moins partielle, de l'exigence de la double incrimination. Le décision-cadre a établi une liste d'infractions pour lesquelles aucun contrôle de double incrimination ne pourra être effectué (article 2 paragraphe (2)⁷). Pour les autres infractions, non-énumérées par cette disposition, la remise peut être subordonnée à la condition que les faits pour lesquels le mandat d'arrêt européen a été émis constituent une infraction au regard du droit de l'État membre d'exécution, quels que soient les éléments constitutifs ou la qualification de celle-ci⁸.

La décision-cadre a été ainsi le point de départ d'une législation nationale fondée sur le principe de la reconnaissance mutuelle et touchant à des aspects de plus en plus nombreux du droit pénal. Le Luxembourg vient encore de se conformer très récemment à la décision-cadre 2008/909/JAI du 27 novembre 2008 concer-

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 20.08.2010

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Christine Doerner):

08.06.2011 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

29.06.2011 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

06.07.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.07.2011

Loi du 3 août 2011

Mémorial A, n°175, p. 2962

L'acquisition et la détention d'armes

6209 - Projet de loi portant:

- transposition de la directive 2008/51/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 modifiant la directive 91/477/CEE du Conseil relative au contrôle de l'acquisition et de détention d'armes, et

- modification de la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions

1. L'objet du projet de loi: la transposition de la directive 2008/51/CE

Le projet de loi a pour objet de transposer en droit luxembourgeois la directive 2008/51/CE du 21 mai 2008 (ci-après la directive 2008/51/CE) modifiant la directive 91/477/CEE du 18 juin 1991 relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes (ci-après la directive

¹ Relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne; Mémorial A - n°39, 22 mars 2004, page 588.

² L'abréviation «MAE» signifie mandat d'arrêt européen.

³ Article 2 de la décision-cadre.

⁴ Proposition de décision-cadre relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres COM(2001) 522 final/2, 25 septembre 2001, page 2.

⁵ Il s'agit des textes suivants: la Convention européenne d'extradition du 13 décembre 1957, le protocole additionnel à cette Convention du 15 octobre 1975, le second protocole additionnel du 17 mars 1978, la Convention européenne du 27 janvier 1977 pour la répression du terrorisme. La Commission européenne précise dans sa proposition de décision-cadre relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres, que «La Convention d'application de l'accord Schengen à travers la mise en place du SIS, a créé un dispositif permettant, dans la pratique, d'améliorer considérablement les mécanismes d'information entre les États membres relativement aux personnes recherchées, et de faciliter les contacts entre autorités nationales lors de l'arrestation d'une personne. Juridiquement toutefois, la Convention Schengen n'apporte rien au regard des mécanismes classiques de l'extradition prévus par la Convention de 1957.

La Convention relative à la procédure simplifiée d'extradition entre les États membres de l'Union européenne du 10 mars 1995 (ci-après dénommée Convention de 1995) ou la Convention relative à l'extradition entre les États membres de l'Union européenne du 27 septembre 1996 (ci-après dénommée Convention de 1996), ont eu pour but d'accélérer et de simplifier les mécanismes de la Convention de 1957, et d'éliminer la plupart des réserves possibles à celle-ci. Elles ne rompent pas toutefois avec le mécanisme, par définition politique et intergouvernemental de l'extradition. En outre, elles n'ont été ratifiées respectivement que par neuf et huit États membres », COM(2001) 522 final/2, 25 septembre 2001.

⁶ Proposition de décision-cadre relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres, COM(2001) 522 final/2, 25 septembre 2001, page 2.

⁷ Il s'agit notamment des infractions suivantes: le terrorisme, la traite des êtres humains, la corruption, la participation à une organisation criminelle, le faux monnayage, l'homicide, le racisme et la xénophobie, le viol, le trafic de véhicules volés, la fraude, y compris la fraude aux intérêts financiers de l'Union.

⁸ Article 2 paragraphe (4) de la décision-cadre.

⁹ Loi du 28 février 2011 relative à la reconnaissance de jugements en matière pénale ayant prononcé des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans un autre État membre de l'Union européenne, Mémorial A - n°44, 8 mars 2011, page 634.

¹⁰ GMD, Rapport d'évaluation sur la quatrième série d'évaluations mutuelles «l'application pratique du mandat d'arrêt européen et des procédures correspondantes de remise entre États membres» - Rapport sur le Luxembourg, 19 novembre 2007 (ci-après le rapport d'évaluation).

¹¹ Paragraphe 7.1 du rapport d'évaluation, page 31.

¹² Selon le GMD, «[L]a principale critique émise par l'équipe d'experts réside dans la disposition législative prévoyant la date limite du 7 août 2002, qui est clairement contraire à la décision-cadre. L'avis du Conseil d'État aurait déjà dû faire réfléchir le parlement luxembourgeois s'agissant d'une législation européenne à valeur contraignante, non seulement pour les autorités judiciaires (voir l'affaire PUPINO) mais aussi pour les parlements.

De plus le parlement luxembourgeois est le seul en Europe à avoir décidé que la législation du MAE serait inapplicable avant le 8 août 2002 non seulement en matière d'exécution mais aussi en matière d'émission. En conséquence, la législation a eu un impact très négatif sur les procédures réelles d'émission et d'exécution des MAE parfois dans des affaires d'une gravité certaine (par exemple dans le cas d'un homicide)», rapport d'évaluation, paragraphe 7.1, page 32.

¹³ Voir note de bas de page n°5.

¹⁴ Paragraphe 7.1 du rapport d'évaluation, page 31.

¹⁵ Information issue du Site Internet «Europa, Synthèses de législation», Système d'information Schengen 2^e génération (SIS II) - règlement (ancien 1^{er} pilier), http://europa.eu/legislation_summaries/justice_freedom_security/free_movement_of_persons_asylum_immigration/l14544_fr.htm.

¹⁶ Article 9 paragraphe (3) de la décision-cadre.

¹⁷ Paragraphe 7.1 du rapport d'évaluation, page 32.



91/477/CEE). À cette fin, le projet de loi vise à modifier la loi du 15 mars 1983 sur les armes et munitions¹⁸ (ci-après la loi de 1983).

La directive 2008/51/CE constitue une réaction de l'Union européenne au Protocole du 31 mai 2001 des Nations Unies contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention des Nations Unies du 15 novembre 2000 contre la criminalité transnationale organisée (ci-après le protocole de 2001). La Commission européenne a signé ce protocole au nom de l'Union européenne le 16 janvier 2002. L'adhésion de l'Union européenne à ce protocole nécessite la modification de certaines dispositions de la directive 91/477/CEE. Le législateur communautaire a également souhaité adapter cette directive à la suite de difficultés d'application constatées par le Parlement européen et le Conseil dans un rapport du 15 décembre 2000 sur la mise en œuvre de la directive 91/477/CEE¹⁹.

Comme le constatent le Conseil d'État et la Chambre de Commerce dans leurs avis respectifs des 8 avril 2011 et 13 décembre 2010, la directive 91/477/CEE n'a pas été intégralement transposée en droit national. La seule mesure de transposition de la directive 91/477/CEE qui a été prise par le Luxembourg consistait à fixer la durée de la validité de la carte européenne d'armes à feu²⁰.

Le premier objectif poursuivi par le projet de loi vise dès lors à tenir compte des dispositions de la directive 91/477/CEE telle que modifiée par la directive 2008/51/CE suite au protocole de 2001.

Le protocole de 2001 prévoit tout d'abord d'adapter les définitions en matière d'armes. Ainsi la notion d'arme à feu doit comprendre la notion de «[...] arme à canon portative qui propulse des plombs, une balle ou un projectile par l'action d'un explosif, ou qui est conçue pour ce faire ou peut être aisément transformée à cette fin»²¹. La législation sur les armes doit également couvrir les «pièces et éléments»²² spécifiquement conçus pour une arme à feu et indispensable à son fonctionnement. La fabrication illicite, le trafic illicite d'armes à feu, de leurs pièces et éléments ainsi que de la munition sont définis par le protocole de 2001²³. Autre notion à définir dans la législation nationale est le traçage des armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions depuis le fabricant²⁴.

Ces nouvelles définitions sont reprises par la directive 2008/51/CE et intégrées à l'article 1^{er} de la directive 91/477/CEE. Le projet de loi sous rapport les intègre à l'article 1^{er} de la loi de 1983.

Les nouvelles définitions ont comme corollaire un nouveau cadre répressif visant à sanctionner le non-respect des règles prévues par ces textes.

Ainsi, le protocole de 2001 exige que les Parties appliquent, conformément à leur législation nationale, des sanctions telles que la confiscation, la saisie et la destruction des armes à feu ayant fait l'objet d'une fabrication ou d'un trafic illicites²⁵.

Le non-respect des obligations de marquage doit également être sanctionné pénalement par les Parties au protocole de 2001. Les sanctions pénales exigées par le protocole de 2001 ainsi

que par la directive 2008/51/CE sont prévues à l'article 28-1 nouveau que le projet de loi propose d'insérer dans la loi de 1983.

Le projet de loi définit également les notions d'armurier et de courtier. La notion d'armurier a été définie par la directive 91/477/CEE, mais non par la loi de 1983. Le projet entend dès lors tenir compte de cette définition et cela d'autant plus que la directive 2008/51/CE exige des États membres qu'ils contrôlent de manière rigoureuse l'activité d'armurier, notamment en ce qui concerne leur honorabilité et leurs compétences professionnelles²⁶. Par ailleurs la directive 2008/51/CE étend la définition des armuriers à la fabrication, le commerce, l'échange, la location, la réparation ou la transformation de pièces et de munitions.

Le protocole de 2001, suivi par la directive 2008/51/CE, exige que les États définissent dans leur législation nationale les activités de courtage d'armes²⁷. Le projet de loi définit l'activité de courtage d'armes²⁸ tout en interdisant son exercice par la suite²⁹. Certaines armes peuvent néanmoins faire l'objet, à titre accessoire, d'opérations de courtage, mais, dans ce cas de figure, ces opérations doivent être réalisées par un armurier agréé³⁰. Aussi, le projet de loi prévoit-il de réprimer pénalement l'exercice de l'activité de courtage³¹. L'interdiction de l'activité de courtage repose principalement sur la considération que le risque que certains courtiers d'armes ne feraient qu'abuser des opportunités offertes notamment par la place financière du Luxembourg pour arranger les transactions financières relatives à des contrats d'armes de guerre a été jugé plus grand que les éventuelles plus-values à espérer de l'autorisation de cette activité au Luxembourg.

En ce qui concerne le marquage, élément important de l'exigence de traçage prévue par le protocole de 2001 et la directive 2008/51/CE, les États membres doivent prévoir dans la législation une obligation de marquage dès la fabrication des armes, alors que la directive 91/477/CEE ne se réfère qu'indirectement à l'obligation de marquage. Afin de tenir compte de ces nouvelles obligations de marquage, le projet de loi propose de modifier l'article 3 de la loi de 1983 et tient ainsi compte de l'article 4 de la directive 2008/51/CE.

En matière de traçage, le protocole prévoit la tenue de registres pour une période d'au moins dix ans en vue d'identifier et de suivre la trace des armes à feu. La directive 2008/51/CE porte cette période à vingt ans et oblige les États membres à assurer l'établissement et la maintenance d'un fichier de données informatisé, centralisé ou décentralisé, qui garantit l'accès, des autorités habilitées, aux fichiers de données dans lesquels chaque arme à feu est enregistrée³². Les armuriers quant à eux devront conserver un registre des armes dans lequel sont inscrites toutes les entrées et sorties d'armes pour la durée de l'exercice de leur activité³³.

Enfin, une série de conditions particulières relatives aux mineurs qui peuvent, à titre exceptionnel, détenir une arme principalement pour l'exercice de la chasse et du tir sportif, sont introduites en droit luxembourgeois. La transposition de la directive européenne comporte ainsi l'ajout de deux conditions, à savoir (i) une autorisation parentale avant la délivrance de l'autorisation au mineur, ainsi (ii) qu'une sur-

veillance du mineur lors de l'exercice du tir par la présence et sous la responsabilité d'une personne disposant de l'autorité parentale ou d'une personne majeure disposant d'un permis de port d'armes de chasse ou de sport en fonction du permis délivré au mineur.

2. La préservation de la philosophie inhérente à la loi de 1983

Les auteurs du projet de loi disent vouloir préserver la philosophie inhérente à la loi de 1983 sur les armes et munitions pour consolider ainsi la pratique administrative née de son application.

Quelle est cette philosophie inhérente à la loi de 1983? La loi de 1983 ne prévoit que deux catégories d'armes et soumet à autorisation toutes les armes à feu autres que celles qui sont de toute façon prohibées.

Ainsi, la loi distingue entre, d'une part, les armes prohibées et, d'autre part, les armes et accessoires d'armes soumis à autorisation. La catégorie des armes prohibées comporte les armes les plus diverses et comprend des substances lacrymogènes ou toxiques, certains couteaux, coup de poing, casse-têtes, sabres etc.

La deuxième catégorie d'armes prévue par la loi de 1983 est essentiellement composée des armes à feu. Ces armes sont soumises à un régime d'autorisation et, pour des activités professionnelles liées à ces armes, à un agrément spécial. Le projet de loi sous rapport vise essentiellement cette deuxième catégorie d'armes puisque la directive 91/477/CEE, telle que modifiée par la directive 2008/51/CE, s'applique elle aussi aux armes à feu sauf qu'elle prévoit quatre catégories différentes d'armes à feu alors que les armes réglementées par la loi de 1983 sont réparties en deux catégories. Les auteurs du projet de loi ont maintenu la subdivision de la loi de 1983 tout en répartissant en annexe du projet de loi les armes prévues par la directive modifiée 91/477/CEE dans les deux catégories de la loi de 1983³⁴.

La directive 91/477/CEE laisse aux États membres la liberté de réglementer les armes non à feu.

C'est pourquoi le projet de loi prévoit également d'introduire un régime juridique simplifié pour les armes non à feu et pour les armes anciennes. Ces deux types d'armes sont soumis au Luxembourg à un régime d'autorisation. Les nouvelles dispositions prévoient une différenciation de leur traitement en fonction de leur puissance de tir, ce qui est devenu nécessaire en raison de leur diversification au cours des dernières années.

Ainsi, les auteurs du projet de loi proposent, à l'instar de beaucoup d'autres pays, d'introduire en tant que critère de distinction, la puissance de tir de certains engins³⁵ et des armes non à feu, ce qui implique que:

- des armes ou engins d'une puissance supérieure à 7,5 joules restent soumis à autorisation en toutes circonstances, conformément au régime actuel;

- des armes ou engins d'une puissance inférieure ou égale à 7,5 joules et supérieure à 0,5 joules sont dorénavant soumis au régime simplifié de l'article 5-2 nouveau³⁶,

- tandis que les engins d'une puissance inférieure ou égale à 0,5 joules sont exclus du champ d'application de la loi.

Les auteurs du projet de loi ont encore souhaité faire usage de la faculté offerte aux États membres par l'article 3 de la directive 91/477/CEE aux termes duquel les États membres peuvent adopter des dispositions plus strictes que celles prévues par la directive, sous réserve des droits conférés par son article 12, paragraphe (2) aux chasseurs et tireurs sportifs qui voyagent entre États membres avec leurs armes.

Les dispositions plus strictes prévues par le projet de loi concernent notamment:

- l'activité de courtier d'armes qui comme nous l'avons indiqué ci-dessus est interdite;

- l'activité des commerçants d'armes auxquels s'applique le régime des armuriers;

- la fixation d'un âge minimal pour la délivrance d'une autorisation d'armes à des mineurs qu'il est proposé de fixer à 16 ans pour des armes à feu et à 14 ans pour des armes non à feu; consentement parental par écrit; interdiction d'acheter des armes.

- l'agrément pour l'activité d'armurier ne peut être délivré qu'après vérification de l'honorabilité professionnelle et personnelle alors que la directive 2008/51/CE ne prévoit que la vérification de l'honorabilité professionnelle et «privée» ainsi que des compétences de l'armurier. L'agrément ne peut être conféré qu'à des personnes physiques; lorsque l'activité d'armurier est exercée sous forme d'une personne morale, le titulaire de l'agrément doit assurer personnellement et de manière permanente l'exploitation et la gestion journalière du commerce et la délivrance de l'agrément est subordonnée à la communication au Ministre de la Justice de l'identité de tous les actionnaires ou associés, directs ou indirects, personnes physiques ou morales, qui détiennent dans la personne morale en cause une participation, ainsi que les montants de ces participations.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 15.10.2010
Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission juridique
(Présidente: Mme Christine Doerner):

- 04.05.2011 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen de l'avis du Conseil d'État
- 11.05.2011 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption de propositions d'amendement
- 18.05.2011 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
- 25.05.2011 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
- 22.06.2011 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 06.07.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.07.2011

Loi du 3 août 2011

Mémorial A, n°175, p. 2964

¹⁸ Mémorial A, n°26 du 19 avril 1983, page 694, voir également, Recueil des lois spéciales, volume I, «Armes et Explosifs».

¹⁹ Rapport de la Commission au parlement européen et au Conseil, Mise en œuvre de la directive 91/477/CEE du Conseil du 18 juin 1991 relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes, 15 décembre 2000, COM(2000)837 final.

²⁰ Idem., paragraphe (33), page 9; voir également le règlement grand-ducal pris en exécution de la loi sur les armes et munitions, Mémorial A, n°101 du 28 décembre 1995, page 2546.

²¹ Article 3 point c) du protocole de 2001.

²² Article 3 point b) du protocole de 2001.

²³ Idem, points d) et e).

²⁴ Idem, point f).

²⁵ Article 6, paragraphes (1) et (2) du protocole.

²⁶ Voir considérant (12) de la directive 2008/51/CE.

²⁷ L'article 12 du protocole de 2001 prévoit que «En vue de prévenir et de combattre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, les États Parties qui ne l'ont pas encore fait envisagent d'établir un système de réglementation des activités de ceux qui pratiquent le courtage. Un tel système pourrait inclure une ou plusieurs mesures telles que: a) L'exigence d'un enregistrement des courtiers exerçant sur leur territoire; b) L'exigence d'une licence ou d'une autorisation de courtage; ou c) L'exigence de l'indication sur les licences ou autorisations d'importation et d'exportation, ou sur les documents d'accompagnement, du nom et de l'emplacement des courtiers participant à la transaction».

²⁸ Article 1, point 8).

²⁹ Ce qui est permis par l'article 4ter de la directive 2008/51/CE.

³⁰ Article 27-1 nouveau.

³¹ Article 28-1 nouveau.

³² Article 4, point 4 de la directive 2008/51/CE.

³³ Le projet de loi initial fixait cette durée à 20 ans. A la suite de l'avis du Conseil d'Etat du 8 avril 2011, la Commission juridique a porté cette obligation à la durée de l'exercice des activités de l'armurier.

³⁴ Ce choix est justifié de la manière suivante: «Le résultat des négociations était un compromis: d'une part, les quatre catégories, initialement déjà prévues par le texte de la directive 91/477, ont été maintenues mais, d'autre part, la Commission européenne a été chargée de soumettre un rapport sur les avantages et désavantages éventuels d'une future limitation à deux catégories d'armes. Par conséquent, il n'a pas été jugé opportun d'abandonner le principe général des deux catégories d'armes de la loi du 15 mars 1983 dans le cadre de la transposition de la directive 2008/51. Ainsi, le régime relativement strict des armes des catégories B à D de la directive 91/477 tel qu'il résulte du présent projet de loi permet de faire une transposition exacte de la directive, tout en ne modifiant pas fondamentalement la situation juridique des armes à feu au Luxembourg», doc.parl. 6209, page 10.

³⁵ Les auteurs du projet de loi expliquent que «Or, depuis quelques années, le marché est littéralement inondé de toutes sortes d'engins: il y a ceux qui ont l'apparence parfaite d'une arme à feu, tout en n'étant qu'un jouet d'un point de vue puissance de tir; il y a ceux qui sont destinés à certains genres de sports nouveaux, tels que les marqueurs „paintball“, ou encore les „soft air“ qui fonctionnent moyennant des cartouches de CO₂ ou un dispositif électrique, tout en ressemblant plutôt à une arme d'un film de science-fiction qu'à une arme à feu. Certains engins disponibles sur le marché fonctionnent bien avec de l'air comprimé, mais sont dotés d'une „puissance de tir“ qui les qualifie sans aucun doute de jouet; toutefois, par le seul fait qu'ils fonctionnent avec de l'air comprimé, ces engins tombent actuellement dans le champ d'application de la loi du 15 mars 1983. En revanche, d'autres engins fonctionnent sur base d'un dispositif électrique et développent une puissance de tir dépassant même celle des armes à air comprimé classiques; pourtant, ils ne peuvent être considérés comme des armes au sens de la loi du 15 mars 1983 alors qu'ils ne fonctionnent pas moyennant de l'air comprimé»; doc.parl. 6209, page 12.

³⁶ Cette nouvelle disposition prévoit le régime d'autorisation simplifié.



Obligations lors de fusions ou scissions d'entreprises

6227 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et portant transposition de la directive 2009/109/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 modifiant les directives 77/91/CEE, 78/855/CEE et 82/891/CEE du Conseil ainsi que la directive 2005/56/CE en ce qui concerne les obligations en matière de rapports et de documentation en cas de fusions ou de scissions

La directive 2009/109/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 a pour objectif de renforcer la compétitivité des entreprises de l'Union européenne en réduisant les charges administratives qui résultent des dispositions de la directive 78/855/CEE concernant les fusions (la troisième directive sur le droit des sociétés), la directive 82/891/CEE concernant les scissions (la sixième directive sur le droit des sociétés) ainsi que la directive 2005/56/CE en ce qui concerne les obligations en matière de rapports et de documentation en cas de fusion ou de scission (ci-après la directive).

Le Conseil européen a convenu, lors de ses réunions des 8 et 9 mars 2007, que les charges administratives imposées aux sociétés devraient être réduites de 25% d'ici à 2012 afin de renforcer la compétitivité des sociétés dans l'Union européenne. Dans cette perspective, il est donc approprié de réviser les nombreuses obligations d'information imposées aux sociétés, dont certaines semblent désuètes ou excessives et, si possible, de réduire les charges administratives pesant sur ces sociétés.

La directive vise à réduire les coûts liés aux opérations de fusion et de scission en limitant les obligations en matière de rapports détaillés et en permettant aux sociétés de fournir les informations nécessaires aux actionnaires et aux tiers par voie électronique.

Les principales modifications introduites peuvent être résumées comme suit:

- L'utilisation des sites Internet des sociétés ou d'autres sites Internet pour la publication des projets de fusion ou de scission ainsi que

d'autres documents mis à la disposition des actionnaires et des créanciers à cette occasion à condition que la sécurité du site Internet et l'authenticité des documents y figurant soit assurée.

- Les obligations de publicité concernant les projets communs de fusion transfrontalière visées par la directive 2005/56/CE doivent être similaires à celles qui sont applicables aux fusions nationales et aux scissions.

- Les États membres peuvent prévoir qu'il n'est pas nécessaire de respecter les obligations en matière de rapports détaillés et d'information applicables aux fusions et aux scissions des sociétés si l'ensemble des actionnaires des sociétés participant à la fusion ou à la scission conviennent de pouvoir s'en dispenser. Un tel accord des actionnaires doit intervenir sans préjudice de la protection des intérêts des créanciers des sociétés concernées, ainsi que des dispositions visant à garantir la communication des informations nécessaires aux employés des sociétés concernées et aux autorités publiques, telle que l'administration fiscale, chargée du contrôle de la fusion ou de la scission conformément à la législation communautaire en vigueur.

- Un rapport d'expert indépendant tel qu'il est prévu par la directive 77/91/CEE n'est souvent pas nécessaire dans la mesure où un rapport d'expert indépendant visant à protéger les intérêts des actionnaires ou des créanciers doit également être établi dans le cadre de la fusion ou de la scission. Les États membres doivent donc avoir, pour ce cas de figure, la possibilité de dispenser les sociétés de l'obligation de rapport prévue par la directive 77/91/CEE ou de prévoir que ces deux rapports peuvent être établis par le même expert.

- Les fusions entre les sociétés mères et leurs filiales ont une incidence économique réduite sur les actionnaires et les créanciers lorsque la société mère détient au moins 90% des actions ou autres titres conférant un droit de vote de la filiale. Il en va de même dans le cas de certaines scissions, notamment lorsque les sociétés sont scindées en de nouvelles sociétés détenues par les actionnaires au prorata de leurs droits dans la société initiale. En pareil cas, les rapports obligatoires en application des directives 78/855/CEE et 82/891/CEE doivent donc être réduits.

Les dispositions insérées par le projet de loi dans le NCPC doivent être comprises comme une adaptation du droit national aux exigences du règlement 4/2009.

Parmi ces adaptations, il importe de retenir celles qui visent à introduire dans le NCPC une nouvelle subdivision en décisions rendues dans un État membre non lié par le protocole de La Haye de 2007 et prévoyant dès lors une procédure d'exequatur (article 685-2 nouveau) et les décisions rendues dans un État membre lié par ce protocole et ne prévoyant plus de procédure d'exequatur (article 685-3 nouveau).

Le projet de loi répond ainsi à cette dualité de régimes expliquée ci-avant et instaurée par le règlement 4/2009.

Dans les cas où la procédure d'exequatur est supprimée, le défendeur a, selon l'article 19 du règlement 4/2009, le droit de faire procéder au réexamen de la décision exécutoire, lorsqu'il n'a pas comparu dans l'État membre d'origine. Dans ce contexte, le paragraphe (2) du nouvel article 685-3 prévoit que la juridiction luxembourgeoise sursoit à statuer et le défendeur dispose d'un délai de 45 jours, à partir de la première demande d'exécution, pour prouver qu'il a introduit une demande de réexamen devant la juridiction compétente de l'État d'origine. L'instance est alors reprise devant la juridiction luxembourgeoise saisie à l'issue de la procédure de réexamen.

Le règlement 4/2009 prévoit également que les États membres désignent une autorité centrale chargée de remplir les multiples tâches qui lui sont confiées par le règlement. À cet effet, le projet de loi désigne le Procureur général d'État comme autorité centrale chargée de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées par le règlement au sens de son article 49, paragraphe (1). Enfin, le projet de loi détermine les traitements de données à caractère personnel auxquels le Procureur général d'État aura un accès direct à travers un système informatique spécialement créé à cet effet.

Dans ce cadre, une attention particulière a été portée à la protection des données à caractère personnel accessibles par l'autorité centrale.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 05.01.2011

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Christine Doerner):

15.06.2011 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

29.06.2011 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

06.07.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.07.2011

Loi du 3 août 2011

Mémorial A, n°175, p. 2972

Réorganisation de la Chambre des Métiers

6238 - Projet de loi portant réorganisation de la Chambre des Métiers et modifiant la loi du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce

Le projet de loi a pour objet une réforme complète de l'arrêté grand-ducal modifié du 8 octobre 1945 portant réorganisation du statut de la Chambre des Métiers.

Les modifications les plus importantes concernent les points suivants:

- **Le statut de la Chambre des Métiers**

Le texte initial du projet de loi devait attribuer à la Chambre des Métiers le statut d'un établissement public. Cette solution était par ailleurs identique à celle prévue par la loi du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce.

Or, à la lumière de l'opposition formelle émise par le Conseil d'État à cet égard, il a été retenu de conférer à la Chambre des Métiers le statut d'une personne morale de droit public.

- **L'affiliation à la Chambre des Métiers**

Le projet de loi redéfinit la notion de ressortissant de la Chambre des Métiers et règle le cas de figure exceptionnel de la double affiliation à la Chambre des Métiers et à la Chambre de Commerce.

Il est proposé de définir les ressortissants de la Chambre des Métiers comme étant, d'une part, toutes les personnes physiques et morales, établies «à titre principal ou accessoire comme artisan», conformément à la législation en matière de droit d'établissement, et, d'autre part, toutes les succursales établies à titre principal ou accessoire comme artisan, à l'initiative de personnes physiques ou morales relevant du droit d'un autre État, conformément à la législation en matière de droit d'établissement.

Le projet de loi entend également préciser que le critère d'affiliation à la Chambre des Métiers est l'exercice d'une activité artisanale, c'est-à-dire d'une activité figurant sur la liste des Métiers, quelle que soit l'importance de cette activité, et que le fait qu'une entreprise exerce à côté de son activité artisanale également une activité commerciale ne change a priori rien à son affiliation exclusive auprès de la Chambre des Métiers, à moins qu'il ne s'agisse d'une activité commerciale sans aucun rapport avec l'activité artisanale.

Tout en posant un critère d'affiliation clair à la Chambre des Métiers, qui en soi n'est pas nou-

veau, le projet de loi entend tenir compte d'un revirement juridique opéré par le projet de loi portant réorganisation de la Chambre de Commerce. Dans le cadre de la loi de 1924 précitée, lue en combinaison avec l'article 8 de l'arrêté grand-ducal modifié de 1945, une double affiliation d'une entreprise à la fois à la Chambre des Métiers et à la Chambre de Commerce est en principe exclue.

Pour tenir compte de cette nouvelle situation, le projet de loi propose un critère aussi clair que possible et qui permet de donner une réponse équilibrée à une problématique complexe évitant au maximum une double affiliation, synonyme de double cotisation, ce qui ne saurait être dans l'intérêt des entreprises.

Le projet de loi introduit par ailleurs certains principes et modalités de l'affiliation à la Chambre des Métiers, actuellement fixés par le règlement grand-ducal du 18 mars 2008 relatif à l'affiliation à la Chambre des Métiers et à la fixation des cotisations.

- **Les attributions et les compétences de la Chambre des Métiers**

Une deuxième série de modifications a trait aux attributions et missions de la Chambre des Métiers.

À côté de son rôle consultatif dans la procédure législative et réglementaire qui reste clairement une de ses prérogatives fondamentales, le projet de loi entend faire un toilettage des autres missions de la Chambre des Métiers.

Ainsi, l'engagement de la Chambre des Métiers pour la promotion de l'esprit et de la création d'entreprises, son service d'assistance et de conseil aux entreprises dans les domaines les plus divers, son rôle au niveau de la formation professionnelle initiale, de la maîtrise et de la formation continue, son soutien aux ressortissants intéressés par l'accès aux marchés étrangers, constituent autant d'aspects qui sont dorénavant mentionnés de façon claire et précise dans le texte de la loi.

- **Les principes régissant l'organisation de la Chambre des Métiers**

Une troisième série de modifications concerne l'organisation et la composition de la Chambre des Métiers.

À l'heure actuelle, certains de ces aspects sont traités au niveau du règlement interne de la Chambre des Métiers auquel renvoie l'arrêté grand-ducal modifié de 1945.

Dans le souci d'une meilleure transparence, les principaux aspects organisationnels, plus particulièrement, la répartition des pouvoirs entre les différents organes sont traités dans le cadre de la loi, le règlement intérieur ayant vocation

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 14.12.2010

Rapporteur: M. Léon Gloden

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Christine Doerner):

22.06.2011 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

29.06.2011 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

06.07.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.07.2011

Loi du 3 août 2011

Mémorial A, n°175, p. 2970

Obligations alimentaires: reconnaissance et exécution des décisions

6237 - Projet de loi portant mise en application du règlement (CE) n°4/2009 du 18 décembre 2008 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires, modifiant le Nouveau Code de procédure civile

Le projet de loi a pour objet de mettre le droit national en conformité avec les exigences du règlement (CE) 4/2009 du Conseil du 18 décembre 2008 relatif à la compétence, la loi

applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires (ci-après le règlement 4/2009). À cette fin le projet de loi propose de modifier le Nouveau Code de procédure civile (ci-après le NCPC).

Le projet de loi initial a été remplacé par une nouvelle proposition de texte que le Conseil d'État a annexée à son avis du 7 juin 2011.

Ce nouveau texte a été nécessaire pour clarifier que le projet de loi sous rapport n'entend pas transposer le règlement 4/2009, celui-ci étant bien évidemment obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans les États membres conformément à l'article 288 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne³⁷.

³⁷ Selon les auteurs du règlement 4/2009: «La forme choisie, un règlement, se justifie pour plusieurs raisons. Il ne peut être laissé de marge d'appréciation aux États membres non seulement quant à la détermination des règles de compétence internationale, dont l'objectif est d'assurer la sécurité juridique au profit des citoyens et opérateurs économiques, mais encore quant à la procédure de reconnaissance et d'exécution qui répond à un impératif de clarté et d'homogénéité au sein des États membres. Il en va de même pour les règles de conflit de lois. En effet, la proposition édicte en cette matière des règles uniformes pour la loi applicable, qui sont précises et inconditionnelles et ne nécessitent aucune mesure de transposition en droit national. Si les États membres disposaient, au contraire, d'une marge de manœuvre pour la transposition de ces règles, on réintroduirait l'insécurité juridique que la présente proposition est précisément censée abolir». Proposition de règlement du Conseil relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires, Bruxelles, COM(2005) 649 final, 15 décembre 2005, page 9.



à régler des aspects de second rang et des détails, règlement qui fera d'ailleurs l'objet d'une publication au Mémorial.

- Le système électoral de la Chambre des Métiers

Enfin, le projet de loi entend apporter des changements aux principes et aux modalités de l'élection des membres composant la Chambre des Métiers.

Les modifications apportées en 2006 à l'arrêté grand-ducal étaient ponctuelles, notamment pour tenir compte de l'introduction de la notion de personne morale dans la définition du ressortissant et par conséquent de l'électeur de la Chambre des Métiers.

Dans le cadre du présent projet de loi, il est tenu compte des changements intervenus dans le cadre de la législation en matière de droit d'établissement qui limitent le nombre de métiers en les fusionnant tout en augmentant les champs d'activités.

À l'heure actuelle, l'arrêté grand-ducal de 1945 prévoit que le ministre ayant l'artisanat dans ses attributions détermine avant les élections les métiers ou groupes de métiers auxquels est dévolu un siège à la Chambre des Métiers. Ceci se traduit dans la pratique par un nombre de groupes électoraux se situant entre 19 et 24.

En raison du fait que les entreprises exercent très souvent plusieurs activités artisanales, de sorte que le classement dans tel ou tel groupe électoral ne reflète que très imparfaitement la réalité de l'entreprise en question, et donc de l'électeur, il est jugé utile et nécessaire d'avoir moins de groupes électoraux, qui sont en revanche plus larges quant aux activités artisanales qu'ils couvrent.

Dans un souci de simplification, le projet de loi prévoit de définir six grands groupes électoraux.

À chacun de ces six groupes sera octroyé un nombre de sièges en fonction du nombre des entreprises susceptibles d'en faire partie, démarche s'inscrivant dans le sens de la simplicité et assurant une meilleure représentativité au niveau des électeurs et des candidats, respectivement des élus.

Le projet de loi se propose en plus de fixer les principes à base du fonctionnement du bureau électoral et de régler certaines situations pouvant se présenter suite à l'élection ou au cours du mandat d'un membre élu, situations qui ne demeurent pas ou peu réglées par les textes actuels.

Dépôt par Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme, le 13.01.2011

Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme
(Président: M. Lucien Clement):

- 25.01.2011 Désignation d'un rapporteur
- 24.05.2011 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
- 31.05.2011 Adoption d'une série d'amendements
- 29.06.2011 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 01.07.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.07.2011

Communications électroniques: protection de la vie privée

6243 - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques;

2) de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel;

3) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

4) du Code de la consommation

Le présent projet de loi a pour objet de modifier certains articles de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques, afin de transposer en droit luxembourgeois la directive 2009/136/CE.

La directive 2009/136/CE fait partie du nouveau „paquet télécom“, réforme du cadre réglementaire de l'Union européenne pour les réseaux et services de communications électroniques, qui est entré en vigueur le 19 décembre 2009. La directive modifie donc la directive 2002/58/CE „directive vie privée et communications électroniques“ qui a été transposée en droit national par la loi du 30 mai 2005 précitée.

Les modifications se situent dans le contexte de la réforme du cadre réglementaire de l'Union européenne pour les réseaux et services de

communications électroniques. Cette réforme est devenue nécessaire suite à l'évolution des technologies et du marché. Les modifications visées ont pour objet d'instaurer un niveau de protection élevé de la vie privée et des données à caractère personnel qui soit équivalent pour chaque consommateur et utilisateur quelle que soit la technologie utilisée pour fournir un service donné.

Ainsi, il sera introduit une nouvelle procédure de notification, à savoir l'obligation des fournisseurs de services de communications électroniques accessibles au public d'avertir la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) en cas de survenance d'une violation de la sécurité et de la confidentialité de données à caractère personnel. Par ailleurs, les fournisseurs seront obligés d'informer leurs abonnés lorsque l'incident constaté est susceptible de les affecter défavorablement au niveau de la protection de leur vie privée et des données les concernant.

Le présent projet de loi a encore pour but de procéder à une modification ponctuelle de deux dispositions concernant le mandat et le statut des membres de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) pour l'ajuster à celui d'autres établissements publics.

En effet, il est proposé de prévoir qu'à l'avenir, le mandat des membres de la CNPD sera renouvelable sans limitation de durée. En outre, le membre issu du secteur privé dont le mandat n'est pas renouvelé pourra désormais devenir conseiller auprès de la CNPD. Le texte actuellement en vigueur prévoit dans l'hypothèse d'une cessation de mandat le maintien de la rémunération pendant une durée maximale d'un an.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias, le 26.01.2011

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

(Président: M. Lucien Thiel):

26.05.2011 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

04.07.2011 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.07.2011

Loi du 28 juillet 2011

Mémorial A, n°172, p. 2938

Dispositions concernant les élèves à besoins éducatifs particuliers

6251 - Projet de loi visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers et portant modification

a) de la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée;

b) de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques

Le projet de loi propose la création d'un cadre législatif qui permettra, à travers différents aménagements de leur scolarité, aux élèves à besoins éducatifs particuliers de suivre l'enseignement en classe et de passer les épreuves d'évaluation menant à une certification. Il crée par ailleurs une Commission des aménagements raisonnables et en définit les missions.

Le projet de loi concerne les élèves à besoins éducatifs particuliers qui sont définis comme des élèves présentant une déficience ou une incapacité particulière dont les répercussions les empêchent de faire valoir lors des épreuves d'évaluation les compétences acquises. Toutes les déficiences et toutes les incapacités ne tomberont cependant pas dans le champ d'application de la loi. La déficience et l'incapacité doivent en effet être telles que les désavantages et les obstacles qu'elles comportent pour les élèves concernés puissent être palliés par les aménagements prévus par le projet de loi, aménagements qui doivent rester raisonnables.

Les aménagements raisonnables peuvent porter sur l'enseignement en classe, les tâches im-

posées à l'élève pendant les cours ou en dehors des cours, les épreuves d'évaluation en classe, les épreuves des examens de fin d'études ou de fin d'apprentissage et les projets intégrés. Il s'agit par exemple d'un aménagement de la salle de classe et/ou de la place de l'élève, d'une salle séparée pour les épreuves, d'une présentation adaptée des questionnaires, d'une dispense d'une partie des épreuves obligatoires prévues pour un trimestre ou semestre, de la prise en considération, pour les résultats annuels, des résultats scolaires portant uniquement sur un ou deux trimestres ou sur un semestre, d'une majoration du temps lors des épreuves et des projets intégrés, de pauses supplémentaires lors des épreuves, du recours à un vérificateur orthographique permettant de détecter les éventuelles fautes d'orthographe sans suggérer les corrections possibles ou encore de l'utilisation d'une langue véhiculaire autre que celle prévue par les programmes de l'enseignement secondaire technique.

Le projet de loi fixe les procédures à respecter, ainsi que les autorités habilitées à décider de ces aménagements. Les aménagements raisonnables sont décidés, selon le cas, par le directeur du lycée, par le conseil de classe ou encore par la Commission des aménagements raisonnables qui est instituée par le présent projet de loi. La Commission des aménagements raisonnables aura notamment pour mission de prendre les décisions en relation avec certains des aménagements raisonnables et de conseiller le ministre sur les mesures à prendre en faveur des élèves à besoins éducatifs particuliers.

Il est encore précisé que les certificats et les diplômes sont identiques pour tous les élèves ayant réussi les épreuves, mais que certains aménagements raisonnables seront mentionnés sur les compléments aux diplômes, les compléments aux certificats et les bulletins.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 14.02.2011

Rapporteur: M. Fernand Diederich

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

(Président: M. Ben Fayot):

- 12.05.2011 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
- 24.05.2011 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
- 30.06.2011 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.07.2011

Loi du 15 juillet 2011

Mémorial A, n°150, page 2174

Informations sur la consommation d'énergie et d'autres ressources

6259 - Projet de loi concernant l'indication, par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits, de la consommation en énergie et en autres ressources des produits liés à l'énergie

Le projet de loi 6259 transpose en droit national la directive 2010/30/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 concernant l'indication, par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits, de la consommation en énergie et en autres ressources des produits liés à l'énergie. Le délai de transposition de cette directive s'est écoulé le 20 juin 2011.

La loi en projet abroge la loi du 25 mars 2009 réglant actuellement cette matière.

Le champ d'application de la loi à venir ne se limite toutefois pas aux seuls appareils domestiques, mais s'étend aux produits liés à l'énergie ayant une incidence significative directe ou indirecte sur la consommation d'énergie et sur d'autres ressources essentielles durant leur utilisation.

La future loi établira un cadre pour l'harmonisation des mesures concernant l'information des utilisateurs finals sur la consommation d'énergie et, le cas échéant, d'autres ressources essentielles pendant l'utilisation de ces produits. Son objectif est d'accroître l'efficacité énergétique des produits liés à l'énergie moyennant, notamment, la mise à disposition d'une information exacte, pertinente et comparable sur la consommation énergétique spécifique de ces produits. Ce dispositif constituera donc un élément supplémentaire contribuant à l'effort politique visant à réduire la consommation énergétique des pays membres de l'Union européenne.





Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 09.03.2011

Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

(Président: M. Alex Bodry):

30.06.2011 Désignation d'un rapporteur

07.07.2011 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2011

Loi du 24 juillet 2011

Mémorial A, n°157, p. 2752

Conducteurs indépendants: aménagement du temps de travail

6262 - Projet de loi portant transposition de la directive 2002/15/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2002 relative à l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier pour les conducteurs indépendants

Le projet de loi 6262 a pour objet de transposer la directive 2002/15/CE relative à l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier, et ce pour les conducteurs indépendants. D'après l'article 2 de la directive, elle s'applique aux conducteurs indépendants à compter du 23 mars 2009.

Le projet fait suite à la loi du 21 décembre 2007 portant 1. transposition de la directive

2002/15/CEE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2002 relatif à l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier; 2. modification du Code du travail. Le champ d'application de la loi de 2007 visait uniquement les travailleurs mobiles employés par une entreprise de transport établie dans un État membre de l'UE qui participe à des activités mobiles de transport routier couvertes par le règlement (CEE) n°3820/85 relatif à l'harmonisation de certaines dispositions en matière sociale dans le domaine du transport par route, ou à défaut, par l'accord européen relatif au travail des équipages des véhicules effectuant des transports internationaux par route (AETR). Cette loi excluait partant les conducteurs indépendants, visés par l'actuel projet de loi.

Le présent projet correspond dans ses grandes lignes aux articles L. 214-1 et suivants du Code du travail.

Modifications du Règlement de la Chambre des Députés

6289A - Proposition de modification de l'article 16 du Règlement de la Chambre des Députés

La modification proposée à l'endroit de l'article 16 a comme origine le rapport de conformité du GRECO sur le Luxembourg en ce qui concerne la transparence du financement des partis politiques, adopté lors de la 47^e réunion plénière des 7 à 11 juin 2010. La Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle avait procédé à l'examen des recommandations du GRECO et avait estimé que l'on pourrait compléter l'article 16 du Règlement de la Chambre des Députés par le texte suivant: «Les aides financières accordées aux groupes politiques sont destinées exclusivement à couvrir les dépenses ayant trait aux activités parlementaires et ne peuvent être utilisées pour couvrir des dépenses produites par les partis politiques.»

6298 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au statut et au régime des traitements des fonctionnaires de la Chambre des Députés

Le statut actuel des fonctionnaires de la Chambre des Députés est entré en vigueur le 1^{er} novembre 1986. À l'époque, il a été adopté par le Bureau et non pas par la Chambre siégeant en séance plénière. Le statut a été modifié ponctuellement à plusieurs reprises, mais n'a cependant jamais été adapté aux modifications fondamentales intervenues dans le cadre du statut général des fonctionnaires de l'État. Dès lors, il a été décidé de procéder à une refonte générale du statut des fonctionnaires de la Chambre, en l'alignant autant que faire se peut sur le statut général de la fonction publique.

Le nouveau statut ainsi que le régime des traitements ont été adoptés par la Chambre en séance publique et annexés au Règlement de la Chambre dont ils font partie. Une publication au Mémorial est également assurée. Une proposition de loi, qui a été déposée, va régler les modalités du changement d'administration des fonctionnaires de la Chambre.

Au cours de l'élaboration du nouveau texte se sont posées plusieurs questions fondamentales, dont celle de la base juridique du nouveau statut, celle relative à la renonciation des fonctionnaires de la Chambre à certains droits politiques et encore celle concernant le pouvoir disciplinaire.

La proposition de nouveau statut des fonctionnaires de la Chambre des Députés a comme objectif un alignement maximal sur le nouveau statut général des fonctionnaires de l'État. Il a été tenu compte de toutes les modifications du statut général.

La présente proposition a été rédigée suite à des réunions entre la direction et la délégation du personnel qui se sont déroulées de novembre 2008 jusqu'à fin janvier 2009. Le Bureau de la Chambre des Députés a examiné et adopté la présente proposition au cours de plusieurs réunions ayant eu lieu entre le 5 janvier et le 17 juin 2011.

Le statut général prévoit encore un certain nombre de règlements grand-ducaux. Afin d'éviter une application au personnel de la Chambre de normes juridiques décidées par le Gouvernement seul, il est proposé de prévoir un transfert des pouvoirs au Bureau. Si les dispositions sont techniques, il est proposé de prévoir une indication dans le statut se référant au règlement grand-ducal existant.

6301 - Proposition de modification de l'article 82 du Règlement de la Chambre des Députés

Les membres de la Conférence des Présidents ont constaté à plusieurs reprises que la terminologie «question avec débat» avait prêté à confusion. En réalité, il n'y a pas de débat en séance publique, mais simplement un échange entre l'auteur de la question avec débat et le ministre qui répond. Un changement de la terminologie peut donc aider à éviter les malentendus. La Conférence des Présidents propose d'employer à l'avenir la terminologie «question élargie» au lieu et place de «question avec débat». La Commission du Règlement se rallie à cette modification.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 10.03.2011

Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Développement durable

(Président: M. Fernand Boden):

23.03.2011 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

29.06.2011 Examen de l'avis du Conseil d'État

06.07.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2011

Régime suspensif de TVA

6266 - Projet de loi complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Le projet de loi vise à mettre en place un régime suspensif de TVA pour toutes les opérations réalisées dans des entrepôts autres que douaniers. Il s'agit d'une faculté offerte par la directive 2006/112/CE qui consiste en la possibilité d'exonérer toutes les opérations réalisées sur des biens pendant que ceux-ci sont placés dans ledit régime suspensif.

Le projet de loi, qui a pour objet de créer le cadre juridique permettant l'établissement au Grand-Duché de Luxembourg de zones franches (c'est-à-dire d'emplacements à l'intérieur desquels peuvent être réalisées des activités sur des biens meubles corporels en exonération de la TVA), s'inscrit dans la politique gouvernementale visant à développer le pays en tant que pôle logistique.

La création d'une zone franche permettra notamment à nombre d'opérations d'être exo-

nérées de la taxe, dont les opérations d'entrée, de placement, de transport ou de manutention liées à l'entrée du bien dans le régime suspensif. De même, les opérations de valorisation, de manipulation, ainsi que les cessions réalisées dans le cadre du régime suspensif seront exonérées.

Le régime présente un caractère temporaire dans la mesure où les biens seront taxés à la sortie du régime suspensif, toutes les transactions ayant précédé celle-ci pouvant toutefois, le cas échéant, bénéficier d'une exonération définitive. Ainsi, en règle générale, du fait même du mécanisme du droit à déduction, toute taxe grevant les éléments qui entrent dans la composition d'une livraison de biens étant à compenser par la taxe due en raison de cette dernière, la taxe finalement acquise au Trésor est égale à la taxe calculée sur la rémunération de la livraison. Par voie de conséquence, pour les livraisons assujetties à la taxe à raison de leur rémunération, les exonérations des opérations antérieures s'y rattachant deviendront de facto définitives.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 24.03.2011

Rapporteur: M. Norbert Hauptert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Michel Wolter):

01.07.2011 Désignation d'un rapporteur

07.07.2011 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

08.07.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.07.2011

Dépôt de la proposition de modification du Règlement n°6289A par MM. François Bausch, Xavier Bettel, Lucien Lux, Laurent Mosar et Lucien Thiel, Députés, le 06.07.2011

Dépôt de la proposition de modification du Règlement 6298 par MM. François Bausch, Xavier Bettel, Lucien Lux, Laurent Mosar et Lucien Thiel, Députés, le 27.06.2011

Dépôt de la proposition de modification du Règlement 6301 par MM. François Bausch, Xavier Bettel, Lucien Lux, Laurent Mosar et Lucien Thiel, Députés, le 28.06.2011

Rapporteur: M. François Bausch

Travaux de la Commission du Règlement

(Président: M. Gast Gibéryen):

01.07.2011 Désignation d'un rapporteur

Examen des propositions de loi

06.07.2011 Présentation et adoption des projets de rapport

Votes en séance publique: 13.07.2011

Organisation judiciaire

6304A - Projet de loi portant modification des articles 24 et 39 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

En date du 5 juillet 2011, le Ministre de la Justice a déposé à la Chambre des Députés le projet de loi sur les attachés de justice et portant modification:

- de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;

- de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif;

- du Code d'instruction criminelle;

- de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse.

L'objectif principal de ce projet de loi initial est la réforme du recrutement et du stage des attachés de justice. En outre, le texte proposé prévoit une adaptation des effectifs de certains services judiciaires et le renforcement de la protection juridictionnelle de certaines catégories de justiciables.

Dans le cadre de l'organisation de l'année judiciaire 2011/2012, le Procureur général d'État a signalé au Ministre de la Justice, dans une lettre du 28 juin 2011, l'urgence d'adopter une base légale permettant de désigner des juges supplémentaires pour siéger dans des affaires pénales susceptibles d'entraîner de longs débats. Outre les trois magistrats faisant partie d'une chambre criminelle ou d'une chambre correctionnelle, la juridiction en question pourra se composer d'un ou de plusieurs magistrat(s) supplémentaire(s), qui assisteront à toutes les audiences et qui pourront donc remplacer immédiatement un magistrat titulaire, si l'un d'entre eux tombe malade ou est empêché de faire partie de la composition pour une autre raison. Si la «composition de base» siège jusqu'à la fin de la procédure, c'est elle qui prendra l'affaire en délibéré et prononcera le jugement ou l'arrêt.

Par ailleurs, le Procureur général d'État note que le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg connaîtra, au cours de la première partie de l'année judiciaire à venir, «quatre affaires pénales où l'on pourrait raisonnablement partir de l'idée qu'elles prendront pour deux d'entre elles plus de deux semaines, une troisième





six semaines et une quatrième deux mois et demi.».

Dans son avis du 5 juillet 2011, le Conseil d'État déclare comprendre la légitimité des considérations développées par le Procureur général d'État. Il propose de scinder le projet de loi sur les attachés de justice et d'intituler le projet de loi nouveau, tel qu'il résulte de la scission, comme suit: «*Projet de loi portant modification des articles 24 et 39 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire*». La Haute Corporation se réserve néanmoins le droit d'émettre ultérieurement un avis sur les autres dispositions du projet de loi sur les attachés de justice.

Le projet de loi, tel que résultant de la scission, comportera deux articles reprenant respectivement les points 4) et 5) de l'article II.

D'un point de vue légistique, le projet de loi n°6304 est partant scindé en:

(i) un projet de loi portant l'identifiant parlementaire n°6304A et portant modification des articles 24 et 39 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, et

(ii) un projet de loi portant l'identifiant parlementaire n°6304B et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, du Code d'instruction criminelle et de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 05.07.2011

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Christine Doerner):

06.07.2011 Désignation d'un rapporteur

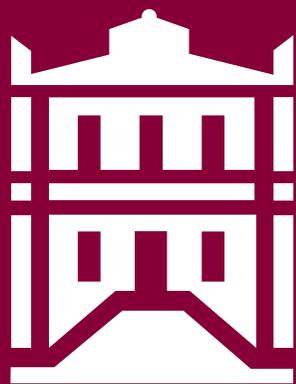
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

07.07.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.07.2011

Loi du 3 août 2011

Mémorial A, n°175, p. 2962



CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

Chamber TV

weist all
öffentlich
Setzung
live an integral

An der Stad
*um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)*

Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Déifferdeng
um Kanal S29

An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32

An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29

An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ

Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

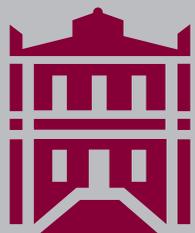
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschhaff),
Keespelt, Meespelt,
Ollem an Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

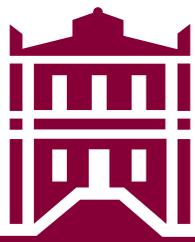
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz



d'Chamber online op

www.chd.lu



Sommaire

- Vérification des pouvoirs et assermentation de Mme Josée Lorsché**
 - M. le Président
 - Interruption de la séance publique de 14.35 à 14.46 heures
 - M. Claude Adam
 - Rapport de la Commission de vérification: M. Marc Angel
 - Prestation de serment et discours de Mme Josée Lorsché
- Composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales**
 - M. le Président
- 6023 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain et modifiant**
 - la loi communale modifiée du 13 décembre 1988,
 - la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales,
 - la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles,
 - la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau (suite)
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6238 - Projet de loi portant réorganisation de la Chambre des Métiers et modifiant la loi du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce**
 - Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme: M. Marc Spautz
 - Discussion générale: M. Lucien Clement (dépôt d'une motion), M. André Bauler, M. Marc Angel, M. Henri Kox
 - Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 - Vote sur la motion 1 (adoptée)
- 6171 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés**
 - Rapport de la Commission du Développement durable: M. Fernand Boden
 - Discussion générale: M. Fernand Boden (dépôt d'une motion), M. Eugène Berger, M. Roger Negri, M. Camille Gira (dépôt d'une motion), M. André Hoffmann
 - M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 - Motion 1: M. Camille Gira, M. Eugène Berger
 - Vote sur la motion 1 (adoptée)
 - Motion 2: M. Camille Gira (vote reporté)
- Question urgente n°1558 de M. Camille Gira relative aux listes électorales**
 - M. Camille Gira - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région
- Interpellation de M. Camille Gira sur l'approvisionnement en eau potable du pays**
 - Exposé: M. Camille Gira
 - Débat: M. Ali Kaes, Mme la Présidente (dépôt d'une motion par M. Camille Gira), M. Fernand Etgen, M. Claude Haagen, Mme Martine Mergen
 - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région
 - Vote sur la motion 1 (rejetée)
- Composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales (suite)**
 - M. le Président
- Motion de M. Fernand Kartheiser relative au soutien des mouvements démocratiques dans les pays islamiques, au soutien du processus de paix au Moyen-Orient et à l'intervention auprès des Gouvernements où des Chrétiens ont été victimes de violence pour des raisons religieuses**
 - Exposé: M. Fernand Kartheiser
 - Discussion générale: M. Ben Fayot, M. Xavier Bettel, M. Félix Braz, M. Fernand Kartheiser
 - M. Xavier Bettel (fait personnel)
 - Vote sur la motion (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Jean-Marie Halsdorf, Marco Schank et Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Vérification des pouvoirs et assermentation de Mme Josée Lorsché

Mir huelen haut en neie Member an der Chamber op. A sengem Bréif vum 28. Juni 2011 huet den Här Jean Huss matgedeelt, datt hie vum 6. Juli dëses Joers op säin Deputéiertemandat verzicht. Den Artikel 167 vum Wahlgesetz gesäit Folgendes vir: Déi Kandidaten, déi op jiddwer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, sinn dozou opgeruff, d'Man-

dat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Demissioun, Stierfall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf. Den Artikel 9 vum Chambersreglement hält fest, datt de Chamberspresident fir d'Successioun vun deem vakanten Deputéiertemandat suert, nodeems en de Statsminister doriwwer a Kenntnis gesat huet.

A mengem Bréif vum 28. Juli 2011 hunn ech mech also un d'Madame Josée Lorsché vun Nierzeng gewannt, déi als éischte Suppléant op der Lëscht vun der Partei vun deene Gréngen aus dem Wahlbezirk Süde steet.

An hirem Bréif vum 1. Juli 2011 huet d'Madame Josée Lorsché matgedeelt, datt si bereet ass, d'Mandat vum Här Jean Huss weiderzeféieren.

Am Artikel 3, Paragraphen 1, 4 a 5 vum Chambersreglement steet Folgendes:

«(1) La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.

(4) En cas d'admission d'un membre suppléant, la vérification est faite par une commission de sept membres tirés au sort.

(5) La Chambre se prononce sur les conclusions de la commission, et le Président proclame députés ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.»

Tirage au sort des Députés constituant la Commission de vérification

Ech géif lech da bieden, d'Kommissioun ze konstituieren, wéi et am Artikel 3, Paragraph 4 virgesinn ass. Mir lousen elo d'Deputéierten aus, déi an dës Kommissioun kommen: den Här Berger, den Här Meisch, den Här Clement.

► **Une voix.**- En ass net do.

► **M. le Président.**- Den Här Meisch ass net do, da mussen mer nach en anere Kolleg huelen.

Den Här Thiel. Den Här Thiel ass do. Den Här Adam, den Här Diederich, den Här Angel an den Här Spautz.

D'Kommissioun setzt sech also aus folgenden Deputéierten zesummen: den Här Berger, den Här Thiel, den Här Clement, den Här Adam, den Här Diederich, den Här Angel an den Här Spautz.

Ech géif d'Kommissioun elo bieden, am Sall 4 a 5 zesummenzekommen, fir d'Resultater vun de Wahlen vum 7. Juni 2009 ze präieren, virun allem, wat d'Madame Lorsché betrëfft, an der Chamber doriwwer e Rapport virzeleeën.

D'Sitzung ass ennerbrach.

(La séance est suspendue à 14.35 heures.)

* * *

(La séance est reprise à 14.46 heures.)

Déi öffentlech Sitzung geet weider.

D'Wuert huet de President vun der Kommissioun, déi mer elo grad konstituéiert hunn, den honorabelen Här Claude Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Här President, d'Kommissioun, déi duerch Lous zesummege stellt gouf, setzt sech aus folgenden Deputéierten zesummen: den Här Eugène Berger, den Här Lucien Thiel, den Här Lucien Clement, den Här Claude Adam, den Här Fernand Diederich, den Här Marc Angel an den Här Marc Spautz. Den Här Marc Angel gouf zum Rapporteur an ech selwer zum President vun dëser Kommissioun ernannt.

Här President, ech bieden lech deemno, dem Rapporteur d'Wuert ze ginn.

► **M. le Président.**- Merci dem Här President vun der Kommissioun, dem Här Adam. An d'Wuert tritt dann elo de Rapporteur, den honorabelen Här Marc Angel.

Rapport de la Commission de vérification

► **M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.**- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der Commission ad hoc géif ech lech elo eise Rapport hei virdroen.

A sengem Bréif vum 28. Juni 2011 huet den Här Jean Huss de Chamberspresident doriwwer informéiert, dass hien ab dem 6. Juli dëses Joers op säin Deputéiertemandat verzicht. Sou wéi den Artikel 167 vum Wahlgesetz an den Artikel 9 vum Chambersreglement et virgesinn, ginn déi Kandidaten, déi op jiddwer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, dozou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Demissioun, Stierfall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf.

De Chamberspresident suert fir d'Successioun vun deene vakanten Deputéiertemander an informéiert de Statsminister dovunner. A sengem Bréif vum 28. Juni 2011 huet de Chamberspresident sech un d'Madame Josée Lorsché gewannt, déi als nächste Suppléant op der Lëscht vun der Partei vun deene Gréngen aus dem Wahlbezirk Süde steet.

Deeselwechten Dag huet de Chamberspresident och de Premierminister doriwwer informéiert. Am Artikel 118 vum Wahlgesetz a méi speziell am Artikel 3 vum Chambersreglement ass virgesinn - an ech zitieren: «La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.» Eis Kommissioun hat als Aufgab, déi néideg Vérificatiounen virzehuelen.

Déi legislativ Wahlen vum 7. Juni 2009 sinn den 8. Juli 2009 vun der Chamber iwwerpréift an och validéiert ginn. Aus de Procès-verbalen vun dësen Wahlen geet ervir, dass d'Madame Josée Lorsché, wunnhaft zu Nierzeng, effektiv deen éischte Suppléant op der Lëscht vun der Partei vun deene Gréngen am Wahlbezirk Süden ass an doriwwer dem Här Jean Huss seng Plaz anhuele kann.

An hirem Bréif vum 1. Juli 2011 huet d'Madame Josée Lorsché eise Chamberspresident informéiert, dass si d'Mandat vum Här Jean Huss wëllt weiderféieren.

D'Kommissioun stellt eestëmmege fest, dass näischt géint d'Veereedegung vun der Madame Josée Lorsché schwätzt, a wënscht hir vill Gléck bei der Ausübung vun hirem neie Mandat. Den Dossier, deen der Kommissioun zur Verfügung gestallt gouf, gétt um Büro déposéiert.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.**- An ech soen dem Här Rapporteur Marc Angel Merci. De Konklusiounen vun der Kommissioun no sinn d'Législatioun an d'Reglement op dësem Gebitt respektéiert ginn. Deemno kann d'Madame Josée Lorsché den Här Jean Huss ersetzen.

Ass d'Chamber mat de Konklusiounen vun der Kommissioun averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da géif ech lech bieden, d'Madame Josée Lorsché erakommen ze loosse.

Prestation de serment de Mme Josée Lorsché

Madame Lorsché, ech bieden lech, den Eed ze leeschten, sou wéi et am Artikel 57 vun eiser Verfassung virgesinn ass, an dee folgend Wortlaut huet: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Hieft wann ech gelift déi riets Hand, fir den Eed ofzeleeën, a sot no mir: «Je le jure.»

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Je le jure.

► **M. le Président.**- Ech ginn Akt vun dem Eed vun der Madame Josée Lorsché. Madame Josée Lorsché, Dir sidd elo als Member vun der Chamber proklaméiert. Meng Félicitatiounen, an ech ginn lech direkt d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech haut déi grouss Eier hunn, mäin Amt als Deputéiert unzotrieden, da wëll ech mat engem Merci ufänken. A mengem Numm an am Numm vun eiser Fraktioun riichten ech dee Merci natierlech u mäi Virgänger, den éirewäerte Muck Huss. Als kompetenten, onermiddlechen, zäitweis onbequemen Deputéierten huet hien et 23 Joer laang fäerdeg bruecht, fir kreativ Onrou heibannen ze suerge,...

(Hilarité)

...an en huet mat senger onverwiesselbarer Dynamik villen Dossiere säi Stempel opgedréckt.

E ganz perséinleche Merci wëll ech dem Muck awer och ausdrécke fir seng éimouvant a léif Wieder vu gëschter Mëtteg, wou hien der Chamber Addi gesot huet, fir an den nächsten 30 bis 40 Joer vu sengem Liewen aner politesch Felder - an heiansdo och säi Gaart - kënnen ze betrieden.

D'Ierschaft vun engem sympathesche politesche Schwéiergewicht unzotrieden, ass net einfach, well vill Erwaardungen domat verbonne sinn. Ech kucke mengem Mandat dowéinst mat enger gewësser Spannung entgéint a gesinn doran eng interessant an nobel Érausforderung.

Deputéiert ze sinn, erlaabt mir, mech an der Politik nach méi ze engagieren, mech hir méi ze widme wéi bis elo an eis Nationalpolitik mat mengem Mandat an der Gemeng Beetebuerg ze verbannen. Eis Kommunalpolitik ass interessant. Ech bréngte vun do eng Rei Erfahrungs mat, déi ech net wéilt méssen.

Et ass an de Gemengen, wou ee léiert, wat d'Gesetz an der Praxis bedeiten, well et ass do, wou se zu engem groussen Deel ëmgesat an erlieft ginn. Dernieft bitt d'Kommunalpolitik d'Chance, fir d'Biergerinnen an d'Bierger um direkte Wee souwuel an d'gesellschaftlech wéi och an d'politescht Liewen anzubannen. Dat ass eng Chance fir eis Demokratie an déi géllt et ze notzen.

Esou vill zu de Gemengen. Ech kommen zréck an d'Chamber an zu menge Prioritéiten. D'Émwelt an d'Preventivmedezin waren dem Muck seng Spezialgebidd. An och ech wéll mech derfir asetzen, datt d'Émweltproblematik an der Medezin méi eng grouss Bedeutung kritt wéi bis elo. Ech kann dobäi op déi wäertvoll Énnerstëtzung a Mataarbecht vun der Éminence grise, dem Muck, zielen.

D'Gesondheetspolitik wéll ech awer och verbanne mat der Familjepolitik an dobäi op meng 28-jährig Erfahrung als Léierin an der Stad Diddeleng opbauen. Datt kulturell Defiziter, Schouwersoen a gesondheetlech Risiken oft zesummekommen an hir Spure an e Liewe laang hannerloossen, ass eng traureg Tatsaach. A leider wierken d'Chèques-services och do keng Wonner!

Wa momentan iwwer 32.000 Kanner an enger Betreuungsstruktur ënnerbruecht sinn, dann ass dat eng wäertvoll Hëllef fir berufstätig Elteren, e grouss Schrëtt a Richtung Emanzipatioun a Gläichstellung vun der Fra, an e grouss Schrëtt a Richtung gesellschaftlech Integratioun vun eise Jéngsten.

Wat de Kanner aus benodeelegten a prekäre Milieuen awer oft feelt, si stabil Bezéiungen an hirem familiären Ëmfeld, kulturell Urengungen a gesondheetlech Virsuerger.

Domat ginn déi elementar Bedierfnisse an déi eigentlech Grondrechter vum Kand net erfëllt an d'Basis fir e gudden Start an d'Liewen net gellecht.

Aus deem Grond trieden ech a fir e systemateschen Ausbau vun der Frëiförderung vun deene Kanner, mat dobäi enger intensiver Begleedung vun hiren Elteren, déi benodeelegt sinn. Et geet also net drëm, iwwerfuert an hëlleflos Elteren aus hirer Verantwortung ze entloossen, mä se mat an d'Boot vun der Erziehung ze huele vun Ufank un.

Den Däiwelskrees vun Aarmut, Bildungsdefizit an héijem Gesondheitsrisiko an esou Familjen ze duerchbriechen, ass net einfach. Dat wësse mer alleguer. An engem Land mat héijem Wuelstand op där enger Säit an héijem Aarmutsrisiko op där anerer ass et eng vun de gréissten Erausforderunge vun der Familjen- a Sozialpolitik.

Weider Themen, déi mir noleien, sinn d'Altersversuerger, d'Inclusioun vu behënnerte Mënschen an d'Gesellschaft, d'Rechter vun homosexuellen an transsexuelle Persounen, de Kanner- a Jugendschutz an d'Gläichberechtigung vun der Fra an eiser Gesellschaft, an eiser Wirtschaft an an der Politik.

Et ass erferelech natierlech, datt d'Zuel vun de Fraen an der Chamber mat mir op 15 klëmmt. Allerdéngs beweist den Undeel vun dräi Véirel männlechen Deputéierten nach ëmmer, datt d'Chamber, inklusiv déi gréng Fraktioun, en zolidd Iwwergewicht u Männer huet.

(Brouhaha)

Dat Verhältniss ass net ganz gesond, mä et ka gesond ginn, wann d'Roll vun der Fra an der Politik opgewäert gëtt.

(Brouhaha général)

► **Une voix.** - Ech hu keen Iwwergewicht.

(Hilarité générale)

► **M. le Président.** - Ech bieden lech, der Madame Lorsché nozelauschteren!

► **Mme Josée Lorsché (dêi gréng).** - Nieft der Familjen- a Gesondheetspolitik iwwerhuelen ech och méi en technesch Volet, d'Leit géife soe méi e männlechen -ech mengen, en ass einfach emol technesch -, nämlech dee vun den Travaux publics, déi d'Gemengen an de Stat op ville Pläng zesummeferen. Nëmme wa Stat a Gemengen Hand an Hand schaffen an d'Weichen zesummen op gréng setzen, dann ass eng nohalteg Gemengentwécklung a Stadentwécklung an eisem Land méiglech.

Wa vill Gemengen zäitweis bal ënnert dem Verkier erstécken a wann deen Trafic bewisenermoossen zur Halschent op kuerz Distanzen zréckzefieren ass, da brauche mer weder staatléche Ëmgehungsstroossen duerch d'Natur nach

Autobunnen, fir d'Situatioun ze verbesseren. Eng attraktiv douce Mobilitéit an alle Gemenge kombinéiert mam Ausbau vum öffentlechen Transport an alle Regiounen géif d'Liewensqualität an eisem Land erhéijen, géif e wäertvolle Bäitrag zum Klimaschutz liwweren a villen Autoen de Wee bei d'Pompel erspueren.

Eng nohalteg Landesplanung ass och nëmme da méiglech, wann d'öffentlech Hand konsequent dorop hischafft, fir Wunnen, Aarbecht, Noversuerger, Ausbildung a Fräizäitgestaltung esou no wéi méiglech zesummenzebréngen.

De Projet op de Frichë vun Esch/Belval, deen d'lescht Woch nach hei diskutéiert ginn ass, ass e Musterbeispill fir esou eng Planung a mécht interessant Perspektiven op. Alles anescht wéi e Musterbeispill ass dann awer e Projet wéi deen zu Léiweng mat engem isoléierte Konsumtempel op der grénger Wiss.

Als fréier Liichtathletin wéll ech mech och mam Thema Sport auserreesetzen. En Thema, dee jo eigentlech net zu den Urthemen vun deene Gréngen gehéiert, mä säi Stellwäert och bei eis verdéngt. Déi gesellschaftlech, ethesch an erzieeresch Fonctiounen vum Sport engersäits, seng gesondheetsfördern, preventiv an therapeutesch Fonctiounen anerersäits sinn déi Facteuren, déi fir mech Prioritéit wäerten hunn.

Zum Schluss nach méi e perséinlech Wuert iwwert d'Kultur, déi leider oft am Schiet vu villen aneren Theme steet. Obscho mir vill deier Infrastrukturen am Land hunn, ganz vill investéiert hunn a Lëtzebuerg sech an alle Kulturbereicher bis iwwert d'Grenzen eraus behaapte kann, féint just eng Minoritéit vun eiser Bevölkerung den Zougang zum kulturelle Liewen. Déi grouss Majoritéit fillt sech net ugesprach.

Ech géif mir wënschen, datt d'Bedelegung un der Kultur als wichtege Facteur vun Allgemengbildung, vu sozialer Kohäsion net e Luxus vun enger Élit bleift, mä e reell geliefert Mënschrecht fir all eis Matmënschen am Land. Fir dohin ze kommen, féiert kee Wee laanscht eng konstruktiv Zesummenaarbecht vun alle politeschen a kulturellen Acteuren. An et féiert och kee Wee laanscht eng wäit gefächert Konscht- a Museksausbildung an eise Schoulen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als nei Deputéiert sinn ech frou, meng Verantwortung kënnen ze iwwerhuelen a matzeschaffen an deem héijen Haus.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen der Madame Lorsché Merci a wënschen hir „bonne chance“.

2. Composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

Mat där neier Zesummesetzung vun der Fraktioun vun deene Gréngen gëtt et och eng Rei Ännerungen an de Kommissiounen an an deenen internationalen Delegatiounen.

Et gëtt Folgendes proposéiert: An der Commission du Développement durable ersetzt d'Madame Josée Lorsché den Här François Bausch fir de Volet Travaux publics. An der Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports ersetzt d'Madame Lorsché den Här Claude Adam fir de Volet Sports. An der Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances ersetzt d'Madame Lorsché d'Madame Viviane Loschetter fir de Volet Famille et Jeunesse. An der Commission de la Santé et de la Sécurité sociale ersetzt d'Madame Viviane Loschetter den Här Jean Huss fir de Volet Santé.

An der Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ersetzt den Här Félix Braz den Här Jean Huss als Membre suppléant. An der Délégation luxembourgeoise à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe ersetzt d'Madame Lorsché den Här Félix Braz als Membre suppléant. Am Conseil interparlementaire consultatif du Benelux ersetzt d'Madame Lorsché den Här Félix Braz als Membre effectif.

Ass d'Chamber mat deenen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

D'DP-Fraktioun huet duerch hire Brëf vum 4. Juli ugefrot, datt den Här Eugène Berger d'Madame Lydie Polfer an der Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle esou laang ersetzt, bis datt d'Proposition de révision de la Constitution 6205 an d'Proposition de loi 6206 zum Enn vun hirer Prozedur komm sinn.

Ass d'Chamber och mat deser Ännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

3. 6023 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain et modifiant

1. la loi communale modifiée du 13 décembre 1988,

2. la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales,

3. la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles,

4. la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau (suite)

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung vum Projet de loi 6023 iwwert de Gemengenamangement, dee mir gëschter diskutéiert haten a wou et wéinst Erreurs matérielles am Text net méi zur Ofstëmmung komm ass.

Ech wollt lech fir d'Éischt drop opmierksam maachen, datt am Artikel 24 vum Projet de loi den zweeten Alinea vun éischte Paragraph vum Artikel 29 vun der Loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain gestrach ginn ass. Des Ännerung gouf lech och schon duerch den Document parlementaire 6023⁸ matgedeelt.

Wat d'Erreurs matérielles ugeet, ass - fir Verwieslungen ze vermeiden - an den Article 25 a 27 den Titel, zu deem d'Kapitel gehéiert, ze präzisieren. Et ass also am Artikel 25 ze liesen: «L'intitulé du chapitre 3 du Titre 4 de la loi précitée». An am Artikel 27 ass ze liesen: «L'intitulé du chapitre 4 du Titre 4 de la loi précitée».

Et ass dann och e Grammatikfeeler am Artikel 20 am éischte Satz vum zweeten Alinea vum ofgeännerten Artikel 25 ze behiewen. Et ass ze liesen: «Il revêt la forme d'un plan d'aménagement particulier „nouveau quartier“», amplaz vun «Il revêt». Mir stëmme elo iwwert den ofgeännerten Text of a wäerten dem Conseil d'État des Ännerunge schréfflech matdeelen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6023 ass ugeholl mat 38 Jo-Stëmme, géint 9 Nee-Stëmme an 11 Enthaltungen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi n°6023 est adopté par 38 voix pour, 9 voix contre et 12 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Aedem, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert (par Mme Sylvie Andrich-Duval) et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz.

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etagen), MM. Fernand Etagen, Paul Helming (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Félix Braz);

MM. Jean Colombera (par M. Gast Gibéryen), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Fernand Kartheiser) et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Wéllt ee seng Abstentiuon begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen dann elo zum nächste Punkt, dem Projet de loi 6238 iwwert d'Reorganisatioun vun der Chambre des Métiers. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Clement, Bauler, Angel a Kox. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

4. 6238 - Projet de loi portant réorganisation de la Chambre des Métiers et modifiant la loi du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce

Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme

► **M. Marc Spautz (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, beim virleieende Gesetzesprojet, deen d'Mëttelstandsmi-nisteschen den 13. Januar 2011 an der Chamber déposiert huet, geet et ëm d'Reform vun der Chambre des Métiers. Fir genee ze si geet et ëm d'Ännerung vum groussherzoglechen Arrêt vum 8. Oktober 1945, op deem déi aktuell Organisatioun vun der Chambre des Métiers fousst an deen elo wäert duerch e komplett neien Text ersat ginn.

Dës wichtege Reform ass néideg ginn, well vill vun deenen aktuellen Dispositiounen net méi den heitegen Ufuerderungen un eng modern Berufskummer entsprechen. Och gouf vun der Reform profitéiert, fir déi intern Organisatioun an de Fonctionnement vun der Chambre des Métiers ze moderniséieren.

Deen Text, dee mir de Mëtteg stëmme, ass an der Philosophie vum Text vum 1924er Gesetz geschriwwen an huet sech op verschidde Punkten un der rezenter Reform vun der Handelskummer inspiréiert.

Den 21. Januar huet d'Chambre des Métiers hiren Avis eraginn, de 27. Januar d'Chambre de Commerce. Den 8. März hu mer den éischten Avis kritt vum Conseil d'État, zu deem mir och Amendementer gemaach hunn, an den 29. Juni hu mer den Avis complémentaire vum Conseil d'État ënnert d'Lupp geholl, an den 1. Juli de Rapport als Kommissioun ugeholl, dee jo dann och haut zum Vote steet.

Déi wichtegst Ëmännerunge betreffen, éisch-tens, den neie Statut fir d'Handwierskummer; zweetens, d'Memberschaft vun der Handwierskummer, an drëttsen d'Kompetenzen, d'Organisatioun an de Fonctionnement vun der Handwierskummer, an zu gudder Lescht d'Afféiere vun engem neie Wahlsystem.

Ech wéll awer och hei a Klammer soen: Mir mussen och nach en anert Gesetz mat ofänneren, nämlech déi Reform vun der Chambre de Commerce, déi mer d'lescht Joer gestëmmt haten, well mer och do verschidde Dispositiounen elo parallel maachen zwëschen der Chambre des Métiers an der Chambre de Commerce, notamment wat d'Affiliatiounen ubelaangt.

Här President, den initiale Gesetzestext hat virgesinn, par analogie zum Projet vun der Handwierskummer, de Statut vun engem Établissement public ze maachen an dat ënnert der Tutelle vun der Regierung ze gesinn.

De Statsrot war do alles aneschtens wéi begehert vun deser Proposition an huet do datselwecht gemaach, wat en och scho gemaach hat bei der Reform vun der Chambre de Commerce, an en huet opgrond vum Artikel 108 vun der Verfassung gesot, dass dat net géif goen. A si hunn nach eng Kéier widderholl, si wieren där Meenung, dass dat net geet, an hunn eng Opposition formelle gemaach.

Bei der Chambre de Commerce hate mer eis deemools driwwer ewechgesat a mir hunn deemools och en zweete Vote constitutionnel gemaach, sou wéi d'Gesetz dat virgesäit. An deem Fall war et awer elo anescht. An deem Fall hu mer d'Proposition vum Statsrot ugeholl a mir hunn e Statut gemaach vu Personne morale de droit public - dat huet och de Conseil d'État extra begreist, dass mir dat gemaach hunn -, well et ass fir eis och wichtege, dass déi Neutralitéit herrscht fir déi wichtege Missioun, déi d'Chambre des Métiers huet, fir hir Avisen ze ginn zu de Gesetzter, déi mir heibanne verabschieden, déi d'Handwierker an de Mëttelstand belangen, sou dass et duerf och wichtege a kloer muss sinn, wéi et do mat den Tutellen ass.

Deen eenzege Bémol, dee mer awer elo hunn, dat ass, dass mer an deenen elo nach fénnef Beruffschamberen - an der Zäit waren et der emol sechs - ënnerschiddlech Interpretatiounen hunn, ënnerschiddlech juristesche Statuter.

An ech mengen, duerfir wär et wichteg, dass mer drivwer nodenken, dass d'Kadergesetz vun der Chambre-professionellen - wou den Här Klein nach virun zwee Deeg eng Buste vun deem Mann, deen do um Ursprung steet, ageweit huet, de Pierre Dupong -, dass d'Gesetz vun 1924 misst emgeännert ginn an dass mer do en neit Gesetz géife kréien. Mä dorop wäert mä Fraktiounskolleeg, de Lucien Clement, och nach e bësse méi am Detail agoen, dass et wichteg ass, dass mer ee fir alle Mol Kloeerheet kréien, wéi d'juristesche Situatioun vun deenen nach fénnef Beruffschamberen ass.

Duerch d'Gesetz gëtt des Weideren d'Notioun vum Ressortissant an der Handwierskummer nei definéiert. Genee wéi och d'Kritären, wéini een an der Chambre des Métiers respektiv an der Chambre de Commerce Member ass. Den Haaptkritär vun der Affiliatioun ass d'Ausübe vun enger handwiersklecher Tätigkeet. Wann eng Entreprise awer niewent der handwiersklecher Aktivitéit och nach eng kommerziell Aktivitéit huet, sou bleift een trotzdeem an der Chambre des Métiers. Et gëtt awer och prezisiert, dass eng duebel Affiliatioun, souwuel an der Handwierskummer - wéi an der Handelskummer, och méiglech ass.

Op d'Attributiounen, d'Missioun souwéi d'interne Organisatioun vun der Handwierskummer wëll ech elo net weider agoen. Dir kënnt dat alles a mengem schrëftleche Rapport noliesen.

Mir erënneren awer och drun, dass den Artikel 41 vun deem Projet de loi och nach eppes virgesäit. Dat ass nämlech, dass och d'Chambre de Commerce d'Méiglechkeet kritt, wéi dat d'Chambre des Métiers huet, fir statistesch Material ze kréien, an dass mer och als Chamber (veuillez lire: Kommissioun) vun de Classes moyennes eis Kollege vun der Economie gefrot haten, well mer och do déi zwee Artikelen eben notament fir d'Chambre de Commerce mat ofgestëmmt hunn, an och d'Economieskommissioun mat deem Bémol vun Statut awer hiren Aval ginn huet, dass mer och déi Ännerunge maachen.

Ech wollt duerfir och nach eng Kéier drop ze sprieche kommen, dass ausser awer elo där Aufgab, déi d'Chambre des Métiers huet, fir hir Avisen ze ginn zu deenen eenzelne Projeten, déi mir heibanne verabschieden, déi Aufgab och ganz wichteg ass, déi se maachen an der Berufsausbildung, an déi Aufgab, déi se och maache bei der Meeschterprüfung, wou si eng ganz grouss Aarbecht leeschten, an dass et wichteg ass, dat ze ënnerstëtzen, an dass et och wichteg ass, dass si all déi Moyën kréien, fir als modern Beruffschamber kënnen ze fonctiounéieren.

Duerfir schafe mer wéi gesot jo och den Arrêté vun 1945 of a maachen och gläichzäitig am Wahlsystem eppes, wou mer elo vun 19 respektiv 24 Beruffsgroupe schwätzen. An et ass och wichteg, dass déi Betriber esou breet wéi méiglech de Spektrum vum Handwierskummer, fir dass och all Handwierskummer an all Branche sech an där Kompositioun vun där Plenarversammlung vun der Chambre des Métiers kann erëmfaassen.

Et sinn och do verschidden Ännerunge gemaach ginn an der Wahlprozedur. Och do gëtt et eng kleng Kritik vum Statsrot, op déi ech awer och hei wëll hiweisen, dat ass, dass se gesot hunn, well et extra definéiert gëtt, vun effektive Kandidaten an effektive Mandater a vu Suppléantsmandater. Ech mengen, dat ass Coutume an der Chambre des Métiers zënter éiweg. Dat huet e bëssen zur Kritik gefouert, mä dat ass am Fong just, dass mer eppes maachen, wat elo ëmmer üblech war, fir dass se och déi Méiglechkeet behalen.

A wann elo et soll eng Kéier zu enger Ännerung komme vum 24er Gesetz - wat ech ausseruerdentlech géif begreissen -, da kann een och do kucken, dass een och do géif déi sämtlech Wahlsystemer vun deene fénnef Chamberen op een an deeselwechten Niveau kréien.

Ofschlëssend wëll ech awer och soen, dass mer bei dem Artikel 6 eng kleng Erreur matérielle haten. Do steet eng Kéier „internalisation“ an et misst dosten: „efforts d'exploitation“. De Statsrot ass schonn informéiert ginn. En neien Text läit och vir. Mä ech wëll awer trotzdeem drop opmierksam maachen, dass dee Rapport, dee mer an der Kommissioun ofgestëmmt hunn, dass mer dorop opmierksam gemaach gi sinn, dass do e kleng Feeler ënnerlaf war, an dass mer deen och domadder berengegt hunn.

A fir de Rescht géif ech lech bieden, deemem Projet d'Zoustëmmung ze ginn.

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur Marc Spautz. Als éischte Riedner ass den Här Lucien Clement agedroen. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Lucien Clement (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei deemem Projet de loi, dee mer haut de Mëtteg elei diskutéieren, geet et, wéi Der schonn héieren hutt, ëm d'Reorganisatioun vun der Chambre des Métiers. Bei deemem Gesetzestext geet et ëm eng komplett Reform vum groussherzoglechen Arrêté vun 1945, op deem d'Organisatioun vun der Chambre des Métiers am Moment fousst.

Et handelt sech hei net ëm e puer punktuell Adaptatiounen. Neen, et geet drëms, de Statut oder besser gesot d'Organisatioun vun der Chambre des Métiers komplett ze moderniséieren an och selbstverständlech den heitegen Ufuhrerungen unzepassen.

Am initiale Gesetzestext war virgesinn, dat deen neie Statut vun der Chambre des Métiers deeselwechte géif ginn oder soll ginn, wéi mer en an der Chambre de Commerce am Gesetz vun 15. Juli 2010 festgehalen hunn, nämlech dee vun engem Etablissement public.

E wichteg Punkt an der Reform ass déi nei, déi méi einfach an déi méi prezis Definitioun vum Ressortissant de la Chambre des Métiers. Och d'Fro vun der duebeler Affiliatioun, souwuel där an der Chambre de Commerce wéi där an der Chambre des Métiers, gëtt nei geregelt. Et soll des duebel Affiliatioun am Prinzip net méi ginn. D'duebel Affiliatioun sinn am Prinzip och net gewollt an et soll se och, wéi ech scho gesot hunn, net méi ginn. Si bleiwen awer weiderhi méiglech, mä awer ënner ganz restriktiven a limitative Konditiounen.

Fir genee ze sinn ass et méiglech an zwee konkrete Fäll: Éischters, wann de Ressortissant vun der Chambre des Métiers och eng Autorisatioun als Commerçant huet, dat am Zesammenhang vu senger Activité artisanale, dernieft awer och eng Activité commerciale ausübt, déi a kengem Verhältnis steet mat der Activité artisanale. Zweetens, wann de Ressortissant vun der Chambre des Métiers nieft senger Activitéit als Handwierskummer och nach zousätzlech eng industriell Activitéit ausübt.

D'Chambre des Métiers selwer begréisst an hirem Avis ausdrécklech souwuel déi nei Definitioun vum Ressortissant wéi och déi vun der duebeler Affiliatioun.

Am neie Gesetz ginn och d'Attributiounen an d'Kompetenze vun der Chambre des Métiers nei definéiert. Nieft hirer bal - géif ech soen - natierlecher Missioun, fir d'Interesse vun hire Beruffsguppen ze verteidegen an och ze vertieden, spillt se awer och eng grouss Roll an der Formation professionnelle an natierlech och am législative Prozess, wou se habilitéiert ass, Avisen zu Gesetzestexten an Avisen zu deenen eenzelne Reglementer ofzeginn.

E weidere fundamentale Punkt vun deser Reform ass d'Ofännerung vum Wahlsystem an der Chambre des Métiers. Freier huet de Minister decidéiert, wat fir eng Beruffer respektiv wat fir eng Beruffsguppen a Fro kommen, fir an d'Chambre des Métiers gewielt ze ginn. Dese System gëtt elo vereinfacht. Et gi mat deem neie Gesetz sechs grouss Wahlgruppe geschaf.

Entsprechend der Gréisst respektiv der Unzuel vun Entrepreneuren an deenen eenzelne Wahlgruppe ginn dann d'Sëtzer an der Chambre des Métiers verdeelt oder, besser gesot, festgeluecht. Dese neie System bréngt mat sech, dat et zu enger besserer, enger méi gerechter Repräsentativitéit vun deenen eenzelne Beruffsguppen an de Gremiën vun der Chambre des Métiers kënnt oder komme wäert. Den neie Wahlsystem gëtt dann och ausdrécklech vun der Chambre des Métiers an hirem Avis begréisst.

Ech kommen elo, wéi ech dat ufanks gesot hunn, nach eng Kéier kuerz op de Statut vun der Chambre des Métiers zréck, dese Statut, deen opgrond vun Avis vum Conseil d'État zu e puer Diskussiounen an der Chamberskommissioun dann och gefouert huet. Wéi scho gesot, sollt mat deemem Gesetz déi juristesche Natur vun der Chambre des Métiers gekläert ginn.

Här President, am initiale Projet de loi war virgesinn, fir aus der Chambre des Métiers en Etablissement public non soumis à la tutelle du Gouvernement ze maachen, an dat par analogie zum Gesetz vun der Chambre de Commerce. Dës Propos krut awer, wéi een esou schéi seet oder wéi ee géif am Fussball soen, vum Statsrot d'Rout Kaart gewisen.

Déi héich Kierperschaft ass net mat deser Léisung averstan a verweist an deemem Kontext op

den Artikel 108bis vun der Verfassung, deen dann och Folgendes seet: «La loi peut créer des établissements publics dotés de la personnalité civile, dont elle détermine l'organisation et l'objet. Dans la limite de leur spécialité le pouvoir de prendre des règlements peut leur être accordé par la loi qui peut en outre soumettre ces règlements à l'approbation de l'autorité de tutelle ou même en prévoir l'annulation ou la suspension en cas d'illégalité, sans préjudice des attributions des tribunaux judiciaires ou administratifs.»

De Statsrot ass der Meenung, dat d'Chambre des Métiers kenger Form vun enger Tutelle ënnerworfen dierf sinn. Des Weideren oder souwiesou ass de Statsrot der Meenung, dat eng Décisioun vun der Chamber heibannen, fir der Beruffskummer de Statut vum Etablissement public an deser Form ze ginn, dat esou eng Décisioun net géif virun engem Verfassungsgericht bestoe kënnen.

De Statsrot ass iwwerens net nëmme am Kader vun deemem Gesetz deser Meenung, hien huet déiselwecht Remarquen och beim Projet de loi iwwert d'Chambre de Commerce opgeworf. An ech denken, dat de Statsrot dat och bei all anere Beruffskummer géif maachen, déi de Statut vun engem Etablissement public sollte kréien.

Mir hunn eis an der Kommissioun dorobber geeenegt, dat mir dem Statsrot senge Bedenken op deemem Punkt géife Rechnung droen, an hunn decidéiert, der Chambre des Métiers elo folgende Statut ze ginn. D'Chambre des Métiers gëtt eng Personne morale de droit public. Dës Terminologie ass esou vum Conseil d'État suggéiert ginn. Mat deemem Statut kritt d'Chambre des Métiers déi Autonomie, déi se brauch an déi et hir erlaabt, hire Missioun besser nozekommen. Dat heescht am Kloertext, dat si weiderhin, an dat ass wichteg, an dat a voller Onofhängegkeet Avisen zu Gesetzestexten an zu Reglementer kann ofginn.

Här President, mir als CSV sinn der Meenung, dat bei den aktuelle Statute vun deene verschiddene Beruffskummer keng eenheetlech Linn erkennbar ass, an dat ass mat Sécherheet keen ustriewenswäerten Zoustand. Mir sinn der Meenung, dat et zu engem Statut unique vun alle Beruffschamberen komme muss! Dat geet awer nëmme, wann d'Kadergesetz vum 4. Abrëll vun 1924 iwwert d'Schafung vun der Beruffskummeren op de Leescht geholl gëtt, an dat dat Kadergesetz enger kompletter Reform dann och ënnerzu gëtt.

An deemem Kontext wëll ech dann, am Numm vun der CSV, och eng Motioun déposieren - ech ginn lech déi, Här President -, wou mir d'Regierung opfuere, esou séier wéi méiglech esou eng Reform vum 24er Gesetz an d'Weeër ze leeden.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *vu la loi du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce qui attribue le statut d'un établissement public à la Chambre de Commerce;*

- *vu le projet de loi 6238 portant réorganisation de la Chambre des Métiers qui prévoit de conférer à la Chambre des Métiers le statut d'une personne morale de droit public;*

- *considérant les statuts des trois autres chambres professionnelles, à savoir la Chambre des Salariés, la Chambre d'Agriculture et la Chambre des Fonctionnaires et employés publics;*

- *constatant une incohérence considérable entre le statut des cinq chambres professionnelles;*

- *considérant les avis du Conseil d'État du 23 mars 2010 dans le cadre du projet de loi 5939 portant réorganisation de la Chambre de Commerce et du 8 mars 2011 dans le cadre du projet de loi 6238 portant réorganisation de la Chambre des Métiers;*

- *vu la nécessité d'instaurer un régime juridique identique pour toutes les chambres professionnelles;*

- *saluant une réflexion de fond sur le statut des chambres professionnelles dans notre régime institutionnel;*

invite le Gouvernement

- *à prendre les mesures législatives nécessaires visant à donner un statut identique à toutes les chambres professionnelles par le biais d'une réforme fondamentale de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective et*

- *à associer étroitement les chambres concernées dans les travaux préparatifs de ladite réforme.*

(s.) Lucien Clement, Ben Scheuer, Marc Spautz.

(La motion n'ayant porté que trois signatures lors du dépôt, elle a par la suite été cosignée par MM. André Bauler et Henri Kox.)

Déi vum Conseil d'État geäussert Bedenken, op deem Punkt vun der juristescher Natur vun deene verschiddene Beruffskummeren, mussen ee fir allemol...

► **M. le Président.** - Här Clement, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Lucien Clement (CSV).** - ...geléist ginn. Jo, Här President. Ech géif nawell soen, dat ech nach fénnef Minutte fir d'Motioun hätt.

► **M. le Président.** - Neen, hei net. Mir sinn hei beim Basismodell.

► **M. Lucien Clement (CSV).** - Ech muss lech do awer soen, dat ech et e bësse cocasse fanen, wann een eng Motioun déposiert am Modell 0, dann dierf een net zur Motioun schwätzen, a wann ech déi nämlech Motioun déposieren am Modell 1, dat ech dann dierf fénnef Minutte schwätzen. Do wäerte mer eng Kéier dorivwer missen diskutéieren.

► **M. le Président.** - Här Clement, ech applizéiere just hei eist Chambersreglement.

► **M. Lucien Clement (CSV).** - Ech sinn och elo...

► **M. le Président.** - Méi kann ech net maachen.

► **M. Lucien Clement (CSV).** - Ech kommen elo zum Schluss, Här President.

► **M. le Président.** - Dann ass et gutt. Merci, Här Clement.

► **M. Lucien Clement (CSV).** - Also, ech wollt nach just fir déi aner Fraktiounen soen, dat d'Motioun drai Ennerschrëften dréit, déi vun de Majoritéitsparteien. Et sinn der awer eréischt drai, esou dat nach Plaz drop ass fir d'Ennerschrëfte vun deene Fraktiounen oder Sensibilitäten, déi heibannen des Motioun ënnerstëtze wëllen.

Zum Schluss, Här President, wëllt ech dann nach dem Rapporteur, dem Kollege Marc Spautz, Merci soe fir säin exzellente schrëftleche wéi mündleche Rapport. Hie war, wéi mir dat vun him gewinnt sinn, erëm ganz komplett a sengen Ausféierungen.

Dat gesot, Här President, soen ech Merci fir d'Nolauschten an hoffen, dat de Projet eng grouss Zoustëmmung kritt. An, Dir kënnt lech et denken, wäert ech och nach den Accord vun der CSV zu deemem Projet de loi ginn.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Clement. Als nächste Riedner ass den Här André Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Handwierskummer ass déi éischt Firma hei zu Lëtzebuerg. D'Handwierskummer representéiert 20% vun der Betriber, 20% vum Emploi, 9% vum PIB an 2% vun den Investismenter.

Den Zäitgeescht géif fir d'Handwierskummer gemengt. Nohaltegkeet, Regionalismus a Qualitéitsusprech, dat sinn Entwécklungen, wéi déi Responsabel vun der Chambre des Métiers scho gesot hunn, déi den Handwierskummer als nohalteg a regional Acteuren entgéintkommen.

Et brauch een duerfir eng ëmfaassend Reform, well d'Missioun vun der Chambre des Métiers si villfälteg, an duerfir heescht et, des Institutionen op déi gesetzlech Fundamente ze stellen, déi de rezenten Entwécklung gerecht ginn. Duerfir ass den neie gesetzleche Kader fir d'Handwierskummer onëmgänglech.

De Rapporteur huet déi wichtegst Ännerungen elo d'éischte genannt, duerfir ginn ech net méi am Detail dorop an. Grad wéi d'Chambre de Commerce ass och d'Chambre des Métiers en Etablissement public sui generis. Wéinst enger formeller Oppositioun vum Statsrot, et ass elo d'éinescht erkläert ginn, a well d'Zäit drängt, ass de Choix vun der Personne morale de droit public zréckbehalte ginn.

Domat ass d'Landschaft vun der Beruffskummeren, aus statutaescher Sicht, amgaang zersplittert ze ginn. An duerfir verlaangt och d'DP, dat mer zur gegebener Zäit d'Gesetz vun 1924 op de Leescht huelen, fir d'Chamberen op eng gemeinsam statutaesch Basis ze stellen.

D'Chambre des Métiers spillt eng Schlësselroll an der Aus- a Weiderbildung vu Leit, déi sech am Handwierskummer forméieren a verbessere wëllen. Si ass déi Institution, déi derfir ze surgen huet, dat d'Handwierskummer iwwert déi mënschlech Ressourcë verfügen, déi si brauchen, fir op engem Marché, deen ëmmer méi hétéroclite an exigent gëtt, ze bestoen.

D'DP begréisst, dat d'CdM e Facilitateur ass, wann et ëm d'Schafung respektiv ëm d'Transmissioun vun engem Betrib geet. Fir eis ass et wichteg, dat d'Chamber all deenen hëllef, déi e Betrib iwwerhuelen, déi onofhängeg wëlle



ginn, an datt si all déi assistéiert, déi an der Groussregioun aktiv wëlle ginn.

Der DP läit och um Häerz, datt d'CDM ëmmer méi zu engem moderne Service provider an zu engem physische Guichet unique gëtt. Déi nei gesetzlech Basis wäert dozou bäidroen, datt d'Handwierk iwwer eng performant Berodungsstruktur verfügt a soumat fit bleift, fir am 21. Jorhonnert déi Jobmaschinn ze bleiwen, déi et nach ëmmer war.

„Wahr dein Handwerk, dann wahr es dich“, esou steet zu Dikrech op engem Hausgiewel ze liesen. Mir sollten deen urale Rot, deen nach ëmmer ultramodern ass, ville Jonke mat op de Wee ginn, déi sech fir e Beruff ze entscheeden hunn.

Mir schwätzen ëmmer vun den europäesche Benchmarken, déi eis opfuere, datt 2020 40% vun de Leit téschent 30 a 34 Joer op d'mannst Bac + 3 oder en équivalenten Niveau d'études mussen hunn. Wann een awer gesäit, op wéi vill auslännesch Betriber mir am Handwierksberäich ugewise sinn, misste mer eis dann net och d'Zil setzen, fir déi Jonk, déi heem wunnen a sech schweierdinn, eng passend Aarbecht ze fannen, an d'Handwierk ze orientéieren?

Dat ass en nationalen Effort, deen net eleng vun de Betriber oder engem Ministère ka gemaach ginn. Et ass en nationalen Défi, deen eng kollektiv Ustrengung an e Mentalitéitswiessele verlaangt, an deem sech d'Regierung prioritär unzehuelen huet. D'Zäite sinn eriwuer, wou een an de Lycée gaangen ass an da mat enger Première oder Treizième ouni Weideres eng Plaz am Finanzsektor fonnt huet, a wou d'Bankeplaz eng grouss Sécherheet a puncto Aarbeitsplaz ginn huet.

En Handwierk nom Lycée léieren, dat bitt engem ganz aner Perspektiven um Aarbeitsmaart. De Marché ass do, grad am Domän vun den erneierbaren Energien, dem energieeffiziente Bauen an am Beräich vun der systematescher Albusanierung, déi der DP besonnesch um Häerz läit.

D'DP plädéiert derfir - grad wann ee sech bewosst gëtt, wéi vill Jugendlecher heiheim keng Aarbecht fannen -, all Initiativen ausbauen, déi dozou bäidroen, deene Jonken déi manuell Fäegkeete mat op de Wee ze ginn, déi si laang am Aarbeitsprozess halen an déi grad am Handwierk gebraucht ginn. Dat ass e wesentlecht Element am Gesamtkonzept, dat et ze entwickele gëllt, wann d'Reform vun der ADEM kee Pabeier soll ginn.

„Wahr dein Handwerk, dann wahr es dich“, des Formule huet näischt un Aktualitéitswäert verluer, an et fällt och der neier Chambre des Métiers zou, zesumme mat der Regierung alles ze ënnerhuelen, fir deene jonke Mënschen d'Schaffe mat dem Kapp an den Hänn nees schmackhaft ze maachen!

Ofschléissend géif ech dem Rapporteur, dem honorabele Kollege Marc Spautz, Merci soe fir säin ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Bericht, an den Accord vu menger Fraktioun zu deemem Projet ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bauler. Als nächste Riedner ass den Här Marc Angel agedroen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Här President, Madame Minjster, léif Kollegeinnen a Kollegen, fir d'Éischt wollt ech natierlech dem Rapporteur Marc Spautz am Numm vun der LSAP-Fraktioun Merci soe fir säi gudd schrëftlechen a mëndleche Rapport. Mäi Merci geet awer och un déi Responsabel vun der Chambre des Métiers fir hiren exzellenten Avis zu deemem Projet, awer och fir déi Zäit, déi si sech geholl hunn, fir bei all d'Fraktiounen ze goen an hiert Uleies ze erklären. An och déi Visite, déi ons Kommissioun sur place an der Chambre des Métiers konnt organiséieren, war ganz interessant an hëllefreich.

Selbstverständlech schléissen ech mech och un d'Wierder vu menger Virriedner un, déi d'Wichtigkeet vum Handwierk ënnerstrach hunn.

Fir d'Sozialisten ass et ganz wichtig, dass d'Handwierk déi héchstméiglech öffentlech Ënnerstützung an Unerkennung kritt. D'Handwierk ass e Secteur, deen Leit beschäftegt, déi mat Kapp a mat Hänn kënnen schaffen. D'Handwierk ass besonnesch wichteg an enger Zäit, wou mer oft an Domäne vu virtueller Technik sinn. An d'Handwierk, dat sollt een och net vergiessen, ass e Secteur, deen och äusserst innovativ a kreativ ass, deen ëmmer à la pointe ass, deen ëmmer dozou bäigedroen huet, fir eis Gesellschaft no vir ze bréngen.

Mat deemem Gesetzesprojekt 6238 schafe mer e moderne Kader, deen un d'Realitéiten an d'Erausforderunge vum 21. Jorhonnert ugepasst ass an deen et der Chambre des Métiers

wäert erméiglechen, hir villfältig Missiounen op eng effikass a kohärent Manéier auszeüben. Am Beräich vun der Organisation, dem Fonctionnement, dem Wahlsystem, der Affiliatioun, den Attributiounen a Kompetenze vun der Handwierkerkummer ginn, wéi gesot, vill Dispositiounen moderniséiert. De Rapporteur huet déi, wéi gesot, wesentlech Ännerunge schon am Detail schrëftlech a mëndlech gutt erkläert.

Ech wollt duerfir just op e puer Punkten hiweisen, déi fir eis Sozialiste besonnesch begrëssenswäert sinn. Ech denken do zum Beispill un all déi nei Dispositiounen bei der Wahl vun de Membere vun der Handwierkerkummer. Déi aktuell héich Unzuel vu Wahlgruppen hat bis elo den negativen Effekt, dass Entrepreneuren, déi verschidden Aktivitéiten ausüben, och just an eng Wahlgrupp klasséiert goufen. Dës Grupp huet da forcément nëmme zum Deel der Realitéit vun der Entreprise entsprach. De Gesetzesprojekt gesäit eng manner grouss Unzuel vun de Groupes électoraux vir, déi gläichzäiteg awer méi Aktivitéiten ofdecken. Dës Modifikatioun wäert fir eng besser Representativitéit um Niveau vun de Wieler wéi och vun de Gewielte suergen.

En anere Punkt, deen besonnesch ervirzeiräichen ass, ass d'Redefinitioun vun der Affiliatioun. Duerch eng kloer Definitioun, déi festleech, wéini eng Entreprise an der Handwierkerkummer affiliéiert ass, gëtt versichert, esou gutt wéi méiglech enger Double affiliation an der Chambre des Métiers an an der Chambre de Commerce aus dem Wee ze goen. Besonnesch um Käschtepunkt vun den Entrepreneuren hier ass dat begrëssenswäert, well eng Double affiliation ass och gläichbedeitend mat enger Double cotisation.

Här President, Madame Minister, léif Kolleginnen a Kollegen, niewent deene ville positiven Aspekter, déi de Projet de loi mat sech bréngt, gëtt et awer och ee Punkt, deen net zefridde stellend ass, an zwar ass dat dee Punkt vum Statut, wou mäi Virriedner, wou de Lucien Clement virdrun am Detail drop agaangen ass. Et ass, an dat hu mer all fonnt, net gutt, wann déi fënnf Berufschamberen en ënnerschiddleche Statut hunn. Dat hu mer och esou zesummen an der Mëtzelstandskommissioun parteiwwergräifend zum Ausdrock bruecht, a mir waren do all der Meenung, dass mer ee Régime juridique unique brauche fir déi fënnf Berufskummeren.

Duerfir ass et och gutt, stëmme mir och zu Recht haut de Mëtteg déi Motioun, wou mer an der Chamber decidéiert hunn, an der Kommissioun decidéiert hunn ze maachen, wou mer d'Regierung, wéi gesot, opfuere, deen eenheetleche Statut erbäizeschaffen, wou mer dat Gesetz vun 1924 wëlle reforméieren. A wat fir eis och wichteg ass - an ech sinn och frou, dass dat an der Motioun ënnerstrach ass -, dass déi Reform an engster Zesummenaarbecht mat alle Berufschamberen kann ausgeschafft ginn.

Dat gesot, ginn ech nach am Numm vu menger Fraktioun, vun der LSAP, den Accord zu deemem Projet an och zu der Motioun an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Marc Angel. Als nächste Riedner ass den Här Henri Kox agedroen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och direkt am Virfeld wëlle mer den Accord zu deemem Projet ginn, well et u sech och eng Wichtigkeet ass, dass d'Berufschamberen sech hei a Lëtzebuerg deen Numm an de laange Jore geschafen hunn an och ëmmer richteg a wichteg Avisen zu de Gesetzer hei ginn. Och dem Marc Spautz wëll ech Merci soe fir de schrëftlechen an de mëndleche Rapport.

Hien ass a sengem mëndleche Rapport hei op déi véier Punkten agaangen - de Statut, d'Memberschaft, d'Kompetenzen an och d'Wahlprozedur -, déi jo u sech hei eis e bëssen ënner Drock gestallt hunn. Et ass nämlech do, duerch, wou mer hu missen dat Gesetz elo esou séier och hei stëmme, well soss déi Berufswahlen net kënnen durchgeführt ginn.

Dat ass deen eenzege Punkt, wou ech u sech och wollt hei nach erwähnen an och e bësse kritiséieren, dass mer u sech als Chamber net hei déi superbescht Aarbecht gemaach hunn, zwar och Viraarbecht, well mer innerhalb vu sechs Méint awer zwee Gesetzer gestëmmt hunn iwwer zwou Berufskummeren mat ënnerschiddlechem Statut.

Dat ass awer net onbedéngt der Chamber hire Feeler, well de Statsrot hei eis mat Oppositionen formelles behaft huet, a mir praktesch d'lescht Joer bei der Chambre de Commerce ënner Zuchzwang waren, wat d'Affiliatioun ubelaangt huet, an des kéier eben, wat de Statut selwer beziéungsweis d'Wahlen eis ënner Drock gestallt hunn, fir dat Gesetz elo relativ séier durchgeführt ginn.

Duerfir hat ech och an der Kommissioun drop higewierkt, dass mer eben eng Motioun sollte maachen. An ech sinn och frou, dass déi da vun der CSV-Fraktioun hei virgeluecht ginn ass. Mir wëllen déi selbstverständlech ënnerstützen. Mir mengen, dass et wichteg wier, dat Kadergesetz vun 1924 unzegoen, fir endlech déi fënnf Berufskummeren dann op ee Statut zréckzeféieren, well et wier net ganz glécklech, wann déi ënnerschiddleche Berufskummeren da mat ënnerschiddleche Statute misste figuréieren.

Duerfir nach eng kéier, mir kënnen den Accord zu deemem Gesetz bréngen, och den Accord natierlech zu der Motioun, déi ech virdrun och ënnerschriwwen hunn.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kox. Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun. Elo kritt d'Wuert d'Madame Mëtzelstandsministesch Françoise Hetto-Gaasch.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministere des Classes moyennes et du Tourisme.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt emol wëll ech, fir unzefänken, dem Rapporteur, dem Marc Spautz, e ganz häerzleche Merci soe fir säi gudd Rapport, deen en hei geschriwwen huet. En exzellente Rapport! Ech wëll awer och der Chamberskommissioun selwer an och dem Conseil d'État Merci soe fir déi konstruktiv Aarbecht, déi si hei geleescht hunn. An dann awer och all deene Leit, déi haut de Mëtteg sech zu deemem Projet de loi zu Wuert gemellt hunn.

Ech wëll vläicht, éier ech op déi eng oder aner Remarque aginn, awer och allgemeng e puer Saachen zu deemem Projet de loi soen. Dir musst wëssen, dass d'Handwierk eng 5.500 Entreprises representéiert. Dat sinn net manner wéi 73.000 Aarbeitsplazen! Dat ass net näischt. Dat ass also e Secteur, deen Aarbeitsplaze schafft. Wann ech kucken, 1980 hate mer am Handwierksberäich 30.000 Aarbeitsplazen. Mir sinn am Joer 2010 op 73.000 gewiescht. Dat ass an 30 Joer eng méi wéi Verduebelung!

Dat weist awer och, dass d'Handwierk e ganz wichtige Piliere, e wichtige Secteur vun eiser Ekonomie ass an dass se am Fong geholl och doduerjer verdéngen, eng effikass a modern Berufschamber an och e Statut ze hunn.

D'Chambre des Métiers ass wéi alleguer déi aner Berufschamberen eben iwwert d'Gesetz vum 4. Abrëll vun 1924 geschafe ginn, zënter dem Zweete Weltkrich duerch den Arrêté grand-ducal vun 1945 organiséiert ginn. An et huet een et de Mëtteg hei gesot, ech mengen, et war einfach iwwerfällig, dass dat do de fond en comble géif reforméiert ginn.

Et ass eng Reform, déi sech och an de groussen Zich - dat ass och gesot ginn - un der Reform vun der Chambre de Commerce inspiréiert, awer net op alle Punkten. D'Modifikatioun baséiert sech am Fong geholl op fënnf Hauptkategorien: Dat eent ass de Statut - ech wäert och dorop agoen -; d'Affiliatioun - ganz wichteg -; dann d'Attributioun an d'Kompetenze vun der Chambre des Métiers; d'Organisatioun an de Fonctionnement; a schlussendlech hire Système électoral.

Kuerz och e Wuert zum Statut vun der Chambre des Métiers. Hei gëtt jo elo preziséiert, dass d'Chambre des Métiers de Statut vun enger Personne morale de droit public kritt. Et ass vill doriwwer diskutéiert ginn, et ass och kontrovers doriwwer diskutéiert ginn, mä den Avis vum Conseil d'État war an deemem Gesetz eigentlech vill méi prezis, vill méi kloer, wéi en et an deem Kontext war bei der Chambre de Commerce, déi am Fong geholl en Établissement public jo hunn. An duerfir ware mer der Meenung, dass mer hei sollten d'Propositoun vum Conseil d'État iwwerhuelen.

Dir wësst och, dass mer ënner Zäitdrock sinn. Déi Wahlen, déi mussen elo am November preparéiert ginn, fir dass déi Wahlen och uganks 2012 do kënnen ofgehalen ginn. An ech muss awer och soen, dass mer wéinst deene villen Diskussiounen, déi mer haten, wéinst dem Statut, wierklech och en Intérêt hunn, dass déi Berufschamberen sollen deeselwechte Statut kréien. Duerfir si mer och d'accord mat där Motioun, déi hei proposéiert ginn ass, wéi gesot, fir eben ze kucken, fir en eenheetleche Statut fir all d'Berufschamberen ze kréien.

Kuerz zu der Affiliatioun nach. Den Här Clement huet dat ganz gutt erkläert. Also, et ass ganz kloer ewell definéiert, wien zu wéi enger Chamber gehéiert, wéi ee Ressortissant dass dat ass. Et ass awer och ganz kloer definéiert, ënner wéi enge Konditiounen dass ee kann an deenen zwou Chamberen - der Chambre des Métiers an och der Chambre de Commerce - affiliéiert sinn.

Zu den Attributiounen an de Kompetenze vun der Chambre des Métiers wollt ech just soen, dass nieft deem consultativ Rôle awer och net soll vergiess ginn, wéi eng wichteg Roll dass si an där ganzer Formatioun spillen; d'Formation

professionnelle initiale, wou se sech drëms këmmere, déi ganz Maîtrise, déi ganz Formation continue, déi hannendrun hänkt, déi incontournable ass, a woufir ech hinnen och wierklech e ganz häerzleche Merci soen, dass se dat esou gutt maachen.

Si maachen och ganz vill fir d'Promotioun vun den Entrepreneuren. An eppes, wat mer och net sollen ënnerschätzen, déi ganz Begleedung vun de Lëtzebuergere Entrepreneuren, déi Loscht hunn, an d'Ausland schaffen ze goen, déi gi vun hinne begleet an ënnerstützt, fir dass dat och gutt iwwert d'Bühn geet.

Bon, iwwert d'Organisatioun wëll ech elo weider näischt soen. Iwwert d'Wahlen, ech mengen, dat géif elo einfach ze wäit féieren. Ech wëll just vläicht eppes erkläre bei de Wahlgruppen, wou et jo esou ass, dass verschidden Handwerksberuffer ewell an engem Wahlgrupp sinn. Doduerch ass am Fong geholl déi Zuel vun de Wahlgruppe signifikant verklengert ginn.

Dat mécht och Sënn, well jo an der Zukunft och am Fong geholl déi etlech Beruffer och am Handwierk deelweis zesummegefaast ginn, esou dass mer am Fong geholl déi vill Gruppen net méi brauchen. Dat passt dann dee Moment och bei den Droit d'établissement, wou ech dann hoffen, wann alles gutt klappt, dass mer deen dann d'nächst Woch hei gestëmmt kréien. Mir ginn also vun 19 bis 24 Groupes électoraux zréck op sechs Stéck.

Soss wëll ech elo weider näischt zum Wahlsystem soen. Ech wëll just nach op eppes agoen, wat den Här Bauler gesot huet a wat mir och perséinlech um Häerz läit. Den Här Bauler huet vun engem Mentalitéitswiessele geschwat, deen mer mussen kréien. Dat ass e Mentalitéitswiessele, deen mer brauche bei den Elteren, bei de Kanner, bei den Enseignanten, fir engersäits emol erëm Respekt virum Handwierk ze kréien, an anerersäits awer och fir erëm Loscht op Handwierk ze maachen.

An ech mengen, do ass eppes, wou mer och mussen driwwer nodenken, wéi mer dat nach besser kënnen an Zukunft maachen. Kleng Kanner hunn am Fong geholl all déi Fäegkeeten, all déi Kompetenzen, déi ee brauch, fir spéider en Entrepreneur ze ginn. Si si virwëtzeg, si hu Loscht ze experimentéieren, si hu Loscht no Léisungen ze sichen. An dat sinn alles Kompetenzen a Fäegkeeten, déi vläicht an eise Schoulen dees le bas âge vill méi missten am Fong geholl gefördert ginn, fir dass mer och herno vläicht deen Entrepreneursgescht bei deene Jonken dann erëmfannen.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, géif ech mech freeën, wann dese Projet de loi eng grouss Zoustëmmung géif kréien, gradesou wéi d'Motioun. An ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.** - Ech soen der Madame Ministesch Merci. Domadder wier d'Diskussioun ofgeschloss a mir këimen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Ech wollt lech drop opmierksam maachen, datt am Artikel 6, Alinea C den Term „internalisation“ duerch „internationalisation“ ze ersetzen ass, an am Artikel 35, drëtten Alinea ass am Ufank vum Saz e Komma ze vill: „Après constitution de l'assemblée plénière et en cas de refus“. Mir stëmme elo iwwert den ofgeänneren Text of a wäerten dann dem Conseil d'État des Ännerunge schrëftlech matdeelen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6238 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmme.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi n°6238 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par Mme Nancy Arendt), Lucien Weiler (par M. Jean-Paul Schaaf), Raymond Weydert (par Mme Sylvie Andrich-Duval) et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negré), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diede-rich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haa-

gen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);

MM. Jean Colombara (par M. Fernand Kartheiser), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen) et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Geht d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Motion 1

Mir hunn dann nach hei eng Motioun vum honorablen Här Lucien Clement. Wann ech dat richtig verstanen hunn, schéngt mer do e grousse Konsensus iwwert déi Motioun ze bestoen.

Kann ech also par vote à main levée procédieren?

(Assentiment)

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Dat schéngt mer d'Unanimitéit ze sinn.

Domadder wier déi Motioun dann och ugehooll.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6171 iwwert d'Établissements classés. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Berger, Negri, Gira a Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Fernand Boden. Här Boden, Dir hutt d'Wuert.

5. 6171 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Rapport de la Commission du Développement durable

► **M. Fernand Boden (CSV), rapporteur.** - Ech huelen nach eng Schlupp Waasser. Sou!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet 6171 iwwert d'Établissements classés ass eng weider Moosnam vu villen, déi vun der Regierung geholl ginn, fir déi administrativ Démarché méi einfach ze maachen. De Regierungsprogramm aus dem Joer 2009, dee stellt fest, dass et niewent dem Gesetz vum 10. Juni 1999 iwwert d'Établissements classés nach weider Gesetzer gëtt, déi Autorisationsprozedure virgesinn an déi derzou féieren, dass en eenzelne Projet vu véier verschiddegen Ëmweltbewäertungsprozedure betraff ass.

Dofir proposéiert de Regierungsprogramm enner anerem, fir déi verschiddegen Texter opeenen ofzestëmmen, esou dass dat et zu kenger onnéideger Aarbecht an zu kengem Double emploi an dëser Cascade vun Ëmweltbewäertunge kënn. Des Weidere sollen d'Délaien an d'Prozeduren an deene verschiddegen Gesetzer synchroniséiert an d'Délaien, besonnesch wat de Kommodo-Inkommodo betrëfft, staark reduzéiert ginn.

Fir de Kleng- a Mëttelbetriber bei hiren Ufroen ze hëllefen, gesäit de Regierungsprogramm och vir, dass e Guichet „autorisations“ soll geschaf ginn, deen déi eenzeg Ulaftell fir all Demande fir eng Betriebsautorisation soll sinn. Dëse Guichet unique „autorisations“ soll d'Koordinatioun tëschent deene verschiddegen Administratioune garantéieren an derfir suergen, dass d'Äntwerte vun dësen Administratioune an deene virgeschriwwenen Délaien a Friste kommen.

Eng vergläichbar scho méi laang geplangte Struktur, déi fir jiddwereen zougänglech ass, dee gäre baut, ass de Guichet „urbanisme“. Dëse Guichet soll d'Uwendung vum Gesetz vum Aménagement communal an dem Développement urbain méi einfach maachen. E Gesetz, wat mer jo elo grad haut an der Chamber ofgeännert hunn, och am Sënn vun enger Entschlackung vun de Prozeduren.

Dat zum Regierungsprogramm iwwert déi administrativ Vereinfachungen a puncto Kommodo-Inkommodo.

Dëse Projet de loi realiséiert net dee ganze Regierungsprogramm, bái Wäitem net, mä hien

enthält awer eng ganz Rei vu konkrete Moosnamen, fir d'Kommodo-Inkommodo-Prozedur ze vereinfachen an och ze beschleunegen.

An deem Kontext ginn zwou nei Prozeduren agefouert.

Déi éischt, d'Procédure d'enquête publique particulière, erméiglecht et den Demandeuren, fir d'Kommodo-Inkommodo- an d'PAP-Prozeduren ze synchroniséieren, wat besonnesch interessant ass fir d'Promoteure vun Aktivitéitszonen a fir Persounen, fir Betriber, déi sech an esou Zonen néierloosse wëllen.

Déi zweet ass d'Prozedur vun der Recevabilitéit vun enger Demande d'autorisation. Hei gëtt de Prinzip „le silence vaut accord“ agefouert. Sollt also eng Administratioun net bannent 15 Deeg eng Entscheedung iwwert d'Recevabilitéit vun engem Dossier huelen, esou ass dësen Dossier automatesch recevabel. En Dossier ass net recevabel, wa wesentlech Piëcen, déi am Artikel 10 opgezielt sinn, feelen. Den Dossier gëtt dann un den Demandeur zrëckgeschéckt. D'Prozedur vun der Recevabilitéit gëtt agefouert, well et an der Vergaangenheet vill Zäit an Aarbecht kascht huet, fir laang Lëscht vu feelenden Dokumenter opzustellen.

Wann en Dossier elo recevabel ass, heescht dat awer net, dass e komplett ass. Am Fall, wou Dokumenter bei enger Demande feelen, kann déi zoustänneg Autoritéit den Demandeur bidden, säin Dossier ze vervollstännegen. Hie muss him awer an enger Kéier de Relevé vun alle feelenden Dokumenter zoukomme loosse.

Weiderhi gëtt déi duebel Kontroll, wat d'Veereinbarkeet vun engem Établissement classé mat den Urbanismusregeln ubelaangt, ofgeschafft. Dat ass de Fall, well de Contrôle en aval vun dëser Kompatibilitéit mat den Urbanismusregeln, dat heescht zu deem Moment, wou déi Décisioun iwwert d'Autorisation geholl gëtt, als iwwerflësseg kann ugesi ginn, enner anem, well déi entspreche Dokumenter scho beim Erareche vum Dossier kontrolléiert ginn.

Iwwregens gëtt an Zukunft och e Certificat vum Buergermeeschter als valabel Prouf ugesinn, dass den Établissement an der Zone prévue à ces fins läit. Dat erlichtert déi ganz Prozedur. D'Exploitation vun engem Établissement classé ass jo nëmme méiglech, wann en an esou enger Zon läit.

Als weider Moosname sinn enner anem geplangt - ech ziele se schnell op -:

- d'Veereinfachung vum Regime vun den Établissements composites, déi enner méi wéi eng Kommodosaklasséierung falen, mat Ausnahm vun der Klass 1. Esou zum Beispill en Hotel mat engem Restaurant. Hotel ass d'Klass 3, Restaurant ass d'Klass 2. Deen Dossier gëtt dann nom Regime vun der Klass 3 kontrolléiert a geregelt;

- d'Ännere vun der Verfallsdauer vun enger Autorisation. Zum Beispill am Fall vun der Stëlleung vun engem Betrib oder vu verschiddegen Installatioune gëtt d'Verfallsdauer vun zwee op dräi Joer eropgesat;

- d'Ännere vun de Regelungen, déi en Établissement betreffen, wat nëmme während enger bestëmmter Zäit funktionéiere soll. E Betrib, deen net méi wéi zwee Joer - bis elo war dat nëmme en Joer - funktionéiere soll, kann eng Autorisation fir ee Joer kréien, déi em ee Joer ka verlängert ginn, ouni mussen eng Kommodo-Inkommodo-Prozedur ze duerchlafen;

- d'Afféierung vu verschiddegen Délaien, wat d'Erarechen an d'Behandlung vun der Demande betrëfft, souwuel fir d'Administratioune wéi och fir d'Gemengen a fir d'Demandeuren;

- d'Reduziéiere vun enger Rei vu bestehenden Délaien;

- an dann d'Opstocke vum Personal vun der ITM an der Administration de l'environnement, also déi zoustänneg Verwaltung fir d'Kommodo-Inkommodo-Prozedur.

Dës Ännerungen am Projet de loi 6171 solle kuerzfristeg Effeten erzielen. Si ginn an déi richteg Richtung, sinn awer nëmme ee vu ville weidere Schrëtt um Wee vun der Simplification administrative am Beräich vum Kommodo-Inkommodo. Mëttelfristeg gesinn, si méi déif gräifend Ännerungen néideg, besonnesch wat den „e-commodo“ an de Guichet unique ueget.

Des Weidere dierf awer net vergiess ginn, dass d'Kommodo-Inkommodo-Prozedur net nëmme duerch ee Gesetz geregelt gëtt, mä dass och eng Rei vu groussherzogleche Reglementer hei matspillen, enner deenen ouni Zweifel d'Reglement iwwert d'Nomenclature an d'Klassifikatioun vun den Établissements classés dat wichtegst ass.

Während der parlamentarescher Aarbecht huet den delegéierte Minister Marco Schank eiser Kommissioun d'Haaptlinne vun engem Projet vu Reglement fir d'Ännere vun der aktueller Nomenclature a Klassifikatioun vun den Établissements

classés presentéiert, esou wéi e vum Regierungrot den 22. Abrëll vun dësem Joer ugehooll ginn ass.

De Schwéierpunkt vun dësen Ëmännerunge läit op der administrativer Vereinfachung. Et ass derfir gesuergt ginn, och dee gréisstméigleche Schutz op der Aarbecht a vun der Natur ze garantéieren.

D'Haaptännerunge bestinn doranner, dass all d'Nomenclaturen an enger eenzeger Tabell regruppéiert ginn, sortéiert no Fonctioun respektiv Aktivitéit; dass verschiddegen Aktivitéiten nei aklasséiert ginn, wat eng vereinfacht Genehmigungsprozedur mat sech bréngt, esou wéi et iwwregens schon am Plan de relance de la conjoncture vun 2009 an am Plan de relance de la compétitivité des entreprises festgehal ginn war.

Fir verschiddegen Aktivitéite gesäit dëst Reglement en Unhiewe vun den Ufuerderunge vir, enner deenen en Établissement eng Autorisation brauch. D'Membre vun der Kommissioun ware sech relativ eens doriwwer, dass en Équilibre muss fonnt ginn tëschent dem Schutz vun der Ëmwelt an der Kompetitivitéit vun den Entrepreneuren.

Och wa jiddwereen eenzel domadder averstannen ass, dass d'Ëmwelt eng wichteg Roll spillt, esou muss awer et festgehal ginn, dass d'Entreprise géeeigent Konditioune brauchen, fir sech kënnen ze entwéckelen, wat enner anem duerch flexibel Betriebsgenehmigungsprozedure soll realiséiert ginn. Mir brauchen awer och déi néideg Leit a Mëttel, fir de Respekt vun de bestehende Regele säitens den Entrepreneuren ze garantéieren.

Komme mer dann elo zu de verschiddegen Avisen zu dësem Projet.

Esou ass d'Chambre des Salariés zwar fir eng Vereinfachung vun de Prozeduren, mä dëst soll awer net op d'Käschte vun der Sécherheet geschéien. Dofir froe si eng regelméisseg Evaluatioun vun de Konsequenzen, déi dëse Projet wäert mat sech bréngen. Des Weidere fäerte si, dass d'Kierze vu verschiddegen Délaien sech negativ wäert op d'Qualitéit vun der Analys vun den Dossieren auswirken, ausser d'Zuel vun zoustänneg Personal géif erhéicht ginn. Si fannen, dass déi virgesinn Opstockung am Beräich vum Personal bei der ITM an der Administration de l'environnement hirer Meinung no net duergeet.

D'Chambre des Métiers, fir hiren Deel, begréisst de Gesetzesentwurf, äussert awer gläichzäitig zwee Haaptkritikpunkten. Esou bedauere si zum Beispill, dass déi generell Uwendung vun der Règle d'autorisation tacite net vun den Auteurs zrëckbehal ginn ass. Ausserdeem ass d'Chambre des Métiers net frou doriwwer, dass de Contrôle de conformité vun engem Établissement mat den Dispositionen iwwert den Urbanismus an d'Hänn vun dem Demandeur vun der Autorisation geluecht gëtt, deen net onbedéngt e Spezialist an dëser Matière ass. Si frouen dofir d'Schaf vum Guichet unique „urbanisme“, esou wéi en am Regierungsprogramm virgesinn ass. Ech hu schon doriwwer geschwat.

D'Chambre de Commerce bedauert, dass de gréissten Deel vun den Ännerungen den Administratioune zegutt géif kommen, ouni den Entrepreneuren wierklech vill ze bréngen. Si kritiséiert, dass d'Auteurs vum Gesetz keng detailléiert Analys gemaach hu vun alle besteenden Autorisationen, fir nëmme déi zrëckbehalen, déi onbedéngt néideg sinn, an dass se net de Prinzip vun der Autorisation tacite zrëckbehalen hunn, esou wéi et d'Direktiv „services“ virgesäit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer dann, dass ech ofschléissend nach kuerz iwwert den Avis vum Conseil d'État schwätzen. De Conseil d'État begreist och wéi all déi aner Gremien d'Beméiunge vun der Regierung am Kader vun der Simplification administrative, weist awer dorop hin, dass dës Moosnamen net dierfen op d'Käschte vun der Informatioun vun den Entrepreneuren a vun Drëttpersounen goen.

Gläichzäitig stellt de Statsrot sech hannert d'Kritik vun der Chambre de Commerce, wat d'Feele vun enger genereller Iwwerprüfung vun der Noutwendegkeet vun de gesetzlechen Exigenzen a vun den Délaien ueget. Et gouf och eng Opposition formelle vum Statsrot, well de virleiende Projet net am Klang wier mat der Direktiv „services“.

Als Äntwert op dës Opposition formelle huet de Ministère an enger ganz detailléierter Note erkläert, woufir et néideg wier, fir en Autorisationsregime bei den Établissements classés bäizebehalen, a woufir de Prinzip vun der Autorisation tacite net kéint zrëckbehal ginn.

De Ministère huet den Intérêt ennerstrach, fir e Régime de police spéciale ze schafen a fir d'Ausübung vun ëmweltverschmutzenden Akti-

vitäten u speziell Konditioune ze bannen. D'Intéresse vun Drëttpersounen kéint och méi lücht léséiert ginn, wann en Établissement classé net enner spezifesch Konditioune géif exploitéiert ginn.

Wat d'Ausnahm vun der Autorisation tacite ubelaangt, esou begrënt de Ministère dëst duerch d'Zil fir Verschmutzung vu Säite vun de Betriber ze vermeiden oder ze reduzéieren, wat spezifesch Betriebsgenehmigung virgesetzt, déi de beschte disponibelen Technologie Rechnung droe mussen, gradesou wéi der Natur an dem Emplacement vum Betrib.

Bemängelt ginn och nach am Fall vun enger Autorisation tacite déi prozedural Schwierigkeiten, wat de Schutz vun den Intérète vun Drëttpersounen a wat den Zäitpunkt, vu wéini un ee kéint e Recours maachen, ubelaangt.

No den Erklärungen vum Ministère huet de Statsrot seng Opposition formelle opgehuewen, awer gläichzäitig drop higewisen, dass hien an Zukunft méi streng wäert oppassen op d'Anale vum europäeschen Normen duerch eis Gesetzer, an dëst scho vun der Ausarbechtungsphas un. Esou verlaangt hien, dass fir all Gesetzes- oder Reglementsprojet, deen en Autorisationsregime virgesäit, d'Auteurs kloer duerleeën, woufir si eventuell d'Dispositionen vun der Direktiv „services“ net uwenen.

Scharf kritiséiert huet de Statsrot den ursprénglechen Text vum Projet, deen eenzel Dispositionen vum Gesetz vum 1999 op zwou verschiddegen Aart a Weisen ofgeännert huet, déi souguer deelweis géigesätzlech wieren. Am Intérêt vun der Sécurité juridique hat hien dofir gefuerdert, déi néideg Ännerungen virzehuelen an och d'Reiefolleg vun der Presentatioun vun den Artikelen ze changéieren. Sollt dëst net geschéie virum Vote vum Projet, sou géif de Statsrot eng Opposition formelle ausschwätzen. D'Kommissioun huet doropshin den Text deementsprechend amendéiert a si huet eng komplett Restrukturatioun vum Text virgeholl.

D'Kommissioun huet, Dir Dammen an Dir Hären, vill um Text geschafft, besonnesch fir den Avis vum Statsrot an de Beruffschambere Rechnung ze droen. Den Detail vun dëser Aarbecht kënn Dir a mengem schrëftleche Rapport noliesen.

Ech soen alle Kolleegen aus der Nohaltegkeitskommissioun Merci fir hir gutt Mataarbecht an ech bidden lech am Numm vun der Kommissioun, dësen Text ze stëmmen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

Discussion générale

► **M. Fernand Boden (CSV).** - Sou, ech wëll dann elo, mat enger anerer Kap, als Spriecher vun der CSV-Fraktioun den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet ginn. Dee bréngt, dass ass jo gesot ginn, eng Rei vu Verbesserungen an der Kommodo-Inkommodo-Prozedur an hie stellt e weidere Schrëtt duer a Richtung administrativ Vereinfachung.

Fir d'CSV-Fraktioun ass et wichteg, dass Lëtzebuerg lues a lues erëm zu engem Land gëtt vun de kuerze Weeër tëschent de Verwaltungen, de Gemengen, de Betriber an de Bierger. Dat dréit dozou bái, fir d'Kompetitivitéit vun de Betriber ze verbesseren a fir de Standuert Lëtzebuerg erëm méi attraktiv ze maachen.

Den Entfesselungsplang fir Betriber vun 2007 huet de Kader gesat an d'Marschroute virginn, fir mëttelfristeg de Betriber d'Liewe wesentlech méi einfach ze maachen. Mir begreissen, dass en Departement vun der administrativer Vereinfachung beim Statsministère geschaf ginn ass. Dat gëtt dës Problematik méi e grousst Gewicht a stäerkt d'Duerchschlagkraaft vun deenen, déi d'administrativ Vereinfachung koordinéieren a virundreiwe sollen.

Et kënnen nämlech nëmme zolidd Verbesserungen an dësem Beräich zustane kommen, wann all d'Minister an d'Verwaltunge mat agebonne sinn, wa se och alleguer matzéien.

De Regierungsprogramm ass ambitiéis a puncto administrativ Vereinfachung, a mir wiere frou, wann d'Regierung eng Schépp géif noléeën, fir dëse Programm och méiglechst schnell ëmzesetzen.

Wat nu méi prezis d'Autorisationsprozeduren ubelaangt, sou ass am Regierungsprogramm virgesinn, d'Délaien an d'Prozeduren, déi a verschiddegen Gesetzer festgeluecht sinn, besser openaner ofzestëmmen, se besser ze synchroniséieren an all Double emploi ze vermeiden, besonnesch am Beräich vun den Ëmweltstudien, déi sech oft iwwerschneiden.

Mir invitéieren also d'Regierung, dass ze maachen, gradesou wéi eng detailléiert Analys iwwert d'Noutwendegkeet vun de besteenden Autorisationsregimer virzehuelen an nëmme déi legal Exigenzen bäizebehalen, déi onbedéngt néideg sinn.



Et muss och, esou wéi de Statsrot drop insitéiert huet, derfir gesuergt ginn, dass eis Reglementer an eis Gesetzter vun hirer AUSAARBECHTUNGS-phas u konform si mat den europäeschen Normen a besonnesch zur Direktiv „services“, well hie jo indiquéiert huet, dass en an Zukunft vill méi staark dorobber wäert oppassen an och wäert insitéieren.

Mir begréisse wéi gesot d'Verbesserungen an d'Erliichterungen, déi dës Gesetzesprojet an der Kommodo-Inkommodo-Prozedur bréngt. E weidere wichtege Schrëtt muss awer gemaach ginn duerch d'Schafung an de beschten Délaie vun deene scho virdrun ernimmte Guichet unique „autorisations“ a Guichet unique „urbanisme“, an och duerch d'Aféierung vum „e-commodo“, souwuel wat den elektronneschen Dépôt vun der Demande ubelaangt wéi och déi permanent elektronnesch Novvollzéibarkeet vum Traitement vun der Demande duerch déi eenzel Instanzen, wat sech op Englesch „tracking“ nennt.

Eng wesentlech Roll an der Kommodo-Inkommodo-Prozedur spillt awer och d'Reglement iwwert d'Nomenclature an d'Klassifikatioun vun den Établissements classés.

Et ass jo drop higewise ginn, dass d'Est Reglement soll ofgeännert ginn. Mir hätte gären, dass dobäi duerch nei Aklässierung vum enger ganzer Rei vun Aktivitéiten d'Genehmungs-prozedure vereinfacht ginn. Mir denken do virun allem un artisanal Aktivitéiten an un Aktivitéiten an enger ausgewiesener Gewerbe- oder Industriezon. Hei géif sech villfach eng Aklässierung an d'Klass 4 opdrängen.

Des Weideren insitéiere mer drop, dass déi Administratiounen, déi mat Autorisatiounsregimer ze dinn hunn, mat genügend Personal dotéiert ginn an och esou reorganiséiert ginn, an d'Schafung vu Guichets uniques soll e Bestandteil vun esou enger Reorganisatioun sinn, dass se eng effikass Aarbecht kënnen maachen am Intérêt vun de Betriber, am Intérêt vun de Gemengen an och vun de Leit.

Ech wëll lech, Här President, ofschléissend am Numm vun de Majoritéitsparteieng Motioun iwwerreechen, déi d'Regierung dozou ureegt, déi vu mir ernimmte Punkten ze realisieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant la nécessité de faciliter les démarches administratives aussi bien pour les petites et moyennes entreprises que pour les communes et les personnes privées;

- considérant la création du Département de la Simplification administrative auprès du Ministère d'État et la volonté du Gouvernement d'accorder une priorité à la simplification administrative;

- vu les mesures de simplification administrative retenues par le programme gouvernemental de 2009 notamment en matière d'établissements classés;

- considérant les améliorations au niveau de la simplification et de l'accélération de la procédure «commodo-incommodo» prévues par le projet de loi sous rubrique;

- vu le projet de modification du règlement grand-ducal portant révision de la nomenclature et de la classification des établissements classés;

invite le Gouvernement

- à poursuivre et à intensifier ses efforts en matière de simplification administrative afin d'améliorer la compétitivité de nos entreprises ainsi que l'attractivité du site économique Luxembourg;

- à coordonner et synchroniser davantage les délais et les procédures prévus dans les différents textes législatifs, afin d'accélérer les procédures et d'éviter tout double emploi en matière d'évaluations environnementales;

- à créer dans les meilleurs délais les guichets uniques «autorisations» et «urbanisme» et à accélérer la mise en place des facilités «e-commodo», y compris un système de suivi électronique («tracking»);

- à simplifier la procédure d'autorisation pour les établissements classés par la réduction du nombre des établissements rangés en classe 1 et en classe 3 ainsi que par l'augmentation du nombre des établissements rangés en classe 4, sans pour autant négliger la préservation de l'environnement;

- à procéder à une analyse détaillée sur la nécessité des systèmes d'autorisations existants et à veiller à la conformité des lois et règlements aux normes communautaires, et notamment la Directive «services», dès la phase de leur élaboration;

- à doter les administrations concernées par les régimes d'autorisations du personnel suffisant et à les réorganiser de façon à ce qu'elles puissent effectuer un travail efficace dans l'intérêt des entreprises, des communes et des citoyens.

(s.) *Fernand Boden, Lucien Clement, Roger Negri, Ben Scheuer, Marc Spautz.*

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Fernand Boden. Als éischte Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll dem Rapporteur Merci soe fir säi Bericht, deen e gemaach huet, deen zimlech vollstänneg war an deen och souwuel dee schrëftleche wéi dee mëndleche beinhalt.

Ech soen him och Merci duerno als Spriecher vun der CSV, well dat eigentlech och e gudden Iwwergang gëtt op dat, wat ech hei wollt als Ufankremarque maachen.

D'Motivatioun fir d'Reform vun deem Gesetz, wat mer haut diskutieren, ass déi ominös Simplification administrative, mat där d'Regierung hofft, de Stat méi performant als Service Provider ze gestalten an de Betriber et ënner anerem méi einfach ze maachen.

Wat dobäi opfällt, ass, dass déi meeschte Gesetzter, déi dës Regierung bei der Simplification administrative viséiert, der sinn, déi eppes mat der Ëmwelt ze dinn hunn. Wann ech kucken, am Koalitionsaccord vun 2009 si se opgezielt. Wat soll also vereinfacht ginn? D'Kommodosgesetz, d'Naturschutzgesetz, d'Évaluation des incidents sur l'environnement, d'Waassergesetz, d'Prévention des déchets.

Wa mer Atomkraftwierker hätten an och nach e Gesetz fir d'Atomkraftwierker, dann hätt d'Regierung warscheinlech och nach e Projet eraginn, fir och nach do eng Simplification administrative anzeféieren.

Ech mengen, mir sollen awer net vergiessen, dass de Schutz vu Mënsch an Ëmwelt hei och muss weider considéiert ginn. An et ass jo awer esou, dass dann de Schutz vu Mënsch an Ëmwelt an déi vermeintlech lästeg Gesetzter, déi et an deem Beräich gëtt, op alle Fall an den Ae vun der Regierung d'Haaptursach schéngen ze sinn, firwat et hei zu Lëtzebuerg net virugeet.

Här President, d'Chambre des Métiers zum Beispill mat hire Betriber ass awer net onbedéngt darselwechter Meenung wéi d'Regierung. 2004 hu se schonn eng Etüd gemaach an d'Betriber gefrot, wat an deenen hiren Aen déi gréissten administrativ Problemer wieren a wou d'Betriber sech géifen déi meeschte Simplificatioun wënschen.

D'Resultat vun där Etüd an Ëmfro ass kloer: D'Betriber hunn dobäi gesot, dass nëmme 5% - nëmme 5%! - vun administrative Chargen an Opwand am Beräich vun Ëmweltgesetzter fir si ze fanne sinn. Dat heescht also, 95% vu Schwieregkeeten, wou se sech Simplificatioun wënschen, sinn an anere Beräicher ze fannen, a si soen dat och.

Déi meeschte Betriber gesinn e Bedarf haapt-sächlech bei de Sécurité-sociale-s-Gesetzter, bei der TVA an den direkte Steieren. Dat bräicht een also eigentlech net weider ze kommentieren.

(Interruption)

Sécherlech kann een all Gesetz duerchforsten a kucken, wat ee ka straffen a vereinfachen. Duerfir hu mir u sech och kee Problem, wann elo kleng Korrekturen - well eng richtig Reform vum Gesetz ass et jo och awer net -, wann elo kleng Korrekturen um Kommodo-Gesetz gemaach ginn a mir wäerten dat Gesetz och stëmmen.

Mä wann d'Regierung wierklech wëllt eng seriö Simplification administrative ugoen, da soll se och déi richtig Gesetzter op de Leescht huelen, an dat sinn net, oder net eleng, déi verschidden Ëmweltgesetzter.

Ech recommandieren also och der Regierung, vläicht eng Kéier déi Etüd vun 2004 - ech hunn och en Exemplar a menger Mapp -, eng Kéier do e Bléck drop ze werfen a sech da vläicht nach eng Kéier nei Gedanken ze maachen iwwert d'Simplification administrative.

(Interruption)

Eng aner Consideratioun, déi een och soll am Kapp halen, ass, dass iwwer 50% vun den Dossieren, déi an der Ëmweltverwaltung erakommen - well hei geet et jo haapt-sächlech ëm d'Ëmweltverwaltung bei dësem Gesetz -, inkomplett sinn a verschidder einfach onzoumuttbar sinn.

Wann zum Beispill e Betriber, eng Firma fir e Kommodo fir Klass 1 e puer Säiten - ech soen emol - Literatur an iergende Kadasterplang draleet, dann dierf een do enger Verwaltung oder engem Gesetz net e Virwurf maachen, dass déi ze komplizéiert wieren, dass déi ze vill komplex wieren an dass déi engem géifen d'Liewe schwéier maachen.

Ech mengen, wa Betriber seriö hir Demande eraginn, en uerdentlech, kompletten Dossier ofliwweren, da kënnen se och dovunner ausgoen, dass do kee Gesetz se drun hënnert an dass do och d'Verwaltung wäert dann an den Délaie hir Autorisatioun ausstellen.

Eng lescht prélabel Remarque, Här President, déi ech wëllt dann och maachen, ass, dass, och wa mer d'accord sinn also mat deem, wat mer elo hei wäerte stëmmen, an domat, dass verschidde Prozedure verkierzt an och vereinfacht gi beim Kommodosgesetz, ech och einfach nach eng Kéier wëll rappelieren, dass ëmmer erëm muss garantéiert sinn, dass dat net dierf zum Nodeel vum Schutz vum Mënsch a vun der Ëmwelt sinn. Dat ass jo awer d'Grond-sensz vun dësem Gesetzter, an d'Est Objektiv dierfe mer net aus den Ae verléieren.

Bon, dës puer méi generell Remarques - awer fir mech wesentlech Remarques - gemaach, géif ech da prezis op een, zwee Punkte vum Gesetz agoen. Ech ginn net an den Detail, well de Rapporteur huet dat jo scho gemaach. Ech wëll een, zwee Punkten erausgräifen.

Ech mengen, positiv muss ee virun allem zréck-behalen, dass d'Procédure de recevabilité elo gestrafft gëtt an dass domat kënnen Délaie a Waardezäiten, oder ech soen emol, eng On-sécherheetsphas kann ofgebaut ginn. Konkret heescht dat jo: Wann een en Dossier eragëtt an d'Verwaltung an déi melt sech net innerhalb vu 15 Deeg, da geet een dovunner aus, dass dann den Dossier recevabel ass, respektiv, wann en net an der Rei ass, kritt een en och an deene 15 Deeg ze se. Dat si kloer Délaie, da weess een, wou een drun ass.

Well effektiv konnt dat an der Vergaangenheet eng Ursach si fir Verzögerungen: Wann zum Beispill d'Verwaltung zousätzlech Piécen da gefrot huet, well den Dossier net komplett war, sinn nei Délaie ugelaaf an esou weider. Elo ass dat kloer.

En zweete Punkt, deen ech wëllt eraussträichen, deen ech awer vill méi kritesch gesinn, dat ass dee vun dem Contrôle en aval bei der Kompatibilitéit vun den Demandé mat dem PAG. Konkret handelt et sech ëm dee Punkt, dass e Betriber nëmme dierf do autoriséiert ginn, wou och de kommunale Bebauungsplang dat erlaabt.

Virdrun huet d'Verwaltung d'Est kontrolléiert; dass huet sécherlech vläicht en zousätzlechen Aarbechtsopwand bedeit, e bëssen Zäit. Mä elo geet et jo eigentlech dann duer, dass de Buergermeeschter e Certificat ausstellt a seet: „Et ass an der Rei, op deem Terrain dierf dat do gebaut ginn.“ An ech muss soen - mat allem Respekt fir déi vill Député-mairen, déi mer jo hei an der Chamber hunn -, mä esou vill Vertrauen hunn ech elo awer net an all d'Buergermeeschteren hei am Land,...

(Brouhaha)

...dass se dat ëmmer sachgerecht richtig maachen, an dat riskéiert awer emol zu Certificats de complaisance ze kommen.

(Interruptions diverses)

Här President, ech mengen, ech muss e Beispill ginn, fir dass ech hei d'Gemiddler ka berouegen. Et ass elo keen hei aus eiser éierewäerter Entceinte; mä ech kommen aus enger Gemeng - ech kommen aus enger Gemeng, fir déi net ze nennen -, do ass dat schonn esou ähnlech geschitt.

Do huet de Buergermeeschter eng Autorisatioun gi fir Luxus-Seniorewunnengen, en huet déi do ginn, obwuel den Terrain net duerfir klasséiert war - an nach ëmmer net ass! De Chantier gouf gestoppt, de Betriber krut kee Kommodo, well et jo eigentlech awer net do erlaabt war, obwuel de Buergermeeschter eng Baugenehmung ginn huet - haut géif en dann e Certificat ginn. Haut huet de Betriber d'Dieren opgemaach, e mécht Reklam um Radio.

Iwwregens muss ech och soen, dass hei den Nohaltegkeetsminister net seng Hausaufgabe gemaach huet, en huet net do bis zum Schluss duerggegraff, mä egal!

Wa mer do also dat géifen an déi nei Prozedur, déi mer haut da stëmmen, drasetzen, dann ass et eigentlech esou, dass elo de Betriber - eigentlech illegal, well en huet jo net déi erfuerderlech Autorisatiounen au départ -, mä dass dann de Betriber haut géif an enger soi-disant Legalitéit kënnen seng Dieren opmaachen. Nëmme fir als Beispill ze soen, mat esou enger Dispositioun maache mer d'Dieren op fir Mëssbrauch a Certificats de complaisance.

Här President, et ass gutt, wann een d'Prozedure strafft, wann d'Betriber uerdentlech Dossierer eraginn, fir dass et virugeet. Wat awer gradesou wichteg ass, dat ass, dass genuch Personal do ass, fir déi sëllegen Dossieren ze traitéieren. An der Moyenne muss d'Verwaltung am Joer 1.500 Dossieren traitéieren. Dat ass ee ganze Koup, besonnesch wann ee weess, dass

dat zum Deel méi komplex Dossierer sinn. Dat sinn Dossierer heiansdo vun honnerte vu Säiten, déi ee muss traitéieren. Ech weess, dass d'Beamten - ech weess dat wierklech aus Erfahrung - exzellent Aarbecht maachen, do ass absolut kee Virwurf ze maachen, au contraire!

Mä mat deene villen Dossieren a mat deene grouse Volumen un Aarbecht wier et och onbedéngt noutwendeg, dass d'Verwaltung zousätzlech Personal krit. Am Gesetz sinn e puer Poste virgesinn, dat kann ech op alle Fall begréissen. Mä ech fäerten, dass dat awer och net op méttel oder laang Siicht duergeet, dass also mussen zousätzlech Efforten an deem Beräich gemaach ginn.

Fir uerdentlech Aarbecht ze maachen, brauchen d'Beamten dernieft och adequat Outilen, uerdentlech Büroen, an ech froe mech, ob dat op der Cloche d'Or nach de Fall ass. Bon, d'Verwaltung soll jo an den nächste Joren op eng aner Plaz kommen, mä da muss op alle Fall garantéiert sinn, dass se kënnen uerdentlech do ënner uerdentleche Konditiounen schaffen.

Da muss et och d'Zil sinn, fir eis Ressourcen an der Verwaltung optimal ze organisieren, fir dass d'Beamten hir Aufgaben ënner beschte Konditiounen kënnen maachen. Duerfir ass et och noutwendeg, dass mer déi Verwaltung géifen engem Audit ënnerzëien, fir se opgrond vun deenen Erkenntneser, déi sech dorauer géifen erginn, besser, méi effizient kënnen opzestellen.

Well d'Organisatioun vun der Verwaltung, wéi mer se haut hunn, dat ass nach eng aus de 70er Joren, wa meng Erënnung richtig ass, aus den Ufäng vun der Ëmweltpolitik hei zu Lëtzebuerg. A mir wëssen allegersten: Mëttlerweil hunn d'Ufuerderungen un d'Verwaltungen a ville Beräicher fundamental changéiert. Insbesonnesch sinn all déi europäesch Direktiven erakomm, déi enorm vill nei, aner Aufgaben der Verwaltung opdrängen, déi awer net an där Logik opgestallt ass.

Dat ass net nei, wat ech soen, dass hunn ech schonn 2003 gesot, an a menger Fonctioun deemools als Staatssekretär hat ech eng Initiativ geholl, fir en Audit ze lancieren, sou wéi ech dat virdrun och schonn deemools, am Joer 2001, bei der Forstverwaltung gemaach hat. Bon, mir kennen d'Geschicht: 2004 ass en neie Minister komm, 2009 nach en anere Minister, mä bis haut ass näischt, ass kee Suivi komm vun där Saach, déi ech lancéiert hat a puncto Audit a noutwendeger Reform vun der Verwaltung.

Duerfir mäin Appel un d'Regierung, fir d'Est endlech unzagoen, well dat am Sënn vun der Verwaltung ass, vun de Beamten, dem Service un de Bierger an de Betriber, an net zulescht och am Sënn vum Schutz vu Mënsch an Ëmwelt.

An, Här President, ech hunn elo keng Motioun preparéiert, well ech weess, dass déi gréng schonn eng virdu preparéiert haten, déi also och d'Regierung opfuert, fir en Audit ze maache respektiv eng Reform vun der Verwaltung unzagoen. Ech hunn awer déi Motioun mat bei deene Gréngen ënnerschriwwen - fir ze soen, dass also dat dann och do nach eng Kéier zum Ausdruck kënn.

Dat gesot also, géif ech awer nieft deene kritesche Remarques den Accord zu dësem Gesetz vu menger Fraktioun erabréngen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här Roger Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als éischte wëll ech dem Rapporteur Fernand Boden Merci soe fir seng zwee exzellente Rapporten an him och als President Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer an der Nohaltegkeetskommissioun hunn.

Am sougenannte Kommodo-Inkommodo fir d'Genehmung vun Installatiounen a Konstruktione fir Betriber jeglecher Natur, sief dat Industrie-, Agrar- an Offalbetriber, Infrastruktur-, Energie- a Waasserprojeten an esou weider, dem Établissement-classé-Gesetz also, wëlle mir mat deem Projet de loi 6171 vun haut zwee Ziler haapt-sächlech ëmsetzen.

Engersäits sollen déi nei Betriber an Installatiounen en héije Schutzniveau fir d'Gesondheet vum Mënsch a fir d'Erhale vun enger propperer Ëmwelt garantéieren, woubäi d'Bierger e Mat-sproocherecht hunn, wann et ëm hir Liewensqualität geet; an zweetens, anerersäits sollen

d'Betriben, déi sech wëllen implantéieren oder zousätzlech nei Aktivitéiten schafen, am Sënn vun hirer optimaler Kompetitivitéit schnell a korrekt doriwuer informéiert ginn, ob se e bestëmmte Projet op där gewënschterer Plaz realiséieren kënnen, an och, ënner wat fir enge Bedingungen.

Dat bedeit, dass d'Genehmigungsprozeduren net ze laang dierfen daueren an och zilorientéiert mussen opgebaut ginn. Grad awer op deem Punkt gëtt et an der Praxis Problemer. Et gëtt regelméisseg Reklamatiounen vu Säite vun den Entrepreneuren, dass d'Prozeduren net transparent sinn an dass se ze laang daueren.

Och eise Wirtschaftsminister Jeannot Krecké huet mat Recht schonn öfters drop higewisen, dass mir als Standuert u Kompetitivitéit verléieren, well d'Entrepreneuren do no engem neie Site sichen an hei zu Lëtzebuerg an deem Fall net schnell genuch kloer Äntworte kréien.

D'Direktiv „services“ 2006/123, déi mer viru kuermem hei an nationaalt Recht ëmgesat hunn, bitt eng ganz einfach Lösung fir dese Problem un: Si féiert de Prinzip vum „silence vaut accord“ an a gesäit vir, dass am Prinzip automatesch eng Autorisatioun virläit, wann d'Administratiounen net bannent dräi Méint geantwert hunn. D'EU-Direktiv gesäit awer och Ausnahmen zu deem Prinzip vir a bestëmmte Fäll.

Als LSAP si mir der Meenung, dass am Kommodo-Inkommodo grad de Prinzip vum „silence vaut accord“ net kann esou einfach ugewannt ginn. De Prinzip, dass e Betrib, deen op deem Wee automatesch eng Autorisatioun kritt hätt, nëmme well d'Administratioun net séier genuch konnt reagéieren, a wou de Betrib awer net virun der ugeschwaten néideg Konditiounen erfëllt, fir Mënsch an Ëmwelt ze protegéieren, geet fir d'LSAP einfach ze wäit, an e Mëttelwee muss fir all Säiten akzeptabel sinn.

Den Challenge hei, dee misst doranner bestoen, dass d'Genehmigungsprozeduren kloer verkierzt ginn, ouni un hirer Qualitéit ze verléieren. Am Gesetz vun haut sinn all Délaien iwwerpréift ginn a wou et méiglech war, och deementspreechend gekierzt ginn.

Sou muss zum Beispill de Requérent bannent 15 Deeg gesot kréien, ob seng Demande recevabel ass. Hei géllt awer de Prinzip „silence vaut recevabilité“. Den Délai, bis wéini muss gesot ginn, ob en Dossier komplett ass, gouf erfroge, a virun allem kann d'Administratioun, wéi den Här Rapporteur scho gesot huet, nach just eng Keier nofroen, fir zousätzlech Informatiounen ze kréien.

Déi meeschten Zäit kann zousätzlech zu dese verkierzten Délaien awer gewonne ginn, wann en Dossier, deen zur Genehmigung virgeluecht gëtt, vu virera komplett ass a vun héijer, gudder Qualitéit ass. Heimat sinn also béid Säite gefuerdert, engersäits d'Betriben mat engem gudden Dossier, an da kënnen d'Verwaltungen an deem Fall och a mussen dann och gutt a séier schaffen a reagéieren.

Dozou gehéiert eng transparent Reglementatioun a virun allem e permanenten Uspriechpartner fir d'Betriben, wou se konkret an effikass berode ginn, de Guichet unique deemno.

Ob d'Délaien elo ze vill oder net genuch gekierzt gi sinn, dat muss sech elo no enger Zäit an der Praxis weisen. Den Drock op d'Verwaltungen dierf och net esou grouss ginn, dass d'Dossieren nach just iwwerflächlech kënnen gekuckt ginn. Well dat kann och kontraproduktiv sinn an zu méi Refusé féieren, wann d'Fonctionnaires an de Verwaltungen sech net déi néideg perséinlech Rassurerancen iwwer en Dossier konnte verschafen, éier den Délai ofleef, an da virun hirem Gewëssen - wat een nëmme allze gutt verstoe kann - am Zweifelsfall e Refus aussprieche.

Dofir brauchen déi zoustänneg Verwaltungen och genuch a gutt forméiert Leit, fir d'Délaien kënnen ze respektéieren, ouni dass d'Qualitéit vun hirer Aarbecht awer dorënner leit.

An deem Kader wëll ech och nach drop hiweisen, dass all eis Efforten, fir de Betriben méiglechst héich Standarden ofzeverlaangen an hinnen nëmme eng Genehmigung ze ginn, wa se um neiste Stand vun der Technik sinn, net vill notzen, wann et herno keng systematesch Kontrolle gëtt, déi och mat seriöser Konsequenz verbonne si fir déi Betriben, déi sech net un d'Oplagen halen, déi se bei hirer Autorisatioun gemaach kruten. Och hei mussen déi zoustänneg Verwaltungen genuch qualifizéiert Personal kréien, fir déi Kontrolle kënnen ze maachen.

Här President, am Projet de loi vun haut sinn och Vereinfachungen fir Betriben virgesinn, deenen hir Aktivitéiten an zwou verschidde

Kommodosklassen falen - ass scho gesot gi vum Här Rapporteur. An deem Kontext wëll ech drun erënneren, dass d'Modifikatiounen vum Gesetz selwer, iwwert dat mer haut ofstëmme, awer just een Deel vun den Erlichterungen duerstellen, déi bei de Prozeduren solle gemaach ginn.

Ee ganz wesentlechen Impakt hunn hei déi ausführend Reglements grand-ducaux. Besonnesch de Règlement grand-ducal, deen definéiert, wat fir eng Betriben a wat fir eng Klassen falen, entscheet jo doriwuer, ob eng méi oder manner laangwiereg Prozedur gemaach muss ginn an ob eng Enquête publique dozou gehéiert oder net. Dofir gëtt schonn zënter ville Joren doriwuer geschwat, dass dës Nomenclature onbedéngt misst iwwerschaft ginn.

Et sollt analyséiert ginn, ob déi jeeweileg Kommodosklassen an hir Prozeduren am Verhältnis zu de reellen Nuisancen a Risiko vum engem bestëmmten Typ vu Betriben stoe géifen. Dat ass och elo geschitt, mä leider konnte mir als Chamberskommissioun eis kee konkret Bild vun dese Verännerungen maachen, well mir den Avant-projet de règlement grand-ducal eréischt gëschter kritt hunn.

Mir sinn eis heibannen alleguerde bewosst, dass d'Chamber vun hirer Aarbechtsdeelerung hier net zoustänneg ass fir déi ausführend Reglementer an dass de Minister d'Chamber net konsultéieren muss, wann en e Reglement ausschafft. Allerdéngs gëtt et regelméisseg Fäll, wou e Règlement grand-ducal engem Gesetz eng bestëmmten Ausrichtung ka ginn, sou dass et fir d'Chamber kann interessant sinn, en Avant-projet ze gesinn, nach éier e Gesetz selwer gestëmmt gëtt, well mer als Deputéiert da besser de Gesamtkontext vum Gesetz aschätze kënnen, éier mer doriwuer ofstëmme.

Mir schwätze jo vill vu Participatioun, a ganz besonnesch am Kader vun der Kommodosprozedur vum Matsproocherecht vun de Bierger. An dat am Sënn vun der Aarhus-Konventioun, déi mir jo viru Joren hei gestëmmt hunn, déi virschreift, dass déi sougenannten Zivilgesellschaft konsultéiert gëtt, wa wesentlech Reglementer am Beräich vum Ëmweltschutz geännert ginn.

Bon, ech hunn awer elo festgestallt, dass de Mouvement écologique als Ëmweltorganisatioun e Bréif un d'Ministere Wiseler a Schank adresséiert huet, aus deem ervirgeet, dass dës Organisatioun en Avant-projet de loi och schonn hat. Dee Bréif ass datéiert op den 1. Juni 2011. Bon, eis Chamberskommissioun hat, wéi gesot, dës Dokument net, huet et gëschter kritt. Mir haten also deemno net wéi d'Zivilgesellschaft d'Méiglechkeet, eis mat deene geplangten Ëmännerungen an deem Dossier do ze beschäftegen. Bon, ech mengen, dat entsprécht net eisem Verständnis vun Transparenz an enger gudder legislativer Praxis!

D'LSAP-Fraktioun ass der Meenung, dass, wann e Projet fir e wichtege Règlement grand-ducal fäerdeg ausgeschafft gëtt an un ONGE geschéckt gëtt pour avis, wat och ganz gutt a richtig ass, dann awer och déi jeeweileg Chamberskommissioun den Text zum selwechten Zäitpunkt kréie soll, zemoos, wa se dat och freet.

Mir hätten dofir de Projet de loi, dee mer hei virleien hunn, vläicht net onbedéngt geännert, mä mir hätten eis awer vläicht besser doriwuer informéieren kënnen, iwwert déi praktesch Auswierkung vun der Simplification administrative am Beräich vun de Genehmigungen fir d'Établissements classés.

Sou beschweiert sech zum Beispill hei an deem Fall de Mouvement écologique an deem virgenannte Bréif virun allem iwwer eng Rei vun Aktivitéiten vu Baurebetriben, déi deemnächst vun der Kommodosklass 1 an 2 am Règlement grand-ducal ëmgeännert solle ginn an deemno net méi vum zoustännegem Minister, mä vum Buergermeeschter solle genehmegt ginn.

Bon, dat kann een als Simplification administrative ugesinn, mä zum Beispill en neie Schwäinstall mat iwwer 500 Fierkelen, do kann ee sech awer eventuell Froen stellen, ob dat esou richtig ass. An dat hätt een do kënnen an der Kommissioun diskutéieren.

Am Gesamtkontext wär et also deemno interessant gewiescht fir d'Kommissiounsmemberen, fir esou Saachen nozefroen, wat fir eng Konsequenzen déi verschidde Ëmännerungen an de Kommodosklassen am Zesummenspiel mat der Législatioun iwwert den Naturschutz an och anerersäits den Aménagement communal gehat hätten.

Bei den Industriebetriben ass et jo souwiesou opgrond vun de PAgE kloer, dass déi sech nëmme an Zone kënnen nidderloossen, déi dofir virgesi sinn a wou och schonn am Kader vun der PAgE-Prozedur Ëmweltaspekter geprüft goufen. Bei de Baurebetriben ass dat e bëssen anescht. Si kënnen als eenzeg, an dat ass och

gutt esou, an enger Zone verte eng Baugenehmigung kréien.

Eng Diskussioun doriwuer, wéi d'Établissements classés an der Nomenclature ageuerdnet ginn, wär dofir wierklech net onnëtz gewiescht. Mä eise Minister kann eis vläicht herno kuerz soen, wéi séchergestallt gëtt, dass de Gesamtpakt vu verschidde Betriben op d'Ëmwelt an d'Gesondheet genuch berücksichtegt gëtt. A vläicht kann de Minister sech jo herno dat eent oder dat anert fir säi Règlement grand-ducal an deem Sënn nach vläicht eng Keier iwwerleeën.

Zum Projet de loi selwer ginn ech domadder den Accord vun der LSAP-Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolasschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - An ech soen dem Här Roger Negri Merci. Als nächsten a gläichzäitig leschte Riedner ass den Här Camille Gira agedroen. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi gréng wäerten net géint dese Projet stëmme. Et kann ee jo net dergéint sinn, wann eng Verwaltung, déi scho jorelang d'Aarbecht net méi packt, méi Leit kritt. An et kann ee jo och net dergéint sinn, wann een zumindest emol versprach kritt, dass d'Délaien, fir Kommodosautorisationen auszustellen, solle verkierzt ginn.

déi gréng stëmme och net dergéint, och wa mer gradesou bedauere wéi de Roger Negri, dass mer dee Règlement grand-ducal gëschter Owend eréischt um Courier haten. An och ouni den Abschied vum Muck Huss gëschter Owend wier et awer schwierig gewiescht, 50 Säiten extrem technesch Matière iwwer Nuecht ze verdauen. Sou dass mer eis hei d'Recht virbehale, déi eng oder aner Kritik méi spéit unzehrëngen.

Wann een dat do net all Dag a sengem Alldag ze bewältegen huet, dann ass et schwierig, ouni och kënnen Réckfro ze huele mat Beamten aus der Verwaltung, ze klären, ob dann elo hei d'Reforme administrative oder d'Simplification administrative uwestoung oder d'Qualitéit vun der Ëmwelt. Mir behalen eis d'Recht vir, a Rou de Règlement grand-ducal ze studéieren an dann eis Kritiken a Commentairen unzehrëngen.

Mir stëmme och net géint de Projet, obwuel eigentlech - an dat ass schonn e bëssen e verwonnerleche Virgang! - laanscht deen hei Règlement grand-ducal, wou eigentlech all Aktivitéiten ënner Kommodo falen, den Här Biltgen an enger Nacht-und-Nebel-Aktioun extra fir d'GSM-Antennen en neie Règlement grand-ducal an d'Welt gesat huet. An Dir hutt vläicht scho matkritt: Mir fannen dat skandaléis, wat do geschitt ass! Mir hunn och scho gefrot, dass déi zoustänneg Kommissiounen sollten zesummekommen.

An dräi Wieder, well ech awer an deem hei Kontext erwähnenswürdig fannen, wat do geschitt ass: Dir kënt lech erënneren, dass an engem Prozess iwwer eng Antenn zu Krautem d'Gericht - an dräi Wieder a vereinfacht - gesot huet: „Léif Regierung, Dir hutt kee Règlement grand-ducal, deen d'Stooss hält. Äre Règlement grand-ducal, deen déi Matière do bestëmmt, deen ass net rechtskräfteg.“

Da wier et jo logesch gewiescht, dass de Minister zesumme mam delegéierten Nohaltegekeetsminister gekuckt hätt, am Kader vun der Reform vun dem Kommodo derfir ze suergen, dass net nëmme dem Buschtaf vum Uerteel, mä och dem Inhalt vum Uerteel soll Rechnung gedroe ginn, nämlech de Schutz vun de Leit par rapport zu de GSM-Antennen ze verbessere. Ëmsou méi, wa mer awer gewuer si ginn an der leschter Zäit, dass et ëmmer méi evident gëtt, dass déi Antennen do awer zumindest mat Virsicht ze geniesse sinn, wat d'Répercussioun op d'Gesondheet vun de Mënschen, déi am Ëmfeld wunnen, ubelaangt.

Abee, wat huet den Här Biltgen gemaach, an zu wat féiert dat, wat e gemaach huet? Mä, an der Praxis, hu Spezialisten eis gesot, dass praktesch fir keng GSM-Antenn méi eng Kommodosgenehmigung fälleg ass. Mir fannen dat wierklech skandaléis. An ech kann lech soen, mir wäerten dat net esou stoe loossen. Mir wäerten och do derfir suergen, dass dat do bause bekannt ass. Ech wier frou, dass mer, wann et elo net méi méiglech ass virun der Vakanz, mä dann am September awer déi Kommissiounen géifen zesummekréien.

An der Praxis ass et e bëssen esou, wat den Här Biltgen gemaach huet, ass eigentlech Folgendes: Et wier, wéi wann e Gericht gesot hätt zum Transportminister: „Ma Äre Règlement grand-ducal, dass d'Leit muss mat 50 duerch d'Uertschaft fueren, deen ass net rechtskräfteg“, wann den Här Transportminister dann eng Reglementatioun gesot hätt, wou eigentlech drasteet: Jiddweree kann elo esou séier duerch d'Dierfer fueren, wéi e wëllt. Dat

illustréiert dat, wat den Här Biltgen hei gemaach huet. A mir fannen dat skandaléis a verstinn och net, wéisou dat do net a Koordinatioun mam Ëmwelt- oder Nohaltegekeetsminister an dem Gesondheitsminister gemaach ginn ass.

déi gréng wäerten awer och net fir de Projet de loi stëmme. Déi Leit...

(**Interruption**)

Neen, déi Leit... Här Boden, Dir wäert gesinn, wa mer an een, zwee Joer de Rapport d'activité vum Nohaltegekeetsministère kréien, wäerte mer feststellen, dass d'Kommodosgenehmigungen och mat deenen neien Délaien net wäerten d'Délaien anhalen. Mir sinn der Meenung, dass déi puer Leit, déi d'Verwaltung do kritt, net duer wäerte goen, fir déi schéin Délaien, déi elo am Gesetz stinn, anzehalen. Ech fannen, do gëtt sech an d'eege Täschen gelunn!

Wat notzt et engem Betrib, deen an engem Gesetz e schéinen Délai stoen huet fir säin Dossier, an deen dann awer muss feststellen, well nach ëmmer net Leit genuch op där Verwaltung sinn, dass en dann awer éweg muss op säin Dossier waarden?

Et wier jo awer logesch, wann een elo erëm liest, dass eng Ëmwelt 4,9% gewues ass, anscheinend; dat heescht jo och, dass esou vill Aarbechtsplaz geschaf si ginn, dass esou vill nei Kommodosgenehmigungen, ënner anerem Autorisationen ze maache sinn, da wier et jo och eigentlech logesch, dass ee säi Personal an deene jeeweileg Verwaltungen deementspreechend upasst.

Ech hunn elo mat Freed héieren, dass een anscheinend deemnächst Subside kritt, wann een e Pedelec keeft. Iergendeem muss jo och déi Subside kontrolléieren an ausbezuelen. Wann ech gutt am Bild sinn, soll dat och erëm d'Ëmweltverwaltung sinn. Jo, wie bezilt se dann aus? Oder maache mer et erëm wéi bei der TVA? Maache mer et wéi bei de Subside fir Solaranlagen? Mir incitéieren d'Leit, mir soen: „Super, maacht dat!“ An d'Leit maachen dat, a si waarden a si waarden! A vläicht ass de Pedelec scho futti, ier se hire Subsid kritt hunn.

Dat ass wierklech keng gutt Politik. Wann een A seet, da misst een och B soen. A mir hunn dat Gefill, wéi wann hei eppes téschent A a B gesot gi wier. Et kommen erëm e puer Leit bäi, mä et wäert net duergoen, fir alles dat, wat dann d'Regierung do positiverweis an deem Beräich wëlles huet, ze maachen.

Et ass awer och, wat d'Reform vun der Verwaltung ubelaangt, an eisen Ae Gepléischters. Eng Plooschter op en hélzent Been, wéi een esou schéi seet. An ech kann nëmme dem Virriedner Eugène Berger zoustëmme, dass definitiv eng grondleeënd Reform vun där Verwaltung néideg wier. 1980 ass d'Basis geluecht ginn. Dat sinn 30 Joer hier. Ech mengen, dass et kaum e Beräich an eiser Gesellschaft gëtt, wou d'Entwécklung esou rasant war an där ganzer Ëmweltproblematik. Ech mengen, 1980 huet nach kee Mënsch vu Klimaschutz a Klimawandel geschwat. An d'Energiefro war och eischter eng ekonomesch Fro wéi dass et eng Ëmweltfro war.

Dofir wier et héich Zäit, géif et héich Zäit ginn, dass an déi Verwaltung Kompetenze komme fir an deem do Beräich. Et ass och héich Zäit, dass mer wirtschaftlech Kompetenzen an dee Beräich kréien, wa mer endlech wëlle vun nohalteger Entwécklung schwätzen. Wa mer wëlle vun enger Integratioun vun deenen dräi Piliere vun der nohalteger Entwécklung schwätzen, da geet et net duer, dass exklusiv Wirtschaftskompetenz am Wirtschaftsministère setzt an exklusiv Ëmweltkompetenz am Ëmweltministère! Da muss et och Wirtschaftsfachleit am Ëmweltministère ginn, an et muss Ëmweltfachleit am Wirtschaftsministère a beim Statec an op anere Plaze ginn.

Mir gesinn net, dass dat soll geschéien. A dofir gëtt esou eng Reorganisatioun ganz dréngend!

Wat eis awer mindestens gradesou um Häerz läit, dat ass, dass déi Verwaltung eigentlech och nach ni enger preventiver Roll ka Rechnung droen. Firwat huet déi Ëmweltverwaltung esou e schlechten Numm? Mä well se ëmmer de schwaarze Péter kritt! Well ëmmer den Dossier zum Schluss kënt a well se eigentlech ni Zäit huet, déi wirtschaftlech Acteuren, déi privat Acteuren, och d'Gemengen dobaussen ze informéieren, ze sensibiliséieren, wann nei Theme kommen. Wann nei Normen kommen, da wier et jo dréngend noutwendeg, dass eng Verwaltung och emol als Alleréischte kéint déi jeeweileg Acteuren informéieren, sensibiliséieren.

Da géif et och vläicht net virkommen - an dat wëll ech awer och nach eng Keier hei erwähnen -, dass jo anscheinend 50% vun den Dossieren, déi erakomme beim Kommodo, iwwerhaupt net komplett sinn. Da soll een dat och



emol eng Kéier hei op där Tribün soen! Et läit nach laang net ëmmer un enger Verwaltung, wann et éiweg dauert, bis op e Kommodosossier eng Genehmegung kann ausgestellt ginn, mä ganz oft läit et och un den Acteuren, déi dat selwer ginn. Mä wann natierlech eng Verwaltung emol net Leit genuch huet, fir hir Dossieren ze behandelen, wéi soll dann och dobaussen eng Sensibilitéit entstoen? Wéi soll dann déi néideg Informatioun passéieren, fir dass d'Dossiere vu vireran op dee richtege Wee geleet ginn?

Dofir fannen ech, gött et héich Zäit, dass déi Verwaltung endlech Moyerë kritt, fir éischters genuch Leit ze hunn, fir d'Autorisationen auszustellen, mä derniewent awer och, fir endlech kënnen dat eent oder anert Departement opzebauen, fir no bausse proaktiv déi ganz Problematik unzegoen. Dat ass méi néideg wéi jee!

Dofir géif ech och opbauend op dee Virschlag, deen de Mouvement écologique all Mënsch an der Kommissioun geschéckt hat, mat liichten Ëmännerungen a mat der Ënnerstëtzung vum Eugène Berger an domat vun der DP eng Motion an déi do Richtung erareeche.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que le développement durable se fonde sur le concept d'une harmonisation plus étroite entre les intérêts écologiques, économiques et sociaux;

- considérant que la politique énergétique et la protection du climat sont les défis clés du développement durable;

- vu que l'Administration de l'environnement est un des acteurs essentiels au niveau de l'intégration d'aspects environnementaux et durables au niveau économique et vu que la composition et la structure actuelles de l'administration, datant dans son fondement de l'an 1980, ne correspondent plus aux exigences d'une administration moderne et efficace;

- vu que l'administration ne dispose même pas d'une section «énergie et protection du climat»;

- sachant que toute administration moderne promouvant le développement durable devrait pouvoir offrir des informations poussées envers le grand public et les acteurs économiques et que ce défi ne peut pas suffisamment être relevé actuellement par l'administration;

- estimant qu'une structure réformée et une démarche plus active de l'administration est autant dans l'intérêt de la protection de l'environnement que de l'économie et que cette réforme se situe dans le contexte de la réforme administrative préconisée par le Gouvernement;

- estimant qu'une réforme est indispensable afin de permettre à l'administration non seulement un traitement plus efficace et rapide de dossiers mais en plus une information et consultation plus poussées autant du grand public que des milieux professionnels concernés;

- estimant qu'une réforme s'avère d'autre part nécessaire afin que l'administration puisse davantage pallier aux exigences de la politique au niveau européenne et les conséquences en découlant pour notre pays;

- vu que la réforme de l'administration a déjà été retenue dans les programmes gouvernementaux de 2004 et 2009;

invite le Gouvernement

- à charger un bureau spécialisé avec l'organisation d'un audit de l'Administration de l'environnement aussi bien du point de vue thématique que de l'organisation;

- à entamer dans les meilleurs délais les travaux de réforme de l'Administration de l'environnement;

- à doter l'Administration de l'environnement des moyens financiers, organisationnels et de ressources humaines nécessaires afin de pouvoir mettre en œuvre cette réforme.

(s.) Camille Gira, François Bausch, Eugène Berger, Henri Kox, Josée Lorsché.

Zënter Laangem gött scho vun enger grondsätzlecher Reform vun där Verwaltung geschwat. Et misst ugoe mat engem Audit externe, enger Reorganisatioun, fir dass déi Verwaltung endlech déi eminent wichtige Roll, déi se muss spillen an eiser Gesellschaft, och spille kann.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gira. D'Wuert kritt elo den delegierten Nohaltegekeetsminister Marco Schank.

Ah, den Här Hoffmann war net agedroen, mä e kritt awer bien entendu ganz gär d'Wuert. Här Hoffmann, Dir kritt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Här Président, Merci fir d'Wuert. Ech mengen zwar, ech hätt gëschter..., et ass egal. Ech wëll net

nach eng Kéier op d'Detailer vum Gesetz agoen. Den Här Boden, den Här Rapporteur, huet se kloer genuch exposéiert. Den Här Berger, den Här Gira hunn eng Rei kritesch Punkten opgeworf.

Ech wëll e bësse méi prinzipiell vläicht zu der Problematik Stellung huelen. Mir hunn am Nohaltegekeetsplang, am éischten Deel vum Nohaltegekeetsplang opgezielt kritt - a relativ detailléiert - 14 negativ Tendenzen hei zu Lëtzebuerg am Beräich souwuel vum der ökologescher wéi der ekonomescher an der sozialer Entwécklung. Et ass iwwregens deen Deel vum Nohaltegekeetsplang, deen op déi meeschten Zoustëmmung gestouss ass, während deen zweeten Deel, do wou politesch Moosnamen entwéckelt gi sinn, vill méi kritesch belicht ginn ass.

Dorobber wëll ech net zréckkommen, mä d'Fro ass, wéiwäit dass mer an eise Gesetzgebungen an och an dëser Gesetzgebung hei wierklech deenen negativen Tendenzen entgéintwierken an op déi Erausforderungen, déi do opgezielt sinn, reagieren. An ech si mer net sécher, ob dës Reform vum Kommodosgesetz deenen Erausforderunge wierklech gerecht gött.

Et ass eng punktuell Reform, virun allem am Kader vum der administrativer Vereinfachung. Dat ass elo esou e Schlüsselbegrëff, dee sech duerch eng Rei vu Reformen duerchzitt. Dergéint ass och prinzipiell näischt ze soen, wann dobäi d'Protektioun vun der Ëmwelt, d'Protektioun vun de Leit, déi an de Betriber schaffen, an d'Informatioun an d'Matsproocherecht vun de Bierger net ze kuerz kommen. Genau dat ass mir awer net kloer.

Ech muss lech och soen, mech stéiert et awer, dass dee Begrëff vun der „simplification administrative“ ëmmer nëmmen oder bal ëmmer nëmmen am Kontext vun der Kompetitivitéit vun eise Betriber opgefouert gött. Esou steet et och elo nach eng Kéier an der Motioun, déi den Här Boden hei déposéiert huet.

Ech géif awer mengen, administrativ Vereinfachung, dat géif all Bierger ugoen, dat misst all Kategorie vun der Bevëlkerung betreffen an dat misst eigentlech jiddwerengem zeguttkommen, an net nëmmen de Betriber respektiv hirer Kompetitivitéit.

► **M. Fernand Boden (CSV), rapporteur.**- Här Hoffmann, hei geet et ëm de Kommodo-Inkommodo.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Ech weess, dass et dorëm geet!

► **M. Fernand Boden (CSV), rapporteur.**- Jo?

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Ech weess, dass et dorëm geet!

(Interruption)

Ech weess, dass et dorëm geet. Ech sinn awer der... Dir hätt awer kënnen... Dir schreift, an engem vun Ären Abschnitter ernimmt Dir d'Simplification administrative just am Zesammenhang mat der Kompetitivitéit vun de Betriber!

Hei geet et eben net nëmmen ëm d'Kompetitivitéit vun de Betriber, sondern et geet ëm d'Protektioun vun der Ëmwelt, ëm d'Protektioun vun de Leit, déi do schaffen, an net nëmmen ëm d'Kompetitivitéit! Dat heescht, ech mengen, dass een also och bei der Fro vun der Vereinfachung vun de Prozeduren dat do ëmmer muss mat am Kapp halen an och mat benennen.

Jiddefalls ass et noutwendeg, an do schléissen ech mech och deene Wieder vum Här Berger a vum Här Gira un, dass souwuel d'Ëmweltverwaltung wéi och d'Gewerbeinspektioun, wëll ech awer derbäifügen, déi néideg Mëttele kréien, also och dat néidegt Personal kréien, fir d'Uwendung vun deem Gesetz hei am Sënn vun Ëmwelt a Mënsch ze garantéieren. An dofir ass also eng Reform och vun der Ëmweltverwaltung, mengen ech, tatsächlech noutwendeg.

Ech stelle mer eng grouss Fro, eng grouss prinzipiell Fro, an dat ass d'Fro vun der Relatioun tëschent deem Kommodosgesetz hei op där enger Säit an deenen aneren Niveaue vu Planung, Landesplanung, sektorielle Pläng, Urbanismus an de Gemengen. Ech hu gëschter gesot, dass et onbedéngt noutwendeg wier, dass bei der Étude préparatoire um Niveau vun der Gemeengeplanung d'Bevëlkerung misst abezu ginn. Ech wëll dat un engem konkrete Beispill illustréieren.

Wa Léiweng - d'Madame Lorsché huet dat de Mëtteg hei an hirer Uganksried zu Recht ernimmt - duerch déi virgelagert Instanze gaange wier, gréng Luucht kritt hätt, dann ännert och d'Kommodosprozedur net méi vill drun. Also, ech mengen, d'Konklusioun ass, dass onbedéngt, dass mer net mengen, mat der Kommodosprozedur hätte mer Mënsch an Ëmwelt protegéiert genuch, sondern d'Konklusioun ass, dass mer virun allem bei deene virgelagerte Prozeduren den Ufuerderunge vun der nohaltiger Entwécklung Rechnung droen.

An dofir mengen ech och, dass et onbedéngt noutwendeg wier, an engem vernünftigen Délaï eng Evaluatioun vun der Ëmsetzung a vun den Auswierkunge vun dësem reforméierte Gesetz ze maachen.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Hoffmann. Elo kritt d'Wuert den delegierten Nohaltegekeetsminister Marco Schank.

► **M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.**- Här Président, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wollt ech dem Président-rapporteur Merci soe fir deen ausféierleche mëndlechen a schrëftleche Rapport, wéi mer dat vun him gewinnt sinn.

Dee Projet, iwwert dee mer haut de Mëtteg schwätzen, dee reit sech an an déi ambitiéis Virgehensweis, fir am Zesammenhang vun der Simplification administrative aktiv ze ginn.

Ech wollt e spezielle Merci och der Kommissioun soen, well eigentlech ganz konstruktiv an deene sëlliche Sätzungen de Projet traitéiert gouf. An och meng Félicitatioun eigentlech un den Departement vun der Simplification administrative ënnert dem Octavie Modert, wou mer ganz gutt Relatiounen zesummen hunn, fir och hei dee Projet insgesamt weiderzedreien, well mer jo net nëmmen deenen hunn am Kontext vun der Simplification, mä well dat heiten ee Puzzlestéck ass vun engem Ganzen.

Wichtig ass, dass ech nach eng Kéier répétéieren, wat souwuel vu Säite vun der Majoritéit wéi och vun der Oppositioun gesot ginn ass, dass an der Regierungserklärung daitlech gött, wou gesot gött, d'Regierung fiert weider mat der Revisioun vun de Genehmegungsprozeduren am Kontext vun den Établissements classés. An da steet do: «Les révisions viseront à adapter la nomenclature à l'évolution de la technique, à simplifier les procédures et à réduire les délais tout en gardant un niveau élevé de la protection de l'environnement et d'implication de la population.»

Och déi lescht zwee Wieder sinn ee wesentleche Bestanddeel. Dat heescht, dat, wat d'Regierungserklärung beschreift, dat, wat och de Mëtteg vu verschidde Bänke beschriwwen ginn ass, ass net d'Quadrat des Kreises, wéi een heiansdo kéint mengen, mä et ass en Challenge. En Challenge, mengen ech, dee mer och mat dësem Projet, mat dësem Text eigentlech positiv evakuéiert hunn.

Natierlech geet deem engen den Text net wäit genuch, deem anere geet en ze wäit. Mä ech mengen awer, dass mer dat probéiert hunn, gutt ze léisen. An ech wëll och an deem Kontext op eis Verfassung hiweisen, wou 2007 am Mäerz den Artikel 11bis bäikommt ass, wou och daitlech gemaach ginn ass, dass de Prinzip vum Développement durable Agank fënnt, wou déi dräi Piliere eng Roll spillen, gläichberechtigt d'Ökologie mat der Ökonomie an och deem vun der sozialer Kohäsioun.

Wéinst deene villschichtege Kompetenze vum Nohaltegekeetsministère ass et kloer, dass an dëser Matière dat meescht bei eis läit, dat heescht, mir am meeschte sollicitéiert ginn. Den Exercice vun der Vereinfachung vun der Ëmweltgesetzgebung ass natierlech e ganz komplexen, wou eng ganz Rei Contrainté spillen. Ech wëll der just véier oder fënnep opzielen.

Éischters natierlech en héijen Niveau vun Ëmwelt- an Naturschutz halen. Dann d'Verbesserung, d'Schafe vun engem méi kompetitiven Ëmfeld fir Lëtzebuurger Entreprene; d'Erhale vun de Rechter vun de Biergerinnen a Bierger, dass déi participéieren kënnen um Prozess iwwer Enquêtes publiques; d'Respektéieren vum Droit communautaire selbstverständlech an och d'Ofstëmme vun där Gesetzgebung mat anere Gesetzgebungen, déi heimat zesummenhängen.

Selbstverständlech hu mer och eng gemeinsam Démarche gehat, gemeinsam den MDDI zesumme mat deene verschidde Verwaltungen, déi net nëmme bei eis sinn, och mat der Ëmweltverwaltung, mat der ITM, déi beim Aarbechtsminister läit, an och mat dem Waasserwirtschaftsamt, dee bei dem Innenminister läit. Ech ginn elo net op déi eenzel Punkten an. Et ass, mengen ech, gutt gemaach gi vun deene verschidde Bänken.

D'Recevatibilitéit, déi erausgestrach ginn ass. Ech wëll just soen am Kontext vun der Recevatibilitéit, dass et awer wesentlech ass, eppes, wat ech zweemol héieren hunn haut de Mëtteg, dat ass, dass ganz vill Dossieren effektiv net komplett sinn, déi erakommen. Et sinn iwwer 50% an et ginn der eigentlech éischer méi. A wann een dann nofreet bei der Verwaltung: Wourunner läit dat?, da kritt ee ganz dacks gesot, dass verschide Büroen, ënner Ëmstänn fir Suen ze spueren, ee lichten Dossier eraginn, an dann de Bureau d'études eis gewässermoossen, eis Verwaltung als Bureau d'études profitéiert, wann ech elo esou wëll soen, fir keen anert Wuert ze gebrauchen, fir sech da beroden ze loossen, wat feelt dann nach.

Selbstverständlech geet duerch déi Virgehensweis do immens vill Zäit verluer. Dat heescht, dass d'Verwaltungen een Deel vun der Aarbecht vun de Bureaux d'études maachen, duerch Téléfon hin an hier, wou da muss consultéiert ginn a matene geschwat ginn. An esou eng Prozedur, dat dauert Méint. A selbstverständlech, dat ass och gesot ginn, kritt d'Verwaltung oder d'Verwaltungen kréien dat herno ugelaascht.

Duerfir wëll ech och eng Kéier hei an engem Saz soen, dass d'Beamten an d'Beamten an der Ëmweltverwaltung an och an deenen anere Verwaltungen eng ganz zolidd Aarbecht maachen an et och net ëmmer ganz einfach hu vis-à-vis vun deene komplexen Dossieren, déi se do mussen traitéieren.

An dann, wa mer scho bei de Beamten a bei de Beamte sinn, si mer beim Problem vun dem Personal, wat eis feelt. De Projet de loi gesäit eng Partie Leit vir: dräi Ingenieuren, sechs Ingénieurs-techniciens, een Expéditionnaire administratif. An der Tëschenzäit krut ech och zougesot, dass mer déi Leit lo scho kréien, dass do eng Virgehensweis ass, fir dass mer déi Leit operationell kréien.

Well dat geet jo net vun haut op muer. Dir kennt dat. Beim Stat ass dat alles méi lues. Eng Astellungsprozedur muss agehale ginn. Da muss eng Formation um INAP gemaach ginn an da kënn nach eng intern Formation derbäi. Alles dat brauch Zäit, sou dass, och wann d'Gesetz gestëmmt ass, ech déi Leit, ech soen emol fréiestens Enn vum Joer, fir net ze soen Ufank nächst Joer hunn. An alles dat ass net gutt.

Ech wëll net op déi Detailer agoen, déi och virdru vun enger Partie vu Bänke gesot gi sinn, zum Beispill am Kontext vun deene Méiglechkeete vun de simultane Prozeduren, déi kënnen fonctionnéieren an Zukunft.

Vläicht ee Saz nach zu deem ganze Programm Simplification administrative, d'Schafe vum Guichet unique „autorisations“ a selbstverständlech och dem „e-commodo“.

Dann, wat nach vläicht wichtig ass, wat net gesot ginn ass, d'Transpositioun vun der Direktiv 2010/75, dat heescht, dat wäert eng substantziell Modifikatioun vum Gesetz vun 1999 noutwendeg maachen, wat déi sougenannt IP-PC-Betriber ubelaangt. Déi Direktiv muss mer bis 2013 spëttstens ëmsetzen.

Dann nach eng Kéier: Déi ganz Simplification administrative reduzéiert sech jo net nëmmen op dese Gesetzestext. D'Nomenclature ass ugeschwat ginn. Vläicht och zwee Sätz dozou. Wesentlech Annerungen an der Nomenclature sinn ënner anerem déi, dass den Ensembl vum den Nomenclatures natierlech op engem eenzegen Tableau an Zukunft regruppéiert gött. Dat huet de Rapporteur gesot. Hien huet och vun den Ëmklässierunge geschwat. Ech ginn lech just zwee, dräi Beispiller.

Zum Beispill d'Zuel vun de Betriber an der Klass 1 gött reduzéiert. Fënnep Betriber aus der Klass 1 falen an d'Klass 2, acht Betriber an d'Klass 3 respektiv 3A oder 3B. Dann d'Zuel vun de Betriber an der Klass 3 gött reduzéiert. Do si sechs Betriber, déi am Moment an der Klass 3 sinn, déi souwuel eng Genehmegung um Ëmwelt a vum Aarbechtsminister brauchen, déi falen elo an d'Klass 3A, also wou se eleng eng Genehmegung um Aarbechtsminister brauchen, respektiv an d'3B, wou se eleng eng Genehmegung um Ëmweltminister respektiv vum Nohaltegekeetsminister brauchen. An d'Zuel vun de Betriber an der Klass 4 gött eropgesat.

Vläicht nach dee Saz: An der bestehender Nomenclature sinn am Moment eelef Betriber an der Klass 4. Déi nei Nomenclature wäert där ongeféier 30 regruppéieren. Als Beispill just, wat d'Reduzéiere vun de Betriber Klass 1, Klass 3 ubelaangt: Kleng Geschäfte ënner 4.000 m² falen dorënner. Datselwecht gött fir méi kleng Büroflächen ënner 4.000 m², wéi gesot, déi komme vun der Klass 1 an d'Klass 3.

Da vläicht och ee Wuert wat och mat där Fro zesummenhängt, déi de Roger Negri opgeworf huet. De Moment ass déi reglementaresch Prozedur amgaang, wat de Règlement grand-ducal Nomenclature ubelaangt. An opgrond vun deenen ugefroten Avisen ass et natierlech méiglech, dass dat Reglement hei oder do ëmgeännert gött. Zu deenen Avisen zielen ech och dat, wat d'Chamberskommissioun an deem Kontext seet.

An déi Fro, déi virdrun opgeworf ginn ass, dass de Mouvement eppes wosst, wat d'Chamber eventuell nach net wosst. Et ass esou, dass de Mouvement écologique, wéi och anerer, wéi d'Chambres professionnelles an esou weider,

an deem Comité d'accompagnement ass. An am Virfeld ass, wéi gesot, consultéiert ginn. Och wann déi Consultatioun net esou konnt sinn, wéi se normalerweis virgesinn ass, datt ee sech méi Zäit hätt kënnen huelen, well d'Regierung als Prioritéit gesot huet, mir wëllen do virukommen.

Da gehéieren och nach zwee, dräi Gesetzesprojeten zu deem Programm Simplification administrative. Eent hutt Der haut gestëmmt am Zusammenhang mat dem Aménagement communal, een anert ass d'Offallgesetz, wat mer den 21. Juli, nodeem datt mer och den Avis vum Statsrot schonn hunn, wäerten an der Kommissioun diskutéieren. Just fir do eng Vereinfachung opzeléischen, dat ass déi en matière de transports vum Offäll, wou eng Partie vum deenen Aktivitéiten net méi mussen autoriséiert gi vum Minister, mä datt een Enregistrement bei der Ëmweltverwaltung duergeet, fir do kënnen deen Transport ze maachen.

D'Naturschutzgesetz wäerte mer am Hierscht op den Dësch leeën. Och do wësst Der, datt mer méi maache wéi den Artikel 17 ëmänneren. Do ass och de Prinzip vum de Kompenséierungsmoossnamen, wou e Flächepool geschaf gëtt, virgesinn. Dat hu mer esou gutt wéi ofgeschloss. Dat hu mer aus der Consultatioun gewëssemoossen och an der Tëschenzäit erëm.

An dann erënneren ech nach un dat Gesetz iwwert d'Evaluatioun vum Environnement humain et naturel am Zusammenhang mat Projeten, Stroosseprojeten, Eisebunnsprojeten an och am Kontext Flugverkéier, dat 2009 scho gestëmmt gouf.

Den Eugène Berger huet no der Reform vum der Ëmweltverwaltung gefrot. Bis elo ass dat een internen Dossier. Do ass awer schonn och per Workshop gekuckt ginn, datt d'Mataarbechterinnen, d'Mataarbechter vum der Verwaltung selwer zu Kouer gaange sinn, wéi déi Reform ausgesäit. Et läit och en Text do, eng éischt Ébauche läit um Dësch fir d'Reform vum der Verwaltung. Ech hunn dat awer schonn op dëser Plaz gesot. An ech denken an der Suite vum den Evenementer fir d'Éischt d'Offallgesetz, d'Naturschutzgesetz, an da wäerte mer och e Gesetz op den Dësch leeën am Kontext mat der Reform vum der Verwaltung.

Da war nach ee Moment eng Fro opkomm um Niveau vum de Ställ. Et ass esou, datt eng Partie vu kleng Ställ - also ech schwätze vum der Agrikultur - an d'Klass 4 kommen. Grouss Ställ komme vum der Klass 1 an d'Klass 2. Do kann een derbäisoen, do war jo och schonn an der Kommissioun ee Moment d'Angscht wéi wann dat net ze bewältege wier. Do ass op jidde Fall d'Verwaltung bereet respektiv de Ministère an d'Verwaltung bereet, iwwer „arrêté type“ do de Gemenge respektiv de Buergermeeschteren, de Buergermeeschteschen eng Hand unzepaken. Respektiv, datt een en entsprechende Guide zesummenstellt, fir Hëllefstellung ze ginn.

Wat d'GSMen ubelaangt hate mer schonn an der Kommissioun ofgemaach, datt do eng Réunion jointe ass esou séier wéi méiglech - wann dat dann am Hierscht ass, ass dat am Hierscht. Mä ech wëll och soen, datt mer do, wou eis Zoustännegkeet ass, ëmmer gekuckt hunn, fir de Principe vum der Précaution anzehalen. Dat heescht, mir hunn den Opérateuren net méi Leeschtung ginn, wéi déi mussen hunn, fir de Réseau um Fonctionnéieren ze halen. Wéi gesot, wa mer déi Réunion jointe maachen, kann een do op den Detail agoen.

Dann hunn ech nach zwou Motiouen. Déi eng konnt ech mer ukucken. An zwar wäert lech dat net wonneren, wann ech soen, datt ech bereet sinn, och déi unzehuelen. Just zu där Motiou vum Fernand Boden, datt ech selbstverständlech déi Inviten akzeptéieren, virun allem deen „à simplifier la procédure d'autorisation pour les établissements classés“ an esou weider iwwert d'Reduktioun vum der Zuel an der Klass 1 an an der Klass 3; dat hunn ech virdu beschriwwen. Mir si jo domadder amgang. Déi Prozedur ass net ofgeschloss. Mir si jo amgang, dat ze maachen, an dann, wann d'Avisen alleguerter era sinn, kënnen mer dat och ofschléissen.

Wou ech elo keng Zäit hat, dat ass fir d'Motiou 2 ze liesen. Ech proposéieren, wann dat geet, fir dat awer a Rou eng Kéier kënnen ze maachen. A fir dann, datt mer dat dann eng Kéier nohuelen, fir dann dorop zrëckzekommen, wann de Camille Gira domadder kee Problem huet.

► **M. Camille Gira** (déi gréng).- Kee Problem.

► **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.*- Merci!

► **M. le Président.**- Merci dem Här delegéierten Nohaltegkeetsminister. Domadder wiere mer um Enn vum der Diskussioun a mir kéimen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen.

(**Interruption**)

Jo. Mir stëmmen elo iwwert d'Gesetz, duerno kommen d'Motiouen. Mir si beim Gesetz.

Also, mir ware bei de perséinleche Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6171 ass ugeholl mat 50 Jo-Stëmmen, 8 Enthaltungen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi n°6171 est adopté par 51 voix pour et 8 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par Mme Christine Doerner), Lucien Weiler (par M. Félix Eischen), Raymond Weydert (par Mme Sylvie Andrigh-Duval) et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombero (par M. Fernand Kartheiser), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen) et Fernand Kartheiser.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);

M. André Hoffmann.

Wëllt ee seng Enthaltung begrënnen?

(**Négation**)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(**Assentiment**)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann elo effektiv zur Diskussioun an Ofstëmmung vum zwou Motiouen.

Motion 1

Mir hu fir d'Éischt d'Motiouen...

(**Interruption**)

Jo, mir fänken elo emol hei mat der Motiou 1 vum Här Fernand Boden un. Wëllt do nach een dozou d'Wuert huelen? Den Här Gira huet d'Wuert.

► **M. Camille Gira** (déi gréng).- Jo, ganz kuerz, Här President. Ech wollt soen, dass mir eis enthalte bei där Motiou, obwuel mer eigentlech de Gros vum deem, wat do drasteet, deelen. Mä se ass awer e bësse vum deem Geescht gepréigt, deen den Här Berger elo d'éinescht hei duergeluecht huet, e bësse wéi wann déi ganz Problemer an de Betriber nëmme mat Ëmweltgesetzgebung ze dinn hätten. Ech kann aus der Praxis och confirméieren, dat ass och heiansdo Aarbechtsrecht, dass Gesetzgebungen aus der Sécurité sociale souwuel fir d'Betriber wéi fir d'Gemenge wesentlech méi komplizéiert si wéi Ëmweltgesetzgebungen. Duerfir stéiert dat eis e bëssen.

Mir hunn och einfach esou e Problem grad och elo duerch dat Erliefnes mat de GSM-Antennen, der Regierung hei e Fräischäin ze ginn, masseg Betribsklasse vum der Klass 1 an den 3 a waméiglech nach an de 4 ze tässelen. Leider, duerch dat Beispill, mécht dat eis et onméiglech, dat hei ze stëmmen. Duerfir géife mer eis enthalen.

► **M. le Président.**- Den Här Berger, wann ech gelift.

► **M. Eugène Berger** (DP).- Merci, Här President. De Camille Gira huet schonn e puer Elementer vum deem gesot, wat ech och wollt

soen. Au départ hat ech eigentlech geduecht, datt e kéint hei soen: „Et ass eng Motion superféatoire.“ Mä wann een awer méi genau kuckt, da kann ech dat och effektiv nëmme widerhuelen, wat de Camille Gira elo grad gesot huet, datt et an engem gewëssene Geescht ass, wou ech einfach wëll dat rappeléieren, wat ech a menger Ried gesot hunn, datt eigentlech d'Betriber selwer soen, datt 95% - net zéng oder 20%, mä 95% - an hiren Ae vum de Charge-administrativen an aner Beräicher sinn; d'Sécurité sociale, d'TVA an esou weider, datt mer also och do sollten usetzen.

An en zweete Punkt ass deen: Ech bedauern e bësselchen, datt elo haut déi zweet Motiou, déi ech mat ënnerschriwwen hunn, net zum Vote kéint. Well hei an dëser Motiou geet zwar och dovunner Rieds, mä dat geet mer net wäit genuch, well mir froen eigentlech an där Motiou, datt een en Audit mécht.

Wa sech herno d'Verwaltung intern do Gedanke mécht, ass dat schéin a gutt, mä et ass onbedéngt noutwendeg, datt en externen Audit gemaach gëtt, fir datt een do wierklech eng uerdentlech Reform ka maachen. Esou wéi mer dat deemools an der Forstverwaltung gemaach hunn, wou dat och vum engem externen Auditeur gemaach ginn ass. Aus deene Grënn géife mer eis dann och enthalen.

Merci.

► **M. le Président.**- Gutt! Wa soss kee méi zu där Motiou...

(**Interruption**)

Wat gelift?

► **M. Camille Gira** (déi gréng).- Ech wollt just zu där zweeter Motiou soen, ech mengen...

► **M. le Président.**- Jo, loosse mer vläicht awer elo emol, Här Gira, déi éischt ofstëmmen, an da komme mer zu där zweeter. Ech ginn dervun aus, datt de Vote électronique verlaangt ass.

Vote sur la motion 1

Mir stëmmen dann iwwert dës Motiou of. D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motiou 1 ass ugeholl mat 39 Jo-Stëmmen, géint 21 Enthaltungen.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par Mme Nancy Arendt), Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert (par M. Marcel Oberweis) et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz.

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Félix Braz);

MM. Jean Colombero (par M. Fernand Kartheiser), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen) et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Ech ginn net dervun aus, datt nach ee seng Enthaltung wëllt begrënnen.

Motion 2

Da kéime mer zu där zweeter Motiou, déi vum Här Camille Gira. Wëllt do nach een d'Wuert derzou ergreifen?

► **M. Camille Gira** (déi gréng).- Ech mengen, wann den Här Minister nach einfach d'Zäit net hat, fir se ze liesen, dann hunn ech kee Problem, fir ze soen, dass mer se zum Beispill d'nächst Woch sollten ofstëmmen. Ech verstinn dat awer, dass e Minister och gären eng Motiou liest, ier en hei d'Meenung virun der Regierung äussert.

► **M. le Président.**- Okay.

► **M. Camille Gira** (déi gréng).- D'nächst Woch?

► **M. le Président.**- Ech fannen dat eng gutt Suggestioun. Da kéint déi op den Ordre du jour vum der nächster Woch.

► **M. Camille Gira** (déi gréng).- Très bien.

► **M. le Président.**- Merci. Domadder wier dann dëse Punkt och ofgeschloss. Mir kéimen elo zu der Question urgente N°1558 vum Här Camille Gira iwwert d'Wahlëschten. Den Här Camille Gira huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Question virzedroen, an d'Regierung huet zéng Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

6. Question urgente n°1558 de M. Camille Gira relative aux listes électorales

► **M. Camille Gira** (déi gréng).- Merci, Här President, dass Der d'Urgence ugeholl hutt, och dass den Innenminister bereet war, de Mëtten an d'Chamber ze kommen, fir direkt ze äntwerten.

An enger Rei Gemenge si vill Parteien, och aner Lëschte vläicht, amgang, eng Lëscht fir den Oktober opzesetzen, a besonnesch an deene Gemengen, déi fir d'Éischt nom Proporz wäeren. Mä och an anere Gemengen ass et awer esou, dass eng Rei Parteien oder Lëschten nach kee Conseiller oder Conseillere hunn de Moment am Gemengerot. An da sinn déi Lëschten drop ugewisen, 50 Ënnerschrëften ze sammelen, fir déi Lëscht kënnen ze déposéieren.

Meng Fro ass, ob déi Leit, déi herno selwer Kandidat oder Kandidatin sinn, och zu deene 50 därefer gehéieren, fir déi Lëscht ze déposéieren. Wann een den Text liest, steet weder dran, dass dat verbueden ass nach, dass dat erlaabt ass.

Mir hunn eis op eenzelne Plaze schlaugemaach. Mir kruten do éischer gesot, dass et kee Problem ass. Mir kruten awer och gesot, dass et eventuell vum President vum Wahlbüro géif ofhänken, ob déi Lëscht dann esou géif akzeptéiert ginn oder net. Fir awer do all Konfusioun an och all Diskussiounen herno ze évitieren, wier ech frou, wann den Innenminister elo virun der Vakanz mat Zäit virun de Wahlen de Mëtten hei Kloeerheit kéint schafen, dass all Mënsch, deen ënnerwee ass, fir esou Ënnerschrëften ze sammelen, weess, ob en da selwer ka mat ënnerschreiwen oder net.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gira. D'Wuert kritt elo den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

► **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, déi Fro vum Här Gira ass berechtigt, si ass och gutt gestallt. An ech wëll em dann déi Äntwert ginn, wéi ech déi Problematik gesinn.

Richtig ass, dass deen, deen d'Lëschten akzeptéiert oder d'Décisioun huet, fir d'Lëschten ze akzeptéieren, dass dat de President vum Hauptwahlbüro ass. An et ass och deen, deen déi Décisioun hält, mä e kann déi Décisioun awer nëmme huelen op Basis vum Gesetz. E ka sech net doriwuer ewechsetzen.

A wann een d'Gesetz kuckt, mengen ech, ass d'Situatioun relativ kloer. Et gëtt den Artikel 53 vum der Verfassung, dee seet: «Ne peuvent être ni électeurs ni éligibles...», éischters «...les condamnés à des peines criminelles;...», zweetens «...ceux qui, en matière correctionnelle, sont privés du droit de vote par condamnation;...» an drëttens «...les majeurs en tutelle.» An da kéint dee wichtigste Saz: «Aucun autre cas d'exclusion ne pourra être prévu.» Dat heescht also ganz kloer... Dann: «Le droit de vote peut être rendu par la voie de grâce aux personnes qui l'ont perdu par condamnation pénale.»

A wann ech dann den Artikel 228 vum Wahlgesetz huelen, Här Gira, deen Der uschwätzt: «Les listes sont constituées pour chaque commune par les groupements de candidats qui, par une déclaration signée par eux, acceptent la candidature dans cette commune, et sont présentées conjointement soit par cinquante électeurs inscrits dans la commune, soit par un conseiller communal, sortant ou en fonction.»

Hei geet et also em dat aktiivt Wahlrecht, an do muss jiddwereen d'selwecht si virum Gesetz. A wann d'Gesetz an d'Verfassung keng aner Exklusiv virgesäit, ass et kloer, dass déi Leit, déi Kandidat sinn, och op där Lëscht kënnen sinn, déi déposéiert gëtt, fir 50 Leit ze hunn a fir da kënnen eng Wahlëscht ze déposéieren. Dat ass fir mech relativ kloer, ech géif soen, ganz kloer. An duerfir, mengen ech, wier do mat dee Problem geléist.

Et ass och besser, an ech fannen et och gutt, dass mer dat haut eng Kéier hei an enger öffentlecher Sitzung soen. An da misst déi Saach gekläert sinn.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!



► **M. le Président.** - Merci dem Här Innenminister. Domadder wier d'Fro kloer beäntwert an de Punkt och ofgeschloss.

D'Chamber befaasst sech haut de Mëtteg dann elo mat der Interpellatioun vum Här Camille Gira iwwert d'Waasserversuergung. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Kaes, Etgen, Haagen, Gibéryen an d'Madame Merzen. D'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorablen Här Camille Gira.

7. Interpellation de M. Camille Gira sur l'approvisionnement en eau potable du pays

Exposé

► **M. Camille Gira (déi gréng),** *interpellateur.* - Merci, Här President. Här President, Dir Damen an Dir Hären, am Mäerz d'Joer ass bekannt ginn, dass de SEBES decidéiert hätt, seng Traitementstatioun nei ze bauen an an engem d'Capacitésen ze vergréisseren.

Wier de SEBES e kleng Gemengewassersyndikat iergendwou am Land, da wier déi Décisioun sécher keng Interpellatioun hei an de Chamber wäert. Wann een awer weess, dass de Stat zu 50% am SEBES Aktionär ass an och de President stellt; dass de SEBES insgesamt ronn 45% vum Gesamtdrénkwaasser vu Lëtzebuerg liwwert; wann een och bedenkt, dass et hei awer em e relativ substanzialen Investissement geet - mengen Informatiounen no schwätze mer kuerzfristeg vun 90 bis 100 Milliounen, mëttel- a laangfristeg awer eventuell vun 170 -, an dass och dermat gerechent gëtt an och dermat ze rechnen ass, dass de Stat mat 50% déi Investissementer do subventionéiert; a wann een dann awer weess, dass déi lescht Zäit an a ronderëm de Stauséi eng Rei Problemer waren, sief dat Bloalgen, sief dat aner technesch Problemer, sief dat de Moment och e ganz nidrege Waasserstand, obwuel dat net direkt e Problem duerstellt, dann ass et fir eis Gréng awer e bëssen erstaunlech, dass dës Décisioun kee Sujet vun enger nationaler Debatt war an dass dës Décisioun eigentlech net d'Aus-schaffe vun enger gesamter an nationaler Strategie virusaangaangen ass, wéi et dann zu Lëtzebuerg soll weidergoe mat deenen eenzelne Piliere a wéi d'Drénkwaasserversuergung da soll ofgesécher ginn insgesamt, net nëmme fir de SEBES a seng Clienten, mä och fir all déi aner Gemengen a soss Strukturen hei am Land.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

Duerfir hu mer dunn och direkt déi Interpellatioun eragereecht, fir och déi Debatt awer da vläicht de Mëtten hei unzestoussen. Ech wollt och dem Innenminister Merci soen, dass et nach méiglech war, dës Interpellatioun dann och virun der Vakanz iwwert d'Bühn ze kréien.

Fir eis als Gréng ass et kloer an natierlech, dass de SEBES net ewechzedanken ass, an et ass och gradesou kloer, dass en an Zukunft eng eminent wichtege Roll ze spillen huet. Ech soen lech awer gradesou kloer, dass mir als Gréng net esou frou sinn, wann, virun allem ouni dass mer all méiglech Pisten duergeluecht hunn an och iwwer all méiglech Pisten an engem nationalen Débat diskutéiert hunn, d'Drénkwaasserversuergung vu Lëtzebuerg awer ëmmer méi - ëmmer méi! - vun enger zentraler Léisung ofhänkt.

Mir hunn, an ech weie meng Wierder, fir net a komesch Vergläicher eranzekommen, mä esou en Accident wéi Fukushima weist eis ëmmer erëm, wéi geféierlech dass et ass, wann eng Rei grondsätzlech Versuergungen an eiser Gesellschaft, egal ob dat Waasser ass, ob dat Energie ass, wann ech u Flughäfen denken, déi och extrem vill Mouvementer op enger Plaz zentréieren, wéi geféierlech dass et ass, wann ee vun enger zentraler Léisung ofhänkt.

Stellt lech vir, muer fällt ee vun deene ville Maoutscamionen, déi awer nach op Maacher musse fueren, fir déi Statiounen do ze beliwieren, zu Maartel an d'Sauer. Dann hu mer e gréisseren Problem. A wann dee Problem mat de Bloalgen net geschwéint an de Grëff geholl gëtt, da kann ee sech och virstellen, dass dat och eng Kéier méi enk gëtt.

Ech hu schon d'Saach ugeschwat. Dir hutt Fotoen an der Press gesinn, wéi déif de Stauséi de Moment ass. Do erdiischtert elo nach keen, do ass nach masség Reserv. Mä stellt lech awer vir, mir kréien elo e Summer wéi 2003, da wier ech awer emol gespaant, wéi massiv de Phänomeen vun de Bloalgen am September, Oktober ka ginn, an ob et dann och nach esou onproblematesch ass, 45% vun der Lëtzebuerg Drénkwaasserversuergung ze assuréieren wéi de Moment.

Et soll een och an déi ganz Debatt, fannen ech, a souvill wéi ech weess, ass dat awer emol net usazweis geschitt, de Klimawandel mat era-

bezéien. Ech mengen, dat, wat mer elo schon d'Joer erlieft hunn, wat d'Meteo ubelaangt - mä mir hu schon an deene leschte Jore missen 10% vun deene gudden Quellen am Lëtzebuerg Sandsteen zoumaachen. Sief et, dass dann awer déi eng oder aner duerch Pestiziden iwwerbelaacht war, oder, wat eben nach méi grave ass, dass eng Rei Quellen dann iwwer 50 Milligramm Nitratbelaaschtung leien, wou et dann awer definitiv héich Zäit gëtt, dass een dat net méi einfach esou aus dem Krunn hält an dann drénkt.

Ech mengen, Dir hutt alleguerten, wann Der nach e bësse Kontakt mam primäre Secteur hei am Land hutt, héieren, dass an der Landwirtschaft, wéi elo dat drécht Fréijer war, ganz eeschthaft nogeduecht ginn ass, fir eventuell mat Bewässerung unzefänken. Bon, dat si Froen, déi mer eis nach viru fënnel, viru zéng Joer net konnte virstellen. Mir hu gemierkt, wa mer méi südlech gefuer sinn, dass do ganz Landstreecher Mais an aner Planze bewässert si ginn, an dann huet ee sech ëmmer geduecht: „Wat hu mir et awer gutt zu Lëtzebuerg! Do setze mer de Mais an de Buedem an da reent et an da wiisst dat, an dann huet et sech.“

Hei hunn d'Bauern elo eeschthaft driwwer nogeduecht, ob een net muss kucken dat do an d'A ze faassen. Wat dann op eis duerkënn, dat brauch ech lech, léif Kolleginnen a Kollegen, hei net ze schilderen. An ech mengen, dass och de Klimawandel muss onbedéngt an déi ganz Diskussiounen hei eragefouert ginn.

Am Klimapartenariat war jo e véierten Aarbechtsgrupp, deen ugefaangen huet sech Gedanken ze maachen iwwert déi ganz Problemer. Ech mengen, dass de Klimawandel op d'Lëtzebuerg Drénkwaasserversuergung an zwou Richtunge geet doduerch, dass mer deelweis manner Reen kréien - op jidde Fall vläicht zu deene Perioden, wou mer et bräichten -, an op där anerer Säit d'Besoinë besonnesch an der Landwirtschaft eventuell massiv wäerte steigen. Da kann dat zu fundamental anere Problemer an aneren Iwwerleungen an deem ganze Kontext féieren. An ech fannen, et ass derwäert, dass mer eis awer intensiv och mat där Problematik do beschäftegen.

Da kënn ee leider och net derlaanscht feststellen, dass awer am Stauséi eng schlächend Eutrophierung stattfënn, dass mer awer, wat d'Nitratwäerter ubelaangt, iwwer 20 Milligramm leien. Elo ass zwar déi offiziell Norm vun der Weltgesundheitsorganisatioun wuel 50 Milligramm, op där anerer Säit gëtt et awer och eng Recommendation, dass een zum Beispill fir Bëbeesfläschen op kee Fall iwwer 10 Milligramm Nitrat soll sinn, well een do awer e gewëssene Risiko vu Blosucht huet. Da muss een awer feststellen, dass een net méi einfach esou kann Eltere vu kleng Kanner soen, si kéinte SEBES-Waasser huelen, fir domat hir Bëbeesfläschen hiezustellen.

Ech ginn och gären zou, an ech weess jo selwer, wéi schwierig dass et ass, och qualitativ héichwäerteg dezentral Strukturen ze erhalen, a jiddwer Buergermeeschter, deen eng eegestänneg Waasserversuergung huet, weess, dass en och schon emol Problemer hat. Mir héiere jo och da regelméisseg an der Press, dass an iergendenger Uertschaft oder an iergendenger Strooss d'Leit zwee, dräi Deeg mussen d'Waasser ofkachen, mä dann ass dovun eng Strooss oder zwou oder eng Gemeng betraff. Mir hunn awer erlieft, wéi dramatesch dass et gëtt, wann et eng Kéier heescht: „Sou, elo d'äerf guer kee SEBES-Waasser méi am ganze Land benotzt ginn.“ Ech mengen, dat huet awer ganz aner Ausmoossen.

An duerfir menge mir als Gréng, dass et derwäert ass, och iwwer aner Alternative wéi elo just e quantitativen Ausbau um SEBES nozedanken. Mir hunn eng Alternativ: de Lëtzebuerg Sandsteen, plus nach déi eng oder aner geologesch Formatioun. Mä et ass awer nach ëmmer de Lëtzebuerg Sandsteen, deen insgesamt 60 bis 65% vum ganzen Drénkwaasser liwwert.

Heiansdo huet ee jo och dat Gefill, dass dat do-baussen net méi esou richtig bekannt ass. Heiansdo ginn zwou Saache verwieselt. De SEBES seet zu Recht, dass en 80% vun der Populatioun beliwert, mä de SEBES liwwert awer net 80% vum ganze Waasser. Am Géigendeel, de SEBES liwwert bis op Weideres emol nach net d'Halschent. De ganze Rescht kënn aus dem Grondwaasser.

Elo muss een awer feststellen, dass mer déi gutt Quellen am Lëtzebuerg Sandsteen an deene leschte Joren a Jorzéngte sträfflech vernoléisseg hunn. Dir kënn am Rapport vun 2009 vum Innenministère selwer noliessen, 60% vun deene Quelle si mat Pestizide belaaucht. Dat heescht net, dass déi Belaaschtung iwwert den Normen ass.

Mä wann een awer och weess, dass och d'Pestizidverseuchung eng schlächend Verseuchung ass, da kann een awer virausgesinn, dass deem-nächst déi eng oder aner Quell net méi d'äerf a ka benotzt ginn. An ëmmerhin 10%, och dat steet an deemselwechte Rapport, vun de Quellen am Lëtzebuerg Sandsteen hu scho missen zougemaach ginn.

Ech weess net, ob dat e Phänomeen ass, deen heibannen an deen dobausse bekannt ginn ass, mä mir hu schon an deene leschte Jore missen 10% vun deene gudden Quellen am Lëtzebuerg Sandsteen zoumaachen. Sief et, dass dann awer déi eng oder aner duerch Pestiziden iwwerbelaacht war, oder, wat eben nach méi grave ass, dass eng Rei Quellen dann iwwer 50 Milligramm Nitratbelaaschtung leien, wou et dann awer definitiv héich Zäit gëtt, dass een dat net méi einfach esou aus dem Krunn hält an dann drénkt.

Ech kann och un engem Beispill am Osten illustrieren, wat dat dann heescht. Do huet dann ee Syndikat virun net allze laanger Zäit eng Quell vun 2.000 Fudder wéinst Nitratbelaaschtung missen zoumaachen. An duerfir geet en dann elo an Däitschland dausend Fudder den Dag fir een Euro akafen.

Ech froen lech, Här President: Ass dat do d'Zukunft vun der Lëtzebuerg Drénkwaasserversuergung? Här President, geet et net duer, dass mer 99% vun eisem Geméis importéieren? Geet et net duer, dass mer zu 95% vun importierter Energie ofhängeg sinn? Musse mer eis elo och nach drop astellen, mat däitschem Waasser ze duschen? An dat, well mer an deene leschte 50 Joer eist Drénkwaasser verbëzt hunn a well mer et an der Vergaangenheet net fäerdeg bruecht hunn, eis gutt Lëtzebuerg Sandsteenquellen ze schützen?

„Mir hu se jo net méi all“, géif dozou e gewëssenen Här Jean-Claude Juncker soen. Ech fannen dat hei mindestens esou grave, dass mir an deem Land hei ufänken, net méi genuch Drénkwaasser ze hunn, wéi wann en Agrarcenter deelweis op Parel geet. An ech fannen, et ass op d'mannst derwäert, esou vill iwwert déi Evolutioun hei ze diskutéieren wéi dat, wat mer an deene leschten aacht, zéng Deeg diskutéiert hunn.

Ech si gär d'accord, dass et an där ganzer Problematik vun de Quellen och eng Gemengeresponsabilitéit gëtt. Ech wëll beileiwen net alles op déi enzel Regierungen ofdrécken. Mä et war awer nun eemol esou, dass tèschent 1993 an 2008 de Stat laut Waassergesetz responsabel war, fir d'Schutzzonen auszewiesen. A mat Ausnahm vun där ronderëm de Stauséi, wat jo eng Saach à part ass, ass keng eenzeg aus-gewise ginn.

Och op Basis vun deem neie Waassergesetz vun 2008, wou mer jo eng gedeelte Verantwortung hunn: Den Exploitant vun der Quell muss d'Schutzzonen ausweisen, mä et läit awer un der Regierung an hire jeeweilege Ministeren, de Règlement grand-ducal ze publizéieren, wou dann d'Restriktiounen fir d'Utilisateuren, notamment d'Landwirtschaft, dra sinn.

An och zweeanenhalleft Joer nom Vote vun deem neie Waassergesetz hu mer nach ëmmer kee gültige Règlement grand-ducal. Et sinn eng Rei Gemengen, déi amgaange sinn, hir Schutzzonen auszewiesen, mä dat déngt näscht, och wann déi Dossier fäerdeg sinn, wa mer net parallel de Règlement grand-ducal kréien, fir dass mer och eng eenegermoossen uniform Aart a Weis kréien, wéi dann déi Restriktiounen iwwert d'Land par rapport zu der Landwirtschaft notamment aus-gewise ginn.

Dir kënn lech erënneren, dass opgrond och vun enger anerer Quell, déi am Osten huet missen zougemaach ginn, ech selwer déi Problematik hei opgeworf hat d'lescht Joer. Mir haten och déi eng oder aner Réunion, souguer Réunions jointes tèschent der Intérieurskommissioun an der Agrarkommissioun, a mir haten deemools versprach kritt, bis Enn 2010 wier déi Saach do gekläert a mir krite Virschléi, mir géifen déi och an der Chamber hei gewisse kréien, wou dann och e Règlement grand-ducal type géif gewise gi mat deene Restriktiounen, wat da sollt kommen.

Wann eng Rei Quellen awer och net geschützt si ginn, Här President, dann - mengen ech - huet dat awer och dermat ze dinn, dass d'Gemengen oft ganz séier eng Solution de facilité vum SEBES ugebuede kritt hunn oder sech déi Solution de facilité beim SEBES gefrot hunn.

An ech mengen, et war nach haut och gëschter an der Press, wou mer genausou ee Beispill konnte gesinn, nämlech dat vun der Gemeng Miersch. Déi haten eigentlech och ëmmer gutt Quellen an och genuch Quellen. Do ass, konnt ee liesen, och déi eng oder aner mat Pestizid belaaucht. An elo ass dann den Usschluss un de SEBES ageweit ginn.

Ech kennen elo den Dossier net am Detail, ob elo Miersch eng aner Alternativ gehat hätt, mä et ass awer fir mech erëm e symptomatescht Beispill, wou verpasst ginn ass, vu wem och ëmmer, op där enger Säit déi eege Quellen ze schützen. An dann ass et natierlech relativ einfach - dat ass richtig -, wann een da bei de SEBES geet a seet: „Elo hätte mir gären esou vill Fudder d'Joer, an da leeft dat.“

Do muss ech awer d'Fro stellen, ob et esou glécklech ass, dass dann deeselwechte Ministère, deen d'Projete vun de Gemengen autorisiert an eigentlech och responsabel ass, dass déi hir Aufgab maachen, dass deen och esou staark am SEBES vertrauen ass.

Ech wëll och hei d'Fro vun där Situatioun an de Raum stellen, ob et glécklech ass, dass ee vun den Haaptbeamten aus dem Innenministère, deen och decidéiert, wou d'Suen higinn, dee fir Projete responsabel ass, zur gläicher Zäit President vum SEBES ass.

Ech wëll hei net falsch verstane ginn. Dat huet näscht mat där Persoun vum Här Leonhard ze dinn, mä dat huet domat ze dinn, dass en déi zwou Kapen ophuert, an ech fannen, dass dat do e klassesche Conflit d'intérêts ass. Kee perséinleche Conflit d'intérêts, mä et ass awer schwierig, wann ech do um Ministère sinn an ech soll elo déi eng oder aner Gemeng an eng gewësse Richtung orientéieren, an ech weess dann awer gläichzäitig, all Gemeng, déi bei de SEBES kënn, verbëllegt eigentlech d'Waasser vum SEBES, well d'Frais fixes net schrecklech an d'Luucht ginn, den Émsaz awer steigt. Duerfir brauch een net Ekonomist ze sinn, fir ze verstoen, wat do geschitt. An duerfir sinn ech a sinn déi gréng net frou mat där Situatioun.

Ech wollt och de Minister froen, ob en net drun denkt, fir deen do Conflit d'intérêts aus der Welt ze schafen, andeem einfach do eng kloer Separatioun gemaach gëtt, dass déi eng Persounen am Ministère responsabel sinn, fir d'Gemengen an där Politik ze beroden, dass aner Leit, wann et da muss si vum Ministère vläicht, déi Presidentschaft vun deem Syndikat do iwwerhuelen.

Da wollt ech awer zur gläicher Zäit d'Fro stellen, dass déi Fro sech nach méi stellt, wou awer emol systematesch de SEBES 50% vu sengen Infrastrukturdépense subventionéiert kritt, an déi aner Gemenge kréie meeschtens näscht oder net ganz vill.

Woubäi ech och hei d'Fro - als dann och ee vun de Buergermeeschteren, deen nach seng eege Waasserversuergung huet - muss stellen, ob dat eigentlech verfassungskonform ass am Kontext vun engem Waasserpräis, dee jo anscheinend muss käschtendeckend sinn.

Ass dat nach ze verrieden, dass déi eng Gemenge 50% vum Stat subventionéiert kréie bei hiren Investissementer an déi aner Leit kréien - wéi gesot - entweder näscht oder net oder net ganz vill?

(Brouhaha)

Mir musse jo, wa mer korrekt sinn, eis ganz Käschten op de Konsument verrieden, a mir hu jo an deene leschte Jore ganz vill iwwer en eenheetleche Waasserpräis aus enger gewësser Richtung diskutéiert.

Ech wëll déi hei Fro dann emol an de Raum stellen, ob dat do eigentlech nach tolerabel ass an ob net och all déi aner Gemenge misste bei hiren Infrastrukture 50% Subventiounen kréien.

Wat mer awer, Här President, an där ganzer Diskussioun an och bei der Décisioun da vum SEBES vermessen, dat ass wierklech eng Strategie, fir Waasser ze spueren. Dat wier awer vläicht dat Allernéidegste. Well eise Waasserverbrauch geet net nëmmer erop, well mer all Joer méi Populatioun a méi Grenzgänger hunn, mä ech hunn an engem vun de Presseartikelen och gelies, dass de President vum SEBES gesot huet, och d'Moyenne géif leider nach ëmmer an d'Luucht goen.

Mir hu jo elo mat deem neie Waassergesetz da fir eng Kéier de Virdeel, dass d'Waasser méi deier gëtt. Ech mengen, dann ass jo awer och duerch dat neit Gesetz vill méi e groussen ekonomeschen Intérêt do fir déi enzel Acteuren, dann emol endlech unzefänke mat deem, wat mer 30 Joer net gemaach hunn: nämlech Waasser ze spueren.

Dat muss ugoe bei de Gemengen. Ech krut x-mol confirméiert, dass et eng Hällewull vu Gemenge gëtt, déi tèschent 20 a 25% Verloscht op hiren Netzer hunn. Wa mer amgaange sinn, Waasser an Däitschland kafen ze goen, mengen ech, wier et awer méi gescheit, als Éischt emol déi doten 20 bis 25% vu Verloschter erfzedrücken.

Ech weess net, ob scho jeemools eng Kéier probéiert ginn ass, mat eisen industrielle Verbraucher e Programm ze maachen, e Projet ze maachen, fir Waasser ze spueren. Et gëtt jo schon usazweis probéiert, Energie ze spueren. Souvill wéi ech weess, ech hunn op jidde Fall nach ni eppes héieren, dass eis Industrie soll och ugehale ginn, Waasser ze spueren. A mat den Haushalter ass mer och net bekannt, dass eng

gréisser Campagne gemaach ginn ass. Sou déi nei Haushaltsgeräte si jo net nëmme kategoriséiert, wat de Stromverbrauch ubelaangt - A, B, C -, mä do gëtt et neierdengs och grad esou gutt e Label fir de Waasserverbrauch. Do wier et och net schwéier, derfir ze suergen, dass Leit och do oppassen, wa se akafé ginn, wat se do maachen.

An da schlussendlech d'Fro vun enger Reewaasserserréckgewinnungsanlag. Do kann een, an ech weess dat aus eegener Erfahrung, bis zu 30% vu sengem Drénkwaasserverbrauch ofersetzen. An da gi mir déi zéng respektiv 15%, déi an eenzel Berechnunge vum SEBES mat agefloss sinn, wierklech net duer, fir ze soen: „Méi ass net dran. Méi kënnen mer net maachen.“ Ech sinn iwwerzeugt, dass do ganz vill ze maachen ass.

déi gréng sinn also der Meenung, dass een iwwer all dës Problemer an Alternative misst an engem nationalen Débat diskutéieren, ier een duerch den Ausbau vum SEBES definitiv d'Waasserversuergung fir déi nächst 30 bis 40 Joer festleet.

An duerfir wiere meng Froen ofschréissend un de Minister:

Här Minister, ass et nach Zäit, d'SEBES-Déci-sioun, déi Zäit, wou mer déi Debatt do féieren, nach an suspens ze halen? Wiert Der bereet, eng Diskussioun ze féiere mat alle concernéierte kommunalen a staatlechen Acteuren iwwert déi zukünfteg Gestaltung vun der Drénkwaasserversuergung vu ganz Lëtzebuerg an net nëmme vun deene Leit, déi um SEBES hänken?

Sidd Der net och der Meenung, dass als Resultat vun esou enger Diskussioun eng kloer Strategie mat enger Definitioun vun de Responsabilitéite vun einzelnen Acteuren misst erauskommen?

Sidd Der mat mer d'accord, dass eigentlech deen éischte Schrëtt an esou enger Strategie misst sinn: Wéi kënnen mer an deenen nächsten 20, 30 Joer ganz zolidd Waasser spueren? Och do op allen Niveauen.

Ech weess net, ob de Stat schon iwwerhaapt gekuckt huet, wéi vill Waasser dass hien dann a sengen eenzelne Lycéien, soss Gebaier, Schwämmen an esou viru brauch. D'Gemenge souwiesu, hunn ech scho gesot. An der Industrie, dem Handwierk, den Haushalter, mä och an der Landwirtschaft ass do och nach villes ze maachen.

A wat haalt Der vun enger eventueller Obligation - zumindest fir all Neibau -, eng obligatoresch Reewaasserserréckgewinnungsanlag anze-maachen? Mir ginn eis jo vill Méi, zu Recht, fir bei neie PAPen dezentral Waasserserréckhaltung baussent den Haiser ze maachen, mä wier net eng intern Waasserserréckhaltung vläicht méi bëlle, vläicht méi sennvoll? A géife mer net zwou Mécke mat engem Schlag treffen, dass mer domat och nach kéinten d'Toiletten a Wäschmaschinen an aner Haushaltsgeräte innerhalb vun den Haiser maachen?

Da muss ech lech leider froen, Här President, dass de Minister mer endlech seet: Wéini kommen dann elo déi Règlements grand-ducaux fir d'Schutzzonen, fir dass déi Gemengen, déi gudde Wëllens sinn, déi hir Quelle wëlle schützen, dass déi och kënnen virukommen?

A wat gedenkt d'Regierung ze maache géint déi...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Camille Gira** (déi gréng), *interpellateur*. ...schlächend Eutrophéierung vum Stauséi, fir och dat an de Grëff ze kréien? Wéi gedenkt d'Regierung déi Problematik vum Klimawandel an d'Diskussiounen anzeféieren?

An ech konnt och am Rapport vun 2009 liesen, dass Der amgaange sidd fir de SEBES, mä vläicht fir d'Lëtzebuerg Land insgesamt, wann e Problem ass beim SEBES, eng nei Solution de rechange oder eng zousätzlech Solution de rechange ze sichen. Wéi wäit sidd Der? Ech wier frou, wann ech dorobber eng Äntwert krit.

Ofschréissend, Här President, déi gréng sinn der Meenung, dass 800 bis 900 Millimeter Waasser, déi all Joer op Lëtzebuerg falen, eigentlech missten duergoen, dass mer et och an deenen nächsten 20 bis 30 Joer géife fäerdeg bréngen, eng eegestänneg Drénkwaasserversuergung vun héijer Qualitéit opzebauen. An duerfir sollte mer endlech ophalen, nëmmen iwwert de Präis vum Waasser ze schwätzen, mä eis endlech Gedanke maachen iwwert de Wäert vun deem liewenswichtige Gutt.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Mir soen dem Interpellant Merci. Als éischten agedroene Riedner ass et elo um Här Ali Kaes. Här Käes, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Ali Kaes** (CSV). - Madame Presidentin, léif Frëndinnen a Frënn, wann iwwer Waasser hei diskutéiert gëtt, da weess jiddwereen, dass ech u sech a mengem Element sinn. Mä Spaass bäsäit, et geet hei ëm e ganz eescht Thema, nämlech ëm eis national Drénkwaasserversuergung. Et ass all Mënsch hei am Land dovunner concernéiert, an ech brauch lech keen Zeenario virzomolen, wéi et géif ausgesinn, wa mer vun haut op muer keen Drénkwaasser méi hätten.

Spéitstens säit den Diskussiounen ëm d'Waasserserkadegesetz am Joer 2008 hei an der Chamber misst mer allegueren wëssen, dass d'Waasser méi ass wéi just de Krunn opréien an et einfach lafe loossen a souguer heiansdo ganz irresponsabel lafe loossen. Do sinn ech absolut d'accord mat deem, wat den Här Gira virdu gesot huet.

Ech ginn net nach eemol op de Wäert vun deem liewenswichtige Gutt an, wat u sech jiddwereen Bierger hei am Land dagdeeglech notzt a wou et eng Selbstverständlechkeet ass, dass dat Waasser ëmmer zur Verfügung ass. An et ass u sech schued, dass net jiddwereen wierklech déi néideg Responsabilitéit hëlt - dat wëll ech nach eng Kéier soen -, fir dat Waasser wierklech ganz kontrolléiert ze notzen.

Wann een hei zu Lëtzebuerg vun Drénkwaasser schwätzt, da lant een och relativ séier beim SEBES. De Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre ass duerch d'Gesetz vum 31. Juli '62 als Gemengesyndikat mat staatlecher Participatioun gegrenzt ginn, an d'Waasseropberedungsanlag funktionéiert scho ganz laang, nämlech zënter 1969.

82% vun eiser Populatioun op 74% vun der Fläch vum Land gi mat SEBES-Waasser versuergt. An et ass richtig, et kommen nach all Dag Clienten derbäi. An Zuelen ausgedréckt sinn dat vun 1969 bis haut 596.697.084 m³. Ech erspueren lech elo, wéi vill Liter datt dat sinn. A verschidde Joren, dorënner déi lescht sechs Joren, waren dat no bäi 20 Milliounen m³ pro Joer.

Selbstverständlech ass et net esou, dass d'Waasser aus dem Stau tel quel als Drénkwaasser ka benotzt ginn. An der Statioun vun Esch-Sauer duerschleeft d'Waasser aus dem Stauséi fënnf Phasen, ier et Drénkwaasser ass. Duerno gëtt et an dee grouse Waasserreservoir op Eschduerf gepompelt, vu wou et da gravitär bei déi fënnf Abnehmer vun der SEBES geleet gëtt. Dës sinn, an Dir kennt se allegueren, d'D.E.A. fir den Norden, den SES fir de Süden, d'Stad Lëtzebuerg, de SIDERE fir den Osten an de SEC fir d'Gemengen am Zentrum vum Land.

Wann an de 70er Joren nach an der Moyenne eppes iwwer 30.000 m³ den Dag vun dem SEBES uechtert d'Land geliwwert ginn ass, sou si mer an deene leschten zéng Jore bei gutt 45.000 m³ ukomm, a Spëtzengäite sinn et souguer 75.000 m³ par rapport zu 55.000 an de 70er Joren.

D'Zuele beleee wuel, dass pro Kapp awer de Verbrauch erfoget, mä proportional dozou ass natierlech e ganz groussen Zouwuess vun den Awunner, wat derzou féiert, dass ëmmer méi Besoin un Drénkwaasser do ass an datt mer iergendwann effektiv un d'Limité vun eise Méiglechkeete kommen.

De Previsiounen no brauche mer am Joer 2024 192.000 m³ Drénkwaasser, am Joer 2040 héchstwahrscheinlech iwwer 200.000 m³ pro Dag. Et bleift also näischt aneschtens iwwreg, mir müssen eis Capacitéite ganz kloer erhéien.

Et muss een zousätzlech bedenken, dass d'Methoden, mat deenen eis Drénkwaasseropberedung gemaach gëtt, aus de 60er Jore stammen. Dës heescht net, dass d'Qualitéit net gutt wier oder dass d'Qualitéit dorënner géif leiden, mä et gëtt hautdésdags ganz kloer nei Techniken fir nach méi eng performant Opberedung.

Wann een elo seet, d'Capacitéite müssen ausgebaut ginn, huet een zwou Méiglechkeeten, a besonnesch zwou Méiglechkeeten am Kontext vum Stau a vun der SEBES. Déi eng ass déi, déi aktuell Statioun auszubauen, oder awer eng nei Statioun ze bauen. Wann een eng nei Statioun baut, da brauch een natierlech dofir e Site. Ech mengen, dat ass ganz kloer.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, mir wëssen et allegueren hei, do si vill Gespräicher, vill Iwwerleeungen, vill Etüden a Berechnungen an och schon Décisiounen geschitt.

Et schwätzt ganz kloer alles oder dat Meescht wéinstens fir en Neibau. Sou géif déi aktuell Opberedung net gestéiert ginn. Et kann aneschtens an och méi effikass gebaut ginn. An anere Wierder an op Lëtzebuergesch gesot, et

ass manner Gepiddels an et gëtt definitiv méi bëlle, wann een eng komplett nei Infrastruktur baut.

Et ass richtig, op déi éischt dräi, véier Joer gesi wier en Émbau vum finanziellen Volet hier zwar méi interessant, duerno rechent sech awer ganz kloer eng nei Infrastruktur, en Neibau ëmmer méi. Ech wëll lech elo d'Berechnungen, déi gemaach gi sinn, net op dës Plaz exposéieren, well d'Chiffere si ganz eendeitig.

Sou wonnert et jo dann och net, wéi et scho virdu gesot ginn ass, dass de Comité vun der SEBES am Mäerz vun deem Joer decidéiert huet, d'Capacitéiten ze erhéien, an zwar vu 70.000 op 110.000 m³ den Dag, an hefir eben eng nei Statioun zu Eschduerf ze bauen.

Doriwwer eraus muss een och nach méi wäit an d'Zukunft denken. Och do ginn ech dem Här Gira Recht, dass een och Alternative muss kucken, déi eventuell och op enger anerer Plaz leien. Sou wier et ënner anerem méiglech, d'Muselwaasser opzebereeden an un de Réseau vun der Héich-Sauer unzeschleissen. Doduerch kann dann och am Fall vun enger Verschmutzung séier nees ermeiert ginn.

Eng aner Méiglechkeet wier en zweete Stauséi, dee vum éischten komplett getrennt ass. Als kleng Bonus souzesoe géif dese Projet et och nach erlaben, ëmweltfrëndlech Strom ze produzéieren. Natierlech hunn des zwou Alternativen och hir negativ Säiten. Sou géife bei engem zweete Stauséi 30 ha „Natura 2000“ iwwerschwemmt ginn.

Des Weideren ass natierlech d'Akzeptanz vun de Bierger en vue vun esou engem Projet och net sécher. Et muss ee sech bewusst sinn, dass eben d'Gemengen an d'Awunner ronderëm de Stauséi schon eng ganz Rei vun Inconvénienten op sech huelen, well si den Drénkwaasserreservoir vu quasi dem ganze Land bei sech hunn.

Dir Dammen an Dir Hären, Dir sidd absolut mat mer averstanen, wann ech soen: Dat nennt ee Solidaritéit mat dem Land. Dir gesitt also, hei muss an Zukunft nach eng Léisung fonnt respektiv eng Décisioun geholl ginn.

Madame Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann ee Waasser seet, muss een natierlech och Ofwaasser soen, wat e groussen Afloss op d'Waasserqualitéit huet. Viru méi wéi zéng Joer ass eng grenziwwerscheidend Kläranlag zu Maarteleng zesumme mat eise belschen Nopere gebaut ginn, wou et virun allem drëm gaangen ass, d'Ofwaasser aus der Belsch ze klären, ier et an de Stau leeft. Viru véier Joer ass d'Anlag mat enger drëtter Rengengungsstuf moderniséiert ginn.

Och wann et laang gedauert huet, en Assainissement ronderëm de Stau ze realiséieren, ass dese Projet amgaangen, ëmgesat ze ginn. De Stauséi-Projet gesäit vir, d'Ofwaasser vu siwe Gemengen an 31 Lokalitéiten a Lieu-diten ze sammelen an ze entsuergen. Dofir mussen 56 km Leitungen, 25 Pompelstatiounen, 20 Bassins de rétention gebaut ginn. Insgesamt gëtt beim Ofschloss vum Projet eng Schmotzfracht vu ronn 12.000 Awunnergläichwäerter behandelt.

Här Gira, ech mengen och kënnen ze soen, dass dat och vläicht derzou bäidrëit, dass et manner Algen an der Zukunft am Stau wäert ginn. De grouse Prinzip vum Projet ronderëm de Stauséi ass deen, dass d'Ofwaasser vum Séi ewechgepompelt an iwwer zwou Hauptsträng, ee léns, ee riets vum Séi, hannert d'Staumauer a Richtung Kläranlag gefouert gëtt.

Et goufen hei am Virfeld och Etüden, déi direkt e puer kleng Anlagen um Stauséi selwer virgesinn haten, respektiv souguer e Kollekteur, deen duerch de Stauséi geet, virgeschloss haten. Dës Varianten hunn awer ganz grouse Gefore fir eben d'Qualitéit vum Drénkwaasser duergestallt a sinn duerfir och net zréckbehalde ginn.

De Projet, deen elo ëmgesat gëtt, huet wesentlech Virdeeler, well mir d'Ofwaasser hannert der Staumauer klären, iwwer e stabilen an e ganz erproufte Prozess, an hei och nach kënnen eng UV-Desinfektioun virhuelen. Iwwregens ass dat eng véiert Rengengungsstuf, mat där d'Waasser nach eng Kéier behandelt gëtt, a si ass eemoleg hei am Land. Wäit iwwert d'Grenze vum Land eraus gëtt et nëmme eng Kéier esou eng Anlag.

Natierlech ass dës och mat méi héije Rengengungskäschte verbonden, déi zurzäit eleng - jo - vun den ugeschlossene Gemenge mussen finanzéiert ginn.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, fannt Dir dat normal? Ech net!

Här Minister, Dir erënnert lech, d'Kläranlag am Heischtergronn ass am Juni 2009 offiziell ageweit ginn. Am Moment behandelt si d'Ofwaasser vun den Uertschafte Bitsch, Dol, Eschduerf, Géisdref, Heischent, Kauneref, Nacher, Nacherstrooss souwéi vun de Campingen

aus dem Heischtergronn. Domadder ass eng Fracht vu ronn 3.000 Awunnergläichwäerter am Summer ugeschloss.

Ech wëll och hei ganz kloer soen - an duerfir soen ech, am Summer ugeschloss -, grad dann, wann et am sensibelsten ass, wann am mannste Waasser am Stau ass, ass et ëmsou méi wichtig, dass d'Waasser net belascht gëtt duerch ongenügend gekläertent Ofwaasser. An duerfir ass, mengen ech, an där éischter Phas, wéi gesot, wou déi 3.000 Awunnergläichwäerter laanscht de Stau, hannert d'Staumauer an an déi nei Kläranlag gefouert ginn, dass schon an éischten an e wichtige Schrëtt, fir de Stau méi propper ze kréien.

Ma wéi gesot, dës wor déi éischt Phas vum Projet. Ausgeschriwwen sinn an der zweeter Phas den Uschloss vun Esch-Sauer, SEBES, Léifreg, Lëlz, Baschelt, Fléiber mat de Campingen vun Esch-Sauer.

Ech wëll och nach eng Kéier hei soen, dass den Tourismus och do eng ganz grouss Roll spillt, well, grad wéi ech et virdu gesot hunn, dann och eng grouss Schmotzfracht grad an engem schlechte Moment do ze traitéieren ass, nämlech an deem Moment, wou den Débit vun der Sauer am niddregsten ass.

Dës Uertschaften, fir dorop zréckzekommen, leede soumat innerhalb vun zwéi bis dräi Joer och hiert Ofwaasser an d'Kläranlag an domadder beréiere se och net méi d'Waasser am Stau.

Zur zweeter Phas gehéiert och nach den Uschloss vu Bauschelt, Heischtergronn, Béiwen, Meecher, Noutem, Ensber souwéi de verschidde Plage ronderëm de Stau, sou dass duerno u sech d'Spëtzfracht op der Kläranlag am Heischtergronn bei ronn 8.000 Awunnergläichwäerter wäert leien. Dat ass déi Charge, déi laanscht - ganz kloer laanscht - de Stau gefouert gëtt. Déi entspreche Dossieren heivunner leien zum Deel scho fir d'finanziell Fräigab beim Ministère respektiv sinn nach an der Ausaarbechtung.

Hei gëtt natierlech mat den entspreche Verwaltung gekuckt, dass een och gläichzäiteg aner Projekte kann ëmsetzen; sou zum Beispill gi verschidde Stroosse mat nei aménagéiert an och d'Drénkwaasserleitung mat der DEA realiséiert.

Déi drëtt a lescht Phas gesäit dann en Uschloss vun enger ganzer Rei vun Dierfer nach vir, mä déi awer ënnerhalb u sech vun der Staumauer leien an där hiert Ofwaasser keen direkten Afloss op d'Waasser am Stau huet.

Vun den 62 Milliounen Euro sinn haut ronn 40 Milliounen Euro engagéiert. Obwuel den Dossier sech scho knapp zéng Joer an der Exekutioun befënn, ass d'Gesetzesrumm respektéiert. Trotz grouse juristesche Problemer beim Bau vun der Kläranlag an den doraus resultéierenden - an dat war net négligeabel - Méikäschen, ass den Devis och hei respektéiert ginn. De Projet wäert an zirka fënnf bis siwe Joer komplett ofgeschloss sinn an e läit och domadder an der Rumm, déi ganz kloer ugeduecht wor.

Ech wëll nach eng Kéier soen, dass den Assainissement ganz wichtig ass fir d'Zukunft vun eise Haupt- oder vun eise national Drénkwaasserreservoir.

Erlaabt mer nach eng kuerz Iwwerleeung am Kader vun den erneierbaren Energien: Et verbreet sech ëmmer méi d'Geothermie, wou eben de Grondwaasserspiegel ugebuert gëtt. Hei muss mer oppassen, dass et net zu engem onkontrolléierte Wildwuchs kënn, fir dass de Grondwaasserpegel net ze vill fällt.

(Interruption)

Meng Fraktiounskolleegin, d'Martine Mergen, wäert nach op een aneren Aspekt kuerz agoen, fir d'Interventioun vun der CSV ofzeschleissen.

An ech soen lech elo scho Merci fir d'Nolauschteren.

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Kaes. Ier d'Wuert weidergeet un den nächste Riedner, wollt ech d'Chamber nach doriwwer informéieren, dass den Här Gira am Numm vun der grénger Fraktioun eng Motioun deponéiert huet. Si drëit fënnf Ennerschrëften, an zwar vum Här Gira selwer, vun der Madame Lorsché, vum Här Kox, vum Här Bausch a vum Här Adam, a si misst och an der Tëschenzäit scho verdeelt gi sinn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu l'importance cruciale de l'eau pour les écosystèmes dans nos régions et comme élément du cycle terrestre;

- considérant qu'il est primordial de prévenir la pollution de l'eau dans chaque phase de ce cycle;

- vu que l'eau destinée à la consommation au Luxembourg provient à environ 57% des nappes phréatiques et à environ 43% du lac d'Esch-sur-Sûre;



- vu que les responsables du syndicat intercommunal SEBES ont annoncé l'extension et la modernisation de leurs installations;

- considérant qu'en matière quantitative l'Administration des Eaux dans son rapport d'activité 2009 estime «qu'à moyen terme, la capacité maximale de production d'eau potable des infrastructures publiques répondra aux besoins des consommateurs... à condition que la création des zones de protection apporte les améliorations escomptées de la qualité des eaux souterraines.»;

- considérant par contre qu'en matière qualitative, la même administration constate «que la majorité des eaux captées dans les eaux souterraines se caractérisent par une dégradation de la qualité microbiologique et/ou physico-chimique et ne pourront, pour certaines du moins, éventuellement plus être valorisées pour l'alimentation en eau potable. La création des zones de protection des sources d'approvisionnement est une priorité absolue pour assurer la durabilité et la sécurité de l'approvisionnement en eau de bonne qualité.» (rapport d'activité 2009);

- considérant que pour parer à une éventuelle pénurie en eau potable, Monsieur le Ministre de l'Intérieur avait informé les membres de la commission parlementaire concernée en date du 27 janvier 2010 «qu'une solution de rechange est cherchée pour le Luxembourg, en songeant à un agrandissement du lac de barrage, un approvisionnement auprès de l'Allemagne ou une filtration des eaux alluviales de la vallée de la Moselle.»;

- déplorant que depuis 1993 les gouvernements successifs n'ont créé aucune zone de protection des eaux de sources;

- sachant que suivant la nouvelle loi de 2008 relative à l'eau, l'initiative pour la création d'une zone de protection autour d'un point de prélèvement doit être prise par l'exploitant de cette source, mais vu que le règlement grand-ducal qui détermine les activités et les restrictions dans ces zones fait toujours défaut;

invite le Gouvernement

- à rassembler les acteurs communaux et nationaux autour d'une table afin de définir les grandes lignes d'une stratégie commune de la gestion de l'eau potable;

- à élaborer une stratégie qui mise sur la protection des eaux souterraines au niveau local afin de valoriser les ressources locales;

- à élaborer dans les meilleurs délais les règlements grand-ducaux qui déterminent les modalités en relation avec toutes les activités autorisées ou non dans les zones de protection des sources;

- à inciter et à coordonner l'organisation de campagnes de sensibilisation communales contre le gaspillage d'eau potable et pour une utilisation rationnelle de l'eau.

(s.) Camille Gira, Claude Adam, François Bausch, Henri Kox, Josée Lorsché.

Mir géifen da weiderfuere mat der Riednerlëscht, an deen nächsten agedroene Riedner ass den Här Etgen.

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Madame Presidentin, Kolleeginnen a Kolleegen, als Demokratéisch Partei begrësse mir et, datt mer eis hei am Haus no laangen Diskussiounen iwwert de Waasserpräis elo emol endlech nees eng Kéier mat dem Kär vun der Waasserproblematik beschäftegen: mat der laangfristeger Ofsécherung vun eisem Land mat Drénkwaasser a mat där gudder Qualitéit vun eisem Drénkwaasser.

Gleeft een den Zuelen, déi de SEBES am Kader vun der Journée de l'Eau den 11. Mäerz vun dësem Joer publizéiert huet, da stoussen d'Fördercapacitéit vun de bestehende Waasserinfrastrukture vun eisem Land schon haut an hir Grenzen. No den Zuele vun dem SEBES hu si insgesamt bal 21.000.000 m³ Waasser d'lescht Joer geliwert. Zu de Spëtzengzäiten am Juni a Juli woren dat bal 90.000 m³ Waasser den Dag. De SEBES huet awer just eng Produktionscapacitéit vu 70.000 m³.

Iwwert d'Land gekuckt louch de Besoin de pointe an darselwechter Zäit bei 190.000 m³. Insgesamt gesi leien d'Fördercapacitéit vun Land awer just bei 120.000 m³.

Wéi ass dëst méiglech? Abee, just andeem mir haut scho regelméisseg eis Grondwaasserreserven unzape ginn, déi jo eigentlech als Noutléisung geduecht sinn. Jiddwereen, dee sech mat dem Sujet auskennt, weess, datt een d'Grondwaasserreserven net iwwer Méint unzape kann, soss ass op eemol näischt méi do.

A wann ech d'Ausféierunge vun dem SEBES richteg verstinn, dann ass et de Moment souguer eng Saach vun der Onméiglechkeet, fir de Stauséi auslafen ze loosser, fir Entretienaarbechten ze maachen, well soss d'Capacités net méi duerginn, fir d'Land mat Drénkwaasser ze versueren. Iergendwa wäert dat awer noutwendeg sinn. Déi lescht Aarbechte ginn nämlech schon op d'Joer 1991 zréck.

Madame Presidentin, dëse Constat ass alarmant. An et ass net eréischt ee Constat vun haut a vu gëschter. An esou Situatiounen geréit een net kuerzfristeg eran. Neen, d'Waasserconsummation ass kontinuierlech iwwert déi lescht Jorzéngte geklommen a wäert och nach weiderhi klammen, wann eise Wirtschafts- a Populationswuesstum unhält.

Mir haten Zäit, fir eis heiroop virzebereeden, an an de Syndikater gëtt scho säit Joren iwwert dëse Problem geschwat. Mä déi successiv Innenministere hunn d'Méiglechkeete verpasst, fir fréizäitig an d'Fördercapacitéit vun Drénkwaasser ze investéieren. Kuckt een an de Plan pluriannuel vun Stat, da fënnt een och haut nach keng Investissementer an dësem Beräich.

Dëst weist, datt d'Regierung an dësem Dossier net agéiert, mä beschtefalls reagéiert. Dëst weist, datt der Regierung d'Wäitsicht an d'Gefill feelt fir déi enorm Bedeutung, déi d'Drénkwaasserversuergung fir e Land huet. D'Waasserknappheet wäert eng vun de groussen Erausforderunge vun der Zukunft sinn. Eng Erausforderung, op déi ee laang am Viraus eng Äntwert muss fonnt hunn.

D'Waasser ass noutwendeg, fir ze wuessen, an dat an engem duebele Sënn: natierlech fir d'Planzen, mä och fir eis Économie.

Lëtzebuerg huet am Géigesaz zu sengen Nopeschlänner eng Particularitéit: Déi Méint, wou am meeschte Waasser verbraucht gëtt, sinn de Juni an de Juli. Dann, wann d'Summervakanz ufänkt, fällt d'Consummation vun Waasser am Géigesaz zu Länner wéi Frankräich, wou d'Spëtzten am August a September gemooss ginn. Dëst weist, wéi ee Facteur déi schaffend Bevölkerung zu Lëtzebuerg ausmécht. Dëst weist, datt mer am Dag eben net nëmme zu 500.000 sinn, déi Waasser verbrauchen, mä zu 650.000. D'Frontalieren, déi bei eis schaffe kommen, muss ee mat derbäizieleen.

Wa mir als Économie awer weider wëlle wuessen, dann heescht dat och, datt mer d'Waasserproblematik an de Grëff musse kréien. D'Waasserversuergung ass deemno eng Elementarform fir eis Natur, eis Économie an eis Bevölkerung. Fir d'DP gehéiert d'Ofsécherung vun Drénkwaasser duerfir zu enger vun den éischten a wichtigsten Aufgabe vun engem Stat. Jo, et ass eng Fro vu grousser strategeschem Interessi. Et ass eng Fro vun nationaler Souveränitéit.

Kënne mer an dësem Kontext op eng grenziwwergräifend Léisung hoffen? Schéi wier et. Awer an esou enger essenzieller Fro wéi dem Drénkwaasser dierfe mer et net dorobber ukomme loosser. Lëtzebuerg muss och op laang Siicht onofhängeg bleiwen, wat seng Drénkwaasserversuergung ubelaangt.

Madame Presidentin, duerfir wollt ech de Minister froen: Wéi gesäit hei déi kuerz-, mëttel- a laangfristeg Strategie vun der Regierung aus? Wat sinn d'Grënn fir den Ausbau vun de Capacités vun dem SEBES, a wou wäerte mer do no dem Ausbau stoen? Kann de Minister eis do haut prezis Pisten a genau Zuele liwweren? Wäert dësen Ausbau duergoen, fir datt d'Waasserversuergung vun eisem Land och laangfristeg ofgeséichert wäert sinn?

Den Här Kaes huet eng ganz Rei aner Alternative skizzéiert: éischtens, d'Muselwaasser opbereeden; zweetens een neie Stauséi bauen; drëtens an d'Ausland goen.

An duerfir wollt ech de Minister froen, wéi eng Alternativ vun all deenen Alternativen, déi bis elo hei skizzéiert gi sinn, ass d'Regierung gewillt, hëllefem émsetzen? Wat sinn d'Planspiller vun der Regierung an dësem Beräich? A leschten Enns, last but not least: Wéi vill wäerten dës Projete kaschten?

Dëst alles si Froen, op déi eng Lëtzebuurger Regierung eng Äntwert misst kënne ginn. A wann net, dann ass et fënnf vir zweielef, fir sech op de Wee ze maachen, fir no enger Äntwert ze sichen.

Madame Presidentin, niewent der Quantitéit ass awer och d'Qualitéit vun eisem Drénkwaasser ee Sujet. Wat d'Grondwaasserbuergung betrëfft, sinn haut schon 79% vun den Installatiounen vereest. 60% vum Grondwaasser hunn eng schlecht Qualitéit a sinn duerch Nitrater a respektiv oder Pestizide verknascht.

Fir d'Qualitéit vun Waasser ze garantéieren, hu mir hei an der Chamber am Dezember 2008 dat neit Waasserschutzgesetz ugeholl, dat a sengem Artikel 44 d'Obligatiounen, fir Schutzzonen auszewiesen, stoen huet. Deemno misste fir all Quell, all Buerung an och fir de Stauséi Schutzzonen ausgewise ginn. Dat ass awer bis haut an deene weiniegste Fäll geschitt. Déi eenzeg Schutzzon, déi steet, ass déi vun Esch-Sauer. Verschidden anerer wieren an der Maach.

Dëst beweist, wéi schwéier mer eis an där doten dach wichteger Fro awer dinn. D'Gesetz vun 1993 huet schon d'Schafe vu Schutzzone

virgesinn. Geschafe gouf awer bis elo nach keng eenzeg.

An och an där doter Fro ass dës Regierung eis bis haut all Äntwert schëlleg bliwwen. An ech bezweifelen, datt den zoustännege Minister eis och haut wäert kënne soen, wéi en dës Problematik wëllt upaken.

D'Schutzzone ginn duerch e Règlement grand-ducal geschafen. Beim Ausschafe vun der Règlementatioun, de Verbueeter an de spezifesche Konditiounen mussen déi betraffe Syndikater, déi betraffe Gemengen, den Naturschutz, awer och a besonnesch d'Landwirtschaft mat agebonne ginn.

Akommessverloschter, déi duerch Schutzmoosnamen net ausbleiwen, musse selbstverständlech kompenséiert ginn. Dat därerf keen Thema sinn.

Et gëllt, positiv un d'Schafe vu Verbueets-, dat heescht Schutzzonen erunzegoen, fir déi uestehend Problematik erfollegräich ze léisen. Virun allem brauch een awer den néidege politesche Courage, fir dës Thematik ëmmer an ëmmer erëm nees op den Ordre du jour ze setzen. Wann dem Minister a senger Regierung dës Courage feelt, da wäerte mir si dorunner ze erënnere wëssen.

Ech hunn a menger Ried virun dräi Joer schon dorobber higewisen: An iergendenger Form si mir all Moment op d'Waasser ugewisen. D'Waasser ass elementar. Et fléisst, et läscht, léisst wuessen, spullt, rengelt, botzt, heelt, belieft, zerstiéiert, hält un an dreift un, mécht Spaass. An dëst soll och esou bleiwen. Duerfir setze mir eis an.

Madame Presidentin, ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Etgen. Mir kéimen dann zum nächsten agedroene Riedner. Dat ass den honorablen Här Claude Haagen. Dir hutt dann domadder d'Wuert.

(**Brouhaha et hilarité**)

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, am Kader vun dëser Interpellatioun schwätze mer iwwert d'Drénkwaasserversuergung bei eis am Land. Sou wéi et an der Interpellatioun stoung, geet et an dësem Kontext ënner anerem em de SEBES, also de Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre.

A menger Interventioun wëll ech fir d'Éischt op d'Drénkwaassergewönnung iwwert de Stauséi an domadder iwwert d'Staumauer schwätzen. Duerno kommen ech op d'Drénkwaasserofsécherung bei de Gemengen, déi net am SEBES oder an engem anerem Drénkwaassersyndikat sinn.

Madame Presidentin, de Stauséi spillt als national Drénkwaasserofsécherung eng indispensable, eng entscheidend Roll bei eis am Land. Dat ass schon ugekënnegt ginn. Ech wëll an deem Kontext iwwert de Bau vun der Staumauer, déi aus dem Joer 1959 staamt, e puer Reflexiounen maachen.

Mir schwätze vill vun de Capacités vun Stau an doriwwer, wéi dës kënnen erweidert ginn. Mir mussen awer och doriwwer schwätzen, wéi mer kënne garantéieren, dass déi bestehend Qualitéit a Quantitéit vun Drénkwaasser, déi eis de SEBES liwwert, kann erhale ginn.

Wann eppes mam Waasser vun Stau geschitt, zum Beispill eng gewollten oder ongewollte grous, net kontrolléierbar Pollutioun, dann hu mir alleguerten, an dat wësse mer, ee riseg Problem. Däers, sou denken ech, ass jiddweree sech heibannen - awer och dobaussen - bewosst.

Ech wëll awer vun der Geleeënheet profitéieren, fir iwwert d'Staumauer selwer ze schwätzen. Den Term vu Stresstester ass dëser Deeg an aller Mond, zwar an engem anere Kontext, mä ech wollt folgend Gedanke lassginn an och e puer Froen un den zoustännege Minister riichten.

D'Staumauer ass wéi gesot 1959 fäerdeg gebaut ginn an huet also elo knapps iwwer 50 Joer. Wann eppes mat der Staumauer geschitt, sou hu mer nieft der Drénkwaasserversuergung och nach aner Problemer a Suerguen. Ech brauch hei nëmme un de Broch vun der Staumauer vu Fréjus ze erënnere, eng Infrastrukture wéi eis Staumauer. Ee Stresstest fir eis Staumauer wier an ass also indispensable.

Madame Presidentin, an deem Kontext wollt ech den Innenminister froen: Ass schon esou ee Stresstest vun der Staumauer gemaach ginn, a wéi oft gëtt esou eng kritisches Analys vum Barrage gemaach? Gëtt et een nationale Plan d'évacuation fir d'Bevölkerung am Fall vun Broch vun der Staumauer? Wa jo, ass dës Plang bei de responsabele Leit vun de lokalen a regionale Protection-civilen oder Pompjeescorps bekannt an disponibel? Sinn déi verant-

wortlech politesch Acteuren an deene betrafene Gemengen iwwert deen aktuelle Plan d'évacuation informéiert?

Iwwert dës Iwwerleeung si sech schon 1989 Gedanke gemaach ginn, wéi een d'Bevölkerung kéint iwwert de Broch vun der Staumauer informéieren. Deemools ass vum Service national de la Protection civile festgehale ginn, dass een Alarmsystem iwwer Sirenen, am Ganzen 89 Installatiounen, zu engem Käschtepunkt vu ronn 81 Milliounen Lëtzebuurger Frang deemools sollt installéiert ginn. Am Rapport interministériel, dee vun der Regierung ufanks den 90er Joren an Optrag gi ginn ass, gëtt als Konkursioun festgehale, fir e Büro ze beoptragen, een informatieschen Informatiouns- a Warnungssystem auszeschaffen.

Här Minister, wou sinn dës Projete drun? Si se realiséiert, a gegebenfalls, fonctionnéiere se?

An dësem Sënn wëll ech och drop opmierksam maachen, dass verschidde Gemengeréit, sou zum Beispill Ettelbréck an Dikrech, am Hierscht 2000 sech Suergen em dës Problematik gemaach hunn. Dës Suerg ass awer haut nach ëmmer aktuell, sou zum Beispill och an der Optik vun der zukünftiger Urbanisatioun a Planificatioun vun der Nordstad. Ëmmerhi schwätze mer do vu ronn 25.000 Leit - ouni déi Uertschaften ze vergiessen, déi direkt ënnert dem Stau leien! An ech wëll hei emol guer net vun der Héichwaasserproblematik schwätzen a vun deene méigleche Konsequenzen, déi dat géif mat sech droen.

Madame Presidentin, d'Journée de l'Eau vun SEBES vum Mäerz vun dësem Joer huet ganz kloer erwisen, dass d'Waasseropbereedung vun Stau muss ausgebaut an optimiséiert ginn. Verschidden Orateure si schon op d'Moyenne vum Verbrauch agaangen. Ech wäert dat elo net méi maachen. Mä mir gesinn alleguerten, dass de Verbrauch stetig an d'Luucht geet. An et ass souguer eng Projektioun vum SEBES, déi mat enger Spëtz fir d'Joer 2040 vun 219.000 m³ pro Dag rechent.

(**M. Laurent Mosar reprend la présidence.**)

Mir brauchen also fir d'Zukunft compte tenu vum klammende Verbrauch vun Drénkwaasser nei Léisungen. Eis Méiglechkeeten, fir nei Quellen ze erschléissen oder bestehender méi intensiv ze notzen, si limitéiert, a mir musse ganz gutt oppassen, dass mer d'Grondwaasser net iwwerbenotzen, well doduerjer ee Schued géif entstoen, dee laang Joren net kéint ausgeglaach ginn.

Ee wichteg Element sinn dofir d'Campagnen an d'Initiativen, fir Waasser ze spueren. Den Här Gira huet dat schon ugeschwat. A senge Berechnung geet d'Waasserwirtschaftsamt dovun aus, dass een duerschchnittlechen Haushalt zu Lëtzebuerg momentan 180 m³ am Joer verbraucht. Wann een do vun enger Koppel mat zwee Kanner ausgeet, wier dat e Verbrauch vun eppes iwwer 120 Liter Waasser pro Dag a pro Persoun. Do besteet effektiv e gewëssene Spuerpotenzial, zemoos wann een drun denkt, dass dat an duerschchnittleche Wäert ass fir d'Leit alleguer, an do sinn der och, déi iwwert dësem Niveau leien.

Et gëtt awer och nach eng aner Form vu Verschwendung, op déi d'Gemenge méi en direkt Afloss hunn an déi onbedéngt misst verhënnert ginn. Et versickert nach ëmmer vill Drénkwaasser am Buedem, well d'Leitungen al, oder vill Leitungen al an net méi dicht sinn.

Ech ginn dovunner aus, dass mëttlerweil dee gréissten Deel vun de Gemengen, wéi virgeschriwwen, en État des lieux gemaach hunn, wat d'Qualitéit vun hirem Réseau, vun hirer Ofwaasserbehandlung a vun hirer Drénkwaasserqualitéit ubelaangt. Dofir misste si och en Iwwerbléck hunn, wéi vill Waasser duerch schlecht Infrastrukture verluer geet. Et ass net akzeptabel, dass een de Leit seet, si misste Waasser spueren, an d'Gemenge loosser e grouse Pourcentage dovunner am Buedem versickeren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Als Konkursioun kann ee soen, dass mer Potenzial hunn, fir d'Waasser méi effizient ze notzen. Trotzdem wäerte mer an deenen nächste Joren u Grenze stoussen, déi et noutwendeg maachen, dass mer no neie Méiglechkeete sichen, fir zousätzlech Capacités zu gewinnen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an deene leschte Jore goufen an deem Kontext vill Tester an Etüde gemaach an et gouf iwwer en Ausbau vun Stauséi geschwat. De Minister kann eis vläicht herno - an dat ass och schon ugeklongen - soen, wou dës Projete elo genau

dru sinn, ob et méiglech a sénnvoll ass, de Stauséi auszebauen, an ob aner Sitë kéinten interessant Perspektiv bidden.

Här President, d'Valeur vum Waasser geet ëmmer méi erop a wäert an deem Jorhonnert eng entscheidend Roll an eiser Gesellschaft spillen. Dofir brauche mer nëmmen d'Entwécklung bei deene verschidde finanzielle Fongen ze kucken, wou d'Waasser ëmmer méi eng grouss Roll spillt, och am Finanzsektor. Et gëtt schonn dovun geschwat, dass dat sougenannt „blot Gold“ am 21. Jorhonnert a senger Bedeitung dem Pétrol, dem „schwarze Gold“, wäert Konkurrenz maachen.

Wa mer da gesinn, dass och an Europa ëmmer méi Gemengen an och State mat immense finanzielle Problemer belaacht sinn an enner Drock stinn, Basisinfrastrukturen ze privatiséieren, mussen mer eis drop astellen, dass et an Zukunft schwéier Ausenanerzung gëtt ëm d'Waasser, ouni dat kee Mënsch ka liewen. Mir müssen also net nëmme plangen, wéi mer eis Capacitéiten erwidere kënnen, mir müssen och alles drusetzen, dass am allgemengen Interesse de Schutz vum Drénkwaasser a vun eise Quellen iewescht Prioritéit huet.

Déi europäesch Kaderdirektiv iwwert d'Waasser gëtt eis déi néideg Moyenen dofir an d'Hand. A mir mussen just konsequent sinn an ophalen, Kompromësser ze maachen, wann et drëm geet, eng liewensnoutwendeg Ressource ze schützen.

Här President, seriö Fortschreiter mussen mer ganz besonnesch beim Quellschutz maachen. Sou schnell wéi méiglech, an och dat ass schonn ungeklungen, muss déi néideg legal Basis geschafe ginn, fir dës Gebidder verbindlech ze schützen, an et mussen wierksam Sanktiounen virgesi gi fir jiddwereen, deen dat net respektéiert.

Onofhängeg vun de Capacitéiten vum Stauséi wäert et och weiderhin esou bleiwen, dass de gréissten Deel vun eisen Drénkwaasserreserven ënnert dem Buedem läit. Wann ee géif e Camion voll Géif oder en Tank voll Mazout an de Stauséi schëdden oder eidel maachen, géif dat sécher fir grouss Opreegung ënnert der Bevölkerung suergen. Wann awer op engem anere Wee Dag fir Dag eist Grondwaasser verschmottzt gëtt, zum Beispill duerch en diffus Abréng vu Pestiziden oder Dünger, reegt eis dat vill manner op, well et manner visuell ass a well dës Form vu Pollutioun net esou däitlech ass.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Ee konsequente Quellschutz ass ëmmer mat Contraintë verbonden, däärs mussen mer eis bewusst sinn, zum Beispill fir d'Gemengen a Particulieren, déi wëlle bauen, fir d'Industrie, déi trotz technologesche Fortschreiter zum Deel erhiefleche Emissiounen huet, an net zulescht fir d'Landwirtschaft, déi et an engem staark urbaniséierte Raum hei zu Lëtzebuerg souwisou scho schwéier huet an dach awer en negativen Impakt op d'Waasserqualitéit huet.

Wa mer eis eens sinn, wéi wichteg propper Gewässer an eist Grondwaasser fir eist Iwwerliewe sinn, mussen mer akzeptéieren, dass de Quellschutz iewescht Prioritéit kritt virun allen aneren Interessien, egal wéi berechregt se sinn. De Stat an d'Gemenge sinn déi Éischt, déi dës Prioritéit an Zukunft bei all hire Projete mussen Rechnung droen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Claude Haagen. Als lescht Riednerin ass d'Madame Martine Mergen agedroen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Merci, Här President. Ech hunn iwwerleucht, ob ech nach soll untrieden. Ech mengen awer, dass ee klengen Aspekt trotz deene ville Riedner, déi, muss ech soen, op ënnerschiddlech interessant Aspekter vun der Waasserversuergung agaange sinn, feelt. A mengem Kolleeg Ali Kaes senger Ried feelt mer nach ee ganz klengen..., ech wëll eng ganz kleng Lanz brieche awer och nach fir de Stauséi.

Mir wëllen nämlech net ofschléissen, ouni iwwert den dramateschen... - vu dass et eng zimlech urgent Fro ass, an et ass och vläicht en Zoufall, dass déi Fro elo grad drukomm ass -, contrairement zum Här Gira sinn ech méi oft do, an et ass wierklech dramatesch, wann een dat kuckt, d'Schwëmmer, d'Fëscher, d'Paddler, d'Leit an der Géigend an d'Segler, wat fir en niddregen, dramatesch niddrege Waasserstand dëst Joer do ass. Den Normalstand vum Waasser ass 320 m iwwert dem Mieresspiegel. E steet haut op 314 m. Dat ass méi déif wéi den Niveau, wou en am Wanter oflafe gelooss gëtt, fir fir d'Fréijoer eng Reserv ze loosse fir d'Cruëën an d'Schnéischmëlz.

Et sinn domadder eng Rei Gefore verbonden, dass mat deem niddregen Niveau Sauerstoff op Plaze kënn, wou en net higehéiert - ech mengen, den Här Gira huet dat schonn ugeschwat -, an dass mer, wa verschidde Verdauungskreeser vun anaerob op aerob viréieren, dësen Hierscht eng Algeplo kréien, wéi mer nach ni eng haten.

Mir wëssen, dass et üblech ass, ech hunn et scho gesot: De Stauséi gëtt am Wanter auslafe gelooss op en Niveau vun 316 m iwwert dem Mieresspiegel. An dëst Joer ass einfach am Fréijoer kee Waasser nokomm. An ech mengen, et brauch een net ze waarden, dass nach e Summer kënn wéi 2003, fir ze soen, dass d'Saison douewe gelaf ass an dass net ze erwaarden ass viru September, dass en normalen oder en eenegermoossen normalen Niveau, wou een och erëm kéint Aktivitéite maachen, an de Stauséi kënn.

Ech mengen, d'Wichtigkeet vum Stauséi als Acteur am Tourismus, souwuel fir déi auslännesch wéi fir d'Noerhuelung, als Noerhuelungsgebitt, brauch een net méi nozeweisen.

Et ass scho gesot ginn, dass am Kader vun der Liberaliséierung vum Stroummarché, d'Exploitation vun den hydroelektrischen Anlage privatiséiert gouf. Dat ass am Joer 2003 geschitt fir de Barrage vun Esch-Sauer. D'SOLER fonctionnéiert op Basis vun enger Konvention an ass de fait responsable - an eigentlech si eleng - souwuel fir de Barrage, mä domadder och indirekt fir d'Festsetze vum Füllzoustand vum Séi. Et gëtt eng minimal Quot vun engem m³ an der Sekonn an d'Sauer lafe gelooss, fir dass do kann en Équilibre mat engem normalen Zoufloss gehale ginn.

Et ass scho vill vun dem SEBES geschwat ginn. De SEBES ass ee vun deenen anere wichtige Acteuren. An zitt sengersäits - op Basis vu senger Statuten, dat ass och scho gesot ginn - all Dag 60.000 bis 70.000 m³ Waasser haut aus dem Stau. Dat entsprécht engem Niveausënnerschied vun zwee, ongeféier, net grad dräi Zentimeter pro Dag. Also, wann d'Entwécklung esou weidergeet an den Niveau vum Stau ass ëmmer nach weider amgaang ze falen, dann ass d'Qualitéit vum Drénkwaasser akut a Gefor, an d'Versuergung ganz allgemeng mëttelfristeg.

Ech mengen, mir müssen ons och d'Fro stellen an där akuter Situatioun: Wou sinn hei d'Prioritéiten? Ob et net eng onglécklech Situatioun ass, dass et d'SOLER ass, also e private Betrib, deen d'Décisionen hëlt, ouni dass op där anerer Säit de SEBES en Afloss drop huet, deen awer d'Verantwortung dréit fir e groussen Deel vun der Drénkwaasserversuergung an onsem Land?

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Mergen. Elo kritt d'Wuert den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et war eng interessant Diskussioun hei de Mëtteg an der Chamber. Eng Diskussioun, déi och noutwendeg ass. An d'Initiativ vum Camille Gira, fir iwwer eng Interpellatioun en Débat national, en objektiven Débat national ze lancéieren, ech fannen, dat ass eng gutt Iddi.

Mä et muss ee wëssen, wann een esou en Débat féiert, wéi hei d'Kaarte verdeelt sinn. Kloer ass et nach ëmmer, dass, wat d'Waasserberäicher ugeet, do d'Gemengen am Fong geholl nach ëmmer d'Autonomie communale hunn, an dass villes, wat mer maachen a soen, dass een dat muss mat deem Brëll kucken. Gradesou kloer ass et, dass mir als Regierung, och als Ministère respektiv als Verwaltung, natierlech eng Strategie müssen hu fir d'Drénkwaasserversuergung, an dass ech natierlech och dorop wäert goen a mengen Ausféierungen heideren.

Kloer ass et och, dass mer Iwwerleungen hunn, wat d'Veergrößerung vun de SEBES-Installatiounen ugeet; an och deen drëtten Punkt, deen Der ugeschwat hutt. Also, wéi gesot, ech hunn lech elo just ee Blat ausgedeele, do gesitt Der drop d'Eckdate vun der Drénkwaasserversuergung hei zu Lëtzebuerg. Et ass wichteg, dass een déi kennt, fir kënnen déi Diskussioun ze féieren a fir ze gesinn, wéi den Handlungsbedarf ass.

Dir gesitt also, dass mer Capacitéiten hei am Land hu vu 70.000 m³ den Dag am Grondwaasser. An datselwech hu mer dann och am Stauséi, dat heescht am Iwwerflächewaasser. Mir hunn also eng Capacitéit vun 140.000 m³ pro Dag.

Mir hunn awer och, an dat ass och wichteg ze wëssen, eng Solution de secours. Dat ass, wa mer méi brauchen, déi Deeg, wou mer méi brauchen, dat gesitt Der och op deem Tableau, wou dann zum Beispill steet, elo am Joer 2011 bräichte mer 160.000 m³. Nun, déi hu mer och. Dat si 40.000 m³ pro Dag, déi mer kënnen zéien. Mä déi kënnen net permanent gezu ginn. Wann déi géife permanent gezu ginn, dat wier schlecht fir d'Ökologie am Buedem an och dobaussen. Et ass also eng Solution d'appoint.

Kloer ass et, wa mer déi Capacitéiten hunn, dass déi och net ëmmer do sinn. Wann zum Beispill Wartunge si bei dem SEBES, da kann net esou vill Waasser produziéiert ginn. Oder wann, wéi et elo ass, zum Beispill d'Grondwaasserniveaun amgaang sinn erfrozegeen - dat ass elo de Fall -, dann ass natierlech och manner Waasser do. An am Joer 2005 an 2006 zum Beispill, do waren d'Grondwaasserniveaue méi déif wéi déi Joren duerno, wou nees Reen nokomm ass. Mir hoffen, dass et am Wanter vill reent, an da kréie mer nees eng Kéier do méi héich Tauxen.

D'Consumatioun vum Drénkwaasser vun haut a muer hu mir gekuckt. Mir hunn do eng Evaluatioun gemaach. Eng Etüd ass gemaach gi vun engem Büro, an déi Etüd baséiert sech op dem Awunner- an dem Pendlerzeenario vum IVL, op PAG-Reserven an op de Pacte Logement, fir dann ze kucken, wéi d'Populatioun an deenen nächste Jore wiisst a wéi dann eben am Fong geholl d'Consumatioun vum Drénkwaasser sech wäert maachen en fonction vum Wuesstum, fir lech dat ze soen. A mir hu festgestallt, dass... mir ginn dovunner aus, dass bis 2024 10% manner Drénkwaasser wäert benotzt ginn, a bis 2040 15%.

Deen Datum vun 2024 hu mer extra gewielt - an domat hunn ech schonn eng éischt Fro beäntwert -, well mer da wëllen de Stauséi... dee muss dann eidel gemaach ginn. Dat heescht, de Stauséi steet jo ënnert der Obhut vum Ministère du Développement durable et des Infrastructures, an déi hunn eng kloer Strategie fir de Stauséi, fir déi Mauer ze géieren. Dee muss dann auslafe gelooss ginn an da gëtt déi Mauer gefléckt, déi gëtt an d'Rei bruecht.

Domadder kann ech dann deelweis op dem Här Haagen seng éischt Fro äntwerten. Dat heescht, d'Mauer gëtt ëmmer, permanent iwwerwaacht. Déi Mauer ass an engem gudden Zoustand. Souwisou, wann d'Mauer géif brieche, dat géif net an engem Coup geschéien. Duerfir ass et och, wann eng Evakuatioun do géif gemaach ginn, do hätt een eng Virzäit, fir dat alles ze preparéieren.

Et gëtt kee Plan d'évacuation. Et ass jo dat, wat Der elo grad gefrot hutt. Dat gëtt et net. Mä et gëtt awer ganz kloer eng Strategie, wat muss geschéien a wéi déi Mauer soll da gewartet gi respektiv wéi op déi Mauer opgepasst gëtt. Do, mengen ech, kéint ee roueg am Bett schlafen, an do wier keng Gefor, déi elo do am Raum géif stoen. Dat ass d'Vue allzäit vun deene Responsabele vun Ministère, deen net a menger Kompetenz ass. Mä dat ass eng Situatioun, déi een awer kéint - a mengen Aen - esou unhuele wéi se elo ass.

Ech hunn lech gesot, also mir hunn 140.000 m³ Capacitéit. An haut schonn, mat där Capacitéit, déi mer hunn - dat gesitt Der op deem Tableau, deen ech lech ausgedeele hunn -, mussen mer heiansdo an d'Solution de secours goen. Do mussen mer 20.000 m³ pro Dag, wann et wierklech immens waarm ass, wann et iwwer 26, 27 Grad ass am Summer, mussen mer dat Waasser da siche goen.

D'Ausrechnungen, déi mer gemaach hunn, sinn déi, dass, wahrscheinlech am Joer 2018, mer op déi Solution de rechange oder déi Solution de secours mussen mer total, géif ech soen, drop zréckgräifen. An dat geet net. Duerfir, an dat ass deen éischte Constat, muss de SEBES ausbauen. Dat muss kommen, an zwar, wa méiglech, virum 2018. Dat ass jo och eng Fro, déi hei opgeworf ginn ass. Dat ass en Datum, op dee mer eis müssen ausrichten.

D'SEBES-Anlag huet och elo 40 Joer. Dat wëssen déi Leit, déi heibanne sinn. Déi ass an de 60er Jore gebaut ginn an déi muss nees deem technesche Stand vun haut ugepasst ginn. Duerfir ass et och wichteg, dass hei Diskussiounen an Iwwerleunge stattfannen. Déi hunn och stattfonnt téschent der Verwaltung an dem SEBES. Kloer ass et, dass déi nei Anlage sech wäerten op Membrantechnologie baséieren, well dat ass hautdésdags dat, wat een „state of the art“ nennt. Dat heescht, eppes aneres kënnen mer do net maachen.

Gradesou kloer ass et, dass, wann de SEBES ausbaut, se am Fong geholl esou ausbauen, dass déi 70.000 m³ pro Dag, déi se haut produziéieren, dass se duerno nach 40.000 m³ méi kënnen produziéieren. Dat heescht, deen Ausbau op 110.000 m³ pro Dag, dat wäert Realitéit ginn. Méi ass och net dran, mat deem System, dee mer elo hunn. Well et esou ass, dass ee

muss, wann een d'Waasser aus engem Floss oder engem Séi hëlt, sech um Niddregwaasser-offloss orientéieren, an deen ass bei der Sauer 2 m³ pro Sekonn. A wann een déi doten zitt, déi 110.000 m³ zitt, da bleiwen nach manner wéi 1 m³, dat ass manner wéi 50%. Also kann een net méi eraushuele wéi dat, wat elo do erausgeholl gëtt. Dat ass och eng Donne, un déi muss ee sech halen. An déi ass och gutt esou.

Gradesou gutt ass d'Décisioun, fir den Neibau vun dem SEBES zu Eschduerf nieft dem Behälter ze maachen, fir esou d'Produktioun net ze steieren an do keng onméiglech Situatiounen ze kréien. Ech mengen, dat ass och eng gutt Saach. A gradesou gutt ass et, dass d'Aus-schreiwungsprozeduren an d'Autorisationsprozedure schonn amgaang sinn am Moment, wat de SEBES ugeet, an dass, wann deen aktuellen Timing kéint agehale ginn, wat ech hoffen, dann hätte mer schonn 2016 am Fong geholl eng nei Fabrëck dosten, wann ech dat dierf esou soen. Dat ass also eng gutt Saach, dass mer do esou konsequent viruginn.

Dann ass eng Fro ugeschwat ginn, en zweet Standbeen huet de Gira et genannt, den Här Gira et genannt,...

(Hilarité)

...oder en hat och nach eng zentral Léisung gesot - entschëllegt fir dee kleng Verspreecher! -, eng zentral Léisung oder en zweet Standbeen eben hei am Land.

Do gëtt et véier Méiglechkeeten, esou eng Ersatzléisung fir de Waasserbedarf hei zu Lëtzebuerg opzerrichten. Déi muss am Fong geholl fonctionnéieren, wa mer de Séi vidangéieren. Dat ass am Joer 2024, fir déi Reparaturarbeiten un der Staumauer ze maachen. Dat muss awer och geschéien, wann zum Beispill géif en Accident am Stauséi geschéien, wou géif ee groussen Deel vum Séi verschmottzt ginn, muss een also en zweet Standbeen hunn. Do gëtt et also véier Méiglechkeeten, déi ech lech kuerz wollt hei opweisen.

Éischtens, d'Uferfiltratioun. Dat ass eng Méiglechkeet, déi een hei zu Lëtzebuerg sollt an d'A faassen. Do sinn och verschidde Plaze schonn am Land analyséiert ginn, wou esou eng Uferfiltratioun kéint gemaach ginn. Eng Donne ass do ganz kloer: Wa mer wëlle laangfristeg eis of-séchere mat deem zweete Standbeen, da müssen op d'mannst 70.000 m³ den Dag kënnen produziéiert ginn. Dat zielt also nëmme fir grouss Flëss. An da muss och natierlech Niddregwaasser genuch do sinn, wann d'Sonn schéngt.

Duerfir komme verschidde Flëss net a Fro. D'Our, d'Énnersauer an d'Uelzecht, déi sinn no enger detaillierter Studie écartéiert ginn. Et bleift just nach d'Musel, fir am Fong geholl eng Uferfiltratioun hei zu Lëtzebuerg ze maachen, fir deene Konditiounen, déi mer brauchen, kënnen gerecht ze ginn.

Wa mer esou eng Uferfiltratioun géife maachen, da misst déi an den Haff Réimech kommen op Réimerschen, well do am Museldall ass am meeschte Grondwaasser verfügbar. Hei kéint am Fong geholl d'Muselwaasser zesumme mam Grondwaasser, wat och nëmmen do existéiert, aus dem Muschelkallék an enger performanter Anlag mat modernster Technik zu Drénkwaasser opbereet ginn. Dat ass eng duebel Geschicht an dat ass ganz interessant.

Déi zweet Anlag op der Musel hätt ee grouse geostrategesche Virdeel, well duoderch géife mer eng Komplementaritéit kréien, éischtens zur SEBES-Anlag, wat jo och heibanne gefuerdert ginn ass, dat heescht, net alles op eng national Léisung ze setzen, an zweetens kéint och domat am Fong geholl déi prekär Situatioun vun deenen zwee Drénkwaassersyndikater am Südoste vum Land - an déi ass prekär, dat soen ech lech - duerch déi Ubannung mat där neier Anlag behewe ginn. Dat wär eng gutt Saach.

Doriwwer eraus, dat hu mer och nogekuckt, well et ass eng Etüd gemaach ginn iwwert d'Héichte vun den Terrainen an och iwwert d'Capacitéiten, kéint een dat Waasser vun där Uferfiltratioun och an d'Netz vum SEBES alafe loossen. Esou dass, wann eng Katastroph wär, kéint een och vun do aus fir d'ganz Land während e puer Deeg nach Waasser produziéieren a versuergen. Dat ass also eng gutt Saach, wa mer dat dote kéinte réaliséieren. An et ass och eng Solutioun, déi mer wierklech escht an d'A gefaast hunn.

En plus, well jo d'Musel ee grouss Anzugsgebitt huet an dernieft nach Schleisen huet, wou d'Waasser gestaut gëtt, ass se weineg empfindlech op déi meteorologeschen an déi klimatesch Schwankungen, esou dass mer eng grouss Versuergungssécherheet mat deem Modell kréien. An eise Berechnungen no geet déi och iwwert den Zäithorizont vun 2040 eraus. Dat heescht, dat do wier also wierklech eng gutt Solutioun, déi ee kéint maachen.



Doriwwer eraus nach ee wichtige Punkt, e Plus vun där Léisung: Dat Waasser, wat am Haff Réimech aus der Musel géif erausgeholl ginn, dat gëtt nees dem Ökosystem Musel spéitstens zu Waasserbëlleg zougefëiert, an zwar duerch déi urban Entwässerungssystemer. Esou dass den ökologeschen Impakt och wierklech minimal hei wär. Dat Waasser geet ënnen eraus an uewen nees eran. Dat wär also eng gutt Saach.

(Interruption et hilarité)

Déi meescht Lëtzebuurger mengen, d'Ennermusel, dat wär zu Schengen, mä dat ass awer zu Waasserbëlleg, an d'Uewermusel, dat ass zu Schengen. Duerfir si verschidde Leit, déi wësen och net, wou ënnen an uewen ass. Mä ech weess et awer an ech hunn lech dat jo elo gesot.

(Interruptions et hilarité)

Ech gleewen lech dat.

Nun, wéi gesot, den ökologeschen Impakt, dee wär minim. Dann, wat wichtig ass, déi ganz Technik géif och gemaach ginn...

(Hilarité)

...mat Membranen, well et wichtig ass, dass all Parametere vun der Drénkwaasserrichtlinn agehal ginn. Och déi Micropolluanten, wat eng Geschicht ass, wou mer an deenen nächste Joren nach méi wéi eng Kéier wäerten driwwer schwätzen.

De Käschtepunkt vun esou enger Léisung ass opgeworf ginn, d'Fro. Ech mengen, den Här Etgen hat déi opgeworf. 100 Milliounen ongeféier. Mä et ass awer wierklech eng grouss Onsécherheet derbäi. Dat kënnen der gradesou gutt 150 vläicht ginn, mä et si keng zéng an och keng Milliard. Mä 100 Milliounen an nach méi ass dat, wat déi Léisung géif kaschten.

Eng zweet Méiglechkeet, dat ass de Bau vun engem neie Stauséi, déi och haut opgefouert ginn ass, duerch d'Opstae vun engem oder zwee Säitenärm vum Uewersauerstauséi. Well dat Waasser, wat do gestaut gëtt, eng ähnlech Kompositioun hätt wéi d'Waasser am Uewerstauséi, kéint d'Opbereedung zesumme mam Stauwaasser vum Stauséi gemaach ginn an där neier Anlag, wou de SEBES elo baut. Dat ass eng gutt Saach. A mer bräichten och kee weideren Apport vum Grondwaasser, a mer bräichte keng nei Schutzzon, well alles de Moment... Déi Schutzzon, déi mer elo hunn, dat Anzugsgebitt, dat läit heidran. Dat sinn d'Avantagen.

D'Nodeeler sinn déi, well hei d'Dierbech an d'Néngser Baach geholl ginn. Dat si kleng Anzugsgebitt. Well et kleng Anzugsgebitt sinn, si se méi empfindlech op meteorologesch a klimatesch Schwankungen. An déi Quantitéiten, déi wäeren an engem Noutfall sécherlech vläicht net ausräichend. Duerfir, dat ass den Nodeel vun där Solutioun.

An deen zweeten Nodeel, deen ass och schonn de Mëtze gesot ginn, wär deen, dass 30 Hektar vum „Natura-2000“-Gebitt iwwerschwemmt géife ginn.

Déi Solutioun do, déi hätt och e Käschtepunkt, eng Gréissenerdnung vun 100 Milliounen, och indikativ mat groussen Onsécherheeten, ob et der wierklech 100 sinn. Mä en ähnleche Präis wéi déi éischt Solutioun.

Eng drëtt Léisung, déi mer hei zu Lëtzebuerg kéinten an d'A faassen, dat wär e sougenannten Assemblage vu regionale Grondwaasserléisungen. Dat heescht, mir hunn eng Rei Grondwaasserressourcen am Land, déi net genotzt sinn. Si sinn entweder net gefaast oder si sinn ausser Betrib. Dat sinn ongeféier - an dat ass vill - 14.000 m³ den Dag. An esou kéinten 8.000 m³ den Dag... An et si schonn an de leschte Joren - dat ass virdru vum Här Gira gesot ginn - 8.000 m³ vum Réseau geholl ginn, well se qualitativ net méi gutt waren. Dat heescht, et ware Problemer mat Nitraten a Pestiziden.

An esou kéint een... À moyen terme kann een... An dorop halen ech, dass à moyen terme déi Ressourcen nees duerch een adequate Schutz qualitativ esou wäit verbessert ginn, dass ee se erëm kann als Drénkwaasser notzen. Dat geschitt eben duerch d'Ausweisung vun Drénkwaasserschutzzonen, déi mer amgaange sinn ze maachen. Ech mengen, dat ass immens wichtig. An déi Techniken, déi kënnen u sech ganz einfach ginn, déi kënnen och méi komplizéiert ginn. Dat hänkt vun all Fall of.

Wichtig ass, dass, wa mer esou eng Solutioun géifen an d'A faassen, déi etapweise ka gemaach ginn. Dat ass flott. Et muss een net alles beienee maachen. Et huet een eng gewësse Flexibilitéit. Et kann een dat „step by step“ maachen. An et kann een dat dann der Demographie upassen, den ekonomeschen Entwécklung vum Land, an och dem Klimawandel, deen och considéiert muss ginn.

Déi dezentral Léisung, déi erlaabt natierlech e verhältnisméisseg niddrege Käschten- an och

en niddrege Ëmweltimpakt, wat och gutt ass. Et géif eng grouss Akzeptanz kréien an eng grouss Identifikatioun bei de lokale Bevëlkerung mat hire Ressourcen. Dat ass also eng interessant Léisung.

Ech mengen, dass och déi Léisung do warscheinlech deelweis mat agefouert wäert ginn an eng aner Léisung. Ech gesinn also éischer e Package an deenen nächste Joren, fir eben déi ganz Problematik vum Drénkwaasser hei zu Lëtzebuerg ze garantéieren.

Natierlech, well se dezentral ass, ass et eng komplex Gestioung sécherlech. An d'Versuerungsleitungen, déi kommen och deelweis aus dem Ausland, well och hei zum Beispill d'Vallée de la Fensch oder an der Belsch hu mer do och Méiglechkeeten... Déi géifen aus dem Ausland erakommen, dann hätte mer leider keng Kontroll iwwert de Schutz vun de Ressourcen. Dat ass en negative Punkt, mä ech mengen awer, dass dat eng gutt Léisung wär.

An eng lescht Léisung, dat ass d'Ubannung un en auslännesche Stauséi. Do gëtt et d'Talsperre zu Nonnweiler am Saarland. Déi kéint vun hirer Gréisst a vun hirem Volumen no eng Ersatzléisung sinn. Déi Léisung do ass awer esou, dass do nëmmen e Waasserréckhalt ass, do ass keng Virrichtung, fir Drénkwaasser opzebereeden. Duerfir misste mer déi dann hei zu Lëtzebuerg bauen, wa mer esou eng Léisung géifen an d'A faassen.

A mir hätten och nëmmen e bedéngten Afloss op de Schutz, well dee jo aus dem Ausland, aus Däitschland, aus dem Saarland géif komme bis op Lëtzebuerg. Dat si 70 Kilometer Loftlinn. Wann een dat da rechent mat den Héichten, misste praktesch 90 Kilometer Leitungen do geluecht ginn. Wat awer en exorbitante Käschtepunkt wäert mat sech bréngen, well ee Meter Leitung kascht tëschent 5.000 a 6.000 Euro. Bei 90 Kilometer, da wäere mer praktesch eng hallef Milliard - eng hallef Milliard! - Euro lass, nëmme fir Leitungen ze leeën.

Duerfir mengen ech, déi Léisung ass gutt, et soll ee se als Option am Kapp behalen, mä ech mengen, se kënn nëmmen a Fro, wann déi aner Léisungen net géife goen. An duerfir sollt een déi am Hannerkapp hunn, mä ech mengen awer, et sollt een net onbedéngt op déi als éischt d'Prioritéit bréngen.

Nun, en drëtten Punkt wollt ech nach uschwätzen. Deen hat Dir och, Här Gira, ugeschwat. Dat ass de Schutz vun eisem Grondwaasser. Do wësst Der - an et ass och wichtig, dat emol eng Kéier hei ze soen -, 80% vun de Quellefaassung fir Drénkwaasserzwecker hei zu Lëtzebuerg hunn eng Liewensdauer, déi méi héich ass wéi 60 Joer. Dat ass schlecht an dat muss änneren.

Do muss mer kucken, dass mer am Fong geholl déi Faassungen esou séier wéi méiglech ersetzen. Et gëtt och - an dat ass gesot ginn - keng gesetzlech ausgewise Schutzzonen, ausser beim Stauséi. Dat ass richtig. Mä den Artikel 44 vun eisem Waassergesetz, dee gesäit vir, dass d'Schutzzone muss bis Enn Dezember 2015 - Här Gira, dat ass Är Fro: „Wéini kommen déi Reglementer?“ - duerch e Reglement grand-ducal festgehale ginn.

Wéi maache mer dat elo? Nun, all Grondwaasserschutzzon, do gëtt fir d'Éischt eng Zon festgeluecht. A vun där Zon gëtt dann eng geologesch Studie gemaach duerch en agréierte Büro. Dës Studie gëtt dann zu 50% aus dem Fonds pour la gestion de l'eau financéiert. An do mussen eenheetlech Kritären ugewannt ginn. Egal wou een am Land wunnt, muss et d'selwecht gemaach ginn.

Da gëtt festgeluecht, wéi eng Moosname muss geholl ginn, wéi grouss déi Schutzzone sinn, wéi d'Waasserqualitéit soll sinn an esou weider. Duerfir gëtt eng Procédure publique gemaach. Do kann ee Recourse maachen, an da gëtt zum Schluss e Reglement grand-ducal geholl.

Mir si wierklech intensiv amgaangen drun ze schaffen. Et gëtt och en internen Aarbechtsgrupp mat der Waasserwirtschaftsverwaltung, mat der ASTA, mam Landwirtschaftsministère. De Bilan ass folgenden: Bis Juni 2011 hu mer knapp 40%, an zwar 41 Dossiere vun de Syndikater an de Gemengen, déi Drénkwaasser produzéieren. Am Ganze gëtt et 110 Schutzzonen hei am Land. Déi ginn herno a 84 Reglements grand-ducaux zesummegefaast. Also, 40% vun de Syndikater an de Gemengen hunn ugefaangen, déi geologesch Schutzzonen ze maachen. Duerfir, wa se eréischt geholl sinn, kënnen mer och eréischt e Reglement grand-ducal huelen.

Ech soen, déi grouss Syndikater SEBES, SES, D.E.A. an de SIDERE an d'Stad Lëtzebuerg si mat am Boot. Dat Ganzt kascht 1,2 Milliounen Euro u Studien, wat do investéiert gëtt. Dee ganzen Invest sinn 2,4 Milliounen. Mir leeë 50% bäi. An déi véier éischt geologesch Studie sinn ofgeschloss. Véier Stéck vun - wéi ech elo

grad gesot hunn - 84 oder vun 110, wéi een et wëllt. Dat heescht, et ass um Rullen.

Et sinn dräi Pilotstudien. Enn dëst Joer ginn déi dem Public presentéiert. Da gi mer bei d'Leit a mer presentéieren dat. A mir sinn och amgaange mat der Waasserwirtschaftsverwaltung bis Enn des Joers eng Informationsbrochure iwwer Schutzzonen ze maachen. Déi kënn et eraus. Also wëlle mer och communiquéieren. Déi ganz Kommunikatioun mécht den Innenminister net eleng, e mécht déi zesumme mam Minister Schneider vun der Agriculture, well si och betraff sinn. A sécherlech muss mer eis och Moosname ginn, fir dat Ganzt um Terrain ze kontrolléieren. An domat wäerte mer och kommen.

Wat awer wichtig ass bei enger moderner Waasserpolitik, dat ass och en nohaltegen Drénkwaassermanagement. Do wollt ech och eng Kéier hei de Point maachen, fir lech ze soen, wou mer dru sinn. Mir hu 94 Gemengen, déi an engem Drénkwaassersyndikat sinn. 79 Gemenge si reng vun engem Syndikat ofhängeg. 15 Gemengen hunn nach zousätzlech zum Syndikat eege Ressourcen. An 22 Gemenge sinn autonom hei am Land.

Ech wëllt et kloer an däitlech soen: Ech wär frou, wann déi 22 autonom Gemenge weider autonom bléifen, awer esou, dass se sech en zweet Standbeen ginn. An ech géif se encouragéieren, entweder sech dem Syvicol unzeschleissen oder awer mat enger Nopeschgemeng, zum Beispill wéi Bech a Consdref dat gemaach hunn. Dat ass e richtige Wee.

Wat elo en anere Punkt ugeet, dee wichtig ass, dat ass den techneschen Dossier Nummer eent, den Inventaire an d'Infrastrukturen am Drénkwaasser. Dee sollt gemaach ginn. An déi Gemengen, déi dat gemaach hunn, déi hunn een „Drëpsi“ kritt, dee sougenannten Drëpsi.

109 Gemengen hunn esou een Dossier technique eent gemaach. Fënnf Gemengen hunn ugefaangen: Ell, lersmdref, Fluessweller, Miedernach a Reisdurf. Mä zwou Gemengen hunn nach bis elo näischt gemaach an deem Beräich, obscho mer sechs Joer iwwert d'Deadline vum Drénkwaasserreglement sinn, wat ech wierklech bedauern a wou ech awer wierklech mengen, dass déi Responsabel vun de Gemengen Eeschweller a Walbriedemes déi Saach awer elo sollten ugoen, soss muss mer aner Moosnamen huelen. Well dat do geet jo net, dass een am Fong geholl sechs Joer, nodeem eng Dispositioun obligatoresch ass, nach net do ass.

Et gëtt elo en Dossier technique Nummer zwee ausgeschafft op Basis vun der Analyse des risques. Do si scho sechs Gemengen, déi dermat fäerdeg sinn. Et ginn nei Kritären ausgeschafft, fir am Fong geholl am Drénkwaasserberäich och déi richtig Kontrollen ze maachen. An da gëtt deen zukünftigen Drëpsi agefouert. Ech wäert bis Enn des Joers och do de Gemenge soen, wat se nach muss maachen, fir deen zukünftigen Drëpsi ze behale respektiv ze kréien. Mir hunn also och do eng kloer Strategie.

An ech wëll nach eppes soen: D'Käschten, fir verschmottz Quelle fit ze maachen, déi sinn héich. Do huele mer d'Beispill, wat den Här Gira virdru ugefouert huet. Eng Gemeng am Osten hat Problemer. Do ass eng Anlag opgebaut ginn, fir d'Pestiziden ze filtréieren. Dat kascht 500.000 Euro - 500.000 Euro! - ouni Betriebskäschten. Dat ginn 0,3 bis 0,4 Euro pro Metercube. Dat ass keng Léisung. Duerfir muss ee preventive Schutz maachen. Dat ass dat, wat zielt.

An d'Qualitéit vun de Quellen - ech hat se kuerz ugeschwat; Dir hutt se och schonn de Mëtze ugeschwat -: 12% hunn iwwer 50 Milligramm pro Liter an Nitraten. 30% hu méi wéi 37,5 Milligramm pro Liter Nitraten. Do muss Moosnamen ergraff ginn. 30% haten 2008 bis 2010 mindestens eemol méi wéi 100 Nanogramm pro Liter Pestizid; wat also net gutt ass. An 10% vun de Quellen, Pëtzbueren a Buerungen haten 2010 mindestens eemol méi wéi 500 Nanogramm pro Liter als Zomm vu Pestiziden; also och eng Iwwerschreidung vum Grenzwäert. Hei muss mer kloer eng Strategie maachen, dass déi Wäerter do besser ginn.

Nach e lescht Wuert iwwert d'Ressource Grondwaasser. Dir wësst, an de leschten Deeg huet et net vill gereent. Et ass jo och ugeschwat ginn hei mam Stau, dass deen esou déif ass wéi en elo nach ni war. An natierlech huet dat och Afloss op eis Waasserreserven, well 60% vum Drénkwaasser zu Lëtzebuerg ginn aus dem Grondwaasser gewonnen. D'Quelle reagéieren natierlech verschidden en fonction vun der Geologie, well heiansdo dauert et sechs Méint, heiansdo dauert et ee Joer, bis eben deen Effekt vum Netteene kënn.

Mir sinn nach net an enger Situatioun vun engem Enkpass vun de Ressourcen ukomm. Wat elo zielt, ass deen nächste Wanter. Wann

deen dréche gëtt, da kréie mer Problemer, well do muss sech am Fong geholl d'Waasser rechargéieren. An do muss mer am Fong geholl hoffen, dass dat sech elo an deenen nächste Méint regelt.

Mir hunn de Moment nach genuch Volumen zur Verfügung. Wat ka sinn - et ass och haut ugeschwat ginn -, dat ass, dass vläicht am Hierscht de Séi dréint. Dat mag sech maachen, dat ka sinn. Gutt, d'Ursache sinn d'Algen. Da muss natierlech eng Reduktioun vun der Opbereedung gemaach ginn. Do muss mer no Léisunge sichen. An et kann och sinn - dat wëll ech och kloer an däitlech soen -, dass hei eng Phase orange kënn, wann de Summer weider dréche bleibt a wann et iwwer 25 Grad gëtt mat e puer Wochen. Dat kann also op eis zoukommen.

Wat ech awer wëll soen, ass, wann Der lech wëllt informéieren iwwert déi ganz Waasserproblematik, gitt op de Site www.waasser.lu. Do fannt Der Recommandatiounen, wéi ee spuersam mam Waasser kann ëmgoen.

Dat gesot, hätt ech am Fong geholl dee Message un lech bruecht, dass et wichtig ass, dass mer an deenen nächste Joren deen Débat, dee mer haut ugefaangen hunn, weiderfieren, dass mer kloer eng Linn kréien, déi weist, dass Lëtzebuerg sech virbereet op eng Waasserpolitik am 21. Jorhonnert. Ech si frou, dass deen Débat hei esou positiv war.

Ech wëll net méi weider op déi eenzel Detailer agoen. Déi kënnen mer an deenen nächste Wochen a Méint diskutéieren. Do si genuch Diskussionsselementer do. Ech si gär d'accord eng Kéier an d'Chamberskommissioun ze kommen. An ech sinn och d'accord... Den Här Gira huet eng Motioun mat dräi Punkten eragreecht, déi a mengen Aen awer - dat wëll ech kloer soen - superfétatoire ass, well wann ech déi Punkten huelen:

- «rassembler les acteurs communaux et nationaux autour d'une table», dat wëll ech maachen. An zwar eng Aart Grenelle, wéi se a Frankräich war. Do sinn ech d'accord, dat sollte mer maachen;

- «élaborer une stratégie», déi hu mer;

- «élaborer dans les meilleurs délais les règlements grand-ducaux», maache mer;

- an «inciter et à coordonner l'organisation de campagnes de sensibilisation», dat si mer amgaangen och ze maachen, an dat maache mer och zesummen.

► **Plusieurs voix.** - Huel se un!

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.** - Duerfir mengen ech, well se superfétatoire ass, wier se hifälleg. Ech engagéiere mech hei...

(Interruptions)

► **M. le Président.** - Ech bidden lech,...

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.** - Ech probéieren dat awer.

► **M. le Président.** - ...den Här Innenminister zum Schluss kommen ze loosse!

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.** - Ech proposéieren lech, dass mer e Grenelle aruffen an dass mer dann do déi ganz Problematiken diskutéieren. Duerfir brauch Der a mengen Aen déi Motioun hei net ze stëmmen.

Merci.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Wat soll op deem Grenelle erauskommen?

► **M. le Président.** - Merci dem Här Innenminister. Domadder wiere mer um Enn vun dëser Diskussioun.

Motion 1

Mir hunn elo nach eng Motioun, iwwert déi ofzestëmmen ass, déi vum Här Camille Gira erabruucht ginn ass. Wëllt nach een dozou Stellung huelen?

(Négation)

Wann dat net de Fall ass, ginn ech dervun aus, datt de Vote électronique verlaangt ass, fir doriwwer ofzestëmmen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 1 ass verworf mat 38 Nee-Stëmmen, géint 19 Jo-Stëmmen.



Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helming (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Félix Braz);

MM. Jean Colomera (par M. Fernand Kartheiser), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen) et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Jean-Paul Schaaf), Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par Mme Nancy Arendt), MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert (par Mme Martine Mergen) et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Alex Bodry (par M. Ben Scheuer), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Lucien Lux, Mme Lydie Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz.

8. Composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales (suite)

Ech wollt och nach eng Kéier op déi nei Zesummesezung vun de Kommissiounen kommen. Do ass e Redressement ze maachen, wat d'Commission de la Santé et de la Sécurité sociale ugeet. Et ass net d'Madame Loschetter, mä d'Madame Lorsché, déi den Här Huss an dës Kommissioun fir de Volet Santé ersetzt.

► **Plusieurs voix.** - Aaahhh!

► **M. le Président.** - Mir kommen dann elo als leschte Punkt vun eisem Ordre du jour zu der Motioun vum Här Fernand Kartheiser iwwert d'Ennerstëtzung vun den demokratesche Mouvementer an den islamesche Länner, iwwert de Friddensprozess am Mëttleeren Osten an iwwert d'Chrëschtent, déi Affär vu reliéisier Gewalt sinn. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert als Auteur vun der Motioun.

9. Motion de M. Fernand Kartheiser relative au soutien des mouvements démocratiques dans les pays islamiques, au soutien du processus de paix au Moyen-Orient et à l'intervention auprès des Gouvernements où des Chrétiens ont été victimes de violence pour des raisons religieuses

Exposé

► **M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur.** - Här President, ech soen lech villmoos Merci, datt Der dat elo nach op eisen Ordre du jour gesat hutt. Dir Dammen an Dir Hären, wéi mer hei viru kuerzem geschwat haten iwwert d'Situatioun vun de palästinensesche Prisonnéier an Israel, dunn hat d'ADR gesot, datt dat wuel e wichtege Problem ass, mä datt et net deen eenzeg am Noen Osten ass, an datt mer eis och dréngend misste mat enger Rei vun anere Froen auseruesetzen, well déi natierlech och dramatesch Enverguren hunn an och dréngend sinn.

Bei deenen hate mir genannt d'Noutwendegkeet, fir Friddensverhandlungen opzehuelen tëschent Israel an de palästinensesche Verrieder. Mir hate geschwat iwwert déi Noutwendegkeet, fir déi demokratesch Entwécklungen an den arabesche Staaten ze ennerstëtzen, a virun allem och bei deene Regierungen ze intervenéieren, déi déi demokratesch Mouvementer grausam erpriméieren. Do denke mer natierlech un éischter Plaz am Abléck u Syrien an un de Jemen.

Mir haten eng Rei vun anere Problemer ugeschwat, wéi zum Beispill och d'Situatioun vun de reliése Minoritéiten an enger Rei vun islamesche Länner. Dozou gehéieren an enger grousser Zuel vun islamesche Staaten d'Chrëschtent, awer och d'Alawiten a Syrien an d'Bahai virun allem am Iran.

Mir haten och d'Mënscherechter ugeschwat a mir sinn domadder dann an d'aussepolitisch Kommissioun komm. An der aussepolitisch Kommissioun sinn u sech dräi Bemierkunge gemaach ginn. Déi éischt war, et wäeren eng ganz Rei vu verschiddene Sujeten ugeschwat. Do kann een nëmme soen: Dat ass richtig, mä et gëtt nun eemol eng grouss Panoplie vu Problemer an där Region vun der Welt, déi mer mussen adresséieren.

Mir hate jo elo zum Beispill viru kuerzem och d'Situatioun vun de Réfugiéen, wou gesot ginn ass: „Et ass wichteg, datt mer déi ekonomesch Situatioun a verschiddenen arabesche Staaten ennerstëtzen, déi Revolutiounen kann hunn.“ Och dat Element ass zum Beispill an dëser Resolutioun (veuillez lire: Motioun).

An dann, obschonn och gesot gouf, datt ebe scho vill verschidde Problemer géifen dran ugeschwat ginn, gouf nach zousätzlech suggéiert, eben nach eng Kéier méi am Detail op d'Mënscherechter anzegoen an och eng Referenz op d'Situatioun vun de Fraen an där Region anzebauen. Dat hu mer gär gemaach.

Also, déi Resolutioun (veuillez lire: Motioun), déi haut virun lech läit, déi huet fënnf operationell Punkten. Mir wëllen also virun allem, datt d'Regierung intervenéiert, fir bei deene Regimer, déi demokratesch Mouvementer répriméieren, datt se dat net sollte maachen. Mir wëllen och eis Ennerstëtzung ausdrécke fir d'Ennerstëtzung, déi d'Regierung zougesot huet fir d'Lëtzebuerer Aktioun a Libyen, déi mer zesumme mat den Alliierte maachen, conformément zu de Resolutiounen vum Sécherheetsrot.

Mir wëllte bei der israelischer Regierung a bei de palästinensesche Verrieder intervenéieren, datt d'Friddensverhandlungen nees opgeholl ginn. Mir wëllten déi arabesche Staaten, déi Revolutiounen kann hunn, ekonomesch ennerstëtzen, net nëmme europäesch, mä och um nationale Plang. A mir wëllten, datt bei deene Regierungen, wou Chrëschtent an aner Minoritéiten am Abléck ganz staark verfollegt ginn, datt do intervenéiert gëtt, fir fir déi reliéis Fräiheet vu reliése Minoritéiten ze intervenéieren.

Mir kennen déi Länner alleguer, déi do conceréiert sinn. Mir hate Problemer an der Türkei mat der Ermuergung vun engem Bëschof. Mir hate Problem an Ägypten mat de Kopten. Mir hu Problemer a Pakistan, och enner anerem duerch d'Blasphemiegesetz, wou de chrëschtliche Minister fir reliéis Minoritéite viru kuerzem ermueret ginn ass. Mir hunn eng permanent Verfolgung vu chrëschtliche Minoritéiten am Irak an am Iran. Niewent wéi gesot de spezielle Problemer vun de Bahai an den Alawiten a Syrien.

Et gëtt also eng ganz dréngend Situatioun, wou ee muss soen, datt et och eist Recht ass, fir ze intervenéieren géigeniwwer deene Staaten, fir datt do déi reliéis Fräiheet respektéiert gëtt, déi mir ganz selbstverständlech hei och anere Reliounen, déi bei eis sinn, zoubëllegen.

Ech wär duerfir dankbar, well ech net mengen, datt hei eppes an där Resolutioun (veuillez lire: Motioun) wär, wat iergendei kéint mat vernünftigen Argumenter wierklech stéieren, wär ech dankbar fir d'Ennerstëtzung vun dësem héijen Haus, datt mer eis hei kloer ginn, an och d'Aktioun vun der Lëtzebuerger Regierung a Libyen ausdrécklech ennerstëtzen. Ech mengen, dat géif engem Parlament an där Situatioun, wou dat Land ass, ganz gutt zu Gesiicht stoen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kartheiser. Dozou freet d'Wuert den Här Fayot.

Discussion générale

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, mir hunn de 7. Juni hei eng Motioun iwwert d'palästinensesch Prisonnéier ugeholl. Bei där Geleeënheet huet d'Sensibilitéit vun der ADR mat der Ennerstëtzung vum Här Hoffmann eng Motioun virgeluecht, déi de 27. Juni an der aussepolitisch Kommissioun diskutéiert ginn ass an elo erëm zrëck hei an d'Chamber kënn.

Déi Fro, déi ee sech ka bei dëser Motioun stellen, ass: firwat dës Motioun?

Et ass eng Motioun un d'Regierung an eng Motioun un d'Regierung enthält hei fënnf Punkten. Dat hätt jo e Sënn, wann d'Regierung bei hirer Aktivitéit elo eppes aneschters géif maachen. Mä ech constatéieren, dass déi fënnf Punkten, déi hei évoquéiert ginn, wou d'Regierung invitéiert gëtt, eppes ze maachen, dass dat alles dat ass, wat dës Regierung an och viregt Regierungen ëmmer erëm gemaach hunn.

Wann ech déi fënnf Punkten huelen: Dës Regierung, besonnesch och den Ausseminister, déi viregt Regierung - d'Madame Polfer wäert mir do net widderprieche - huet ëmmer erëm international derfir gesuergt, dass gewaltsam Léisungen duerch en Dialogue pacifique ersat

ginn, dass een elo zum Beispill rezent opgrond vun de Resolutiounen vun der UNO d'Leit beschützt dobaussen am Land, dass een de Processus de paix am Moyen-Orient fördert, iwwert dat, wat d'Europäesch Unioun am Quartett mécht. An den Ausseminister war viru kuerzem an Israel an a Gaza, fir eben och seng kloer Positioun derzou ze soen.

D'Europäesch Unioun an och Lëtzebuerg ennerstëtze mat Sue Länner, déi sech wëllen demokratesch entwéckelen. An d'Lëtzebuerger Regierung, d'Europäesch Unioun hunn ëmmer erëm protestéiert géint Violatiounen vun de reliése Minoritéiten, egal wat fir dass et sinn, iwwerall an der Welt, wou dat stattfënn.

Sou dass ech hei ka soen, dass dës Motioun fir mech komplett superfétatoire ass, étant donné déi permanent a konstant Politik, déi d'Lëtzebuerger Regierung mécht. Et ass exactement déi Politik mat deenen Akzenter, déi gemaach gëtt.

Dës Motioun ass also eng Motioun, keng Resolutioun. Ech wëll dat nach ennersträchen. Et ass eng Motioun un d'Regierung, qui n'a pas lieu d'être, well d'Regierung exactement dat mécht.

Ech géif also d'Chamber bidden, déi Motioun hei ze refuséieren.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Den Här Bettel huet d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, ech mengen, den Här Fayot huet e Wuert benotzt, dat een déi lescht Zäit manner gehéiert hat. Den Här Weiler wor den Auteur - muss een him soen - vum Qualificatif „superfétatoire“ fir e puer Aarbechte vun deemools.

Ech muss lech soen, dass dat awer hei wierklech de Fall ass beim Här Kartheiser. Den Här Kartheiser rennt hei oppen Dieren an, wou e seet, hei elo misst een do an do agéieren, do, wou d'Regierung agéiert. An da probéiert ee sech awer nach iwwerall e bësse gutt ze maachen. Fir d'Éischt kommen déi eng an da kommen déi aner. Haut kommen hei dann d'Chrëschtent drun.

Ech fannen, dass mer an der Commission des Affaires étrangères laang iwwert de Sujet diskutéiert hunn a fir eis de Minister och zur Verfügung stoung an dass mer do d'Situatioun ganz genau analyséiert hunn a gekuckt hunn, wéi mer kéinten agéieren.

An duerfir huet dës Motioun wierklech keen Intérêt, dass ech souguer elo opgestane sinn, fir driwwer ze diskutéieren. Mä mir wäerte se och net stëmmen.

► **M. le Président.** - Den Här Braz huet d'Wuert.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Merci, Här President. Mir haten an der Kommissioun scho bemängelt, dass an eisen Aen déi Motioun e bëssen eng Motion fourre-tout ass, wou op eng ganz Rei wichteg, awer komplex Problemer mat enger Zeil oder zwou geäntwert gëtt. Dat hale mer net fir de richtige Wee.

Mir mengen och net, dass eis Debatt als Parlament iwwert de Konflikt tëschent Israel a Palästina oder de Palästinenser doduerch besser gëtt, dass mer hei à répétition Motiounen maachen. Mir mengen, dass de Rôle vum Parlament soll dee sinn, eng kloer Linn an där do Fro ze hunn. Déi kloer Linn ass méi kloer, wa se net all dräi Woche muss duerch eng nei Motioun ofgeännert ginn oder moduléiert ginn, an dass mer och sollen d'Regierung bei hiren Démarchen um internationale Plang begleeden oder och ennerstëtzen.

D'Lëtzebuerger Stëmm ass net déi haartst an déi stäerkst an der Geopolitik. Duerfir menge mer, dass mer éischter solle probéieren, mat prezise Messagen, déi verständlech sinn, an deem dote Beräich ze operéieren. Eng Motioun, déi pèle-mèle esou vill verschidden an awer wichteg Problemer wëllt an esou kuerzer Form beäntweren an traitéieren, gräift ze kuerz, stellt schlussendlech méi Froen, wéi se der beäntwert. An duerfir ennerstëtze mer déi Motioun net.

► **M. le Président.** - Gutt, ech mengen, domadder wier alles gesot. Kënne mer zur Ofstëmmung kommen?

(Interruption et brouhaha)

Jo, da ganz kuerz nach eng Kéier, Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur.** - Här President, ech soen lech villmoos Merci an och de Kollegen. Ech hu mer nach extra e bësse Riedezäit gehalen. Ech soen och de Kollegen alleguerte Merci, déi hei intervenéiert sinn.

Ech wollt just, fir datt dat och an der Öffentlechkeet kloergestallt ass, éischstens, festhalen, datt d'Regierung hei net vertrauden ass bei där Diskussioun.

Ech wollt - zweetens - festhalen, datt den Här Asselborn...

(Interruption)

...och an der Vergaangenheet an der Europäescher Unioun refuséiert huet, fir d'Rechter vun de Chrëschtent anzetrieden. Dat ass och an der Öffentlechkeet bekannt.

► **Plusieurs voix.** - Oh!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur.** - Ech hunn et mat Freed nach an engem Lieserbreif dës Deeg an der Zeitung gelies.

(Interruption)

A jiddweree kann déi Konklusiounen zéien, déi e wëllt doraus zéien.

An ech wëll - drëtens - feststellen, datt d'Demokratesch Partei,...

(Interruptions)

...obscho se hei de Contraire behaupt huet, deen Abléck, wou mer iwwert dës Motioun an der Chamberskommissioun iwwert d'Affaires étrangères diskutéiert hunn, net präsent war.

Ech soen lech Merci, Här President.

► **M. le Président.** - Gutt, elo stëmme mer of. Ech gesi keng ganz grouss Chancen, datt déi Motioun géif ugeholl ginn.

Kënne mer à main levée ofstëmmen?

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Ech wëll just fir Fait personnel dem Här Kartheiser soen, dass ech do war a mech ganz gutt kann erënnern, dass déi Bemierkungen, déi schonn hei den Här Braz gemaach huet, och schonn an der Kommissioun gemaach gi sinn. Dann, wann ech gelift: net léien!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur.** - Dir hutt gesot, Dir wäert net begeeschtert. Dir sidd erausgaangen.

► **M. le Président.** - De Vote électronique gëtt hei verlaangt.

Vote sur la motion

Da geet direkt d'Ofstëmmen un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen.

(Brouhaha général)

► **Plusieurs voix.** - Zweek Leit! Zweek Leit!

► **Une voix.** - D'ADR seet jo, hei wäere Leit net präsent gewiescht an de Kommissiounen. Si sinn nëmme zu zwee an der Sitzung hei. Wou sinn déi fënnf Leit?

► **Une autre voix.** - Très bien!

(Interruptions diverses)

► **M. le Président.** - Här Gibéryen, Dir hutt hei net genuch Leit, fir dat kënnen unzefroen. Da gëtt hei à main levée gestëmmt.

(Brouhaha général)

Wien ass mat där Motioun d'accord?

(Interruptions)

Also, wien ass fir déi Motioun?

Wien ass dergéint?

► **Une voix.** - ...mat e bësse méi Iwwerzeugung!

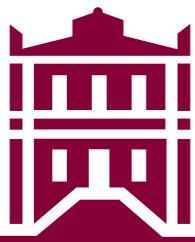
► **M. le Président.** - Dat schéngt mer awer méi wéi eendeiteg ze sinn. Domadder ass déi Motioun ofgelehnt.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn elo um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung si virgesi fir den 12., 13. a 14. Juli.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.45 heures)





Sommaire

1. Communications
 - M. le Président
2. Ordre du jour
 - M. le Président
3. Dépôt d'une motion par M. Claude Adam
 - M. Claude Adam
4. Heure de questions au Gouvernement
 - Question n°126 du 11 juillet 2011 de Mme Anne Brasseur relative au Musée de la Forteresse, adressée à Mme la Ministre de la Culture
 - Mme Anne Brasseur - Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture
 - Question n°127 du 11 juillet 2011 de Mme Josée Lorsché relative au rapport de «Greenpeace» sur les risques sanitaires et environnementaux de l'herbicide «glyphosate», adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
 - Mme Josée Losché - M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
 - Question n°128 du 12 juillet 2011 de M. Fernand Kartheiser relative à l'enseignement des langues dans la division supérieure de l'enseignement secondaire, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
 - M. Fernand Kartheiser - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
 - Question n°129 du 12 juillet 2011 de M. Eugène Berger relative au projet d'implantation d'un centre commercial et d'un stade de football à Livange, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région
 - M. Eugène Berger - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région
 - Question n°130 du 12 juillet 2011 de M. Henri Kox relative à l'avancement de la mise en place d'un label «sans OGM» pour le lait, la viande et les œufs, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
 - M. Henri Kox - M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
5. Question avec débat n°21 de M. André Bauler sur la mise en place d'une école bilingue
 - M. André Bauler - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
6. 6251 - Projet de loi visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers et portant modification
 - a) de la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée;
 - b) de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques
 - Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports: M. Fernand Diederich
 - Discussion générale: Mme Tessy Scholtes, M. Eugène Berger, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. André Hoffmann
 - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
7. 6243 - Projet de loi portant modification
 1. de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques;
 2. de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel;
 3. de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;
 4. du Code de la consommation
 - Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace: M. Lucien Thiel
 - Discussion générale: M. Xavier Bettel, M. Ben Fayot, M. Claude Adam
 - M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
8. 6178 - Projet de loi portant modification de la loi du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne
 - Rapport de la Commission juridique: M. Gilles Roth
 - Discussion générale: M. Xavier Bettel
 - M. François Biltgen, Ministre de la Justice
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
9. 6209 - Projet de loi portant:
 - transposition de la directive 2008/51/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 modifiant la directive 91/477/CEE du Conseil relative au contrôle de l'acquisition et de détention d'armes, et
 - modification de la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions
 - Rapport de la Commission juridique: M. Gilles Roth
 - M. François Biltgen, Ministre de la Justice
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

10. 6227 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et portant transposition de la directive 2009/109/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 modifiant les directives 77/91/CEE, 78/855/CEE et 82/891/CEE du Conseil ainsi que la directive 2005/56/CE en ce qui concerne les obligations en matière de rapports et de documentation en cas de fusions ou de scissions
 - Rapport de la Commission juridique: M. Léon Gloden
 - M. François Biltgen, Ministre de la Justice
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
11. 6237 - Projet de loi portant mise en application du Règlement (CE) n°4/2009 du 18 décembre 2008 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires, modifiant le Nouveau Code de procédure civile
 - Rapport de la Commission juridique: M. Gilles Roth
 - Discussion générale: M. Jacques-Yves Henckes
 - M. François Biltgen, Ministre de la Justice
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
12. 6304A - Projet de loi portant modification des articles 24 et 39 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire
 - Rapport de la Commission juridique: M. Gilles Roth
 - M. François Biltgen, Ministre de la Justice
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Jean-Marie Halsdorf, Mme Octavie Modert et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

► **M. le Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) Fir d'Éischt ass d'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten um Bureau déposiert.

2) Da gouf folgende Projet an der Administration parlementaire déposiert: de 5. Juli vum Justizminister de Projet de loi 6304 iwwert d'Organisation judiciaire.

3) Den 11. Juli war zu Warschau eng Réunion vun de Presidente vun de COSAC-Delegatiounen. D'Chamber war vertruuden duerch den Här Fernand Boden.

4) Vum 6. bis den 10. Juli war zu Belgrad d'Session annuelle vun der Assemblée parlementaire vun der OSZE. An hei war d'Chamber vertruuden duerch den Här Raymond Weydert an d'Madame Viviane Loschetter.

5) Vum 4. bis den 8. Juli war zu Kinshasa d'Réunion vum Büro an d'Session annuelle vun der APF. D'Chamber war hei vertruuden duerch den Här Michel Wolter an d'Madame Anne Brasseur.

Communications du Président - Séance publique du 12 juillet 2011

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Le projet de loi suivant a été déposé à l'Administration parlementaire:

6304 - Projet de loi sur les attachés de justice et portant modification:

- de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;

- de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions

de l'ordre administratif;

- du Code d'instruction criminelle;

- de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 05.07.2011

3) Le 11 juillet 2011 une réunion des Présidents des délégations de la COSAC s'est tenue à Varsovie. La Chambre y était représentée par M. Fernand Boden.

4) La Session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe s'est tenue du 6 au 10 juillet 2011 à Belgrade. M. Raymond Weydert et Mme Viviane Loschetter y ont représenté la Chambre des Députés.

5) Du 4 au 8 juillet 2011 ont eu lieu la réunion du Bureau et la Session annuelle de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie à Kinshasa. La Chambre était représentée par M. Michel Wolter et Mme Anne Brasseur.

► **Une voix.** - Oh, très bien!

2. Ordre du jour

► **M. le Président.** - D'Presidentekonferenz schléit fir dës Woch folgenden Ordre du jour vir:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt eng Froestonn un d'Regierung. Duerno hu mer d'Question avec débat N°21 vum Här André Bauler iwwert d'Schafé vun enger zweesproocheger Schoul. Dann hu mer de Projet de loi 6251 iwwert déi néideg Annerungen, fir d'Évaluation vu Kanner, déi spezifesch schoulesch Hëllef brauchen, ze erméiglechen, nom Modell 1. Dann hu mer de Projet de loi 6243 iwwert d'Erhale vun der Privatsphär an den elektronische Kommunikatiounen, och nom Modell 1. Dann hu mer de Projet de loi 6178 iwwert de Mandat d'arrêt européen, nom Basismodell; de Projet de loi 6209, eng Direktiv iwwert d'Besëtze vu Waffen, nom Basismodell; de Projet de loi 6227, Direktiven iwwert d'Sociétés commerciales an d'Fusions- an d'Scissionsprozeduren, och nom Basismodell; dann de Projet de loi 6237 iwwert den Ennerhalt, nom Basismodell; an de Projet de loi 6304A iwwert d'Organisation judiciaire nom Basismodell.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi hu mer fir d'Éischt d'Question avec débat N°22 vum Här Roger Negri iwwert d'Erweiterung vum öffentlichen Transport am Kader vun der Klimaverännerung; d'Motion N°2 vum Här Camille Gira iwwert d'Reform vun der Administration de l'Environnement; de Projet de loi 6141, eng Konventioun iwwert d'Rechter vu behënnerte Leit, nom Modell 1; de Projet de loi 6162 iwwert d'Relatiounen tëschent dem Stat an den Organisations aus dem sozialen an therapeutische Beräich, nom Modell 1; dann de Projet de loi 6262 iwwert d'Aarbeitsstonne vun de Berufsschaffereuren, nom Basismodell; dann de Projet de loi 6158, Direktiven iwwert den Zougang zu verschiddene Beruffer, nom Modell 1; dann de Projet de loi 6259 iwwert d'Étiquette



vun energetesche Produkter, nach eng Kéier nom Basismodell; d'Proposition de modification du règlement de la Chambre des Députés 6289A, eng Ofännerung vum Artikel 16 vum Chambersreglement, nom Basismodell; dann d'Proposition de modification du règlement 6298 iwwert de Statut vu Chambersfonctionnaires, och nom Basismodell; an da schlussendlech d'Proposition de modification du règlement 6301, eng Ofännerung vum Artikel 82 vun eisem Chambersreglement, och nom Basismodell.

En Donneschdeg de Moien um 9 Auer hu mer fir d'Éischt eng Konsultatiounsdebatt iwwert d'Konklusione vum EU-Conseil iwwert de Stabilitéits- a Wuesstumsprogramm souwéi iwwert den nationale Reformprogramm, nom Modell 1; de Projet de loi 6266 iwwert d'TVA, nom Basismodell.

An en Donneschdeg de Mëtteg um hallwer dräi hu mer eng Interpellatioun vum Här Claude Meisch iwwert déi europäesch Scholdekris, nom Modell 2.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Den Här Adam huet d'Wuert gefrot, fir eng Motioun ze déposieren.

3. Dépôt d'une motion par M. Claude Adam

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- Merci, Här President. Ech wollt eng Motioun déposieren, wou mer d'Regierung géifen invitéieren, e Comité de concertation ze schafen, fir iwwert de Campus Walfer ze diskutieren. Mir mengen, datt dee Site ganz interessant ass an datt do, wann d'Uni bis eng Kéier fortgeet, sech elo schonn d'Fro sollt stellen, wéi mer dee Site kéinten notzen.

Ech wëll déi Motioun do déposieren. Et wier immens flott, wa se nach dës Woch drückem, da kéint ee jo méi op de Fong nach dovunner goen.

Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

- convaincue de l'importance d'une réaffectation intelligente et durable du campus universitaire de Walferdange après le départ de l'université vers Esch-Belval;

- considérant la Convention pour un développement intercommunal coordonné et intégratif de l'Uelzechtall, signée en 2007 et entre-temps reconduite jusqu'au 31 décembre 2012 par les communes de Lintgen, Lorentzweiler, Mersch, Steinsel, Walferdange et le Ministère du Développement durable et des Infrastructures;

- rappelant que la Convention «Uelzechtall» vise le renforcement de la collaboration intercommunale avec comme objectif un développement territorial durable dans la vallée de l'Alzette;

- constatant que le Plan sectoriel «Lycées» du Gouvernement ne mentionne ni les lycées en construction à Mersch, ni un lycée dans la commune de Walferdange, mais qu'il exige dans son article 9 que «la détermination des zones d'implantation des nouveaux lycées doit prioritairement se faire en tenant compte des vides scolaires.»;

- considérant que le site de Walferdange dispose d'une surface, d'infrastructures et d'une position géographique à fort potentiel et qu'il offre un bon accès aux transports en commun;

- estimant qu'il sera vital pour le succès du projet de réaffectation du site d'intégrer le plus tôt possible les besoins et les contraintes de la région de la vallée de l'Alzette, de même que les projets et obligations en matière d'aménagement du territoire de la région de la capitale aux réflexions;

- rappelant l'expérience réussie de la mise en place d'un comité de concertation «Belval/Ouest» en 2000, chargé de piloter le futur développement du site et composé de représentants de l'Université, des communes et des ministères concernés.

invite le Gouvernement

- à créer un Comité de concertation «Campus Walferdange», chargé de piloter le futur développement du site et composé de représentants de l'Université, des communes et des ministères concernés.

(s.) Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Josée Lorsché, Viviane Loschetter.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Adam.

Haut de Mëtteg hu mer eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. D'Fro kommen ofwiessend vun der Majoritéit an der Oppositoun.

Als Éischt hu mer d'Fro N°126 vun der Madame Anne Brasseur un d'Kulturministesch iwwert de Musée de la Forteresse. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

4. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°126 du 11 juillet 2011 de Mme Anne Brasseur relative au Musée de la Forteresse, adressée à Mme la Ministre de la Culture

► **Mme Anne Brasseur** (DP).- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, viru 15 Joer hu mer e Gesetz heibanne gestëmmt, fir e Musée op den Dräi Eechelen anzerichten. Virun zwee Joer hunn ech eng Interpellatioun ugefrot, fir driwwer ze diskutieren, wéi d'Aarbechte weidriginn. Viru 15 Méint hu mer nach eng Kéier eng Rallonge vun de Kreditter gestëmmt, an haut wollt ech wëssen, wou d'Aarbechten dru sinn a wéini d'Madame Minister denkt, dass dee Musée endlech seng Dieren opmécht.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci der Madame Brasseur. D'Wuert kritt elo d'Kulturministesch, d'Madame Octavie Modert.

► **Mme Octavie Modert**, *Ministre de la Culture.*- Merci, Här President.

D'Aarbechte gi gutt an am virgesinnenen Tempo an Timing virun. A vun dohier ass et gewosst, datt ech d'Instruction ginn hunn intern, no grëndlecher Analys, datt de Musée Dräi Eechelen am Juli d'nächst Joer opmécht, an dat nützlecherweis géint Mëtt Juli.

Merci.

► **Mme Anne Brasseur** (DP).- Ass dat also 2012?

► **Mme Octavie Modert**, *Ministre de la Culture.*- D'nächst Joer, jo.

► **Mme Anne Brasseur** (DP).- Et ass gutt, wann ee prezisiéiert.

► **M. le Président.**- Merci der Madame Kulturministesch.

Da komme mer elo zu der Fro N°127 vun der Madame Josée Lorsché un de Landwirtschaftsminister iwwer e Greenpeace-Rapport iwwert den Herbizid Glyphosat. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°127 du 11 juillet 2011 de Mme Josée Lorsché relative au rapport de «Greenpeace» sur les risques sanitaires et environnementaux de l'herbicide «glyphosate», adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng).- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, meng Fro richt sech un den Här Minister Romain Schneider a senger Funktioun als Landwirtschaftsminister a betrëfft d'Sprëtzmittel Roundup, wat een hei am Land fräi ze kafe kritt. Den Haaptbestanddeel vum Roundup ass déi chemesch Substanz Glyphosat.

Laut enger rezenter Etüd, déi am Optrag vu Greenpeace duerchgefouert ginn ass, huet Glyphosat negativ Konsequenzen op d'Ëmwelt an op d'Gesondheet vu Mënsch an Déier. Der Etüd no ass d'Substanz kribberregend, si stéiert d'Zelldeelung, si huet en Afloss op d'Entwécklung vun de kleng Kanner a risquéiert beim Fötus zu Malformatiounen ze féieren.

Dat Sprëtzmittel, wat hei am Land vill agesat gëtt, ass den Erkenntnisser no also méi geféierlech, wéi bis elo ugeholl ginn ass.

Meng Fro duerfir un lech, Här Minister: Sidd Dir net der Meenung, datt de Produit Roundup opgrond vun deenen Erkenntnisser a Lëtzebuerg vum Maart soll geholl ginn, datt sän Asaz verbuede soll ginn, op d'mannst op öffentleche Plazen, an datt Alternative solle proposéiert ginn?

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci der Madame Lorsché. D'Wuert kritt elo den Här Landwirtschaftsminister Romain Schneider.

► **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ier ech op déi Froen äntwerten, vläicht kuerz eng Kéier ausgeholl, fir e klengt Bild ze

hunn. De Glyphosat ass ee Wirkstoff, deen an enger Rei vun Herbiziden, dat heescht Pestizide géint d'Onkraider, benotzt gëtt.

Et ass een Totalherbizid, heescht also, datt en ass fir all Planz, déi domat vernicht gëtt, ausser verschidden OGM-Onkraider. An ech mengen, vun dohier kënnt och déi Analys vu Greenpeace. Herno kommen ech och nach op déi Fro vun den OGMen zréck.

D'Uwendungen, mengen ech, vum Glyphosat gi jo gréisstendeels bei eis an der Landwirtschaft, am kommunale Beräich, am staatleche Beräich, awer och bei der Eisebunn an och bei private Leit virun allem gemaach, och wann een, mengen ech, an där leschter Zäit - d'Madame Lorsché huet dat sécher och mat verfollegt - ganz vill Initiative gesäit am Beräich vun de Gemengen, am Beräich vum Stat a virun allem och, wat d'Informatioun an der Landwirtschaft mat Programmer, mat Berodung betrëfft, an och bei de Privatleit.

D'Zouloossung, mengen ech, vun dese Wirkstoff, dee richtig Roundup genannt gëtt vun der Firma Monsanto, gëtt et sécher. De Glyphosat, an awer och 100 aner Planzeschutzmittel, wou de Wirkstoff dran ass. A mir wësse jo, datt an engem Planzeschutzmittel ausser dem Wirkstoff aner Substanzen, déi sougenannte Coformulanten, dra sinn.

D'Wirkstoff gi vun der Europäescher Kommissioun zougeloo. Dat geschitt nodeem Experten aus de Memberstate consultéiert goufen, gemeinsam mat der EFSA, der Europäescher Sécherheetsagence, wou och no de Substanzen, no de Richtlinne vun dem 91/414/CE, an deemächst virun allem nom Reglement 1107/2009 gekuckt gëtt.

D'Prozedur, mengen ech, de Glyphosat, ass och am Rumm vun deser Prozedur vun der Kommissioun décidéiert ginn an ënnerläit hei ganz strikte Sécherheetskriterien, an et ass net als CME, also als sougenannt kribberregend, mutagène an toxique fir d'Reproduktioun Substanz agestuufft ginn.

Et muss een och soen, datt dës Tester, déi vu Greenpeace gemaach goufen, op engem Roundup gemaach gi sinn, deen et de Moment zënter Joren hei zu Lëtzebuerg net méi gëtt, deen net méi ugewannt gëtt. Derniewent gi selbstverständlech eng ganz Rei vun anere Roundupen nach benotzt, mä deen heite gëtt an där doter Kompositioun net méi zu Lëtzebuerg ugewannt.

Den zweeten Deel vun Ärer Fro ass deen, wat d'Uwennung betrëfft, fir hei effektiv anzuwenden, datt mer vill manner Asaz vun dese Mëttele hunn. Dat geschitt, wéi gesot, iwwer Berodung, virun allem och iwwer Promotioun, déi mer maachen an der Landwirtschaft, awer och bei de Gemengen, wou eng Rei Gemenge mat dropgeklomm sinn, an och bei private Leit.

Et muss een och soen, datt de Suivi vun dese Mëttele och op europäeschem Niveau konstant am Comité permanent vun der Kommissioun behandelt gëtt, an datt all Studien an och déi vu Greenpeace do ënner d'Lupp geholl ginn, fir och hei kënnen déi néideg Ännerungen ze maachen, wa se effektiv virgesi sinn. An, ech mengen, och hei zu Lëtzebuerg, wou jo fir d'Zouloossung vun deenen eenzelne Produkter souwuel d'Santé wéi d'Agriculture zoustänneg sinn, suivéiere mir dat och ganz no, souwuel de Gesondheitsminister wéi och de Landwirtschaftsminister.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Landwirtschaftsminister.

Mir kommen elo zu der Fro N°128 vum Här Fernand Kartheiser un d'Erzéiungsministesch iwwert d'Sproochen an der Division supérieure vum Secondaire. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°128 du 12 juillet 2011 de M. Fernand Kartheiser relative à l'enseignement des langues dans la division supérieure de l'enseignement secondaire, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären. Madame Minister, meng Fro référéiert sech un éischter Plaz un de Regierungsprogramm vun deser Koalitioun. An deem Regierungsprogramm stoung, datt an der Division supérieure vum Enseignement soll en Optionsfach Lëtzebuerg Sprooch a Kultur offréiert ginn. Wann een awer elo déi Texter kuckt, déi Dir eis do presentéiert hutt iwwer Är Reformplang, iwwert d'Classes supérieures am Enseignement secondaire classique an technique, da féint een awer keng Spur méi vun deem Lëtzebuerg Sprooch- a Kulturfach.

Duerfir ass meng éischt Fro un lech: Wéi steet et mat deem Projet? Denkt Dir nach un dat Fach? Gëtt dat seriö weidergedriwwen?

Déi zweet Fro, déi och domadder zesummenhänkt: Wéi ass et mat de Professoren, déi do solle rekrutéiert ginn? Mir hunn elo eng Rei E7, potenziell Professoren, also Leit, déi e Master un der Universitéit am Lëtzebuergesche fäerdeg hunn. Rekrutéiert Dir och elo Leit, fir eben dat Fach Lëtzebuerg Sprooch a Kultur kënnen an de Lycéeen ze enseignéieren?

An dann drëttens, wéi ass et mat der Anthologie? Déi Leit brauche jo och e Buch, eng Basis, eng materiell Basis, fir kënnen e Cours ze ginn. Wéi wäit si mer mam Projet vun enger Anthologie vun der Lëtzebuerg Literatur, déi kéint fir esou e Fach benotzt ginn?

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kartheiser. D'Wuert kritt elo d'Madame Erzéiungsministesch Mady Delvaux-Stehres.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President. Effektiv steet am Regierungsprogramm, dass mer géifen e Projet ausschaffen als Optionsfach, dat da fakultativ ass fir d'Lycéeen, fir Lëtzebuerg Sprooch a Kultur unzibidden. Mir haten e Projet, wou eng Studentin sollt dorunner schaffen. Deen ass awer net fäerdeg gemaach ginn, well déi Studentin finalement eppes anescht gemaach huet.

Mir sinn amgang dorunner ze schaffen, an duerfir sinn ech frou, dass mer elo déi éischt Mastere vun der Uni Lëtzebuerg kréien, déi dann e Master am Lëtzebuergeschen hunn. Am Concours d'nächst Joer wëlle mer Leit rekrutéieren, déi dann e Master am Lëtzebuergeschen hunn, déi dann och kéinten un esou Projekte schaffen. Well et geet jo net duer, eng Optioun unzibidden, mir mussen jo och e Programm dobäi maachen an dat mat Inhalter fëllen.

Wat d'Fro ugeet, wéi wäit an eisem Dokument näischt iwwer eng Optioun Lëtzebuergesch steet: Dat ass richtig, well an deem Dokument nach guer näischt iwwer Optioun steet. Dat ass jo nach d'Feinaarbecht, un där mer amgang sinn, ier de Projet déposiert gëtt.

Déi drëtt Fro, wat eng Anthologie ugeet, do mengen ech, dass ee misst fir e Cours Lëtzebuergesch Kultur a Friemsprooch e Schoulmaterial ausschaffen, didaktescht Material, mat deem ee ka schaffen. Dat ass déi eng Aarbecht, déi dee Grupp muss maachen. An déi zweet, mir si scho laang an der Diskussioun mat de Lëtzebuerg Auteuren, fir eng Anthologie vu Lëtzebuerg Texter erauszeginn.

Dat sinn awer Texter vu Lëtzebuerg Auteuren, déi sinn net all lëtzebuergesch, well mir hu jo och Auteuren, déi schreien op Däitsch; mir hunn der, déi schreien op Franséisch. Mir hunn der och nach an anere Sproochen. An do, no villem Hin an Hier, nom leschte Brëif, deen ech dës Woch erausgeschriwwen hunn, hoffen ech, dass deen dann den Accord féint vun eise Partner, dat heescht deenen, déi d'Droit d'auteurs hunn, an dass mer dann d'Anthologie kéinte publizéieren.

Ech warden awer elo nach op déi lescht Äntwert. Dir wësst jo, dass do Problemer ware mat den Droit d'auteurs, souwuel wat d'Auteurs ugeet wéi wat d'Verlag ugeet. An déi lescht Proposition, déi mer elo maachen, schéngt emol, no mengen Informatiounen, genehm ze si fir déi zwou Parteien. An da kéinte mer d'Anthologie drécke loossen.

Merci, Här President.

► **M. le Président.**- Merci der Madame Erzéiungsministesch.

Mir kommen elo zu der Fro N°129 vum Här Eugène Berger un den Innenminister iwwert de Projet vum Bau vun engem Centre commercial an engem Footballstadion zu Léiweng. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°129 du 12 juillet 2011 de M. Eugène Berger relative au projet d'implantation d'un centre commercial et d'un stade de football à Livange, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

► **M. Eugène Berger** (DP).- Merci, Här President. De leschte Freideg hat ech an der Press, respektiv konnt een an der Press liesen, datt d'Regierung weider hannert deem absurde Projet vu Léiweng steet. Dir wësst jo, datt do soll e Stadion mat engem Geschäftszentrum gebaut ginn, dee méi grous wéi déi aktuell Belle-Étoile.

An deem Kontext wollt ech e puer Froe stellen. Zum Éischten, do ass jo rezent en Avis vun der Commission d'aménagement komm, ob een do kann Detailler dozou kréien.



Stëmmt et och, datt an enger éischer Phas méi e kriteschen Avis vun där Kommissioun komm ass, datt deen awer modifizéiert ginn ass opgrond vun Interventioune vum Innenminister?

Wéi steet et mat den Etüden, zum Beispill d'Etüden SUP - strategische Umweltprüfung? Wéi steet et mat Etüden, déi musse gemaach ginn am Virfeld, biomonitoring? Gi Waasserhydraulisch Analyse gemaach - well mir wëssen, et ass een Terrain, dee regelméisseg bei Reen komplett iwwerschwemmt ass?

Méi generell, wéi ass et, wou si mer drun an de Prozeduren? Dat heescht, wou ass den Dossier drun, souwuel op der Säit vun der Regierung wéi och um Gemengeplang?

An da wéilt ech awer och d'Regierung froen, ob se net awer bereet wier, deen Dossier zréckzezéien. Et sinn einfach ze vill Elementer do, déi net kohärent si mat enger sënnevoller Landesplanung.

Här President, ech hunn elo net d'Geleeënheet, fir all déi Punkten opzezielen. D'DP huet dat awer schon eng ganz Rei kéiere widderholl, huet dat och schon eng ganz Rei kéiere gefrot. A méttlerweil ass et jo och esou, datt d'CSV aus dem Réiserbann mat hirem Spätzekandidat, dem Robert Weber,...

(Interruption)

...dee Weber, dee jo anscheinend och Member vun dëser Chamber ass, déi gi jo och e Flyer méttlerweil eraus an der Gemeng, wou se sech kloer géint dee Projet ausschwätzen.

(Brouhaha)

Ob och dann d'Regierung sech net all deenen Argumenter, deene gudden Argumenter souwuel vun der DP wéi och vun der CSV-Réiserbann wéllt uschlëssen an dee Projet awer géif zréckzéien?

Ech soen lech Merci, Här President.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Berger. Elo kritt d'Wuert den Här Innenminister Jean-Marie-Halsdorf.

(Brouhaha)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- War dat net vläicht e Flyer vum LCGB am Réiserbann, datt do den Iertum läit?

(Hilarité)

► **Une voix.**- Et gétt iwwerhaupt keen Ennerscheid tëschent dem LCGB an der...

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech ginn am Fong geholl a menger Iwwerraschung bestätegt duerch déi Fro, déi den Här Berger hei u mech stellt. Well wann en eng Fro stellt iwwert d'Implantatioun vu engem Fussballstadion zu Léiweng, da muss en déi Fro un déi Leit stellen, déi concernéiert sinn. An dësem Fall mengen ech, wann een iwwerhaupt eng Fro hei stellt, da stellt ee se un de Landesplanungsminister, deen dee Site erausgesicht huet. An ech fannen, wann en dat nach net sollt wëssen, wéll ech him soen: Ech sinn net méi Landesplanungsminister, ech sinn elo Innenminister ginn.

Et ass kloer, dass déi Regierung, wat se déi leschte kéier gemaach huet, dass se dat och hält. Si steet weider hannert deem Projet oder hannert deem Masterplan. An ech wéll lech soen, wann Der dat nach net sollt wëssen: Deen nächste Méindeg gétt de Masterplan virgestallt, da kënnt Der lech Detailler huelen iwwert dee Projet.

Ech kann lech just soen, als Innenminister - an dat ass déi Fonctioun, déi ech hei hunn - an och Minister vun der Groussregioun sinn ech mat deem Dossier nach net saisiert. Ech sinn net betraff. Wann ech eng kéier betraff ginn, da ginn ech datt iwwert déi Modifikatioun vum PAP a vum PAG, an enger éischer Phas also vum PAG.

Et ass e Bebauungsplang, dee gétt geännert. Deen Avis ass geschriwwen ginn an deen Avis ass elo bei d'Gemenge gaangen. Soulaang wéi deen Avis bei de Gemengen ass an nach net am Gemengerot ass, ass en net public. Dat heescht, d'Gemeng Réiser beschäftegt sech elo mat deem Avis.

Dann diskutéiert Der wahrscheinlech - Dir sidd jo do am Gemengerot -, da wäert Der doriwier diskutéieren. An da kënnt eng Diskussioun, an da gétt dee Projet ausgehaangen. Da gétt...

► **M. Eugène Berger (DP).**- Ech sinn net am Gemengerot.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- Ah, ech hat gemengt, Dir wiert am Gemengerot.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Dat kënnt nach alles. Gedëllegt lech!

(Interruptions)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Den Här Weber gétt och eréischt Buergermeeschter.

(Interruption)

► **M. le Président.**- Sou, den Här Innenminister huet d'Wuert.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- Ech wollt lech also de Wee soen. Well Der d'Prozedur nach net kennt, ass et gutt, dass ech lech dat hei da ka soen.

Also, Dir hutt mech jo gefrot, ech soll lech eppes iwwert d'Prozedur soen. D'Prozedur ass déi, dass dann 30 Deeg dee Projet an der Enquête publique ausgehaangen gétt. An da kënnt de Projet zréck bei den Innenminister. Den Innenminister, dee befaasst sech da grondsätzlich awer nëmme mat der Legalitéit vun der Prozedur. Ass déi Legalitéit richtig oder net, da gétt e PAP gemaach. An dee mécht eng ähnlech Prozedur. An duerno si mer dann derduerch. An da gesi mer, wat dat heescht.

Ech kann lech just soen, wéssst Der, e PAP an e PAG, Ännerunge vu PAGen, dat sinn am Fong geholl lokalpolitesch Problemer. An ech si wierklech frou, dass ech net oft esou Problemer heihinnerbruecht kréien, well soss wier ech oft hei. Well ech hu ganz oft Diskussiounen, wat lokalpolitesch Saachen ugeet. An ech verstinn zwar, wa Gemengewahlé sinn a jiddwereen opgereggt ass, dass en dann...

(Interruption)

...an d'Chamber kënnt a mer déi Froen hei stellt, mä ech kann lech net méi soe wéi dat, wat ech lech elo gesot hunn.

(Interruption)

Dat heescht, ech sinn nach net dermat befaasst.

(Interruptions diverses)

Ech sinn nach net dermat befaasst. A wann ech dermat befaasst sinn, huelen ech meng Responsabilitéit.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Innenminister.

Mir kommen elo zu der Fro N°130...

(Interruptions)

...vum Här Henri Kox un de Landwirtschaftsminister iwwert de Label „sans OGM“. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°130 du 12 juillet 2011 de M. Henri Kox relative à l'avancement de la mise en place d'un label «sans OGM» pour le lait, la viande et les œufs, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural**

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Merci, Här President. Ech hunn eng Fro iwwert d'genmanipuléiert Organismen un de Landwirtschaftsminister. Lëtzebuerg war jo bis elo nach ëmmer kritesch an ass nach ëmmer kritesch vis-à-vis vum Ubau vu genmanipuléierten Organismen. Duerfir ënnerstëtze mer och d'Initiativ vum Minister, fir e Label „sans OGM“ anzeféieren, dat heescht, fir Liewensmëttel hei a Lëtzebuerg wéi Mëllech, Fleesch oder och alt nach Eeër, déi ouni OGM gefiddert sollte ginn, anzeféieren.

Ech wéll do froen, wou de Projet de Moment drun ass. E soll jo zesumme mat dem Secteur ausgeschafft ginn. Vläicht kann de Landwirtschaftsminister eis do e bëssen Opklärung ginn.

Da wéilt ech och gläichzäiteg froen, wéi et u sech mam Import vu Fuddermëttel ass. Och do gétt et net esou evident, fir certifiéiert fräit oder jiddefalls certifiéiert Fuddermëttel ze kréien, wat eben net mat OGM veronrengt ass. Dat si meng zwou Froen un de Landwirtschaftsminister.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kox. D'Wuert kritt elo nach eng kéier den Här Landwirtschaftsminister Romain Schneider.

► **M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Fro vum Deputéierte Kox riicht sech am Prinzip un zwee Deeler.

Deen éischen Deel ass dat, wat d'Regierungserklärung hiergëtt, datt d'Regierungserklärung vum Juli 2009 seet, datt mer virun all Soutien ginn, fir Lëtzebuerg OGM-fräi ze halen, souwuel wat den Ubau betrëfft. Ech mengen, déi Linn kënnt Der verfolgegen och op alle Conseilen op europäischem Niveau.

An dann den zweeten Deel ass dee jo och, wat d'Traçabilitéit vun de Produkter respektiv vun der Produktioun vum Fleesch hei betrëfft, Randfleisch, awer och all déi aner, déi deem handendru stinn.

Et ass esou, datt ech am Juli 2009, wéi ech Landwirtschaftsminister gi sinn, mech zesummegevat hu mam ganze Secteur, dat heescht, mat där ganzer Schinn, souwuel de Produzente wéi de Veraarbechter wéi dem Handel wéi de Ministère, déi betraff sinn, wéi de Verwaltungen, awer virun allem och mat de Responsabele vun der Aktioun „sans OGM“. Mir hunn eis an enger Rei vun Aarbechtssitzungen an enger grousser Plattform getraff, fir engersäits d'Iddien an anersäits och d'Problematiken opzeschreiwen an ze notéieren.

Ech hunn duerno mä Ministère, meng Verwaltungen beoptragt, e Reglement auszuschaffen, fir dee Label „sans OGM“ och hei zu Lëtzebuerg ze applizéieren. Mir hunn eis dobäi baséiert op e franséischen Décret, wou mer awer gesinn hunn, nodeem mer d'Analys gemaach hu vun der Plattform, datt mer méi wäit musse goen. Wa mer wëllen ofdecke vun A bis Z mat all deem, wat d'Faisabilitéit, wat d'Applikatioun, wat d'Kontroll, awer virun allem och d'Zesummespill mat de Labelen, déi mer hunn - „Biolabel“ awer och d'„Marque nationale“ -, betrëfft, da musse mer méi wäit goen.

Mir hunn de Moment ausgeschafft deen Avant-projet de règlement grand-ducal, deen de Moment an der Consultatioun ass beim Ministère de la Santé, deen och nach säitens vu sech muss kucken, éischtens, wat d'Kontrolle betrëfft, awer och d'Moyens de contrôle, déi mer eis do musse ginn. De Ministère de la Santé gétt mer eng Réckmeldung dovun am September. An da wäert ech et duerno direkt an d'Consultatioun ginn, datt mer erëm eng kéier zréckgi bei déi, déi un der éischer Plattform deelgeholl hunn, fir datt mer dann e Reglement hei zu Lëtzebuerg kréien, mengen ech, dat och komplett ass, dat och virun allem hëlleft virunzekommen an eis net herno riskéiert, eng Rei vu Filiären ze zerstiieren, wa mer keng Kontrollen hu respektiv keng Planung duerchgesinn hunn.

Deen zweeten Deel ass dee vum Approvisionnement. An ech mengen, hei schwätze mer jo, wat den Import virun allem betrëfft vun Eewäiss, dee mer an d'Ausland siche gi gréisstendeels. Wéi mer wëssen, ass dat Soja. Dir wéssst, datt dee meeschten, deen importéiert gétt de Moment, genmanipuléiert ass aus Amerika oder aus Südamerika.

A mir hunn de Moment nëmme ee Land, wou mer nach eng Schinn hunn, wou net manipuléierte Soja ass, dat ass Brasilien. Mir hoffen also, datt des Schinn nach laang wäert bestoe bleiwen an datt mer vun do aus och kënnen dese Soja importéieren, fir an eise Fuddermëttel fir d'Beischten ze verwenden.

Mir wëssen och, mengen ech, datt mer jo iwwerleed kënnen, fir eventuell des Produktioun vum zousätzlechem Eewäiss hei zu Lëtzebuerg ze maachen. Och hei, mengen ech, ass et richtig ze soen, datt mer virun allem och hei konfrontéiert si mat WTO-Ausriichtungen an datt mer musse kucken, a mir hunn ewell ganz dacks mat Frankräich intervenéiert, fir virun allem och hei ee Plan européen d'approvisionnement an protéines an d'Liewen ze ruffen. Mä d'Kommissioun huet bis elo nach net dorobber gelaut. Mä hei, mengen ech, musse mer virun drubleiwen.

Da muss ee kucken, wat mer also nach vu Méiglecheete kënnen hunn, fir effektiv desen Eewäiss selwer ze produzéieren oder sichen ze goen. An hei vläicht e puer Zuelen: De Moment importéiere mer 40.000 Tonne Soja op Lëtzebuerg. Dovunner ass dee meeschte Soja genmodifizéiert. Mir wëssen awer, datt, wat d'Fudder betrëfft bei de Randbeischten, 5% Soja dran ass. Mir wëssen, datt bei de Schwäin a bei den Hénger 14% dran ass.

Fir Alternativen ze sichen, mengen ech, misste mer higoen a mir missten engersäits Raps, lerbessen, Bounen uplanzen hei op europäischem Niveau respektiv kéinte mer och eng Produktiounssteigerung duerch Grondfudder hierstellen. Mä do wësse mer, zum Beispill d'ëst Joer, bei Dréchenheeten ass dat net ëmmer esou evident.

Duerfir hate mer jo och op der Foire agricole während de Grénglanddeeg eng ganz Rei vu flotte Pisten, déi opgewise goufen, wéi een effektiv d'Gréngland nach méi kéint notzen a virun allem méi eewäisshalteg och kéint produzéieren. An ech mengen, datt een an deenen nächste Joren, niewent deene Pisten, déi een hei viru muss exploréieren, virun allem muss kucken, datt mer deen Approvisionnement aus Südamerika, aus Brasilien och kënnen garantéieren, fir dann eben och eng Schinn opzebauen, déi dann och ronn am ganze Konzept vu Lëtzebuerg sans OGM ass.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Landwirtschaftsminister.

Domadder wiere mer um Enn vun eiser „question time“. Mir kommen elo zu der Question

avec débat N°21 vum Här André Bauler iwwert d'Schafe vun enger zweesproocheger Schoul. Den Auteur vun der Fro huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an, no der Äntwert vum Minister, seng Zousatzfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

5. Question avec débat n°21 de M. André Bauler sur la mise en place d'une école bilingue

► **M. André Bauler (DP).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ier ech der Madame Minister haut eng Fro zur École bilingue stellen, wollt ech fir d'Éischt emol op d'Erausforderunge vun eisem Schoulsystem agoen. Do wier emol fir d'Éischt d'Diversitéit vun de sozialen a kulturelle Milieuen, aus deenen eis Schüler kommen. Etlech vun hinne kommen aus sozial benodeelegte Familjen.

Och wann d'Heterogenitéit vun de Kulturen a besonnesch de Sproochen eng grouss Chance fir eis Gesellschaft duerstellt, d'äerf een awer net aus den Ae verléieren, dass si um Ursprung ass vun enger Rei vu Barrieren. Sou verspiere romanophon Schüler seriö sproochlech Schwierigkeete virun allem am Däitschen an am Lëtzebuergeschen. Dat ass eng Tatsaach, op déi bis elo ni adequat reagéiert gouf. Dës Schwierigkeete verschlechteren hir Chancen an der Schoul an um Aarbechtsmaart. D'Disparitéiten op sproochlech Plang verstärken déi op sozialem Niveau.

Wa mir wëllen, dass déi sozial Diskrepanzen ageschränkt ginn, d'äerf mer d'Kanner mat engem romanophone Sproochhannergrond net méi wéinst dem Däitsche benodelegen.

D'DP wéllt keng Schoul, virun allem keng Grondschoul, déi déi sproochlech a sozial Differenze verstärkt. Fir vill Kanner ass eis Schoul kee soziale Lift méi. Mat engem öffentlecher Schoul, déi net all Kand d'ëselwecht Chance bitt, wéllt a kann d'DP net liewen.

D'DP huet sech duerfir dem Projet vun der zweesproocheger Schoul verschriwwen. D'École bilingue leet den Akzent op eng Immersion dans les deux langues. D'Schüler buede souzousoen an deenen zwou Sproochen. Si schreiwen a schwätze se gläichzäiteg. D'Romanophone ginn doduerch méi staark wéi elo am Däitschen. An d'Lëtzebuurger sinn hirsäits besser wéi bis ewell am Franséischen. Hei wier also een Zeenario vum Typ Win-Win. Jiddweree wénnt heibäi: d'Lëtzebuurger sougutt wéi d'Franco- an d'Lusophonen. An d'Lëtzebuurger Sprooch wénnt mat, well dee méi séieren Apprentissage vum Däitsche bei de Romanophonen ass och eng Ouverture op d'Lëtzebuergescht.

D'Virdeeler vun der zweesproocheger Schoul leien op der Hand. Dese Modell ass eng Plus-value fir déi zwou Sproochgruppen. E verbessert hir Erfollegschancen an e steet fir méi Chancégerechtgheet. Mat dësem Modell erliichtere mer de Kanner d'Léiere vun de Sproochen. D'Kanner di sech zimlech einfach, llicht, wann et ëm d'Léiere vun enger neier Sprooch geet. Duerfir ass d'Immersioun d'Basis vun dësem Projet.

Mat dëser Schoulform gétt den Akzent op déi schoulesch Integratioun geluecht. De Modell beweegt sech an der Logik vum fraie Choix, vun der fräier Wiel. Et gétt keen zentralistesche Modell flächendeckend ugepeilt. Dës Schoul vermeit d'Opspléckung a franséischsproocheg a lëtzebuergesch Sproochgruppen. Allze dacks verloosse romanophon Schüler de System, fir an eng franséischsproocheg Schoul am Ausland ze wiesselen, wou se dann ënner hiresgläiche sinn a weder Däitsch nach Lëtzebuergesch léieren.

D'École bilingue soll och dem Lëtzebuergeschen eppes bréngen. D'Lëtzebuergescht soll an der Paus, am individuelle Kontakt mam Léierpersonal a während périscolairen Aktivitéite geschwat ginn.

Et ass méi wéi schued, dass d'Madame Minister de Projet vun der École bilingue nom Échec vun „Eis Schoul“ net ënnerstëtze wéllt, obwuel de Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg e mat zwou Hänn wellkomm geescht huet. Zweek Drëtter vun de Kanner an der Stad sinn nämlech Netlëtzebuurger, sou dass dese Projet méi wéi noutwendeg gewiescht wier. Et kann net sinn, dass eleng wéinst engem Projet, deen net esou gelaf ass wéi geduecht, all aner Projekte mussen drënner leiden.

Et ass fir eis als DP onverständlech, dass d'Madame Minister, déi jo awer soss esou reformfreedeg ass, op dësem Punkt esou zréckhalend

ass. Dat ass ëmsou méi verwonnerlech, wou dësse Projet alles aneschtens wéi onausgeräit oder iwwert de Knéi gebrach ass.

Ech wollt d'Madame Minister duerfir froen, wat déi eigentlech Ursach ass, firwat si kee Pilotprojet an deem Sënn ulafe wëllt loosse. An ech wollt si froen, ob si net wéinstens e Groupe d'experts zesummesetzt wëllt, dee sech deem Sujet an enger éischter Etapp kéint unhuelen.

Här President, déi zweesprouche Schoul ass eng Chance fir all Kand. Kommt, mir notzen dës Chance am Intérêt vun de Kanner an am Intérêt vun eiser Gesellschaft!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bauler. Elo kritt d'Wuert d'Madame Erziehungsminister Mady Delvaux-Stehres.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Här President, den honorablen Deputéierten huet elo just eng laang oder eng relativ kuerz Beschreibung gemaach vun den Erausforderunge fir d'Lëtzebuurger Schoul, déi ech och deelen.

Mir sinn effektiv konfrontéiert mat enger grousser Heterogenitéit. D'Zuel vun de Kanner, déi nach Lëtzebuergesch als éischt Sprooch schwätzen, déi hélt permanent of an der Lëtzebuurger Schoul. Mir hunn also de Moment am Précoce nach 44% vun de Kanner, déi Lëtzebuergesch als éischt Sprooch schwätzen. Mir hunn also eng richteg Erausforderung, fir d'Kanner zu Lëtzebuerg mat där Villsproochegkeet, déi eis jo esou um Häerz läit, ze familiariséieren.

Duerfir, trotz deene Prämissen, déi den Här Bauler hei duergeluecht huet, hunn ech awer nach Schwierigkeiten, säi Projet vun enger bilinguer Schoul hei nozevollzéien. Well en fait ass eis Schoul bilingue. Mir hunn eng Schoul, wou Däitsch a Franséisch geléiert gëtt vu klengem un. An och nach d'Lëtzebuergesch derbäi. Dat heescht, mir hunn eigentlech eng dräisproocheg Schoul. An dat ass jo ebe fir immens vill Kanner eng riseg Erausforderung.

Duerfir si mer jo och amgaangen - säit dem Plan d'action langues -, fir d'Ziler, d'Objektiver vun deenen eenzelne Sproochen ze preziséieren an ze kucken, wéi mer d'Villsproochegkeet kënnen halen, ouni de Kanner doduerch den Accès zu enger Qualifikatioun ewechzehuelen.

Déi Froen, déi den Här Bauler mer gestallt huet, denken ech, dass se zilen op déi kleng Schoul vu Walfer, wat en fait eng franséisch Schoul war. Dat war eng franséisch Schoul, wou och nach Däitsch geléiert ginn ass. Dat war net a priori eng bilingue Schoul. Duerfir denken ech, da war Är Fro schlecht gestallt. Wann ech se net verstanen hunn, dann denken ech, dass nach vill Leit se net verstanen hunn.

Duerfir wëll ech soen, all eis Schoule si vill-sproocheg. „Eis Schoul“ war e Projet, fir ebe just ze kucken, wéi mer mat der Villsproochegkeet kënnen ëmgoen, wéi ee kéint anescht alphabetiséieren. An ech sinn dat Lescht, wat mech verschléist fir Projeten, déi gutt duergeduecht sinn, wou ech Träger hunn, wou mer d'Ziler definéieren, wou mer dann och decidéieren: Wou maache mer déi Schoul? A wéi engem Gebai? Mat wéi engen Enseignanten? Wéi rekrutéiere mer d'Kanner, déi dohinnerginn?

Dat alles - wëll ech soen - implizéiert neierdengs e Gesetz. Dat war fréier méi einfach. An deem ale Schoulgesetz sinn e ganze Koup Saache méiglech gewiescht. An deem neie Schoulgesetz, wa mer déi fundamental Regeln änneren vum Programm, vum Encadrement, vum Rekrutement, well dat wär jo dann net eng normal Quartierschoul, dat wär jo eng Extra-schoul, da mussen mer e Gesetz maachen. An dat bedéngt natierlech ganz vill Viraarbecht.

Wéi gesot, ech verschléisse mech net engem Projet. Wa seng Objektiver, Ziler - wéi gëtt en evaluéiert? -, wann dat alles kloer ass, da sinn ech selbstverständlech mat derbäi.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Éducationsminister. Den Här Bauler kann nach eng Zousatzfro stellen. Dat schéngt en net méi wëllen ze maachen.

Domadder wier d'Diskussion ofgeschloss, a mir kommen elo zum éischte Projet de loi vun haut de Mëtteg, nämlech dem Projet de loi 6251 iwwert déi néideg Ännerungen, fir d'Evaluatioun vun Kanner, déi spezifesch schoulesch Hëllef brauchen, ze erméiglechen. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Tessy

Scholtes, den Här Eugène Berger, den Här Adam, den Här Kartheiser an den Här Hoffmann. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Fernand Diederich. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

6. 6251 - Projet de loi visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers et portant modification

a) de la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée; b) de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

► **M. Fernand Diederich (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, dësse Projet de loi ass de 14. Februar 2011 duerch d'Madame Minister vun der Education nationale déposiert ginn. Véier Chambres professionnelles hunn dozou hiren Avis ofginn. De Projet ass doriwwer eraus nach aviséiert ginn duerch de Centre pour l'égalité de traitement, duerch de Conseil supérieur des personnes handicapées souwéi duerch d'A.s.b.l. Solidarität mit Hörgeschädigten.

Den 12. a 14. Mee war d'Presentatioun vum Projet an der Chamberskommissioun, wou eng Rei parlamentaresch Amendementen ugehoill goufen, wouzou de Conseil d'État sech an engem Avis complémentaire vum 21. Juni geäussert huet. Dësen Avis gouf vun der Kommissioun den 30. Juni analyséiert, an de Rapport, deen eis hei virläit, gouf ugehoill.

Den Objet vum Projet besteet doran, déi Arrangementen ze definéieren, déi verschidde Schüler kënnen zougestane ginn, fir et hinne ze erlaben, den Unterrecht an der Klass ze suivéieren an déi verschidden Evaluatiounen ze bestoen, déi zu enger Certificatioun féieren. D'Prozeduren, déi ze respektéiere sinn, gi festgeluecht, souwéi d'Autoritéiten, déi berechtigt sinn, iwwert déi entsprechend Arrangementen ze entscheeden.

Viséiert si Schüler, déi an der Lag sinn, den normale Schoulprogramm ze suivéieren an déi entsprechend Prüfungen ze bestoen, déi awer Problemer hu wéinst engem Handicap oder enger Krankheet. Si gi Schüler mat besonnesche schoulesche Besoinen genannt - des élèves à besoins éducatifs particuliers. D'Be-tounung läit hei bei dëser Definitioun net op de Mängel vum Schüler, mä op der Sich no Äntwerten op déi entsprechend Besoinen.

Et si Schüler, déi capabel sinn, dank der Hëllef vu genau definéierten Upassungen den normale Schoulprogramm ze suivéieren, ouni datt, wéi am Enseignement fondamental, op een individualiséierte Plang zrëckgegraff gëtt. Heideruuf ënnerscheede se sech vun de Schüler mat spezifesch schoulesche Besoinen, Élèves à besoins éducatifs spécifiques, wéi se an de Gesetzter a Reglementer iwwert den Enseignement fondamental definéiert sinn, déi net déi entsprechend Sockele fir déi verschidden Zyklen errechen a fir déi een individuelle Léierplang opgestallt gëtt.

D'Schüler, déi an deemem Projet viséiert sinn, gehéieren an de Grupp A, wéi e vun der OCDE definéiert ass. Et si Schüler mat Schwierigkeiten, déi op erwisene sougenannten organeschen Defiziter berouen. D'Schüler, em déi et an deemem Projet geet, kënnen e Problem hu mat hirem Gehéier, hiren Vue, hiren Motricitéit. Si kënnen en organesche Schued hunn, eng spezifesch sproochlech respektiv autistesche Stéierung oder enner enger laangwiereger oder permanenter Krankheet leiden.

Déi aktuell Reglementatioun gesäit souzesoe keng Moosname fir dës Schüler aus dem Enseignement secondaire a Secondaire technique, dem berufflechen Unterrecht souwéi der Formation des adultes vir, wéi et an den internationale Konventiounen, wéi an der Konventioun vun der UNO iwwert d'Rechter vun den handicapéierte Persounen virgesinn ass, déi vu Lëtzebuerg signéiert ass a vun der Chamber muer soll ratifizéiert ginn.

Eng Sensibilisierungscampagne soll fir eng positiv Astellung géintwärt dem Handicap suergen an d'Virueteeler bekämpfen, d'üst op der Basis vun enger besserer Informatioun. D'Ausbildungsprogrammer fir d'Enseignanté sollen eng positiv Approche vum Handicap vermëttelen, mat dem Zil, d'Diskriminatiounen ze bekämpfen a fir inklusiv Communautés scolaires ze suergen. Duerfir brauche mer motivéiert an engagéiert Enseignanten, fir all Kand d'Chance

ze ginn, Fortschreitter ze maachen an ze weisen, wouzou et fäeg ass.

Dësse Projet soll déi Integratioun méiglech maachen an Hiweiser ginn, wat d'Evaluatioun an d'Certificatioun ubelaangt. D'Aménagementen, déi kënnen decidéiert ginn, bezéie sech op den Unterrecht an der Klass; d'Aufgaben, déi de Schüler muss maachen; d'Prüfungen, d'Épreuves vun de Schlussexamen an d'Projets intégrés.

Folgend Upassungen kann de Lycéesdirekter op Vorschlag vun der Referenzpersoun decidéieren: d'Ariichtung vum Klassenall souwéi vun dem Schüler senger Plaz; eventuell ee separate Sall fir d'Prüfungen an eng adaptéiert Presentatioun vun de Questionnairen. Heirënner falen d'Gréisst vun der Schrëft, de Gebrauch vu Faarwen oder d'Fröstellung a Brailleschrëft. Et ass net virgesinn, Ännerungen um Inhalt oder um Schwierigkeetsgrad virzehuelen oder déi eng oder aner Fro ewechzelosse.

Folgend Aménagementen gi vum Conseil de classe decidéiert, op Proposition vum der Referenzpersoun: d'Dispens vun engem Deel vun de Prüfungen, déi pro Trimester oder Semester virgesi sinn; d'Ersetze vun engem Deel vun de Prüfungen duerch eng eenzeg Épreuve um Enn vum Trimester oder Semester; d'Berücksichtigung fir d'Joresresultat vun de Schouleresultater aus engem oder zwee Trimesteren oder engem Semester.

Weider Upassungen gi vum der Commission des aménagements raisonnables decidéiert: De Schüler ka méi Zäit kréie fir seng Prüfung oder d'Épreuve vum Ofschlossexamen kënnen op zwou Sessiounen opgedeelt ginn; verschidden Épreuves kënnen ausserhalb der Schoul ofgehal ginn, doheem oder an enger Institutioun, zum Beispill an engem Spidol. Et kann op technologesch a mënschlech Hëllef zréckgegraff ginn, fir bestehend Defiziter auszegläichen.

Et kann op een orthographesch Vérificateur zum Beispill zréckgegraff ginn, deen de Schüler op ee Feeler hiweist, awer net déi richteg Äntwert liwwert, esou datt de Schüler muss selwer d'Korrektioun maachen. Dispensé kënnen ergeelt gi fir mëndlech, praktesch, physesch Epreuven oder fir ee Modul. De Schüler ka sech och fir d'Erléiere vu gewësse Matièreen zäitweileng an enger anerer Klass ophalen. Den Dossier kann un déi national Commission médico-psychopédagogique iwwerwies ginn.

An den Article 6 a 7 ginn d'Aufgaben an d'Zesummesetzung vun der Commission des aménagements raisonnables fixéiert, déi aus siwe Persounen besteet, déi fir en Terme renouvelable vun dräi Joer vum Minister vun der Éducation nationale genannt ginn. D'Kommissioun gëtt vum Direkter vum Centre de psychologie et d'orientation scolaires presidéiert, an hir Délibératioun si confidential.

Am Kapitel 4 ginn d'Prozeduren festgeluecht, déi muss respektéiert ginn. Et sinn Délaie virgesi souwéi e Recours bei der nationaler Commission médico-psychopédagogique. D'Zertifikater an d'Diplomer sinn identsch fir all Schüler, déi d'Épreuves bestanen hunn.

Zousätzlech Informatiounen zu den Diplomen an den Zensuren ginn aus folgende Mentiounen ervir: de systematesche Gebrauch vun engem orthographesch Vérificateur; de Gebrauch vun enger Sprooch, Däitsch oder Franséisch, déi eng aner ass, wéi an de Programmer virgesinn; d'Dispens vu mëndlechen, prakteschen a physesch Prüfungen; d'Aménagementen, déi sech bezéien op een Haaptfach vum Schlussjoer oder de Schlussprojet intégré.

Am Intitulé gëtt op zwou Gesetzesmodifikatiounen higewisen: éischtens, dat modifizéiert Gesetz vum 14. März 1973 iwwert d'Schafung vun de Services vun der Éducation différenciée, a b) dat modifizéiert Gesetz vum 25. Juni 2004 iwwert d'Organisatioun vun de Lycées an de Lycées techniques. D'Referenz op déi Gesetz kann an der verkierzter Form gemaach ginn. D'Gesetz trëtt bei der Schoulreintree 2011/2012 a Kraaft.

Här President, Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, mat deemem Projet erlaube mer enger Rei Schüler - déi net, wéi déi meescht vun hire Kollegen, ouni Handicap oder kierperlech Defiziter hir Schoul kënnen maachen -, méi Chancégerechtheet am Schoulalldag a bei den Épreuven ze erfueren, am Hëllef op déi ugestriefte Qualifikatioun. Mir wëllen dozou bäidroen, fir de jonke Leit, déi net ëmmer Chance am Liewen haten, hir Problemer eppes ze erliichter, andeem mir hir Chancen op hirem schoulesche Parcours verbessern.

An deem Sënn wëll ech den Accord vu menger Fraktioun ginn an ech soen lech Merci fir d'No-lauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Fernand Diederich Merci. Als éischte Riedner

ass déi honorabel Madame Tessy Scholtes agedroen. Madame Scholtes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Tessy Scholtes (CSV).** - Här President, Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech dem Rapporteur Merci soe fir deen detailléierte Rapport iwwert dësse Gesetzesprojet. Ech fänken u mat engem Punkt, dee muer op der Dagesuerdnung an deem héijen Haus steet: D'UNO-Konventioun fir d'Rechter vu behënnerte Leit, déi Lëtzebuerg den 30. März 2007 ënnerschriwwen huet, soll muer ugehoill ginn.

Den Artikel 24 vun der Konventioun gesäit vir, dass déi Staten, déi ënnerschriwwen hunn, d'Recht op Ausbildung fir behënnert Leit unerkennen. Weiderhi steet dran, dass Kanner net opgrond vun enger Behënnerng vum Unterrecht an der Grondschoul oder am Secondaire ausgeschloss därefe ginn, an d'ës am Numm vun der Chancéglichheit, der Antidiskriminatioun an de Mënscherechter.

Bis haut gëtt et awer an der Lëtzebuurger Législatioun keen Text, dee Schüler mat enger Behënnerng e Recht op extra Dispositiounen gëtt. D'Gesetz gesäit just eng individualiséiert Hëllef oder een Appui respektiv d'Integratioun an e Centre d'éducation différenciée vir. Dir gesitt, léif Kollegeninnen a Kollegen, dass an deem Beräich hei zu Lëtzebuerg eppes geschéie muss!

Scho viru Joren hat den Unterrichtsministère vu Moosname geschwat, déi behënnerte Schüler ee gläichberechtigt Léieren am Secondaire erméigleche sollten. An der Tëschenzäit sinn och scho Fortschreitter gemaach ginn. Sou ass d'Zuel u behënnerte Schüler am Enseignement secondaire wéi och am Enseignement secondaire technique an deene leschte Jore konstant eropgaangen.

An dach ass et wichteg, elo net stoen ze bleiwen. Mat dem Gesetzesprojet vun haut maache mir dofir ee weidere kleng Schrëtt a Richtung Inclusion an der Schoul. Ee wichtige Schrëtt allerdéngs, well d'Heterogenitéit vun de Schüler ëmmer méi grouss gëtt, an all Kand verschidden ass. Et ass also un der Schoul, fir den Défi vun der Diversitéit unzehuelen an all Kand eng Chance an eise Schoulsystem ze bidden, esou wéi et enner anerem d'UNO-Konventioun och virgesäit.

D'Fro, déi sech bei deemem Projet - op deen eng ganz Rei vu Betreffenen, an och mir als CSV, laang gewaart hunn - stellt, ass déi, ob en deem Défi och gerecht gëtt. Op den éischte Bléck jo, well en an der Theorie eng besser Inclusion virgesäit. Een zweeten, méi genee Bléck verréit awer, dass hei just ee klengen Aspekt vun engem Problem, dee vill méi grouss ass, behandelt gëtt. Sou betrëfft d'Gesetz nëmmen eng gewësse Kategorie vu behënnerte Schüler, an zwar laut Titel „des élèves à besoins éducatifs particuliers“. Gemengt sinn hei Schüler, déi mat gewëssen Aménagementen capabel sinn, den normale Schoulprogramm ze suivéieren.

Mä wou bleiwen dann also déi Schüler, déi sougenannten Élèves à besoins éducatifs spécifiques, déi trotz Aménagementen net den normale Schoulcurriculum bewältege kënnen? Si gesäit de Gesetzestext net vir, obwuel de Regierungsprogramm do keng ënnerscheeder festhält. An dobäi sollt a misst dach d'Gläichbehandlung vun alle Schüler dat iewescht Zil vun enger inklusiver Schoulpolitik sinn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Tessy Scholtes (CSV).** - Déi verschidden Associatiounen an d'Eltere vu Betreffenen hate sech hei wuel méi erwaart. An et ass och eise Wunsch als CSV, fir weider Schrëtt op deem Terrain ze goen.

Déi spezifesch Moosnamen, déi am Text virgesi sinn, déi sougenannten Aménagements raisonnables, si Verännerungen an Upassungen am Unterrecht oder bei der Evaluatioun, déi d'Zil hunn, de Schüler mat besonneschen éducativen Bedierfnisser hir Defiziter ze kompenséieren.

Et ginn deementspreechend eng ganz Rei vu spezifesch Moosname geschaf, déi et dës Schüler erlaben, déi erfuerderlech Kompetenzsockelen ze errechen an esou hir Chancen um Aarbechtsmaart an enger Gesellschaft ze verbessern. An d'ës net am Sënn vun enger Bevurdelegung vis-à-vis vun de Matschüler, wéi et leider vu Verschiddene gefaart gëtt, mä vill-méi am Sënn vun der Chancéglichheit.

Wat eis besonnesch gutt un deemem Gesetzesprojet gefält, ass, dass d'Aménagements raisonnables jee nom Grad vun der Behënnerng vum Schüler ugepasst ginn. All Ufro gëtt individuell behandelt, fir déi beschtméiglech Léisung fir dee jeeweilige Schüler ze fannen. An d'ës kann och am Laf vun der Schoulcarrière ajustéiert ginn.



Ausserdeem suert d'ese Gesetzestext an eisen Ae fir mei Kloorheit, wat d'Veersetzung vu Schüler betrëft, déi iwwer eng laang Zäit schwéier krank sinn an d'Schoul net regel-méisseg besiche kënnen.

Wann ech vu Versetzung schwätzen, kommen ech natierlech net derlaanscht, fir e Bléck op d'Zensuren ze werfen. Den Artikel 16 iwwert d'Evaluatioun an d'Certificatioun stellt fir eng Rei Experten e Problem duer. D'Certificaten an d'Problemer sinn zwar identesch fir all Schüler, déi d'Épreuve gepackt hunn; op dem Unhang zum Diplom oder zur Zensur mussen awer bestëmmten Aménagements raisonnables - also net all - erwähnt ginn.

Mir mengen net, dass een dat als diskriminatoirech ugesi sollt, mä als eng wichteg Informatioun fir een zukünftege Patron oder fir déi Responsabel vun der weiderer Formatioun, déi esou op eventuell Aménagementen virbereet sinn, fir dass d'Kontinuitéit erhalte bleiwe kann. Well genau dat Konzept vun der Kontinuitéit gëtt jo an deene meeschten Avisé vermësst.

An der Grondschoul hunn déi betraffe Kanner en individuellen Unterrichtsprogramm a gi vun enger spezialisierter Equipe betreit, wat duerno am Secondaire awer net méi de Fall ass. De Passage vun der Grondschoul an de Secondaire ass awer e wichtige Moment fir de Schüler. Seng Schwächen a Stärken an eventuell sän Handicap mussen detektiert ginn, fir hie richteg ze orientéieren an him Perspektiven ze ginn.

Fir eng Kontinuitéit tëschent deenen zwee Regimer ze behalen, muss systematesch Liene geschafe ginn, well eng optimal Integratioun ass nëmmen duerch ee kohärenten Informationsfluss méiglech an natierlech duerch den Engagement vun de verschiddenen Acteuren um Terrain. Gemengt sinn d'Enseignanten, déi sech neien Erausforderunge stelle mussen, well de schouleschen Erfolleg hänkt zu engem groussen Deel vun den ugewannten didaktische Methoden of.

An deem Fall ass et déi pedagogesch Approche vun der Inclusioun, déi vum Enseignant vill Professionalismus verlaangt. Hie muss sän Unterrichtsprogramm méi differenzéieren, fir der heiteger Schoulpopulatioun gerecht ze ginn. Ob hien dorop virbereet ass, ass eng aner Fro.

Mir sinn der Meenung, dass déi aktuell Formatioun vun den Enseignanten net genuch Akzenter an deem Beräich setzt, an hoffen, dass deem an der Zukunft Rechnung gedroe gëtt.

Mir begrëssen et awer, dass de Gesetzesprojet am Artikel 17 explizit d'Formation continue souwéi d'Sensibiliséierung vun der ganzer Schoulgemeinschaft fir déi nei Aménagements raisonnables festhält.

Här President, Madame Minister, Léif Kolleginnen a Kollegen, mir sinn eis bewosst, dass d'ese Gesetz just ee kleng Bäitrag zur schoulescher Inclusioun vu Kanner mat spezielle Besoinë leescht. Mä mir mengen, dass et an déi richteg Richtung geet a setzen eis derfir an, dass et just den Ufank vu weidere Change-menter an deem Sënn si wäert.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimat den Accord fir d'CSV-Fraktioun. Allerdéngs wëll ech lech ganz zum Schluss nach eppes mat op de Wee ginn, an zwar d'ese Zitat vum Erziehungswissenschaftler Professor Dieter Katzenbach: „Integration bedeutet Duldung. Inklusion ist Zugehörigkeit.“

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Scholtes. Als nächste Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, ech wëllt fir d'ese dem Rapporteur Merci soen, deen ausféierlech hei eis bericht huet iwwert de Gesetzesprojet souwuel méndlech wéi och a sengem schrëftleche Rapport. Ech wäert duerfir net méi en détail op déi verschidde Punkten agoen. Dat huet hie gutt gemaach. Ech wäert e puer méi prinzipiell Remarquen zu deem Projet maachen.

Zum enge muss ech soen, dass d'DP d'Ausriichtung vun deem Projet de loi begrëisst. D'Zil ass et jo, fir méiglech vill Kanner mat engem Handicap an d'Regelschoul ze integréieren. Dat hei gëtt elo dann eng institutionell Basis fir all déi Éforten, déi vu ville Proffen, Direkteren, Eltere gemaach gi sinn an deene leschte Joren, déi sech fir d'Integratioun vun de Kanner an d'Regelschoul agesat hunn. An et muss een och drun denken: Och ouni gesetzlech Basis ass an de leschte Jore ganz vill Asaz, ganz vill Engagement vun deene Leit gewise ginn an och ganz vill gutt Aarbecht gemaach ginn.

Et ass jo esou, dass déi eng oder déi aner mengen, dass d'ese Kanner eng Belaschtung

wiere fir eise Schoulsystem. Ech gesinn dat éischter aneschtens. Ech fannen, esou Kanner si ganz oft eng grouss Beräicherung fir eise Schoulsystem, och fir eis Kanner, well déi eng vun deenen anere léiere kënnen. Zum Beispill, déi jonk Kanner, déi keen Handicap hunn, léiere sozial Kompetenzen. Si mussen Verantwortung iwwerhuelen, si mussen eventuell mathëllefen, fir deem Schüler mat Handicap da virunzëhëllefen.

Op där anerer Säit ass et natierlech och fir déi jonk mat Handicap immens positiv, wa se gesinn, dass se sech awer kënnen integréieren, dass se an der Schoul kënnen mathalen, dass se kënnen en Ofschloss maachen an dass se am Fong geholl doduerjer - well dat ass jo ëmmer den Ufank vun Integratioun an d'Gesellschaft -, dass se also iwwer e flotte Schoulwee, iwwer e gepacktene Schoulwee och sech kënnen an d'Gesellschaft integréieren.

Et soll een awer net mengen, dass elo mat deem Gesetz all Problemer geléist wieren, wat d'Integratioun vu Kanner a jonke mat Handicap an der Schoul ugeet. Ech schlësse mech do deene kritesche Wieder vu menger Virriednerin un. Hei geet et jo an éischer Linn em Kanner, em Jonker mat engem - ech géif soen - méi minime kierperlechen Handicap - wéi gesot, d'DP begrëisst ausdrécklech, dass dat elo gemaach gëtt -, mä fir e groussen Deel vu behënnerte jonke Mënsche bréngt d'ese Gesetz awer nach näischt.

Ech denken do un all déi Mënschen, déi jonk, déi Kanner, déi weider un d'Édiff verweise ginn. Oder soll ech eigentlech soen, déi eigentlech do ofgeluecht ginn? Mir, d'DP, plädéieren derfir, dass zousätzlech Efforten och an der Grondschoul mussen gemaach ginn, déi jo eigentlech soll inklusiv sinn, mam Zil, dass mer wierklech esou mann wéi méiglech Kanner mussen an d'Édiff schécken an dass mer der ëmmer méi kënnen an déi normal Grondschoul respektiv herno och an d'Lyceëen integréieren.

Ech wäert och muer nach eng Kéier doriwwer schwätzen, wa mer iwwert d'UNO-Konventioun hei debattéieren. Mä op alle Fall, dat ass dat, wou ee muss Ustrengunge maachen, och, oder insbesonnesch och mat der neier UNO-Konventioun, déi mer also muer hei wäerte stëmmen. Dat hei Gesetz geet net duer, an duerfir mussen also och Ustrengunge gemaach gi weiderhin um personelle Plang, un der Ausbildung vun den Enseignanten, um infrastrukturelle Plang an esou weider.

An ech muss soen, dass ech do heiansdo de politesche Wëlle vermessen, fir dat ëmzesetzen. Et muss ee bedauern, well d'Ministesche jo awer soss heiansdo net zréckschreckt viru groussen Reformen, schwierere Reformen, dass se awer dee ganze Chantier vun der Integratioun, der Inclusioun vun den handicapéierte jonke Mënschen, och d'Reform vun der Édiff nach net ugaang ass.

Wéi gesot, mir als DP bedauern och, dass zum Beispill bei der Reform vun der Grondschoul net d'Geleeënheet geholl ginn ass, fir dann och d'Édiff zum Beispill ze reforméieren respektiv wéinstens och d'Édiff an den Text vun der Grondschoul anzuschreien, fir wierklech ze weisen, dass dat eng Partie intégrante vun eiser öffentlecher Schoul ass. Dat war an eisen Aen eng verpasste Chance.

Zréck zum Gesetz da vun haut wéilt ech nach eng oder zwou ofschléissend Remarqué maachen. Et soll een op alle Fall évitéieren herno bei der Exekutioun vun deem Gesetz, bei der Ausféierung, dass mer ze vill Bürokratie un den Dag leeën. Dat ass ëmmer d'Gefor bei esou Gesetz, dass een herno wierklech à la lettre fiert oder wierklech no den Zeile vum Reglement. Hei mussen och heiansdo kuerzfristeg wierklech pragmatesch Léisungen am Intérêt vun de Schüler getraff ginn. An dat soll och an der Praxis weiderhin d'Leitlinn bleiwen.

Et muss een och wëssen, dass hei och nach eventuell d'Schoulen, d'Lyceëe méi besonnesch, vläicht nach méi technesch oder personell Ausstattung fir d'Exekutioun vun deem Gesetz brauchen. Och dat muss garantéiert bleiwen, dass mer dat Gesetz, och wann et net komplett ass, dann awer herno uerdentlech kënnen exekutéieren.

Dat gesot, géif ech awer den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet abréngen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här Claude Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Här President, Dir Damm an Dir Hären, dat Gesetz, wat mer haut stëmmen, beantwert e puer Froen, mä et werft awer och eng ganz Rei aner Froen op.

Mir stellen ëmmer erëm fest, dass mer mat enger relativer Liichtkeet d'Kanner mat engem Handicap an der Spillschoul integréiert kréien. An der Primärschoul gëtt et da scho méi schwier, an am Lycée ass et da ganz oft eriwuer mat der Integratioun.

Dat weisen och d'Statistike vun de Schüler an den Édiff-Strukturen op. D'Halschent vun de Kanner an den Édiff-Strukturen sinn am Alter vun Enseignement fondamental. Dat heescht, d'Kanner vu véier bis zwielef Joer maache 50% vun där Schülerpopulatioun aus. Déi jonk vun zwielef bis 16 Joer also, vill méi eng kuerz Altersspann, maachen déi aner 50% aus. Bei den Zwielefjähregen ass d'Nofro no Édiff-Strukture bei den Eltere méi grous. Et schéngt esou ze sinn, dass mer eng Orientatioun am sechste Schouljoer net nëmmen no Lycée classique, Lycée technique a Modulaire maachen, mä och nach a Richtung Education différenciée.

Mat deem Gesetz, wat mer haut virleien hunn, ännere mer guer näischt un deem Tatbestand. Mat engem gewëssene Stolz geet Rieds dovun, dass mer enger Rei Schüler mat engem Handicap et erméiglechen, dass se ee Schoulofschloss an enger vun eise Schoulen am Secondaire kréien. De Cercle des bénéficiaires ass ganz kloer reduzéiert op déi Schüler, déi keen individuelle Léierplang brauchen, mä déi mat enger rasonabler Hëllef hire Schoulprogramm an hir Prüfungen an Exame kënnen ofleeën.

D'ese Aménagements raisonnables sinn och vum Rapporteur opgezielt ginn. Mir begrëssen all d'ese Mesuren a mir hoffen, dass se de Schoulen et an Zukunft méi einfach wäerte maachen, fir esou Aménagementen kënnen ze installéieren. Eigentlech ass et awer schonn zimlech bedenklech, dass mer fir esou eng Saachen, déi awer Selbstverständlechkeete sinn, en extrat Gesetz brauchen.

Bleift déi ganz wichteg Fro, ob een déi speziell Hëllef an muss bei der Certificatioun ernimmen. Den Artikel 15 vum Gesetz seet, dass all Schüler deeselwechten Diplom kritt. An den Artikel 16 seet, dass déi wichtegst Aménagements raisonnables missten an engem kompletären Dokument zum Diplom festgehal ginn.

De Conseil supérieur des personnes handicapées gesäit eng gewëssen Diskriminatioun doran, well d'Schüler wahrscheinlech niewent hirem Diplom och hir Zensur an hire Complément misste bei engem potenzielle Patron oder enger weiderféierender Schoul presentéieren.

déi gréng gesinn dat net als Diskriminatioun, mä gesinn dat als Noutwendegkeet. Mir deelen d'Approche vum Centre pour l'égalité de traitement. D'Festhale vun den Aménagements raisonnables sinn éischten d'Festhale vun enger Realitéit, an zweetens, an dat ass ganz wichteg, kann dat och duerchaus eng Hëllef fir d'Zukunft vum Concernéierte sinn. De betraffene Schüler huet eng Basis, fir sech déi Hëllef, déi e brauch, och an Zukunft ze froen.

Mir hunn also kaum Problemer mam Inhalt vun deem Gesetz. Et ass jo och net esou, wéi wann hei eppes Neies géif geschafe ginn. Mir hu jo och elo schonn a ville Lyceëen eng Rei Schüler, déi speziell Hëllefsmëttele brauchen an déi d'ese Hëllefsmëttele zur Verfügung gestallt kréien an dann och kënnen mat Succès hir Schoul maachen.

Wéi vill esou Schüler zurzäit an eise Schoule sinn, dat entzitt sech menger Kenntnis. Vläch kann d'Ministesche eis do herno e puer Zuele soen.

Mir hunn allerdéngs Problemer mam Gescht vun deem Gesetz, mat der Mentalitéit, aus där d'ese Gesetz gewuoss ass. De Cercle des bénéficiaires ass esou reduzéiert, dass d'ese Gesetz nëmme fir eng Minoritéit vun enger Minoritéit zum Asaz kënn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Eigentlech ass d'ese Gesetz, wat net an de Kader vun enger inklusiver Schoul passt. Mir féiere mat deem Gesetz den Term „élèves à besoins éducatifs particuliers“ an - an Oppositioun zum Term „élèves à besoins éducatifs spécifiques“.

Mir hunn eis beméit, deen Ennerscheid, de mir elo hei zu Lëtzebuerg tëschent deenen zwou Zorte Kanner maachen, och an anere Länner erëmzefannen. Mir hu keng kloer Definitioun oder Trennung vun deenen zwee Begrëffer - Besoins particuliers a Besoins spécifiques - fonnt.

Hei zu Lëtzebuerg gëllt dann elo déi Definitioun, wéi se am Artikel 1 vun deem Gesetz, wat mer haut diskutéieren, steet. D'ese Gesetz betrëft déi Schüler, déi en Handicap hunn, deen hinnen et net erméiglecht, an dem Lycée oder an der Erweesenebildung déi Prüfung an Tester matzemaachen. Awer net d'ese Schüler al- leguer: Just déi Schüler si gemengt, deenen hiren Handicap mat Hëllef vun rasonablen Arrangementen, wéi se dann och am Kapitel 2 vum Gesetz beschriwwen sinn, ka behewe ginn.

Och wann dat jo u sech eng gutt Saach ass, bleift d'Fro, wat dann elo mat deene Schüler, deene Kanner geschitt, déi en Handicap hunn, deen net duerch esou eng Arrangementer ka behewe ginn.

Mir si ganz frou, dass souwuel d'Chambre des Salariés wéi och d'Chambre de Commerce an och d'Madame Scholtes fir d'CSV mat Bedauern feststellen, dass d'ese Gesetz net wäit genuch geet. Dee Gedanke vun der Inclusioun am Secondaire misst och déi Kanner mat spezifesch Bedierfnisser aschleissen; déi Kanner, déi Problemer hunn am Niveau vun de Sproochen, an déi Kanner mat enger Lernbehënnung, also all Enfants à besoins spécifiques.

An der Éducatiounskommissioun krute mer gesot, dass wier net den Objet vun deem Gesetz. Dat ass natierlech wouer. An dat ass awer och ganz bedauerlech.

Mir goufen drop verträischt, dass een neit Gesetz zu der Édiff an der Ausschaffung ass an dass mat deem Gesetz d'ese Problematik géif geregelt ginn. Mir fäerten, dass och hei de positiven Usaz vun der Inclusioun, deen déi logesch Weiderféierung vun engem jorzéngtelange Prozess wier, ze kuerz kënn.

Mir si vun enger ëmfaassender Exklusivsioun vu Kanner mat enger Behënnung nach am Schoulesetz vun 1912 ausgegangen. Enn vun de 60er Jore goufen et éischt sonderpedagogesch Initiative vun eenzelnen engagierten Elteren, Schoulmeeschteren a Gemengen. Ech erënnere un d'HMC-Klass zu Esch, d'Schafung vu sougenannte Classes orthopédagogiques.

Ee Meilesteen an der Beschoulung vu Kanner mat engem Handicap war d'ese Gesetz iwwert d'Schafung vun der Édiff am Joer 1973. Eng noutwendeg Weiderentwécklung war d'ese Gesetz iwwert d'schoulesch Integratioun vun 1994. Hei kruten d'Elteren theoretisch d'Recht, ze wilen tëschent enger Beschoulung an enger Édiff-Struktur oder der Integratioun an eng regulär Klass.

Mir bedauern, dass d'ese Strukturen net scho mat der Reform vun der Primärschoul an d'Diskussioun integréiert waren. Fir eis schéngt et kloer, dass wann ee fir d'ese Schoul denkt, dann heescht Inclusioun: Wéi kënnen mer méiglechst all Kanner zesammen enseignéieren, déi, déi liicht léieren, an déi, déi schwéier léieren; déi, déi eng speziell Betreierung brauchen, an déi, déi Aménagements raisonnables brauchen? - Eigentlech huet all Kand ee Recht op ee Plan éducatif individualisé.

Mir erkenne keng Bereitschaft vun der Madame Minister, d'ese Art a Weis ze denke mat ze ënnerstëtzen. A mir bedauern dat.

Am Gesetz iwwert d'Grondschoul hu mer definiert, dass een Enfant à besoins spécifiques ee Kand ass, dat säi Cycle net an dräi Joer packt. D'Situatioun vun den Enfants à besoins spécifiques an eise Schoulen ass keng einfach. Besonnesch wann esou Schüler an den Enseignement secondaire solle wiesselen, feelt et un Aménagements raisonnables a ville Beräicher.

Bleift och nach d'Fro - déi ass och an engem Rapport opgeworf ginn -, ob d'ese Mesuren, déi mer elo fir d'Enfants à besoins particuliers schafen, och fir d'Privatschoule gëllen.

Op eng Question parlementaire vum 8. Abrëll 2008 vun der Madame Hetto an dem Här Spautz hat d'Madame Ministesch d'ese geäntwert: De SREA zum Beispill kënn just an déi öffentlech Schoulen. Vum Kand aus gekuckt, ass dat eiser Meenung no kloer eng Diskriminatioun. Ee Kand, wat esou speziell Hëllef brauch, huet also net deeselwechte Choix wéi ee Kand, wat net op esou Hëllef ugewisen ass.

Mir sinn der Meenung, dass déi Haltung vun Ministère net ze argumentéieren ass. D'Hëllef ass jo fir d'Kand, net fir d'Institutioun Schoul.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Duerfir misst et eigentlech egal sinn, wou an a wéi eng Schoul d'Kand geet. D'Hëllef muss bei d'Kand kommen. Am Moment muss d'Kand dohinner goen, wou déi eventuell Hëllef ass.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Gëllt dat och fir déi Aménagements raisonnables oder mussen déi och an de Privatschoulen ugebuede ginn? A wa jo, wie finanziert se?

Den honorablen Här Fernand Diederich ass och nach op d'Ausbildung vun den Enseignanten agaangen. Ech soen him Merci do-

fir. Ech stelle just fest, datt do nach immens vill Beréierungsängsichte sinn.

D'Madame Scholtes huet gemengt, an der Formation vum den Enseignanté misst nach vill geschéien. Och hir ginn ech do absolut Recht. Am Beräich Beschoulung vun Enfants à besoins spécifiques kann ee just soen: «Il y a du pain sur la planche.»

Merci dann nach dem Här Diederich fir säi mëndlechen a schrëffleche Rapport. An lech Merci fir d'Nolauschten.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Adam. Als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, datt d'Tonalitéit vun e puer Interventiounen, déi mer elo héieren hunn, net genau erëmgëtt, wéi d'Stëmmung an der Kommissioun war.

Et ass e ganz positive Projet, dee mer haut hunn. An ech mengen, mir hu vill Ursaachen, eis ze freeën iwwert d'Verbesserungen, déi mer des Woch hei stëmme fir eis handicapéiert Matbierger. Egal wéi mer se elo nennen: „à besoins spécifiques“, „à besoins spéciaux“ oder wéi och ëmmer, et si ganz positiv Saachen, déi mer des Woch maachen, wichteg Progrésen, a mir sollen dat net klengrieden.

Ech wéilt och besonnesch dem Rapporteur villmools Merci soen. En huet dat ganz détailléiert beschriwwen, gradesou wéi aner Kolleegen. Duerfir wéilt ech elo net widerhuelen, wat mer och an der Kommissioun gesot hu vu Virdeeler, och eventuelle Problemer, déi dëst Gesetz huet. Mä et ass e wichtige Schrëtt an eng richteg Richtung fir méi Inclusioun fir déi behënnert Kanner an eise Schoulen.

Sécher, et kann een op deem Wee, et muss ee vläicht op deem Wee weidergoen op eng realistesch a progressiv Manéier. Eng komplett Inclusioun ass wahrscheinlech ni méiglech fir all Kand, mä mir sollte probéieren, esou wäit wéi méiglech ze goen an effektiv deene betraffene Kanner an engem méiglechst positiven a konstruktive Geescht ze hëllefen.

Mir versti verschidde Kritiken net. Et ass wichtig, mengen ech, fir all zukünftege Patron, datt e wierklech weess, wat déi Leit, déi e wéilt engagéieren, kënnen. Et ass e bëssen eng Atmosphär vu Mësstrauen heiansdo erauszuspieren aus verschiddene Riede géigeniwwert de Patronen, fir ze probéieren ze verstoppe vläicht, mat wéi enge besonneschen Aménagementen déi verschidden Diplomer erkämpft goufen, erléiert goufen an de Schoulen. An déi Mériten, déi domadder verbonne sinn, déi si vläicht besonnesch grouss bei deene Leit, déi eben hu misse speziell Aménagementen hunn, fir iwwerhaapt kënnen op deen Niveau ze kommen.

Ech mengen, et muss een de Patronë vertrauen. Vill vun hinnen hu wierklech de Wëllen, esou Leit och bei sech opzehuelen, hinnen eng Chance ze ginn. An ech mengen, et ass einfach wichteg, fir transparent, éierlech och mat hinnen ze sinn a genau opzeschreiwen, op wéi engem Niveau se sinn a wéi hinnen nach ka weider an hirem Beruff geholl ginn a wéi eng Asazgebiddener duerfir och fir si am beschte sinn.

Mir wëllen awer och als ADR, well mer eis deene Problemer bewosst sinn, déi dëst Gesetz vläicht nach huet, nämlech verschidde Saachen, déi nach net geregelt sinn oder net wäit genuch geregelt sinn, wëlle mir awer als ADR der Regierung an eis alleguer mat op de Wee ginn, datt mer dat Gesetz net sollte figéiert ginn.

Et ass e Gesetz, wat vu senger Natur aus kann evoluéieren, soll evoluéieren. Mir solle kucken, wéi eng Erfahrung mer elo mat deem Gesetz maachen. Mir sollen déi Diskussioun iwwer eng méiglechst grouss Inclusioun an de Schoule weiderféieren an dann net zécken, dëst Gesetz ze änneren an och wann néideg dacks ze adaptéieren.

Heiansdo hu mer jo Kritiken, datt mer soen, mir änneren eis Gesetz ze dacks. Dat heiten ass eent, wou mir soen, mir sollen et all Kéiers upassen dann, wa mer mierken, datt wierklech Problemer sinn, wou mer Leit kënnen hëllefen, well dofir si mer hei an deem Domän, fir deene Kanner ze hëllefen, déi eis Hëllef brauchen.

Mir hunn eis gefreet, datt mer alleguer eigentlech an dëser Kommissioun, an der Commission de l'Éducation nationale op enger Wellängt waren, all Parteien zesammen. Dat ass

net dacks de Fall. Et ass och e positivt Zeechen, datt an esou engem Gesetz wéi deem heite mir alleguer - mat klengen Nuancen, wat elo d'Portée ugeet an esou weider - an déiselwecht Richtung wëlle goen. Ech mengen, dat éiert déi Lëtzebuerger Politik. An op deem Wee solle mer dann och viruoen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kartheiser. Als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **Une voix.** - Ech soen dem Rapporteur Merci.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President, ech stëmme natierlech dat Gesetz. Ech hu mer awer d'Fro gestallt, ob et net scho muer iwwerholl wär. Well muer stëmme mer d'Approbatoun vun enger Konventioun iwwert d'Rechter vun de behënnerte Mënschen. An ech froe mech wierklech, ob d'Bestëmmunge vun deem Gesetz, wat mer haut sollen ofseenen, den Uspréich vun där Konventioun gerecht ginn, jiddefalls wa mer déi Konventioun esou ëmsetzen, dass hir Ziler wierklech och erreicht kënnen ginn. Dat heescht, dass mer all direkt an indirekt Diskriminéierungen, wéi et an där Konventioun heescht, opgrond vun engem Handicap ofschafen.

Woubäi ech a Klammere muss soen, an der Terminologie vun där Konventioun, an Geescht vun där Konventioun ass den Ausdrock vun Handicap eigentlech och schon iwwerholl.

Dat Gesetz hei ass dorunner gemooss vill ze vill restriktiv, d'Uwendungsfeld ze enk, bezitt sech praktesch nëmmen op Épreuven, also op Evaluatioun. Et bezitt sech bal nëmmen op technesch a raimlech Aménagementen. An domadder si mat Sécherheet net all Désavantages, net all Diskriminéierungen ofgebaut vu Kanner a Jugendlechen opgrond vun hirer Diversitéit.

Dat ass de Sproochgebrauch vun der Konventioun vu muer, an net méi dee vum Handicap: vun der Diversitéit. Also Ofbau vun Diskriminéierung opgrond vun der Diversitéit iwwert dee ganze Wee duerch d'Schoul.

Wéi restriktiv dat Gesetz ass, dat gesäit een un der Fiche financière. An do war ech awer e bësse bleech am Gesiicht ginn. Déi Zuel huet hei nach kee genannt. Aus der Fiche financière geet ervir, dass d'Regierung dermat rechent, duerch dat hei Gesetz wäeren zéng Kanner betraff. Zéng! Zéng am ganze Land! Zéng!

Huet jiddwieren dat matkritt?

Zéng Kanner am ganze Land wäere betraff, laut der Fiche financière vun deem Gesetz hei fir déi Kanner à besoins particuliers.

Do freet ee sech natierlech: Wou sinn dann all déi aner, un déi mer alleguerten denken? A wat fir Mesuren huele mer, fir deenen ze hëllefen?

Een Eenzelpunkt: D'Kommissioun huet en Amendement erabuecht, wou ech meng Bedenken hunn, nämlech en neien Artikel 19, dee vun der Regierung net virgesi war, an deen Artikel 19 gesäit vir, dass op Demande vun engem Kand hin och d'Kand vun engem Lycée an en anere ka geschéckt ginn, wann do déi sougenannten Aménagements raisonnables virgesi sinn.

Ech fannen dat zweeschneideg. Ech sinn eigentlech der Meenung, all Lycée misst d'Flicht hunn, déi Aménagementen ze assuréieren, déi d'Kanner mat deenen ënnerschiddleche Formen vun Handicap brauchen. Well soss besteet d'Gefor, dass e Lycée dat hei als Virwand hält, fir dem Kand ze suggéieren: „Da géi op déi Plaz, wou d'Aménagementen bestinn.“

A wann ee sech dat bis an den Extremfall duerchrechent, da kann et esou sinn, dass am Land dann ee Lycée wär, deen déi Aménagementen alleguerten hätt. An domadder hätte mer dann erëm eng Kéier eng Diskriminéierungssituatioun an am Fong geholl eng Segregatioun geschaf. Duerfir hunn ech Bedenke par rapport zu deem Artikel.

Ech hunn och Bedenke par rapport zu deem Ausdrock „aménagements raisonnables“. Ech sinn eigentlech der Meenung, e Gesetz wéi dat do, dat misst an der Logik vun Droit stoen. An da misst deen éischte Saz sinn: «Les enfants...» - oder - «Les jeunes...» - oder wéi och ëmmer - «...ont droit à...». An dann ass et net méi „aménagements raisonnables“, dann ass et „aménagements nécessaires pour garantir ce droit“.

An der Konventioun, déi mer muer stëmme, gi mer permanent vun enger Logik vun Droits aus. An dat ass och de Grond, firwat dass ech mengen, dass dat Gesetz hei scho muer eigentlech iwwerholl ass.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Hoffmann. Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun. Elo kritt d'Regierung d'Wuert, d'Éducatiounsministesch, d'Madame Mady Delvaux-Stehres.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Merci, Här President. Och ech wollt dem Rapporteur Merci soen an ech freeë mech iwwert d'Unanimitéit hei, fir de Projet ze stëmme.

Ech hu wuel déi kritesch Stëmme gehéiert. Ech wollt just hei awer och der Plénière eng Kéier erklären, wat ech an der Chamberskommissioun gesot hunn. Dat Gesetz hei ass net méi, wéi et behaupt ze sinn. Dat Gesetz hei huet ni behaupt, et géif d'Problemer vun der Schoul, vun alle Kanner, iwwert d'Lernschwierigkeete bis zu Comportementsschwierigkeete bis zu physischen Handicap léisen.

Dat hei Gesetz huet als eenzegt Zil, fir deene Kanner, déi en Handicap hunn, deen attestéiert ass an dee bescheinegt ass, ze hëllefen, hinnen d'Recht ze ginn, dass se déi Hëllefen an der Schoul kréien, fir dass se hir Kompetenzen an hir Capacitéite kënnen och beweisen.

Et gétt an der Lëtzebuerger Schoul, an dat ass hei gesot ginn, eng ganz Rei Beispiller a ville Lycéien, wou Schüler mat Handicap gutt integréiert sinn an déi och mat Erfolleg eng Schoulcarrière maachen. Et gétt der awer och, déi déi Méiglechkeet net kréien. Jiddwree vun lech kennt vläicht een oder deen aneren, an ech ka soen, de Moment ass et esou, dass et eigentlech der einzelner Schoul iwwerlooss ass, a wéi enge Konditiounen wéi eng Hëllef ze deene Kanner accordéiert.

Mir hu keen Text - keen Text -, wou drasteet de Moment, op wat e Schüler Recht huet, ausser engem Règlement grand-ducal iwwert de Premiérexamen, wou drasteet, dass de Kommissär kéint Aménagementen décidéieren, wann den Handicap dat géif néideg maachen.

Hei duerch dëst Gesetz schafe mer dann elo déi Base légal, fir dass e Schüler d'Recht huet, fir dat anzefuerderen. An ech gesinn dat jiddefalls als e Progrès un.

Duerfir hu mer och e komplizéierte Wee gemaach. Zu Lëtzebuerg maache mer jo näischt einfach. Aner Länner, déi maache Kategorie vu Kanner oder Mënche mat Handicap a soen, d'Kategorie A huet d'Recht op dat do, d'Kategorie B op dat do. Dat bedéngt awer, dass een d'Leit muss a Kategorien aklasséieren. Mir hunn dee Wee net gewielt a mir ginn ëmmer eng individuell Léisung sichen. Dat implizéiert natierlech, dass en Dossier muss gemaach ginn an dass eng Kommissioun ass, déi decidéiert: Op wat huet dee Schüler - an deem Fall sinn et jo Schüler -, op wat huet deen e Recht beim Léieren, bei de Prüfungen a beim Examen?

Duerfir hu mer gesot, en Élève à besoins éducatifs particuliers - déi Besoins éducatifs particuliers kommen iwwerengens aus der Konventioun vun de Rechter vun den Handicapéierten -, dat viséiert also ganz kloer Schüler, déi capabel sinn, en normale Programme scolaire ze suivéieren, wa se déi materiell oder mënschlech Hëllef hunn, déi hinnen erlaabt, hir Capacitéiten ze beweisen.

Dat sinn also net Schüler, déi en amagéierte Programm kréien, fir awer zu Kompetenzen ze kommen; déi zweet Kategorie vu Schüler, fir déi mer jo eng Léisung gesicht hunn am Grondschulgesetz, wou mer amgaange sinn och dorunner ze schaffen, fir hinnen am Secondaire Léisungen ze ginn.

Woubäi ech awer muss soen: De Secondaire wëllt net jiddwieren zum selwechten Diplom féieren! Ech hu jiddefalls an dëser Chamber, hei an dëser Plénière vun den Deputéierten nach net héieren, dass se gesot hunn, jiddwree muss eng Première B kréien.

Wann dat natierlech d'Zil ass, dass mer jiddwerengem dat solle ginn: Moi, je veux bien, je prendrai acte, an da muss mer anescht légiféieren.

Eise Secondaire offréiert jo eng breet Palett vu Formatiounen an déi ass forcément adaptéiert op d'Intelligenz, op d'Léieren, op d'Assiduitéit, op de Fläiss, an natierlech och bei Kanner muss mer probéieren, bei jiddwerengem, och wann e Léierschwierigkeeten huet, fir en zum héchste fir hie méiglechen Zil ze bréngen.

Sou dass ech nach eng Kéier wëll hei insistéieren: Also, dat Gesetz hei ass wierklech e kleng Schrëtt. Awer ech si frou, dass mer dee kënnen hei an der Unanimitéit huelen.

D'Prozedur ass relativ einfach. E Schüler mécht eng Demande an der Schoul, an da kann entweder den Direkter oder de Conseil de classe déi kleng Aménagementen decidéieren. Dat ass, wann zum Beispill e Sall muss extra arrangéiert ginn.

Fir déi méi grouss Aménagementen ass et eng nei Kommissioun, déi geschaf gëtt -d'Commission des aménagements raisonnables -, déi kann also eng Décisioun huelen, wat dem Schüler seng Schoulcarrière ugeet, fir dass e méi Zäit an den Examen an de Prüfungen huet, dass e méi oft eng Paus ka maachen, dass en en Examen net brauch an enger Sessioun ze maachen, dass en eventuell eng Épreuve net muss an der Schoul maachen, wat de Moment net méiglech ass.

De Moment muss een an d'Schoul goen. Mir hunn awer Kanner, déi krank sinn - well dat Gesetz hei ass jo och fir Kanner, déi krank sinn -, fir dass se eventuell an engem Spidol kënnen en Exame maachen. Si kënnen technologesch Hëllefen zur Verfügung kréien. Dat ass also alles wéi zum Beispill Computer, wa se net kënnen schreiwen.

Eppes, wat zu villen Diskussiounen Ulass ginn huet: Si kënnen e Vérificateur orthographique kréien. Dat ass also fir Kanner, déi eng schwéier Dyslexie hunn, déi also net dat richteg Wuert dōhinnergeschriwwen kréien, mä awer gesot kréien: „Hei, pass op, dat do ass falsch.“ A si kënnen eng Dispens kréie vu verschidden Épreuven.

Ech gesinn all Joer Leit, déi rose sinn, well e Kand, wat an engem Rollstull sëtzt, muss eng Turnprüfung maachen. Déi Absurditéit kréie mer duerch dëst Gesetz eraus. Sou dass ech mengen, dass dat hei eppes ass, wat awer méi wéi e puer Kanner eng Erliichterung bréngt am Schoulalltag an hinnen erlaabt, an dezente Konditiounen hir Prüfung an hiren Examen ze maachen. An duerfir sinn ech frou iwwert dëst Gesetz.

Ee Wuert nach zum Artikel 19, wou effektiv en Amendement komm ass vun der Chamberskommissioun op d'Urodung hi vum Conseil d'État, dee gesot huet, et wär vläicht gutt, dass Der awer géift soen, bei verschiddenen Aménagementen, déi méi kostspilleg sinn, dass ee géif d'Schüler regroupéieren.

Dat ass elo als Beispill de Fall, wou mer soen, um Geeseknappche rassembleiere mer d'Material fir déi Kanner, déi net gutt gesinn, entweder ganz blann sinn oder net gutt gesinn, well do brauche mer nämlech e ganz opwendegt Material, fir d'Computeren, d'Informatik, alles ëmzestellen. Um Geeseknappche sinn e puer Schoulen, dat heescht, do kënnen d'Kanner also souwuel an d'classique wéi d'technique Schoul goen.

An duerfir soe mer, d'Kanner, déi da Sehschwierigkeeten hunn, eng Déficience visuelle, déi hätte mer gären, dass se alleguerten um Geeseknappche solle rassembleiert sinn. Dat ass am Sënn, dass mer d'Material net wëllen, dat deiert Material net wëlle verspreeden éischstens an de Schoulen, an zweetens muss dat technesch Personal oder dat spezialiséiert Personal jo och kënnen mat de Maschinnen ëmgoen. A mir hunn dären net esou vill, dass mer et kënnen verspreeden op alleguerten d'Schoulen.

Ech denken och, dass et fir déi Schüler sënnvoll ass, dass se zesumme sinn, well se sech awer och... Si si jo dann an enger Schoul, an enger normaler Klass, mä si sinn awer och mat Leit, déi déiselwecht Problemer, déi déiselwecht Schwierigkeete wéi si hunn. An dat erlaabt sécher och en Échange téschent hinnen, fir domadder eens ze ginn.

Sou dass ech Merci soen, dass dat Gesetz hei nach ka virun der grousser Vakanz gestëmmt ginn. Domadder wëlle mir dann direkt déi Kommissioun do asetzen. Dat Gesetz soll a Kraaft triede fir d'Rentree. Mir müssen also och eng Sensibilisatioun vun den Enseignanten ulafe loosser, well jiddwieren an all Lycée kann dovunner concernéiert sinn an e muss also wëssen, dass et erlaabt ass, engem Schüler, deen en Handicap huet, méi Zäit ze ginn an der Prüfung wéi deenen anere Schüler, ouni dass déi reklaméiere kommen a soen: „Hei, hien huet elo en Avantage op mech.“ Dat sinn also all déi Froen, déi mer heimadder léisen.

Ech wëll zum Ofschluss soen, dass ech mer ganz genee bewosst sinn, wat d'Portée ass vun deem Gesetz. Et ass e kleng Schrëtt. Fir déi Leit, déi et concernéiert, ass et awer e wichtige Schrëtt fir eng besser Integratioun fir d'Schüler, Jonker mat engem Handicap, fir dass se eng Chance hunn, zu enger Qualifikatioun ze kommen.

An et ass also och e kleng Schrëtt um Wee vun der Ëmsetzung vun der Konventioun vun de Rechter vun de Persoune mat Handicap, déi jo muer an deem héijen Haus gestëmmt gëtt.

Duerfir villmools Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Éducatiounsministesch. Domadder wier d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.



Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuracion. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6251 ass uegheoll mat 59 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), MM. Fernand Boden (par M. Jean-Paul Schaaf), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Félix Eischen), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par Mme Claudia Dall'Agnol), Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Carlo Wagner) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera (par M. Gast Gibéryen), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6243 iwwert d'Erhale vun der Privatsphär an den elektronische Kommunikatiounen. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Bettel, Fayot an Adam. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Thiel. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

7. 6243 - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques;

2) de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel;

3) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

4) du Code de la consommation

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace

► **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.**- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, de Paquet Télécom ass wuel jiddweringem heibannen e Begrëff, an dat spëttestens säitdeem dëst Haus viru véier Joer eng Rëtsch vun Direktiven - et waren der genee eng hallef Dosen - an d'Nationalrecht ëmgesat hat, déi sech ëm déi eenzel Aspekter vun der elektronischer Kommunikatioun gedréit hunn.

Un a fir sech däréif ee sech dann elo froen, firwat knapps véier Joer duerno nees Direktive fir ëmzesetzen op eisem Dësch leien, déi sech mat genee deemselwechte Sujet befaassen.

Mä d'Äntwert ass lücht, op d'mannst fir déi, déi sech e bësse méi intensiv mat deenen neimou-deschen Instrumenter wéi der digitaler Televisioun, dem Smartphone, dem Tablet - ech hätt och kënnen iPhone an iPad soen, mä ech wollt hei keng Reklamm fir e bestëmmte maachen - erëmklappen.

(Interruption et hilarité)

Dat sinn...

Majo, esou war et geduecht. Dir hutt dat direkt gemierkt.

Dat sinn nämlech Saachen, vun deenen een deemools, wéi den éischten Télécomspak fice-léiert ginn ass, bal nach guer näischt wouost. Geneesou wéi deemools Breetband - a Fiber-glaskabel héchstens den Technikspezialisten e Begrëff waren an nach keen dru geduecht huet,

datt mir enges Dags total vernetzt wieren an datt eise ganzen...

(Brouhaha)

► **M. le Président.**- Ech bieden lech, dem Här Thiel nozelauschteren!

► **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.**- Et ass vläicht net interessant genuch, dat do.

► **Une voix.**- Dach!

(Brouhaha)

► **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.**- ...an datt eise ganze Wëssensarsenal souguer iergendwou op enger Wollek - Dir wësst jo „cloud computing“ - schwiewe géif.

A well dat esou séier gaangen ass, blouf soss näischt iwwreg, wéi och dee regulatoreschen Encadrement un déi rasant Entwécklung unzepassen, wat dann 2009 geschitt ass, wéi zu Bréssel zwou Direktiven an ee Reglement an eng nei Télécom-Versioun agepaakt gi sinn, mat där, fir am Fachjargon ze bleiwen, en Update vun deenen ale Regele gemaach ginn ass.

Déi zwee éischt Volette vun deem neien Télécomspak, an deenen et notamment ëm eng geséichert a gläichméisseg Versuergung vun alle Konsumenten an ëm de fräien Zougang zum Internet fir jiddweree goung, goufe viru fënnf Méint hei an dësem Haus ofgehaakt, wéi mir de 27. Januar zwee Gesetzter gestëmmt hunn, déi d'Bréisseler Virgaben an d'national Législation ëmgesat hunn.

Net dobäi waren deemools déi Regeln, déi mam Dateschutz am Telekommunikatiounsberäich ze dinn hunn. Dat ass en zimlech delikaten an och e komplexe Sujet, deen duerfir och e bësse méi Zäit gebraucht huet. Mä haut ass och dee Volet prett a waart drop, vun lech ofgeseent ze ginn.

Et geet bei dësem Ëmsetzungsgesetz virun allem ëm zwee grouss Uleiessen: Engersäits soll d'Protektioun vum Privatliwien duerch en effikassen Dateschutz verstärkt ginn, an anerersäits soll d'Fonctionnéiere vun där Instanz, déi grad duerfir viru sechs Joer an d'Liewe geruff gouf, nämlech d'Commission nationale pour la protection des données, ofgekierzt CNPD, nach verbessert ginn.

Et ass evident, datt jiddwer Bierger datselwecht Urecht op Protektioun vun senger Privatsphär huet. Och wann et hautdësdags in ass, säi Séile-Striptease um Facebook an ähnlechen exhibitionistesche Foren ze maachen, ännert dat näischt drun, datt jiddweree weiderhin dat Recht huet, säi Privatliwé géint de Virwëtz vun dobaussen ofzeschiermen, an datt et dem Gesetzgeber seng Pflicht ass, fir eng adequat Protektioun ze suergen.

Dat geschitt dann och mat dësem Gesetz, dat dee Schutz vun der Privatsphär op dee leschte Stand vun der technologischer Entwécklung hieft. Et ass jo gewosst, datt de Virwëtz keng Grenze kennt an och net virun deem Einzelne senger Hausdier halmécht. Och wann esou e Virwëtz éischer harmlos a souguer duerchhaus mënschlech ka sinn, well e sech éischer am Beräich vun deem beweegt, wat mer op gutt Lëtzebuerger de Beschass nennen, kann hien awer och ausarten an dann zur reeller Gefor fir deen Einzelnen a fir d'Gesellschaft ginn.

Dat ass ganz eendeiteg de Fall an Diktaturregimen, déi ouni eng intensiv Iwwerwaachung vun hire Bierger net auszekomme mengen an duerfir all méiglech Bespëtzlungsinstrumenter asetzen. Mä och an deene méi zivilisierte Länner geet d'Spionitis ëm, sief se vun uewen erof gesteuert an och souguer heiansdo berechtigt, nämlech dann, wann et ëm d'Sécherheet vum Stat oder ëm d'Bekämpfung vun Terrorismus an der organisierter Kriminalitéit geet, oder sief et, well Geschäftsmécher derhannert stiechen, déi sech un där uraler Wourecht orientéieren, datt Wësse Muecht bedeit, an déi dann hiert Wëssen um Bockel vun hiren Affer zu Méenz ze maache versichen.

Dat alles gëtt natierlech haut doduerch vill méi einfach gemaach, datt et all méiglech Instrumenter gëtt, mat deenen ee sech an d'Privatliwé vun Einzelnen eraschläiche kann, ob elo als kriminellen Hacker, fir anere Leit hir Bankkonten ze plënnen, oder nëmmen als „Schmalspur-James-Bond“, dee mat sengem Handy heemlech verfänglech Fotoe vu Promië schéisst, fir se engem Revolverblat ze verkafen.

An dësem Gesetz geet et ëm den Asaz vun den Telekommunikatiounsinstrumenter an dorëmmer, ze verhéinneren, datt déi Instrumenter méissbraucht ginn, fir an d'Privatsphär anzubriechen. Datt do déi sougenannte Bedreier, also d'Acteure vun der Mobiltelefonie eng zentral Roll spillen, läit wuel op der Hand, well bei hinne lafen all déi Sträng zesummen, iwwert déi d'Telekommunikatioun geschitt.

Duerfir ginn zum Beispill an deem neie Gesetz d'Provideren dozou ueghealen, der CNPD, also

der Iwwerwaachungsinstanz, direkt Meldung ze maachen, wa si eng Attack op d'Privatsphär an hirem Réseau entdecken. A si ginn doriwuer eraus och obligéiert, an deem Fall hire Client oder hir Clienté vun där Attack, vun deenen Attacken an d'Bild ze setzen.

Datt déi Gratwanderung tëschent engem of-fenen an am Prinzip net kontrolléierten Netz op där enger Säit, an der Protektioun vum Individu op där anerer Säit net ëmmer einfach ass, sief un engem Beispill illustréiert.

Laut Gesetzesprojet sollten am Fall, wou een den 112 urufft, eng Rei vun Informatiounen, ënner anerem d'Internets- an d'Facturatiouns-adress vum Uriffer, gespäichert ginn, fir datt d'Police an d'Rettungsdéngschter genee am Bild sinn, besonnesch, wann deen Uruff aus engem Betrib an net vun engem Privatuschloss kënn. Well do all méiglech Detailler iwwert den Uriffer sollten enregistriert ginn, hunn net nëmmen d'Providere sech géint deen tech-neschene Opwand gestäipt, deen domat ver-bonnen ass, mä et ass och vum Statsrot gesot ginn, dat géif nun awer wierklech ze wäit. Är Kommissioun huet sech dunn där Meinung uegeschloss a si huet d'Lëscht vun den Informatiounen op den absolut noutwendige Minimum gekierzt.

Nach méi Kappzerbrieches wéi d'Protektiouns-barrière ronderëm deen eenzelne Konsument an deem seng Privatsphär awer huet deen zweete Volet vum Gesetz bei der Ausaarbechtung gemaach, dee sech op d'Iwwer-waachungsinstanz selwer, nämlech op d'CNPD bezitt.

Dat huet notamment domat ze dinn, datt d'CNPD als staatlecht Kontrollorgan mat enger gewësser Autoritéit ausstafféiert ginn ass, zu där och d'Aussprieche vu Sanktiounen an d'Verhänke vu Geldstrofe gehéieren. Wéi scho méi dacks bei deenen dräi anerem Instanzen, déi eng ähnlech Missioun ze erfüllen hunn - Dir wësst: d'CSSF, den ILR an de Commissariat aux Assurances -, huet och dës Kéier de Statsrot d'Ouere gespëtzert, well et ëm d'Kompetenz vun deenen éischer als harmlos Etablissements publics agestuuften Iwwerwaachungsinstanze geet. Hien huet do e Problem dermat, datt déi gewëssermoosse Polizeibefugnisse kréien, well si jo eigentlech an hirem jeeweilege Beräich och als Polizei agéieren.

Dës Kéier konnt de Problem an domat eng vun den Oppositionen formelles vum Statsrot aus der Welt geschaf ginn, andeems iwwer en Amendement d'Méiglechkeet vun engem Recours en réformation virum Verwaltungsgericht agebaut gouf, fir de Fall, wou een net mat der Sank-tioun vun der CNPD d'accord wär.

Domat ass awer deen éiwege Problem vun deene Kontrollinstanzen nach ëmmer net geléist, déi aus dem angelsächsische Recht stamen a keng esou eng richtig Plaz an eisem la-téngeschen Droit fannen. Ursprénglech aus dem Prinzip vun Autocontrôle entstanen, wéi mir e bei eis bei den Dokteren, bei den Affekote kennen, sinn déi Organer vum Législateur mat offizielle Missiounen chargéiert ginn, déi se awer nëmmen dann assureiere kënnen, wa si mat deenen noutwendige Moyenen ausgestatt ginn. An dozou gehéiert och eng gewësse Polizeigewalt. Mä déi kollidéiert dann direkt erëm mat eisen agefuerechte Rechtstraditiounen.

Et ass net fir d'Éischt, datt ech vun dëser Plaz aus fir en eegene Statut fir dës Instanze plä-deieren, fir datt si endlech hir Verankerung an eiser Statsorganisatioun fannen. Wat hei feelt, ass eng horizontal Regelung an der Plaz vun deene Silosgesetzter, déi jiddwer Kontrollinstanz fir sech behandelten an zum Deel och ënner-schiddlech encadréieren.

Dat bréngt da souguer mat sech, datt zum Beispill d'Personal net ëmmer d'selwecht behan-delt gëtt. Firwat misste mir soss extra an dësem Gesetz festhalen, datt d'Membere vun der CNPDs-Direktioun de Fonctionnairesstatut ze-gutt hunn, wéi dat bei hire Kolleegen an deenen dräi anerem Institutiounen säit jeehier de Fall ass?

Dir gesitt, d'Aarbecht geet eis hei an der Cham-ber nach esou bal net aus, och wa mir ëmmer, ëmmer méi vun deene Regeln, déi mir hei ofseenen, vu Bréssel virgeknaht kréien an dann och nach gesot kréie vun deeneselwechten zu Bréssel, fir wéini mir se ëmzesetzen hunn. Am Fall vun dësem Gesetz war dat eben den 28. Mee dëst Joer. Mir sinn also elo nach bal am Délai, awer nëmme bal.

Duerfir gëtt et och héich Zäit, datt mer deem Gesetz eis Zoustëmmung ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Rapporteur Lucien Thiel. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Xavier Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir haten an eiser Fraktiounssitzung eng länger Diskussioun iwwert dee Projet. Tatsächlech, wann een och kuckt, wéi d'Dispositions législatives am Aus-land sinn an den Exposé des motifs, do steet dran: «Une vie sauvée vaut mieux que la vie privée.»

Dat ass e bëssen d'Konklusioun vun deem heiten Text, wou ech awer och wëll selbstverständlech dem Rapporteur Merci soen an och net méi op den techneschen Detail wëll agoen.

Firwat ech dat soen, dat ass, well am Fong elo mat där doter Législatioun - ech mengen, et ass den Artikel 5, deen dat virgesäit -, wann eng Persoun, déi en Appel de secours op den 112 oder op den 113 mécht, deen, deen den Uruff krit, automatesch am Fong da weess, mat wien en ze dinn huet. Dat heescht, en huet dann en Numm, en huet eng Adress vun där Persoun, déi do telefonéiert.

Et gëtt selbstverständlech Argumenter, déi der-fir schwätzen; Argumenter, dass ee seet géint d'Fausse alerte. Dat ass awer elo net dee wich-tigsten, mä dat heescht, een, deen elo géif bei d'Police oder bei d'Pompjeeën uruffen, fir eng Fausse alerte ze maachen, dass dat selbst-verständlech dann och méi einfach ka bestrooft ginn.

Mä virun allem geet et drëms, wann et enger Persoun schlecht ass, si e Schlag mécht oder et hir net gutt ass a si telefonéiert a si kann op eng Kéier net soen, wou se ass oder wie se ass, dass een da kann erausfannen, wien ugeruff huet a wou déi Persoun sech befënt an och kann d'Secoursen dohinerschécken.

Et soll een awer och net vergiessen, dass aner Leit op den 113 uruffen, deenen et net schlecht ass, mä déi einfach en Akzident wëllen dénon-céieren, déi e Fait wëllen dénoncéieren. An ech kann lech e Beispill ginn. Regelméisseg si bei der Police Leit, déi telefonéieren, well d'Nopere sech zerstreiden, wou Violences domestiques dra sinn. Et si souguer d'Kanner, déi heiansdo uruffen, well de Papp der Mamm meeschtens jo dann der gëtt, an dann d'Kanner wëllen uruffen a selwer net kënnen intervenéieren, well se Angscht hunn, selwer geschloen ze ginn. An de Risiko besteet, dass duerno am PV vun der Police op jidde Fall dann erauskënn, wien telefonéiert huet. Wann ee kuckt, wéi meeschtens och d'PVe geschriwwen ginn, da steet do: „Um 18:43 Uhr kam ein Anruf von..., geboren...“, etc, etc.

Wann dat de Fall wier, selbstverständlech, Här President, kann et do Niewerisquen hunn, dass scho verschidde Leit, déi bereet wieren, anonym unzeruffen, fir eppes ze dénoncéieren - wéi zum Beispill bei den Noperen, et weess een net an engem Appartementshaus, ob et dee vu lénks, vu riets, vun driwwer oder vun drënner ass, déi awer bereet wieren, esou e Fait ze dénoncéieren -, dann éischer sech soen: „Komm, ech mésche mech léiwer net an, mam Risiko, dass soss den Noper weess, wien tele-phonéiert huet a wien et gesot huet.“

Dowéinst muss ee sech d'Fro stellen, ob et net eng Atteinte à la vie privée ass. An ech hat och an der Kommissioun gefrot, ob et net méiglech wier, fir dass den Usager kéint bei sengem Abonnement eng Case hunn, wou e kéint dropschreiven, ob en averstanen ass oder net, dass seng Donnéeën esou automatesch da weidergeleet ginn.

Firwat? Well - ech hunn lech et virdru gesot - menger Meinung no verschidde Leit, déi soen: „Wann ech eppes gesinn oder eppes weess oder wéi soen, awer net onbedéngt wëll, dass gesot gëtt, dass ech et sinn“, awer d'Recht kënnen behalen, eppes ze dénoncéieren, an net dass direkt gesot gëtt: „Hei, bonjour, Här Bet-tel, Är Adress, Är Telefonsnummer, mir wëssen alles iwwer lech, Äre Gebuertsdatum“ -, wann een einfach eng Nummer composéiert.

Et ass eng Acceptation des risques. Dat heescht, dass de Client dann, wann e säin Abonnement ënnerschreift, seet: „Ech sinn averstanen oder net, a wann et mer ebe schlecht geet, wann et mer schlecht gëtt, wann ech e Schlag maachen oder wann ech net méi ka schwätzen, sinn ech bereet, dass, wann ech telefonéieren an net ka schwätzen, ech eben dee Risiko aginn.“

Mir mengen, dass et wichteg gewiescht wier, dass een dem Bierger, dem Usager, deen en Abonnement ënnerschreift, déi Méiglechkeet hätt kënnen ginn, dass en hätt kënnen soen: „Ech wëll net, dass meng Nummer mat transmit-téiert gëtt, wann ech op esou eng Nummer uruffen.“ Mir fannen et schued, dass déi Dis-positioun do net drakomm ass.



Mir wëssen awer och, wat an der Direktiv dra-steeet. An do gëtt et jo och Diskussiounen a verschidde Länner, wéi eng technesch Moyenen do mussen zur Verfügung sinn. Hei zu Lëtzebuerg hu mer elo den „push ups“. Dat ass jo dann, dass automatesch dann den 112 oder 113 iwwer eng Meldung gewunn ginn, wien telefonéiert. D'Direktiv gesäit dat vir. Dat heescht, mir wëssen als Partei, dass de Choix, d'Marge de manœuvre vun der Regierung net grouss ass bei enger Transpositioun vun enger Direktiv.

Mir bereie wéi gesot, dass dat net hei zu Lëtzebuerg applizéiert gëtt, dass en d'Recht huet, fir net d'Informatiounen weiderzeginn. Fir eis ass et sécher eng Attack awer op d'Privatsphär an op d'Privatliwien.

An der Fraktioun si mer zur Konklusioun komm, Här Minister, dass mer dese Projet awer wëllte stëmmen, dass mer eis net géifen enthalen, dass mer net géifen dergéint stëmmen, mä wéi gesot, mir fannen et schued, dass déi doten Dispositioun net drakomm ass. Et wier méi e grouse Garant an et wier e Choix gewiescht vum eenzelne Bierger, fir ze akzeptéieren, ob en dat wëllt oder net. Mä mir wëssen, wéi gesot, et ass eng Direktiv. Eis Marge de manœuvre ass zimlech kleng. An duerfir si mer zur Konklusioun och komm, dass mer eis net kéinte géint déi Direktiv stellen.

An duerfir wäerte mer dese Projet och stëmmen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bettel. Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, dese Projet transposéiert a Lëtzebuerg Recht dee leschten Deel vun deem sougenannte Paquet Télécom, deem 2009 vum europäesche Législateur ugeholl gouf. De Rapporteur Lucien Thiel huet dat uganks vum sengem Rapport hei och virgedroen. Ech soen him och Merci fir déi Aarbecht, déi en dofir gemaach huet.

Ech wëll och soen, dass déi europäesch Gesetzgebung iwwert de Schutz vun Donnéeën jo scho vum Joer 1995 hierkennt an opgrond vun der technologescher Entwécklung e puermol ofgeännert ginn ass.

Dat Gesetz hei verfolgegt jo zwee Hauptziler. Dat eent, dat ass Privatsphär vun de Konsumenten an Utilisateure vun elektronische Kommunikatiounen besser ze schützen. An dat anert Zil ass, d'Onofhängegkeet vun den nationale Kontrollinstanzen ze stäerken. Et muss een déi zwee Aspekter zesumme kucken.

Ech erklären d'Architektur vun enger moderner Approche um Gebitt vun den elektronische Medien: engersäits eng méiglechst Fräiheet, déi d'Éclosioun vun deem Secteur erméiglecht huet an och weider erméigleche wäert, an anersäits eng Eegeresponsabilitéit vun de wirtschaftleche Bedreiwere. An iwwert déi zwee ongläich Acteure gehéiert dann eng Kontrollinstanz, déi net staatelech ass, mä öffentlech-rechtlech, well se méiglechst onofhängeg vum Stat soll sinn.

Dat ass jo, wéi de Rapporteur et rappéléiert huet, e bëssen en angelsächsches Modell, dee mer iwwer Europa do iwwerhuelen. Sou dass de Stat eigentlech als politesch Instanz mam Fonctionnement vun den elektronische Medien näischt ze dinn huet a sech selwer deser Kontrollinstanz an hirer Praxis mat elektronische Kommunikatiounen ennerwerfe muss.

Elektronesch Kommunikatiounen huele rasant zou. Enorm wirtschaftlech Interesse sinn domat verbonnen. De Konsument liwwert duerch säi Gebrauch vun deser Kommunikatioun Kéip vu perséinlechen Donnéeën, déi e blühende Marché duerstellen.

D'elektronesch Kommunikatioun ass och natierlech e formidabel politescht Instrument, dat et erlaabt, Masse vu Leit fir sozial, kulturell oder reliéis Ziler ze mobiliséieren. Den Internet ass e Mëttel vu kritescher Informatioun grad wéi vun intensiver Manipulatioun, wann een zum Beispill un dat denkt, wat elo a Groussbritannien mat „News of the world“ geschitt ass.

Et ass also och e Secteur, deem extrem ufällig ass, fir déi Donnéeën, déi doranner sinn, fir dass déi op eng onierlech, crapuléis Manéier kënnen ofgefrot ginn. Dëst ass d'Ursaach - mengen ech - fir eng europawäit Gesetzgebung, déi net méi reng national ka sinn, et deet mer leed. Ech mengen, de fräien Zougang zum Internet ass grenziwwergräifend. Duerfir muss d'Gesetzgebung, déi Regelung dovunner, grenziwwergräifend europäesch sinn.

An dës Gesetzgebung ass eben d'Resultat vu laange Verhandlungen zwëschen Kommissioun, Conseil an Europaparlament. Wann een e bëssen nokuckt, wat an deene Verhandlungen, politesche Verhandlungen an deenen Institutiounen geschitt ass, da gesäit een, wéi déi verschidde Interesse probéiert hunn, sech do duerchzusetzen. An ech mengen, besonnesch an deem Gesetz, an der Transpositioun vun deem Deel vum Paquet Télécom gëtt et kloer, dass awer iwwert d'Europaparlament ganz vill allgemeng Interesse sech duerchgesat hunn.

Déi wichtegst Neierung vun der Regulatioun vun den elektronische Kommunikatiounen besteet an der Verflüchtung vun den Dëngschtleeschter, all Ugrëff op d'Sécherheet an d'Confidentialitéit vu perséinlechen Donnéeën der Commission nationale pour la protection des données ze mellen an d'Utilisateuren doriwier ze informéieren.

D'Bedreiwere kréien also eng Eegeverantwortung iwwerdreien. Si dierfen net waarden, bis eppes erauskënnert. Si musse selwer aktiv ginn a sech mat der Iwwerwachungs-institution a Kontakt setzen. An dëst Zesummespill vu privatrechtleche Bedreiwere a vun der öffentlech-rechtlecher Kontroll, déi keng eegen Interessen an deem Secteur huet, soll eng verantwortungsvoll Fräiheet op deem Gebitt vun den elektronische Kommunikatiounen schafen.

Ob dat an der Realitéit fonctionnéiere wäert, muss sech weisen. Et hânt an der Haaptsaach vun der Duerchschlagskraaft vun der Commission nationale de la protection des données of. Dat heescht, vun de Spezialisten, déi deser Institution zur Verfügung stinn. Et hânt och vun der Konsequenz of, mat där déi Verantwortung vun de Bedreiwere respektéiert gëtt. An natierlech ass och deen eenzelne Konsument also Utilisateur vun elektronische Kommunikatiounen gefuerdert.

Mir wëlle jo déi formidabel Kommunikatiounsmëttelen, déi den Internet bitt, net duerch eng autoritär Kontroll anengen. Mir wëllen awer och net erlauben, dass den eenzelne Konsument vun de Multinationale manipuléiert a fir hire Profit exploitéiert gëtt.

D'Commission nationale de la protection des données schwätzt dese Problem an hirem gudde Avis zum Gesetz un. Si ennersträicht zum Beispill, dass déi komplizéiert Notizen a klenger Schrëft, déi e Benotzer vun engem Site Web an de Servicer muss liessen an approuvéieren, oft ze laang an an engem onverstandleche Jargon verfaasst sinn a vu kengem eigentlech genee gekuckt ginn, geschweige da gelies ginn.

Wéi oft hu mer schonn einfach gesot „weiderfuere“, wa mer eng laang Schmier virun ons um Écran haten? An dat mécht dann natierlech d'Dier fir all méiglech Dériven op. Dat heescht, dass d'Bedreiwere vun esou Site schlussendlech egal wat mat den Donnéeën herno maache kënnen, iwwert déi se verfügen.

D'Commission nationale pour la protection des données weist an hirem Avis op d'Aarbechte vum Groupe de travail Artikel 29 sur la protection des données am Kader vun der Europäescher Kommissioun hin. Den Artikel 29 kennt aus der Direktiv vum '95.

Déi sougenannt Publicitéit comportementale gëtt et schonn zënter den 90er Joren. Si besteet doranner, d'Utilisateure vun Internet ze verfollegen, wa se um Internet surfen an hire Profil während enger Zäit laang opstellen. Déi Profiler ginn da benotzt, fir Publicitéiten, déi hirem Interessegebitt entsprechen, ze ofréieren.

Duerfir huet de Groupe de travail Artikel 29 festgehalten, dass déi sougenannt Cookies am Computer vum Eenzelnen nëmme mat dem Averstännis vum Utilisateur placéiert därefer ginn. Et muss also d'Méiglechkeet vum „opt out“ ginn, wat largement haut net de Fall ass. A wann also Elementer vun Identitéit gebraucht ginn, fir detailléiert Profils d'utilisateure opstellen, mussen déi Profilen dann als Donnée à caractère personnel considéiert ginn, déi laut der virleiender Direktiv ze schützen sinn. Transparenz ass also gefrot, dass d'Utilisateuren hiren Accord fir d'Kollekt an den Traitement vu perséinlechen Donnéeën en connaissance de cause kënnen ginn.

Deen anere Volet - ganz kuerz nach ee Wuert dozou - betrëfft also d'Commission nationale pour la protection des données, déi an der Architektur zwëschen de Bedreiwere an den eenzelne Konsumenten eng wichteg Roll ze spille kritt. Si kritt d'Recht, fir Strofen ze ginn. De Conseil d'État - et ass scho gesot ginn - huet jo verlaangt, dass e Recours en réformation virum Verwaltungsgericht géint esou Strofe méiglech ass. Mä onse Stat, mengen ech, soll deem wichtegen Organ déi néideg Spezialisten zur Verfügung stellen, fir déi Kontrollfunktione vun Internet effikass duerchzeféieren.

Et ass duerfir och richtig, dass d'Sécurité de l'emploi fir d'Conseillere agefouert gëtt, déi

net méi genannt ginn, an dëst ass sécher och eng wichteg Garantie fir hir Onofhängegkeet.

Här President, selbstverständlech ass meng Fraktioun mat deem Gesetz d'accord. Ech wollt awer e bësse méi detailléiert op dat Gesetz agoen, well ech mengen, dat hei concernéiert jiddwereen, deen eng Kéier op den Internet geet, a wann en zwee-, dräi-, zéng-, zwanzegmol am Dag drop geet, dann ass en ëmmer méi concernéiert, well da gëtt en - ech wëll net soen en Opfer -, mä da gëtt e potenziell eng Identitéit fir vill Leit, déi sech un him interesséieren. A mir mussen ons bewosst sinn, wat dat fir jiddwer Eenzelnen, och fir ons, bedeit.

Also jo zum Internet, jo zu deem formidabile Mëttel, mä oppassen, Schutz, Transparenz sinn absolut noutwendeg, an duerfir solle mer ons och als Chamber intensiv an Zukunft domat befaassen.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Fayot. Als nächsten a gläichzäitig leschte Riedner ass den Här Claude Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Merci fir d'Éischt dem President-Rapporteur, dem Här Thiel, fir seng ausféierlech Rapporten, Merci och dem Här Fayot. Wann een nach bei dem mëndleche Rapport vum Här Thiel eppes net gewosst huet, ech hunn déi ausféierlech Erklärungen vum Här Fayot och ze schätze gewosst.

Mir hunn et haut mat enger Upassung vum Gesetz iwwer spezifesch Dispositiounen zur Protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques vum 2005 ze dinn, ee Gesetz, wat Bestanddeel war vum éischte Paquet Télécom.

Mir haten als eenzeg politesch Fraktioun géint dëst Gesetz, den deemolege Projet de loi 5181, gestëmmt. Mir haten deemools, grad wéi haut, d'Position vertrueden, dat et normal wier, dass d'Opérateuren hir Daten esou laang géife späicheren, wéi se dat bräichte fir d'Facturatioun. Wann dann allerdéngs Zweifel un enger bestëmmter Persoun géif bestoen, wann ee Verdacht besteet, dee begrënnert ass, dann ass et um Riichter ze soen: „Deen do wëll ech mer gäre méi no ukucken.“

Déi Méiglechkeet huet een à tout moment, fir ze soen: „Späichert wann ech gelift deem dote seng Daten e bësse méi laang, deem do musse mer kënnen e bëssen op d'Fangere kucken.“ Dat ass bei Leit, wou ee Verdacht besteet a wou een dee Verdacht ka begrënnen.

De Prinzip awer, dass all Interceptioun vun esou Donnéeën, all Interceptioun eng Violatioun vum Droit à la vie privée vun den Individuen a vum Secret vun der Korrespondenz duerstellt, dat muss de Prinzip bleiwen, och, wann dee Prinzip natierlech muss wéi all Prinzip seng Ausnahmen hunn.

Mat dem Gesetz vum 2005 hat d'Majoritéit de Stockage vun Donnéeën zur Routine erkläert; dat heescht, et ass aus der erlaabter Surveillance an exzeptionelle Fäll d'Regel gemaach ginn. Dat dierf en engem demokratesche Rechtsstat net sinn.

Mir hunn eis et och einfach gemaach, wat d'Käschte betrëfft. Déi héich Käschten, déi hei kreéiert gi sinn, ginn zulaaschte vun den Opérateuren. Dat heescht selbstverständlech näischt ansicht, wéi datt de Schlusskonsument, dat heescht den normalen Handy-Besëtzer oder Utilisateur, se zur gudder Lescht op senger Rechnung stoen huet.

Et ass haut net fir d'Éischt, wou an deser Matière nei léigiféiert gëtt. Sou ass zum Beispill och d'Späicherzäit vun den Date vun zwielf op sechs Méint erofgesat ginn. Um fundamentale Prinzip, dass ouni Verdachtsmoment d'Date vun alle Bierger iwwer een Zäitraum, dee wäit iwwert dat geet, wat fir d'Facturatioun gebraucht gëtt, gespäichert ginn, dorunner huet sech näischt geännert.

Dobäi ass dese Projet am Verglach zu der aktueller Législatioun e Fortschritt, mä leider ass „besser“ an deem Fall nach net gutt genug.

De Fournisseur ka bestrooft ginn en cas de manquement répété. Wann de Fournisseur eng éischte Kéier senger Obligatioun net nokënnert, da kritt e just e bësse Fanger vun der nationaler Dateschutzkommissioun gemaach.

Dat stellt eis net zefridden. Mir sinn der Meinung, dass, deemno wéi esou en éischte Manquement ausgesäit, dat eigentlech och scho kéint Sanktiounen mat sech zéien.

Mir fannen et richtig, dass de Fournisseur bei all Violatioun vu perséinlechen Donnéeën muss d'Dateschutzkommissioun informéieren. Datt dës Informatioun iwwer eng Violatioun vu perséinlechen Date just muss un deen eenzelnen

Abonnet weiderginn, wa se de Betreffenen negativ touchéiert, léisst vill Spillraum op.

Denkbar wier och gewiescht, et wier och besser gewiescht, dass all Violatioun un den Abonnet weidergerecht géif ginn. An der Kommissioun ass argumentéiert ginn, hei géif et sech oft em technesch Pannen handeln, an et hätt kee Wäert, de Konsument onnéideg ze beonrouegen. Wann een all Woch e puer Feeler-meldunge kréich, da wier een net méi opmierksam, wa wierklech eppes méi Graves géif passéieren. Dat ass natierlech net falsch, mä et kéint ee jo och direkt mat der Informatioun eng Aschätzung vun der Gravitéit vum Virfall liwweren.

Kritiséiert ginn ass virun allem vun de Beruffskummeren, dass de CNPD och ka Sanktiounen ausschwatzen. Mir mengen, dass elo, wou mer och op Avis vum Statsrot een Droit de recours beim Tribunal administratif an d'Gesetz gesat hunn, kee Problem méi mat deser Kompetenz vun der CNPD dierft sinn.

Här President, d'CNPD, also d'Commission nationale pour la protection des données, kritt mat der Entwécklung am Beräich vun den elektronische Medien, an enner anerem och mat deem Gesetz, eng ganz Rei zousätzlech Aarbecht an och Kompetenzen. Mir kënnen just hoffen, dass mat den neien Aufgaben och déi néideg personell a materiell Ressourcen zur Verfügung gestallt ginn, fir eng gutt an effikass Aarbecht am Intérêt vum Dateschutz kënnen ze leeschten.

E weideren Diskussiounspunkt an der Kommissioun war och de Fait, dass mer an d'Gesetz schreiwen, dass jiddwereen, dee beim 112 oder 113 urufft, automatesch eng ganz Rei Informatiounen hannerléisst, wéi zum Beispill seng Telefonsnummer, seng Adress, säin Numm a Virnumm an esou weider.

Enner anerem, oder virun allem den Här Bettel hat an der Kommissioun gemengt, dass all Bierger och misst kënnen refuséieren, dass seng Donnéeën automatesch géife visibel gi bei engem Appel un ee vun den Numéros de secours. Et ass schonn e bëssen iwwert de Problem geschwat ginn. Hei steet de Prinzipp vum Schutz vu perséinlechen Daten dem Prinzipp vun enger eventueller Non-assistance à personne en danger géigeniwwer.

Ech hat mech an der Kommissioun bei deser wichtiger Fro enthalen, well ech wollt Récksprouch mat menger Fraktioun hunn. déi gréng sinn der Meinung, dass et hei manner em eng Fro vun Dateschutz geet, mä éischter em eng Fro vun der Organisatioun vun den Hëllef-déngschter.

Eis Hëllef-déngschter soen, déi Uriff dierften net anonym sinn, well se soss net effektiv kéinten hëllefen. Dat schéngt mer och logesch ze sinn! Wann ech an der zukünftiger Réserve naturelle Mamerdall spaziéiere ginn an en Accident hunn, dann ass et wichtig, dass d'Hëllef-déngschter mech kënnen lokaliséieren. Datselwecht gëllt fir en Accident op enger Landstrooss, wou net all Tourist an och net all Lëtzebuergere genee kann uginn, wou en ze fannen ass.

Eng Persoun, déi a Panik urufft a vergësst, hiren Numm ze soen, oder schlecht beschriwwen huet, wou d'Rettungsdéngschter mussen agräfen, muss kënnen zréck kontaktéiert ginn. An op Nofro bei der Direktioun vun der Protection civile hunn ech eigentlech och eng aner Informatioun kritt wéi dat, wat den Här Bettel elo grad gesot huet: Eis Hëllef-déngschter hu keng Missioun repressiver Aart!

Een Dealer oder eng Persoun, déi am Drogemilieu steet, muss d'Rettungsdéngschter informéieren, well se zur Assistance à personne en danger verpflichtet ass. Mä d'Rettungsdéngschter dierfen déi Donnéeën net un d'Police erausginn, et sief dann, et léich eng Demande vun der Justiz vir, wou mer dann erëm bei der Ausnahm vum Prinzip wieren.

Här President, well mer nach ëmmer prinzipiell net mat der allgemenger Späicherung vun Daten iwwert den absolut noutwendegen Zäitraum eraus d'accord sinn, kënnen mer och net fir dat heite Gesetz stëmmen, dat näischt un deem Prinzip ännert. Well mer awer och gesinn, dass dëst Gesetz eng Rei Verbesserungen par rapport zur aktueller Situatioun bréngt, stëmme mer och net dergéint. Déi gréng Fraktioun wäert sech beim Vote vun deem Projet de loi enthalen.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Adam. Vu datt soss keen zousätzleche Riedner méi agedroen ass, kritt elo direkt d'Wuert den zousätzleche Kommunikationsminister François Biltgen.

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären... Sot mer, wéi vill Minutten ech hunn! Ech weess dat net.



► **M. le Président.** - Dir hutt 15 Minutten, Här Biltgen.

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.** - Dat ass schéin. Ech wëll dem Här Rapporteur...

► **M. le Président.** - Dir musst déi awer net ganz opbrauchen.

(Hilarité)

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.** - Jo. Also meng Interventione sinn ëmmer proportionell zu de Remarquë vun den Deputéierten. Ech huele jo ni Stellung zum Rapporteur, mä ëmmer zu deenen aneren. Duerfir wëll ech awer ufänken dem Rapporteur Merci ze soen, wat mer da scho viles erlaabt net mussen ze soen. Ech wëll awer och der Kommissioun an der Chamber Merci soen. Virun allem awer der Kommissioun, hirem President, dass mer et elo fäerdeg bréngen, als eent vun deenen éischte Länner, net dat Alleréischte, an och nom Délai, awer nëmme kuerz nom Délai de transposition vun den Direktiven, dee ganze Paquet Télécom elo ëmgesat ze hunn zu Lëtzebuerg!

Dat ass och e wesentleche wirtschaftleche Kompetitivitéitsvirdeel. Ech mengen, déi Leit, déi och d'lescht Kéier op den „ICT spring“ waren, déi grouss Technologieausstellung um Kierchbierg, hu festgestallt, dass et haut net méi esou ass, dass d'Firmen an deem ganzen ICT-Beräich op Lëtzebuerg kommen - wéi et am Ufank effektiv war - wéinst der TVA, mä dass se komme wéinst enger ganzer Partie vun anere Virdeeler: Dat sinn d'Infrastrukturen, dat sinn d'Datenzentren, dat ass also alles, wat u sech d'Hardware ubelaangt.

Et ass awer och d'regulativt Ëmfeld. Se kommen net wéinst Suen heihinner, se kommen net wéinst Subventiounen, se kommen net wéinst der TVA heihinner, se komme wéinst deem regulativen Ëmfeld. An duerfir ass et wichteg, dass mer ëmmer versichen, déi Direktiven esou séier wéi méiglech ëmzesetzen an och esou flexibel wéi méiglech, dass mer effektiv hei konkurrenzfähig bleiwen.

Dat hu mer och hei gemaach mat dëser Direktiv, wou mer - an och dat ass e wesentlecht Element, dass Firmaen op Lëtzebuerg kommen - ganz vill Wäert op Dateschutz leeën. D'Firme kommen net op Lëtzebuerg, well mer wéineg Dateschutz hätten, mä well mer e gudden Dateschutz hunn. D'Sécherheet vun der Kommunikatioun ass eng wesentlech Fro!

Ech hoffen dëse Freideg kënnen an der Regierung d'Strategie iwwert d'Cybersecurity virzestellen. A wa mer dat e Freideg nach geléngt, da géif ech och e Méindeg hei an d'Chamberkommissioun kommen, fir och déi Strategie virzestellen. Well do geet et net nëmme drëm, fir vital Infrastrukture vum Stat ofzesécheren, et geet och drëm, fir dass zum Beispill d'Bankplaz an anerer wierklech hei kënnen soen: „Ma zu Lëtzebuerg sinn d'Donnéee sécher!“

Mir schaffe ganz vill um „cloud computing“, wou effektiv d'Fro sech vum Dateschutz stellt. An do si mer amgang - och mat der Uni zesammen an an enger ganzer Partie Aarbechtsgruppe vun der Regierung - ze kucken, dass mer „cloud computing“ esou maachen, dass et och effektiv fir d'Banken interessant ass.

Duerfir sinn ech hei e bësselchen iwwerrascht, wann ech elo héieren, mir géifen hei den Dateschutz aushiewelen. Au contraire! Mir bauen en nach méi op, wéi e scho virdrun an deem éischte Projet, an deem éischte Gesetz war, wat ech selwer nach eraginn hunn.

Ech wëll och dofir eigentlech nëmme op ee Punkt elo hei zrëckkommen, dat ass dee vun dem 112, 113. Well wat hei net gesot gouf op dësen Tribünen, dat ass, dass deen Artikel 7 u sech de Remplacement ass vum alen Artikel 41. A wann Der am urspréngleche Projet de loi nokuckt, da gesitt Der, dass mer hei d'Dateschutzkommissioun gefrot hunn, ier dass mer aktiv gi sinn, an notament zum Ofschafe vum Artikel 41, wat eng relativ ëmstridde Fro war an der Regierung.

Den Artikel 41 vum 2002er Gesetz, deen huet nämlech eng ganz zentraliséiert Léisung virgesi fir sämtlech Donnéeën an net nëmme 112, 113, mä alles och fir d'Polizei, an do hätt misen den ILR dat ëmsetzen. An déi Fro, déi zentraliséiert Léisung ass net ëmgesat ginn, notament wéinst Käschtefroen.

Mir hunn do bei eis am Ministère des Communications gesot: „Majo, eigentlech brauche mer deen Artikel 41 net.“ Ämplaz elo nach deier Suen ze engagéieren, fir e rësege Big Brother opzebaue wéi den 41, menge mer, dass opgrond vum Dateschutz dat net néideg wier. Mir hu virgeschloen... An deem éischten Avantprojet de loi, mat deem ech an d'Regierung gange sinn, hate mer virgeschloen, den Artikel 41 ersatzlos ze strächen. Doropshi sinn awer Oppositioone komm, notament engersäits

vun der Direction civile, anerersäits awer och vun der Direction générale de la police, déi gesot huet: „Neen, mir brauchen den 41. Kuckt, dass Der d'Sue kritt an dass Der dat technesch ëmsetzt!“

Well mer dunn déi Diskussiounen haten, hu mer dunn notament zu där heiter Fro - net nëmme - d'Dateschutzkommissioun am Virfeld gefrot - an dat läit och bei dem Projet initial derbäi -, an d'Dateschutzkommissioun schreift och hei, an duerfir wollt ech dat awer nach eng Kéier ze lese ginn. Well, wa mer nämlech haut dat Gesetz net stëmmen, da bleiwe mer beim alen Artikel 41, an do hu mer wierklech eng Big-Brother-Solutioun dran.

„Ces nouvelles dispositions“, dat ass also den Artikel 7, dee vun der Identifikatioun, „remplace aussi bien la dernière phrase de l'article 9 paragraphe 1, dont la suppression par la loi du 24 juillet 2010 avait donné lieu à un regrettable vide juridique“, an elo kënn et, „et remplace“, och, „l'article 41 actuel de la loi modifiée du 2 août 2002, qui poursuivait le même objectif, à savoir garantir en cas d'appel d'un numéro d'urgence“, an esou weider, „l'accès de plein droit des autorités policières respectivement des services de secours d'urgence à toutes les données d'identification et de localisation disponibles des personnes à l'origine de l'appel.“ An deen ass vill méi wäit gaangen, den aktuellen Artikel 41, dee mer net ëmgesat hunn, faute de moyens financiers et techniques. Deen ass awer vill méi wäit gaange wéi dat heiten!

Et wa de Wonsch vum Kommunikationsminister, fir deen ofzeschaffen. An d'Dateschutzkommissioun huet du gesot, dass mer müssen eppes maache fir den 112 an 113. Awer, seet se: „Notre commission ne partage en revanche pas l'avis exprimé par Monsieur le directeur général de la police grand-ducale que le système prévu aux termes de l'article 41 serait nécessaire ou préférable à celui prévu par le projet de loi.“ Opgrond vun deem Avis hu mer dunn den Artikel 7 geschriwwen, wou mer net méi der Polizei Accès ginn zu den Donnéeën.

Duerfir - dat, wat den Här Bettel hei gefaart huet, an do, wou et den Här Adam awer scho richtiggestallt huet - hei ass net „données à des moyens répressifs!“ Dat war am 41, dat schafe mer elo of. Mir bleiwe bei 112 an 113. An déi brauchen d'Donnéeeën, fir Interventioone ze maachen. Den Här Bettel hat effektiv an der Chamberskommissioun virgeschloen, dass d'Leit missten eng Case cochéieren: Gëtt den 112 dat gewuer oder net?

De Minister huet sech an der Kommissioun dergéint ausgesprach, aus Grënn, déi ech dann och elo nach eng Kéier soen, nämlech folgend: Et gouf en dramatesche Fall viru Joren, wou eng Fra ugeruff huet, déi amgang war ëmbruecht ze ginn. Doduerch, dass d'Services de secours awer net konnten erausfannen, op wat fir engem Telefon déi Fra war, hunn d'Servicer... si sinn ze spéit komm an déi Fra war dout!

An duerfir soen ech, et kann een natierlech d'Beispill, wat den Här Bettel seet: „Ech wëll net, dass erausfonnt gëtt, wann ech mellen, dass d'Nopere matenee streiden“, wann een dat am Kapp huet an et géif een d'Case cochéieren, fir ze soen: „Ma ech wëll net, dass meng Nummer beim 112 erauskënn“, da kann een eventuell selwer drënner leiden, dee Moment, wou engem selwer muss gehollef ginn. An et ass duerfir, nach eng Kéier, dass ech mech dergéint ausgesprach hunn, géint déi Propositioun vum Här Bettel, well se effektiv gutt kléngt, mä well se awer d'Problemer net léist.

Derbäi kënn nach eng Kéier dat, wat, wéi gesot, och schon den Här Adam gesot huet. Hei ass et nëmme fir d'Services de secours. Hei geet et net weider un d'Services répressifs. Den Här Bettel huet sech hei iwwer Polizeirapporten opgereggt. Bon, hie kennt jo viles vu Polizeirapporten. Do huelen ech elo net Stellung derzou, well do hätt ech viles derzou ze soen. Dat gehéiert net heizou. Mir schwätzen net iwwer Polizeirapporten, mir schwätzen hei iwwer 112 an 113,...

(Brouhaha général)

...iwwer 112 an 113. An ech mengen, dass et wichteg ass, dass déi Donnéeën do...

(Interruption)

► **Une voix.** - ...ze vill oder net genuch.

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.** - ...dass déi Donnéeën do geholl ginn, fir de Leit ze hëlfen, an déi ginn net un d'Polizei weiderginn, wann et och net grad d'Polizei ass, mä wann et den 112 ass. D'Protection civile gëtt et net weider. An duerfir mengen ech, dass dat heite schon eng gutt Dispositioun war.

Ech wëll nach eng Kéier soen, hei hu mir schon am Virfeld d'Dateschutzkommissioun gefrot. Ech mengen, dass mer zu Lëtzebuerg,

an dat wëll ech och hei soen, eng ganz gutt Dateschutzkommissioun hunn, déi ganz streng ass, awer och proaktiv ass, fir ze hëllefe Léisungen ze fannen. A mir hunn hei zesumme mat Ärer Kommissioun wierklech an allen Detailler dat gemaach, wat d'Dateschutzkommissioun gesot huet.

Ech wëll lech och dofir Merci soen, dass Der bereet waart, in extremis een Amendement ze maachen oder e puer Amendementen ze maachen un de Statsrot, fir ze kucken, dass déi Dateschutzkommissioun och eng gewëssen Assurance de survie kritt an dass mer elo aus deene Leit, déi an der Dateschutzkommissioun sinn, Fonctionnaire maachen.

Et brauch een net fir alles, wat de Stat ubitt, Fonctionnaire ze hunn. Dat huet eppes mam Statut vum Fonctionnaire ze dinn. Mä de Statut vum Fonctionnaire ass virun allem do wichteg, wou et ëm Missioun geet, déi eppes mam Exercice de la puissance souveraine ze dinn hunn. An hei just mat enger Dateschutzkommissioun, déi och elo nach Pouvoirs de sanction kritt, ass et wichteg, fanne mir, dass déi Leit wierklech hei als Fonctionnaire gekuckt ginn.

Mir hunn och eng Léisung wéi bei aneren esou Organen. Ech mengen, den Här Thiel huet Recht, dass mer och eng Kéier do müssen iwwer all déi Autorités indépendantes schwätzen. Mä mir hunn déiselwech Solutiounen do wéi anerer. Do kréien d'Leit also keng Extrawurscht hei an der Dateschutzkommissioun, mä ech mengen, dass et en Organ ass, wou - ech ka mech nämlech un d'Debatten erënnere 2002 - vill Leit sech gefrot hunn, ob mer iwwerhaupt esou eppes bräichten.

Ech mengen, haut ass jiddweree frou, dass mer dat doten Organ hunn. A mir sinn och mëttlerweil esou wäit - do soen ech meng Ministeschkollege Merci -, dass ëmmer erëm am Virfeld elo emol schon d'Dateschutzkommissioun gefrot gëtt, an net eréischte zum Schluss, wann de Statsrot oder soss ee seet: „Dir hätt se misse froen.“

Mir sinn eis eens, dass ëmmer erëm am Virfeld d'Dateschutzkommissioun gefrot gëtt, an ech mengen, doduerch kréie mer och besser Gesetzer fir d'Leit dobaussen.

Nach ee Wuert zu de Sanktiounen an dem Droit de recours. Et wa net, Här Adam, esou, dass keen Droit de recours virgesi war. Dat ass falsch. Et war e Recours en annulation virgesinn a kee Recours en réformation. Dat ass den Ënnerschied vun der Differenz. Et ass richtig awer, soen ech, ech hunn dat och an der Kommissioun gesot, et huet mer souguer e bësse leedgedoen, dass et mir selwer net opgefall war, wéi ech de Projet gelies hat, wéi ech en déposiert hunn, dass effektiv bei esou Sanktiounen muss ee Recours en réformation kommen.

Dat heescht, fir den Ënnerschied ze erklären: Beim Recours en annulation seet den Tribunal administratif: „Majo, Dir hutt e Feeler gemaach, huet en zrëck a macht eng nei Décisioun!“ Beim Recours en réformation ersetzt den Tribunal administratif déi falsch Décisioun duerch eng richtig Décisioun. Dat ass den Ënnerschied. Et war e Recours virgesinn, mä en ass net wäit genuch gaangen. An et ass kloer, opgrond vun der Jurisprudenz vu Stroossbuerg, dass mer hei müssen e Recours en réformation maachen.

Dat gesot, Här President, schenken ech lech véier Minutten. An ech wär da frou, wa mer dat heite Gesetz da kéinte mat enger grousser Majoritéit op d'mannst stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Minister. Domadder wier d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6243 ass ugeholl mat 51 Jo-Stëmmen, géint 7 Enthaltungen.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), MM. Fernand Boden (par M. Jean-Paul Schaaf), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, M. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, M. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Clement), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Scheuer), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand

Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par Mme Claudia Dall'Agnol), Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Claude Meisch) et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colomera (par M. Fernand Kartheiser), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter.

Wëllt ee seng Abstentioone begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6178 iwwert de Mandat d'arrêt européen. Hei ass d'Riedezäit och nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Bettel a Braz. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

8. 6178 - Projet de loi portant modification de la loi du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne

Rapport de la Commission juridique

► **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dem Gesetzesprojet 6178 maache mir verschidden Upassungen um Gesetz vum 2004 iwwert den europäeschen Haftbefehl. Een europäeschen Haftbefehl, dat ass eng Décisioun vun engem Gericht aus engem Land A, fir eng Persoun an engem Land B festzehuelen a se un d'Land A auszeliwweren. Esou een europäeschen Haftbefehl kann ausgestallt ginn entweder, fir stroferechtlech Poursuitt géint eng Persoun ze ënnerhuelen, oder fir dass dës Persoun hir Strof an deem Land, dat den Antrag stellt, soll ofsetzen.

Den europäeschen Haftbefehl gouf 2002 opgrond vun enger EU-Kaderdecisioun agefouert. Dat war deemools ee Meilestee bei dem Opbau vun engem europäesche Rechts- a Sécherheetsraum. Et wa iwwregens dat éischt Rechtsinstrument, wat eng automatesch Unkennung vu Gerichteuerdeeler vun engem EU-Land an deem anere festgehalten huet.

Et ass kloer, dass mat dem Uwuesse vun der Europäescher Union esou Rechtsinstrumenter eng grouss Bedeitung hunn. Et setzt e géigesäitegt Vertrauen an d'Justiz vun deenen eenzelne Memberstate viraus. D'Regel „on n'extrade pas ses nationaux“ gëtt mat dem europäeschen Haftbefehl ganz einfach ausser Kraaft gesat.

Et soll een och net verstopen, dass esou Rechtsinstrumenter net ondelikat fir eis Finanzplaz sinn. Si applizéiere sech ënner anerem op Steierdelikter.

Am Joer 2010 goufen 32 där europäesch Haftbefehler vun eise Justizautoritéiten ausgestallt. 23 Haftbefehler krute mir vun anere Memberstaten, déi hei am Land exekutéiert si ginn.

Här President, eis Gesetzgebung iwwert den europäeschen Haftbefehl gouf vun engem Expertegrupp vun der Europäescher Union evaluéiert. D'Konklusiounen vun deem Grupp ware fir eemol ganz positiv. A Saache Blanchiment krute mir an der Vergaangenheet vum GAFI der regelméisseg op d'Mutz. Beim europäeschen Haftbefehl si mir quasi Musterschüler.

Konkret maache mir folgend Ännerungen: Éischtens, wann eng auslännesch Justizautoritéit eng Persoun zu Lëtzebuerg wëllt festhuelen, da schéckt si un eis Gerichter een europäeschen Haftbefehl. Dat geschitt konkret mat engem definéierte Formulär. Dorop stinn dann Informatiounen iwwert déi gesichte Persoun, d'Strofodot, déi hir reprochéiert gëtt, an d'Priziounen zum Urteel oder dem Haftbefehl, opgrond vun deem dës Persoun gesicht gëtt.

Wann déi auslännesch Autoritéit net weess, wou déi gesichte Persoun sech ophält, da mécht si e Signalement an dem SIS, dem sou-

genannte Schengener Informationssystem. Dëst Signalement zielt dann och als Mandat d'arrêt europäen.

Wann déi Persoun dann hei zu Lëtzebuerg festgeholl gëtt, dann huet bis elo misse bannent sechs Schaffdeeg d'Original vun dem europäeschen Haftbefehl zu Lëtzebuerg ukommen. Ass dat net de Fall gewiescht, dann huet déi betraffe Persoun missen op fräie Fouss gestallt ginn. De Gesetzestext gëtt op deem Punkt elo geännert, sou dass an Zukunft et duergeet, dass d'Lëtzebuurger Justizautoritéite bannent sechs Deeg eng Kopie vun deem Haftbefehl kréien.

Eng zweet Upassung gëtt gemaach um Niveau vun de Konditione vun enger sougenannter Réemission. Dat ass zum Beispill de Fall, wou eng Persoun vu Lëtzebuerg an d'Belsch géif opgrond vun engem europäeschen Haftbefehl transferéiert ginn, an et géif dann een zweeten Haftbefehl vu franséischen Autoritéite fir aner Strofdoten ausgestallt ginn. An deem Fall wier eng Réemission, also eng Ausliwwerung u Frankräich, am Prinzip net méiglech, ouni d'Averständnis vun de Lëtzebuurger Justizautoritéiten. Et sief dann, déi betraffe Persoun wier selwer mat engem Transfert vun der Belsch a Frankräich d'accord.

Drëttens, mat dem Gesetzesprojet ass och eng institutionell Fro verbonnen. Op deem Punkt hat de Statsrot dann och eng Opposition formelle gemaach. De Punkt ass deen: Wien däerf hei zu Lëtzebuerg en europäeschen Haftbefehl ausstellen, fir zum Beispill eng Persoun, déi hei am Land eng Strofdot begaangen huet, an Däitschland festzehuelen? Während der Instruktiounsphas vun der Strofdot ass et den Untersuchungsrichter. An dem urspréngleche Projet de loi hat d'Regierung virgesinn, dass duerno de Procureur zoustänneg wier.

De Statsrot war awer domat net d'accord an huet proposéiert, dass ee sollt déi Autoritéit zoustänneg maachen, déi an enger reng nationaler Prozedur hei am Land kéint een Haftbefehl geméiss eiser Strofdot ausstellen. D'Commission juridique huet dem Statsrot säi Virschlag iwwerholl.

Am Kloertext ass deemno no dem Ofschluss vun der Instruktioun a während der Prozessphas entweder d'Chambre du Conseil oder souguer eng Jurisdiction de jugement zoustänneg, fir en europäeschen Haftbefehl ausstellen. Wann de Prozess dogéint ofgeschloss ass an eng Persoun soll gesicht ginn, fir eng Prisonsstraf ofzesetzen, dann ass de Procureur général zoustänneg, well him de generelle Strofvollzuch hei am Land ennerläit.

Här President, dee véierten an ouni Zweifel delikateste Punkt vum Gesetzesprojet ass dee vun der zäitlecher Uwendung vun eisem Gesetz iwwert den europäeschen Haftbefehl. An der Praxis huet dat och zu enger ganzer Rei vu co-cassé Situatiounen gefouert a bekannte Justizaffäre virun eise Gerichter.

Et handelt sech dobäi ëm Folgendes: Wéi déi europäesch Kaderdécisioun 2002 op EU-Niveau ugeholl gouf, konnten déi eenzel Memberstaaten deklaréieren, dass si sech nëmmen op Strofdote géif applizéieren, déi no dem 7. August 2002 begaange gi sinn. Deemoos hat d'Regierung keng esou eng Deklaratioun gemaach. D'Chambre dergéint hat awer an d'Gesetz iwwert den europäeschen Haftbefehl am März 2004 ageschriwwen, dass d'Gesetz sech nëmmen op Strofdote géif applizéieren, déi no dem 7. August 2002 begaange goufen.

Dat Ganzt hat zur Konsequenz e Blocage, an dat ass a kriminellen Affäre vu grousser Gravitéit. Zum Beispill den „Hold up“ op de Convoi vun der Swissair am Joer 1997. De Problem ass deen, dass tëschent den EU-Memberstaaten d'Gesetzgebung iwwert den europäeschen Haftbefehl d'Regele vun der Extraditioun, also der Ausliwwerung, ersetzt.

Bei dem „Hold up“ op dem Findel aus dem Joer '97 ass nu Folgendes geschitt: D'Lëtzebuurger Justiz huet un d'Belsch en Ausliwwerungsgesuch, eng Demande d'extradition fir e présuméierten Täter gestallt. D'Belsch konnt där Demande awer net nokommen, well fir si just een europäeschen Haftbefehl vun de Lëtzebuurger Autoritéite kéint gülteg sinn. An d'Belsch liwweren am Kontext vun enger traditioneller Extraditioun e belsche Statsbiurger net aus.

Op där anerer Säit hat hei am Land d'Chambre awer decidéiert, dass en europäeschen Haftbefehl nëmme kéint ausgestallt gi fir Tatbestänn vun no dem 7. August 2002. Deemno wor an där Swissair-Affär den Täter an der Belsch bliwwen. Eng Ausliwwerung u Lëtzebuerg war net méiglech. An den Täter konnt deemno hei

am Land net fir dës Strofdot de Prozess gemaach kréien.

Ähnlech Blocage gouf et an der sougenannter Affär Missenard, engem Dokter aus der Eecher Klinik. D'Fransouse sinn enger Demande d'extradition net nokomm opgrond vun dem Prinzip vum „Nul n'extrade ses nationaux“, a Lëtzebuerg konnt fir d'Tatbestänn, déi virun 2002 stattfont hunn, keen europäeschen Haftbefehl ausstellen.

Fir an Zukunft esou penibel Zwëscheffäll ze vermeiden, gëtt elo d'Referenz am Gesetz vun 2004, dass sech hei zu Lëtzebuerg den europäeschen Haftbefehl just op d'Faité kéint bezéien, déi no dem 7. August 2002 begaange goufen, ganz einfach gestrach.

Fir d'Rechtsemanne vun dem Bierger ass et schwéier novollzéibar, dass, wann eng Persoun als présuméierten Täter identifizéiert ass, se wéinst Prozedurgrenn net ka virun engem Geriicht dofir zur Verantwortung gezu ginn, well d'Gesetzgebungen an deenen eenzelne Länner op deene Punkten net richteg aneneegräifen.

Et kéint ee sécherlech reprochéieren, mir géifen do eng Retroaktivitéit aféieren. Et ass allerdeings esou, dass et haut kaum nach Fäll gëtt, wou d'Faiten op virun 2002 zréckginn an déi elo eréischt géifen opgekläert ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.** - Här President, dat waren déi Haaptunkte vun den Upassungen, déi mir um Gesetz vum europäeschen Haftbefehl gemaach hunn. D'Commission juridique recommandéiert, dëse Projet ze stëmmen. An ech gi fir mäin Deel d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur Gilles Roth. Da kritt direkt d'Wuert den Här Bettel.

Discussion générale

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, ganz kuerz, Ech mengen, ech wëll dem Här Roth fir d'Éischt Merci soen. Just eppes, wat mer och schonn an der Commission juridique diskutéiert haten, a wat wichteg ass, och eng Kéier um europäeschen Niveau ze diskutéieren, dat ass: E Mandat d'arrêt ze lancéieren an duerno d'Prozedur ze lancéieren ass einfach. Mä heiansdo gëtt vergiess, de Mandat d'arrêt zréckzezéien oder op jidde Fall Prozeduren ze maachen, wann en net méi gebraucht gëtt. A mir kennen de Fall vu Leit, déi am Ausland verhaft gi sinn, obwuel de Mandat d'arrêt, deen zu Lëtzebuerg ausgestallt gi war, duerno net méi en vigueur war.

Dowéinstler wier et och wichteg um europäeschem Niveau, wann e Retrait vun engem Mandat d'arrêt an engem Land ass, dass dat och séier un déi aner Länner communiquéiert géif ginn an net, dass d'Leit abusiv verhaft ginn. Mä mir wäerte selbstverständlech dëse Projet de loi och stëmmen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - D'Madame Err huet d'Wuert.

► **Mme Lydie Err (LSAP).** - Ech wollt den Accord vun der sozialistescher Fraktioun abréngen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci. Da géif ech direkt d'Wuert un de Justizminister viruginn.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, dass mer dëse Projet hei stëmmen. An ech sinn och frou, dass mer do op déi Dispositioun zréckkomme vun der Retroaktivitéit. Mir haten effektiv - dat war da mäi Virgänger, deen dat négociéiert hat zu Bréssel, den Här Frieden - net gesot, mir wäere géint d'Retroaktivitéit. Duerno ass awer an den Diskussiounen deemoos hei an der Chambre déi bäikomm, wat ech nach ëmmer net gutt fanen. An ech sinn och frou, dass d'Chambre elo haut kee Problem gesäit, fir dat och do ze änneren.

Ech mengen, dass dat schonn eng wichteg Saach ass, an ech sinn och frou, dass mer elo erëm konform sinn zum europäesche Recht.

Den Här Bettel huet, ech wëll net soen eng Fro gestallt, en huet e Constat gemaach. Ech si selbstverständlech mat him do eens, a mir wäerten och do d'Injonctiounen un déi noutwendeg Stelle ginn, dass an Zukunft dorop opgepasst gëtt. Et ass effektiv net glécklech, wann esou Saache virkommen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Justizminister. Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6178 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Aedem, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), MM. Fernand Boden (par Mme Christine Doerner), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Félix Eischen), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Jean-Paul Schaaf), Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel (par M. Ben Fayot), Alex Bodry (par M. Ben Scheuer), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par Mme Claudia Dall'Agnol), Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helmingier (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colomera (par M. Fernand Kartheiser), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chambre d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Eisen nächste Projet de loi ass den 6209, eng Direktiv iwwert d'Besëtz vu Waffen. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech kee Riedner ageschriwwen. D'Wuert huet dofir elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

9. 6209 - Projet de loi portant - transposition de la directive 2008/51/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 modifiant la directive 91/477/CEE du Conseil relative au contrôle de l'acquisition et de détention d'armes, et - modification de la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions

Rapport de la Commission juridique

► **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, hei am Land gouf et am Joer 2010 84.821 autoriséiert Waffen, an dat verdeelt op ronn 18.500 Leit. An der Moyenne ginn 242 Autorisatiounen pro Woch opgrond vun dem Waffegesetz erdeelt. A mat dem Gesetzesprojet 6209 maache mir haut verschidden Upassungen vun deem Gesetz.

Mir setzen domat eng europäesch Direktiv aus dem Joer 2008 ëm. An déi Direktiv fënnt hiren Ursprung an der UNO-Waffekonventioun vun 2000 iwwert den illegale Waffhandel.

D'Grondphilosophie vun eise Waffegesetz aus dem Joer '83 gëtt dobäi net geännert. Prinzipiell géllt weiderhin, dass de Besëtz vun enger Waff entweder verbueden ass oder enger Autorisatioun vun dem Justizminister ennerläit. Do runner ännert sech mat deem Gesetzesprojet och näischt.

De Gesetzesprojet mécht awer um Niveau vun de Waffen, déi ënnert d'Genehmigungspflicht vun dem Justizminister falen, folgend Präzisiounen, déi och da praktesch Konsequenzen hunn.

Éischters, et gëtt net méi den traditionellen Ennerscheid gemaach tëschent sougenannte Feuerwaffen oder Loftdrockwaffe wéi zum Beispill engem Loftgewier. De Kritär, deen an Zukunft zréckbehale gëtt, ass dee vun der Energie, déi eng Waff kann entwéckelen.

Wat d'Energie, mat där de Projektil aus der Waff geschoss gëtt, méi grouss ass, wat d'Waff méi geféierlech ass an deemno méi strikte Konditione ennerläit. Entwéckelt eng Waff een Energieopwand vu manner wéi 0,5 Joule, dann ass dat eng Spillwaff. Si ass net genehmigungspflichteg. Läit den Energieopwand vun der Waff

tëscht 0,5 a 7,5 Joule, da gëtt et ee vereinfachten Autorisatiounsregime. Esou eng Waff ka vun engem Erwuessenen ouni Genehmigung doheem gehale ginn. Dës Waff kann och an der Öffentlechkeet ouni Genehmigung transportéiert ginn. Mä dat zielt nëmme fir e Member vun engem Schéissklub, an zwar fir den Transport op de Schéissstand oder bei den Armurier, fir d'Waff ze flécken. All anere Gebrauch vun esou enger Waff ass genehmigungspflichteg. Datselwecht zielt fir de Kaf an d'Benotze vun enger Waff, déi méi wéi 7,5 Joule entwéckelt.

Dës Ennerandeelung vun de Waffen no dem Energieopwand hu mir vun auslännesche Gesetzgebungen iwwerholl. Den Autorisatiounsregime gëtt duerfir och méi kloer.

Firwat ass dat dann néideg? Mä, et huet sech zum Beispill erausgestallt, dass op der Schueberfouer oder op dem Oktavmärtchen d'Leit konnte Waffe kafen oder gewannen, déi een net méi als sougenannte Spillwaff konnt ugesinn. D'Geschoss aus där Waff war esou staark, dass een domadder eng Persoun konnt verletzen. Datselwecht zielt, fir déi sougenannte Softairwaffen, déi mat CO₂-Cartouché funktionéieren, oder d'Paintballe besser ze erfassen.

D'Regelwierk ass mat deenen neie Bestëmmungen méi prezis, mä nach muss et kënnen applizéiert ginn. Nach muss eis Police dofir mat deenen néidege Moosinstrumenter ausstafféiert ginn, fir d'Stäerkt vun enger Waff kënnen einfach a schnell an der Praxis nozepriewen. An déi nächste Schueberfouer, déi steet scho virun der Dier.

► **Une voix.** - Ah!

► **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.** - Zweetens, de Gebrauch vun enger Waff als Startpistol vun enger Sportsmanifestatioun ass méiglech. De Starter muss am Prinzip och dofir eng Genehmigung hunn.

Drëttens, Sammelwaffen - dorënner falen an der Regel Waffen, déi virun 1870 gebaut goufen oder och méi spéit, mä originalgetrei nogebaut goufen - kënnen ouni Autorisatioun vun engem Erwuessenen kaaft ginn an doheem gehale ginn. D'Benotzen dovunner an der Öffentlechkeet ass awer genehmigungspflichteg.

Véiertens, d'Aktivitéit vun den Armurieren - engem Waffeschmatt -, dem Waffenhändler an dem Courtier - engem Waffevermittler - gi genee definéiert. Fir d'Aktivitéit vum Armurier oder déi vum Waffenhändler kënnen auszeüben, brauch een eng Handlungsmächtigung vun dem Mëtzelstandsminister an zousätzlech eng Autorisatioun vun dem Justizminister.

Fir d'Autorisatioun nu vun dem Justizminister gëtt net nëmmen déi sougenannten Honorabilitéit professionnelle gepréift, mä och d'Honorabilitét privée. Et gëtt also gekuckt, ob dës Persoun hiert Privatliwewen an d'Behuelen an der Rei ass, fir esou eng Aktivitéit kënnen auszeüben.

D'Aktivitéit vun engem Waffevermittler, engem Courtier, ass hei am Land verbueden fir déi sougenannte Krichswaffen. Dat gouf ausdrécklech an de Gesetzesprojet verankert. Übt een dës illegal Aktivitéit trotzdem aus, da stinn dorop bis zu fënnef Joer Prisons. D'Iwwerleeung war déi, fir keng ongesond Verbindungen mat der Finanzplaz fir esou Aktivitéiten ze schafen.

De sougenannte Courtage d'armes kann nëmmen als ergänzend Aktivitéit vun engem Armurier ausgeübt ginn. Zum Beispill, wann deen e Juegdgewier géif vermëttelen, wat hie selwer net op Lager hätt. De Gesetzesprojet gesäit och vir, dass een Armurier muss ee Wafferegëster féieren, wou all Waff mat Nummer, Hierkunft Keefer a Verkeefer opgeléicht ass. Dëse Wafferegëster muss den Armurier während senger ganzer Aktivitéit féieren. An de Justizminister huet dorop zu jiddwer Zäit Asiicht.

Fënneftens, de Gesetzesprojet gesäit generell dee sougenannten Traçage vun enger Waff vir. Dat heescht, d'Waff muss markéiert ginn, fir dass een de Suivi vun der Waff, jo souguer vun den eenzelne Stécker kann novollzéien, dat vun der Fabrikatioun an dem Hierkunftsland bis zur Identifikatioun vun dem Keefer. Dëst geschitt, fir déi illegal Fabrikatioun an den illegalen Handel vu Waffen a Munition besser kënnen ze bekämpfen. Wann ee versicht, eng Waff ze manipuléieren, da riskéiert ee bis zu fënnef Joer Prisons.

Sechstens, de Gesetzesprojet preziséiert och, wien als Privatpersoun eng erlaabte Waff kann hei am Land kafen oder benotzen. Fir eng Waff kënnen ze kafen oder ze benotzen, brauch een hei am Land e Waffeschäin, dee vun dem Justizminister ausgestallt gëtt. Eng Waff kafe kann nëmmen eng erwuesse Persoun. Ee Mannerjähregen, dee méi wéi 16 Joer huet, kann awer eng Erlaabnis vum Justizminister kréien, fir eng Waff ze halen, virusagesat den Accord vun den Elteren ass ginn. Mat dem Averständnis vun den



Elters kann een, dee méi wéi 14 Joer huet, vum Justizminister autoriséiert ginn, eng Netfeierwaff ze halen, also zum Beispill ee Loftgewier.

Mä opgepasst! De Mannerjähregen däerf d'Waff nëmme fir d'Sportschëssen a fir d'Juegd benotzen, an dat nëmme a Präsenz vun enger Persoun - dat heescht, d'Elteren, ënnert där hirer Responsabilitéit, oder enger erwuessener Persoun, déi scho méi wéi zwee Joer ee Waffeschäin huet. D'Benotze vun enger Waff ënnertläit also hei am Land bei de Mannerjährege ganz strikte Konditiounen.

Siwents, de Gesetzesprojet regelt och dat grenziwwerschreidend Benotze vu Waffe bannent de Memberstate vun der Europäescher Unioun. Dat spillt fir eng Waff, déi hei vu Lëtzebuerg an d'Ausland definitiv transferéiert gëtt. Dat ass de Fall, wann zum Beispill ee Belsch géif eng Waff bei engem Armurier hei zu Lëtzebuerg kafen.

De Justizminister muss iwwert deen Export vun der Waff informéiert ginn, an zwar, ier den Transfert stattfënt. Ëmgedréit, wann ee Lëtzebuurger seng Waff mat an d'Ausland hëlt, fir op d'Juegd ze goen, muss e virdrun dofir d'Genehmegung an deem betreffende Land hunn. Fir dës Genehmegung am Ausland méi einfach kënnen unzefroen, kann de Lëtzebuurger beim Justizminister en europäesche Waffepass ufroen. Dorop ass preziséiert, dass hien hei am Land de Waffeschäin huet, an och déi Waffen, wou en autoriséiert ass ze hunn.

Wann eng Persoun aus dem Ausland eng Waff op Lëtzebuerg bréngt, da muss si och dofir autoriséiert sinn. Zum Beispill ee Belsch, deen op Lëtzebuerg op d'Juegd kënt, muss virdrun eng Autorisatioun vun dem Justizminister hunn. Praktesch geschitt dat duerch e Visa, also e Stempel, op säin europäesche Waffepass. Ouni dës Visa kann d'Juegdgewier net op Lëtzebuurger Territoire agefouert ginn.

Den Transport schliesslech vun enger Waff hei am Land muss och esou gemaach ginn, dass ee vu baussen net erkenne kann, dass et sech ëm eng Waff handelt. Zum Beispill, wann een déi Waff um Récksätz vu sengem Auto leien huet.

Här President, dat waren déi Haaptpunkten aus dem Gesetzesprojet op eng méi praktesch Aart a Weis erkläert.

(Brouhaha)

Et handelt sech wéi gesot ëm Upassunge vum Waffegesetz. D'Gesetz soll an Zukunft awer méi fundamental reforméiert ginn. An de Gesetzestext, sou wéi en zum Vote läit, dee gouf och no verschidde Amendementer esou ofgeännert, well den Avis vum Statsrot dat verlaangt huet.

D'Commission juridique recommandéiert, dësen Text ze stëmmen. An ech gi fir mäin Deel d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - An e grouse Merci un de Rapporteur Gilles Roth. Dat war ganz komplett, sou datt keen zousätzleche Riedner sech huet missen aschreiwien. Ech ginn dovun aus, datt et och fir de Justizminister komplett ass?

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Ech wëll, well ech et virdu vergiess hat - mä e kënt nach erëm, den Här Roth, fir säi Festival haut weiderzeféieren -, dem Här Roth villmools Merci soe fir deen ausféierleche Bericht.

Ech wollt zwou Saachen, Informatiounen ginn. E bësse Saachen, déi den Här Roth zum Schluss vu sengem Rapport gesot huet.

Éischtens ass et ganz kloer, dass mir weider schaffen op där fundamentaler Reform vum Waffegesetz zu Lëtzebuerg. Ech sinn ëmmer erëm, ech wëll net soen erfëiert, mä trotzdem e bësslechen iwwerrascht, wéi vill Waffeschäiner mer zu Lëtzebuerg hunn an duerfir och da legal Waffen, mat der Hoffnung, dass mer keng illegal Waffen hunn. Mir mussen also eng nei Reform maachen.

Dat Zweet ass, den Här Roth hat och vun de Sportschësser geschwat. Ech wëll do soen, dass mer jo och gläichzäiteg e Règlement grand-ducal iwwert déi nei Taxé beim Statsrot leien hunn, wou mer wëllen engersäits d'Simplification administrative maachen, well de Service vun de Waffen am Ministère de la Justice, deen ass wierklech oft mat Aarbecht iwwerlaf, well mer déi vill Waffeschäiner hunn. Mir wëllen also kucken, dass de Waffeschäin méi laang geet, doduerch och Suen, also Zäit spueren. Mir wëllen och d'Demande méi einfach maachen. Gläichzäiteg wëlle mer awer dann déi Taxen och erhéijen, well een elo méi laang se kann halen.

Do war eng Diskussioun, wëll ech hei soen, mat de Sportschësser iwwert deen europäesche Permis, well et nämlech och esou ass, dass d'Sportschësser - déi Lëtzebuurger - och an d'Ausland mussen goen zum Deel, fir kënnen ze schëssen. Mir hu mat deene geschwat a mir

hunn do en Amendement un dee Règlement eragin un de Statsrot, fir dann déi Tax net méi op 50 Euro ze setzen,...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - ...mä op 25 Euro. Mir waarden op den Avis vum Statsrot, an da géife mer kucken, och dee Règlement esou séier wéi méiglech an der Regierung unzehuelen.

► **M. le Président.** - Merci nach fir déi Präzisioun dem Här Justizminister. Domadder wiere mer dann elo definitiv um Enn vun der Diskussioun a mir géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6209 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: *Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), MM. Fernand Boden (par Mme Christine Doerner), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupt, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);*

MM. Marc Angel (par M. Ben Fayot), Alex Bodry (par M. Ben Scheuer), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par Mme Claudia Dall'Agnol), Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);

MM. Jean Colomera (par M. Gast Gibéryen), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6227, Direktiven iwwert d'Sociétés commerciales a Fusions- a Scissionsprozeduren. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech bis elo just ageschriwwen den Här Braz. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption et hilarité)

10. 6227 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et portant transposition de la directive 2009/109/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 modifiant les directives 77/91/CEE, 78/855/CEE et 82/891/CEE du Conseil ainsi que la directive 2005/56/CE en ce qui concerne les obligations en matière de rapports et de documentation en cas de fusions ou de scissions

Rapport de la Commission juridique

► **M. Léon Gloden (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, duerch de Gesetzesprojet 6227 setze mer d'Direktiv 2009/109 iwwert d'Obligations en matière de rapports et de documentation en cas de fusions ou de scissions an d'Lëtzebuergesch Recht ëm. Doduerch gi verschidde Dispositiounen am Gesellschaftsrecht ëmgeännert.

Dësse Projet de loi gouf vum Justizminister an der Chamber de 14. Dezember 2010 deponéiert. Den Institut vun de Réviseurs d'entreprises huet säin Avis de 17. März 2011 ofginn. D'Chambre de Commerce huet hiren Avis de 26. Abrëll ofginn. De Statsrot huet säin éischten Avis de 17. Mee gemaach. D'Chambre des Métiers huet de Projet de loi den 20. Juni aviséiert. D'Commission juridique huet an der Réunioun vum 22. Juni eng Rei Amendementer gemaach. An de Statsrot huet den 28. Juni säin Avis complémentaire ofginn.

D'Direktiv 2009/109, a soumadder och dësse Projet de loi, verfollegt zwee Haaptziler: eng Simplification administrative vun der Prozedur, ënnert der Konditioun, datt d'Interesse vun Drëttpersounen respektéiert ginn, an zweetens d'Méiglechkeet, Dokumenter op den Internet-site ze setzen.

Am Kader vun enger Fusioun oder enger Scission muss en detailléierte Rapport opgestallt ginn, wou dra beschriwwen gëtt, wéi d'Fusioun oder d'Scission ofgewéckelt gëtt, wat fir eng Konsequenz d'Operatioun op d'Créancier an d'Salariéen huet. Dësse Rapport muss ee Mount virun der Ofstëmmung den Aktionäre virleien.

Duerch dësse Projet de loi kënnen d'Aktionäre vun de Gesellschaften, déi duerch d'Fusioun oder d'Scission betraff sinn, decidéieren - à condition, datt all einzelnen Aktionär, deen e Stëmmrecht huet, averstanen ass -, op esou e Rapport ze verzichten.

Gëtt op esou e Rapport verzicht a geschitt am Kader vun der Fusioun oder Scission eng Augmentation de capital oder eng Konstitutioun vun enger neier Gesellschaft duerch en Apport autre qu'en numéraire, also zum Beispill duerch d'Abréngung vun Immobilien, da muss awer e Rapport geméiss Artikel 26 (1) vum Gesellschaftsrecht, also e Rapport vun engem Réviseur d'entreprises gemaach ginn. Dëst gëllt souwuel bei enger Fusioun wéi bei enger Scission.

Fir kloer ervirzeesträichen, datt de Rapport ënnert dem Artikel 26 (1) nëmme néideg ass am Kader vun enger Augmentation de capital oder Konstitutioun vun enger neier Gesellschaft, hu mer déi betreffend Artikel amendéiert. De Statsrot war zwar mat eiser Iwwerleeung d'accord, huet awer gemengt, eis Präzisiounen wiere superfétatoire. Mir hunn awer dës Präzisiounen bäibehalen, well d'Commission juridique der Meinung ass, datt den Text domadder méi kloer ass.

Eng zweet Vereinfachung vun der Prozedur gesäit vir, datt, wann eng Gesellschaft op d'mannst 90% vun enger anerer Gesellschaft hält an déi am Kader vun enger Fusioun absorbéiert, d'Approbatoun vun der Fusioun duerch d'Assemblée générale ënner gewësse Konditiounen net méi néideg ass.

Am Kader vun enger Fusioun huet den Aktionär d'Recht, verschidde Dokumenter vun de betraffene Gesellschaften, ënner anerem een État comptable intermédiaire, ze kucken.

D'Gesellschaften, déi op enger Bourse cotéiert sinn, mussen am Prinzip pro Semester hire Rapport financier publizéieren. Mam neie Projet de loi brauch esou eng cotéiert Gesellschaft net méi extra nach en État comptable intermédiaire virzebereeden, well se jo schon e Rapport financier semestriel publizéiert huet.

Déi modern Kommunikatiounsméiglechkeete fannen och ëmmer méi hiren Nidderschlag am Gesellschaftsrecht. Duerch dësse Projet de loi kënnen betraffe Gesellschaften ënner verschidde Konditiounen op engem sécuriséerte Site déi Dokumenter publizéieren, déi d'Aktionäre am Kader vun enger Fusioun oder Scission consultéiere kënnen. Sou brauch den Aktionär sech net méi op de Gesellschaftssätz ze déplacéieren.

An dësem Kontext ass ervirzeesträichen, datt Lëtzebuerg net d'Optioun zrëckbehalen huet, fir datt de Projet de fusion nëmme um Internet-site publizéiert ka ginn. De Mémorial ass déi eenzeg Plattform fir esou offiziell Dokumenter.

Laut aktuellem Artikel 268 (1) vum Gesellschaftsrecht kann de Créancier vun de betraffene Gesellschaften an enger Fusioun oder Scission e Recours beim Gericht maachen, wann e mengt, datt duerch esou eng Operatioun seng Créancé menacéiert wieren.

Mat dësem Projet de loi gëtt dësen Text preziséiert. De Créancier muss de maniere crédible beweisen, datt d'Fusioun oder d'Scission e Risiko fir seng Rechter duerstellt an datt d'Gesellschaft him keng aner gläichwäerteg Garantie ginn huet.

Finalemment hu mer an der Commission juridique eng Disposition transitoire agebaut, fir kloerzestellen, datt, wann dëst Gesetz applicabel gëtt, et sech nëmme uwennt op d'Fusions- a Scissionsoperatiounen, wou de Projet de fusion nach net am Mémorial publizéiert ass. De Statsrot war domat averstanen. Hien huet just eng Textännerung virgeschloen, déi mir och ugeholl hunn.

Zum Schluss ginn ech dann den Accord vu menger Fraktioun a soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - An ech soen dem Här Gloden Merci. Wéi gesot, et ass hei kee Riedner ageschriwwen.

(Interruption)

Den Här Justizminister wëllt kuerz eppes soen.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - De Justizminister seet dem Här Gloden

villmools Merci fir deen ausféierleche Bericht an en huet deem näischt derbäizefügen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Justizminister. Domadder wiere d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6227 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: *Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), MM. Fernand Boden (par M. Raymond Weydert), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupt, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Félix Eischen), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Jean-Paul Schaaf), Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);*

MM. Marc Angel (par M. Ben Scheuer), Alex Bodry (par M. Ben Fayot), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par Mme Claudia Dall'Agnol), Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Fernand Diederich);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Fernand Etgen), Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Henri Kox);

MM. Jean Colomera (par M. Gast Gibéryen), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6237 iwwert den Ënnerhalt. Och hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Hei hu sech ageschriwwen: den Här Braz an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

11. 6237 - Projet de loi portant mise en application du Règlement (CE) n°4/2009 du 18 décembre 2008 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires, modifiant le Nouveau Code de procédure civile

Rapport de la Commission juridique

► **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zënter dem 18. Juni regelt en europäescht Règlement déi grenziwwerschreidend Exekutioun vu Justizuerfeeler am Beräich vun den Alimentefuerderungen. D'Prozedur gëtt staark vereinfacht. Kuerz gesot: Eng Décisioun, déi zum Beispill am Kader vun enger Scheedung vun engem Gericht vu Bréssel eng Alimentebezuelung festsetzt, kann elo ouni weider Formalitéiten hei am Land exekutéiert ginn.

Fir dass dat europäescht Règlement dann elo effektiv zum Droe kënt, mussen mir eng Rei Ausféierungsbestëmmungen an eise Code de procédure civile aschreiwien. Den europäesche Rechtsraum hëlt deemno och um Plang vun dem Zivilrecht ëmmer méi konkret Formen un. An et ass dat den direkten Notze fir den eenzelne Bierger.

Nun, op wat fir eng Alimenter bezitt sech dann dat Règlement? Mä op all Alimentebezuelungen, déi am Kontext vun enger Familiensituatioun, enger Verwandtschaft oder engem Bestietnis ageklot ginn. D'Reglement leet fest, viru wat fir engem Gericht ech eng Alimente-



bezuellung kann akloen. Zoustänneg ass an der Regel d'Gericht vun deem Land, wou déi Persoun, déi d'Alimenter schëlleg ass, wunnt. Mä et kënne sech och d'Gerichter zoustänneg erkläre vun deem Land, wou een, deen d'Alimenter freet, seng Residenz huet.

Eng Fra, déi zu Arel wunnt an déi gären Alimenter hätt vun hirem Mann, deen hei am Land wunnt, kann dat souwuel virun engem Lëtzebuurger Gericht maache wéi och virun engem Gericht zu Arel froen. D'Reglement gesäit deemno méiglechst breet Zoustännegkeetskriterie vun de Gerichter vir.

Dem Bierger kënnt een esou wäit wéi méiglech entgéint. Zum Beispill zwee Griichen, ausser ee vun hinne wier mannerjähreg, kënne sech an enger Konvention ennereneen eens ginn, dass d'Gerichter hei am Land zoustänneg géife ginn, fir iwwer hiren Alimentesträit ze decidieren. D'Lëtzebuurger Gerichter kënne sech souguer zoustänneg erkläre, fir iwwer Alimenter ze befannen am Fall, wou eigentlech e Gericht aus engem drëtter Stat zoustänneg wier. Zum Beispill zwee Amerikaner, déi nëmmen zäitweilich sech géifen hei am Land ophalen, ouni awer effektiv hei ze wunnen.

Wann eng Gerichtsprozedur virun engem Lëtzebuurger Gericht unhängeg ass, dann hunn déi betraffe Parteien d'Recht op eng sougenannt Assistance judiciaire. Si sollen esou hir Rechter effektiv kënne geltend maachen. Dat geet vun der juristescher Berodung virun a während dem Prozess bis zu dem Iwwerhuele vun de Gerichtskäschen, der Iwwersetzung vun den Dokumenter, jo souguer bis zum Iwwerhuele vun den Transportkäschen, wann déi physisch Präsenz vun enger Partei virun engem Lëtzebuurger Gericht néideg ass.

Mä opgepasst! Assistance judiciaire heescht net onbedéngt alles gratis. D'Iwwerhuele vun den Affekoten- a Gerichtskäschen duerch de Lëtzebuurger Stat geschitt no den Akommes- a Verméigensverhältnissen vun der betraffener Partei, geméiss de Kriterien, déi och hei am Land op d'Assistance judiciaire sech applizéieren. Déi voll Gratuitéit spillt just an onofhängeg vun allen Akommeskriterien, wann d'Alimenter ageklot gi vun enger Persoun, déi manner wéi 21 Joer al ass.

Dir gesitt also, dass den Zougang zur Justiz an der Praxis esou einfach wéi méiglech gemaach sollt ginn. Mä wéi gesot, des Regele spillen nëmmen a grenziwwerschreidende Fäll. Selbstverständlech stinn engem Lëtzebuurger déiselwecht Rechter och an engem aneren EU-Land zou.

Wichtigste Punkt ass awer ouni Zweifel déi automatesch Unerkennung vu Gerichtsuerteeler am Kontext vun Alimenterkloen. Des Regele zielt tëschent all Länner vun der Europäescher Unioun, mat Ausnahm vun Dänemark an England. Des zwee Memberstaaten hunn de sougenannte Protokoll vu La Haye aus dem Joer '97 nämlech net ratifizéiert.

Ee Gerichteuerteel aus Italien, wat eng Alimentebezuelung festsetzt, muss hei am Land ouni weider Nopréiwung exekutéiert ginn. Et brauch deemno weder eng Unerkennung vun deem Uerteel duerch déi Lëtzebuurger Autoritéiten nach iergendwellech Formalitéite vu säiten den italienesche Gerichter.

All Land muss eng zentral Autoritéit hunn, déi sech em all Prozeduren am Kontext vun dem Règlement bekëmmert. Hei am Land gëtt dat de Procureur général. Dat heescht, dass e portugisescht Gerichteuerteel, wat eng Alimentebezuelung festsetzt, vun de portugiseschen Autoritéiten hei un de Parquet général geschéckt gëtt, an de Parquet général, dee bekëmmert sech dann drëms, dass déi Alimenter, déi geschéllt ginn, effektiv agedriwwen ginn.

Dofir kritt de Parquet général als zentral Autoritéit Zougang zu allen Informatiounen, zum Beispill vun de Sozialversécherungen, de Pensions- a Krankekeesen, dem Fonds national de solidarité, dem Arbeitsamt an och dem Kadaster, fir déi néideg Donnéeën ze ermëttelen a fir d'Suen anzedreiwen. De Procureur général kritt souguer d'Recht, fir Nofuerschungen iwwert d'Akommes- an d'Verméigensverhältnissen vun enger Persoun bei enger privater Bank ze maachen. Dëst ass och e reellen Agréiff an eist Bankgeheimnis.

Opground vun deem europäesche Règlement kritt de Procureur général am Kontext vun dem Zivilrecht Asiicht op enger Privatpersoun hire Bankkonto. Mä opgepasst! Dëst Règlement spillt nëmme fir grenziwwerschreidende Gerichtsprozeduren. Et applizéiert sech net op e reng Lëtzebuurger Prozess. An deene Fäll ännert sech nämlech näischt.

D'Informatiounen, déi de Procureur général kritt, dierf hien nëmme fir d'Bedierfnisse vun den Alimentebezuelunge benotzen. D'Informatiounen kënne net an aneren Affären zielen. Si kënne och net un aner Autoritéite weidergereicht ginn, zum Beispill fir d'Steieren.

De Procureur général kritt Zougang zu deene verschiddenen öffentlechen Datebanken. Hie muss sech informatesch awer identifizéieren, wann hien esou ee Fichier konsultéiert. Duerch gesäit een, wie wat fir ee Fichier zu wat fir enger Zwecker gekuckt huet. Eis national Dateschutzkommissioun ass mat der Prozedur fir en Zougang zu den Datebanken och d'accord.

Här President, d'Ëmsetze vun europäesche Rechtsinstrumenter ass oft méi wéi en einfachen Exercice de style. Et seet een oft séier jo zum Prinzip vun dem fräie Persouneverkéier, mä dat bréngt heiansdo méi oder manner breet Aschnëtter an eist allgemengt reng Lëtzebuurger Rechtsversteedsdemech mat sech. D'Commission juridique war sech däers iwwregens zesumme mat dem Justizminister bewosst. An d'Kommissioun recommandéiert, dese Gesetzezprojete ze stëmmen.

Ech gi fir mäin Deel d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Gilles Roth Merci. Et ass kee weidere Riedner ausser dem Här Henckes agedroen. Dofir kritt elo nach den Här Henckes d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Merci, Här President. Dem Här Roth als Rapporteur Merci. E wor ganz explizit a sengem schriftlechen, mä och a sengem mündlechen Bericht.

Mat deem Prinzip ass et richtig, dass ee bei de Pension-alimentaire muss hëllefen, dass déi kënne bezuelt ginn un déi Leit, déi se zegutt hunn. Well soss kënne d'Uerteeler net exekutéiert ginn; soss gëtt et kee Rechtsraum méi, notament bei den Divorcen.

De Prinzip ass och konform zum Uerteel vum 18. November 2010 vum Europäesche Mänscherechtsgericht, wou Frankräich condamnéiert ginn ass, fir seng Prozeduren an der Matière vun der Exequatur, wéi dat bis elo de Fall ass, ze accélérieren, fir datt innerhalb vun 48 Stonnen esou Uerteeler kënne duerchgezu ginn.

En ass och konform zu der Konvention vu La Haye, där aler an och där neier vun 2007, déi elo soll ratifizéiert ginn.

Mä dat Eenzezt, wat ech bedauern, ass, dass dat heiten iwwer e Règlement européen agefouert gëtt, e Règlement européen, wou d'Proposition fir d'Éischt 2005 dolouch, déi net an d'Commission juridique vum deemolegen - ech widderhuelen dat: deemolegen - Justizminister bruecht ginn ass.

Well et wier awer derwäert gewiescht, fir doruwwer ze diskutieren, d'autant plus, dass elo dee Règlement européen jo „d'application directe“ ass. Dat heescht, dass et vum 18. Juni 2011 elo schonn d'application ass, egal wat mir hei decidieren. Mir huelen hei just nach eng Mise en conformité vun deem europäesche Règlement. Mä et gëtt awer nach praktesch Schwierigkeiten, op déi ech wëll agoen.

Éischters ginn an Europa eng 2,2 Milliounen Leit pro Joer bestuet. 350.000 dovunner si binational. An et gëtt ongeféier eng 160.000 Divorcen ënnert deene Binationalen. An Absence vun enger europäescher Rechtskonvention, déi festleet, a wellechem Land d'Gerichter zoustänneg sinn, fir iwwert den Divorce ze decidieren, ass et ganz schwierig a kënnt et oft zu ganz ville Streidereien an zu kontradiktorechen Uerteeler.

Dofir begrëisse mer, dass d'Commission européenne elo hiegeet an eng Proposition gemaach huet, fir d'Divorcekompetenzen an de Länner festzeleeën. Déi gëtt elo am Europäesche Parlament diskutéiert. Mä et wier awer och wichtig, dass mir hei kéinten doruwwer diskutieren, well et ass eng wichteg Saach.

Mä et ass mat ganz ville praktesch Schwierigkeiten verbonden, an doduerch gëtt et dann natierlech och Risiken, soulaang wéi déi Konvention net besteet, bei Décisiounen beispillsweis a Rumänien, beispillsweis a Bulgarien oder an anere Länner, wou een net onbedéngt ganz sécher ass, wéi déi Uerteeler do zustane kommen, a wou et ganz vill Kritike gëtt zu den Uerteeler, dass den Ablack kontradiktorech Décisiounen kommen.

Wa mer dëst Gesetz elo stëmmen, da kënne déi exekutéiert ginn, ouni datt iergendeng Kontroll ka bestoen. Dat ass eppes, wou mer bedauern, dass dat esou ass, well do gëtt et effektiv ganz staark Problematiken, wat déi Länner ugeet, mä och an anere Länner. Mä grosso modo ass et awer och eng positiv Bewäertung

vun der Saach fir Lëtzebuurger, déi Créancier sinn am Ausland.

Da muss een och eng Differenz feststellen, an den Här Rapporteur huet dat gesot, dass ass, dass de Procureur général hei zu Lëtzebuerg elo muss nosiche bei sämtleche Banken, ob net en Débiteur vun Alimenter hei zu Lëtzebuerg e Kont huet, a wat fir enger Bank, an e muss dat dann dem Créancier matdeelen. Wann de Lëtzebuurger Créancier elo datselwecht wëllt, well en Alimenter zegutt huet, da kann de Procureur em net hëllefen. Och de Juge de paix net. Wann en also zu Esch wunnt, muss e sech op Audun-le-Tiche domiciliéiere loossen an deen Dag drop muss de Procureur him déi Informatiounen ginn.

Esou wäit si mer elo komm, an dat fanne mer net gutt. Dofir wäert d'ADR deemem Projet hir Zoustëmmung net ginn.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Henckes. D'Wuert kritt elo den Här Justizminister François Biltgen.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir kënne vill iwwer Däitsch-Oth schwätzen; ech kennen dat Duerf relativ gutt. Ech weess net, ob do an Zukunft, niewent all deene Leit, déi do winne ginn oder och emol heiansdo do akafe ginn, Leit do géife Gerichtsdemandé maachen.

Mä ech wëll emol fir d'Éischt nach eng Kéier dem Här Roth Merci soe fir säi Bericht iwwer e ganz komplexe Projet. Mir hunn, dass ginn ech gären zou, e bëssen Zäit gebraucht bei eis am Justizministère bis mer de Projet deponéiert hunn, well e komplex Froen opwerft. Den Här Henckes huet déi zwou Haaptkomplexfroen hei opgeworf: d'Reglement, a wéi mer dat hei zu Lëtzebuerg ëmsetzen.

Verschidden aner politesch Prinzipie waren zu Lëtzebuerg. Ech kommen nach eng Kéier op de Prinzip vum Règlement zréck. E Règlement ass effektiv „directement applicable“, mä dat wëllt awer net soen, dass doduerch d'Gesetz automatesch geännert sinn. Dat ass esou eng ganz Diskussioun, déi mer mam Statsrot haten. Mir haten an enger éischter Phas d'Reglement Detail fir Detail ëmgesat. An de Statsrot sot: Neen, legistescht ass dat falsch. Do, wou d'Reglement eppes seet, ass dat publizéiert am Règlement; an do, wou da muss Bestëmmungen ëmgesat ginn, fir d'Reglement kënne ze applizéieren, muss Der dat am Gesetz maachen. Ech mengen, do si mer eis eens.

Et muss ee jo och net vergiessen, dass et mëttlerweil zënter dem Lissabonner Vertrag eng nei Prozedur gëtt, wou Är Chamber sech strikt drun hält. Dat huet also näischt, Här Henckes, mat mengem Virgänger ze dinn, deen hei hatt wëllen d'Chamber court-circuitéieren. Mä fréier war et esou, dass d'Reglement net am Virfeld an der Chamber diskutéiert goufen. Zënter dem Lissabonner Vertrag ass dat esou. An an der Commission juridique gi jo dofir dauernd och déi Tests de subsidiarité gemaach. Dir wësst och, dass ech lech regelméisseg ënnerehalen iwwert dat, wat um europäesche Plang geschitt.

An deem heite Règlement hat Lëtzebuerg ee grouse Problem, deen Dir u sech opgeworf hutt, nämlech, dass elo géifen déi, déi vu bausen eran Hëllef froen, méi Hëllef kréien iwwert de Procureur général wéi déi, déi heibanne sinn.

Dozou zwou Saachen: Fir d'Éischt ass et emol kloer, dass een, deen heibannen ass, souwisou méi outilléiert ass, fir bei d'Instanzen ze goen a bei seng Affekoten, wéi een, deen dobaussen ass. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass awer, dass mir eis deemoools ganz schwéiergedoen hunn als Lëtzebuerg, zesumme mat den Engländer, fir dat Règlement esou unzehuelen, wéi d'Kommissioun et virgeschloen hat. Well wann een nämlech hei alles mécht, fir de Leit ze hëllefen, da muss een einfach wëssen, dass een dann an deemem Fall vun der Obligation alimentaire de Secret bancaire a Fro stellt. Dir wësst, dass mir zu Lëtzebuerg d'accord sinn, de Secret bancaire net als Bibel unzegesinn, mä do, wou de Secret bancaire abusé mat sech bréngt, ze soen, mä da muss

ee géint d'Abusé goen. Mir sinn awer nach ëmmer fir de Secret bancaire.

Ech hu bis elo net an der Chamber an och net vun Ärer Partei, Här Henckes, héieren, mir missten elo de Secret bancaire hei ofschafen. Dat ass déi grouss Fro. Dat ass déi grouss Fro. Wa mer hei wëllen de Leit méi Hëllef gi bei den Obligations alimentaires, da muss mer effektiv hei soen, ma da gi mer iwwerall kucken, op alle Banken, wou do Konte sinn, an dann hu mer de Secret bancaire de facto ofgeschaaft.

D'Lëtzebuurger Regierung ass der Meenung, dass de Secret bancaire u sech net schlecht ass, dass de Secret bancaire u sech gutt ass, well do si mer och erëm eng Kéier an der Protection de la vie privée, beim Secret bancaire. Et huet genee eppes mat darselwechter Philosophie ze dinn. An dass mer de Secret bancaire do sollen a Fro stellen an och nëmmen esou wäit sollen a Fro stellen, wéi effektiv en iwwergeruedneten Interessi kann entgéintstoen, dat maache mer regelméisseg, mä mir maachen awer net méi wéi dat, wat muss sinn, fir de Secret bancaire anzeschränken.

Duerfir hu mer bei deemem Gesetz déi Décisioun geholl, an der Regierung, wéi mer de Projet de loi déposéiert hunn, an och mat lech zesummen an der Kommissioun, fir eben hei ze soen, hei maache mer dat, wat néideg ass, fir drunzekommen, fir dass mer kënne déi Obligations alimentaires uerdentlech exercéieren, an duerfir gi mer och net esou wäit hei intern wéi extern.

An nach eng Kéier: Et si kaum déi Leit, déi vun Audun-le-Tiche, Däitsch-Oth wéi mir Escher soen, hei eriwuerkommen, mä et sinn der, déi iergendwou setzen an déi wierklech Obligations alimentaires hunn, an duerfir hu mer déi zentral Stell geschaf, beim Parquet général déi zentral Stell geschaf, fir dass déi do kënne gehollef kréien.

Hei zu Lëtzebuerg gi mer awer nach ëmmer dovunner aus, dass déi Obligations alimentaires kënne uerdentlech exekutéiert ginn. Ech mengen, dass och de Fall, an duerfir géif ech lech bieden, deen Text hei esou ze stëmmen, wéi mir lech e virstellen.

► **M. le Président.** - Merci, Här Justizminister. Domat si mer um Enn vun deser Diskussioun an d'Ofstëmmen iwwert de Projet fänt un.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6237 ass ugehall mat 52 Joestëmmen, géint 1 Nee-Stëmm an 2 Enthaltungen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi n°6237 est adopté par 53 voix pour, 2 voix contre et 2 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), MM. Fernand Boden (par M. Jean-Paul Schaaf), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Christine Doerner), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel (par M. Ben Fayot), Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, M. Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helmingier (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Henri Kox).





Ont voté non: MM. Jean Colombera (par M. Gast Gibéryen) et Fernand Kartheiser.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen et Jacques-Yves Henckes.

Wëllt ee seng Abstentiuon begrënnen?

(Négation)

(Interruptions)

Mir kucken dat no, da gëtt dat redresséiert.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

De leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 6304A iwwert d'Organisation judiciaire. D'Riedezäit ass och hei nom Basismodell festgeluecht a bis elo huet sech ageschriwwen just den Här Braz. D'Wuert huet elo...

(Interruption)

Och den Här Braz renoncéiert op säi Bäitrag, duerfir kritt dann elo d'Wuert de Rapporteur vum Projet de loi, nach eng Kéier den honorabelen Här Gilles Roth.

12. 6304A - Projet de loi portant modification des articles 24 et 39 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

Rapport de la Commission juridique

M. Gilles Roth (CSV), rapporteur. - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, op eise Gerichter, do gëtt et dëst Joer e waarmen Hierscht. Zumindest véier grouss Affäre wäerten ab dem Oktober virun eis Stroferichter kommen, dorënner d'Affär iwwert de Luxair-Accident, déi ab dem 10. Oktober dann endlech soll jugéiert ginn. Dës Affäre wäerten, jiddwer eenzel, eng ganz Rei vu Sitzunge brauchen. Si daueren op jiddwer Fall méi wéi e puer Wochen.

Et besteet deemno e reelle Risiko, dass zum Beispill e Richter wéinst Krankheet oder engem eventuellen aneren Empêchement ausfällt. An deem Fall misst dann de Prozess entweder ënerbrach ginn, oder de betraffene Richter misst duerch en anere Magistrat ersat ginn, wat als Konsequenz hätt, dass de Prozess viru Gericht erëm vu vir misst ufänken. Dat wier schlecht fir all d'Bedelegt, et géif och dem Image vun der Justiz schueden.

Fir dat ze verhënnere, gëtt mat dem Gesetzesprojet vun haut d'Méiglechkeet agefouert, fir a bestëmte Prozesser virun engem Stroferichter, gläich vun Ufank un, een oder méi zousätzlech Richter ze bestëmmen. Dës sougenannte Supplementar- oder Ersatzmagistrate setzen da vun Ufank u mat an der Richterkomposition. Solt ee vun de Kollege während dem Prozess verhënnert sinn, fir am Prozess ze setzen, da spréngt den Ersatzrichter an. D'Affär kann deemno normal virugeen.

D'Méiglechkeet vun esou engem Ersatzrichter, fir während engem Prozess anzespriechen, besteet bis zur Verkënnung vun dem Uerteel. Et ass also méiglech, dass no dem Unhéiere vun den Zeien, den Experten, de Beschëllegten, de Plaidoyere vun den Affekoten ee Richter ausfällt, an da säin Ersatz eréischt während dem Délibéré kann asprangen. A fir dass dese Richter d'Affär och matkrut, sëtzt hie vun Ufank un an de Sitzungen derbäi.

Et besteet d'Méiglechkeet, fir een oder méi Ersatzrichter fir e Prozess ze bestëmmen. Si sprangen dann an der Reiefolleg vun hirer Designatioun an. Dëst dierft am Prinzip no dem Rang d'ancienneté vun de bestallte Richter geschéien. An der Praxis wäerten des Ersatzrichter an den Affären och uewen op dem Richtersiege setzen.

Mä opgepasst! D'Bestëmmung vun esou Ersatzrichter heescht net, dass des Affären elo vu méi wéi dräi Richter solle jugéiert ginn. Fält kee Richter aus der Basiskomposition aus, kënt den Ersatzrichter net zum Zuch.

Mir erfannen d'Rad awer och hei net nei. D'Méiglechkeet vun der Bestëmmung vun Ersatzrichter gëtt et schon a Frankräich. Et ass och un der franséischer Gesetzgebung, wou mir eis hei inspiréiert hunn. D'Bestëmmung vun Ersatzrichter zielt virun de Bezirksgerichter hei an der Stad an zu Dikrech, souwuel virun dem Correctionnel wéi och de Kriminalkummeren. Dës Méiglechkeet spillt och bei den Appel-Affäre virun der Cour supérieure de justice hei an der Stad.

D'Bestëmmung vun Ersatzrichter spillt nëmme bei Penal-Affären. Bei den Zivilgerichter respektiv op dem Verwaltungsgericht ass dat och net néideg. Firwat? Mä well hei d'Prozedur schrëft-

lech ass. Déi néideg Ännerunge schreiwe mir an eist Gesetz iwwert d'Justizorganisatioun an.

Här President, et ass e bëssen eng ongewéinlech legislativ Prozedur, déi mir an deem Fall maachen. D'Bestëmmung iwwert d'Ersatzrichter war ursprénglech en Deel vun dem Gesetzesprojet iwwert de Rekrutement vun den Attachés de justice, dat heescht de jonke Richter, deen och ënner anerem nach em d'Formatioun vun de Richter dréit, d'Opstocke vun den Effektiver vun de Richter, d'Avancementer an de Carrière vu verschidde Richter, dem Justizprivileg vun de Magistraten an der Komposition vun dem Jugendgericht.

D'Bestëmmung iwwert d'Ersatzrichter gouf erausgeholl, well se soss net méi an der Chamber fristgerecht hätt kënnen ofgestëmmt ginn, well de Luxair-Prozess, dee soll den 10. Oktober ufänken, mä déi éischt öffentlech Chambersitzung an der nächster Sessiou fënnt awer eréischt virausiichtlech den 11. Oktober statt.

Här President, mir leeschten also haut hei wierklech konkret Aarbecht, an d'Justizkommission recommandéiert och dofir, dese Gesetzesprojet ze stëmmen. Ech gi fir main Deel d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci och hei nach eng Kéier eisem Rapporteur Gilles Roth. Wéi gesot, et ass kee Riedner ageschriwwen. Ech ginn och dovun aus, datt de Minister just wëllt... Ah, de Minister wëllt awer nach eng Kéier intervenéieren. Da kritt de Minister d'Wuert.

M. François Biltgen, Ministre de la Justice. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll awer als Justizminister e puer Wuert soen zum gesamte Projet de loi, wou mer hei nëmme een oder respektiv zwee Artikelen erausgeholl hunn an als eegene Projet de loi gemaach hunn. Et ass nämlech e Projet de loi, dee bei eis am Haus, mä deen och an der Justiz als ganz wichteg ugesi gëtt.

Virun allem reforméiere mer - an duerfir hoffen ech och, dass mer am Hierscht mam Rescht vum Projet kënnen weiderfueren, soubal mer dann de ganzen Avis vun Statsrot hunn - de Stage vun de Richter, vun de sougenannten Attachés judiciaires. Mir hunn...

Kéint ee vläicht just d'Dier do zoumaachen, well et zitt schrecklech eran? Merci!

Doduerch, dass déi ganz Affekotenausbildung reforméiert ginn ass, kenne mer an Zukunft net méi den Avoués-Examen, wéi déi, déi en nach gemaach hunn - zu deenen ech och zielen -, en nach kann hunn. Et ass ëmmer op deem, wou d'Richter rekrutéiert gi sinn.

Mir müssen also eppes Neies maachen, a mir wollte bei deem Stage nu wierklech neien Iwwerleeunge Rechnung droen, nämlech där vun der Indépendance de la justice an där och vun der Effektivitéit vun engem Stage, wou net nëmme gekuckt gëtt, wat ee weess, mä och gekuckt gëtt, wat ee kann.

Dat heescht, mir gesinn dese Projet schon e bësschen als Virreider vum zukünftege Conseil national de la justice, dee soll d'Richter nennen, d'Richter och an hirer Disziplin begleeden an d'Richter och an hirem Avancement begleeden. Dat heescht, et ass net méi de Minister, deen elo géif d'Richter nomméieren, proposéiere fir ze nomméieren, mä an Zukunft e Conseil national de la justice, an duerfir hu mer hei schon eng Commission indépendante geschaf.

Dat Zweet ass, dass mer och e bësschen d'Gehälterreform hei virewechuelen, andeem mer soen: Gutt, du muss natierlech vill Droit kënnen - wann s de keen Droit kanns, kanns de net Richter ginn -, mä e gudder Jurist ass net onbedéngt e gudder Richter! Duerfir verlängere mer de Stage a mir kucken en och méi praktesch ze maachen, an och net méi direkt d'Richter zum Beispill als Friddensrichter anzesetzen. Déi Attachés de justice géifen da just agesat ginn do, wou Compositions collégiales sinn, well ee jo am Stage, no eiser neier Philosophie, déi mer elo wëllen an Zukunft duerchsetzen, dann net méi schon e fäerdege Richter ass oder e fäerdege Statsbeamten ass.

Dat ass also den Hauptgrond vun deem dote Projet. Mir hu versicht, e puer aner Problemer mat ze léisen, an ech wëll ee besonnesch hei ervirhiewen, well dat eng Diskussioun war an deser Chamber, wéi mer gekuckt hunn, dass bei dem Tribunal administratif e Richter bäikomm ass. An Zukunft kënnen mer d'Attachés de justice och op en Tribunal administratif schécken, fir do auszehëlfen, wat bis elo net de Fall war, well et ass gefaart ginn, mir hätten awer net genuch Leit bei den Tribunaux administratifs, och no deenen neie Richter. Mir hu schon deemools gesot, mir géifen dat heite wëllen esou ëmsetzen. An duerfir, och op deem Punkt ass e wichteg.

Mir wëllen eppes Weideres maachen an deem Projet, nämlech wëlle mer kucken, dass an Zukunft nach just Richter Richter sinn, an net Affekoten. Mir hunn zurzäit de System nach ëmmer, dass en Affekot och ka Richter sinn, wann et u Richter feelt. Mir mengen, dass dat net gutt wier, wat d'Séparation des pouvoirs ubelaangt, an duerfir schloe mer vir, dass déi, déi elo als Affekot och kënnen Richter sinn, Suppléantsrichter sinn, och an Zukunft dat kënnen sinn, mä keng nei méi nomméiert ginn. Da muss mer méi Richter astellen.

An ech mengen, et ass méi richtig, mir hunn do Richter. Ech wëll net soen, dass déi Leit hir Aarbecht schlecht maachen, mä et ass fir de Client, deen am Sall sëtzt, oft heiansdo ganz komesch, dass, fir d'Éischt gesäit en den Affekot streiden, an da gesäit en en op eemol Richter spillen. Do ass net ëmmer nozovollzéie fir en normale Bierger, wat dat dote soll; och wann déi Leit wierklech an der Regel hir Aarbecht méi wéi gutt maachen.

Dann ass et och esou, dass mer effektiv an deem Projet virgesinn haten, dat doten ze maachen, wat mer elo haut stëmmen - do kommen ech nach eng Kéier drop zrëck. Eng weider wichteg Saach, déi mer an deem Projet virgesinn haten, dat ass ze kucken, zum Beispill - dat ass nämlech och e Wonsch vu ville Leit hei aus der Chamber gewiescht - bei de Jugendgerichter, beim Appel dräi Richter setzen ze loosse an net méi een, wéi dat an der Vergaangenheet war. Och dat ass eppes, wat zum Beispill vum ORK ëmmer erëm gefuerdert gouf.

An da wëlle mer och nach zum Schluss de Privileg de juridiction ofschafe fir d'Magistraten an d'Officiers de police judiciaire, deen eigentlech kee Privileg de juridiction ass, well de Privileg de juridiction heescht, dass een nëmme eemol ka bei de Richter goen, dass ee keen Appel eigentlech huet. Dat wëlle mer also och ofschaafen.

Mir wollten och, wéi ech hei soen, bei der Cassation Leit bäisetzen, well do hu mer wierklech e Problem. Mir sinn eis awer elo eens ginn an der Regierung, dass mer elo emol nach waarden, wéi wäit mer an der Chamberskommission mat der Verfassungsreform kommen a mat der neier Cour suprême. Ech hunn awer an der Regierung gesot, dass, deemno wéi et wier, mir awer missten en cours de route eppes bei der Cour de cassation änneren, well de Problem ass, dass et do eng Kéier de Risiko ass, och opgrond vun der Jurisprudenz vu Stroossbuerg, dass mer net genuch Leit hätten.

Voilà, zum Schluss nach zu deem heite Projet de loi: Mir huelen also eppes hei virewech, wat mer an deem gesamte Projet virgesinn haten, mä vu dass dee Projet am beschte Fall kann den 11. Oktober hei gestëmmt ginn, also eréischt da kuerz drop kann a Kraaft trieden, an deen éishte vun deene véier Prozesser, deen den Här Rapporteur hei ernimmt huet, schon den 10. Oktober ufänkt, sinn ech frou, dass mer hei op de Wonsch vum Procureur général geäntwert hunn, an och de Statsrot hei matgeholl huet, dass mer déi heiten Dispositioun vir huelen.

Mä ech wëll just soen, fir mech ass de Rescht vum Projet gradesou wichteg, an ech hoffen, dass mer dann am Oktober och kënnen de Rescht vum Projet hei stëmmen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - An ech soen dem Justizminister Merci. Domadder wier d'Diskussioun ofgeschloss, an och hei komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6304A ass ugeholl mat 58 Jo Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), MM. Fernand Boden (par Mme Christine Doerner), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupt, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel (par M. Ben Scheuer), Alex Body (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Fernand Diederich), MM. Roger Negri (par M. Ben Fayot), Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Claude Haagen);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Egen, Paul Helminger (par M. Fernand Egen), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);

MM. Jean Colombera (par M. Fernand Kartheiser), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Domat si mer och schonn um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënt muer em hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 18.14 heures)

Chamber TV weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Zu Biver an zu Wecker um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech um Kanal S19 / 287.25 MHz

Zu Iermsdref um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

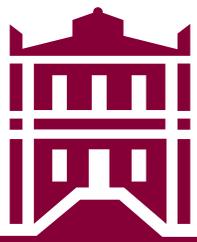
An der Gemeng Hesper um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem a Nouspelt um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach um Kanal S40 / 455.25 Mhz



Sommaire

1. Question avec débat n°22 de M. Roger Negri sur le développement des transports publics dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques
 - M. Roger Negri - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
2. Motion de M. Claude Adam relative au Comité de concertation «Campus Walferdange»
 - Exposé: M. Claude Adam
 - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, M. Claude Adam, M. Claude Wiseler
 - Vote sur la motion (rejetée)
3. Question urgente n°1571 de M. François Bausch relative à la volonté de Qatar Airways de renégocier une série de contrats antérieurs à leur prise de participation dans Cargolux et Question urgente n°1572 de M. Gast Gibéryen relative à la volonté de Qatar Airways de renégocier une série de contrats antérieurs à leur prise de participation dans Cargolux
 - M. François Bausch - M. Gast Gibéryen - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
4. Motion n°2 de M. Camille Gira relative à la réforme de l'Administration de l'Environnement (projet de loi 6171)
 - Exposé: M. Camille Gira
 - Discussion générale: M. Eugène Berger
 - M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures
 - M. Camille Gira
 - Vote sur la motion 2 modifiée (adoptée)
5. 6141 - Projet de loi portant
 1. approbation de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, faite à New York, le 13 décembre 2006
 2. approbation du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits des personnes handicapées relatif au Comité des droits des personnes handicapées, fait à New York, le 13 décembre 2006
 3. désignation des mécanismes indépendants de promotion, de protection et de suivi de l'application de la Convention relative aux droits des personnes handicapées
 - Rapport de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances: M. Paul-Henri Meyers
 - Discussion générale: M. Eugène Berger, Mme Claudia Dall'Agnol
 - Suspension de la séance publique de 15.59 à 16.09 heures
 - Discussion générale (suite): Mme Josée Losché, M. Fernand Kartheiser (dépôt d'une motion), M. André Hoffmann, M. Xavier Bettel, M. Ben Fayot
 - Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration
 - M. Fernand Kartheiser (fait personnel)
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 - Motion 1: M. André Hoffmann
 - Vote sur la motion 1 (rejetée)
6. 6162 - Projet de loi portant modification de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique et de la loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille
 - Rapport de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances: Mme Sylvie Andrich-Duval
 - Discussion générale: M. Eugène Berger, Mme Josée Losché, M. André Hoffmann
 - Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
7. 6262 - Projet de loi portant transposition de la directive 2002/15/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2002 relative à l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier pour les conducteurs indépendants
 - Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz
 - Discussion générale: M. André Hoffmann
 - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
8. 6158 - Projet de loi réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales et
 - modifiant l'article 542-2 du Code du Travail;
 - modifiant la loi modifiée du 16 juillet 1987 concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commandes;
 - modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative à la profession d'expert-comptable;
 - portant abrogation de la loi modifiée du 21 février 1976 ayant pour objet d'instaurer un jour de fermeture hebdomadaire dans les stations de vente de carburant et de lubrifiant pour véhicules automoteurs
 - Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme: M. Lucien Clement
 - Discussion générale: M. Marc Spautz, M. André Bauler, M. Ben Scheuer, M. Henri Kox, M. Jacques-Yves Henckes
 - Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

9. 6259 - Projet de loi concernant l'indication, par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits, de la consommation en énergie et en autres ressources des produits liés à l'énergie
 - Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire: M. Claude Haagen
 - Discussion générale: M. Félix Eischen, M. André Bauler
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
10. 6289A - Proposition de modification de l'article 16 du Règlement de la Chambre des Députés
 - 6298 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au statut et au régime des traitements des fonctionnaires de la Chambre des Députés
 - 6301 - Proposition de modification de l'article 82 du Règlement de la Chambre des Députés
 - Rapports de la Commission du Règlement: M. Gast Gibéryen (en remplacement de M. François Bausch)
 - Votes sur les propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Claude Wiseler, Marco Schank et Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

► **M. le Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt lech drop hiweisen, datt mer haut fir d'éischte Kéier hei an der Chamber eng Simultanivwersetzung an der Gebärdesprooch wäerten hunn, dëst am Kader vun den Diskussiounen iwwert de Projet de loi 6141, mat deem mir eng wichteg Konventioun fir d'Rechter vu behënnerte Leit wäerten unhuelen. An ech si frou, datt mir eng Iwwersetzerin fonnt hunn, déi dës Debatten direkt vum Lëtzebuergeschen an d'Gebärdesprooch iwwersetze kann. Dëst ass e wichtegt Zeechen, wat d'Chamber vis-à-vis vun deene concernéierte Leit setzt.

Wéinst der Längt vun der Debatt bieden ech lech em Äert Versteesdemech, wa mer d'Sitzung wäerte kuerz ënnerbriechen, fir der Gebärdenraductrice d'Méiglechkeet ze ginn, eng kleng Paus ze maachen.

Mir fänken awer elo eis Sitzung u mat der Question avec débat N°22 vum Här Roger Negri iwwert d'Erweiterung vum öffentlechen Transport am Kader vun der Klimaverännerung. Dem Auteur vun der Fro sti fënnf Minutten Zäit zou, fir seng Haaptfro an, no der Äntwert vum Minister, seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten Zäit zou. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

1. Question avec débat n°22 de M. Roger Negri sur le développement des transports publics dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir eis Klimaschutzziler ze errechen, muss den öffentlechen Transport méi gefördert ginn, wa mer den Individualverkéier effizient reduzéiere wëllen.

D'Lëtzebuurger Eisebunn ass amgaangen, zwee grouss Projeten ze plange respektiv schonn ze realiséieren, fir dëst konkret an d'Praxis ëmzesetzen: de Projet vun engem zweete Gleis vu Péiteng op Lëtzebuerg, an anersäits eng zousätzlech nei Streck tëschent Beetebuerg a Lëtzebuerg. Béid Strecken stelle säit laange Joren e Fläschenshal duer, am Fachjargon e Goulot d'étranglement genannt, deen net nëmmen déi zwou Strecken selwer, mä och dee ganze Lëtzebuurger Eisebunnréseau un an iwwer hir Saturatiounsgrenze bréngt.

Här President, deen éischte Projet vun der ZweeGLEISEGKEET vu Péiteng op Lëtzebuerg, deen duerch dat parallellt zweet Gleis d'Capacitéit vun der aktueller Streck staark verbessere wäert, ass um Terrain scho ganz wäit avancéiert. Vun den 18 Kilometer Gleis, wou jo och profitéiert gëtt, dat bestehend Gleis mat ze erneieren, ass quasi d'Halschent scho viru kuerzem a Betrib gaangen, an d'Zich kënnen elo schonn zweeGLEISEGKEET vu Péiteng bis op Dippech fueren.

Wéi ech mer de leschte Samschdeg den Avancement vum Chantier vun Dippech bis an d'Hollerecher Gare op der Plaz ukucke war, du konnt ech feststellen, dass och scho sämtlech grouss Brécken iwwert déi zwou Autobunne

komplett realiséiert sinn, an och d'Aarbechten un der neier Gleisplattform tëschent Dippech a Lëtzebuerg amgaange si realiséiert ze ginn.

Meng Fro, Här Minister, ass deemno: Fir wéini, ouni elo e genauen Datum ze nennen, gesitt Dir, dass dësse Projet kann ofgeschloss ginn?

Des Weidere wollt ech froen, mat wat fir engem Käschtepunkt Dir fir de Gesamtprojet vu Péiteng op Lëtzebuerg rechen.

Här President, wat den zweete grouse Projet vun enger neier zousätzlecher Streck vu Beetebuerg op Lëtzebuerg betrëfft, huet d'Regierung jo d'lescht Woch decidéiert, dës 9,8 km nei duebelGLEISEG Strecke ze bauen, fir domat déi heiteg Strecke vu Beetebuerg iwwer Bierchem bis Houwald entlaaschten ze kënnen.

Här Minister, zu dëser Streck wollt ech lech froen, wéini Der domat rechen, der Chamber den entspreche Project de loi kënnen virzeleeën, an ob Der eis och e puer Detailler iwwert den Tracé kéint ginn, zum Beispill am Beräich vun der Aire de Berchem laanscht d'Autobunn.

Des Weidere wollt ech lech froen, ob all déi néideg Terraine scho konnte kaaft ginn, a wéi héich den estimative Gesamtinvest zum Projet wäert sinn.

Ier spéider déi nei Strecke mat der aktueller Streck Beetebuerg-Lëtzebuerg op hire jeeweilegen Ennpunkte kéinte matenee verknäppert ginn, muss déi nei Gare périphérique um Houwald realiséiert sinn, déi mer jo d'lescht Joer hei an der Chamber den 18. November 2010 gestëmmt hunn.

De Projet vun der Gare périphérique Houwald war sengerzäit mat engem Montant vun 42,9 Milliounen Euro gestëmmt ginn. Et ass mer elo zu Ouere komm, dass de Moment un enger Low-cost-Versioun studéiert soll ginn.

Hei wollt ech den Här Minister froen, wann dat de Fall wier, wat d'Konsequenzen dovunner wieren. Gëtt de Projet net esou integral realiséiert oder gëtt den aktuelle Projet eventuell méi deier?

Här President, dëst wäert meng Froen, an ech soen dem Här Minister elo scho Merci fir seng Äntwerten.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Negri. D'Wuert kritt elo den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. Ech wëll ufänken, andeems ech soen, datt ech dem Här Negri säin Enthusiasmus a säin Engagement fir déi Projeten do bewonneren. Datt e souguer sur place kucke geet, wéi de Chantier avancéiert, dat éiert en. Ech probéieren, dat och heiansdo ze maachen, an ech wönnere mech och ëmmer, wéi schnell verschidden Dossieren, notamment dee vun der Péitenger Streck, an deene leschte Jore virugaange sinn.

Fir op Är Froe prezis ze äntworten: Fir d'Éischt d'Péitenger Streck, do ass et esou, datt technesch a fonctionnel mer dovunner ausginn, datt 2012, 2013 - ech kann et net genau soen -, mä Enn d'nächst Joer deen dote Projet wäert zu engem Ofschluss kommen, einfach wat dat Bautechnesch ueget.

Dann ass et awer esou, datt fir en neie Fahrplang respektiv méi eng héich Desserte een awer nach e wéineg muss waarden, bis eng Rei konnex Aarbechten och ofgeschloss ginn, an ier een total vun där neier Streck ka profitieren, dat wäert 2014 ginn. Mä Dir hutt gefrot nom Ofschloss. 2013 wäerten déi Aarbechten, wann alles normal leeft, ofgeschloss ginn.

Wat de Präis ugeet, sou ass eng Enveloppe gestëmmt gewiescht vun 319 Milliounen Euro mam Index vom Oktober 2001. Do muss ee wëssen, datt d'Chamber 2007 eng Motioun gestëmmt huet, wou se als Éischt den Accord ginn huet, fir och déi bestehend Streck ze erneieren; dat heescht, net nëmmen d'Duebelgleisegkeet, mä fir och dat, wat elo schonn do ass, ze améloréieren, sous condition, datt dat an der Enveloppe vun deenen 319 Milliounen oder 320 Milliounen dra wär. Dat ass e Käschtepunkt vu ronn 23 Milliounen, an ech ginn dovunner aus, datt mer dat och kënne maachen.

Mir hunn den 18. Juli an der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire eng Diskussioun iwwer all déi Projete vun der CFL, déi schonn amgaange sinn, fir de finanzielle Stand dozou ze kucken, an do wäert och dann dee genaue Bilan dovunner gemaach ginn. Mä déi grouss Richtung ass déi, déi ech elo gesot hunn.

Wat dann déi Beetebuenger Streck ugeet, do ass et esou, datt mer jo momentan esou wäit sinn, datt mer déi Prozedur, wat mir d'97/11/CE-Prozedur nennen, dat heescht, déi Prozedur, déi verschidde Varianten an Alternative kuckt, ofgeschloss hunn, datt also elo an déi nächst Etapp ka gaange ginn, well mer de leschte Freideg am Regierungrot dann déi prozedural virgesinnene Décisioun vun der Regierung geholl hunn, wéi deen Tracé soll lafen.

Deen Tracé, Dir hutt eng kleng Beschreibung gefrot. Et ass natierlech schwéier, wann Der kee Plang hutt a keng Zeechnungen hutt, eng Beschreibung ze maachen. Mä deen hei Tracé, deen huet sech domadder gekennzeechent, datt en also hannert där neier Gare Houwald ausget an dann aboutisséiert virun der Beetebuenger Gare an datt e sech u sech am Weste vun der Autobunn befënnt, woubäi déi aner zwee Trajete op där anerer Säit vun der Autobunn gewiescht wäeren, also och méi no bei den Agglomeratiounen.

Deen hei Projet, de Projet N°3 soe mer am technesche Jargon, deen ass erausgewielt ginn, well en also par contre zu den Agglomeratiounen, mä awer och no beim Tracé vun der Autobunn leeft, an dee Moment säin Impakt op de Kaméidi respektiv op d'Ëmwelt wesentlech manner grouss war wéi bei anere Projeten, an datt en och, duerch de Fait, datt en esou ka gefouert ginn, manner grouss Ouvragen ënnert dem Buedem, iwwert dem Buedem virgesäit, sou datt mer och präislech do besser duerchkomme mat deem do Projet.

Wéi geet et elo weider? Mä vu datt et elo esou ass, datt d'definitiv Décisioun iwwert den Tracé geholl ginn ass, nodeems datt par ailleurs déi gesamt Prozedur gemaach ginn ass, déi doranner bestanen huet, datt alleguer déi véier Gemengen, déi um Tracé leien, informéiert gi sinn, en Avis hu missen huelen, och dat hu misse public aushänken, mer och iwwerall vun all de Gemengen en Avis positif kruten.

Déi eenzeg kleng Remarque vun der Réiser Gemeng, déi mer kruten, dat war, well op engem klengen Deel vun dem Tracé e bestehende Projet aus hirem zukünftege PAG gaangen ass; do ass och recommandéiert ginn, fir deem Rechnung ze droen. Datt heescht, mir hunn elo en Avis positif, an do, wou eng Remarque war, ass der Remarque Rechnung gedroe ginn an der Gemeng, sou datt elo kann deen Tracé do korrekt a problemlos weidergoen. Elo gëtt also den APD ausgeschafft.

Wa mer den APD ausgeschafft hunn respektiv déi prezis parzelleschaarf Pläng gemaach hunn, da geschéien zwou Saachen: Éischt Saach ass, da kéint d'Opkaf vum Terrain lassgoen. Déi hu mer elo nach net. Dat ass also méi eng laang Prozedur.

An zweetens mengen ech, datt mer 2013 dann och prett sinn, fir e Gesetzestext ze déposieren, fir och kënne ebe gesetzlech festzhalen, wat mer do maachen. Mir schätzen, datt mer bei 550 Milliounen Euro wäerte leien, fir dat do ze bauen. Mä ier ech en APD hunn, wëll ech mech net definitiv op eng Zuel fixéieren. Op jidde Fall gesinn ech, datt et weidergeet an där ganzer Streckeféierung. Dat do ass fir mech, ech soen et nach eng Kéier, ee vun deenen absolut prioritäre Projeten, déi mer hunn.

Dann hutt Der eng lescht Fro nach gestallt, dat ass déi vun dem Houwalder Halt a vun der Low-cost-Versioun - hutt Der gesot - vun dem Houwalder Halt. Also, ech weess net, wat Der domadder gemengt hutt. Mir si keng esou Aar-

bechte bekannt, datt géif déi Gare do ofgespeckt ginn.

Ech wëll just soen, dat, wat Dir gestëmmt hutt hei, dat war eng ofgespeckte Versioun par rapport zu där Versioun, déi virun zwee, dräi Joer entstanen ass. A vläicht kënnt déi Diskussioun aus deem do Grond. Dat heescht, dat, wat Dir gestëmmt hutt, gëtt och tel quel exekutiert.

Dat Eenzezt, fir komplett ze sinn, wat ee kann derbäisoen, dat ass, datt deen Deel, deen an der Entrée vun der Gare geplangt ass, wahrscheinlech muss an Etappe gemaach ginn, well een en un aner Projeten upasse soll, datt een net alles gemeinsam, gläichzäiteg kann zesumme maachen.

Ech mengen, dat war de wichtigste Deel vun der Antwort, deen ech op déi dräi Froe wollt ginn.

► M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Wëllt den Här Negri nach eng Zousazfro stellen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Da kéime mer elo zu der Motioun vum Här Claude Adam iwwert de Comité de concertation Campus Walfer. Här Adam, Dir hutt d'Wuert als Auteur vun der Motioun.

2. Motion de M. Claude Adam relative au Comité de concertation «Campus Walferdange»

Exposé

► M. Claude Adam (déi gréng), auteur.- Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'Éischt e puer Wuert iwwert den Historique vu menger Motioun hei soen. Wéi de Conseil de gouvernement am Dezember 2005 d'Décisioun geholl huet, datt dat meescht vun der Uni géif op Belval-Ouest konzentréiert ginn, huet sech natierlech d'Fro gestallt: Wat geschitt mat deene verschidde Site, déi mer elo hunn?

Ech hat de 17. Februar 2006 eng Question parlementaire gestallt, wou ech gefrot hunn: Wat geschitt zum Beispill mam Site Walfer, wou ganz vill Investissementer gemaach gi sinn? An haut weess ee jo och, et gesäit een, datt dat ee ganz flott aménagéierte Site ass.

Deemools 2006 war d'Antwort, datt nach keng Décisioun gefall wier an datt déi Décisioun selbstverständlech am Gespreech mat der Gemeng Walfer géif gesicht ginn.

Duerfir hunn ech fënnf Joer méi spéit, de 6. Mee 2011, nach eng Kéier eng Fro gestallt, ob dann elo eng Décisioun do wier. An der Antwort gouf gesot, datt de Site prinzipiell soll 2014, 2015 fräi sinn. Et ass an Aussicht gestallt ginn, datt do eventuell eng Utilisation scolaire hikéim wéinst der gudder Accessibilitéit vum Site. Et ass eng Gare an der Géigend. Et ass och gesot ginn, datt et sech ëm e Site classé Monument national handelt, an do solle mer da bis 2011 och méi gewuer ginn, wat machbar ass.

A menger Motioun weisen ech drop hin, datt et e Site ass, deen ebe wéinst senger interessanter Lag ganz interessant ass an datt mer eis - ech mengen, do si mer eis allegueren eens - eng Réaffectation intelligente vun deem Site sollen ausdenken.

Ech maachen och opmierksam drop, datt et eng Konventioun Uelzchtdall gëtt. An där Konventioun Uelzchtdall si fënnf Gemengen aus dem Uelzchtdall zesummen. An déi Konventioun huet virun allem als But, eng gemeinsam Planung vun deene Gemengen am Uelzchtdall ze assurieren. Do geet et och ëm Héichwaasserschutz, mä et geet awer och ëm Verkéier. Et geet och ëm Bebauungspläng. An duerfir menge mer, datt dat interessant wier, datt een déi och géif mat abezéien.

Wa mer iwwer eng schoulesch Notzung schwätzen, da muss een awer och feststellen, datt mer an dem Plan sectoriel «Lycées» Walfer net virgesinn hunn an datt mer an deem selwechte Plan sectoriel «Lycées» och Miersch net virgesinn haten. Zu Miersch si mer awer amgaangen, zwee Lycéeen ze bauen, déi och deemächst fäerdeg gestallt sinn.

An dann erënneren ech och nach drun, datt ech am Juni 2007 eng Motioun hei an der Chamber erabruucht hunn, déi unanime ugeholl ginn ass, wou mer gesot hunn, mir missten eis iwwerleeën, ob een de Lycée zu Miersch,...

(Interruption)

...wat eng Annex vum Dikrecher Lycée ass, ob een deen net misst ausbauen, datt dat en eegestännege Lycée géif, wou d'Klassen alleguer wieren. Sou datt sech am schoulesche Bereich ganz viles geännert huet.

Mat all deem, wat ech elo gesot hunn, drängt sech an eisen Aen op, datt een do soll e Comité zesummesetzen. Mir mengen, datt mer zu Belval-Ouest 2000 esou ee Comité haten a gutt Erfahrung gemaach hunn. A mir mengen, datt d'Importenz vun deem Projet hei zu Walfer eng ähnlech Virgehensart a -weis géif rechtfertegen.

Duerfir hunn ech och déi Motioun erabruucht, wou mer da géifen, wann Der déi Motioun unhuet, d'Regierung invitéieren, op esou ee Wee vun engem Comité de concertation och fir de Campus Walfer ze goen.

► Une voix.- Très bien!

► M. le Président.- Merci dem Här Claude Adam. De Minister hält direkt Stellung zur Motioun.

► M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.- Merci, Här President. Ech si bal mat allem d'accord, wat den Här Adam elo gesot huet, ausser mat senger Konklusioun.

► Une voix.- Oh!

► M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.- Just, fir mech awer ze explizéieren, firwat.

► M. Camille Gira (déi gréng).- Dat huet Traditioun, dat do!

► M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.- Jo. Éischens mengen ech, datt et effektiv e wichtige, flotte Projet ass, dee mer do maachen.

(Interruption)

► M. Félix Braz (déi gréng).- Superfétatoire! Do kënnt eppes geflunn.

► M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.- Ech wëllt en awer net, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt en awer net vergläiche mat Belval. Well Dir musst einfach wëssen: Zu Belval hu mer ronn 120 ha, déi an engem Urbanismus, an engem Aménagementsplang mat erakomm sinn. Hei schwätze mer iwwer 5 ha. Just zum Vergleiche: De Réidener Lycée huet 8 ha.

Mir schwätzen also trotzdem vun engem Site, wann ech e vergläichen, dee wesentlech eng aner Dimensioun huet, deen déi klassesch Dimensioun huet vun engem Lycéessite, esou wéi se haut gebaut ginn.

Nach bleibt et awer dozou, datt ee sech muss eng Method ginn, fir ze schaffen. An ech wollt lech elo déi Method, déi ech mer wollt ginn, fir ze schaffen, hei explizéieren. Vläch sidd Der och mat där d'accord.

Dat Éischt, dat ass dat, wat mer elo schonn ofgemaach hunn. Mir hate schonn eng ganz Rei Diskussiounen mat der Gemeng Walfer, mat der Steeseler Gemeng, well déi evidenterweis an der Noperschaft dorunner interesséiert sinn, wat geschitt.

Dat Éischt, wat mer elo gemaach hunn, dat ass - esou wéi ech d'ailleurs an enger Question parlementaire am Mee geäntwert hat - eng Étude de faisabilité, wat op deem Site iwwerhaupt réalisabel ass, well Dir musst wëssen, datt et éischens e schéine Site ass mat vill Beem, vill Park op där enger Säit, datt och de ganze Site geschützt ass, mer also mussen oppassen, wéi mer och do druginn.

Mir hunn eis och mat Sites et Monuments zesummesetzt, fir ze kucken, wat iwwerhaapt méiglech ass. Vun der Étude de faisabilité hunn ech elo en Avant-projet kritt. Dee Projet wäert an deenen nächsten Deeg ofgeschloss ginn. Ronn 22.000 m² kënnen do als Nutzfläche fir scolaire Zwecker gebraucht ginn. Dat geet och duer, fir eppes Zolittes do ze maachen.

Dat Zweet, wat ech wëll maachen, dat ass da kucken, datt de Groupe de travail, dee sech ëm de Plan sectoriel «Lycées» bekëmmert, och an där Monitoringfonctioun, déi en huet, weidergefouert gëtt, fir eng Validatioun vun deem Site ze maachen a fir och ze kucken, wat am ganze Plan sectoriel logesch ass, datt mer hei maachen, wat mer nach brauchen, a wat dat Sënnvollst ass am Kader vum Aménagement du Territoire mat deem Site do unzefänken.

Déi drëtt Etapp, dat ass dann, datt eng nei Consultatioun selbstverständlech mat der Gemeng Walfer gemaach gëtt a mat all deene Gemengen, déi am Uelzchtdall sinn, well ech et logesch fannen, wa mer esou eng Konventioun Uelzchtdall sinn, datt déi aner Gemengen dann och kënne d'Informatiounen kréien fir där enger Säit an och hiren Input an déi Diskussiounen mat eraginn.

Hu mer déi verschidde Etappen ofgeschloss, da gëtt eng Décisioun vun Regierungrot eréischt definitiv geholl - dat ass dann 2012 -, fir de Site ze affectéieren un d'Education nationale a fir dann och ze determinéieren, wat fir

en Typ vun Infrastructures soclaires soll dohinnekommen.

Ass dat dann determinéiert an deem Consultatiounskader, deen ech elo beschriwwen hunn, da geet et drëm, mat der Gemeng Walfer ze kucken dee reglementaresche Kader, PAP, Plan directeur, Parkingsproblemer an alles dat, wat mer do ze diskutéieren hunn, a gläichzäiteg d'Étude de faisabilité, fir déi Schoulinfrastrukturen, déi dann decidéiert ginn, datt déi sollten dohinnekommen, och ze maachen, fir ze wëssen, a wat fir engem Volume, wéi vill Atelierien, wat fir en Typ vu Strukturen mer dohinne brauchen. Dat sinn d'Joren 2012, 2013.

An ech mengen, da si mer och am Kontext, wou mer kënne e Gesetzestext stëmmen, datt, wann 2014, 2015 d'Universitéit do erausgeet, mer prett sinn, fir direkt eis hannendrunzehenken, datt kann emgebaut ginn. Dat ass op jidde Fall d'Prozedur an d'Planifikatioun, déi ech mer wëll ginn, fir zesumme mat der Éducation, zesumme mat der Kultur, zesumme mat deenen zoustännege Gemengen dee richtege Wee ze fannen, fir zu Décisiounen ze kommen a fir och déi Décisiounen da prett ze hunn, wa mer se brauchen.

Ech menge par ailleurs net, Här Adam, datt mer, och wa mer mat ville Leit do schwätzen, mat der Uni Lëtzebuerg musse schwätzen, well en fin de compte d'Uni Lëtzebuerg erausgeet vun deem Site an op Belval geet. De Site soll do normale scolaires Zwecken zougefouert ginn an am Prinzip net méi universitären Zwecken.

Duerfir géif ech, malgré all Sympathie fir déi Suerg, déi Der do zum Ausdrock bréngt, awer d'Konklusioun net wëllen unhuelen,...

(Interruption)

...esou wéi Der se hei beschriwwen hutt, well dee Wee, deen ech elo beschriwwen hunn, mengen ech, dee richtege wär, fir zu deeneselwechten Zilsetzungen ze kommen, wéi Dir mengt.

► M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Wëllt soss nach ee Stellung zu der Motioun huelen? Nach eng Kéier den Auteur vun der Motioun. Här Adam, wann ech gelift.

► M. Claude Adam (déi gréng), auteur.- Jo, Merci. Här Minister, ech hunn Är Erklärungen och gären zur Kenntnis geholl. Et bleibt mer eigentlech eng éischt Ausso. Et schéngt mer esou ze sinn, wéi wann déi Décisioun praktesch awer gefall wier, datt et e Site scolaire gëtt.

An déi zweet, da wierklech och eng Fro. Bon, eng... Éischens, hunn ech dat richtig verstanen?

An dat Zweet, déi Fro: Wéi wëllt Der dann déi aner Gemenge mat abannen? Ech hu jo verstanen, Dir wëllt net op e Comité goen. Dir sot: „Mir hu méi e klengen Terrain wéi Esch-Belval.“ Gutt, datt ass absolut richtig. Mä op där anerer Säit, besonnesch wann et och nach ëm d'Décisioun vun enger Schoul geet, mengen ech, datt dat jo awer och eng Implikatioun op de Schoulsite Miersch hätt. A wat de Verkéier ugeet, mengen ech awer wierklech, datt et iwwer Walfer a Steesel erausgeet, mä och déi aner Gemengen aus dem Uelzchtdall betrëfft.

► M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.- Zu Är éischer Fro, ob d'Décisioun geholl ass, do muss ech mech méi nuancéiert ausdrécken. Formell ass se net geholl, mä ech soen lech awer ganz kloer, datt d'Madame Delvaux an ech selwer der Meinung sinn, datt mer dat sollen dem Conseil virschloen, well et eng sënnvoll Proposition ass. A mir ginn a priori och dovunner aus, datt de Conseil déi sënnvoll Proposition, déi Dir och ënnerstëzt, eis da wäert de Jo dozou ginn. Dat, fir et formell elo richtig auszudrécken.

Déi zweet Saach, dat ass: Ech mengen, déi normal Prozedur, dat ass emol fir d'Éischt, datt mer am Kader vum Aménagement du Territoire dee Monitoringsgrupp kucken, deen eis eng Proposition mécht, wéi a wat fir een Typ vu Schoul soll op deem do Lieu implantéiert ginn.

Ech mengen, dat hu mer iwwerall gemaach. Inklusiv déi, wéi mer déi Drëtt-Phas-Décisiounen vun Déifferdeng geholl hu respektiv vu Mondorf geholl hu respektiv vu Clierf geholl hunn, wou am Fong de Monitoringsgrupp vun dem Plan sectoriel «Lycées» gekuckt huet, wat sënnvoll wier, wat fir eng Implantatioun wou ze maache wier.

Hu mer dat, dann, mengen ech, ass et Zäit, fir eng Kéier mat der Walfer Gemeng an duerno och mat den Uelzchtdall-Gemengen einfach

ze kucken, wann elo eng Décisioun geholl gëtt, datt deen do Typ vu Schoul dohinnerkennt: Wat heescht dat? Ass dat sënnvoll? Wat musse mer maachen? Wat sinn eventuell Problemer? A wéi kënnen déi eenzel Gemenge sech drop vibereden?

Den Avantage, datt mer hei de Groupe monitoring vum Plan sectoriel huelen, dat ass, datt et genau deem seng Aufgab ass, dee ganzen Ensembl ze kucken an ze soen: Wéi passt de Choix vun der Schoul, dee mer elo do maachen, an de ganzen Ensembl vun de Lycéien, déi mer an där Géigend do hunn, a wat ass do sënnvoll? Duerfir hätt ech gär, datt mer an deem Grupp, deen all déi Décisiounen bis elo geholl huet, dat och maachen an dann un d'Gemengen eruginn.

Okay? Merci.

► **M. le Président.**- Gutt. Merci. Wëllt nach een zu der Motioun d'Wuert ergräifen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Kënne mer dann direkt zur Ofstëmmung iwwert déi Motioun kommen?

(Assentiment)

Gutt, mir kéimen also zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun.

Vote sur la motion

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, géint 9 Jo-Stëmmen an 11 Enthaltungen.

Résultat définitif après redressement: la motion est rejetée par 39 voix contre, 11 voix pour et 10 abstentions.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);

MM. Jean Colombera (par M. Gast Gibéryen), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes (par M. Norbert Hauptert), Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Fernand Boden), Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Scheuer), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri).

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger) et M. Carlo Wagner;

M. André Hoffmann.

Wëllt nach ee seng Enthaltung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da kéime mer elo zu zwou Question-urgenten. Fir d'Éischt d'Question urgente N°1571 vum Här François Bausch iwwert d'Renégociatioun vu Qatar Airways vu Kontrakter, déi virun hirer Participatioun bei der Cargolux geholl gi sinn, an d'Question urgente N°1572 vum Här Gast Gibéryen iwwert deeselwechte Sujet. Den Auteure sti fënnel Minutten Zäit zou, fir hir Froe virzedroen, an der Regierung zéng Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

3. Question urgente n°1571 de M. François Bausch relative à la volonté de Qatar Airways de renégocier une série de contrats antérieurs à leur prise de participation dans Cargolux

et

Question urgente n°1572 de M. Gast Gibéryen relative à la volonté de Qatar Airways de renégocier une série de contrats antérieurs à leur prise de participation dans Cargolux

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Merci, Här President, fir d'Wuert. E bëssen iwwerraschend hu mer an enger Dagespress gelies, datt an deem Deal mat der Qatar Airways do Klauselen an de Kontrakter wäeren, datt an déi Kontrakter, déi schon ofgeschloss sinn, wat hir Participatioun mat der Cargolux ubelaangt, do an engem Accord supplémentaire vum 9. Juli 2011, dat heescht den Dag, wou ënnerschriww ginn ass, eigentlech Renégociatiounsklauselen drabuecht gi sinn.

Dat huet eis besonnesch iwwerrascht, well mer an der Chamberskommissioun, wou mer jo iwwert deen Deal opgekläert gi sinn, näischt dovun gesot kritt hunn. An duerfir géif eis natierlech interesséieren, deen éischte Kontrakt, deen elo dovunner betraff ass, dat ass de Kontrakt Cargolux a LuxairCARGO, wat do ausgehandelt ginn ass. Dat heescht:

Éischtens, d'Fro: Existéiert en Accord supplémentaire tëschent der Cargolux an der Qatar Airways, fir kënnen déi viregt Kontrakter ze renégociereren? A wa jo, wat steet an deene Kontrakter dodranner? Em wat geet et do?

Déi zweet Fro ass: Ënner wat fir enge Konditiounen kann den Accord tëschent der Cargolux a LuxairCARGO renégociéiert ginn?

A meng drëtt Fro, dat wär: Gëtt et och nach aner Kontrakter, déi do ofgeschloss gi sinn, déi susceptible sinn, fir kënnen renégociéiert ze ginn?

Mir wäere frou, wa mer dorobber haut Äntwerte kréichen. Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bausch. Da kritt den Här Gibéryen d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Meng Fro ass déiselwecht wéi dem Kolleeg François Bausch seng. Well mer aus der Press erfuer hunn, datt eben elo sollen no der neier Zesummesetzung vun der Cargolux am Zesammenhang mat der Qatar Airways, datt elo Verträge, déi virun d'ofgeschloss hat, elo dierften nei verhandelt ginn.

Eis huet et och iwwerrascht, well mer an der zoustänneger Kommissioun déi Négociatiounen, déi gefouert si ginn, erkläert kritt hunn. An an deene Verhandlungen an der Kommissioun huet awer keen eis gesot, datt am leschte Moment nach en Zousazaccord do gemaach gi wier op Wonsch vun der Qatar Airways, fir ebe kënnen bestehend Verträge, déi virun mat der Cargolux renégociéiert si ginn, erëm nei ze renégociereren.

Duerfir wëll ech un déi Froen, déi de Kolleeg Bausch gestallt huet, meng drunhänken, wat zum Deel och déiselwecht sinn:

Éischtens, sinn d'Informatiounen aus der Press a vun de Gewerkschaften, esou wéi mer se haut konnte liesen, richtig? Sinn déi korrekt?

Zweetens, huet d'Regierung Kenntnis vun engem Zousazaccord, deen der Qatar Airways d'Recht gëtt, bestehend Accorden nei ze verhandelen? Huet d'Regierung och deem Accord zougestëmmt?

Drëttens, besteet d'Gefor, datt nach aner Kontrakter, besonnesch tëschent der Cargolux an anere Lëtzebuurger Entrepreneuren, sollen opgeléist gi respektiv nei verhandelt ginn?

Véiertens, kënnen iwwerhaapt lafend Kontrakter vun der Cargolux eesäitig opgeléist ginn oder nei verhandelt ginn, déi opgrond vun engem Wiessel beim Actionariat kéinten zustane kommen?

A fënneftens, war d'Fro vum Handling mat der Luxair e Bestanddeel vun de Verhandlungen mat der Qatar Airways?

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gibéryen. Elo kritt den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Här President. Ech mengen, dat Einfachst, fir op déi sëllege Froen, déi elo gestallt gi sinn, ze äntworten, dat ass, datt ech emol d'Descriptioun vun de Fakte maachen a vun deem, wat d'Realitéit hei ass, well dat erkläert villes.

A sech, deen Deal, dee mat Qatar Airways ënnerschriww ginn ass, dee besteet aus verschiddenen Deeler, déi gläichzäitig ënnerschriww gi sinn.

Dat Éischt, dat ass den normale Contrat de vente, deen de Stat jo och ënnerschriwwen huet, well de Stat jo Vendeur hei an deem Fall ass. Niewent dem Contrat de vente sinn - an dat ass klassesch esou - nach e puer aner Saachen ënnerschriww ginn.

Notamment e sougenanntene Pacte d'actionnaires ass ënnerschriww ginn. Dat ass also e Pakt, deen am Fong beschreift, wéi d'Zukunft ass a wéi déi verschidden Aktionäre sollen an Zukunft mateneen ëmgoen. Dee Pacte d'actionnaires huet zum Beispill eng Rei Annexen, Projet-de-statuten, op där enger Säit, an ënner anerem och e Plan de coopération commerciale.

Dir kënnt lech erënneren, déi Explikatiounssetzung, déi mer an der Chamber haten, do ass notamment en long et en large dee Plan de coopération commerciale ënnerschriww ginn, deen also och beschreift, datt zum Beispill zwee Flich an der Woch vun Doha op Lëtzebuerg an Zukunft wäerte kommen. Dat ass deen een Deel, deen niewent deem klassesche Contrat de vente ënnerschriww ginn ass.

Deen zweeten Deel, dat ass e sougenanntene „indemnity agreement“, deen och nach ënnerschriww ginn ass. Also, wann de Pacte d'actionnaires e weineg deen ass, deen d'Zukunft beschreift a seet, wéi an Zukunft soll gehandelt ginn, dann ass den „indemnity agreement“ dat, dat de Passé beschreift an a sech déi Regelen, déi de finanziellen Ausgleich vun dem Passé bedeiten, festleet. Och dat ass am Prinzip e klasseschen Deel vun esou engem Deal, wann e gemaach gëtt. An déi, déi esou Dealer matgemaach hunn, d'Affekoten, déi wëssen, wéi esou Saachen organiséiert ginn.

Notamment ass an deem „indemnity agreement“ esou eng Klausel dran, eng Klausel awer, wéi se oft an deenen Typen vu Kontrakter besteet an déi am Fong seet - déi Klausel -, datt wichteg Kontrakter net méi kënnen ënnerschriww ginn tëschent dem Dag, wou d'Signature gemaach gëtt, dat heescht am Juni, wou offiziell ënnerschriww ginn ass, an deem, wat een e sougenanntene „closing day“ nennt.

Den „closing day“, dat ass do, wou alles opgehuewen ass, wat nach muss gecheckt ginn, bis dann déi Transaktioun vun der Signature aus effektiv gëtt, dat heescht d'Suen och ausbezuelt ginn an den Aktionär och richtig Aktionär ass, wann ech dat dierf einfach ausdrécken.

Deen „closing day“ ass haut nach net do, well nach eng Rei „approvals“ - „Approbatiounen“, op Franséisch - da muss komme vun enger Rei Antitrust-Organisatiounen, zum Beispill vun der EU. Déi däitsch sinn do; mir warden nach op déi chineesesch, südkoreanesch. Dat ass awer och klassesch, dat, wat nach muss geschéien, eier den „closing“ da ka gemaach ginn.

Et ass also hei eng üblech Klausel, em déi et sech handelt. An ënner déi Klausel fält selbstverständlech och deen neien Handlings-Accord, dee spezifesch dodranner ernimmt ass.

Et muss ee soen, datt et sech hei, Här Gibéryen, net em en Handlings... oder em en Accord handelt, deen opgeléist gëtt an nei verhandelt gëtt. Deen alen Handlings-Accord, deen tëschent der LuxairCARGO an der Cargolux bestanen huet, ass ausgelaf an ass gekënnegt gi vu LuxairCARGO. An et ass en neie Kontrakt, deen ausgehandelt ginn ass, mä deen nach net ënnerschriwwen ass, also nach net en vigueur ass.

An dee Kontrakt, dee fält natierlech ënner déi Klausel, datt en elo net kann en vigueur treden an ënnerschriww ginn, bis dann den „closing day“ do ass. Also nach eng kéier, fir dat kloerzestellen: Et ass elo kee bestehenden ënnerschriwwene Kontrakt, deen opgeléist ginn ass. An et gëtt och kee bestehende lafende Kontrakt elo opgeléist. Mä eben déi Kontrakter, déi elo mussen nei gemaach ginn, déi sollen dann ënner déi hei Klausel falen.

Firwat steet esou eng Klausel dran? Mä klassescherweis, fir sécherzestellen och fir deen neien Aktionär, datt hei maartüblech Präisser sinn, an datt déi nei Kontrakter sougenanntene „arm's length“ sinn. Dat heescht, datt jiddwereng vun deene béide Gesellschaften, déi zukünfteg e Kontrakt haten, och zu Hirem kënnt.

An ech mengen, dat ass och am Intérêt vun der Regierung, datt déi Situatioun esou ass, datt mer déi Kontrakter fir déi eng Gesellschaft wéi fir déi aner Gesellschaft transparent a korrekt hunn. D'Cargolux soll Luxair net ënnerstëtzen, a Luxair soll d'Cargolux net ënnerstëtzen. Dat ass de Prinzip, mat deem dat hei muss oflafen.

De Conseil - dat hutt Der och gefrot, ech mengen, dat ass den Här Bausch - kann, wann e wëllt, driwwer schwätzen, a wann en dat wëllt, decidéieren, fir den Accord definitiv ze akzeptéieren oder och net. Mä selbstverständlech muss de Conseil dofir eng Majoritéit hunn. An dat kann de Conseil och am Prinzip bei alle Kontrakter maachen, wann en dat wëllt a wann en eng Majoritéit dofir huet.

Voilà! Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler. Domadder ass dese Punkt ofgeschloss. Mir kéimen elo zu der

Motioun N°2 vum Här Camille Gira iwwert d'Reform vun der Administration de l'Environnement. Här Gira, wëllt Dir dozou nach eng kéier d'Wuert ergräifen?

4. Motion n°2 de M. Camille Gira relative à la réforme de l'Administration de l'Environnement (projet de loi 6171)

Exposé

► **M. Camille Gira (déi gréng), auteur.**- Bon, ech mengen, ech hunn dat meescht d'lescht Woch bei den Debatte vum Kommodosgesetz gesot. An engem Saz just nach: Mir sinn der Meinung, dass eng dréngend Reform vun der Ëmweltverwaltung néideg ass. Eng Verwaltung, där hir Grondgesetzgebung zrëck an d'80er Jore geet, wou d'Erausforderunge vill méi grouss si ginn, mä virun allem och, dass déi Verwaltung ugepasst gëtt u Klimaschutz, Energieproblematik, mä virun allem, dass se och méi Moyenn kritt, dass se endlech och méi preventiv ka virgoen. An duerfir wiere mer frou, wann déi Motioun hei géif ugeholl ginn.

► **M. le Président.**- Den Här Berger wëllt zu der Motioun Stellung huelen.

Discussion générale

► **M. Eugène Berger (DP).**- Jo, Merci, Här President. Ech wollt och kuerz derzou Stellung huelen, well ech jo och mat déi Motioun ënnerschriwwen hunn, ouni dat ze widderhuelen, wat schon de Camille Gira viru mer gesot huet, datt mir op alle Fall och déi Motioun do wäerten ënnerstëtzen.

Ënner anerem wëll ech nach eng kéier rappeléieren, datt eigentlech schon 2003 do éischt Démarché gemaach gi sinn, fir do en Audit ze lancéieren respektiv dann déi Verwaltung opgrond vun esou engem Audit ze reforméieren. Mëttlerweil an deene leschte Joren ass näischt méi geschitt, an et ass wierklech noutwendeg, datt déi Verwaltung reforméiert gëtt, well virun allem och ganz vill nei europäesch Aufgaben op se zoukommen.

Mir hunn all gudden Dag, géif ech praktesch soen, hei an der Chamber Direktiven, déi mer ëmsetzen, ob dat REACH ass oder aner, wou nei Aufgaben op déi Verwaltung zoukommen. A si ass net méi strukturéiert, net méi organiséiert. Duerfir an engem Wuert also: Mir ënnerstëtzen och déi Motioun an hoffen, datt hei eng grouss Majoritéit déi och wäert ënnerstëtzen.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Berger. Soss nach een, dee wëllt Stellung huelen? Den zoustännegen delegéierten Nohaltegkeetsminister, wann ech gelift.

► **M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.**- Här President, ech wollt soen, datt ech déi Motioun wollt unhuelen, ënner déi Konditioun, datt mer nach zwee Ajouté kéinte maache respektiv eng lichte Ëmännerung.

Ech deele jo och déi Meinung, ech hunn dat d'lescht Woch gesot, datt mer en Audit brauchen - an dat ass net érischt zënter der leschter Woch esou -, mä wat natierlech den Auteur vun der Motioun net konnt wëssen, datt mir an der Verwaltung domat amgaange sinn zënter enger Partie Méint. Dat heescht, et ass e Prozess vun Evaluatiounen, vun interne Concertatiounen amgaang, ass nobäi, fir ofgeschloss ze ginn. Do war e Workshop, do waren Interviews, Ëmfroen an esou weider.

Ech wollt d'Propos maachen, datt mer nach ee Considérant géife bäisetzen, fir daitlech ze maachen, datt eben dee Prozess do amgaangen ass respektiv bal ofgeschloss ass. Ech wollt eng Propos maachen: „vu que ladite réforme a déjà fait l'objet d'un processus d'évaluations et de concertations internes à l'administration au cours des derniers mois et que dès lors, l'Administration de l'Environnement est sur le point de faire aboutir les travaux préparatoires afférents“.

An da wollt ech bei deem éischten „invite“ do en Ajout proposéieren: „- à charger un bureau spécialisé avec l'organisation d'un audit afin d'évaluer les propositions élaborées par l'Administration de l'Environnement concernant sa réorganisation aussi bien du point de vue thématique que de l'organisation“. Dat ass den Text vum Auteur.

An dann nach just am zweeten „invite“ ee Begrëff échangéieren. Den Auteur hat geschriwwen: „à entamer dans les meilleurs délais“; mir géifen am léifste schreiwen: „à finaliser dans les meilleurs délais“, well mer jo amgaange sinn, et quasi fäerdeg ass.

Deen drëttene „invite“ ass mer ganz sympathesch. Ech géif virschloen, datt mer deen esou stoe loossen.



Merci, Här President.

► **M. le Président.** - Den Här Gira, wann ech gelift.

► **M. Camille Gira** (déi gréng), *auteur.* - Merci, Här President. Ech mengen, wann eng intern Reflexioun ugefaange ginn ass a scho bal fäerdeg ass, tant mieux. Wann de Minister awer d'accord ass, dass en extérieure Büro trotzdeem dat do nach eng Kéier analyséiert. Ech fannen et ëmmer wichteg, wann eng Verwaltung soll reforméiert ginn, dass een déi zwee Aspekter huet.

Et ass wichteg, dass vu banne gekuckt gëtt, och dass d'Mataarbechter kënne selwer hir Mee- nung soen, och selwer hir Visioun fir eng Ver- waltung maachen. Mä et ass awer och wichteg, dass ee vu baussen dat Ganzt duerchlicht.

Ech mengen, an deem Sënn hunn ech d'Gefill, dass déi Emännerungen do mat dem Fong vun deem, wat mir wollten, och den Här Berger, mengen ech, konform sinn. An deem Sënn wier ech op jidde Fall d'accord, dass mer d'Motioun mat deem do Wuertlaut kéinten unheulen.

► **Une voix.** - Très bien!

Motion 2 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant que le développement durable se fonde sur le concept d'une harmonisation plus étroite entre les intérêts écologiques, économiques et sociaux;

- considérant que la politique énergétique et la protection du climat sont les défis clés du développement durable;

- vu que l'Administration de l'Environnement est un des acteurs essentiels au niveau de l'intégration d'aspects environnementaux et durables au niveau économique et vu que la composition et la structure actuelle de l'administration, datant dans son fondement de l'an 1980, ne correspondent plus aux exigences d'une administration moderne et efficace;

- vu que l'administration ne dispose même pas d'une section «énergie et protection du climat»;

- sachant que toute administration moderne promouvant le développement durable devrait pouvoir offrir des informations poussées envers le grand public et les acteurs économiques et que ce défi ne peut pas suffisamment être relevé actuellement par l'administration;

- estimant qu'une structure réformée et une démarche plus active de l'administration est autant dans l'intérêt de la protection de l'environnement que de l'économie et que cette réforme se situe dans le contexte de la réforme administrative préconisée par le Gouvernement;

- estimant qu'une réforme est indispensable afin de permettre à l'administration non seulement un traitement plus efficace et rapide de dossiers mais en plus une information et consultation plus poussées autant du grand public que des milieux professionnels concernés;

- estimant qu'une réforme s'avère d'autre part nécessaire afin que l'administration puisse davantage pallier aux exigences de la politique au niveau européenne et les conséquences en décou- lant pour notre pays;

- vu que la réforme de l'administration a déjà été retenue dans les programmes gouvernementaux de 2004 et 2009;

- vu que ladite réforme a déjà fait l'objet d'un processus d'évaluations et de concertations internes à l'administration au cours des derniers mois et que dès lors, l'Administration de l'Environnement est sur le point de faire aboutir les travaux préparatoires afférents;

invite le Gouvernement

- à charger un bureau spécialisé avec l'organi- sation d'un audit afin d'évaluer les propositions élaborées par l'Administration de l'Environnement concernant sa réorganisation aussi bien du point de vue thématique que de l'organisation;

- à finaliser dans les meilleurs délais les travaux de réforme de l'Administration de l'Environnement;

- à doter l'Administration de l'Environnement des moyens financiers.

(s.) M. Camille Gira, François Bausch, Eugène Berger, Henri Kox, Josée Lorsché.

► **M. le Président.** - Okay. Merci dem Här Gira. D'Regierung ass also d'accord, déi Mo- tioun mat verschiddene Modifikatiounen unze- huelen, déi och op den Accord vum Auteur vun der Motioun falen.

Kënne mer dann iwwert déi ëmgeännert Mo- tioun ofstëmme?

(Assentiment)

Ech ginn dervun aus, datt mer dat kënne mat engem Vote à main levée maachen.

Vote sur la motion 2 modifiée

Wien ass mat där ëmgeännertes Motioun d'ac- cord?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder wär déi Motioun à l'unanimité uge- holl.

Mir kommen dann elo zu eisem éischte Projet de loi vun haut, de Projet de loi 6141, eng Kon- ventiouen iwwert d'Rechter vu behënnerte Leit. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Berger, d'Madame Dall'Agnol, d'Madame Lorsché, den Här Kartheiser an den Här Hoffmann. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Paul- Henri Meyers. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

5. 6141 - Projet de loi portant

1. approbation de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, faite à New York, le 13 décembre 2006

2. approbation du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits des personnes handicapées relatif au Comité des droits des personnes handicapées, fait à New York, le 13 décembre 2006

3. désignation des mécanismes indépendants de promotion, de protec- tion et de suivi de l'application de la Convention relative aux droits des personnes handicapées

Rapport de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances

► **M. Paul-Henri Meyers** (CSV), *rapporteur.* - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'UNO-Konventiouen iwwert d'Rechter vun de behënnerte Matmënschen ass den 13. Dezember 2006 zu New York ugeholl ginn. Lëtze- buerg huet déi Konventiouen den 30. März 2007 ënnerschriwwen. De Gesetzesprojet, fir d'Konventiouen ze approvëieren, ass de 25. Mee 2010 an der Chamber deponéiert ginn.

D'Familljekommissioun vun der Chamber huet sech zënter Oktober 2010 mat der Konven- tioun befaasst. Si huet d'Avise vun de Cham- bres professionnelles, dem Statsrot, dem Conseil national des personnes handicapées, dem Centre pour l'égalité de traitement an der Commission consultative des droits de l'Homme analyséiert a si huet opgrond vun deenen Avisen den Text vum Gesetzesprojet ofgeännert a komplettéiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Konventiouen iwwert d'Rechter vun de behën- nerte Matbierger schafft keng nei Grondrech- ter. Si rappeliert d'Prinzipie vun deene beste- henden internationale Mënscherechter. Si rap- peléiert och déi verschidde Mënscherechter, allerdéngs ënnert dem besonnesche Bléckwén- kel vun de Rechter vun de behënnerte Matmënschen. Do, wou d'Konventiouen nei...

► **M. le Président.** - Ech bieden lech, wann ech gelift, besonnesch attentif ze sinn, vu dass hei muss iwwersat ginn! An et ass e ganz wich- tege Projet.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Paul-Henri Meyers** (CSV), *rapporteur.* - Jo, et ka jo desén Ablack näischt méi Wichteges gi wéi déi hei Konventiouen, géif ech mengen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Paul-Henri Meyers** (CSV), *rapporteur.* - Do, wou dës Konventiouen nei Akzenter setzt; do, wou se wesentlech innovéiert, dat sinn d'Verpflichtungen, déi de Staten operluecht ginn, déi déi Konventiouen ratifizéieren, fir déi Rechter, déi d'Konventiouen am Bléckwénkel vun den Handicapéierte virgesäit, och anze- halen an ëmzesetzen.

Fir den Ëmsetzungsprozess ze garantéieren an ze begleeden, mussen op Verwaltungsniveau Kontaktplaze geschafe ginn a Koordinatiouns- plazen. Virun allem awer sinn d'State verpflich- tet, onofhängeg Instanze mat enger Mission de promotion, de protection et de suivi d'applica- tion ze chargeieren. Dat ass an dräi Sätz dat Wesentlecht scho bal.

Ech wëll awer op déi dräi Deeler méi genee nach agoen, ouni ze iwwerdreien, a versichen och, déi dräi Deeler e bësse méi genee ze ex- poséieren.

Fir d'Éischt de Rappel vun de Mënscherechter. An der Präambel vun der Konventiouen gi siwen aner international Konventiouen zitéiert, déi zum Deel déiselwecht Rechter enthalen wéi

d'Konventiouen, déi mer haut stëmme. Aller- déngs ginn an der Konventiouen iwwert d'Rech- ter vun den Handicapéierten nei Bestëmmunge formuléiert, fir am Bléckwénkel, wéi ech gesot hunn, vun den Handicapéierten d'Grondrech- ter och an hirem Intérêt ëmzesetzen. Zum Deel mat konkrete Moosnamen, déi ze huele si vun deene Staten, déi déi Konventiouen ratifizéieren.

Doduerch, dass dës Konventiouen op déi mënschlech Grondrechter baséiert an am Inté- rét vun deene behënnerte Matbierger eng Uwendung vun deene Rechter ouni Diskrimina- tioun verlaangt, gëtt eng nei Basis geschafen, déi an Zukunft bei Moosnamen am Intérêt vun de behënnerte Matbierger net méi ignoréiert ka ginn.

D'Konventiouen bleift duerfir och net bei ab- strakte Rechter stoen. Si formuléiert, wéi ech scho gesot hunn, bal an allen Artikelen konkret Verpflichtungen, fir d'Staten dozou ze bréngen, am Intérêt vun den Handicapéierten nei Moos- namen ze huelen.

Ech ka ganz sécher net, well d'Zäit et net er- laabt a well dat och spéider eventuell an dem Aktiounsprogramm vun der Regierung zrëckge- holl soll ginn, op all déi Artikelen agoen. Ech erlabe mer awer, dräi Bestëmmungen erausze- gräifen aus där Konventiouen. An ech hunn dräi Texter gewielt, déi mer politesch net esou bri- sant schéngen, déi a mengen Aen awer hir Wichtigkeet hunn an déi och beweisen, wat ee ka maachen am Intérêt vun deene Behënner- ten. Dat sinn d'Artikelen 8, 9 an 19.

Den Artikel 8 ass intituléiert „Sensibilisation“. Dir Dammen an Dir Hären, wéi vill Préjugéen, wéi vill falschstellungen a falsch Meenungen, wéi vill Opposition gëtt et nach an eiser Ge- sellschaft vis-à-vis vun deene behënnerte Matmënschen?

Wéi vill Sensibilisation muss gemaach ginn, elo an an Zukunft, fir dass déi Préjugéen an déi Astellung kënnen iwwerwonnen ginn? Fir dass déi Leit kënnen akzeptéiert ginn op eng positiv Aart a Weis, mat deene Capacitéiten, déi se hunn, mat deene Méiglechkeeten, déi se hunn an déi se eiser Gesellschaft kënnen bidden?

Et ass also noutwendeg, sech positiv anzestellen an d'Leit dobaussen, d'Gesellschaft an deem Sënn och ze sensibiliséieren. Net méi an net manner verlaangt den Artikel 8.

An déi Sensibilisation geet, ech géif bal soen, vun der Spillschoul iwwert d'Aarbechtsplaz bis an d'Pensioun eran. Si muss also an alle Liewenslagen an op alle Plazen an der Gesell- schaft d'Leit fir déi do Aufgab sensibiliséieren.

Fir mech ass d'Sensibilisation, esou wéi se hei ugesprach ass, eng vun deene wesentleche Vir- aussetzungen, fir dass déi Konventiouen voll a ganz zum Droe ka kommen.

Zweete Punkt, deen ech erausgräifen, ass d'Ac- cessibilitéit - Artikel 9. Wa mer den Ausdrock Accessibilitéit héieren, denke mer meeschtens un den Zougang zu den öffentleche Gebaier.

Ma, Dir Dammen an Dir Hären, Accessibilitéit an enger moderner Gesellschaft bedeit vill méi. Deen Ausdrock bedeit och den Zougang zu den Transportmëttelen, den Zougang zu den Informatiounsquellen, den Zougang zu de Kommunikatiounsmëttelen, den Zougang zu alle Servicier, déi allen anere Bierger zur Ver- fügung stinn. Den Zougang zu de kulturellen a sportlechen Aktivitéiten.

Dat bedeit, dass do och muss ëmgeduecht ginn an dass an deem dote Beräich - wann ech soe Kommunikatiounsmëttel - och nach mün- ches an d'Fuerschung muss gestach ginn, fir dass och déi Mëttele kënnen geschafe ginn, déi den Zougang och fir déi Handicapéiert - ech denken do zum Beispill un dat, wat mer haut maache fir déi, déi net gutt héieren oder guer net héieren -, fir deenen och den Zougang zu ville vun deene kulturellen Aktivitéiten ze er- mëiglechen.

Ein drëtten Punkt, deen ech opgräifen, ass den Artikel 19: Autonomie et inclusion dans la so- ciété. Am Sënn vun der Gläichberechtigung missten déi behënnert Matbierger selwer ent- scheede kënnen, wou a wéi se an der Gesell- schaft wëlle liewen.

Dir Dammen an Dir Hären, meeschtens oder dacks scheitert dat scho bei der Wiel vun der Wunneng. Wéi vill nei Wunnenge ginn direkt esou geplangt, gebaut an ageriicht, dass och eng behënnert Persoun, ouni zousätzlech Käschten, an esou eng Wunneng kann anzéien?

Wéi vill Leit, déi haut an hirem Liewe behënnert ginn, mussen mat grouse Käschte Wunnengen ëmänneren, well se net méi konform sinn zu deem Handicap? Wann 100 nei Wunnenge ge- baut ginn an et ginn der zwou virgesi fir be- hënnert Matmënschen, dann ass d'Wiel vun deene Leit wesentlech ageschränkt an eng vun de Bedéngunge vun där Konventiouen ass net erfëllt; dat heescht, déi fräi Entscheidung, wéi ee wëllt wunnen a wou e wëllt wunnen, ass

domat wesentlech par rapport zu anere Matmënschen ageschränkt an entsprécht net méi de Bestëmmunge vun dëser Konventiouen.

Et gëllt also och do, ëmzedenken, ëmzedenken an och de Leit eng Dispositioun, déi e bëssen onschëlleg kléngt, déi awer wesentlech ass, matzehlëfen ëmzesetzen.

Et kéint een an der Diskussioun op aner Beräi- cher, déi vläicht méi sensibel ginn, agoen. Ech denken do un d'Éducatioun, wou mer gëschter d'Méiglechkeet haten, driwwer ze schwätzen. Ech denken un d'Aarbecht, un d'Ve de travail an nach vill aner Aktivitéiten.

Ech denken, dass mer, wann d'Regierung de Plan d'activité, dee se muss opgrond vun dëser Konventiouen zesumstellen, fäerdeg huet, d'Geleeënheet kréien, eenzel an déi Beräicher kënnen mat ze diskutéieren an och ze gesinn, wat fir Mesuren dass fir d'Zukunft muss geholl ginn.

Well, Dir Dammen an Dir Hären, d'Konventiouen gesäit vir fir d'Ëmsetzen, dass och esou ee Pro- gramm muss hiergestallt ginn. An ech mengen, wann ech hei „Regierung“ soen, da sinn dat quasiment all Ministèren a Verwaltungen, déi un esou engem Aktiounsprogramm mussen ma- thëllefen. Et muss de Point gemaach ginn, wat scho besteet. Et mussen Ænnerunge virgesi ginn. Et muss virun allem nei Moosnamen ugedeit gi fir d'Zukunft, déi geholl ginn opgrond vun de Bestëmmunge vun dëser Konventiouen.

An ech erënnere drun, dass, wann dee Plan d'action opgestallt gëtt, dann ass virgesinn an der Konventiouen, dass och déi behënnert Mat- bierger an hir Associatiounen bei der Ausaar- bechtung mussen bedeelegt ginn.

Dat bréngt mech, Dir Dammen an Dir Hären, well ech mech wollt kuerzfaassen, schonn zu mengem leschte Punkt vun dem mëndleche Rapport. Dat ass d'Uwendung vum Artikel 33 vun der Konventiouen, dee virgesäit, dass - wéi ech dat scho gesot hunn - op allen Niveauen Kontaktplaze mussen geschafe ginn, déi zous- tänneg si fir d'Ëmsetze vun der Konventiouen an deenen eenzelne Ministèren a Verwaltun- gen. An derniewent muss och een Dispositif de coordination geschafe ginn.

Besonnesch wichteg ass awer d'Schafung vun onofhängegen Instanzen oder Mechanismen, déi nom Artikel 33 de Suivi maache vun der Uwendung vun der Konventiouen. Et ass och deen Artikel, mat deem d'Familljekommissioun sech méi laang beschäftegt huet.

D'Regierung hat virgesinn, fir d'Commission consultative des droits de l'Homme mat där Missioun ze beoptragen. D'CCDH huet awer an hirem Avis vum 21. Oktober 2010 drop higew- isen, dass se keng individuell Kloen, keng individuell Plaintë kéint entgéintheulen, well dat net an hirem legaler Missioun wär. D'Fa- milljekommissioun vun der Chamber huet do- ropshin den Text ofgeännert.

Mir hunn déi Instanzen, déi d'Konventiouen vir- gesäit, an den Text ageschriwwen, sou dass do keng Diskussioun iwwert déi juristesche Kompe- tenze ka méi entstoen. Kompetent ginn, esou wéi den Text et virgesäit, d'Commission consul- tative des droits de l'Homme an de Centre pour l'égalité de traitement fir d'Promotioun an de Suivi d'application vun der Konventiouen. Dat läit och an hirem legalen Aufgabe mat dran. An d'Gesetz iwwert déi zwou Instanze brauchen och an där Hisiicht net ofgeännert ze ginn.

Wou e Problem entstanen ass, dat ass d'Mission de protection, dat heescht d'Entgéintheule vu Kloen. An do huet d'Familljekommissioun ge- mengt, dass een domat de Médiateur kéint beoptragen, opgrond vum Gesetz vum 23. August 2003. Souwisou ass de Médiateur zous- tänneg fir all Problemer, déi deen eenzelne Bierger, och dee behënnerte Matbierger, mat enger öffentlecher Verwaltung huet. Dee Kom- petenzberäich gëtt also duerch dat hei Gesetz net erweidert, esou wéi de Conseil d'État dat och gewënscht huet.

Ech maachen nach drop opmierksam, dass opgrond vun der Konventiouen d'Regierung no zwou Joer e Rapport muss maachen un de Comité bei der UNO, dee geschaf ginn ass, fir de Suivi ze maachen op internationalem Plang. An d'Regierung ass och gehalen, all véier Joer en zousätzleche Rapport ze maachen iwwert déi Aktivitéiten, déi se am Intérêt vun der Exekutioun vun der Konventiouen geholl huet.

Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, dat ass genuch vu Kontrollinstanzen, fir dass och ofgeséichert ass, dass déi Konventiouen esou exekutéiert ka ginn, wéi dat och virgesinn ass.

D'Konventiouen iwwert d'Rechter vun de be- hënnerte Matbierger huet fir déi concernéiert



Persounen eng enorm Bedeitung. D'Familljekommissioun war sech där Bedeitung bewosst. Si huet duerfir eestëmmege den Text vum Gesetzesprojet uegheoll.

Well souverän Rechter ofgetruede ginn, muss dës Konventioun mat enger qualifizierter Majoritéit vu 40 Deputéierte gestëmmt ginn. Ech hoffen an ech wënschen, dass déi Majoritéit lagement erreecht ka ginn. Ech kann lech elo scho soen, dass ech den Accord vun der CSV ginn.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur Paul-Henri Meyers. Als éischte Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Eugène Berger (DP).** - Här President, et ass een net behënnert, mä et gëtt ee vun der Gesellschaft behënnert. Dat ass eng batter Feststellung fir vill Mënschen op der Welt. Mir hu ronn 50.000 Bierger zu Lëtzebuerg, déi mat engem Handicap liewen an déi oft bei eis am Land mat dëser Realitéit konfrontéiert ginn. Dat ass esou, well eis Gesellschaft trotz ville gudden Absichtserklärungen nach ëmmer net inklusiv ass an net all néideg Effortë gemaach ginn, fir d'Mënsche mat engem Handicap optimal ze integréieren.

Wa mer eis als Chamber kritesch ënnert d'Lupp huelen, muss mer feststellen, datt och hei am héijen Haus an deem Sënn Defiziter bestinn. Den Accès fir Behënnerten an eise Sitzungssall oder och op eis Zuschauertribün ass net optimal - fir net méi ze soen.

Ech freeë mech, datt haut de Mëtteg eng Rei behënnert Matbierger uewen op der Tribün sinn. Ech bedauern awer, datt si net optimal do kënnen setzen a wierklech d'Débat an hirer voller Breet kënnen suivéieren.

Fir daf Matbierger hu mer keng systematesch Iwwersetzung prett. Haut ass dat ausnahmsweis de Fall. A muer ass dat dann erëm vergiess. A Frankräich zum Beispill ginn d'Sitzunge vun der Assemblée systematesch a Gebärdesprooch iwwersat. Do kann ech nëmme soen: exemple à suivre!

Et gëtt verschidde Beräicher, wou weiderhin Defiziter bestinn. Ech wäert herno nach dorober zrëckkommen. Et ass also méi wéi noutwendig, datt mer endlech d'UNO-Konventioun fir d'Rechter vun den handicapéierten Matmënschen stëmme.

Mat dësem Gesetz, mat der Ëmsetzung vun dëser Konventioun kënn e Paradigmewissel op d'Politik an d'Gesellschaft duer. Bis elo ass d'Gesellschaft gäre mat den handicapéierten esou ëmgaang, wéi wa se speziell Objekte wieren, déi ee misst versueren. An deem Sënn kann een och verschidde Gesetzer aus der Vergaangenheet interpretéieren, déi mer hei zu Lëtzebuerg gestëmmt haten.

Mä d'UNO-Konventioun stellt elo kloer, datt déi handicapéiert Matbierger endlech ënnert dem Bléckwénkel vun de Mëscherechter mussen considéiert ginn. Si si keng speziell Wiesen, déi Sonderrechter brauchen. Si si Mënschen, Matmënschen, déi müssen dëselwecht Rechter erhale wéi all déi aner Mënschen och.

Ech mengen, duerfir ass haut ee ganz wichtigen Dag fir déi ronn 50.000 Mënsche mat Behënnerng zu Lëtzebuerg, well se an de Genoss komme vun deem, wat all Mënsch eigentlech zousteet: nämlech net méi an net manner wéi déi universell Mëscherechter.

D'DP wäert duerfir dëser Konventioun zoustëmme. Net zulescht och, well fir eis d'Gläichbehandlung an d'Integratioun vun de behënnerte Matmënschen ëmmer en Uleies an eng Iwwerzeegung waren an och bleiwen.

Här President, e Gesetz, eng UNO-Konventioun stëmme ass eng Saach, se da konsequent an d'Praxis ëmsetzen, ass eng aner Saach. Dës Aufgab ass elo eng grouss Erausforderung un d'Politik, un d'Gesellschaft an och un d'Regierung.

Duerfir gesäit d'Konventioun am Artikel 33 och vir, datt national an onofhängeg Gremië geschafe ginn, déi solle Kontaktstell sinn, déi de Suivi maache vum Gesetz respektiv der Konventioun an och déi noutwendeg Promotioun favoriséieren.

Dat war e Punkt, dee mer méi intensiv mat dem Conseil d'État diskutéiert hunn. Schlussendlech ass den Accord fonnt ginn, datt de Conseil consultatif (veuillez lire: d'Commis-

sion consultative) des droits de l'Homme - CCDH - an de Centre pour l'égalité de traitement dës Aufgabe sollen iwwerhuelen. Dat si Gremien, déi souwuel Lienë mat der UNO hunn op där enger Säit, respektiv op där anerer Säit och Erfahrung hu mat de Suerge vun de behënnerte Matmënschen. An d'DP kann dës Dispositiounen, dësem Accord, dee mer do fonnt hunn, och nëmme zoustëmme.

Datselwecht gëllt och fir d'Missioun vun der Protektioun, déi dem Médiateur iwwerdroe gouf. Den Ombudsmann gëtt also zoustänneg fir Reklamatiounen oder individuell Plaintë vu behënnerte Mënschen. Mä e kleng Bémol a mengen Aen ass: Dëst beschränkt sech awer op Problemer, déi déi behënnert Matmënsche mat Verwaltungen an öffentleche Stelle kënnen hunn, awer net doriwwer eraus.

Här President, dëst Gesetz gëtt gestëmmt. Déi verschidde Kontroll- a Promotiounsorganer sinn designéiert. Mä domat dierf een awer net unhuelen, datt elo a puncto Integratioun a Mëscherechter vu behënnerte Matbierger alles an der Rei wier hei zu Lëtzebuerg. Loin de là!

Mir mussen kucken, eis deeglech Praxis an och verschidde Gesetzer wahrscheinlech un d'Konditiounen vun den UNO-Texter unzepassen. Dat ass net esou einfach a sécherlech och eng Ursaach, firwat d'Chamber eng relativ laang Zäit dach gebraucht huet, bis datt se elo endlech dann dës Konventioun hei an der Chamber guttheescht. An et gëtt eng Rei Beräicher, wou weiderhin - géif ech soen - Handlungsbedarf besteet. Ee Beräich zum Beispill, wou nach eppes ze verbesseren ass, betrëfft den Zougang zu de Gebaier, den öffentlechen, an deenen anere Gebaier, de Wunnengen.

Beim Stat, dee mam gudden Beispill soll virgoen, ass dat och nach laang net ëmmer de Fall. Vir-drin hat ech jo scho kuerz eise Plenum hei als Beispill genannt. Och d'Associatioun „Nëmme mat eis“ weist ëmmer erëm op dës Problematik hin, obwuel mer och hei als Chamber schon 2001 Gesetzer gestëmmt hunn, déi eigentlech deem missten entgéintkommen an déi eigentlech all déi Barrière missten ofbauen.

Datselwecht gëllt och fir d'Mobilitéit an den öffentlechen Transport. Och do si weiderhin eng Rei Defiziter ze vermieren. Net all Bus, net all Verbindung kann zum Beispill vun engem Behënnerten an engem Rollstull liicht benotzt ginn. Heiansdo geet dat guer net.

Et gëtt awer och positiv Beispiller. Wéi zum Beispill an der Stad Lëtzebuerg. Ech wëllt dat och duerfir ervirhiewen. D'Stad setzt speziell Gefierer, Trajeten an, fir zum Beispill de Behënnerten ze erlaben, op Manifestatiounen, sief dat Museksconcerten oder op d'Feieren zum Nationalfeierdag, ze kommen. An et ass och wichtig, datt se dann herno gutt placéiert sinn, datt se gutt setzen, fir datt déi Leit zum Beispill bei engem Rockconcert oder bei aner Manifestatiounen dat kënnen och anstänneg verfolge, nokucken, datt se net zum Beispill tëschent de Bee vun deenen aneren do mussen erduerchkucken oder guer näischt gesinn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Eugène Berger (DP).** - En anere Problem, deen oft vun de Betraffenen opgeworf gëtt, dee besonnesch dafstomm Matmënschen hunn, ass deen, fir kënnen öffentlech Debatten oder Konferenzen oder Versammlungen ze suivéieren. Dat ass jo awer och e Grondrecht, fir kënnen herno um demokrateschen Débat, um Liewen, um demokratesche Liewe voll ze participéieren. Normalerweis kéint eng Iwwersetzung an d'Gebärdesprooch hei einfach Hëllef ubidden.

D'Schwieregkeet ass déi, datt mer awer zu Lëtzebuerg praktesch keng Iwwersetzer hunn, egal vu wat fir enger Sprooch - Däitsch, Franséisch, Lëtzebuergesch -, op d'Gebärdesprooch. Et ginn och kaum Formatiounen uegebued fir Leit, déi dat kéinte maachen. Och hei ass d'Regierung gefuerdert, fir do praktesch a schnell Solutiounen ze fannen.

Och hei wëllt ech awer datt gutt Beispill vun der Stad Lëtzebuerg zitieren. An do ka vläicht d'Regierung sech dann inspiréieren. D'Stad Lëtzebuerg bitt an Zesummenaarbecht mat der Associatioun Daaflux, vun där jo och Memberen, ech mengen zwee Memberen op der Tribün haut sinn, bitt mat deenen also Coursen u fir d'Leit, wou se an Owescoursë kënnen goen an esou och d'Gebärdesprooch kënnen léieren. Ech fannen dat eng ganz flott Initiativ.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - An d'Regierung bezitt se, Här Berger.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Wat gelift?

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - An d'Regierung bezitt se.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Voilà. Ech mengen, dat heescht also...

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Schéin Tripartite.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Gutt. Dat ass also... Här President, dat ass also eng...

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Déi Persounen, déi do sinn, déi vun Daaflux zur Verfügung stinn, ginn déi vun der Gemeng Lëtzebuerg bezuelt, Här Bettel?

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Mir hu jo eng Konventioun.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Neen, d'Coursen hëlleft Dir bezuelen. An d'Leit bezuele mir.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Mir hunn eng Konventioun do zesummen, Madame Minister.

(Interruption)

► **M. le Président.** - Ech mengen, hei gëtt elo keng Diskussioun gefouert tëschent der Regierung an der Stad Lëtzebuerg. Et ass ganz eleng den Här Berger, deen elo d'Wuert huet.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Einfach nëmme, fir ze soen, ech mengen, dat si gutt Beispiller. A wann d'Regierung déi also wëllt ënnerstëtzen, dann ënnerstëtzen ech och d'Regierung, datt se nach vill méi där Saachen do mécht. Mä datt d'Regierung awer och soll kucken, datt se um nationale Plang eng Rei där Iwwersetzer kéint forméieren, datt déi kéinten op ville Plazen, datt mer och regelméisseg eis Réuniounen zum Beispill hei an der Chamber kéinten iwwersetze loosse.

E leschte Beräich, deen ech wëllt uschwätzen, ass dee vun der Éducatioun. Dat ass fir mech ee vun deene sensibelsten, een, wou eng Regierung besonnesch dru gemooss gëtt, wéi se et mat dem Respekt vun de Mëscherechter fir Behënnerten hält.

D'Zil muss et jo sinn, fir ze versichen, esou vill wéi méiglech Kanner a jonk Mënsche mat Handicap an eis regulär Schoulen ze integréieren, souwuel an d'Grondschoul wéi och an de Secondaire. An do kann een der Regierung - fir am neie Schouljargon ze bleiwen - net guttschreiwene, datt se de Kompetenzsockel erreicht hätt.

Éischer muss een a leschter Zäit leider d'Tendenz feststellen, fir d'Kanner a Jonker mat Behënnerng aus der Regelschoul erauszehuelen, ze sortéieren - géif ech soen. Ëmmer méi Schüler mat Schwieregkeeten oder Handicap ginn aus der Grondschoul eraus an d'Édiff gesat. Do besteet dann och guer keng Chance, datt déi Kanner spéider am Secondaire eventuell zrëck an d'Regelschoul kéinte kommen. Mir fannen dat eng schlecht Saach. D'DP ass net domadder d'accord.

Souguer an deem Projet, wat jo e Pilotprojet ass, dee sech dat besonnesch zum Zil gesat hat, d'Inclusioun, an deem Projet „Eis Schoul“ komme Leit aus der Édiff, fir sech mat deene jonke Mënsche mat Handicap carrément separat ze beschäftegen, déi also och emol net méi do an der Klass ze integréieren oder mat ze implizéieren.

Ech ginn elo net am Detail op all diesbezüglech Problemer am Beräich Schoul an. Mä mir kruten an der Kommissioun, wou mer och eng A.s.b.l., „Elteren a Pedagogien fir Integratioun“, empfaang haten, déi all Dag mat dëser Realitéit konfrontéiert gëtt, kee schéinen Tableau vun der Situatioun gemoolt. D'Schoulcarrière vu behënnerte Kanner, déi direkt an d'Édiff ofgewise ginn, ass virgezeechent, a méi schlëmm nach: Si kréien all Chance verbaut, fir sech kënnen an d'Gesellschaft ze integréieren.

Dat ass contraire zu der Iddi vun der Inclusioun, déi mer an d'Grondschulgesetz ageschriwwen hunn. Dat ass contraire zu der Konventioun, déi mer haut stëmme. Dat ass och contraire zu de Mëscherechter vun de behënnerte Matmënschen.

Mir haten awer als Chamber d'Geleeënheet, fir beim Gesetz iwwert d'Grondschoul 2009 nei Akzenter ze setzen. Mir hätten deemools kënnen d'Édiff mat reforméieren an zu enger Partie intégrante vun der neier Grondschoul maachen. D'Regierung wollt dat deemools awer net maachen, gradesou och nach ëmmer keng Reform vun der Édiff an Ugrëff huelen.

Fir mech ass kloer, datt mer am Beräich Éducatioun net der UNO-Konventioun gerecht ginn an datt mer do an deenen nächste Joren, wa mer déi éischt Rapporté waerten ofliwweren, och nach zurechtgewise ginn.

Duerfir also den Opruff un d'Regierung, hei schnellstens eng Kursännerung virzehuelen an d'Schoul esou ze gestalten, datt si hirem Optrag vun der Inclusioun vun de behënnerte Kanner ka gerecht ginn.

Här President, ofschléissend wëllt ech dem Rapporteur, dem Här Paul-Henri Meyers, Merci soe fir säin exzellente a pertinente Bericht. Ech

bréngen och den Accord vu menger Fraktioun zu dëser ganz wichtiger UNO-Konventioun an.

Heimat kréien endlech déi behënnert Matbierger déi fundamental Rechter zouerkannt, déi all Mënsch brauch, fir kënnen an Dignitéit ze liewen a sech kënnen ze entfalten an e vollwäertige Bierger an der Gesellschaft ze ginn. Mä et geet awer net duer, datt mer als Chamber eng Konventioun stëmme a mengen, domat eist Gewësse berouegt ze hunn.

Dat Schwierest ass, dëst Gesetz mat Liewen ze fëllen an de behënnerte Mënschen ze erméiglechen, an alle Beräicher déi Rechter wouerzehuelen. An do ass wéi gesot d'Regierung wederhi gefuerdert, insbesonnesch am Beräich vun der Éducatioun. Dorunner wäerte mir se an deenen nächste Joren och moossen, wéi se et mat dem Respekt vun de Mëscherechter vun de behënnerte Matmënschen hält.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Eugène Berger. Als nächst Riednerin ass d'Madame Dall'Agnol agedroen. D'Madame Dall'Agnol kritt d'Wuert.

Ech maachen lech drop opmierksam, datt mer duerno eng kleng Paus maachen, fir der Traductrice och d'Méiglechkeet ze ginn, e bëssen ze raschten.

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).** - Merci, Här President, fir d'lescht Wuert ze hu virun der Paus.

Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen allegueren, wat ass eigentlech normal? An, ass et normal, anescht ze sinn? Mir sinn an Zäiten, wou d'Médien eigentlech bal nëmme nach de perfekte Mënsch an d'Fenster stellen a wou Fraen an och Männer ëmmer méi duerno striewen, selwer perfekt ze ginn. An dat mécht et eben net méi einfach fir Mënschen, déi deem Bild ebe just net kënnen entsprechen, well se eng Behënnerng hunn.

A well déi sougenannten - tëschent Gänsefüsercher natierlech - „normal Mënschen“ net dacks mat Behënnerten a Kontakt kommen, besteet dacks eng Hemmschwel, d'Angscht virum Friemen, well Behënnerten an Netbehënnerten am Alldag, an der Schoul - dat gouf och schonns gesot - an op der Aarbecht och nach ëmmer vill ze vill vunene getrennt ginn.

Mat der Ratifikatioun vun der Mëscherechtskonventioun fir Leit mat enger Behënnerng schafe mer keng nei Rechter, mä déi existéierend an universell Mëscherechter, déi sollen och fir Leit mat enger Behënnerng vun elo u garantéiert ginn. De Stat also muss derfir sueren, datt d'Konditiounen geschaf ginn, fir datt déi behënnert Mënschen hir Rechter genesou kënnen an Usproch huelen an ausübe wéi all aner Persoun och. Dat ass den Objet vun dëser Konventioun. An op deem Niveau bleiwen dann och hei zu Lëtzebuerg, an dat gouf och vun de Virriedner scho richtig bemierkt, nach eng Rei Saachen ze maachen.

Eng Abzëiung vun de behënnerte Leit an hiren Organisatiounen gëtt an alle Phase vun der Ëmsetzung an och an der Iwwerwaachung vun dëser Konventioun virgeschriwwen. An dat ass, eiser Meenung no, och ganz gutt esou. Well och hei zu Lëtzebuerg gëtt et eng Kuerbelbootsch vun Organisatiounen, déi sécherlech all eng gutt a virun allem och eng néideg Aarbecht um Terrain maachen. Et gëllt allerding, all déi Servicer, déi vill Servicer, déi et gëtt, besser mateneen ze vernetzen an och virun allem se no baussen nach vill méi bekannt ze maachen.

Déi international UNO-Konventioun, déi ass méi wéi néideg gewiescht, och fir eist Land, well och bei eis ginn et nach vill Saachen ze verbesseren. Fir nëmme e puer Problemfelder unzeschwätzen, wou behënnert Mënschen net dëselwecht Rechter hunn, jiddefalls net an der Praxis: Dat ass de Fall an der Éducatioun, wou zwar vill vun Inclusioun an och Integratioun Rieds geet, mä wat an der Praxis awer dacks net geschitt, well d'Moyenen net do sinn, d'Moyenen net duerginn, well d'Plazen net adaptéiert sinn, well d'Schoulpersonal net wëllt oder net capabel ass, behënnert Schüler a seng Klassen ze integréieren.

Dann awer och am Beräich vun der Aarbecht kommen d'Rechter vu behënnerte Mënschen net genuch zum Droen. Dat huet sécherlech mat ville Facteuren ze dinn. Och erëm eng Kéier de Problem vun der Éducatioun an der Formatioun spillt do mat, natierlech och de Problem vun héije Chômage an natierlech vun groussen Droek um Aarbechtsmarché.

Mä weder am öffentlechen nach am private Beräich ginn zum Beispill déi gesetzlech virgeschriwwen Quote fir d'Travailleur handicapés erfüllt. Et soll och net nëmme esou sinn, datt déi Quot erfüllt gëtt, datt heescht, datt een eng behënnert Persoun astellt als Alibi an datt se dann dosetzt näischt ze maachen. Mä fir



d'Éischt a virun allem soll emol gekuckt ginn, deene Leit eng sännvoll Aarbecht ze ginn, déi och hire Capacitéiten entsprécht.

Da bleift awer och, an dat gouf och scho kuerz ugeschnidden, e Problem wat d'Accessibilitéit vun de Lieuen ubelaangt. Et muss ee sech eng Kéier ziele loosse, wat fir e Spiebrutelaaf et ass fir eng Persoun an engem Rollstull, wa se stënterlech zum Beispill op d'Toilette muss. Dëst a vill aner Situatiounen, déi fir net behënnert Leit eigentlech am Alldag ganz normal sinn, kee Problem duerstellen, déi kënne fir eng behënnert Persoun eng richteg Épreuve ginn!

A wa mer vun Accessibilitéit schwätzen, da muss awer och dovun geschwat ginn, wat geschitt, wann e Lieu muss evaküiert ginn. Stellt lech vir, et brennt, an dat Haus, d'Chamber zum Beispill, dat ass och nach mat engem Lift équipéiert, an am Fall vun engem Brand dierf een dee Lift awer net huelen. Ech wëll mer guer net ausmolen, wat an esou Situatiounen kéint geschéien!

Problemer gëtt et och beim Zougank zu den Informatiounen, och bei eis an der Chamber. An d'Organisatioun „Nëmm mat eis“, déi huet mat Recht drop higewisen, datt dat, wat mer bei der Entrevue mat hinnen an der Chamberskommissioun zur Dispositioun gestallt hunn, eigentlech misst ee Standard sinn. Dat heescht, datt d'Débat an d'Emissiounen hei an der Chamber, op Chamber TV, missten a Gebärdesprooch iwwersat ginn oder awer och mat Ennertiteln ausgestrahlt ginn. Ech weess, dat ass net ëmmer esou einfach - mir gesinn dat haut -, mä dat ass awer och vläicht net esou einfach, well et einfach nach net zum Standard gehéiert.

Da gëtt et natierlech nach ganz aner Problemer, wéi zum Beispill d'Recht vum Behënnerten op e selbstbestëmmt Liewen, hiert Recht op Famill oder och hiert Recht op Sexualitéit.

Här President, Madame Minister, Mënsche mat Behënnere sinn awer och weltwäit massive Mënscherechtsverletzungen ausgesat. Dës Tatsaach, déi gouf duerch de Rapport vum UNO-Sonderrapporteur Leandro Despouys schonn 1993 däitlech. De Rapporteur zielt do eng ganz Rei Mënscherechtsverletzungen op, déi zum Alldag vu behënnerte Mënsche weltwäit gehéieren.

E schwätzt zum Beispill vum Verbuet sech ze bestueden oder Kanner ze kréien. E schwätzt vun Zwangssterilisatioun, sexueller Gewalt, enger Zwangsennerbréngung am Heim, kee Wahlrecht hunn, datt behënnert Kanner gezwonge ginn, an eng Spezialschoul ze goen, an och dovun, datt vill Transportmëttelen an och Wunnengen net géegent sinn, fir deene spezielle Bedierfnisser vu behënnerte Leit Rechnung ze droen.

Trotz dësem Rapport, deen, wéi ech sot, vun 1993 ass, war et e wäite Wee bis et iwwerhaupt emol zu Verhandlungen iwwer eng Behënnertrechtskonventioun koom. Elo gëtt et se awer, a mir ratifizéiere se haut, an ech hoffen, dat natierlech mat engem unanimë Vote herno.

Déi Konventioun stëmmen, och wann et unanime ass, dat eleng geet awer net duer, well mir mussen déi Konventioun mat Liewe fëllen. Inspiréiere kënne mer eis do zum Beispill och bei eisen däitschen Noperen, déi schonn am Fréijoer 2008 eng Campagne lancéiert hate mam Titel „All inclusive“. Dës Campagne huet als Ziler, datt soll gekuckt ginn, wou eben nach Handlungsbedarf um legislative Plang besteet. Mä natierlech och, fir duerch eng gutt Presse- an och Öffentlecheitsaarbecht d'Inhalter vun der Konventioun no bause méi bekannt ze maachen.

De Statsrot huet gemengt, et sollt ee sech eng prezis Agenda ginn, fir d'Obligatiounen, déi sech elo aus dëser Konventioun erginn, ze identifizéieren. Mir mengen, datt dat zesumme mam geplangten Aktiounsplang soll realiséiert ginn. Ech huelen un, datt d'Madame Minister herno nach wäert op deen Aktiounsplang am Detail agoen an eis vläicht och ka soen, wéi wäit mer sinn. Well aus deem Plang soll, eiser Meenung no, den Input kommen, fir op legislativer Basis, mä och a virun allem an der Praxis hei zu Lëtzebuerg emol op de leschte Stand ze kommen, wat d'Thema Behënnere ubelaangt.

Et muss an et soll ganz kloer erausgeschilt ginn, wou d'Defiziter hei zu Lëtzebuerg sinn, an och gekuckt ginn, wat kuerz-, mëttel-, mä awer och laangfristeg als Ziler soll festgeluecht ginn. Pabeier, dat wësse mer alleguerten, Pabeier ass gedëlleg, a wann deem Vote vun haut näischt nokënn, wéi zum Beispill eng Bestandsopnam, wat et gëtt a wat et nach ëmzesetze gëtt, dann hu mer konkret eigentlech näischt geschafft!

An engem Communiqué huet déi nei gegrënnte Behënnertenorganisatioun „Nëmm mat eis“ sech beklot, datt d'Virawahl vun den Themen, déi an enger éischer Phas fir d'Op-

stelle vum Aktiounsplang diskutéiert ginn, sech op Beräicher beschränken, wou Konzepter scho virleien, an datt eng Rei méi waarm Eisen eben net géifen ugepaakt ginn.

Si zielen do zum Beispill d'Recht op Sexualitéit an op Partnerschaft a Famill op. Si bekloe sech och, datt net genuch Leit, déi vun enger Behënnere betraff sinn - anscheinend nëmmen eng Persoun, an déi wier Employé am Familljeministère -, an deem sougenannten „Steering group“, dee vun Ministère gegrennt gouf, vertraue sinn. Si hunn duerfir eng Wonschlechsch zuesummedroen, a vläicht kann d'Madame Minister herno och dorobber agoen an e Wuert driwwer verléieren, wéi se fir méi eng staark Participatioun vu Mënsche mat Behënnere bei der Ausschaffung vun deem Aktiounsplang wëllt suergen.

Et wier doriwwer eraus, wéi gesot, och interessant ze wëssen oder e puer méi Informatiounen ze kréien, wou mer mam Aktiounsplang dru sinn, a vläicht och méi regelméisseg d'Chamber oder d'Chamberskommissioun driwwer ze informéieren, wéi d'Aarbechte lafen. Virun allem och, well an engem Presseartikel am „Lëtzebuerger Land“ am Oktober d'lescht Joer schonn op d'Doléancé vun deene Betraffenen higewise gouf!

Mir sollen dës Kéier och net mengen, datt mer einfach laanscht Konkretes kéimen, well eng UNO-Konventioun, déi huet eng grouss Auswierkung, well se ebe vun esou ville Länner ratifizéiert gëtt. A wann d'Experte bis dee Rapport kréien, dee mer musse maachen, a se da gesinn, datt et net virueet oder datt näischt geschitt ass, da gräife se op déi sougenannten „mobilisation of shame“ zréck.

Dat heescht, se wise mam Fanger op dee Stat, dee senge Flichten, déi aus där Konventioun entstanen sinn, net nokënn. D'UNO huet mat dëser sougenannter „mobilisation of shame“ schonn eng ganz gutt Erfahrung gemaach. An ech hoffen natierlech, wa mir mussen eisen éische Rapport no zwee Joer maachen, datt mer eis net mussen an den Eck stellen, well mam Fanger op eis gewise gëtt!

Dat Gesetz, wat mer haut also stëmmen, ass bei eisen däitschen Noperen schonn zënter Enn März 2009 a Kraaft an et goufen, genau wéi eben och hei zu Lëtzebuerg, vun deene Betraffene vill Erwaardungen dragesat. Well ëmmer erëm, wann et ëm den Handicap geet, da gëtt vill versprach an da gëtt ganz dacks gesot, datt elo awer endlech dee vill versprachene Paradigmewissel stattfënn, an dacks bleift et dann awer bei de Lëppebekanntnisse. Firwat? Majo, et si keng Sanktiounen virgesinn!

Däitschland muss dann elo scho säin éische Rapport maachen, deen no zwee Joer virgesinn ass an un d'UNO eraheet. An da kouden natierlech no zwee Joer och déi éischt Kritike vu betraffenen Elteren eran, déi soen, datt deen Aktiounsplang, deen ugekënnegt war, och zwee Joer nom Stëmme vun Gesetz eben nach ëmmer net steet, an datt Däitschland domat senge völkerrechtliche Verpflichtungen net nokënn, well se et ëmmer nach net fäerdeg bruecht hunn, behënnert Kanner an deen normale Schoulunterrecht ze integréieren.

Och hei zu Lëtzebuerg gëtt et - an ech mengen, dat hu mer gëschter Mëtteg hei an deem Haus en long et en large kënnen diskutéieren - am Domän vun der Educatioun nach Problemer. An ech maachen da just haut kuerz nach eng Kéier drop opmierksam, datt mer, wa mer net wëllen deenen nämlechte Kritiken ausgesat ginn an zwee Joer wéi dat elo eis däitsch Noperen sinn, onbedéngt am Schoulwies nach méi, a virun allem vläicht och nach musse méi schnell reagéieren.

Ech sot am Ufank vu menger Interventioun haut, datt d'Bild vun behënnerte Mënsch ganz dacks e falscht ass, well behënnert Leit net an deem Mooss um soziale Liewen deelhuele wéi et ze wënsche wier. An der Schoul, do wou d'Kanner also nach kleng sinn a wou sech hiert Weltbild eigentlech nach formt, wier dann dee richteg Moment, fir unzesetzen. An den Artikel 24, an deem et ëm d'Educatioun geet, dee weist jo och de Wee, wou et misst higoen.

D'Europäesch Kommissioun huet och Enn d'lescht Joer eng Kommunikatioun zum Thema Handicap erausginn. Do geet ganz kloer aus de Chifferen ervir, datt den Taux de pauvreté vu behënnerte Leit 70% méi héich ass wéi dee vun der Moyenne. Firwat? Ma well den Accès op den Aarbechtsmarché limitéiert ass a well d'Ausbildung dacks net dat hiergëtt, wat se kéint hierginn. Duerfir verflucht och d'EU-Kommissioun sech, fir behënnert Kanner an deen normale Système éducatif ze integréieren a se dobäi och individuell ze ënnerstëtzen.

Wa mer scho vu Chifferen schwätzen, dann ass et och wichtig ze wëssen, datt an der EU ëmmerhin 80 Milliounen Leit vun engem Handicap betraff sinn. Een Drëttel vun hinnen huet iwwer 75 Joer, a wat d'Populatioun méi al gëtt, wat

dee Chiffer vu betraffene Leit sécherlech nach wäert zouhuelen, wéi d'Europäesch Kommissioun dat och ganz richtig an hirer Kommunikatioun vum leschte Joer bemierkt huet.

Et soll eis heibannen och alleguerte kloer sinn, datt jiddweree vun eis muer, duerch den Alter oder awer och duerch en Accident oder eng Krankheet, selwer ka betraff sinn!

Déi meescht Verpflichtungen an der Konventioun, déi riichte sech jo un de Stat. Dat heescht, datt kee perséinlechen Usproch op eng Moosnam besteet, mä datt de Stat fir d'Ëmsetzung vun de Rechter suerge muss. Zum Beispill doduerch, datt ee bestoend Gesetz oder ebe Virschreften ëmgeännert ginn. Hei kommen ech dann nach eemol op déi Bestandsopnam zréck, well ouni déi sécherlech näischt ze maachen ass.

Ech wëllt och nach eemol hei iwwert d'Chifferen an d'Statistike schwätzen, där et der och am Domän vum Handicap, wéi a villen aneren Domänen hei zu Lëtzebuerg, leider net genuch gëtt. Och dëst huet d'EU-Kommissioun an hirem Pabeier betount a se wëllt deem ophëlfen. Den Drock ass also do, och fir eist Land, an ech zitieren elo emol aus deem Pabeier: «L'Union soutiendra et complétera l'action des États membres destinée à collecter des statistiques et des données sur les entraves auxquelles se heurtent les personnes handicapées dans l'exercice de leurs droits.» Enn vum Zitat.

Mir hunn eis an der Familljekommissioun iwwert dës Konventioun och mam Médiateur ënnerhale gehat, dee selwer och ganz richtig sot, datt dëst Gesetz, wat mer haut stëmmen, steet a fällt mat de Moyenen, déi zur Verfügung gestallt wäerte ginn. Mir hunn eis laang driwwer ënnerhalen, wien a firwat grad dee soll kontrolléieren, datt dës Konventioun och a Musek ëmgesat gëtt. Mir hunn och laang driwwer diskutéiert, u wien déi Betraffe sech solle wenden, wa se sech diskriminéiert fillen. Ech ginn elo net méi am Detail dorop an, de Rapporteur huet dat schonn zum Deel gemaach.

Ech wëllt awer de Statsrot ënnerstëtzen, wann e seet, an ech zitieren: datt et „hautement indiqué“ wier, déi verschidden zoustänneg Organer op de Métier ze huelen an ze kucken, wie firwat zoustänneg ass, ier et zu engem Kompetenzgerangel bei iergendengem Problem, onofhängeg elo emol vun deem Gesetz, wat mer haut stëmmen, kéint kommen. Et gëtt sécherlech Iwwerschneidungen, déi net gutt sinn an déi sécherlech och an esou engem klengen Land wéi Lëtzebuerg iwwerhaupt net néideg wieren.

Allgemeng hu mer jo hei zu Lëtzebuerg d'Tendenz, ëmmer nei Gremien ze grënnen, wou et dann dacks awer e Kramp ass, fir déi néideg Leit zuesummenzegréien, fir déi Gremien, virun allem kompetent, ze besetzen. Et gëllt sech also ze iwwerleeën, eventuell Kompetenzen ze bündelen an dann och déi Gremie besser ze habiliteieren, fir hir Aarbecht kënnen ze maachen, fir dat no beschemt Wëssen a Gewësse kënnen ze maachen, finanziell, mä och personell.

Well ëmmer erëm kënn, wa mer an der Chamberskommissioun déi eenzel Gremien empfänken, de Problem zur Sprooch, datt eigentlech néierens genuch Personal do ass, an datt dacks Leit bénévolé Aarbecht maachen, fir déi eigentlech en Universitaire néideg an och ze bezuele wier. Heirober wollt ech nach eng Kéier opmierksam maachen, well mer eben hu misse vill driwwer diskutéieren, fir d'Zoustännegkeeten am Kader vun dëser Konventioun ze klären.

Ech hunn elo am Laf vu menger Interventioun dacks d'Beispill Däitschland ugefouert. Ech wollt e Land erauspicken, wat déi Konventioun scho ratifizéiert hätt, wat sech awer kulturell elo net allze vill vun eisem ënnerscheet. Natierlech gëtt et och an deenen anere Länner Good-Practice-Beispiller, a sécherlech hu mir Sozialisten och guer näischt dergéint, eis do ze inspiréieren, well d'Zil ass jo dat, datt dat Bescht-méiglech aus där Konventioun soll erausgeholl gi fir déi betraffe Leit.

Voilà, Madame Minister, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat gesot ginn ech natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun fir dëse Projet, net awer ouni dem Rapporteur e grouse Merci ze soen. De Rapporteur, deen ass bekannt dofir, datt e sech ëmmer vill Aarbecht mécht a ganz vill Méi gëtt, a bei dësem Projet war et wierklech ganz, ganz vill Aarbecht. An duerfir soen ech him och am Numm vun eiser ganzer Fraktioun villmools Merci an lech natierlech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Dall'Agnol. Mir maachen elo eng kleng Paus. D'Sitzung ass ënnerbrach.

(La séance est suspendue à 15.59 heures.)

* * *

(La séance est reprise à 16.09 heures.)

Discussion générale (suite)

Mir géifen erëm virufuere mat der Diskussioun. Als nächst Riednerin ass d'Madame Josée Lorsché agedroen. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzeffänken, e grouse Merci un de Rapporteur, den Här Paul-Henri Meyers, fir seng ausféierlech Erklärungen zum Projet de loi. En zweete Merci wëll ech awer och menger Fraktiounskollegin Viviane Loschetter ausdrécken. Nodeems si sech jorelaang op dëser Plaz fir d'Rechter fir d'Persounen mat spezifische Besoinen agesat huet, huet si mir déi Dossieren, wéi ofgemaach, no menger Vereedegung vun der leschter Woch weidergereecht.

Mat der Konventioun iwwert d'Rechter vun de behënnerte Mënschen ass an de Vereenten Nationen e Meilestee geluecht ginn, dee Perspektive fir d'Zukunft opmécht. „An der Vergaangenheet war et wichteg, datt jiddweree, deen anescht war, déiselwech Rechter hat. An Zukunft ass et wichteg, datt jiddweree d'Recht huet, fir anescht ze sinn.“ Mat deene Wieder huet e südafrikanesche Friddensnobelpreisdreier a kuerze Wieder d'Iddi ausgedréckt, ëm wat et haut geet.

An enger Gesellschaft, an där et keng Hinderer nisser gëtt, kann een d'Wuert „Behënnere“ ofschafen. Dee Paradigmewissel gëtt vun der UNO-Konventioun vun 2006 hoffentlech och erreecht. Am Numm vun der grénger Fraktioun begrëssen ech dowéinst, grad wéi all meng Virriedner a meng Virriednerin, datt Lëtzebuerg déi Konventioun am Joer 2007 ratifizéiert huet an domat e grouse Schrëtt zu engem gläichberechteten a würdevollen Liewe fir Mënsche mat Beanträchtegeunge gemaach huet.

Wa mir mat dësem Projet de loi haut, zwar leider mat enger klenger Verspéidung vu fënnf Joer, déi néideg legal Basis schafen, fir déi bestehend Rechtsgebung un d'Bedürfnisser vun de Mënsche mat Behënnere unzepassen, fir hir Rechter an hir Würd ze stäerken a gläichzäiteg och ze schützen, da stëmmt déi gréng Fraktioun och dëser wichteger Décisioun ganz kloer zou. Vill ze vill oft stoussen d'Mënschen an der Situatioun vun engem Handicap nämlech u Grenzen, déi hinnen de Wee op e selbstbestëmmt an autonomt Liewe verspären.

Dëse Projet de loi geet iwwert deen zwar gutt gemengten, mä entmündegende Gedanke vu Virsuerg a Versuergung eraus, andeems en der voller Entfaltung vun de betraffene Mënsche Rechnung dréit an hiert elementaart Mënscherecht op Selbstbestimmung respektéiert.

Leider ass de Wee vun der nobeler Theorie zu der dagdeegleche gelieferter Praxis keen einfachen. Obschons säit Joren eng ganz Rei Instrumenter agesat gi sinn a vill Engagementer geholl gi sinn, ass et behënnerte Mënschen nach ëmmer net vergonnt, fir op alle Pläng als gläichwärtig Biergerinnen a Bierger ze liewen, ze handelen, deelzuelen a sech ze informéieren, esou wéi haut hei an der Chamber, wou eis gehörgeschiedegt Gäscht eis Interventiounen an hir eege Sprooch iwwersat kréien.

Här President, Léif Kolleeginnen, Léif Kolleegen, fir Würd a Gerechtegheet op allen Ebenen ze schafen, dierf et net d'Aufgab vun de behënnerte Mënsche sinn, hir Besoinen un d'Gesellschaft unzepassen, mä d'Gesellschaft huet d'Aufgab, fir sech op d'Besoinen vun de behënnerte Mënschen anzustellen. Dee Paradigmewissel wëlle mir op alle Pläng errechen. D'Barrière fir eng gläichberechtete a vollwärtig Bedeegung vun alle Mënschen op allen Ebenen an der Gesellschaft si villfälteg, esou datt d'Léisungen och villfälteger Natur musse sinn.

De Prinzip vum „Näischt iwwer eis ouni eis“, deen am Joer 2006 op der Konferenz vu Graz an enger Deklaratioun festgehal ginn ass, dréckt mat wéineg Wieder vill aus. D'Konzepter an d'Moosnamen, déi d'Mënsche mat Behënnere betreffen, dierfen net decidéiert ginn, ouni déi betraffe Leit anzebeziehen, mat hinnen ze beroden a se mat hinnen zesummen ëmzesetzen.

Op all Punkten, déi am Projet de loi virgesi sinn, ginn ech net am Detail an. Den Här Paul-Henri Meyers huet dat gemaach, a mir wëssen all, wat den Enjeu vun dësem Projet de loi ass. Er-laabt mer just e puer Remarquen.

Ee Beräich, dee mir besonnesch um Häerz läit, ass dee vun der Educatioun, och am Kontext vun dësem Projet de loi. En inklusive Schoul-



system an e gläichberechtete Schoulbesuch, deen am Artikel 24 vun der UNO-Konvention festgehalten ass, huet fir mech eng ganz besonnesch Bedeitung, souwuel aus der Perspektiv vun de Kanner mat spezifesch Besoinë wéi och aus där vun hire Matschülerinnen a Matschüler.

An der fréierster Kandheet ginn d'Schlüsselkompetenze vun engem Zesummeliewen am Respekt geluecht, an et ass an der Schoul, wou d'Kanner den Émgang mat der Verschiddenaartegkeet vun de Mënschen am beschte léieren. Schonn eleng aus deem Grond ass et wichteg, all Kanner an engem inklusivem Bildungssystem zesammenzibréngen an domat scho bei deene jéngste souwuel Bewosstsinn wéi och Respekt fir d'Individualitéit vun alle Mënschen ze schafen.

Et ass an der Schoul, wou mir de Grondstee vun deem esou wichtige Mentalitéitswandel an eiser Gesellschaft am beschte kënnen leeën. Beréierungsängscht a virun allem och deen an Elterekresser wäit verbreete Viruerteel, datt an engem inklusivem Schoulssystem manner Kompetenze vermëttelt gi wéi an engem exklusivem Eliteschoul, géllt et ofzebauen. En ass net berechtigt. Dat weisen d'Erfaahrungen, déi an deene Schoule gemaach ginn, woubäi déi sozial Kompetenze fir mech déi allergréisste Roll spillen.

Eng gemeinsaam Schoul erlaabt et och, déi jonk Mënschen, déi vun enger Behënnerung betroffen sinn, vun Ufank un als gläichwäerteg Biergerinnen a Bierger ze betruechten. Mir sinn eis eens, datt verschidde spezifesch Förderungen, virun allem bei gehörlosen oder sehbehënnerter Kanner, wichteg an noutwendeg sinn, grad esou wéi bei Kanner mat grousser kierperlecher an mentale Beanträchtegen.

Allerdéngs wëlle mer ustriewen, datt d'Quot vun der Inclusioun sech um héichstmögliche Niveau beweegt, mat engem qualifizéierten Encadrement an engem maximale Personal-schlüssel, dee momentan an de Schoulen net ëmmer garantéiert ass. Oft sinn et eis Enseignant, déi an enger Schoul waren, wou se déi Kompetenzen net geléiert hunn, déi sech och mam Problem vun der Inclusioun vu behënnerter Kanner mussen beschäftegen.

Mir brauchen och genuch finanziell Fördermëttelen a Material. Mir brauchen ugepasst Infrastrukturen, déi net nëmme zougänglech sinn, mä déi och den individuelle Bedürfnissen an den individuellen Interesse vun alle Kanner gerecht ginn. Esou Moosnamen erlaben et, d'Quot vun der Exklusivitéit esou niddreg wéi méiglech ze halen an zäitlech ze limitéieren.

En Punkt, deen déi gréng am Kontext vun der Éducatioun schonn oft kritiséiert hunn, ass, datt d'Éducatioun différenciée als parallell Struktur zu der Regelschoul fonctionnéiert; den Här Eugène Berger huet och drop higewisen. Bei der Ausaarbechtung vum neie Schoulgesetz ass bewosst drop verzicht ginn, fir d'Édiff an d'Gesetz ze integréieren. Eleng scho vum symbolesche Standpunkt hier ass déi Spaltung net wënschenswäert, well d'Kanner doduerch an zwou Kategorien agedeelt ginn. Dat widder-sprécht dem eigentleche Prinzip vun der Inclusioun.

De Projet de loi limitéiert sech bekanntlech net op d'Éducatioun, mä deckt och aner Beräicher, souzeseen all d'Liewensberäicher, of. De Gesondheetsschutz, de soziale Schutz, d'berufflech Ausbildung, d'Beschäftegung, d'Gläichstellung virum Gesetz, d'Bedelegung um gesellschaftlechen, wirtschaftlechen a politesche Liewen an d'Zougänglechkeet vun den Infrastrukturen an den Transportmëttel sollen duerch dëst Gesetz garantéiert ginn.

Eis Regierung ass also gefuerdert, an hoffentlech net iwwerfuert. Si steet virun der grousser Verantwortung an der Obligatioun, adequat Konzepter op alle Pläng ze proposéieren an e konkreten Aktionsplang mat engem kohärente Moosnamekatalog op d'Been ze stellen.

Laut enger Erhiewung, déi am Joer 2002 um Niveau vun der EU stattfonnt huet, ass all sechst Persoun vun enger lichter bis schwéierer Behënnerung betroffen. D'Moosname riichte sech also net nëmme un eng kleng Minoritéit, mä un eng grouss Zuel vu Matmënschen. Eng Zuel, déi mir oft ënnerschätzen.

Derbäi kënn, datt mat steigender Liewenswaardung, déi mir zum Gléck hunn, awer och d'Zuel vun den eelere Mënschen an eiser Gesellschaft klëmmt. Oft sinn et déi eeler Leit méi wéi all déi aner, déi an hire Bewegunge beanträchtegt sinn, déi net méi déi mental Capacitéiten hunn, fir sech an eiser komplizierter, technescher a schnellieweger Welt zurecht-

zefannen. Besonnesch si géllt et virun der Isolatioun a virum Aarmutsrisiko ze schützen.

Am Numm vun der Madame Loschetter sinn ech frou, hei kënnen drop hinweisen, datt an der Chamberskommissioun konstruktiv a fair zesummegeeschafft ginn ass, an ech hoffen, datt och den Aktionsplang d'Resultat vun enger effikasser Kooperatioun vun alle Bedeelegte wäert ginn.

Erlaabt mer zum Schluss nach eng Remarque zum Artikel 33. Deen Artikel gesäit jo vir, um nationale Plang eng zentral Ulaifstell ze schafen, déi d'Mëttelen an d'Kräfte bündelt an innerhalb vun enger eenzeger Struktur déi bestehend onofhängeg Gremië matenee verbënnt. D'Chamberskommissioun sollt sech där Analys unhuelen an all Méiglechkeeten ausschaffen, fir esou eng Struktur ze entwéckelen als effikass Kontaktplaz fir all betraffe Mënschen.

Eng Maison des droits de la personne humaine hätt net nëmme eng berodend an ënnerstëtzend Funktioun, mä kéint och als Iwwerwachungsorgan derfir suergen, datt d'Ausféierung vun alle Moosnamen op alle Pläng konkret gefördert a geschützt gëtt. An deem Sënn begrëssen ech, datt den Här Paul-Henri Meyers an déi Richtung denkt an dat och hei gesot huet.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dese Projet de loi ass fir eis alleguer vu grousser mënschlecher an ethescher Bedeitung. Wann de Motto „Ech wëll esou liewen, wéi ech sinn“ vun alle Mënschen ergänzt ka gi mam klengen Saz „an ech kann et och“, dann hu mir eist Zil erreicht.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Lorsché. Als nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, villmoos Merci. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och des Ried ufänke mat engem grousser Merci un den Här Rapporteur, deen esou gutt geschwat huet, datt mer, mengen ech, all Wuert géifen ënnerschreiwe vun deem, wat Der haut gesot hutt, Här Meyers. An ech wëllt och selbstverständlech Merci soen der Iwwersetzerin. Ech wäert mer Méi ginn, fir besonnesch lues ze schwätzen.

Mir ginn als ADR ganz gar mat op dese Wee, fir dëst Gesetz ze stëmmen, awer mir wëllten oppassen, datt all dat Positiv a Wichteg, wat haut hei gesot ginn ass, net Sonndesriede sinn. Wien d'Realitéit am Land kennt, weess, wéi wäit mer nach vun engem Zoustand ewech sinn, dee wierklech deene behënnerter Matmënsche gerecht gëtt.

Praktesch Beispiller kenne mer alleguer. Mir waren nach viru kuerzem zu Déifferdeng an der Sportshal, wou eng Ramp bis erop féiert. Dat heescht, et kann een als Behënnerter mat engem Rollstull eragoen an déi Sportshal, mä banne sinn nëmme nach Trapen, esou datt behënnerter Leit zwar erakommen, mä dann och erëm mussen erausgoen, well se bannen am Gebai guer näischt kënnen maachen.

Mir hunn dofir, wat d'Gebaier ugeet, eng ähnlech Attitüd wéi d'Madame Dall'Agnol se scho beschriwwen huet hei virun eis. Mir denken, datt et ganz wichteg ass, net nëmme iwwert d'Accessibilitéit un e Gebai an engem Gebai nozedenken, mä och iwwert d'Evakuatioun vun engem Gebai am Fall, wou et géif brennen. Dat ass wierklech wichteg, zemoos well d'Life souwisou net fonctionnéieren a vill Leit da ganz eescht Problemer hätten.

An deem Sënn wëlle mer och eng Motioun hei deponéieren, déi d'Regierung soll opfuere, den Inventar ze maache vum Zoustand an allen öffentleche Gebai, an dann och déi Mësstänn oder déi Problemer, déi Defiziter, déi festgestallt ginn, an engem adequaten Zäitraum ze behuelen. Dozou gehéiert selbstverständlech och d'Fro vun der Sécherheet am Fall vun engem Feuer.

Déi Motioun, Här President, iwwerreechen ech lech. Si dréit d'Ënnerschrëfte vun den Deputéierte vun der ADR an déi vum Här Hoffmann. Wann ech gelift!

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant que:

- *la Chambre des Députés approuve la Convention relative aux droits des personnes handicapées, faite à New York le 13 décembre 2006;*

- *notamment à travers des reportages, les personnes handicapées signalent régulièrement de nombreux obstacles à leur liberté de mouvement;*

- *le Centre pour l'égalité de traitement (CET) note dans son avis que «Les bonnes intentions sont largement insuffisantes si elles ne sont pas suivies d'actions pratiques sur le terrain»;*

demande au Gouvernement

- *à établir, endéans les douze mois, un inventaire concernant l'accessibilité et les modalités d'évacuation des personnes ayant un handicap portant sur tous les bâtiments publics renseignant plus particulièrement les bâtiments pour lesquels cette accessibilité n'est assurée ou n'est assurée que partiellement;*

- *à établir, à la suite de cet inventaire, un programme pluriannuel sur 48 mois afin de pallier aux déficits constatés dans cet inventaire;*

- *à informer régulièrement la Chambre des Députés sur les progrès réalisés;*

- *à associer les différents acteurs et surtout les personnes ayant un handicap ainsi que leurs représentants à cet inventaire et à la prise de décision pour assurer l'accessibilité aux bâtiments concernés.*

(s.) *Fernand Kartheiser, Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, André Hoffmann.*

► **M. le Président.** - Merci.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Eng zweet Fro ass déi vun der Mobilitéit. An do wëllt ech elo just verweisen, als Beispill och erëm exemplativ, op eng Question parlementaire vun der ADR, déi mer schrëftlech gestallt hunn, op déi mer och sécher eng schrëftlech Äntwert kréien, iwwert d'Mobilitéit vum NOVA-BUS. Do schéngt et esou ze sinn, datt d'Zuel vun den Trajeten, op déi déi Behënnerter d'Recht hunn, erfogsat ginn ass.

Wann dat da wierklech sollt de Fall sinn, da muss ee sech froen, alt erëm eng Kéier: Ginn haut hei net nëmme Sonndesriede gehal? Ass d'Regierung wierklech gewëllt, deene Leit entgéintzekommen, déi besonnesch op esou Servicer, wéi zum Beispill den NOVABUS, ugewise sinn?

Den Hauptpunkt vu menger Interventioun haut ass awer e Recht, wat bis elo nach net ugeschwat ginn ass, awer wat kruzial wichteg ass, an dat ass dat vum Recht op Liewe vun deene behënnerter Matmënschen. Den Artikel 10 vun der Konvention seet „droit à la vie“ - ech zitieren den - : «Les États Parties réaffirment que le droit à la vie est inhérent à la personne humaine et prennent toutes mesures nécessaires pour en assurer aux personnes handicapées la jouissance effective, sur la base de l'égalité avec les autres.»

Dat ass e ganz aktuellen Artikel. Ech wëll just dräi Beispiller hei nennen. Mir hunn am Ausland eng Diskussioun, déi mer hei an där Form elo nach net haten, iwwert d'Präimplantationsdiagnostik, déi keng Diagnostik ass, well se net op Heelung ofziilt, mä op d'Selektioun vu Liewen. Gesond Leit därfe liewen, behënnerter Leit mussen an der Regel stierwen.

Dat ass d'Präimplantationsdiagnostik. Ech hoffen, datt mer déi Diskussioun hei am Land ni wäerte kréien. Mä mir hunn zwou aner Diskussiounen hei am Land, déi kruzial wichteg sinn a wou mer d'Aen net sollen zoumaachen. Och hei am Land ass d'Liewe vun deene behënnerter Matmënsche ganz staark menacéiert.

Dat eent ass d'Diskussioun iwwert d'Ofdriewung, wou mer iwwert de Wee vun der sozialer Indikatioun elo eng weider Dier ermaachen, fir praktesch e Passe-partout ze kreéieren, fir och behënnerter Kanner ouni weider Schwierigkeeten ofzedriewen.

► **Plusieurs voix.** - Ooohhh!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Déi Entwécklungen, déi mer a leschter Zäit haten, fir och nach déi zweet Consultatioun mat där éischer praktesch ze verschmelzen an dat Ganzt och nach op enger Plaz ze maachen, ass e weidere schlëmme Schrëtt a Richtung vun enger Vereinfachung vum Doutmaache vum ongebuere Liewen. An eng vun deenen Haaptkategorie vun deenen, déi dorënner leiden, si selbstverständlech déi behënnerter ongebuere Kanner.

► **Plusieurs voix.** - Ooohhh!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Eng zweet Saach ass d'Euthanasie. Mir hate viru kuerzem, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng Diskussioun heibannen iwwert d'Reform vum Euthanasiegesetz. Elo froen ech lech - mir hunn hei eng Rei vu Parteien héieren, an ech schwätzen hei besonnesch déi gréng an d'Sozialisten un - : Mengen déi dat dann, wa se hei vun de Rechter vun de Behënnerter schwätzen, wat se hei soen?

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Här President,...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ech wëll lech virlesen...

► **M. le Président.** - Jo?

► **M. François Bausch (déi gréng).** - ...ech géif lech wierklech bieden, déi Debatt hei, déi war wierklech immens digne bis elo.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Wat den Här Kartheiser amgaangen ass ze maachen, ech muss lech soen, do protestéiere mir schärferstens! Dat ass wierklech deem Parlament hei net méi würdeg!

(Approbation)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ech wëll lech elo virlesen, wat déi gréng Kollegee proposéiert hunn, wann et ëm d'Euthanasie geet. Do huet den Här Muck Huss, deen elo net méi bei eis ass, am Numm vun deene Gréng gesot, et wäere Lacunen am Euthanasiegesetz. An ech liesen lech vir: „Dat sinn effektiv Saachen, d'Madame Err huet do een, zwee Beispiller ginn, ech wëll och dat huele vun deene Kanner, déi gebuer ginn an engem Zoustand,“ - „an engem Zoustand“, dat heescht net, datt se um Stierwe sinn - „...wou et fir d'Elteren eng absolut verzweifelt Situatioun ass, an net nëmme fir d'Elteren, mä och fir den Dokter, deen dat Kand op d'Welt bruecht huet.“ Also, mir schwätzen net vun enger verzweifelter Situatioun fir d'Kand, mä fir d'Elteren a fir den Dokter.

„An ech mengen, wann Der emol mat esou Doktere geschwat hutt, déi esou Kanner op d'Welt bréngen,“ - „esou Kanner op d'Welt bréngen!“ - „...do stellt sech effektiv d'Fro, wat do fir d'Kand besser ass.“ Op eemol ass et d'Kand, an net d'Elteren an den Dokter. „Et ass deemno a wéi engem Zoustand datt dat Kand sech befënt. An et gëtt grausam Situatiounen, wéi d'Kanner haut kënnen op d'Welt kommen, an dat sinn duerch da Lacunen a mengen Aen, déi elo effektiv hei an dësem Gesetz nach net geregelt sinn. An dat muss een awer kënnen ënner erwuesene Leit op eng roueg Aart a Weis diskutéieren.“

Dat ass d'Positioun vun deene Gréngen, wou eigentlech alt erëm eng Kéier besonnesch déi Behënnerter menacéiert sinn, an eng Euthanasiesituatioun - ënner Anführungsstreich - eranzekommen.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Här President, elo geet et wierklech duer! Ech muss lech soen, dat ass jo net méi ze erdroen!

► **Une voix.** - Schummt lech dach!

(Brouhaha général)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - D'Sozialisten, d'Madame Err...

► **M. le Président.** - Här Kartheiser, ech géif lech wierklech bieden, lech e bësselchen ze bremsen! Mir haten hei elo eng ganz gutt Debatt a mir sollen hei zu engem Gesetz iwwert déi behënnerter Leit schwätzen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Richteg.

► **M. le Président.** - An Dir sidd hei amgaangen, eng Evasioun an aner Sujeten ze maachen, déi net direkt eppes domat ze dinn hunn.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, d'Recht op d'Liewe vun deene Behënnerter...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech wëll dergéint protestéieren, Här President. Dir kënn lech als President net hei an e politeschen Débat améschen! Ech mengen, et ass...

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Dat ass kee politeschen Débat!

(Brouhaha général)

► **M. le Président.** - Mä ech...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et ass dem Här Kartheiser säi gutt Recht, fir dat an engem publiquen Débat ze soen,...

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Et ass einfach, mat Dreck op déi aner Leit ze werfen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...wat e fir richtig féint! Et ass jo jiddwerengem säi Recht, och dorobber ze äntwerten.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här Bausch...

(Interruptions diverses)

► **M. le Président.** - Ech bieden lech elo all, wann ech gelift zum Thema zréckzekommen! Här Kartheiser, fuert virun, mä schwätzt wann ech gelift iwwert dee Projet de loi!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Voilà! An am Projet de loi steet den „droit à la vie“ vun deene behënnerter Persounen. Dat gehéiert zu deem Gesetz, dat mer haut diskutéieren, an dofir schwätzen ech iwwert d'Recht op d'Liewe vun deene Behënnerter! An ech wëll...

(Interruptions)

An den Här Bausch, dee mir hei reprochéiert, ech géif mat Dreck werfen. Deen Dreck, mat deem ech geworf hunn, dat ass d'Ried vun Här Muck Huss...



► **Plusieurs voix.**- Neen!
 ► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- ...hei an der Euthanasie.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Dat ass aus dem Kontext geholl. Dat huet heimmadder guer näischt ze dinn!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- An ech wëll och hei rappéieren, wat d'Madame Err vun de Sozialiste gesot huet...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Dir sollt lech schummen!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo, neen, ech schumme mech net. Déi Parteien, déi esou eppes soen, solle sech schummen. An dofir zitieren ech dat hei, well...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Dir zitieret hei hors contexte. Dat huet mat deem hei guer näischt ze dinn.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Neen, mir schwätzen iwwert d'Rechter vun deene Behënnerten, Här Bausch! An déi hunn d'Recht ze liewen!

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Dir schwätzt net dovun!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- An Dir, Är gréng Partei menacéiert d'Recht vun deene behënnerte Matbiereger.

► **Plusieurs voix.**- Ooohhh!

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Dat ass wierklech net ze gleewen!

(Brouhaha général)

► **M. le Président.**- Ech géif elo bieden...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Dir sidd eng Zoomuddung fir d'est Parlement!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo, et ass eng Zoomuddung an engem Parlament, datt eng Partei heibannen ass, déi iwwerhaupt Zweifel huet um Recht vu Mënschen, fir ze liewen.

► **M. le Président.**- Neen, ech mengen, Här Kartheiser, elo geet et awer wierklech duer!

(Brouhaha général)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ech zitieren d'Madame Err.

► **M. le Président.**- Neen, esou geet et net, Här Kartheiser!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Soss gi mer eraus. Also, dat do ass net ze akzeptieren!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo, ech wëll meng Ried halen, Här President. An ech...

► **M. le Président.**- Jo, dann haalt elo wann ech gelift Är Ried! Dir musst souwisou geschwënn zum Schluss kommen,...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo.

► **M. le Président.**- ...duerfir géif ech lech elo bieden nach eng Kéier,...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ech hat och nach eng Motioun déposéiert.

► **M. le Président.**- ...lech hei mam Gesetz auserneezen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Selbstverständlech, an zwar mam Recht vum Liewe vun deene behënnerte Persounen; den Artikel 10 vun der Konventioun.

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur.**- En intellektuelle Brandstëfter! Dat ass alles, wat Der sidd!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Also, d'Sozialisten.

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur.**- En intellektuelle Brandstëfter sidd Dir!

(Brouhaha général)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- D'Madame Err huet hei gesot, well Kanner op d'Welt kommen - ech zitieren -, „déi terribel prématüréiert sinn“.

(Brouhaha général)

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Mir ginn eraus. Dat ass net ze erdroen!

(Brouhaha général)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Weder déi ganz kleng Kanner nach d'Mineure kënnen ënner egal wat fir engen Ëmstänn iwwer Stierf-hëllef - ech zitieren - „geholfel kréien“. Dat „geholfel“, dat heescht ganz sécher hei: ëmbruecht ginn. An dat ass natierlech eng ganz dramatesch Saach. An ech sinn och ganz frou, wéi gesot, datt ech dat haut kann hei soen, fir datt jiddwereen, deen eventuell besonnesch interesséiert ass um Lous vun deene behënnerte Mënschen, dat haut och hei ka mathéieren.

(Des députés des groupes politiques LSAP, DP et déi gréng quittent la plénière en signe de protestation.)

„Datselwecht“, seet d'Madame Err vun de Sozialisten, „gëllt och fir Majeuren...“ - Zitat - „...déi net capabel sinn.“ Zitatenn. Ech wëll et also elo jiddwerengem, well ech un d'Enn vu menger Zäit kommen, iwwerloossen, fir sech auszemolen, wéi menacéiert wierklech hei am Land behënnert Matmënsche sinn. Ech si frou an dankbar, fir dat hei kënne gesot ze hunn.

Am Numm vun der ADR ginn ech ganz gär den Accord zu deemem Gesetz, inklusiv deem Artikel, dee sech fir d'Recht op d'Liewe vun deene behënnerte Matbiereger ausschwätzt.

Ech soen lech Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Très bien!

► **M. le Président.**- Als nächste Riedner ass den Här André Hoffmann a gedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

(Les députés regagnent la salle.)

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Här President, ech muss einfach fir d'Éischt soen: Et deet mir wierklech leed, dass ech mech net kann argumentativ mat deem ausenanersetzen, wat den Här Kartheiser elo gesot huet.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Dofir hunn ech awer keng Zäit. Ech wëll awer dem Här Meyers och nach eng Kéier ausdrécklech Merci soe fir säi beandrockenden, sensible Rapport, net nëmme de schréfftlechen, mä och deen hei an der Chamber. An en huet komplett Recht, d'Bedeitung, ech géif gär soen d'historesch Bedeitung vun där Konventioun hei ënnerstrach ze hunn.

D'Madame Lorsché huet scho gesot, déi Konventioun bedeit e Paradigmewiessel an der Behënnertepolitik, also eng nei Approche. Net méi déi Approche vun der Fürsorge - ech kenne leider kee Lëtzebuergesch Wuert dofir -, Ausgläch vun Defiziter, well esou war et bis elo eigentlech an der Regel, mä d'Approche vun enger gläicher mënschlecher Dignitéit vun alle Mënschen. Also, d'Approche vu gläiche Rechter, gläiche Mënscherechter. An domadder also d'Interdiction vun alle Forme vun direkter oder indirekter Diskriminatioun, souwuel am öffentleche wéi am private Beräich.

D'Verantwortung, fir all Diskriminéierungen ze verhënnere respektiv ofzebauen, déi läit no där Konventioun bei der Politik. Déi muss och derfir suergen, dass Viruerteeler an Ausgrenzungen an der Zivilgesellschaft ofgebaut ginn. Gläich mënschlech Dignitéit heescht och, dass all Mënsch e vollt Bewosstsäin vun där eegener mënschlecher Dignitéit huet, kann hunn.

Awer all Barrièren, all Zougangsschwieregkeeten, sief et physischer Aart, sief et rechtlicher Aart an esou weider, all esou Barrièren erschwieren dat Bewosstsäin vun der eegener Dignitéit vun deene Leit, iwwert déi mer hei schwätzen, well se den Androck vermëttelen, si wäeren eigentlech am öffentleche Liewen net esou richtig erwünscht.

D'Fortschrëttler am Beräich vun de Mënscherechter berouen ganz oft op engem Onrechtsbewosstsäin, an dat ass och hei de Fall. An eigentlech, muss ee jo soen, fänkt d'Onrecht jo schonn u mat der Sprooch, dat heescht mat der Aart a Weis, mat de Wieder, mat deene mer iwwert déi Leit, déi hei gemengt sinn, schwätze respektiv iwwer hir besonnesch Eegeschafte. Och do setzt déi Konventioun nei Akzenter, zum Beispill mat deem Begrëff vun der Diversitéit, deen e bëssen awer dee vum Handicap soll ersetzen, obwuel deen Ausdrock och an der Konventioun nach ëmmer virkënn.

Fir dat Onrecht, fir all déi Barrièren ofzebauen, also des Konventioun ëmzesetzen, brauche mer nach erheblech Ustrengungen, Ännerungen am legislative Beräich - mir muss vill Gesetze eigentlech opbesseren - an natierlech an der Praxis. Dofir brauche mer Wellen, Mëttelen, Personal a wëssenschaftlech Fuerschung. Richteg a wichteg ass et, dass am Moment schonn un engem Aktionsplang geschafft gëtt fir d'Ëmsetzung vun dëser Konventioun an Aarbechtsgruppen. A richteg a wichteg ass et och, dass déi betraffe Leit an hirer Diversitéit un deenen Aarbechtsgruppe bedeelegt sinn.

Wann een d'Rapporte vun deenen Aarbechtsgruppe liest, da gesäit een engersäits, wou et iwwerall nach hapert an där heiter Fro, an anersäits liest een och eng ganz Rei vu Virschléi an deene verschiddenste Beräicher. Ech kann natierlech net op déi eenzel Beräicher agoen; just ee Beispill awer, fir ze gesinn, wou mer iwwerall mussen agräifen.

D'Beispill vun der physischer oder raimlecher Accessibilitéit. Mir hu virun e puer Deeg hei en neit Gesetz gestëmmt iwwert den Aménagement vun eise Stied a Gemengen a mir hunn

och iwwert d'Reglementer diskutéiert, wéi dat Gesetz soll ëmgesat ginn. Eigentlech misst jo an all PAG, vun der Étude préparatoire un... An all PAP misst et eigentlech verbindlech Bestëmmungen zur Accessibilitéit gi vu sämtleche Leit, mat wéi engen Eegeschafte och ëmmer.

An dat misst natierlech dann och an deene Règlements grand-ducaux festgeschriwwen ginn. Dat ass am Moment nach net de Fall, och net an deene Projets de règlements grand-ducaux, déi elo virleien a Bezuch op dat Gesetz, wat mer hei gestëmmt hunn.

Also, jo zu deemem Gesetz an dëser Konventioun. An elo dann awer net méi laang gewaart: ëmsetzen!

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Hoffmann. Als nächste Riedner ass den Här Xavier Bettel a gedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt: Ee grouse Prinzip hei am Haus ass dee vun der Liberté de parole, wat eng Grondregel bei eis ass; mä déi Proposen, déi den Här Kartheiser hei gehalen huet, si fir mech indigne an inakzeptabel.

(Assentiment)

Dëse Sujet vun haut ass e seriöse Sujet, e wichtige Sujet, e sensible Sujet. An erlaabt mer, dass ech op e puer Punkten aginn, déi fir mech hei schonn... Bon, et si ganz vill Virriedner, déi schonn op vill Punkten gaange sinn, mä et si fir mech nach e puer Punkten, déi net schlecht wieren ze diskutieren.

Deen éischten ass dee vun der Sensibilisation. Jo, Dir hutt et gesinn, an et sinn och scho Reportagen op der Télee gewiescht, dass et heiansdo verschidde Beruffer gëtt, wou deen een oder deen aneren net weess, wéi e soll reagieren, wann en op eng Kéier en Usager huet mat engem Rollstull, deen de Bus wëllt huelen oder en Zuch wëllt huelen. Dowéinst ass et och ganz wichteg, dass een d'Personal an deene verschidde Gemengen - an et si jo eng Rëtsch vu Leit heibannen, déi och Verantwortung an hire Gemengen hunn -, d'Personal an d'Fonctionnaires op dee Problem sensibiliséiert.

Ech wier selbstverständlech frou, wann och bei der Eisebunn - an ech profitiere vun der Geleeënheet, well hannert der Ministesch sëtzt den Här Wiseler - d'Personal déi néideg Informatiounen a Sensibilisationcampagnë gemaach kréich, fir ze wëssen, wéi se solle reagieren, wann eng Persoun sech presentéiert. Et kann net sinn, dass een - well een dann net weess, wat ee soll maachen - dann eng Persoun am Rollstull beim Bus stoe léisst an da seet: „Vläicht kënnst deen nächsten an dee kann lech da mathuelen.“

Ech ka mech erënneren, virun e puer Joer hat ech dem Här Lux, deemolegen Transportminister, eng Question parlementaire gestallt, wéi et dann ass, wann een den Zuch wëllt huelen. An deemools war et... an den Här Lux, dat muss een och zouginn, huet do och wierklech intervenéiert, fir dass et och soll méi flexibel sinn. Mä et ass nach ëmmer komplizéiert haut. Wann Der e Rollstull hutt an Dir wëllt mam Zuch fueren, musst Der scho bal een Dag oder zwee Deeg virdu Bescheid wëssen, ëm wéi vill Auer dass Der wëllt heemgoen, well déi Flexibilitéit, déi Der als normalen Usager hutt, net garantéiert ass.

Sensibilisationcampagnë kënnen och lafen, an ech muss lech soen, dass ech d'Chance hunn, an der Gemeng Lëtzebuerg d'Madame Kayser ze hunn, eis Coordinatrice sociale, mat där mer och gekuckt hunn - fir elo no de Gemengewahlen gëtt en adoptéiert, an deen ass da fir no de Gemengewahlen am Oktober, November geplangt -, dat heescht, dass dann dee Schäfferot, deen dann am Amt ass, déi Campagne soll starten, wou een d'Leit sensibiliséiert iwwert déi verschidde Handicapen, déi et gëtt.

Zum Beispill „lessen am Donkelen“ ass eppes, wat et am Ausland gëtt, wou am Fong déi Persoun, déi lech erkläert, wéi een all Dag mécht, fir am Restaurant ze iessen, oder wéi ee mécht, fir ze iessen, Äre Guide ass. An Dir vertraut em voll a ganz. Dat ass eng Experienz, gleeft mer et, wann Der déi gemaach hutt, déi lech net... déi net näischt mécht. Ech hat och d'Chance, eng Ausstellung kucken ze goen op Hamburg - an d'Madame Ministesch, mir hate scho Sitzungen zesammen - vum „Dialog im Dunkeln“, dat ass eng Experienz, déi Der hutt, wou och en Non-voyant Äre Guide ass an lech do duerch verschidde Zeenen, déi een am alledgeleche Liewen huet, derduerchféiert. Och dat ännert eng Persoun, wann Der do erauskommt.

Wéinst der Kris a wéinst Spuermoosname konnte mer dese Projet net maachen. D'Gemeng Lëtzebuerg op jidde Fall wier bereet, wann de Ministère och nach interesséiert ass,

fir ze kucken eng Versioun „light“ vläicht eng Kéier an Zukunft ze organisieren. Mä wierklech einfach d'Sensibilisation ze hunn, fir dass ee weess, wat dat heescht. Dat, wat ass, deen, deen déi Experienz mécht, dee weess, dass en eng hallef Stonn oder eng Stonn drop dat net méi huet. Mä da weess en awer déi hallef Stonn oder déi dräiwéirel Stonn, wou en déi Experienz gemaach huet, wat deen anere säi ganz Liewen erlieft. An dat ass eng Experienz, déi ech nëmme jiddwerengem ka recommandieren.

Mir wäerten och mat Associatiounen e Basketsmatch organisieren, mat „Zack“ oder mat den „Lux Rollers“, wou een dann och eng Kéier am Rollstull Basket probéiert ze spillen, fir dass Der wësst, wéi déi Situatioun ass. Mir wäerten och d'Leit duerch d'Groussaass goe losse mat esou Écouteuren, wou een näischt héiert, fir ze kucken, wéi et ass, wann een duerch eng Plaz geet, wou ee gewinnt ass, eppes ze héieren, an op eng Kéier, vun haut op muer, näischt méi héiert.

Här President, ee wichtige Punkt, an ech hunn et virdu scho gesot, beim Zuch ass den Transport, an ech sinn och frou, dass mam Här Bausch an der Gemeng Lëtzebuerg zesumme gekuckt ginn ass, wéi Efforten och kënne gemaach ginn, fir den Transport ze garantieren.

De Rollibus ass zitéiert ginn, also den NOVABUS ass zitéiert ginn. De Rollibus kann een och zitieren. Ech mengen, et ass ganz wichteg, eng gewësse Flexibilitéit ze hunn, an et kann een net soen, dass déi Moyens de transport dann zum Beispill de Weekend ëm zéng Auer fäerdeg sinn, an dass een dann net méi heemkënn. Ech mengen, et ass och d'Recht vun enger Persoun am Rollstull, fir kënne freides owes owsamschdes owes erauszegoen an do och e bësse méi laang kënnen ze bleiwen an dann duerno awer d'Garantie ze hunn, heemzekommen.

Virdrun ass och geschwat gi vun de Gebärdesproochcoursen. Ech hunn do mat der Madame Ministesch geschwat. Et ass eng aner Persoun, déi d'Coursen, déi mer gemengt hunn... déi Coursen, déi mir organiséiert hunn, déi sinn och vun der Gemeng Lëtzebuerg bezuelt ginn. D'Madame Ministesch huet mer gesot: „Dir hutt nach...“

(Interruption)

D'Madame Ministesch sot mer: „Dir hutt nach näischt gefrot.“ Ma dann huelen ech dat zur Kenntnis, da maache mer dat muer. Mä mir hunn zum Beispill d'Chance, dass mer 120 Diplomer d'nächst Woch iwwerreechen u Leit, déi do Gebärdesproochcoursen gemaach hunn. Firwat ech dat hei zitieren? Well ech einfach wëll soen, dass et wichteg ass, dass aner Gemengen dat och offrieren.

Mir offrieren allequerten eisen net lëtzebuergesche Matbiereger Lëtzebuergesch-Coursen. An et wier och wichteg, dass een niewent der Offerte vun der Lëtzebuerg Sprooch och d'Offerte géif kréien, fir d'Gebärdesprooch ze léieren. Mir hunn d'Chance, dass d'Nicole an d'Jackie ganz engagéiert Enseignantë sinn, a wou mer souger elo en „Gebärdecafé“ hunn, wou d'Leit zesummekommen an dann zesummen diskutieren, sech échangieren an op jidde Fall hir Experienze vun der Woch oder vum Mount dann austauschen.

Ech hu virdrun och vum Transport geschwat. An eppes, Här President, Madame Ministesch, wou ech elo insistieren, well an e puer Méint si Gemengewahlen...

(Interruptions)

Et ass d'Recht...

(Interruptions)

Et ass d'Recht an et ass inakzeptabel,...

(Interruptions)

Et ass inakzeptabel, Här President, dass verschidde Leit, déi am Rollstull sinn, gesot kréien: „Wann Der wëllt wéi goen, da frot d'Bréifwahl wann ech gelift un!“ Et ass d'Recht vun all Bierger, an e Wahlbüro ze goen. Dowéinst soll een och kucken, dass d'Accessibilitéit vun de Wahlbüroen och garantéiert gëtt. Ech weess vu verschidde Fäll, wou dat net garantéiert ass, an da kritt een da gesot, Dir sollt da Wahlbréif (veuillez lire: Bréifwahl) ufroen...

(Interruptions)

...sollt Wahlbréif (veuillez lire: Bréifwahl) ufroen. Ech mengen, et ass wichteg, dass och déi verschidde Plazen do accessibel sinn. Wann ee vun...

(Interruption)

Den Här Angel mengt jo hei, e misst provozieren, andeem en Hollerech zitiert. Wann en



Hollerech zitéiert... ech muss dem Här Angel soen, dass mir selbstverständlech all deene Leit, déi net an e Wahlbüro kënnen eragoen, garantéieren, dass se mat engem Bus op eng Plaz gefouert ginn, déi accessibel ass, an op den anere Plazen, wou eng Ramp just gebraucht gëtt, dann eng Ramp installéiert gëtt.

Ech wier frou, Madame Ministesch an Här President, dass och an Zukunft, why not, d'Gemenge wierklech ënnerstëtzt géife ginn, souguer mat engem Subsid, oder wéi een et da misst souguer contraignant maachen, dass d'ADAPT misst Avisé gi bei gréisser Projeten. Dat ass keng Mussesaach bei ville Gemengen. Mä ech wier frou, wann d'ADAPT och méi oft géif gefrot gi vun deene verschiddene Gemengen, wa grousst Projeten do wieren.

An dann, last but not least, wa grousst Manifestatiounen sinn, den Här Berger huet et scho gesot, ob dat elo den „public viewing“ ass - wou et zum Beispill och Sendere gëtt, déi d'Gebärdesproochiwwersetzung hunn, esou wéi mer dat och hei hunn -, ass et wichteg, an ech wier frou, wa méi Gemengen och esou Manifestatiounen, oder wann de Stat Saachen organiséiert, och de Reflex hätt, fir direkt alles ze maachen, fir dass déi Leit och eng Vue oder op jidde Fall eng appropriéiert Plaz kéinte kréien.

Wéist Der, mäi Wonsch, Madame Ministesch, Här President, no där Debatt vun haut a fir d'Zukunft, dat wier - Info Handicap gëtt e Präis, deen heescht „Eng Gemeng fir jiddereen“ -, ech wier frou, wa mer kéinte soen eng Kéier „E Land fir jiddereen“.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bettel. Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot age-droen.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, mir hunn de Mëtteg an enger gudder Debatt eng wichteg Konventioun diskutéiert, mat ville gudder Bättrëg, déi op déi Portée vun där Konventioun higewisen hunn. Ech wëll deem nächst bäifügen.

Ech hunn awer och eppes hei erlieft de Mëtteg, wat ech an deser Chamber, an all deene Joren, wou ech hei sinn, nach net erlieft hunn!

Wat ass geschitt? Et ass en Deputéierten, deen huet déi wichteg a wäitreechend Konventioun profitéiert, fir sech ze profiléieren. A wéi huet e sech wëlle profiléieren? En huet aus enger anerer Debatt, och eng wichteg Debatt, déi hei stattfonnt huet, Satz erausgerappt a se hei mat deem wichtige Respekt fir handicapéiert Leit verbonnen, an en huet déi Zitater esou forcéiert, dass en eigentlech gesot huet, dass eng Partie Kolleegen heibanne kee Respekt fir déi handicapéiert Leit hätten.

Dat ass ongeheierlech als Method an et ass onwürdeg, fir an esou engem Ablack, wou mer iwwer esou eng wichteg Konventioun hei schwätzen, fir esou eppes ze maachen! Nach eng Kéier, ech hunn esou eppes nach ni hei gehéiert. Ech hunn och nach ni gesinn, dass ee vis-à-vis vu Kolleegen an deser Chamber esou Methode gebraucht huet, fir se ze déconstruieren, fir se an den Ae vun den handicapéierte Leit als Leit duerstellen, déi déi Handicapen net géife respektéieren. Dat verdéngt just Veruechtung!

An ech hoffen, dass d'ADR sech vun esou Methoden distanzéiert an dass se esou Manéieren, fir e politeschen Débat hei ze féieren, net matmécht. Duerfir, wann dee Kolleeg, deen dat gemaach huet, wann dat elo, loosse mer soen, keen esou e gebilte Mënsch wier wéi en ass, dann hätt ee kënnen soen, et ass en Ausrutscher. Ech mengen net, dass et en Ausrutscher ass. Et ass d'Method, an déi verdéngt Veruechtung!

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(**Applaudissements**)

► **M. le Président.** - Sou, domadder si mer um Enn vun den...

(**Interruption**)

Neen, Här Kartheiser, et ass elo Schluss! Mir kommen elo...

(**Interruptions**)

Da kënt Der herno... Et ass eng Motioun hei; Dir hutt dann d'Méiglechkeet, zu der Motioun ze schwätzen. Mä elo kënt d'Madame Familljeministesch drun, fir zu deem Projet de loi Stellung ze huelen.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif mech wëlle fir d'Éischt deene Wiederer vum Här Fayot uschléisen an och soen, dass et virun allem an enger Debatt, déi bis dohinner esou serein gefouert gouf, net würdeg war vis-à-vis vun deene Leit, déi haut hei zu Gaascht sinn an déi zum Deel net verstinn, wat hei geschitt. Duerfir fannen ech wierklech, dass dat do eppes ass, wat esou schrecklech déplacéiert ass, dass ee bal keng Wiederer dofir féint!

(**Interruptions**)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif duerfir wëllen dem Paul-Henri Meyers awer émsou méi félicitéiere fir säi Rapport, deen en hei gemaach huet, mat där néideger Sensibilitéit, an och deene Kolleegen, déi do derzou geschwat hunn. Ech weess net, wéi wäit mer Zäit bleift, fir op déi verschidde Propositionen an och déi verschidde Themaen anzegoen, déi hei ugesprach gi sinn. Ech wëll och net erëm eng Kéier dee ganzen Historique soen, well et eppes ass, wat ewell e puermol vun de Kolleeg gesot ginn ass.

Ech wëll just op d'Wichtigkeet hiweisen, dass den 23. Dezember 2010 och d'Europäesch Union d'Konventioun formell approvüiert huet. Dat ass eppes, wat erstmalig geschitt ass, an domat huet och d'Europäesch Union sech verpflichtet, am Kader vun hire Kompetenzen derfir ze suergen, dass all Rechtsvirschrëften, politesch Moosnamen a Programmer op europäischem Niveau mat de Bestëmmunge vun der Konventioun mussen konform sinn.

Et ass de Mëtteg hei gesot ginn, déi bestehend Mënscherechtskonventiounen sinn applicabel fir jiddwereen. An da freet ee sech selbstverständlech: Firwat brauche mer dann eng zousätzlech Konventioun fir Mënsche mat enger Behënnerung? An de Rapporteur hat och gesot, et gi keng nei Grondrechter geschaf, mä si gi prezisiéiert. Et gëtt prezisiéiert, wat muss geschéien, fir dass och Mënsche mat enger Behënnerung an hirem Alldag vun dese Rechter a Fräiheete profitéiere kënnen.

Wat notzt et enger Persoun am Rollstull, wa se den Accès kënt hunn zu engem Musée, mä awer esou vill Träppleken do sinn, dass se net dohinner kënt? Wat hëlleft et enger dafer Persoun am öffentlechen Transport, wann d'Arreëten zwar ugesot ginn, mä wa se net affichéiert ginn? Wat hëlleft et, wann ech e Flyer kréien, op deem steet, ech muss op d'Gemeng kommen, ech muss bei d'Police goen, ech dierf kee Waasser drénken, wann ech et net ka liesen?

Et sinn also einfach Äntwerten an einfach Problemer aus dem Alldag, deene Mënsche mat enger Behënnerung ausgesat sinn, well eis Émwelt net accessibel fir jiddwereen ass. An d'Konventioun léisst keen Zweifel drun, dass et d'Émwelt an d'Gesellschaft ass, déi sech muss un d'Besoinë vun de Mënschen upassen, an net ëmgedréit!

D'Mënsche sinn net vu virera behënnert, mä mir behënnere se duerch Barrieren, déi sech all Dag an hire Wee stellen. Et sinn dacks baulech, mä heiansdo och kommunikativ Barrieren. An de Moien huet de Sascha Lang zu Recht gesot: „Et si virun allem d'Barrieren an de Käpp, déi maachen, dass des Konventioun néideg ass.“

D'Konventioun gesäit Verpflichtunge vir, déi all Stat, deen d'Konventioun ënnerschriwwen an approvüiert huet, muss erfüllen. Et ass un de Vertragsstaten, fir déi néideg Mesuren an d'Weeër ze leeden, esou dass d'Ausübe vun de Rechter a Fräiheeten, déi d'Konventioun virgesäit fir Mënsche mat enger Behënnerung, garantéiert gëtt. Et kann ee verschidde Themaen erausplécken. Eent, wat ganz dacks haut erausgepléckt ginn ass, ass dat vun der Accessibilitéit, wou d'Vertragsstate verpflichtet sinn, déi néideg Moosnamen ze treffen, fir dass d'Mënsche mat Behënnerung gläichberechtigten Zougank kréien zur physischer Émwelt, zu Transportmëttelen, zu Informatiounen an och zu de Servicer.

Ech denken do zum Beispill awer och u Sendungen, déi kommen, wou Ennertitel kënnen dra sinn, awer och Iwwersetzung vu Dokumenter, entweder a méi enger lichter Sprooch oder, esou wéi mer de Mëtteg d'Geleeënheet hei hunn, och an der Gebärdesprooch.

Et ass vill iwwert d'Gebärdesprooch de Mëtteg hei Rieds gaangen. Mir mussen wëssen, dass dat laang Joren hei zu Lëtzebuerg eppes war, wat am Fong net ugesi gouf als eppes, wat gudd wier an néideg wier. Et ass ëmmer drop gehale ginn, dass et besser wier, wann ee géif kloer schwätzen, well et da méi lichter fir d'Leit wier, dass een dat kéint verstoen. Dat ass also och d'Explikatioun, firwat dass mer weineg Leit zu Lëtzebuerg hunn, déi eng Formatioun op deem Gebitt hunn. Dat ass och d'Explikatioun, firwat et da schwéier ass, fir Leit ze fannen, dee Moment wou ee se brauch.

Vill ass hei iwwer Sensibilisatioun geschwat ginn, och de Rapporteur hat dorobber opmerk-sam gemaach. Mir si verpflichtet, konkret an effikass Mesuren ze huelen, fir bei der ganzer Gesellschaft d'Bewosstsinn fir d'Situatiounen vu Mënsche mat enger Behënnerung ze schäerfen an de Respekt vun hire Rechter a vun hire Würd ze förderen. D'Klischeë mussen ofgebaut ginn an d'Fäegkeete vun deene Mënsche mat enger Behënnerung mussen gefördert a gewürdegt ginn.

Ech muss awer och op där anerer Säit soen, dass mer an deene leschte Joren awer och villes erlieft hunn, wat positiv ass. Wa mer an der Zäit hu missen op ville Plaze bei de Gemenge bielden heiansdo goen, dass dierf en Haus opgemaach gi fir Behënnerter, dann ass dat Gott sei Dank awer eppes, wat haut bal - ech soen awer nëmme bal, well mer och elo nach heiansdo dat erliewen -, bal der Vergaangenheet ugeheiert.

Lëtzebuerg ass verpflichtet, fir Mënsche mat Behënnerung déi Ennerstëtzung zoukommen ze loosse, déi si brauchen, fir hir Rechts- an Handlungsfäegkeet selwer auszeüben. Mënsche mat enger Behënnerung mussen op déi néideg Hëllef ziele kënnen, fir hir Entscheedunge selwer ze huelen a fir selbstbewusst a selbstbestëmmt hiert Liewen ze féieren. Vill ass iwwert d'Éducatioun an d'Formatioun geschwat ginn. An ech denken, dass an där Diskussioun vu gëschter och d'Madame Éducatiounsministesch all déi Doléancë mat op de Wee kritt huet.

Et bleift awer ze ennersträchen, dass d'Konventioun de Refus vun dem Aménagement raisonnable als Diskriminatioun wäert. Et muss kloer sinn, dass eng Persoun, déi nëmme duerch speziell Hëllef e bestëmmt Recht kann ausüben, des Hëllef an muss kënnen kréien an net dierf refuséiert ginn. Dëst entsprécht ganz kloer der Definitioun vun der Diskriminatioun an der Behënnerterechtskonventioun! A sollten déi besoten Hëllef en Charge disproportionnée, also eng onverhältnisméisseg Belaaschtung fir deejéinegen duerstellen, vun deem se gefuerdert ginn, kann een net méi vun engem Aménagement raisonnable schwätzen. Dat fanne mer heiansdo och bei de Leit, déi eng Aarbecht sichen.

An zwee Joer mussen mer heiriwwer e Rapport maachen, an ech denken, dass dat eng gudd Geleeënheet ass, fir ze weisen, wat an der Zwëschenzäit geschitt ass. Iwwert den Artikel 33 ass och vun enger ganzer Rei vun de Virriedner geschwat ginn. De Kontaktpunkt um Regierungsniveau ass de Familljeministesch, deen dofir do ass, fir tëschent deene verschidde Instanzen an Acteuren de Link ze maachen. Et ass eng Roll vu Koordinatioun. Mä jiddwer Minister a jiddwer Verwaltung huet seng eege Roll ze spillen an d'Responsabilitéit fir d'Émsetze vun der Konventioun.

Déi zweet Roll ass déi vun enger onofhängeger Instanz. An do hu mer héieren, dass ass eng Kéier d'Commission consultative des droits de l'Homme, de Centre pour l'égalité de traitement an och den Ombudsmann. An als leschte Piliere selbstverständlech d'Zivilgesellschaft, an do virun allem och déi direkt betraffe Leit, ëm déi et hei geet. Si si vun Ufank un an desen Entscheidungsprozess mat agebonne ginn, sief dat bei der Verhandlung vun der Konventioun oder och beim Ausschaffe vun dem Aktionsplang - och dat ass hei gefrot ginn, ob se do mat abezu gi wieren -, an dat soll selbstverständlech och viru geschéien.

Op internationalem Plang gëtt et, niewent der Konventioun, och de Comité, dee fir d'Rechter vu Mënsche mat an d'Liewe geruff gouf an deen, wéi gesot, eng Kéier de Rapport kuckt, mä wou awer och eenzel Leit kënnen eng Plainte maachen, nodeems dass se an hirem eegene Land allegueren d'Gerichtsbarkeete passéiert hunn.

Dann ass et den Zousazprotokoll, deen d'Konventioun nach eng Kéier verstärkt an och d'Rechter vun deem Comité gëtt him zousätzlech Missiounen. Och dat, denken ech, ass wichteg, fir ze kucken, wou mer virukomm sinn, a wa Verletzung festgestallt sinn, da kann dee Comité op där enger Säit Recommendationen maachen, e kann awer och zousätzlech Iwwerprüeungen a Rapporten ufroen.

Dat wichtigst Element, wat no der Ratifizierung an no dem Vote vun deem Senat kennt, ass selbstverständlech den Aktionsprogramm, wou mer zënter dem Ufank vun deem Joer amgaang sinn, zesumme mat der Zivilgesellschaft deen auszeschaffen, an deen, hofft mer, bis zum Enn vum Joer wäert fäerdeg sinn. Et sinn d'Froen an d'Äntwerten zum Thema Behënnerung, déi hir fest Plaz an alle Beräicher an de politeschen Entscheedunge fannen. Esou soll et e Reflex ginn, fir inklusiv ze denken a fir ze vermeiden, dass et duerch Oniwweruechtetheit zu Diskriminatiounen kënt, déi sécher net gewollt sinn an dacks duerch e bëssen Informatiounsfloss problemlos kéinte verhënnert ginn.

Den Aktionsplang wäert net nëmme legislativ Ännerunge bréngen, mä sécher och administrativ oder och finanziell Hëllef, déi kënnen kuerzfristeg dozou bäidroen, dass d'Mënsche mat Behënnerung gläichberechtigt um Liewen an un der Gesellschaft kënnen deeluelen. Genau wéi dëst och ewell bei de Verhandlungen vun der Konventioun geschitt ass, war et dem Familljeministesch e grousst Uleies, dass d'betraffe Persounen sech konnter äusseren zu de Froen an de Problematiken, déi si selwer betreffen.

An deem Sënn ass am September 2010 en Aarbechtsgrupp agesat ginn, deen zwou wichteg Aufgaben hat: éischtens, à court terme ee wierksamen Aktionsprogramm op d'Been ze setzen, fir d'Konventioun effikass ëmzesetzen; an zweetens, déi aktiv Zesummenaarbecht vun den direkt betraffene Persounen an de politeschen Décideuren ze vereinfachen.

Vun November 2010 bis Januar 2011 hat sech deen Aarbechtsgrupp mat Verrieder aus aacht verschidde Ministerë getraff. Et ass oppen diskutéiert ginn iwwert d'Aktiounen, déi solle gemaach ginn, d'Ziler, déi mer eis setzen, an och déi Moosnamen an Ziler, déi ausgewielt ginn, fir opgrond vun deser Analys vun der Lëtzebuerg oder vun der nationaler Legislatioun - an och dat war eng Fro vun der Madame Dall'Agnol - ze kucken, wou een iwwerhaupt doranner drun ass. Am Joer 2010 ass déi Analys duerchgefouert ginn.

De Mäerz 2011 huet dunn den éischten Informatiouns- an Diskussionsowend, wou iwwer 120 Leit derbäi waren, stattfonnt. Et war den offizielle Startschoss fir déi direkt Zesummenaarbecht vun alle Bedeelegte bei der Entwécklung vun Aktionsplang. Den 2. Abrëll 2011 hu sech schliesslech iwwer 100 Interessierter fir ee ganzen Dag zesumme fonnt an néng Aarbechtsgruppen, wou eben d'Aktionsaarbechten an den Aktionsplang virgedriwwen goufen.

D'Aarbechtsgruppen hu sech mat deene folgenden Theme beschäftegt: éischtens, Bewosstsäinsbildung an Informatioun; zweetens, accessibel Kommunikatioun, Informatiounen a fräie Meinungsaustausch; drëttes, Aarbecht a Beschäftegung; véiertens, Erzéiung a Bildung; fënneftens, Gläichberechtigung an Netdiskriminierung; sechstens, Mobilitéit an Transport; siwentens, Accessibilitéit, Zougank duerch Infrastrukturen an och Servicer; aachtens, gläich Unerkennung virum Recht; néng, Autonomie an Inclusion; zéng, Gesondheet, an eefel, d'Statistik an d'Datesammlung.

Um Ofschluss vun Aarbechtstreffen ass an der Plénière spontan decidéiert ginn, fir den Aarbechtsgrupp ëm zwou selwer betraffe Persounen ze erweiden, déi och deen Dag selwer gewielt goufen. Den 2. Juli waren dunn d'Participantë fir d'Zwee zu Réimech zesummen, wou konkret Léisungen a Verbesserungsvirschléi zu deene verschidde Problematiken gemaach goufen. An et wäerten elo am Uschluss an des Aarbechtssitzung nach am Juli an am August kleng Delegatiounen vun deenen néng verschidde Gruppe mat Verrieder aus deene concernéierte Ministeren zesumme kommen, fir déi ausgeschaffte Léisungsvirschléi, déi kontrovers diskutéiert ginn, mam Zil, sech eens ze maachen, wéi eng Mesuren hire Wee an den Aktionsplang fannen.

Den 1. Oktober an 12. November fannen zousätzlech Aarbechtssitzunge statt. An, wéi gesot, rechne mer, dass bis Enn vum Joer de gemeinsamen Aktionsplang kann ofgeschloss sinn. Ech si selbstverständlech och zu all Moment gäre bereet, och domadder entweder heihinner ze kommen oder an d'Chamberskommissioun.

D'UN-Behënnerterechtskonventioun gëtt dacks als moralesche Kompass fir d'Behënnertepolitik gesinn. Dëst huet Konsequenze fir eis all. Mir alleguer sinn als Gesellschaft gefuerdert, eis Roll am soziale Modell vu Behënnerung ze spillen. Dee medezinesche Modell vu Behënnerung ass net méi vertriebar. Dat seet d'Konventioun ganz kloer. Et läit net un der gesondheetlecher Beanträchtiung vun enger Persoun, wann een zum Beispill mam Rollstull net duerch eng Dier kënt. Et läit un der Dier, déi net esou gebaut ass, dass all Persoun, egal wéi se ausgesäit, duerch ka goen.

Et ass also un eis all, un all Eenzelne als Persoun, mä selbstverständlech un de Ministere - an ech sinn och frou, dass de Mëtteg hei vill op d'Gemengen insistéiert ginn ass -, un de Geschäfte, un de Behënnerteverbänn, un den Organisatiounen, aktiv eisen Deel dozou bäizetroen, dass mer allegueren eng Plaz an eiser Gesellschaft hunn an dass mer esou gudd wéi méiglech un deene verschidde Aspekter vun gesellschaftlechen Zesummeliewe kënnen deeluelen.

Fir dass dat net nëmme e fromme Wonsch bleift, wäerten an deenen nächste Méint a Joren - an de Paul-Henri Meyers an anerer hunn

drop higewisen - Sensibiliséierungsaktiounen, mä awer och Formatiounen a Campagnen zum Thema Handicap an deene verschiddenste Beräicher an zu deene verschiddenste Problematiken organiséiert ginn.

Ech soen all deene Merci, déi de Mëtteg hei konstruktiv an dëser Debatt derbäi waren a wënschen, datt mer wierklech net nëmmen d'Gesetz zu enger grousser Majoritéit gestëmmt kréien, mä datt mer och e flotten Aktiounsplang fäerdeg kréien, dee sech a kuerzer Zäit, sécher och mëttelfristeg an och e bësse méi laangfristeg kann ausdehnen, well mer mussen och wëssen, alles dat, wat mer maachen, och am Interessi vu behënnerte Leit, ass och eppes, wat eis alleguerten zeguttkënn. Alles, wat méi accessibel ass, ass net nëmme besser fir een, dee behënnert ass, mä ass och méi licht fir déi Leit, déi et net sinn.

Duerfir nach eng Kéier villmools Merci, a villmools Merci och fir Är Mataarbecht bei dem net nëmmen Ausschaffen, mä och herno bei dem Ausféiere vun deem Aktiounsprogramm!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Familljeministesche. Den Här Kartheiser freet nach eng Kéier d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, ech wollt d'Wuert froen nom Artikel 42.2 „Fait personnel“.

(**Interruptions**)

► **M. le Président.** - Här Kartheiser, ech ginn lech d'Wuert. Ech bieden lech awer, lech esou auszedrécken, datt Der d'Dignitéit vun dësem Haus, a ganz besonnesch d'Dignitéit vun dëser Debatt respektéiert.

► **Une voix.** - Vun all eenzelne Member.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, dat ass eng Selbstverständlechkeet an ech soen lech Merci fir d'Wuert. Ech hu selbstverständlech och virdrun, mengen ech, d'Dignitéit vun der Debatt respektéiert.

Ech wëll véier Punkte maachen. Deen éischten ass: Eng Konventioun wéi déi, déi mer haut ratifizéieren, kann een net selektiv lisen. Verschidde Kolleegen hunn iwwert d'Education geschwat, iwwert d'Mobilitéit, iwwer aner Aspekter. D'Recht op d'Liewen ass Deel vun dëser Konventioun, Artikel 10; d'Recht op Sécherheet, Artikel 14. An dat Eenzege, wat ech do gemaach hunn, ass och déi Aspekter vun der Konventioun ennerstrach, déi gläichberechtigt mat allen aneren an där Konventioun stinn.

Deen zweete Punkt, deen ech wëll maachen, ass den Émgank hei ennereneen. Ech ginn accuséiert. Ech hunn hei meng Veruechtung fir kee Kollege ausgedréckt! Anerer ware manner virsichteg an hire Wieder, déi se mir géint-iwwer gebraucht hunn. Ech ginn dovun aus, mir vertrieben hei alleguer d'Lëtzebuerger Vollek, mir droen en Titel, mir sinn éierbar Leit. Ech mengen, mir sollten och am Émgank ennereneen déi Terminologie duerchaus respektéieren an eis net géigesäitig mat Begrëffer wéi Veruechtung entgéintrieden.

Dat Drëtt ass: Hunn ech Zitater, déi ech gebraucht hunn, aus engem Kontext zesummege-rappt? Bon, et sinn Zitater. Mä ech mengen, all Lëtzebuerger Bierger kritt a säi Stot de Kammerbericht geschéckt, a jiddweree kann noliessen, wat iwwert d'Amendementer vum Euthanasiegesetz hei gesot ginn ass.

Jiddweree ka sech eng Meenung maachen, ob dat, wat ech gesot hunn - dat sinn Zitater, wou iwwert d'Amendementer vun deem Gesetz geschwat ginn ass -, ob dat aus dem Kontext gerappt ginn ass oder ob et de Geescht vun deenen Interventiounen an d'Wuert vun deenen Interventiounen erëmgëtt. Ech ginn där Saach mat ganz rouegem Gewëssen entgéint. All Lëtzebuerger ka sech do eng Meenung maachen. An ech sinn iwwerzeegt, datt ganz vill Leit mer wäerte Recht ginn.

An dee leschte Punkt ass: Et gouf gesot, ech wëll mech hei profiléieren. Erlaabt mer eng ganz perséinlech Bemierkung. Ech maache keng Politik, fir mech ze profiléieren. Ech sinn an d'Politik komm an engem relativ avancéierten Alter, fir fir déi Iddien anzestoen, un déi ech gleewen. An eng vun deenen Iddien ass mäi kathoulesche Glawen, a fir mech ass Katholizismus och antriede fir d'Recht vun Liewen. An dat wäert ech hei an iwwerall, wou ech sinn, ëmmer nees maachen. Ech hu keng basement perséinlech Interessen, fir mech ze profiléieren. Loin de là! Ech hunn dat net néideg. Mä ech gleewen an ech frieden a fir de Rescht vun Liewe (veuillez lire: fir d'Recht op Liewen) vu menge Matmënschen.

Ech soen lech Merci, Här President.

► **M. le Président.** - Mir sinn elo um Enn vun der Diskussioun. Ech géif och nach eng Kéier wëlle vun der Geleeënheet profitéieren, fir nach

eng Kéier eiser Iwwersetzerin e ganz grouse Merci ze soen. Dat war net einfach. Et war eng laang an eng komplizéiert Debatt.

(**Applaudissements**)

Mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi. Ech wëll nach eng Kéier drop opmierksam maachen, datt eng Majoritéit vun zwee Drëttel erfuerdert ass an de Vote par procuration net erlaabt ass.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Dann nëmmen déi perséinlech Stëmmen. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6141 ass ugeholl mat 48 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel et Raymond Weydert;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Roger Negri et Ben Scheuer;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(**Assentiment**)

Et ass also esou décidéiert.

Motion 1

Mir hunn dann hei nach eng Motioun, déi erabruucht ginn ass vum Här Fernand Kartheiser. Wëllt nach een zu där Motioun d'Wuert ergreifen, soss géif ech proposéieren, datt mer direkt géifen driwwer ofstëmme?

(**Interruptions**)

Neen, et si véier Ennerschrëfte vun der ADR an eng vum Här Hoffmann.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Ech bieden lech och, d'Dignitéit ze wahren! Mir stëmme of iwwert den Inhalt vun enger Motioun. Mir stëmme net of iwwer aner Aussoen, déi ee vun de Signatairé vun dëser Motioun hei gemaach huet. Dat ass meng Haltung.

Dat Zweet: Zum Inhalt vun der Motioun sinn ech der Meenung, dass eigentlech dat misst drakommen, wat ech virdu gesot hunn, nämlech, wann et ëm d'Accessibilitéit vu Gebaier geet, dass eigentlech misst drakommen, dass an de Règlements grand-ducaux, déi sech op d'Gesetz vum Aménagement des villes et des communes bezieen, dass do onbedéngt misste verbindlech Bestëmmungen drakommen iwwert d'Accessibilitéit fir ennerschiddlech, divers Eegeschaften, déi dat méi schwéier maachen; fir et esou auszedrécken.

► **M. le Président.** - Soss nach eng Wuertmeldung? Wann dat net de Fall ass, géife mer iwwert déi Motioun ofstëmme.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

(**Interruption**)

Den Här Fayot freet nach eng Kéier d'Wuert.

(**Interruption**)

Mir kucken dat no. Wat d'Resultat vum Vote ugeet, sinn et 43 Nee-Stëmmen, 6 Jo-Stëmmen a 6 Enthaltungen. Wann do eppes net richtig ass, da redresséiere mer dat.

Résultat définitif après redressement: la motion 2 est rejetée par 45 voix contre, 5 voix pour et 6 abstentions.

Ont voté oui: MM. Jean Colombera (par M. Gast Gibéryen), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Félix Eischen), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel,

Lucien Weiler (par M. Marc Spautz), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Scheuer), MM. Roger Negri et Ben Scheuer;

MM. Eugène Berger et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter.

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen) et Mme Lydie Polfer.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6162 iwwert d'Relatiounen tëschent dem Stat an den Organisatiounen aus dem sozialen an therapeutische Beräich. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht.

(**Interruptions**)

► **Une voix.** - Sot Äddi!

(**Applaudissements**)

► **M. le Président.** - Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Berger, d'Madame Lorsché, den Här Gibéryen an den Här Hoffmann. D'Wuert huet elo d'Rapporteurice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Sylvie Andrich-Duval.

6. 6162 - Projet de loi portant modification de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique et de la loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille

Rapport de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV), rapportrice.** - Här President, Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet, dee mer haut op der Lee hunn, huet zwee Objeten. Am Ufank sollt just e Kadergesetz vum 8. September 1998, dat d'Relatiounen regelt vum Stat mat de privaten Träger am sozialen, familiären an therapeutische Beräich, dat sougenannten ASFT-Gesetz en Conformitéit gesat gi mat der europäescher Direktiv 2006/123 vum 12. Dezember 2006, besser bekannt ënnert dem Numm Bolkestein oder Direktiv „services“.

Duerch Amendementer vun der Regierung gouf den Objet vum Projet de loi erweidert. An zwar geet et elo zousätzlech drëm, fir de groussherzogleche Reglementer, déi d'Gesetz vum 16. Dezember 2008 iwwert d'Aide à l'enfance et à la famille sollten ëmsetzen, eng legal Basis ze verschafen opgrond vun dem Statsrot sengen Avisen zu dësen Texter.

De Projet de loi N°6162 ass vun der Familljeministesche Madame Marie-Josée Jacobs de 16. Juli 2010 hei an der Chamber déposéiert ginn. Et louch en Exposé des motifs an e Kommentar vun de jeeweiligen Articlele bāi. D'Familien-, Jugend- a Chancéglichheetskommissioun huet während der Réunion vum 5. Oktober 2010 de Gesetzesprojet eng éischte Kéier analyséiert. Bei där Geleeënheet gouf den honorabelen Här Mill Majerus Rapporteur genannt.

Et koum en Avis zum Gesetzesprojet era vun der Salariatskummer, der Handelskummer an der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics. De 5. Mee 2011 huet d'Regierung Amendementer abruucht, déi enner anerem och den Titel vum Gesetz geännert hunn. Den Avis vum Statsrot, deen den esou modifizéierte Gesetzestext aviséiert, koum de 17. Mee 2011 eran.

An der Réunion vun der Familljekommissioun vum 24. Mee goufen d'Regierungsamendementer virgestallt an den Avis vum Statsrot ënnert d'Lupp geholl. Zousätzlech gouf ech als nei Rapportrice bestëmmt als Remplacement vum Mill Majerus. Den 1. Juni huet d'Kommissioun nach parlamentaresch Amendementer ugeholl an den Avis complémentaire vum Statsrot war datéiert op de 7. Juni. De 25. Mee war och nach en zousätzlechen Avis vun der Salariatskummer erakomm.

Mä Rapport gouf dunn de 5. Juli majoritär ugeholl, bei zwou Enthaltungen. Insgesamt bewäerten all déi offiziell Avisen d'Gesetzesinitiative als positiv. Fir weider Detailler verweisen ech op déi jeeweileg parlamentaresch Dokumenter.

Wat den éischte Volet vum Gesetzesprojet ugeet, also d'Emsetzung vun der Direktiv „services“, ass ervirzehiewen, dass entre-temps d'Kadergesetz vun dëser Direktiv de 24. Mee hei an der Chamber gestëmmt ginn ass. Et geet

jo do haaptsächlech ëm de Prinzip vun der Liberté d'établissement an der Liberté de prestations de services (veuillez lire: libre prestation de services), deen innerhalb vun der EU gëllt.

D'Direktiv bezitt sech op d'Déngschtleeschungen, déi géint Bezuelung ugebuede ginn, gesäit awer och eng Rei Ausnahm vir. Dat aktuell ASFT-Gesetz regelt d'Konditiounen, ënnert deenen d'Servicer aus dem sozialen, familiären an therapeutische Beräich kënnen agréiert ginn, fir hir Déngschtleeschungen géint Bezuelung an dauerhaft unzbedden.

D'Direktiv hirersäits applizéiert sech net op verschidde sozial Servicer, déi als Ausnahm gëllen, an zwar aus dem Beräich vun de soziale Wunnengen, der Aide à l'enfance an der Hëllef fir d'Familjen a Persounen, déi bestänneg oder vürübergerend bedierfteg sinn; an dat, wann de Stat selwer de Prestataire ass, d'Prestataire vum Stat mandatéiert oder de Stat als karitativ Associatiounen unerkannt sinn. Dëst sinn nämlech Servicer, déi laut Direktiv wesentlech sinn, fir dat fundamentaalt Recht op Mënschewürd a mënschlech Integritéit ze garantéieren, geméiss de Prinzipié vun der sozialer Kohäsioun an der Solidaritéit.

D'ASFT-Gesetz deckt de Moment net déi Aktivitéiten of, déi temporär duerchgefouert ginn, nëmmen déi, déi dauerhaft stattfannen. D'Direktiv „services“ gesäit awer d'Recht vun de Prestataire vir, fir och temporär Déngschtleeschungen, bis op déi uewe genannten Ausnahmen ausgeholl, fräi kënnen unzbedden.

Et gëtt dofir en Artikel 1bis an d'ASFT-Gesetz bäigesat, dass dës Déngschtleeschungen ouni zousätzlechen Agrément hei zu Lëtzebuerg dierfen ugebuede ginn, wa se temporär sinn, mä si kënnen zousätzlechen Exigenzen ennerleien, déi duerch den allgemengen öffentlechen Interessi néideg sinn, wéi zum Beispill d'öffentlech Sécherheet oder d'Santé publique, wann dës Exigenzen d'Prinzipié vun der Netdiskriminéierung, der Néidegkeet an der Proportionalitéit respektéieren.

Fir d'Detailler zum Ennerscheed, deen den Europäesche Gerichtshaff mécht tëschent der Liberté d'établissement an der Liberté de prestations de services (veuillez lire: libre prestation de services) a bestëmmte Fall, verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport.

Da gëtt an dësem Gesetzesprojet nach e weidere fundamentale Prinzip vun der Direktiv „services“ am ASFT-Gesetz agefouert, an zwar dee vun der Autorisation tacite. D'Prozeduren an d'Formalitéite mussen erméiglechen, dass all Demande a méiglechst kuerzer Zäit behandelt gëtt. An dese rasonabelen Délai muss virdu public gemaach ginn. Dofir muss elo fir all Agrémentsdemande en Accusé de réception innerhalb vun zéng Deeg gemaach ginn.

An dësem Brëif muss drastoen: den Datum, wou d'Demande ukomm ass; den Délai vun der Instruktioun vum Dossier; d'Recoursméiglechkeeten; an dass d'Autorisatioun ginn ass, wann d'Antwort net am Délai do ass. Och muss den Demandeur esou séier wéi méiglech matgedeelt kréien, wa säin Dossier net komplett oder irrecevabel ass, ausserdeem wat e muss norechen an déi doraus erfallend Konsequenzen op den Délai vun der administrativer Instruktioun.

Et ginn e puer Méiglechkeeten an neien Artikel 2bis vum Gesetz, fir eppes ze autoriséieren. Den initialen Délai leeft un, wann déi néideg Dokumenter um Ministère sinn. An op Urode vum Statsrot gouf den Délai op dräi Méint festgesat esou wéi d'Kadergesetz vun der Direktiv „services“. Den Délai dierf eemol verlängert ginn, wann d'Komplexitéit vum Dossier dat rechtfertegt. Dat muss dem Demandeur matgedeelt ginn, gradesou wéi d'Dauer vun der Verlängerung an d'Motiver woufir.

D'Kommissioun huet nach e puer textuell Ännerunge vum Artikel 2bis virgeholl, enner anerem op Urode vum Statsrot a vun der Handelskummer.

D'Décsioun iwwert den Agrément muss esou séier wéi méiglech matgedeelt ginn. A wann d'Antwort net am Délai ukënn, dann ass den Agrément supposéiert accordéiert ze sinn.

Dann zum zweete Volet vum Gesetzesprojet, de Regierungsamendementer, déi d'Emsetzung vum Gesetz vum 16. Dezember 2008 iwwert d'Aide à l'enfance et à la famille sollen erméiglechen. Dëst ass bekanntlech e wichtegt Gesetz, dat eng grouss Reform vun der Organisatioun vun den Hëllesmoosname fir Kanner a Familjen, deenen et net esou gutt geet, alaut, op déi vun alle Säiten natierlech ongedëlleg gewaart gëtt.

Dofir gi souwuel d'ASFT-Gesetz wéi d'Gesetz vum 16. Dezember 2008 vun der Aide à l'en-

fance et à la famille émgeännert, fir se konform ze maachen zum Statsrot sengen Avisen zu de groussherzoglechen Ausféierungsreglementer vum leschtgenannte Gesetz. Dofir huet de Statsrot sech och mat de geplangte gesetzlechen Ännerungen d'accord erkläert.

Den Artikel 6 vum Gesetz vum 16. Dezember 2008 gesäit d'Kompetenze vir um Office national de l'enfance - ONE genannt -, fir de Kanner hir Ressourcen a Schwierigkeeten individuell ze evaluéieren, fir Séancen ze organiséieren, fir sech mat de Familljen an Institutionen ze concertéieren, an och fir d'Kanner an hir Elteren oder gesetzlech Vertrieeder ze motivéieren.

Den ONE kritt elo déi néideg legal Basis am erwiderten Artikel 6, fir dës dräi Kompetenzen ze iwwerdroen op spezialiséiert Servicer, deenen hir Rechter a Flichten an engem Kontrakt mat der Ministesch festgehale solle ginn. Domat gëtt et erméiglecht, dass eng onofhängeg Instanz dës Evaluatioun mécht, déi sech just um de Besoin vum de betroffene Kanner a Familljen orientéiert a keng budgetär Argumenter kann invoquéieren, wéi dat soss vläicht de Fall kéint sinn.

Dës Servicer brauchen awer en Agrément, deen duerno am Artikel vum ASFT-Gesetz virgesi gëtt. Den Artikel 10 vum Gesetz vum 16. Dezember 2008 gesäit dann och elo vir, dass d'Evaluatioun, d'Erschaffe vum Interventiouns- oder Concertatiounsprojeten net nëmme multiprofessionellen Equipen, mä och spezialiséierten an agréierte Servicer kënnen uvertraut ginn, wann dat kontraktesch mat der Ministesch festgehale gëtt.

Effektiv huet et sech bei der Ëmsetzungsprozedur vum Gesetz vum 16. Dezember 2008 erweisen, dass onofhängeg Servicer sech misste spezialiséieren op dee Package vum Dénsgschtleeschungen, déi d'Evaluatioun vum de Ressourcen, d'Orientéierung, d'Koordinatioun an d'Evaluatioun vum der Ëmsetzung vum den Interventiounsprojete begräifen.

Net nëmme d'Evaluatioun vum den individuelle Méiglechkeeten a Schwierigkeeten vum engem Kand a sengem familiäre Kontext ass an de leschte Joren zu enger Schlësselrol am Sozialsektor ginn, mä och d'Wichtigkeet vum enger ganz fréier a preventiver Awirkung bei de Familljen a Kanner an Nout brauch net méi bewisen ze ginn. Et brauch een also e Service, deen an engem fréizäitege Stadium en oppent Ouer fir d'Problemer huet an zesumme mat de Familljen en Interventiounsprojete entwéckelt.

Dës Roll an d'Koordinatioun dovou sollen dës spezialiséiert an agréiert Servicer - CPI genannt - iwwerhuelen. Den ONE behält awer d'Recht, fir dës Interventiounsprojeten ënnert d'Lupp ze huelen, fir se unzepassen a fir eng Décisioun zu hirem Finanzement ze huelen. Dës Interventiounsprojete ginn da vum engem Prestataire um Terrain ëmgesat. Bei eventuelle Litigé géif awer den ONE tranchéieren.

Dës Virgehensweis ass vum Ministère zesumme mat de Gestionnairen aus dem Secteur vum der Aide à l'enfance diskutéiert an erschafft ginn. De Statsrot hat awer bemängelt a sengem Avis iwwert d'groussherzoglecht Reglement zum Agrément an der Unerkennung fir den CPI, dass déi legal Basis géif feelen, fir dës esou ëmzesetzen, an hat eng Opposition formelle ausgesprochen.

Bei den Diskussiounen an der parlamentarescher Kommissioun ass dës Aart a Weis, fir un d'Saach erunzuegoen, vum Einzelnen a Fro gestallt ginn. Well et gréisstendeels déiselwecht Gestionnaire sinn, déi verschidden Aufgaben solle wouer hueren, war Rieds vun enger gefaarterer Autoprescriptioun. Ze bemerken, dass de Statsrot eng Démarche proposéiert hat, déi vergläichbar ass mat där vum der Fleegeversécherung, wou d'Cellule d'évaluation et d'orientation, déi jo eng Statsverwaltung ass, de Plang vum der Prise en charge ausschafft an dann de Prestataire um Terrain direkt dermat beoptragt.

Dat wollten déi betraffe Gestionnairen aus deem heiten Domän net. Esou hu se sech also zum Beispill schonn zu enger ronn eelef Associatiounen aus dem Secteur zesummegegesselt an enger A.s.b.l., fir déi Missioun vum engem CPI a voller Onofhängegkeet kënnen ze erfüllen.

Domat sinn d'Rolle kloer verdeelt. Den ONE decidéiert, ob et néideg ass oder net, dass den CPI ageschalt gëtt. Den CPI mécht dann eng grëndlech Diagnos vum der Situatioun an entwéckelt e Projet, deen en am Sënn vun Wuel vum Kand a senger Famill suivéiert a koordinéiert, währenddem de Prestataire um Terrain de Projet ausféiert an direkt beim Kand an der Famill intervenéiert.

Da gëtt nach an dem Artikel 15 vum Gesetz vum 16. Dezember 2008 virgesinn, dass d'Modalitéiten vum der Bedeelegung vum Stat kënnen an enger oder méi Kaderkonventiounen, déi och d'Rechter an d'Flichte vum de Gestionnairen an dem ONE festleeën a vum Minister ofgeschloss ginn, festgehale ginn. Dëst erméiglecht méi eng grouss Flexibilitéit bei der präziser Bestëmmung vum de finanzielle Modalitéiten, déi schnell un d'Besoinen am Sozialsektor kënnen ugepasst ginn.

Well d'Komplexitéit an d'Gravitéit vum de Perséinlechkeetsproblemer a Verhalensstéierung bei de Kanner a Jugendlechen zouhuelen, presentéiere sech ëmmer nees nei Situatiounen, déi eng permanent Upassung vum den Dénsgschtleeschungen erfuere. De Statsrot hat monéiert, dass an deem groussherzogleche Reglement iwwert d'Organisatioun an de Fonctionnement vum ONE, deen hien ze aviséieren hat, de Stat de Pouvoir zougedeelt géif kréien, fir d'Konventiounen ofzeschleissen, ouni dass dat am Gesetz vum 16. Dezember 2008 verankert wier. Och hei hat déi héich Kierperschaft eng Opposition formelle ausgeschwat.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ofschléissend wëll ech zum leschte Volet vum Gesetzesprojete ënnersträichen, dass d'Kadergesetz vum der Aide à l'enfance et à la famille duerch déi heiteg Gesetzesännerungen operationssäeg gëtt. Et gëtt sech e weidere Qualitéitssprung erwaart, deen déi koordinéiert sozial Integratioun vun alle Kanner a Jugendlechen an hire Famillje soll fördern, andeems se kënnen op hirt neit Recht zréckgräifen, wa se an Nout sinn.

Dass den iwwergeuerdneten Interessi vum Kand am Mëttelpunkt steet, dierf net vergiess ginn. A bei aller selbstverständlech noutwender Reglementatioun dierf awer och d'Richtlinn vum der Simplification administrative net aus den Ae verluer ginn. E Paradigmewissel bedéngt duerch en neie Finanzement mat Stonneforfairen, ewech also vum der Feelbedarfsfinanzéierung, wäert fir déi staatlech wéi fir déi privat Instanzen eng grouss Erausforderung sinn, zemoos am ambulante Beräich. Mä all Neierung brauch bekanntlech eng gewëssen Ulafzäit. Ech sinn iwwerzeugt, dass mat e bësse Bon sens op där enger wéi op där anerer Säit e gangbare Wee ze fannen ass.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech maachen en Appel un lech, fir dësem Gesetzestext zoustëmmen. An ech ginn heimat den Accord vum der CSV-Fraktioun, fir dat dann ze maachen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Rapportrice, der Madame Sylvie Andrich-Duval. Elo kritt den éischten agedroene Riedner d'Wuert, den Här Eugène Berger.

Discussion générale

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och direkt der Rapportrice Merci soe fir hire Bericht, de schréfftleche wéi och mündlechen, wou een och awer an deem mündlechen déi eng oder aner Saach verspuert huet, wou ee kéint verschidde Punkte méi kritesch gesinn, wat ech och wäert hei a menger Interventioun maachen.

Här President, wann een eng Lëscht misst opstelle vu parlamentareschen Dossieren, fir ze weisen, wéi legislativ Aarbecht net soll ausgesinn, da misst dee virleiende Projet wuel ganz uewen op dës Lëscht stoen. Do ass zum engen d'Adaptatioun vum dem ASFT-Gesetz un d'Direktiv „services“, déi op den Dezember 2006 zréckgeet, a wou Lëtzebuerg bis Dezember 2009 Zäit hat, fir se ze transposéieren.

Ech mengen, et ass wierklech keng Publizitéit fir eist Land dobaussen, wa mer mat esou Retardé wichteg Direktiven an eis Législatioun iwwerhuelen. D'Regierung kann net op europäeschem Parquet wëlle Musterschüler spillen, wa se doheer hir Hausaufgaben net mécht. Bei dësem Volet vum Gesetz vum deem virleiende Projet de loi huet eist Land net vill Handlungsspillraum - dat muss een esou gesinn -, an et bleift ofzewarten, wéi eng Auswierkung dës Adaptatiounen op de Secteur hei zu Lëtzebuerg wäerten hunn.

Mä an dësem Projet stécht jo och nach eppes anescht dran. Dëse Projet ass jo och e bësse an Alibi oder eng Geleeënheet, fir d'Regierung aus enger mëslecher Lag an engem anere Gesetz erauszeféieren, an déi se sech selwer manövriert hat. Dëse Projet ass - wéi soll ech soen? - den Endpunkt oder soll ech soen den trauregen Héichpunkt vum engem Dossier, an deem sech d'Regierung mat alles anescht wéi mat Ruhm bekleckert huet; an zwar dem Dossier vun der Aide à l'enfance, och nach ONE genannt.

Viru bal dräi Joer hu mer hei an der Chamber iwwert d'Gesetz zur Aide à l'enfance ofge-

stëmmt. De Projet war virun méi wéi véier Joer déposéiert ginn. A wann ech dat richtig an Erinnerung hunn, d'Diskussiounen, d'Virberedunge ginn och nach méi wäit zréck, praktesch bis an d'Ufank 2000er Joren.

An ech ka mech och ganz gutt un d'Diskussiounen an der zoustänneger Chamberskommissioun - déi lescht Diskussiounen, wou ech derbäi war - erënnere, wéi elementar Froen opstoe gelooss gi sinn, well d'Regierungsparteien, d'CSV an d'LSAP, keng Äntwerten op verschidde wesentlech Froen haten, konnte ginn, wollte ginn. Do huet ee sech dann och oft gefrot, wann een déi Diskussiounen suivéiert huet, ob do wierklech nach géif den Intérêt vum de Kanner, déi a Schwierigkeeten sinn, am Mëttelpunkt stoen, oder ob do net aner Motivatiounen bei der Regierung méi wichteg wieren.

Här President, et muss ee sech dat emol eng kéier virun Aen halen: Mir schafen duerch d'Gesetz eng Institution, den Office national de l'enfance, mä mir klären am Gesetz net, wéi d'Kompetenzen an Zesummenaarbecht mat dem Acteuren um Terrain sollen ausgesinn! Dëst soll, deemools ass dat gesot ginn, niewent anere wichtige Punkten iwwer Règlements grand-ducaux da spéider geregelt ginn, déi an internen Aarbechtsgruppen, hanner zouenen Dieren ausgeschafft gi sinn; och net onbedéngt e Beispill vu grousser Transparenz vis-à-vis vum dem Parlament. Mä egal.

Dräi Joer huet et gedauert, fir d'Règlements grand-ducaux auszeschaffen. Ech wëll elo hei net méi am Detail dorobber agoen. Do war jo och nach déi eng oder aner Schwierigkeet. Ech hat och eng kéier eng Heure d'actualité dozou gefrot, déi mer virun e puer Méint hei an der Chamber debattéiert hunn. De Statsrot, deen huet op alle Fall ganz kritesch Avisen dozou ginn an et och an enger kloerer an däitlecher Form gesot. Et ass also eng schlecht Zensur, déi hei d'Regierung oder d'Ministesch fir hir Aarbecht ausgestallt kritt hat.

Ech wëll just op ee wichtige Punkt agoen, dee vun der legaler Basis vum den CPlen. Ech wëll och elo net ze vill oder iwwerhaupt eng méi generell Reflexioun iwwert de Sënn oder Netsënn vun den CPlen féieren. Ech mengen, d'Rapportrice war och ganz kuerz dorobber agaangen. Sécherlech ass dat e System, deen déi ganz Saach vereinfacht respektiv wierklech eng direkt a performant Hëllef fir déi Jonk duerstellt. Mä egal.

Wann een elo déi legal Basis vum den CPlen kuckt. De Statsrot kënnt a sengem Avis zum Schluss, dass d'Schaffung vum den CPlen bis elo keng juristesche Grondlag hat. An do gëtt et jo dann awer e Problem, well de Ministère ass higaangen an huet um Terrain an der Praxis de Schaffung vum esou CPlen awer schonn zougestëmmt gehat. Fir e Beispill ze huelen: D'Croix-Rouge huet hir Servicer ëmstrukturéiert an e Service CPI gegrennt. D'Associatioun ACPI ass gegrennt ginn. Dëst eigentlech alles ouni legal Basis, ouni dass Règlements grand-ducaux a Kraaft getruede waren.

Ech wëll duerfir d'Madame Ministesch hei froen, op wéi enger legaler Grondlag dës Leit an de vergaangene Méint eigentlech geschaff hunn. Ënnert wéi engem Mandat hu se dat gemaach? Wat waren hir Missiounen bis elo? An dann och déi Fro: Wat wier passéiert, wann an dës Zäit en Zwëscheffall passéiert wier? Hätten dann d'Gerichter erëm missen iwwert d'Verantwortung vun deenen engen oder aneren tranchéieren? Ech hat gemengt, d'Ministèren oder d'Leit insgesamt hätten hei Lektionen aus der rezenter Vergaangenheet gezunn.

Här President, mat dem Gesetz iwwert d'Aide à l'enfance huet dës Regierung déi concernéiert Mataarbechter an de Servicer an A.s.b.l. en a juristesche Grozone gefouert an hinnen hei iwwer eng gewëssen Zäit awer keng Planungssecherheet ginn. Dat hat ech och deemools scho bei menger Interventioun gesot bei der Heure d'actualité.

Ech mengen, d'DP ass frou, dass dës Zäit elo endlech op en Enn komm ass. D'DP begréisst och, dass mat dësem Gesetzesprojete elo endlech - et kann ee soen, endlech elo dann - den ONE wierklech a Kraaft kann treden, voll kann a Kraaft treden. Mir bedauern awer wierklech ausdrécklech, dass et zum Schluss net méi esou em d'Wuel vun de Kanner gaangen ass, dass dat net eigentlech déi Haaptuerg an deem ganzen Dossier war. Hei ass et eigentlech am Endeffekt nach just drëms gaangen, fir do déi Dispositiven en place ze kréien, fir dass do keen d'Gesicht eigentlech soll esou richtig verléieren.

D'Fro, wéi d'Zesummenaarbecht vum ONE an de Servicer um Terrain misst organiséiert ginn, fir eng schnell, effikass a qualitativ héichwärtig Prise en charge vum de Kanner ze garantéieren, ass leider an den Hannergrond getratt. D'Fro, wéi ee verhënnere kéint, dass d'Associatiounen aus dem socioéducativ Secteur net Juge et partie wieren, ass och nach net gekläert.

D'finanziell Ofsécherung, virun allem vun deene klengen Associatiounen, steet menger Meinung no e bësse an de Stären.

D'Regierung huet elo mat alle Mëttele versicht, en Amendement vum dem Gesetz iwwert d'Aide à l'enfance hei dann elo stëmmen ze loosse an domadder nei Diskussiounen definitiv ze verhënnere. Ech si mer op alle Fall sécher, dass mer eis an de kommende Joren nach méi wéi eng kéier heibanne mat éischter negativen Auswierkung vum dësem schlechte Gesetz wäerte muss beschäftegen. An, Här President, aus deem Grond wäert sech d'DP bei dësem Projet duerfir och enthalen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Berger. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lorsché agedroen. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e Merci un d'Madame Sylvie Andrich-Duval fir hir Ausféierungen als Rapportrice.

Nodeems ech och dësen zimlech heikelen a virun allem ganz komplexen Dossier vu menger Kolleegin Viviane Loschetter geierft hunn, wëll ech nach eemol kuerz op d'Positioun zréckkommen, déi si an de leschte Wochen, Méint a Joren dozou vertrauden huet.

Zu der Ëmsetzung vum Gesetz vum 2008, wat d'Aide à l'enfance et à la famille betrëfft, huet d'Madame Loschetter sech méi wéi eemol mat kriteschen Téin zu Wuert gemellt. Nieft enger Hällewull vu Questions parlementaires huet si eng Heure d'actualité ugefrot an huet am Mäerz 2011, also viru véier Méint, eng Motioun dozou eragereecht.

D'Objektiv vum där Motioun war, fir sämtlech Règlements grand-ducaux zu der Aide à l'enfance et à la famille am Block zréckzezéien, fir sech fir d'Éischt emol fundamental mat der pragmatischer Ëmsetzung vum Gesetz ausenezesetzen. Dobäi sollt de Besoin an den Erfahrung vum de Bedeelegten aus dem Secteur méi geziilt Rechnung gedroe ginn.

Eng Consultatioun um Terrain ass jo schéin a gutt, mä wéi schéin ass se eréisch, wann op déi Leit gelauschert gëtt. Bedauerlecherweis ass déi Motioun awer net ugehall ginn, esou dass am Virfeld vun dësem Vote de Volet vum der praktescher Ëmsetzung an eisen Aen net zefridde stellend konnt geléist ginn.

Op den Detail vum der Madame Loschetter hire ville Kritikpunkte kann ech net méi agoen. Se si bekannt, an et géif och de Kader sprengen. Déi rout Luucht vun der Zäit géif ugoen, esou vill waren et der. Duerfir just e puer allgemeng Erklärungen, firwat mir dësem Projet de loi net wäerten zoustëmmen.

Virun de leschte Chamberswahlen ass de Projet am Joer 2008 iwwert de Knéi gebrach ginn, obscho vill Ongereimtheeten zu deem Moment net behuewe waren. Den Avis vum Statsrot zu de Règlements grand-ducaux war méi wéi kritesch an huet déi Mängel bestätegt, esou dass der Madame Loschetter hir Kritik schonn deemools berechtigt war.

Dat bescht Beispill ass d'Organisatioun vum Réseau vum de Coordinateurs de projets d'intervention, déi och elo grad vum Här Berger erwähnt gi sinn. Ouni dass déi sougenannten CPI iwwerhaupt emol eng legal Basis haten, ass hire Fonctionnement awer schonn an de Reglementer beschriwwen ginn. Se sinn zum Deel ausgebild an agestallt ginn, an op där anerer Säit waren der awer nach net genuch ze fannen, déi sech där vager Aufgab wollte widmen, well net ganz vill Kloerheete bestanen hunn.

De Gestionnairen hirem Wonsch, fir d'Gesetz Aide à l'enfance nach eemol op de Leescht ze huelen, deem ass net Rechnung gedroe ginn, esou dass si der haut presentéierter Optioun am Virfeld och nëmme hallefhäerzeg zougestëmmt hunn.

Wou sti mer haut? Mir hunn en éischt Gesetz, wat gestëmmt ginn ass, ouni dass seng konkret Schwächen an Defiziter am Virfeld analyséiert gi sinn. Eng Rei Reglementer waren net ausgeräift, hu missen iwwerschafft ginn a maachen eng Adaptatioun vum Gesetz onëmänglech, fir dass et iwwerhaupt emol fonctionssäeg ka ginn. Esou een Zickzackkurs, deen an de leschte Jore stattfonnt huet, féiert elo zu engem neie Projet de loi, engem aneren, deen d'Feeler aus dem éischte Gesetz nees soll behiewen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Aart a Weis, wéi esou e wichteg a komplext Gesetz ausgeschafft an ëmgesat gëtt, ass vun eiser Säit aus kritikabel an entsprécht net de Regele vun enger effikasser Politik. Amplaz dat originalt Gesetz op seng Stärken an haaptsächlech op seng Schwächen ze analyséieren an ze evaluéieren - „Evaluatioun“ ass jo e ganz aktuell Wuert -, sinn d'Décisiounen Hals iwwer Kapp am Eiltempo geholl ginn. Et ass weder der kon-



kreter Situatioun um Terrain Rechnung gedroe ginn nach de Kritikpunkte vun der Opposition.

An engem Land, wou sech den Estimatiounen no 2.000 Kanner a physischer oder moralischer Gefor befannen, ass dat eng bedauerlech Tatsaach. Aus deene Grënn wäert déi gréng Fraktioun dëst Gesetz net stëmmen. Seng Ëmsetzung wäerte mer allerdéngs vun no verfollegen. Mir wäerten an engem Joer en Tëschebilan froen an déi Adaptatiounen fuerderen, déi mir dee Moment fir wichteg an noutwendeg halen.

De Kanner an de Familjen aus schwieriger Situatiounen erauszehëlfen, dat ass och eist Zil, an et bleift et och. An deem Sënn hoffe mir, datt déi manner oder méi grouss Divergenzen aus der leschter Zäit kënnen behuewe ginn an datt an Zukunft an enger fairer a konstruktiver Zesummenaarbecht e Gesetz zustane kënn, wat jiddwereen zefridde stellt.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Lorsché. Et bleift mer nach als agedroene Riedner den Här Hoffmann iwwreg. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President, déi Diskussioun iwwert déi ominéis Politik vis-à-vis vun de Kanner, haaptsächlech am Zesummenhang mam Office national de l'enfance, déi hate mer schon. An den Här Berger an d'Madame Lorsché hunn eigentlech alles dat, wat dozou kritesch ze bemierken ass, gesot. Ech wëll en anere Punkt ervirgräifen, dee mir wichteg schéngt, an awer einfach emol dorun erënneren.

Mir sinn hei am Kader vun der Direktiv „services“, dat heescht, mir sinn am Kader vun deem, wat ech eng Kéier hei genannt hunn „Bolkestein light“ oder „Bolkestein revisited“. Dat heescht, et stelle sech hei awer eng Rei vu Froen. Et stelle sech eng Rei vu Froen bei der Ëmsetzung vun där Direktiv, déi sech op d'Aarbeitsrecht bezéie respektiv op d'Qualifikatioun an op d'Qualitéit vun de Servicer.

Ech wëll dat och un engem konkreten, eenegermoosse konkrete Beispill illustréieren. Fir d'Éischt emol gétt hei gesot, Restriktiounen sinn nëmme erlaabt an der Direktiv - dat ass d'Direktiv „services“ -, Restriktiounen sinn nëmme erlaabt, wa se den Ordre public, d'Sécurité publique an esou weider betreffen. Mir wëssen entre-temps aus enger Rei vun Uerteeler vun Europäesche Geriichtshaff, dass deen Ordre public an déi Sécurité publique do vun deem Geriichtshaff an der Regel ganz restriktiv interpretéiert ginn, virun allem dann, wann et ëm den Droit du Travail geet. Restriktiv heescht an deem Sënn, net en faveur vum Droit du Travail.

Wann hei zu Lëtzebuerg eng Associatioun, déi net de Stat ass, déi net vum Stat mandatéiert ass an déi net offiziell den Titel „karitativ“ huet, wann déi e Service wëllt leeschten, da muss se awer en Agrément froen oder kann en Agrément froen. A wa se en Agrément freet, da kritt se och gewësse Bedéngunge gestallt, zum Beispill wat d'Qualifikatioun vum Personal betrëfft. Wann eng vergläichbar Associatioun, oder et kann ee souguer vläicht soen Entreprise, an deem Beräich hei op Lëtzebuerg kënn, fir eng temporär Aktivitéit, da brauch se keen zousätzlechen Agrément, dat heescht, da geet et duer, wa se en Agrément huet an deem Land, wou se hierkënn.

Elo kann ee sech awer absolut virstellen, dass d'Qualifikationsuufuerderungen an deem Agrément, an deem Nopeschland oder an deem anere Land ganz anescht ausgesi wéi bei eis. Si kënnen dann hir Servicer hei ubidde mat enger anerer Qualifikatioun, mat manner Qualifikatioun, also méiglecherweis och mat natierlech anere Präisser, anere Rémunératiounen fir d'Servicer selwer, an da kéint et, menger Usicht no, schon zu enger Konkurrenz kommen, déi der Qualitéit vun de Servicer ganz sécher net dëngt.

Ausgeschlossen sinn, hunn ech virun ugedeit - an do wier ech frou, wann d'Madame Ministesch mech do opkläre kéint -, ausgeschlossen sinn no der Direktiv déi sougenannten „karitativ Associatiounen“, déi als solch vun dem Stat unerkannt wieren. A meng Fro war - an ech hat och net d'Zäit, dat genau nozekucken -, ob deen Ausdrock „karitativ Associatioun“ hei zu Lëtzebuerg e legale Begrëff ass oder net. A wann et keen ass, wat mer da mat deem Begrëff iwwerhaapt ufänken.

Déi zweet Remarque ass déi, dass ech iwwerhaapt Problemer hu mat deem Begrëff „karitativ“ am Zesummenhang vu soziale Leeschtungen, well do si mer genau an där entgéintgesater Logik wéi mer virun enger Stonn waren, nämlech déi vu Rechter vun de Leit a Flichte vum Stat, wat eppes anescht ass wéi eng karitativ Approche, déi dann awer hei komescher-

weis an offiziellen Texter vun der Europäescher Unioun erëm opdaucht.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Hoffmann. Elo kritt d'Wuert d'Madame Familljeministesche Marie-Josée Jacobs.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Här President, ech wëll mer eigentlech haut de Mëtteg hei kee schlechten Numm maachen, esou kuerz virun der Vakanz, och wann d'Versuchung nawell grouss ass, fir e bësse méi eng laang Ried ze halen. Ech hunn awer fonnt, vu datt d'Madame Andrich-Duval hei am Detail dee ganze Projet explizéiert huet, fir net méi op alles zréckzekommen an nach eng Kéier alles hei duerch d'Millen ze kéieren.

(**Interruption**)

Et ass richtig - Merci, Här Wagner -, et ass richtig, datt mer eng Direktiv ëmzesetzen haten, déi mer hätten ewell méi laang missen ëmsetzen a wou laang driwwer diskutéiert ginn ass, ob et duer géif goen, wa mer e Kadergesetz géife maachen - wat och am Mee dëst Joer gestëmmt gouf - oder ob dann och nach zousätzlech an all eenzelne Ministère, wou et kéint de Fall sinn, datt se géifen drënnerfalen, misst léigiféiert ginn. Schliesslech ass gesot ginn, et wier méi sécher, wa mer dat och nach géife maachen, an duerfir hu mer déi zwee Artikelen, vun deenen d'Madame Andrich elo grad geschwat huet, dragesat.

Ausgeschlossen sinn eng Partie vu Servicer - an elo kënn dat, wat den Här Hoffmann elo just gesot huet -, dat sinn d'sozial Logementer, d'Aide à l'enfance, Hëllef fir Familjen a Persounen, déi bestänneg Hëllef brauchen, wann dës Servicer vum Stat, vu mandatéierte Prestatairen oder vu karitativ unerkannten Associatiounen gelescht ginn. Dat sinn da Servicer, déi normalerweise - am Ënnerscheid op där anerer Säit da vu kommerziellen - dofir an domadder och kee Geld verdéngen. Et ass also an deem Sënn, wou et ze verstoen ass, an an deem Sënn ass och deen Text selbsterständlech, dee mer iwwerhaull hunn aus der Direktiv selwer.

D'Autorisatiounen, an do géif ech elo wëllen - well den Här Hoffmann elo gesot huet, do kann et sinn, datt Leit kommen, déi manner Qualifikatiounen hunn, déi aner Qualifikatiounen hunn - lech erënneren an eng Zäit, wéi d'Lëtzebuerger Leit et schwéier haten, fir en Infirmiersdiplom ze kréien, well se et am Franséschen net gepackt hunn. Da sinn déi all mat Glanz und Gloria do duerchgebriedert, an da koumen déi vun Tréier, déi kee Wuert Franséisch konnten, déi konnte selbsterständlech, am Kader vun der Libre circulation, zu Lëtzebuerg schaffen. Et ass e bësselchen an esou Direktiounen, wou ech mer dat heiten och virstellen.

Et kann duerchaus sinn, datt an engem anere Land... Wéi gesot, ëmmer nach, Här Hoffmann, Här President, ass et jo, datt et nëmme ka si während enger temporärer, an enger temporärer Moosnam; also een, deen temporär eriwuer schafft kënn; een, deen definitiv wëllt schaffen kommen, muss selbsterständlech déiselwecht Konditiounen erfëlle wéi e Lëtzebuerger Service, dee sech hei etabléiert. Duerfir, mengen ech, ass doranner d'Gefor net esou grouss. Mir gesi se souwisou net, mä et weess ee jo ni, wéi dat sech kann auswierken.

Duerfir mengen ech, ass et richtig, datt mer déi zwee Artikelen eben elo do drageschriwwen hunn, fir domadder sécherzestellen... och deen am zweeten Artikel, wou ech awer fannen, dee wichteg an interessant ass. Dat ass eben deen, wou mer soen, wa mer de Leit keng Äntwert ginn, dann hu se d'Autorisation tacite, eppes, wat mer bis elo bei eis net esou vill kann hunn.

Mir hu vill dovou geschwat, mä heiansdo wier et gutt, wa mer dat méi dacks géifen uwenden, well da géife mer méi séier virukommen, wann een dann de Leit automatesch hir Autorisatioun géif ginn; a mer och selbsterständlech gefrot gi sinn, wierklech nëmme déi Prozeduren an déi Aarbechte bäizehalen, déi et wierklech misste ginn. Duerfir hoffen ech, datt mer domadder op där enger Säit déi Direktiv richtig ëmgesat hunn, op där anerer Säit awer och net nach alles méi komplizéiert gemaach hunn, wéi et muss sinn.

Den zweeten Deel, deen dréit ëm d'Aide à l'enfance. Jo?

► **M. le Président.** - Den Här Hoffmann stellt lech gären eng Fro. Sidd Dir d'accord, Madame Ministesch, datt den Här Hoffmann lech eng Fro stellt?

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Selbsterständlech, mat Plësier!

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Awer eng richtig, gell, keng rhetoresch! An der

Direktiv geet Rieds vun deenen, déi ausgeschloss sinn, an zu deene gehéieren dann ënner anerem „les associations caritatives reconnues comme telles par l'État“, an da ginn als Beispiller d'Kierche genannt. Duerfir meng Fro nach eng Kéier: Huet dee Begrëff „association caritative reconnue par l'État“ hei zu Lëtzebuerg eng legal Basis? Hu mir iergendwou dee Begrëff stoen, an iergendengem Gesetz oder Règlement, „association caritative reconnue par l'État“?

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Ech kann lech dat awer elo hei op de réie Mo net soen...

(**Hilarité**)

Ech kann lech héchstens...

► **Une voix.** - Eng Knippche fir d'Madame!

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Ech kann lech héchstens soen, datt ech doranner mer déi Associatiounen a Fondatiounen, a wat et alles gétt, kéint virstellen, déi och kënnen vun de steierlechen... wou d'Leit, wann Der Donen gitt, déi Der kënn steierlech ofsetzen. Ech loosse dat awer gären nopréiwen, mä ech kann lech, wéi gesot, awer elo à chaud net direkt dorobber äntwerten.

Iwwert den zweeten Deel, vun der Aide à l'enfance, do wier ech jo awer nach méi an der Versuchung, fir nach méi laang ze schwätzen. Ech wëll awer soen - op där enger Säit seet den Här Berger, wéi laang Zäit mer gebraucht hätten, bis mer dat fäerdeg kritt hunn, an d'Madame Lorsché seet, mir hätten dat iwwert de Knéi gebracht -, da muss mer eis elo fir eng vun deenen zwou Varianten hei entscheeden.

Fir eis war et wichteg - nodeems datt an deene Reglementer, déi mer eraginn hunn an déi de Conseil d'État net positiv bewäert huet a gesot huet, mir hätte keng Base légale, weder fir d'CPen nach fir d'Kaderkonventiounen -, datt mer gesot hunn, mir wëllen dat net maachen a mir hätte gären, datt dat géif geschéien, an duerfir hu mer effektiv och vun deem Gesetz profitéiert, fir dat ze maachen.

Ech wëll awer wierklech insistéieren, datt dat hei net eppes ass, en Exercice, dee mer maachen iwwer laang Joren, a wou ech léiwer gehat hätt, e wier méi séier gaangen, wa mer et fäerdeg kritt hätten, datt et wierklech awer hei ëm den Intérêt vun de Kanner geet. Mir améséieren eis net, fir Gesetzer ze schreiwen, fir herno nëmme just ech weess net wat fäerdeg ze kréien, mä wou et eis wierklech drëm geet, datt individuell d'Kanner à charge geholl ginn.

Et ass jo dat, wat och iwwert d'CPle soll geschéien, déi déi Analys kënnen maachen, déi individuell kënnen soen, wat sinn d'Besoinë vum Kand, vun der Familjen, an dat ëmmer am Kader vun de Kannerrechter, wat fir eis de Guide do dervun ass; an op där anerer Säit den ONE dofir do ass, fir ze soen: „Dat ass déi dote Proposition, déi vun dem CPI gemaach gouf“; wann dat dann néideg war.

Et kann och sinn, datt den CPI net muss do agräifen, mä datt dat kann eng Décisioun vun dem ONE selwer sinn, fir eben domadder ze garantéieren, datt dat, wat mer, ech géif soen op Lëtzebuergesch „d'Guttgoe vum Kand“ dat Wichtigst wier, datt dee Bien-être eben iwwert deem steet, dem Kand säin iwwert deem steet, och vu senger Familjen.

Duerfir mengen ech wierklech, datt dat hei en Instrument ass... an ech hunn nach eng Kéier, nodeems datt déi Avisë vum Conseil d'État do waren, déi Associatiounen zesummegeeruff, mat deenen dat alles ausgeschafft gouf. Dat war net an enger „dunklen Kammer“ do am Ministère, mä et ass mat den Träger um Terrain laang a breet diskutéiert ginn. Dat ass iwwregens ee Grond, firwat datt et vläicht och net grad esou séier gaangen ass, et awer dann op där anerer Säit dofir besser ka funktionéieren, wann et da bis a Kraaft ass.

Ech sinn och frou, datt d'Familljekommissioun insistéiert huet, datt deen eenzelnen CPI och muss en Agrément kréien. Dir gesitt also, datt op där enger Säit den CPI seng Roll ze spillen huet, op där anerer Säit den ONE seng Roll ze spillen huet. Wann den ONE fënn, datt eng Moosnam net berechtigt ass oder net kohärent ass, da kann en dat och refuséieren a soen, datt en et net géif finanzéieren. Et ass also net, datt deen elo a senger Moyenen an a senger Décisioun domadder géif beschränkt ginn.

An deem Moment sinn och Réunionen mam Personal amgaang, déi eben opgekläert ginn, wéi de Fonctionnement vun deem Gesetz soll sinn, wéi gesot, wat mer zesumme mat den Träger ausgeschafft hunn a vill Klengaarbecht, kann ech lech soen. Ech sinn net frou vis-à-vis vu menge Beamten, datt esou gemaach gétt, wéi wann déi hir Aarbecht net uerdentlech gemaach hätten. Si hu sech ganz vill beméit, fir och do mat jiddwengem op e gréngen Zweig ze kommen. A mir hoffen - wann elo dat Ganzt

gestëmmt ass, an dann duerch déi administrativ Moosnamen alleguerten ënnerschriwwen ass, a wat alles dozou gehéiert fäerdeg ass -, datt mer fir den Oktober kënnen doranner operationell ginn.

Ech weess gutt, datt et net liicht ass, wann een ëmmer gesot kritt, Dir musst eppes Neies maachen, an dee Moment, wou een eppes Neies mécht, fënn awer jiddwereen, datt dat Neit, wat ee mécht, eigentlech net dat Richteg ass. Duerfir wier ech frou, wa mer deem Gesetz hei eng Chance géife ginn, datt mer et géife fonctionnéiere loosse a wierklech am Intéressi vun de Kanner - vun deene ville Kanner, vun deenen hei geschwat gétt, vill ze ville Kanner, well jiddwer eenzelnt ass ze vill, wann et ëm net gutt geet -, an datt mer dann och gesinn, wann iergendwou e Problem dann do ass, datt mer dat da kënnen behiewen.

Ech géif awer och wëlle just ee Wuert iwwert d'Finanze soen. Mir haten e Budget 2010 fir d'Kanner, déi eben an der Détresse waren, vun 42.360.642 Euro. De Budget 2011 ass 52.273.278 Euro, a fir de Budget 2012 hu mer gefrot, fir 60.053.398 Euro ze kréien.

Här President, ech hoffen, datt ech domadder bei deene Leit, déi elo nach Bedenken haten, déi konnt zerstreuen a soe Merci all deenen, déi et stëmmen, well, wéi gesot, ech si wierklech frou, wa mer dat kënnen ëmsetzen, well ech dovun iwwerzeegt sinn, datt et am Intéressi vun de Kanner ass an och vun hire Familjen. Well wann et de Kanner gutt geet, da geet et de Familjen och gutt, an ech mengen, dann hätte mer dat erreicht, wat mer wollten.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Familljeministesche. Domadder wier d'Diskussion um Enn, a mir kéimen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6162 ass ugehall mat 40 Jo-Stëmmen, 6 Nee-Stëmmen an 12 Enthaltungen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi n°6162 est adopté par 39 voix pour, 7 voix contre et 14 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupt, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Lucien Clement), Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Norbert Haupt), Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydter et Michel Wolter (par Mme Marie-Josée Frank);

MM. Marc Angel (par M. Ben Scheuer), Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Claude Haagen).

Ont voté non: MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. François Bausch).

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Fernand Etgen), Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombera (par M. Gast Gibéryen), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Wëllt ee seng Abstentiuon begrënnen?

(**Négation**)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(**Assentiment**)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer elo zum nächste Punkt, dem Projet de loi 6262 iwwert d'Aarbeitsstonne vun de Berufsschauffeuren. Hei ass d'Riedezäit

nom Basismodell festgeluecht. Et huet bis elo just ee Riedner sech agedroen, den Här Hoffmann. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

7. 6262 - Projet de loi portant transposition de la directive 2002/15/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2002 relative à l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier pour les conducteurs indépendants

Rapport de la Commission du Développement durable

► **M. Marc Spautz** (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dese Gesetzestext gesäit d'Ëmsetzung vum enger Direktiv vir vum Joer 2002, et ass d'Direktiv 2002/15/CE, fir d'Aarbeitszeit vum de Persounen am Transportmilieu, notament op der Strooss, ze definieren. Wann et nom Gesetz gaange wier, hätte mir des Regelung scho säit dem März 2009 missen ëmsetzen, mä duerch eng Rei vun Ännerunge kënnen mir dat eréischt haut maachen an och eréischt haut déi néideg Voten huelen.

An engem Avis vum 28. November 2006 iwwert de Projet de loi 5559, iwwert d'Ëmsetzung vum der Basis-Direktiv, war virgesinn, dass mer souwuel d'Chauffeurs salariés wéi d'Chauffeurs indépendants iwwer eng an déiselwecht Aarbeitsgenehmegungen an Aarbeitsbedingung krien. An der Zwëschenzeit awer ass d'Europäesch Kommissioun zu neien Erkenntnisser komm a si wollt en Ënnerschied maachen tëschent den indépendantë Chauffeuren an de Chauffeurs salariés.

Dës Ëmstänn hunn och d'Regierung deemools dozou gefouert, de Projet net ze maachen, an dass mer esou 2008 an der Prozedur nëmmen déi fir de Salaré ëmgemat hunn, awer net déi fir de Chauffeur indépendant, wou déi Zäit och ëmmer eng Diskussioun war: Wat ass e richteg Chauffeur indépendant a wat ass e soi-disant Chauffeur indépendant? Wou dat just géif gemaach ginn, fir d'Gesetz kënnen ze ëmgoen a wou et ganz schwierger wier, fir déi Definitioune ze fannen. An doropshin ass de Projet deemools zréckgezu ginn, wat d'Chauffeurs indépendants ubelaangt.

Dat hat awer och eng Konsequenz am Europäesche Parlament, well do hat d'Kommissioun eng extra Direktiv eragin, déi awer d'Zoustëmmung vum Europäesche Parlament net kritt huet a wou duerfir de 16. Juni 2010 d'Kommissioun hir Proposition zréckgezunn huet a gesot huet: Okay, da gi mir och dozou iwwer, fir dass jiddwereen ënnert d'Reglement 2002/15/CE soll falen.

An deem Sënn huet dann och den Nohaltegekeetsminister den 10. März 2011 an der Chamber e Projet déposéiert. De 7. Juni ass den Avis vum Statsrot komm, de 26. Abrëll hate mer den Avis vum der Chambre de Commerce. An der Sitzung vum 23. März 2011 gouf ech zum Rapporteur vum deem Gesetz genannt, an an darselwechter Réunioun hu mer och direkt den Avis vum Statsrot analyséiert. Mir hunn an enger zweeter Réunioun, den 29. Juni, dee Projet nach eng Kéier analyséiert. D'Nohaltegekeetskommissioun huet de 6. Juli 2011 dese Rapport uegheoll.

Den Haaptkär vum deem Text ass et, fir d'Regelen zur Fuer- a Pausenzäit bei de Beruffschauffeuren op europäeschem Niveau unzepasen. Domadder sollen d'Sécherheet an d'Aarbeitsbedingungen op eise Stroosse verbessert ginn. Et soll ausserdeem e faire Konkurrenzmarché entstoen, wou jiddwereen déiselwecht Chancen huet. Mir wëssen ëmmer erëm, dass déi meescht Accidenter bei de Camionen net onbedéngt duerch d'Vitesse geschéien, mä duerch d'Middegkeet! „La fatigue tue“, eng grouss Aktioun, déi ëmmer déi europäesch Transportgewerkschafte maachen, wou se opmierksam maachen op de Sekonneschlof, deen do och ka bei deene Chauffeuren ausbriechen.

Dese Projet betrëfft virun allem den Artikel 214-1 vum Code du Travail, wou mer dat scho laang drastoen hu fir déi Saliariés-Chauffeuren, mä dass och elo an Zukunft déi fräischaffend Chauffeuren dodrënner wäerte falen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mir awer och nach kuerz iwwert den Avis vum Conseil d'État ze schwätzen. Wéi virdu schon ugeschwat, war de Statsrot net frou doriwwer, dass d'Definitioune vum Conducteur

indépendant net integral aus der Direktiv iwwerholl ginn ass. Esou wéi se an der Direktiv steet, gesäit d'Definitioune vir, dass de Chauffeur, deen net ënnert d'Kritären aus dem Gesetz fällt, automatesch un déiselwecht Obligatiounen a Rechter gebonnen ass wéi déi fir den Travailleur mobile am Sënn vum Code du Travail.

Dës zousätzlech Prezisioun hat am Projet de loi gefeelt. Et bleift awer dozou nozedroen, dass souwuel d'Chambre des Saliariés wéi och d'Majoritéit vum de Membre vum der Nohaltegekeetskommissioun drop gehalen hunn, dass dat och misst deementspreechend am Gesetz geännert ginn, an och de Minister doropshi seng Zoustëmmung dofir ginn huet.

Duerfir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass et wichteg, dass mer deem Projet haut d'Zoustëmmung ginn, an dat am Intérêt vum de Sécherheetsbedingungen op eise Stroossen an och am Intérêt vum den Aarbeitskonditiounen vum deene Leit, déi am Stroosentransport schaffen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och den Accord vum der CSV-Fraktioun. Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur Marc Spautz. Elo kritt d'Wuert den Här André Hoffmann.

Discussion générale

► **M. André Hoffmann** (déi Lénk).- Här President, engersäits kann een natierlech domat averstane sinn - an dat huet den Här Spautz jo och däitlech genuch erkläert -, dass déi Chauffeuren, déi Salaré sinn, op där enger Säit, an déi, déi net Salaré sinn, op där anerer Säit, gläichgestallt ginn. En huet och déi zwee Hauptgrënn genannt, engersäits d'Fro vum de Schäinselbststännegen, fir dann d'Bestëmmungen ze ëmgoen, an op där anerer Säit selbstverständlech d'Sécherheet op de Stroossen, déi jo net nëmmen d'Chauffeur betrëfft.

Op där anerer Säit muss ech awer soen, dass déi Zäiten, déi hei um europäeschen Niveau festgeluecht sinn als maximal Zäiten, mir iwwert d'Huttschnouer ginn, a virun allem deene Leit, déi Chauffeur sinn. Bis 56 Stonnen, bis zu 60 Stonne kënnen erhéijen als Chauffeur, als Chauffeur! Dat heescht also, wat net nëmmen eng Fro ass vum den Aarbeitskonditiounen vum deene Chauffeuren, sondern erëm eng Kéier eng Fro vum der öffentlecher Sécherheet.

A well ech prinzipiell der Meenung sinn, dass d'Aarbeitszäite solle reduzéiert ginn an net op déi do Aart a Weis erhéicht ginn, duerfir enthalen ech mech och beim Gesetz.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Hoffmann. Den Nohaltegekeetsminister Claude Wiseler huet elo d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.* - Just fir all deene Mercis ze soen, déi hei un deem Text geschafft hunn. An haaptsächlech dem Rapporteur, dem Här Spautz, deen hei a ganz kuerzer Zäit eng ganz schnell an eng ganz gutt Aarbecht gemaach huet.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Nohaltegekeetsminister. Domadder wiere mer um Enn vum der Diskussioun a mir kéimen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6262 ass uegheoll mat 56 Jo-Stëmmen an 1 Enthaltung.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi n°6262 est adopté par 59 voix pour et 1 abstention.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par Mme Christine Doerner), Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel (par M. Ben Scheuer), Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul

Helminger (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Camille Gira), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Henri Kox);

MM. Jean Colombera (par M. Gast Gibéryen), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

S'est abstenu: M. André Hoffmann.

Wëllt ee seng Abstentioun begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Eisen nächste Punkt vum Ordre du jour ass de Projet de loi 6158, d'Direktiven iwwert den Zougank zu verschiddene Beruffer. Och hei ass d'Riedezeit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Spautz, Bauler, Scheuer, Kox an Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

8. 6158 - Projet de loi réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales et - modifiant l'article 542-2 du Code du Travail;

- modifiant la loi modifiée du 16 juillet 1987 concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commandes;

- modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative à la profession d'expert-comptable;

- portant abrogation de la loi modifiée du 21 février 1976 ayant pour objet d'instaurer un jour de fermeture hebdomadaire dans les stations de vente de carburant et de lubrifiant pour véhicules automoteurs

Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme

► **M. Lucien Clement** (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir beschäftegen eis haut mat der Reform vum Droit d'établissement, e Gesetz, wat zënter 1988 déi verschidden Aktivitéiten an Autorisatiounen am Beräich vum Handwerk, dem Handel, der Industrie a vun de liberale Beruffer definéiert an och encadréiert huet. Dëst Gesetz ass am Laf vum der Zäit ëmmer emol erëm punktuell adaptéiert ginn, fir d'Lescht am Joer 2004.

Dës Kéier handelt et sech allerdéngs ëm e wierklech neit Kadergesetz fir d'Nidderloosungsrecht hei zu Lëtzebuerg. Bei der Ausaarbechtung vum deem Projet de loi huet de Mëtzelstamministrere am Virfeld all déi concernéiert Organisme consultéiert an huet se och an d'Diskussiounen mat agebonnen. D'Chambre des Métiers, d'Chambre de Commerce, d'Chambre des Saliariés, den Ordre des architectes et des ingénieurs-conseils, den Ordre des experts-comptables, de Parquet an déi national Dateschutzkommissioun hunn hir Avisen nom Dépôt vum Gesetz erageschéckt.

(Mme Anne Brasseur prend la présidence.)

Des Weideren huet d'Chamberskommissioun sech och nach mat engem Avis vu véier grouse Consulting-Firme beschäftegt an hat och eng Entrevue mat der Fédération horticole an dem Ordre des architectes et ingénieurs-conseils. Op Basis vum Statsrot an op eegen Initiativ hin huet d'Kommissioun vum de Classes moyennes eng ganz Rei Amendementer virgeschloen, vum deenen dann och zum Schluss e gudden Deel den Accord vum Statsrot fonnt huet. Ech kommen do am Laf vu menger Ried nach eng Kéier drop zréck.

An der Kommissioun, wou ech de 27. September d'lescht Joer zum Rapporteur vum deem Projet de loi genannt gouf, hu mer eis während zweiefel Sitzung mat deem Projet befaasst, all Kéiers a Präsenz souwuel vum der Madame Minister Françoise Hetto wéi och vum de Responsablen aus dem Ministère des Classes moyennes.

Madame Presidentin, d'Chamber ass haut, wéi gesot, mat engem äusserst wichtige Gesetzesprojet befaasst, well et geet elei net nëmmen ëm eng Ëmännerung vum deene bestoenden

Texter, et geet elei ëm eng richteg Reform vum 88er Gesetz. Et geet ëm eng komplett Neiregelung vum Nidderloosungsrecht vum de Beruffer am Handwerk, dem Handel, der Industrie a vu verschiddene liberale Beruffer. Ech denken, dass mer mat deem Gesetz eng Reform maachen, déi deenen Interesséierten a grousem Mooss Satisfaktioun misst ginn.

Éier ech elo am Detail op déi verschidde Punkten aginn, wëll ech awer kuerz déi grouss Zich vum deem neie Gesetz presentéieren. Firwat kënn et eigentlech no méi wéi 20 Joer zu enger kompletter Reform? Do gëtt et e puer Grënn. Engersäits sollen d'Dispositiounen iwwert d'Nidderloosungsrecht, déi fir de Moment a verschiddene Texter geregelt sinn, an en eenheetlechen Text gefaasst ginn. An anerersäits war d'Suerg, de Mëtzelstand laangfristeg ofzesécheren an him Planungssécherheet fir déi nächste Joren ze ginn. E weidert Zil soll et sinn, fir dem Mëtzelstand neien Opdriff ze ginn, dat Ganz iwwert de Wee vum engem méi vereinfachten Zougank zu deene verschiddene Beruffer.

Fir de Moment ass den Zougank zu verschiddene Beruffer fir d'Lëtzebuurger Ressortisanten, déi exklusiv dem Lëtzebuurger Recht ënnerleien, méi streng geregelt wéi vläicht fir Ressortisanten aus anere Memberlänner aus der EU. Vill Länner hale sech bei der Vergab vun hiren Diplomer oder Autorisatiounen ganz einfach an déi bestehend europäesch Direktiven. Dës Direktive gesinn normalerweis manner strikt Regeln a Konditiounen vir, wéi mir dat elei bis elo zu Lëtzebuerg kann hunn.

Dat ass eng reell Diskriminatioun, déi mat deem verleiende Projet gréisstendeels awer aus der Welt geschafe gi soll. Esou ass am Text virgesinn, d'Konditiounen fir den Zougank zu verschiddene Beruffer ze vereinfachen, andeems déi gefuereert professionell Qualifikatiounen gelockert ginn, ouni awer d'Partikularitéite vum Lëtzebuurger System am Mëtzelstand wëllen ze ënnergruennen oder a Fro ze stellen. Fir datt des Lockerung vum den Zougangbestëmmungen a Saache professionell Qualifikatioun net méiss braucht gëtt, ginn d'Exigënzen an d'Kritäre vum der Honorabilité professionnelle un déi aktuell Situatioun ugepasst.

En anert Objekt vum deemem Gesetz besteet doranner, fir déi administrativ Démarchen ze vereinfachen. Et ass dat jo e Punkt, dee sech déi aktuell Koalitioun ganz uewen op de Fändel geschriwwen huet. Et geet virun allem dorëms, fir d'Prozedur vum Ausstelle vum Nidderloosungsautorisatiounen ze vereinfachen. Ausserdeem gi mat deemem Gesetz och nach Deeler vum der Direktiv „services“ an d'Lëtzebuurger Recht ëmgemat, genee wéi d'Direktiv 2005/36/CE iwwert d'Unerkennung vum de professionnelle Qualifikatiounen.

Wat elo d'Haupunkte vum Gesetz betrëfft, esou ass Folgendes dozou ze soen: Fir kënnen elei am Land eng Aktivitéit am Beräich vum Handwerk, vum Handel oder der Industrie oder vum de liberale Beruffer auszeüben, brauch een och an Zukunft weiderhin eng Autorisatioun. Eng Autorisatioun, déi awer an Zukunft op méi minimale Qualifikationsufuerderunge fousse wäert.

Och wann de Prinzip vum enger Autorisation préalable bestoe bleibt, esou gëtt den Accès zu verschiddene Beruffer awer wesentlech vereinfacht. D'Diplomer eleng sinn net méi ausschlaggebend, fir e Beruff auszeüben ze kënnen. De Brevet de maîtrise an d'Geselleprüfung bleiwen awer, wéi dat och an der Vergaangenheit de Fall war, déi traditionell Elementer vum Droit d'établissement a ginn duerch déi nei Reform nach revaloriséiert. Nieft den Diplomer kann een an Zukunft och seng professionell Experienz geltend maachen, fir selbststänneg kënnen e Beruff auszeüben. Ausserdeem kann och eng Persoun eng Autorisation d'établissement ausgestallt kréien, wa se gläichzäitig Salaré an engem anere Betrib ass.

Duerch d'Direktiv „services“, déi mëttlerweil jo jiddwerengem elei am Haus e Begrëff misst sinn, kënn et, wéi virdu scho gesot, zu enger grousser administrativer Vereinfachung. Konkret gëtt an deemem Projet de loi d'„autorisation tacite en cas de silence de l'administration“ agefuert.

Dat ass, Madame Presidentin, eng laangjäherg Fuerderung vu villen, wann och net vum alle Parteien heibannen, mä awer och vum de Patronatsverbänn selwer. Dat ass wierklech e grouse Schrëtt a Richtung Vereinfachung a Verkierzung vum de Prozeduren. An ech wëll der Madame Hetto an hirem Ministère ausdrécklech Merci soen, dass se mat op dese Wee gaange sinn.

Eng weider Neierung, déi d'Prozedur soll beschleunegen, ass d'Ofschaffung vum der Commission consultative, déi bis elo am Virfeld fir all Demande d'autorisation d'établissement huet missen hiren Avis ofginn, oder gefrot ginn ass.



Madame Presidentin, schon am Joer 2004 ass d'Gesetz ënnert dem Minister Fernand Boden deemtsprechend ëmgeännert ginn an dat, fir de Phenomeen vun de Bréifkëschtfirmen anzedämmen. Deemools ass ganz kloer definiert ginn, dass eng Firma e fixe Siège d'exploitation am Land muss besëtzen an d'Raimlechkeete mussen der Aktivitéit vun der Firma ugepasst ginn. Domadder kruten all déi Firmen, déi sech weinst de Steiervirdeeler oder weinst anere Virdeeler nëmme fiktiv elei zu Lëtzebuerg wollten nidderloossen, keng Chance méi, dat ze maachen.

Well et anscheinend awer nach ëmmer Schlupflächer gi sinn, gëtt dësen Dispositif elo nach weider verschäerft. Et geet an Zukunft net méi duer, dass den Dirigeant vun enger Entreprise, fir eng Autorisation ze kréien, déi néideg Garantie vun Honorabilitéit a vun der professioneller Qualifikatioun muss erfüllen. En däreif ausserdeem och elo keng Scholde méi bei der TVA oder bei der Sécurité sociale hunn. Dës Schold däreif weder en nom personnel sinn nach als Chef vun enger anerer Entreprise. Dës Person muss fir d'Éischt all hir Scholde begläichen, éier se elo eng nei Autorisation d'établissement ausgestellt ka kréien.

Wat elo déi professionell Qualifikationsuforderunge betrëfft, esou gëtt an Zukunft weiderhin en Ennerscheid gemaach tëschent Aktivitéiten am Beräich vum Handwerk, vum Handel a vun der Industrie. Fir den Handel ginn déi méi professionell Qualifikationsuforderungen adaptéiert an harmoniséiert, fir esou den Zougank zu de kommerziellen Aktivitéiten ze vereinfachen.

D'Exigenzen, déi bis haut méi strikt waren, wéi dat an eisen Nopeschlänner de Fall war, ginn deemno dann erofgesat. Esou ass zum Beispill eng ofgeschlossene Formation accélérée, esou wéi se vun de Berufskummenen organiséiert gëtt, fir eng Person mat DAP-Ofschloss net méi virgesinn. Doduerch gëtt dësen Diplom - also den Diplom vun DAP - daitlech opgewäert.

Eng weider Neierung ass, dass eng Berufserfahrung vun dräi Joer an egal wéi enger Branche an Zukunft den Zougank zu de kommerziellen Aktivitéiten erméiglecht. Wann een elo awer keen DAP-Ofschloss huet respektiv keng Berufserfahrung vun dräi Joer nowise kann, esou kann een nach ëmmer iwwert de Wee vun der Formation accélérée den Zougank zu de kommerziellen Aktivitéiten kréien.

Fir verschidde d'Berufssparte ginn des Weideren zu den allgemengen Exigenzen zousätzlech Konditiounen festgehalten. Wann een am Beräich vun der Horesca säi Business wëllt maachen, da muss een eng zousätzlech Formation am Beräich vun der Hygien, der Liewensmittel-sécherheet respektiv am Beräich vun de Mënscherechter an dem Schutz vu Mannerjährege suivéieren. Spezifesch Formatiounen mussen och gemaach ginn, wann ee säi Gléck als Immobilienagent, Administrateur vun engem Syndic oder Promoteur immobilier versicht.

Am Handwerk selwer kënn et zu fundamentalen Neierungen.

Éischters kënn et zu enger zolitter Ofännerung an Émorientéierung vun der Lëscht vun de Beruffer. Am Gesetz vun 1988 gëtt en Ennerscheid tëschent Métiers principaux a Métiers secondaires gemaach. Dës Distinction gëtt elo mat dësem Gesetz ofgeschafft. Déi al Bezeichnung vu Métiers principaux a Métiers secondaires ginn duerch eng Lëscht vun Aktivitéiten ersat. Dës Lëscht gëtt ënnerdeelt an eng Lëscht A mat zum Deel de fréiere Métiers principaux an eng Lëscht B mat zum Deel de fréiere Métiers secondaires.

Duerch dës nei Opdeelung gëtt och d'Unzuel vun de Beruffer op deenen zwou Lëscht substaanzuell erofgesat. D'Ursaach vun dëser substaanzueller Reduktioun ass, well verschidde Beruffer matenee fusionéiert ginn. Ausserdeem gi vereenzelt Beruffer, déi fréier als Métiers principaux agestuft goufen, a Métiers secondaires ëmgewandelt, deenen hire Champ d'activités am Géigenzuch dann awer erweidert gëtt. Dat bréngt mat sech, dass ee fir verschidde Beruffer also keng Meeschterkaart méi brauch, och keng zousätzlech Meeschterkaart méi brauch wäert.

Dat bedeit allerdéngs eng liicht Ofwäertung vun der Meeschterkaart selwer. Dat gesäit och d'Chambre des Métiers zum Deel esou. Si ass awer am Contraire der Meinung, dass e Betrib mat enger Meeschterkaart op der B-Lëscht sech qualitativ ka vun deene Leit a Betriber ofgrenzen, déi nëmme en DAP kënnen virweise respektiv op eng Berufserfahrung vun dräi Joer zréckgräife kënnen.

Si fréier eng 162 Beruffer opgelëscht ginn - 71 als Métiers principaux an 91 als Métiers secondaires definéiert -, esou bleiwen der no där neier Opdeelung 33 op der A-Lëscht an nëmme nach 63 op der B-Lëscht. Och dat ass als eng zolidd Prozedurvereinfachung unzegesinn.

An ech kann lech soen a bestätegen, dass vill Demanden do sinn, fir heivun dann och Gebrauch ze maachen oder besser gesot hei vun där Mesure ze profitéieren.

Wéi eng professionell Qualifikatioun sinn dann elo fir déi eenzel Beruffer erfuerdert? Wann een e Beruff op der A-Lëscht wëllt ausüben, esou muss déi Person am Besëtz vun enger Meeschterkaart sinn, déi des handwierklech Aktivitéit couvriert respektiv wesentlech Bestanddeeler vun dëser Aktivitéit. E Beruff vun der B-Lëscht däreif eng Person ausüben, déi am Besëtz vun engem DAP ass oder eng technesch Formation vun dräi Joer absolvéiert huet. A béide Fäll muss de Programm, deen absolvéiert ginn ass, déi handwierklech Aktivitéiten, ëm déi et da geet, couvriert respektiv wesentlech Bestanddeeler vun dëser Aktivitéit.

Och wa fir den Zougank zu verschidde Beruffer nach ëmmer eng Meeschterkaart verlaangt gëtt, esou ginn awer elo Passerelles d'équivalence zu der Meeschterkaart geschaaft.

D'Gesetz gesäit vir, dass iwwert de Wee vun engem groussherzogleche Règlement Äquivalenzen zu där gefuerdeter professioneller Qualifikatioun kënnen definéiert ginn. Dat gëllt fir Leit mat zum Deel aneren Diplomer, déi eng professionell Experienz nowise kënnen. Als Äquivalenz fir d'Ausübe vun engem Beruff vun der A-Lëscht gëllt e Bachelordiplom kombinéiert mat enger professioneller Experienz an deem jeeweilege Beruff. Och eng Person mat engem DAP-Diplom kann eng A-Aktivitéit ausüben am Fall wou se eng Experienz vu sechs Joer an enger Fonction dirigeante nowise kann.

Fir d'Aktivitéit vun der B-Lëscht geet eng Experienz vun dräi Joer duer, gekoppelt awer un den Noweis vun enger gewëssener Connaissance en gestion d'entreprise.

Eng weider Neierung am Gesetz ass d'Koppelung tëschent engersäits der Formation respektiv der Meeschterkaart an dem Droit d'établissement selwer. Am Moment muss d'Formation respektiv d'Meeschterkaart all Voiete vun där jeeweileger Handwierksbranche ofdecken. Mam neie Gesetz gëtt dës Exigenz fale gelooss. Et geet an Zukunft duer, dass d'Meeschterkaart fir d'A-Lëscht-Beruffer an DAP fir d'B-Lëscht-Beruffer net méi d'Integralitéit, mä just nach déi wesentlech Aspekter vun där jeeweileger Handwierksbranche ofdecke mussen.

Nach ee Wuert zum Urbaniste/aménageur. Mir hunn d'lescht Woch hei an der Chamber d'Gesetz vum Aménagement communal gestëmmt, wou och de Beruff vum Urbaniste/aménageur definéiert gëtt. Eigentlech sollt an deem Gesetz an an dësem Projet de loi deeserwechten Text gestëmmt ginn, notament wat déi professionell Qualifikatioun betrëfft. Am Gesetz iwwert den Aménagement communal ass elo fir dës Beruff keng Pratique professionnelle virgesinn. Dat sollt awer net esou sinn, an et gëtt elo mat dësem Text erëm redresséiert.

Den Accès zum Beruff vum Urbaniste/aménageur ënnerläit enger zweejähriger Pratique professionnelle. Dat, Madame Presidentin, ass esou gewollt, souwuel vun der Mëtzelstandskommissioun aus der Chamber wéi och vum Beruff selwer. Mir haten op dësem Sujet och eng extra Réunion mat deene Verantwortleche vum Beruff selwer.

Wéi gesot, et ass elei e bësselche schifgelaf, mä mir redresséieren dat mat dësem Gesetz. Fir verschidde Crainté virzegräifen, wëll ech soen, an dat huet d'Madame Hetto och esou an de Kommissiounssitzung confirméiert, dass déi Urbanistes/aménageurs, déi haut op Projekte schaffen, PAG oder PAP, dass déi hir Autorisation behalen. Ech denken, dass dat eventuell Problemer, déi do waren, och besäitege wäert.

(Interruption)

Jo, ma et feelen dofir keng méi weider. Si si jo nach alleguerten do. Et kritt jo keen eppes ewechgeholl. Datt der vläicht net genuch do sinn, do ginn ech lech Recht.

Ech kommen elo zum Avis vum Statsrot. A sengen allgemengen Observatiounen zum Projet ass de Statsrot zur Konklusioun komm, dass eis Gesetzgebung a Saachen Nidderloossungsrecht ze vill protektionistesches ausgerichtet wier. Fir de Statsrot ass d'Gesetz éischer eng Brems fir den Développement vun eise Betriber. De Statsrot féint, dass déi einheimesch Ressortissanté par rapport zu den auslänneschen, déi sech zu Lëtzebuerg niddelloosse respektiv déi hei bei eis wëlle schaffe kommen, diskriminéiert ginn.

De Grond fir seng Remarque ass, well fir déi einheimesch Ressortissanté méi streng Kritäre beim Nidderloossungsrecht géife gëlle wéi fir déi aner. Dofir hätt sech de Statsrot eng nach méi liberal - an ech betounen „nach méi liberal“ - Ausrichtung vun dësem Gesetzesprojet gewënscht.

Esou restriktiv wéi de Statsrot dat gesäit, ass dat heite Gesetz awer net. Et handelt sech nämlech ëm eng ganz kontrolléiert Liberaliséierung vun den Zougangsbestëmmungen an déi eenzel Beruffer. D'Zougangsbestëmmunge sollen net ze streng sinn, mä qualitativ Kritäre sinn a bleiwen awer ee vun den Hauptpunkten, fir spéidere Failliten dann och kënnen virzebeugen. An et ass net méi spéit wéi dës Woch, wou d'Chambre de Commerce sech ganz vill Gedanken driwwer mécht, wéi ee géint déi Failliten do kéint virgoen.

Ech wëll elo aus Zäitgrënn net op all einzelnen Artikel vum Gesetz agoen. Dir kënn dat alles am Detail a mengem schrëftleche Rapport nolesen.

Et waren, Madame Presidentin, vill Diskussiounen an der Kommissioun. Et war och e schwieregt Gesetz mat ville komplizierten Texter. Den éischen Avis vum Statsrot kum mat net manner wéi 15 Oppositions formelles eran. Selbstverständlech huet déi héich Kierperschaft och Textvirlage proposéiert. Doropshin huet d'Kommissioun net manner wéi 18 Amendementer formuléiert, déi de Statsrot dunn a sengem éischen Avis complémentaire awer nach eng kéier mat véier Oppositions formelles beluecht huet. Mir hunn dunn nach en Amendement fortgeschéckt. An de Statsrot hat dunn a sengem zweeten Avis...

► **Mme le Président.** - Entschëllegt. Ech wëll lech just drun erënneren, dass d'Zäit ofgelaf ass. An ech géif lech wierklech bieden, zu de Konklusiounen ze kommen.

► **M. Lucien Clement (CSV), rapporteur.** - Madame Presidentin, ech hat iwwert d'Sekretärin vun der Kommissioun an der Conférence des Présidents froe gelooss, dass ech eng Rallonge kréich ëm fënnf Minutten.

► **Mme le Président.** - Da froen ech d'Chamber, vu dass ech hei d'Présidence hunn, ob d'Chamber domat d'accord wier,...

► **M. Lucien Clement (CSV), rapporteur.** - Neen...

► **Mme le Président.** - ...dem Här Clement nach fënnf Minutte weider ze ginn.

(Assentiment)

► **M. Lucien Clement (CSV), rapporteur.** - Ech sinn a fënnf Minutte fäerdeg.

► **Mme le Président.** - Dat schéngt den Assentiment vun der Chamber ze fannen. An domat ginn ech dann dem Här Rapporteur déi Riedezäit weider.

► **M. Lucien Clement (CSV), rapporteur.** - Also, am zweeten Avis complémentaire huet dann de Statsrot nach eng kéier véier Opposition-formellé gemaach. Mir hunn dunn nach een Amendement fortgeschéckt. An de Statsrot hat dunn a sengem zweeten Avis complémentaire weider kee Problem méi mat dësem Text.

Dir gesitt, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, et war schonns vill Aarbecht a vill Hin an Hier, och mam Statsrot, bis mer deen heiten Text esou haten, wéi en haut elei an der Chamber presentéiert gëtt an och zum Vote herno stoe wäert.

Wat elo déi eenzel Artikeler vum Gesetzesprojet ugeet, wollt ech der e puer erauspicken, mat deene mir eis an der Kommissioun länger Zäit beschäftegt hunn.

Vill Betriber am Handwierkswiesen hu Problemer, fir hir Successioun ze assuréieren. Entweder sinn d'lerwen net drun interesséiert, de Betrib ze iwwerhuelen, respektiv et gëtt keng Interessenten, fir de Betrib wëllen opzekafen. Dat ass mat grousser Besuergnis ze gesinn. Am Schnëtt mussen nämlech e puer honnert Betriber Joer fir Joer hir Dieren zoumaachen, well se kee géegenten Nofolger fir hir Aktivitéit fonnt hunn.

Och ass gewosst, dass an den nächsten zéng Joer eng 1.500 Betriber wäerten hei zu Lëtzebuerg zur Dispositioun stoen. Dat bréngt een zum Nodenken, virun allem, wann ee bedenkt, dass et och haut awer nach méiglech ass, fir ouni Problemer seng Carrière am Handwerk ze maachen. Et gëtt dofir Beispiller genuch. De Lëtzebuurger Marché ass e gesonde Marché. Et ass och e gudder Marché, vun deem een dann och als Handwierker oder als Commerçant mat Sécherheet liewe kann.

Mä et ass eng batter Realitéit, dass et ëmmer manner Leit gëtt zu Lëtzebuerg, déi bereet sinn, dës Risiko anzegoen a Verantwortung ze iwwerhuelen; Verantwortung fir sech, mä och Verantwortung fir anerer. De Risiko, ze scheitern, besteet ëmmer an ass deemno och ni ganz auszuschléissen. Vill gutt an talentéiert Leit ginn als Handwierker oder als Chef d'entreprise verluer, well se et einfach virzéien, ouni allze grouse Risiko am Secteur sécurisé ze schaffen.

Fir deem entgéintzewierken, sinn am Gesetz eng ganz Rei vu Modifikatiounen virgesinn, déi

d'Transmissioun vun engem Betrib solle vereinfachen. Do gouf et an der Vergaangenheet nämlech verschidde Problemer. D'Transmissioun vun engem Betrib ass oft dorunner gescheitert, well déi interesséiert Leit net déi néideg Qualifikatiounen nowise konnten. Et huet sech virun allem ëm Mataarbechter am Betrib selwer gehandelt, déi interesséiert waren, de Betrib op eege Fauscht ze iwwerhuelen, faute de diplôme dat awer net konnte maachen. Dat ännert sech awer elo.

Mir hunn als Kommissioun erreecht, dass an den Text stoe kënn, dass, wann een eng zéngjähreg Berufserfahrung an engem Betrib nowise kann, een dann dës Betrib provisorisch iwwerhuele kann. Déi Person muss dann awer innerhalb vun den nächste fënnf Joer déi néideg Qualifikatiounen nohuelen.

Zum Schluss wëll ech dann awer nach alle Leit Merci soen, déi un dësem dach komplexe Projet matgeschafft hunn. Dat geet u bei der Madame Ministesch Françoise Hetto iwwert d'Beamte vum Ministère, de Membere vun der Mëtzelstandskommissioun bis hin zu der Kommissiounssekretärin, der Madame Tescher, an dem Marc Reider aus der CSV-Fraktioun.

Als Rapporteur wënschen ech mir, dass dës Projet eng grouss Zoustëmmung heibanne fanne wäert. Et ass e wichtege Projet, e ganz wichtege Projet fir eis Entrepreneuren. Si waarden drop, dass en a Kraaft triede soll.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Merci dem Rapporteur fir säin ausféierleche Bericht. Den éische Riedner, deen agedroen ass, ass den Här Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Merci, Madame President. Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass net iwwerdrüwen, wann ech bei dësem Projet soen, dass dat eng noutwendeg Reform fir de Mëtzelstand war an dass et wichtege ass, dass mer dem Mëtzelstand op déi Aart a Weis nach eng zousätzlech Dynamik ginn, wéi hien nach ëmmer mat d'Haaptarbeitsplazen am Lëtzebuurger Land bitt, an dass et och wichtege ass, dass mer där nach weider grënnen, an dass et dofir och wichtege ass, dass mer e gutt Mëtzelstandsgesetz hunn.

Ech wëll fir d'Alleréischde dem Rapporteur Lucien Clement Merci soe fir säin ausféierleche Bericht. Dir hutt héieren, mat wat fir enge Schwierigkeete mer konfrontéiert waren. An dofir dem Lucien vun dëser Säit aus: Villmools Merci!

D'Zuele beweisen et, dass de Mëtzelstand e ganz wichtege Standbeen vun der Lëtzebuurger Économie duerstelt. Net manner wéi 17.000 Entreprisë beschäftege ronn 150.000 Salariéen. Dat sinn ëmmerhi 40% vum Emploi intérier zu Lëtzebuerg. Si sinn d'Réckgrat vun eiser Wirtschaft, an et si, déi et als Éischeren erëm fäerdeg bréngen, wann de Motor un d'Stocke kënn, fir dass en awer nach weiderrullt an dass en net ausgeet.

Par rapport zur leschter Reform vum Nidderloossungsrecht am Joer 2004 sinn eng 3.000 Entreprisë mat engem 20.000 Salariéë baikomm. Dat beweist ganz kloer, dass de Mëtzelstandssektor e ganz dynameschen ass, an dass mir him an de leschte Joren e favorabelt Ëmfeld geschafen hunn, vun deem eis Kleng- a Mëtzelbetriber konnte profitéieren a wat et hinnen an Zukunft och weiderhi wäert erlaben, sech weiderzuentwëckelen a weider ze wuessen.

Ech erënneren an deem Kontext un d'Kadergesetz fir de Lëtzebuurger Mëtzelstand aus dem Joer 2004 vum Fernand Boden, wat et eise PMEen erlaabt, fir sech permanent der technescher a wirtschaftlecher Entwécklung unzepassen. Mir hunn dat Gesetz am Joer 2009 ugepasst, fir eis Betriber op d'Zäit no der Kris virzebereeden, fir dass se méi konkurrenzfähig gi respektiv bleiwen; hei zu Lëtzebuerg, awer och an der Groussregioun. Och net ze vergiessen ass den drëtten Plan d'action PME aus dem Joer 2008 an den Entfesselungsplang fir d'Betriber, un deem senger Émsetzung eis Regierung fläisseg schafft.

Madame President, dass an eise Land gutt a vill Suen ze verdéngen sinn, beweisen net zulescht déi vill auslännesch Betriber, déi Dag fir Dag an eist Land schaffen kommen. Si sinn och e Grond, firwat mir dës Reform hu misse maachen an ausgeschafft hunn. Déi auslännesch Betriber ënnerleien nämlech oft manner strengen Zougangsbestëmmunge wéi déi eenheimesch Betriber. An domadder war dat eng Concurrence déloyale fir eis Betriber hei zu Lëtzebuerg.



Fir dëser Konkurrenz entgéintzewierken, mussen mir kucken, dass mir dem Mëttelstandssektor ëmmer dat beschtméiglecht Ëmfeld ubidden an esou encadréieren, dass si sech ëmmer weider kënnen entwéckelen an och nei an zousätzlech Aarbechtsplaz schaffen, an dass dat och weiderhin eng grouss Roll an d'Ufgeb vum hinnen an der Lëtzebuurger Wirtschaft ass. Heizou gehéiert sécherlech och e modernt an der Zäit ugepasstent Nidderloossungsrecht, wat eng ganz Rei vun Aktivitéiten encadréiert, déi ganz verschiddearten gelagert sinn.

Mir als CSV begreissen dëst Gesetz, well et op ville Punkten der Evolutioun an den neien Exigenzen am Beräich vum Handel, dem Handwierk an de liberale Beruffer Rechnung dréit. Et ass méi wéi nëmmen eng Adaptatioun vun der aktueller Gesetzgebung, et bréngt nämlech eng ganz Partie vu funktionelle Verbesserungen fir de Mëttelstand mat sech.

Nieft der administrativer Vereinfachung sinn et virun allem d'Dispositiounen iwwert d'Neiregelung vun der Lëscht vun de Beruffer an hire Champs d'application souwéi d'Dispositiounen, wat d'Iwwerliewe vun engem Etablissement ubelaangt, déi dëst Gesetz kennzeichnen. De Rapport vum Projet de loi, deen de Lucien Clement eis haut de Mëtteg virgedroen huet, huet jo op all déi eenzel Punkten higewisen.

D'CSV begreist d'Neiausrichtung an d'Zesummeleung vu verschidde Beruffer am Handwierk an enger A- respektiv enger B-Lëscht. Och wann d'Meeschterprüfung weiderhin d'Veiraussetzung bleift a muss bliwen, fir kënnen e Betrib an engem sougenannten Hauptberuff opzemaachen, esou ass et positiv, dass et an Zukunft méiglech gëtt, fir iwwert de Wee vun Äquivalenze wéi zum Beispill eng zolidd Berufserfahrung verschidde Beruffer kënnen ausüben.

Wat elo d'Beruffer op der B-Lëscht betrëft, esou geet et an Zukunft duer, wann eng Person en DAP an der Täsche huet. Duerch d'Ewechfale vun der Formation accélérée gëtt dës Diplome valoriséiert. Ech si mir sécher, dass sech an Zukunft méi jonk Leit wäerten trauen, iwwert de Wee an d'Eegestännegeet ze goen. An dat ass och gutt esou, well et ass wichteg, dass mer méi Leit an ëmmer méi Leit fannen, déi an d'Eegestännegeet ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Positiv ze bewäerten ass och de Fait, dass een niewent senger Hauptaktivitéit och sougenannten Travaux accessoires kann ubidden. Domadder droe mir enger ëmmer méi grousser Demande vun de Clienten Rechnung, déi vun den Handwerksbetriber méi wéi nëmmen de Service froen. D'Demande um Marché geet ganz kloer an d'Richtung vun engem Usprechpartner fir alles, souzeseen alles, aus enger Hand. Mir mengen och, dass dat der Kompetitivitéit vun de klengen- a mëttelstännegen Handwerksbetriber wäert gutt doen a si stärken.

Nach e Wuert zur administrativer Vereinfachung. D'Regierung huet sech jo elo engagéiert, de Betriber op ville Punkten d'Liewe méi einfach ze maachen. D'Aféiere vum Prinzip vun der Autorisation tacite en cas de non-réponse dans les temps impartis ass e weidert Stéck an dësem grousser Puzzle.

Ech sinn och dervun iwwerzeugt, an ech weess net, ob d'Madame Hetto eis dat ka confirméieren, mä dass och de Justizminister amgang ass, dass och fir d'Faillitégesez, wéi mäi Kolleg Lucien Clement et ugeschwat huet, nach am Laf vun dësem Joer soll e Projet kommen, dass et och wichteg ass, dass mer déi Gesetzgebung upassen, fir bei der Kompetitivitéit vun den Handwerksbetriber och eng Gläichgerechtegkeet ze maachen.

Eng weider Neierung ass d'Ewechfale vun der obligatorescher Étude de marché fir Commercen iwwer 2.000 Metercarré, en net ze ënnerschätzende Käschtepunkt fir vill Entrepreneuren. Fir dass awer séchergestallt gëtt, dass net egal wou an egal wéi kann een opgemaach ginn, gëtt et spezifesch Autorisatiounen, déi och weiderhi bestoe bliwen, fir dass awer net jiddweree ka maachen, wat e wëllt a wéi e wëllt.

Och do gëtt zum Beispill, an dat ass och virun allem eng laang Diskussioun gewiescht... Et muss och gekuckt ginn, wéi et mam Verkéiersopkommen ass a wat dat mat sech bréngt, wann iwwerall méi grouss Betriber kommen, ob och d'Stroosseninfrastrukturen an d'Verbindingssachsen deem entsprechen, fir dass och erëm méi e gréissere Betrib sech kann niddderloossen.

Madame President, déi verschidde Beruffschamberen hunn duerch d'Bänk dës Reform

begrësst. Dat mécht och d'CSV-Fraktioun, an ech ginn dofir den Accord zu dësem Projet de loi.

An ech soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Merci dem Här Spautz. Den nächste Riedner ass den Här Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären: „D'berufflech Selbststännegeet, op déi eege Fäegkeete vertrauen, de Risiko agoen an e Betrib grënnen an domat fir sech selwer a fir anereng eng Existenz grënnen, ass nach ëmmer d'Essenz vun engem Handwerkerbetrib.“ Dëse Saz ass net aus menger Fieder, mä et ass eng Ausso, déi de President vun der Chambre des Métiers am Mee 2011 gemaach huet, dëst bei Geleeenheet vun der feierlecher Remise vun de Meeschterdiplomern.

E Betrib ze grënnen wier wuel e Risiko - esou gouf an deem Kontext gesot -, mä et géifen ëmmer nach Leit hei zu Lëtzebuerg ginn, déi bereet wieren, dëse Risiko anzegoen. Ech kenne selwer engagéiert Leit a menger Regioun, déi d'Chance ergraff hunn, fir en eegene Betrib op d'Been ze stellen an ze iwwerhuelen. Et sinn dat Bierger, déi zum Beispill an enger éischer Phas als Architekt geschaff an dunn decidéiert hunn, sech als klengen Entrepreneur selbststänneg ze maachen an ze spezialiséieren. An et si souguer dorënner Leit, déi den öffentleche Secteur verlooss hunn, fir en Handwerksbetrib ze iwwerhuelen.

D'Handwierk huet nach ëmmer e gëllene Buedem. D'Handwierk huet Zukunft, zemoos an engem Land, deem seng Bevölkerung klëmmt an an deem och an den nächste Joren de Bedarf u Wunnengen an an handwerklechen Dëngschtleeschtungen zouhuele wäert. Et verwonnert dofir och net, dass zënter Joren all Dag Firmen - an et ass och elo d'Éinescht gesot ginn - aus dem noen a wäiten Ausland op Lëtzebuerg schaffe kommen.

Et weist, dass mir heiheim net nëmmen e grouss Besoin u artisanale Services hunn, et weist besonnesch, dass et eis u Fachkräfte feelt. An dofir heescht et an de Schoulen eng intensiv Promotioun fir déi handwerklech Ausbildungen ze maachen. Mir hunn et eréischt - d'Madame Minister erënnert sech gären drun - d'lescht Woch betount.

An Zukunft wäert et sech méi a méi lounen, en dueblen Diplom ze hunn, zum Beispill eng Première oder eng Treizième gekoppelt u e Meeschterbrevet. Am Ausland gëtt et déi dote Formel scho méi laang. A Studenten, déi dës Qualifikatiounen hunn, brauchen net ze fäerten, si géife keng Plaz fannen.

Madame Presidentin, d'Classes moyennes regroupéieren insgesamt 150.000 Persounen hei zu Lëtzebuerg. Dat entsprécht méi wéi 40% vum Emploi intérieur. Déi liberal Beruffer, ob als Handwerker, als Commerçant, als Architekt oder als Ingénieur-conseil, hunn, wéi schonn d'Éinescht betount, ëmmer nach e gëllene Buedem, zemoos wann ee bedenkt, wéi vill Fachleit hei zu Land an den nächste Joren an dës Beräicher wäerte gefrot ginn. Fachkräften, ob als Handwerker oder als Planer, ginn zusehends gebraucht, virun allem an engem Johonnert, an deem d'Ressourcëknappheet à la une ass.

D'Demokratesch Partei huet dofir zënter 2007 e grouss ugeluechten Albasanierungprogramm gefuerdert, vun deem d'Bierger, d'Betriber, de Stat a letzlech d'Ëmwelt profitéiert hätten. Mir hunn dat och haart an daitlech gesot, wéi d'Regierung hire Konjunkturprogramm am Budget 2009 opgestallt huet.

Madame Presidentin, wa mir haut iwwert d'Reform vum Droit d'établissement schwätzen, wëll ech am Numm vun der Demokratescher Partei verschidde Punkten erausgräifen, déi eis an dësem Kontext besonnesch um Härz leien.

Mir als DP begreissen emol fir d'Éischt, dass et mat dësem Gesetz net zu enger wëller Deregulation kënn, wou ee sech ouni Weideres selbststänneg maache kann. Den Exercice vun engem Beruff oder enger kommerzieller Tätigkeet muss ëmmer u bestëmmte Konditiounen gebonne sinn; denke mer un déi berufflech Qualifikatioun, déi ze respektéieren ass, oder denke mer un déi professionell Honorabilitéit.

D'Notioun vun der Honorabilitéit gëtt definiert an et gëtt eng Lëscht mat Feeler presentéiert, déi d'Honorabilitéit a Fro stellen. An dësem Kontext sief awer bemierkt, dass et net no deem engen oder aneren Ajustement direkt zu engem automateschen Entzuch vun der Autorisation kann an daerf kommen. Dacks sinn d'Saachen net esou kloer an da muss Zäit bliwen, fir kënnen ze apprécieieren, wat effektiv richtig geschitt ass.

Datt de Projet dozou bäidréit, fir de Phänomen vun de Bréifkëschtfirmen an de Faillites frauduleuses anzestämmen, dat ass u sech e wichtige Schrëtt, souwuel op sozialem wéi op ekonomeschem Plang. Mat dësem Gesetz kënn et och zu deem, wat d'Handwerkskummer eng Dérégulation intelligente nennt. Den Accès zur Profession gëtt deemno facilitéiert, zum Beispill duerch Stagen an duerch Äquivalenz-Passerellen.

Dat ass eng Approche, déi mir als Demokratesch Partei nëmme guttheesche kënnen, wuelwëssend, dass d'Bedierfnisse an d'Usprech vun der Klientell an de leschte Jore geännert hunn. De Client wëllt am léifste mat engem bestëmmte Betrib schaffen, zemoos am Bauwesen. E Betrib, deen him e Package u Services ubitt. Dofir heescht et, méi cibléiert ze schaffen an de Client soumat besser ze zerwéieren.

D'Métiere mussen ënner Ëmstänn kompriméiert ginn, fir besser um Marché opgestallt ze sinn. Et ass gewosst, scho laang, dass etlech auslännesch Betriber, déi aus der Grenzregioun bei eis schaffe kommen, virun allem an der Baubranche eng „all-in-one“-Lösung - wéi dat esou schéin heescht - offréieren. E gutt Beispill ass de Beräich vum Daachbau. Fréier ass fir d'Éischt de Charpentier komm, dunn den Daachdecker respektiv de Ferblantier.

Déi Métiere waren nach bis viru Joren dacks getrennt. Haut sinn d'Betriber anescht opgestallt, an et heescht déi verschidde Métieren ënner een Hutt ze bréngen. Fréier waren de Bäcker an de Pâtissier getrennt. Haut sinn d'Iwwergäng fléissend. D'Weiterbildung an d'Erfahrung féieren zu weidere Kompetenzen.

Mat dësem Gesetz kënn also méi Flexibilitéit an d'Handwerk eran. Kleng- a mëttelgrouss Firmen kënnen gebündelt Produiten ubidden an esou dem Client an aller Transparenz a Sécherheet e méi komplette Service leeschten.

D'DP begreist dës Approche, zemoos well een net dierf vergiessen, dass mer eis selwer e Bee stelle géifen, wa mer op deem Gebitt un ale Muster wëlte festhalen. D'Konkurrenz aus der Grenzregioun ass scho laang anescht positionéiert, an dofir ass och hei en Ëmdenken erfuerdert. Am Rapport vun der zoustänneger Chamberskommissioun geet net fir näischt Rieds vun enger Discrimination à rebours fir de Lëtzebuurger Mëttelstand, déi bis ewell schwéier ze akzeptéiere war.

Da begreist meng Fraktioun, dass mat dësem Gesetz d'Notioun vun der Autorisation tacite agefouert gëtt. Et ass dëst eng gutt Saach, well se de Betriber eng gewësse Sécherheet gëtt, dass hiren Dossier bei der Verwaltung net schleeft. Et ass awer gewosst, dass a bal honnert Prozent vun de Fäll all déi Leit a Betriber, déi zum Beispill am Handel tätég wëlle sinn, bannent kuerzer Zäit, heiansdo bannent nëmmen e puer Deeg, eng Genehmegung vun de Classes moyennes kréien.

Iwwert d'Autorisation tacite eras ass et awer och wichteg, dass déi administrativ Prozedur vereinfacht gëtt an dass a bestëmmte Fäll, zum Beispill am Fall vun engem Changement d'adresse, op eng Notifikationsprozedur zréckgegraff ka ginn.

Prinzipiell ass et och luewenswäert, dass mat dësem Gesetz kloer gesot gëtt, wien a wat fir enger Chamber affiliéiert ass. Et gëtt natierlech Situatiounen, wou een an deenen zwou Kummere muss sinn; zum Beispill am Fall vun der Luxair, déi e Commercebetrib ass, mä well si en Atelier mat 50 Leit hunn, mussen si och an der Handwerkskummer affiliéiert sinn.

Nach eng Bemierkung zu de Grandes surfaces. De Gesetzesprojet gesäit am Artikel 35 vir, dass d'Schaffung, d'Vergréisserung, d'Reprise, den Transfert oder de Changement vun de kommerzielle Branché vun enger Surface commerciale den Exigence vun der Landesplanung, der Qualität um Urbanismus oder dem Schutz vun de Konsumente muss entsprechen. Si muss am Besonneschen zum Réequilibrage vun den Agglomeratiounen bäidrogen, duerch d'Entwécklung vun den Aktivitéiten an de Stadzentren an an den urbanen Zonen.

Fir e Projet wéi Léiweng schéngen dës Kritären net ze gellen. Oder, Madame Minister? Mir wiere frou, och Är Argumentatioun nom Här Innenminister vum leschten Dënschdeg ze héieren. Vill avertéiert Leit froe sech dofir, ob dësen Artikel net awer etleche Fräiraum fir Knätschgunmi-Interpretatiounen zouléisst, an dann ass dee Paragraph, deen déi landesplaneresch Aspekter mat abezitt, net méi wäert wéi de Pabeier, op deem e steet.

Et ass u sech begreissenswäert, dass am Gesetzesprojet zu de Grandes surfaces, am Kontext vun der Landesplanung, en Abschnitt dem Aspekt vum responsabele Plange Rechnung dréit. Gläichzäitig wëll ech awer drop hiweisen, dass d'Handelskummer fénn, dass dës Kritären esou vag sinn, dass et eng grouss Interpretationslatitüd gëtt. Ech zitieren d'Chambre de

Commerce: „pouvant induire des décisions arbitraires“.

Ofschlëssend wëllt ech nach eemol drop opmierksam maachen, dass mer et mat dësem Gesetz erméiglechen, de Betriber administrativ Laaschten ofzehuelen an den Droit d'établissement esou ze reforméieren, dass en den Défien an den Exigence vun der moderner Wirtschaft gerecht gëtt. Et kënn heimat net zu enger blanner Flexibiliséierung, mä zu noutwendeger, jo onëmänglecher Vereinfachung an zu verantwortungsvollen Upassungen am Interesse vun de betraffene Betriber.

Mat der Reform vum Droit d'établissement geet et effektiv net duer. Mir brauchen doriwir eraus och, an ech hunn et schon d'lescht Woch gesot, e Mentalitéitswiesel a Saachen Esprit d'entreprendre. „Entreprendre au sens large du terme“ ass hei gemengt. Dat muss an der Schoul ufänken, schon an der Grondschoul, wou e selbststänneg Schaffe gefördert muss ginn a wou een de Kanner ëmmer nees de Goût un deem Neien, deem Onentdecken, awer och um Schaffe fir a mat deenen anere gëtt.

Dat gesot, wëllt ech dem Rapporteur, dem honorablen Här Lucien Clement, Merci soe fir säin detailléierten Bericht an domadder och den Accord vu menger Fraktioun ginn.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Merci dem Här Bauler. Den nächste Riedner ass den Här Scheuer. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Ben Scheuer (LSAP).** - Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wollt ech dem Rapporteur Lucien Clement Merci soe fir säi gudd schréfflechen a mëndleche Rapport. Haut de Mëtteg stëmme mir iwwer eng ganz wichteg Reform of. Et geet em de Mëttelstand, d'Réckgrat vun eiser Ekonomii. Déi plakeg Zuelen, déi am Exposé des motifs opgeléicht sinn, si schon impressionnant: 17.000 Entrepreneuren, 150.000 Aarbechtsplazen. Eleng an deene leschten zéng Joer sinn an dësem Beräich 40.000 Aarbechtsplaz geschaf ginn.

De Projet de loi 6158 huet e laange parlamentaresche Wee hanner sech. Den Dépôt ass den 8. Juli 2010 gemaach ginn. D'Chamberen hunn alleguer hiren detailléierten Avis ginn. An de Statsrot huet a sengem éischten Avis net manner wéi 15 Oppositions formelles gemaach! D'Aarbechten an der Chamberskommissioun waren net esou einfach. An ech menge soen ze kënnen, dass mir dem Enjeu vun dësem Gesetz seriö Rechnung gedroen hunn.

Mir ännere mat dësem Gesetz d'Regelen, déi festleeën, ënner wat fir enge Konditiounen een e Betrib opmaachen daerf. Domat ass dëst Gesetz fir d'Lëtzebuurger Economie vu grousser Bedeutung. Den Droit d'établissement, d'Nidderloossungsrecht gëtt aus verschiddeenen Ursache reforméiert. Ech beschränke mech, Madame Presidentin, op e puer wichteg Aspekter vun deem Gesetz, dat jo vum Rapporteur am Detail virgestallt ginn ass.

Éischte Punkt. Dës Reform ass an éischer Hiisicht batter néideg, fir déi sougenannten Discrimination à rebours ofzeschafe respektiv ze verréngere, déi sech duerch verschidde EU-Direktive lues awer sécher opgebaut huet. Et ka jo net sinn, dass an eise groussen EU-Banemaart mat all senger Bewegungsfreiheeten e Ressortissant luxembourgeois et méi schwéier huet, sech hei am Land berufflech néierze loossen, wéi e Bierger aus aneren EU-Länner, déi heihikommen, fir en Etablissement ze grënnen a sech dobäi op EU-Direktive beruffen, déi méi large si wéi eis Gesetzler a Reglementer!

E puer praktesch Beispiller, déi dës Diskriminatioun beleëen, si scho frappant. Während e Lëtzebuurger eng Meeschterprüfung, also eng professionell héichwäerteg Qualifikatioun opweise muss, fir en Handwierk ausüben, brauchen EU-Bierger, déi zum Beispill während sechs Joer en Handwerksbetrib geleet hunn, laut EU-Recht keng professionell Qualifikatiounen nozeweisen, fir sech hei berufflech néierze loossen. Doriwir eras kënnen si souguer verschidde Métiere gläichzäitig ausüben.

De Projet de loi probéiert dës Diskriminéierungen op verschidde Manéieren entgéintzewierken, andeems Ouverturen am Besuch op berufflech Qualifikatiounen gemaach ginn. Et schiele sech ganz kloer zwou verschidde Approchen eras. Am Handwerksberäich gesäit de Projet de loi e Modell vir, deen et erlaabt, d'Flexibilitéit op där enger Säit an déi néideg berufflech Qualifikatiounen op där anerer Säit mateneen an Aklang ze bréngen. Dat ass schon eng Zort vu Spagat, deen engersäits d'Schafe vun Entrepreneuren erliichtere soll, an op där anerer Säit awer och déi néideg fachlech Kompetenze garantéiere soll duerch e Fachwëssen, dat dem Client eng gutt Aarbecht garantéiert.



Am Beräich vum Commerce gëtt, ofgesi vu speziell reglementéierte Secteure wéi zum Beispill dem Horesca-Secteur oder nach den Agent immobilier an d'Promoteuren, den Accès zum Beruff liberaliséiert. D'Formation an der Gestion d'entreprise ass net méi obligatoresch. Et brauch een entweder en DAP, fréier Geselleprüfung genannt, oder dräi Joer Berufserfahrung, an dat egal a wéi engem Beräich. Hei gëtt d'berufflech Qualifikatioun also no ënne revidéiert. Dat muss ee schon esou soen.

Der Chambre de Commerce geet dat awer guer net wäit genuch, a si seet an hirem Avis, ech zitieren: «Il y a lieu de supprimer l'exigence d'une qualification professionnelle pour toutes les activités commerciales non spécialement réglementées, à savoir le commerce de gros et de détail ainsi que les services de nature commerciale.»

De Statsrot huet eng ähnlech Approche a freet sech a sengem Avis, firwat d'Auteurs vum Gesetzesprojekt eng „réglementation tellement stricte“ oprechterhalen, wann eis Nopeschlänner de Secteur vum Commerce a vum Artisanat liberaliséieren. Firwat déi Fro? Sécher well derhannert d'lvwerzeegung steet, datt de Maart, de fräie Maart alles regelt an, fir et emol an der Sprooch vun der Bibel auszudrücken, d'Spreu vum Weizen trennt.

► **Une voix.** - Abee jo!

► **M. Ben Scheuer (LSAP).** - Dëst Gesetz stellt also e Kompromiss duer tëschent engersäits enger noutwendeger Liberaliséierung, fir der Discrimination à rebours entgéintzewirken, an anerersäits awer déi néideg berufflech Qualifikatiounen an d'Qualitéitsniveauen ze garantéieren. Awer och - an dat däréi een net aus den Ae verléieren -, fir de Faillite virzebeugen! Dat ass e wichtegen Aspekt, deen ëmmer nees an eisen Diskussiounen ugeklongen ass.

Eng Faillite huet meeschtens dramatesch Konsequenze fir deen, deen an der Faillite ass; fir d'Personal aus dem Betrib ouni Aarbecht, ouni Loun; fir déi Betriber, deenen d'Sue geschëllt sinn. Laut „Creditreform“ zu Lëtzebuerg hunn am Joer 2010 iwwer 900 Entreprisé Faillite gemaach. Dat bedeit en trauregen historesche Rekord fir eist Land! Laut CLC goufen an deenen éischte sechs Méint vun deem Joer ronn 25% méi Faillite registréiert wéi ëm déiselwech Zäit zejoert.

Madame Presidentin, d'Problematik vun de Failliten erlaabt et mir, zu engem zweete wichtige Volet vun deem Gesetzesprojekt ze kommen, an zwar dee vun der Honorabilité professionnelle. Och wann d'Honorabilité professionnelle schon am Gesetz vun 1988 eng Konditioun war, fir eng Autorisation d'établissement ze kréien, esou war d'Notioun awer net kloer definéiert. De Begrëff ass wahrscheinlech net esou llicht positiv ze definéieren, mä éischer negativ.

Dat heescht, datt Kritären opgestallt ginn, wéini dës Honorabilité verluer geet. Wéini ass dat? Bei gefälschten Dokumenter, bei onbezuelten öffentleche Scholden am Kader vun enger Faillite, bei enger gefälschter Kontabilitéit. Hei geet et jo drëm, fir de Client a fir de Stat viru potenzielle Widderhuelungstäter ze schützen. Dat erlaabt et, fir an Zukunft nozekucken, ob de Kandidat, deen eng Handelsermächtigung ufreet, och wierklech d'Garantie gëtt, fir datt hie säi Beruff kompetent an éierlech praktizéiere kann a wëllt.

Begrëssenswäert ass och, datt de Mëttelstandsminister e Patron, deen a Faillite gaangen ass an dee sech erëm wëllt nei etabléieren, dozou obligéiere kann, eng Formation an der Gestion d'entreprise ze maachen, déi vun de Beruffschamberen organiséiert gëtt. Och wann dat keng total Garantie gëtt, fir eng nei Faillite auszuschléissen, dann erhéicht et awer d'Chance, datt de Betrib besser gefouert gëtt.

Madame Presidentin, den drëtten Punkt. Nieft der Honorabilité professionnelle gëtt och nach eng aner Konditioun preziséiert, fir eng Autorisation d'établissement ze kréien, an zwar déi vun enger Installation matérielle appropriée, mat deenen néidegen techneschen an administrativen Equipementer. Esou kann an Zukunft besser dem Phenomeen vun de Bréifboitfirmaen entgéintgewierkt ginn, wou auslännesch Entreprisé sech fiktiv hei néierloossen, dat mat engem eenzegem Zil: fir vun eisem avantagéisen Umfeld am Beräich vun de Steieren an der Sécurité sociale ze profitéieren, ouni awer d'Absicht ze hunn, hei eng reell Aktivitéit auszeüben.

Dese Phenomeen kann een och als Concurrence déloyale vis-à-vis vun eisen Nopeschlänner betruuechten. Et wier schon interessant ze wëssen, wéi vill där Entreprisen et gëtt an aus wat fir enge Länner si kommen. Sinn et haapt-sächlech eis Nopeschlänner, oder kommen d'Entreprisé vu méi wäit hier?

Madame Presidentin, en anere wichtige Volet am Gesetzesprojekt, dee begrëssenswäert ass,

ass dee vun der Simplification administrative. D'Aféierung vun der Autorisation tacite, d'Ofschaffung vun der Commission consultative sinn alles Dispositiounen, déi d'Prozedur, fir eng Autorisation ze kréien, solle vereinfache respektiv méi schnell maachen.

(**M. Laurent Mosar reprend la présidence.**)

Och wann de Prinzip vun der Autorisation tacite no dräi Méint begrëssenswäert ass, esou muss een awer och dozou soen, datt d'Autorisation tacite kaum wäert zum Asaz kommen, well déi administrativ Décisiounen a puncto Autorisation d'établissement och elo scho schnell geholl ginn. An der Moyenne dauert dat zwou bis dräi Wochen.

Här President, de Gesetzesprojekt schaaft also e moderne Kader, deen den europäesche wéi och de betribswirtschaftlechen Evolutiounen, déi et an deene leschte Jore gouf, Rechnung dréit. En enthält vill positiv Aspekter, déi et dem Mëttelstand erlabe sollten, fir sech weiderzeentwéckelen. De Bilan muss mer no enger gewëssener Zäit zéien.

Am Numm vun der LSAP-Fraktioun ginn ech den Accord zu deem Projet de loi an ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Scheuer Merci. Als nächste Riedner ass den Här Kox agedroen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Här President, Dir Damm an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech am Ufank dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche schrëttlechen awer och mëndleche Rapport. Ech mengen, hien ass am Detail op déi wichteg Reform agaan, iwwert déi grouss Linnen, déi hei beschriwwen gi sinn. Et geet ëm d'Niederloossungsrecht vum Handwierk, Handel an eng Rei liberal Beruffer. Och ass en op déi eenzel Aspekter agaan, wat d'Veereinfachung vun dem Zougank zu engem Beruff uegt. Ech mengen, och do huet déi gréng Fraktioun kee Problem, fir dat mat ze ënnerstëtzen. An et ass och gutt, dass déi Vereinfachung komm sinn an dass eng besser Lisibilitéit zu deenen eenzelne Beruffer do ass.

Ech brauch och, mengen ech, net hei nach eng kéier op d'Noutwendegkeet an d'Wichtigkeet anzegoen, wat d'Handwierksbetriber oder de Mëttelstand am Allgemengen hei zu Lëtzebuerg duerstellen. Duerfir wëllt ech just déi Punkten eraushuelen, déi déi gréng Fraktioun och an der Chamberskommissioun méi kritesch gekuckt huet an déi eis dann och derzou verleet hunn, deem Projet schlussendlech dann awer net eis Zoustëmmung ze ginn. Ech wëll duerfir am Einzelnen op déi vläicht zwee méi Haapt-, awer een oder dräi Kritikpunkten agoen, ouni awer zum Schluss vläicht op déi eng oder déi aner Vereinfachung wëllen anzegoen.

Den éischte grouse Kritikpunkt, dat ass fir eis ganz kloer d'Autorisation tacite. Mir haten dat och scho bei der Ëmsetzung vun der Direktiv „services“ hei erwähnt, dass mer et net richtig fannen, dass mer an déi Richtung ginn, an dass et sécherlech wichteg ass, dass all Demande an engem rasonablen Zäitraum opgeschafft ka ginn.

Mir mengen awer, et ass de Prinzip, an deem net onbedéngt déi richteg Mojené sinn. Ech wëll dat erklären, zemoos och hei vläicht - dat muss een erwähnen, an dat ass och vläicht e Luef un de Mëttelstandsministère selwer - keen direkte Besoin do ass, mengen ech, fir déi dräi Méint do anzehalen, well no den Aussoe vun der Ministesch an och vun den zoustännege Beamten an der Kommissioun ginn d'Dossiere relativ zügig am Ministère ofgehandelt, esou dass déi Betriber relativ séier, wann en dann och fäerdeg ass - an dat ass jo och oft de Fall, wat falsch verstane gëtt, dass oft den Dossier net ganz komplett ass an et do och oft zu engem Hin an Hier kënn, fir den Dossier da schlussendlech komplett ze kréien, fir en dann ze verschaffen.

Also, no den Aussoe war do Rieds vun aacht oder vun néng Deeg, mengen ech - d'Ministesch kann herno vläicht dorobber nach agoen -, mä mir mengen, dass vläicht dann de Problem op engem aneren Niveau läit. Et sinn eng ganz Rei Verwaltungen, menge mir jiddefalls, déi vu verschidden Unzuele vun Dossiere praktesch iwwerschwemmt ginn, an dass et dann oft zu enger Verschleefung oder Netbehandlung an engem gewëssenen Zäitraum kënn.

A wann dann emol e Problem do ass, mengen ech, oder et geet net weider, dann ass et vläicht e Fall vu falscher Besetzung innerhalb vun der Verwaltung oder vun Ënnerbesetzung. An ech denken, dass ee sech do éischer misst mat deem Problem ausenanersetzen, anstatt en Automatismus anzeféieren, dee mir an deem Sënn net wëllen ënnerstëtzen, wat mer och schonn an der Direktiv „services“ deemools gesot hunn.

En zweete Punkt, deen ech och schonn an der Kommissioun am Numm vun deene Gréngen erwähnt hunn, dat ass d'Ofschaffung vun deem Roudag op den Tankstellen. Dir wësst, d'Tankstellenouverturë si geregelt vun engem Gesetz, dat datéiert vun 1976. An hei mat deem Gesetz gëtt och do d'Ouvertureszäit op siwen Deeg erweidert. Mir mengen, dass dat och net dee richteg Wee ass, insbesondere well mer nach ëmmer déi Ofhängegkeet am Tanktourismus hunn, déi mer heimadder souguer nach zementéieren a weider ausbauen.

Mä et ass emol net dee Grond eleng, deen eis, oder dee Grond, deen ausschlaggebend ass fir déi Kritik dorunner, wou dat dann dozou féiert, dass mer deem Gesetz hei net kënnen zoustëmmen. Mä et ass éischer, dass et net der Philosophie vun eis entsprécht, nämlech dass mer éischer wëllen erëm hikommen an eng méi kohärent Landesplanung, dass eben net d'Tankstell haut als Tante-Emma-Laden betruuecht gëtt, mä dass mer éischer dohi schaffen, erëm innerorts versichen en Handel oprechtzeerhalen, fir méi eng kohärent Entwicklung innerhalb vun den Dierfer ze kréien, an net d'Auslagerung op d'Tankstellen, wou mer dann d'Öffnungszäiten och deels bis spéit an d'Nuecht eran hunn.

E weidere Kritikpunkt oder e Problem ass sécherlech och d'Vente vun Alkohol op den Tankstellen. Mir hätte léiwer gehat, mir hätten hei fir d'Éischt emol d'Analys gemaach, wéi wäit d'Auswierkungen op dee Phenomeen sinn, an och, ob déi Anhalung vun der Surface - well et ass eng minimal Surface, déi virgesinn ass, no enger gewëssener Zäit owes -, ob déi iwwerhaupt agehale gëtt.

En drëtten Punkt - den Här Bauler hat et virdrun och a senger Interventioun kuerz erwähnt -, dat ass d'Autorisation vu Grandes surfaces. Mir begrëssen et, dass dat an deem Gesetz awer nach stoe bliwwen ass, dass, wa grouss Surface kommen, och d'Opportunitéit ënnersicht gëtt, dass dann awer och déi landesplaneresch Elementer gekuckt ginn.

D'Gesetz, den Artikel 35 huet och eng ganz Rei Kritären opgestallt, ënnert dem Punkt 4 sinn déi opgeléicht, zum Beispill déi vun der Landesplanung, och déi vun der Zone d'activité économique an och vum Transport. Mir mengen hei awer erauszeliesen, wann ech de Kritär vum Transport kucken, dass mer hei eng gesetzlech Legitimitatioun kréien, fir herno Léiweng ze bauen. Well ënnert dem Punkt 4B steet zum Beispill fir den öffentlechen Transport: „Le projet doit comporter un concept de service minimal en matière de transport collectif.“ Ech mengen, dat geet an eisen Aen net wäit genuch.

Dee Projet, wéi en de Moment an den Diskussiounen ass an och schonn deels virgestallt gouf, huet e minimaalt Konzept vun engem öffentlechen Transport. A mir mengen oder mir fäerten, dass heimadder eng nodréiglech Legitimitatioun kënn, fir dee Projet kënnen ëmzesetzen.

Zum Schluss - well virdrun meng Virriedner méi wéi am Detail och op déi positiv Elementer agaan sinn, déi trotzdem dat Gesetz huet, obscho mer et da vläicht net esou ënnerstëtzen - bleift nach de Phenomeen vun der Boîte à lettres. Ech mengen, een, dee Responsabel ass an enger Gemeng, wou dee Phenomeen ganz grouss ass, do erhoffe mer eis heiduerch vläicht méi eng Handhab ze kréien, fir de Bréifkëscht-Phenomeen besser an de Grëff ze kréien.

Och d'Réckmeldung vun iwwerhaapt Commercer an enger Gemeng un d'Gemenge wier wichteg. Dat ass jo och heimadder erwähnt ginn, an ech mengen, am Rapport steet jo och dat niddergeschriwwen, dass och d'Gemengen erëm méi an d'Bild gesat ginn, wa Commercen an deenen eenzelne Gemenge sech usiedelen.

Zur gudder Lescht nach eng kéier: Mir kënnen eben eis Zoustëmmung net ginn, aus deene virgenannten zwee Kritären, besonnesch dee vun der Autorisation tacite an de siwen Deeg Ouverture vun den Tankstellen.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kox. Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Merci, Här President. Mir diskutéieren haut e wichteg Gesetz. Déi bestehend Gesetzgebung ass 20 Joer al an et huet ee gesinn, datt et décke voll Zäit ginn ass, datt mer déi ganz Gesetzgebung iwwerhuelen. Si hat en éischer protektionistesche Charakter. Mä et gesäit een awer och an der Praxis all Dag, datt de System net méi funktionéiert huet, well ganz vill Leit, déi hei zu Lëtzebuerg keng Autorisation kritt hunn, sinn deen Ablack op Arel, op Diddenuewen oder op Tréier gaangen, hunn do eng Autorisation kritt an déi dann iwwert déi europäesche Reglementatioun zu Lëtzebuerg iwwerschreiwé gelooss.

(**Interruption**)

Ech mengen, jo, Här...

(**Interruption**)

Ech weess, datt den Här Boden... Mä ech kann lech awer soen, et sinn der e puer, déi dat esou gemaach hunn, wa se Schwieregkeeten haten. An et ass dowéinst, wou et awer och richteg ass, datt een elo e richtegen, en uerdentlechen Toilettag vum der Gesetzgebung gemaach huet.

Et ass och ze begrëssen, datt mer duerch dëst Gesetz déi sougenannte Bréifkëschtfirmen ewechkréien. An den Här Rapporteur a President vun der Kommissioun, deen e ganz gudden Rapport gemaach huet, mëndlech wéi schrëttlech, an och déi ganz Debatte ganz gutt gefouert huet, huet hei mat Recht drop higewisen, datt dat ee vun de Punkten ass, wou et wichteg ass, datt mer do agräifen. Well mir gesinn, datt et ganz vill Abusé gëtt.

Mir gesinn zum Beispill, datt Firmen hei eng Gesellschaft grënnen, wou se Personal astellen, wou se alleguerte méi wéi dräi Kanner hunn, well se deen Ablack Intérêt hunn, wéinst den Allocations familiales an aneren Avantagen, déi hei zu Lëtzebuerg ze domiciliéieren, obwuel déi Leit selwer net wëssen, wou Lëtzebuerg läit an héchstwahrscheinlech hir Féiss ni hei op Lëtzebuerg dinn. Ech mengen, esou Saache muss verhénnert ginn, datt mer dat ewechkréien.

Da wëll ech eppes begrëssen - an do sinn ech guer net mat onsem grénge Kolleg d'accord, well dat ass eng vun de Konditiounen gewiescht, woufir mir deem Gesetz zoustëmmen -, dat ass, mir begrëssen, datt mer ëmmer méi an onser Gesetzgebung d'Autorisation tacite aféieren.

Et ass absolut wichteg, datt, wann ee wëllt eng Autorisation kréien, dann de Stat, dann d'Regierung, dann d'Administratiounen an engem kuerzen Délai äntworten, an net all méiglech Tricken - well ee keng Zäit huet oder soss eppes vergiess huet -, sou dass een da muss waarde bis... Ech mengen, dat ass reaktionär. Dat ass net der moderner Welt haut entsprach. An dann huet ee besser effektiv an d'Ausland ze goen, fir sech... Do geet et nämlech rapid. Duerfir ass de Prinzip vun der Autorisation tacite eng vun de Konditiounen, firwat mir dëst Gesetz wëlle stëmmen.

Da wollt ech och, well déi Debatt méi oft kënn, der Madame Mëttelstandsministerin awer soen, datt, egal wéi d'Gesetz elo interpretéiert gëtt, d'ADR géint de Projet Léiweng ass. Do kënn Der d'Gesetz esou interpretéieren an dréien, wéi Der wëllt, dat ass elo dat, wat elo wichteg ass, datt dat esou gesot gëtt.

Da muss een awer och drop hiweisen, datt mer eng etlech Diskussiounen haten hei an deem Kontext, datt mer gesinn hunn, datt de Conseil d'État ons ganz vill Oppositions formelles gemaach huet. Ech mengen, en huet en nationale Rekord gebracht! An ech wäert do nach e bësselche méi drop zrëckkommen.

Mä ech wëll awer fir d'Éischt drop hiweisen, datt am initiale Projet de loi vun der Regierung, do stoung dran, datt d'Organisateurs de spectacles érotiques, datt déi misste Cours de droit de l'Homme matmaachen. Well op eng kéier awer dunn et verschidde Schwieregkeete gi sinn an de Conseil d'État och fonnt huet, datt dat ze vill spezifesch wier, ass elo an d'Gesetz gesat ginn, datt alleguerten déi, déi e Café opmaachen, déi en Hotel hunn, déi mussen elo Cours de droit de l'Homme matmaachen.

Mä wann ech elo den Text hei liesen, wéi en hei geschriwwen ass, Här Rapporteur, do liesen ech dat: „la formation portera également sur le respect des droits de l'homme“ - „droits de l'homme“ klenggeschriwwen -, wat also heescht, datt deen Ablack d'Organisateurs de spectacles érotiques an Zukunft d'Rechter vum Mann mussen geléiert kréien a spezielle Coursen!

(**Hilarité**)

Duerfir géif ech proposéieren, datt mer vläicht „droits de l'Homme“ géifen net mat engem klengen „h“ schreiwen, mä mat engem groussen „H“. Da wier et e bësselche méi richteg, wat hei gemengt gi war. Ech weess net, ob dat reng legislativesch, vun der Legistik, pardon, hier esou méiglech ass. Mä ech mengen, et wier awer richteg, well soss kéint et eventuell falsch verstane ginn, an d'Madame Ministerin hätt eng etlech Schwieregkeeten, fir dann esou Cours richteg ze organiséieren. Mä ech huelen awer un, datt se déi néideg Experten och an der Regierung géif fannen.

(**Hilarité**)

Den anere Punkt, op deem ech wollt agoen, dat sinn d'Oppositions formelles vum Conseil d'État. Wéi ech gesot hunn, en hat etlechter do gemaach, am Ganze 15 Stéck! An et ass eng, op déi ech wëll méi spezifesch agoen, well ech do heiansdo mer d'Fro stellen, ob net am Conseil d'État e puer Leit sinn, déi mengen, de Conseil d'État, dat wier e Jickeclub!

(Interruptions et hilarité)

Woufir? Ma well mir allegueren der Meenung sinn, mir hunn där Saachen elo schonn e puer hei an der Chamber gestëmmt, wou gesot ginn ass, datt mer misste vum Strofrecht an ekonomesch Saachen ewechkommen an datt mer sollte méi op d'Sanctions administratives hikommen. Mir hunn dunn an der Kommission och en diesbezüglichen Amendement erabruucht. An da liest een, datt de Conseil d'État a sengem Avis seet: «Le Conseil d'État s'oppose formellement à ce texte qui ne respecte pas le principe de la légalité des incriminations prévu par les articles 12 et 14 de la Constitution.» Dat heescht, datt deen Amendement, dee mer do gemaach hunn, verfassungswidrig wier!

Mä deen, deen dat geschriwwen huet, deen huet net gelies, wat de Conseil d'État nach virun e puer Deeg geschriwwen huet, zum Beispill bei dem Code de la consommation. Do seet de Conseil d'État an dem Avis vum Gesetzesprojekt 5881A: «Le Conseil d'État s'interroge sur le recours systématique à des sanctions pénales pour réglementer les matières économiques et commerciales. Il préconise une réflexion approfondie sur l'utilisation de l'instrument de l'acte administratif répressif ou de la mesure pénale en ces matières.» An en huet also elauter Texter proposéiert deen Ablack, wou et em Sanctions administratives gaangen ass.

Dann hate mer en anere Projet de loi iwwert d'Communications électroniques. Do huet de Conseil d'État Folgendes gesot: «Le Conseil d'État exige (...) que soit institué un recours en réformation devant le tribunal administratif contre les décisions prononçant des amendes d'ordre.» A wa mir dat da maachen an en Amendement erabringen, deen 100% deem entsprécht, wat de Conseil d'État seet, dann ass op eng Kéier eng Opposition formelle do. Do muss ech éierlech soen, do huet een e bësselche Schwierigkeeten, fir déi Logik, déi do besteet, ze verstoen! Et ass evident, et ass och net ze verstoen, well keng Logik dran ass.

Dofir muss ee sech elo an Zukunft, mengen ech, Madame Ministerin... géif ech lech eng Suggestion maachen. Dir déposéiert e Projet de loi, en neien, wou Der deen Amendement mat de Sanctions administratives eragitt, an dann huelen ech un, datt de Conseil d'État, dee vläicht da vum Hellege Geescht besess gëtt, dann awer kéint op eng Kéier op déi Iddi do zréckkommen an nees erëm déi Sanctions administratives, déi e selwer préconiséiert, duerchzéien.

Woufir ass dat wichteg, datt mer op de Wee vu Sanctions administratives ginn? Ma well mer wëssen, datt de Parquet hésitéiert, fir all Kéiers stroferechtlech Bestëmmungen duerchzéien.

Ech ginn e Beispill: Wann een illegal Taxifahrer mécht an e steet um Findel do an et kënnt e Polizist an dee mécht em och nach eng Plainte pénale, do kënnt Der sécher sinn, an ech kéint lech e puer Beispiller ginn, déi gi klasséiert, well dat relativ komplex ass, fir dat da bei den Untersuchungsriichter ze bréngen an hei an do. Mä wann deen illegalen Taxifuerer, deen do steet, eng Amende administrative vu 500 oder 1.000 Euro kritt, ech mengen, dann huet en et séier bekäppt an da gëtt et och effikass, datt déi Gesetzgebung, déi mer hei hunn, kéint respektéiert ginn.

Déi aner Saach, déi ech nach wollt ofschléissend soen, dat ass, datt ech hoffen, datt den Här Justizminister, wat d'Reform vun de Failliten an de Banquerouten ugeet, am Hierscht dëst Joer wäert e Projet de loi oder e puer Iddien op de Pabeier bréngen, well et ass och wichteg, datt mer do nei Weeër ginn, well mir hu ganz vill Failliten, déi net poursuivéiert ginn, obwuel et Banquerouté wieren, well d'Rémunération vun de Curateure schlecht ass, well munches do net an der Rei ass.

Mä dat gesot, mengen ech, ass et awer iwwert de Fong e gutt Gesetz, notament weinst der Autorisation tacite a weinst enger Modernisierung vun deem Ganzen. An dofir wäert d'ADR deem Gesetzesprojekt och zoustëmmen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Henckes. Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun, an elo kritt d'Wuert d'Madame Méttelstandsministesch Françoise Hetto-Gaasch.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir unzefänken dem Rapporteur, dem Här Lucien Clement, ganz häerzlech félicitéiere fir säi wierklech ganz kompletten, exzellente Rapport, deen en de Mëtteg hei presentéiert huet. An da wollt ech awer och all de Membere vun der Chamberskommissioun Merci soen. Mir hate wierklech kritesch, awer ganz konstruktiv Diskussiounen an där Kommissioun, an ech wollt lech dofir wierklech villmools Merci soen. An da schlussendlech e grouse Merci un all d'Riedner vun haut de Mëtteg.

Ech wëll vläicht just kuerz, éier ech op verschidde Remarquen aginn, e puer Saache soen, déi en rapport si mat der Reform vum Droit d'établissement. Dat heite Gesetz, dat concernéiert zwee Drëtter vun all eisen Entreprises. Dat heescht, dat hei Gesetz concernéiert 20.000 Entreprises. An déi Entreprises, déi garantéiere ronn 50% vun eisen Aarbechtsplazen.

Dat heescht, de Mëttelstand, dat muss ee soen, ass e Secteur, dee ganz vill Aarbechtsplaze schafft. An deene leschten zéng Joer eleng si 40.000 Aarbechtsplaze geschaf ginn. Dat weist, dass de Mëttelstand e ganz groussen Deel vun eiser Economie duerstelt. Hien ass dee ganze Commerce, dat ganz Handwierk, déi ganz Hôtellerie plus d'Gastronomie, déi ganz Déngschtleeschtungsbetriber, vill liberal Berufler wéi Architekten, Ingenieuren, Kontabelen, d'Expert-comptables, d'Conseils économiques a Geometeren. Déi alleguer gehéieren zum Mëttelstand.

De Mëttelstand ass awer och e Secteur, deen héich concurrencéiert ass. Dat heescht, dass ganz vill Entreprises ennerenee Konkurrent sinn. An duerfir ass et wichteg, extrem wichteg, dass de Législateur dese wichtige Secteur vun eiser Economie och regelt an domadder sécherstellt, dass keng deloyal Konkurrenz entsteet an eng gesond Konkurrenz besteet.

Dëst Gesetz versicht also eng ganz Rei Ziler énnert den Hutt ze kréien. Engersäits soll den Entrepreneursgeescht, Entrepreneurship gefördert ginn, anerersäits soll awer och administrativ vereinfacht ginn, an awer soll eng loyal an eng gesond Konkurrenz garantéiert ginn. Dat hu mer versicht ze realiséieren, andeems mer, ech géif soen, responsabel liberaliséiert hunn. Mir hunn also do vereinfacht, wou een dat konnt maachen, ouni grouss Qualitätsverluste ze verursaachen, well - ech wëll dat op dëser Plaz och eng Kéier soen - mir sinn net nimm responsabel vis-à-vis vun eise Betriber, mir hunn och eng Responsabilitéit vis-à-vis vum Konsument an och vis-à-vis vun de Fournisseure vun de jeeweilege Betriber.

Mir hunn den Accès à la profession erlichtert an domadder den Entrepreneurship gefördert, do, wou dat sënnavoll war. A mir hunn e méi streng gemaach, wou d'Expérience vun deene leschte Joren zum Beispill gewisen huet, dass do nach ëmmer op verschidde Plaze ganz vill Schmu gemaach gëtt. Ech mengen hei virun allem bei der Honorabilitéit vu verschidde Gérants vun Entreprises an - dat ass och de Mëtteg e puermol ugeschwat ginn - bei de Brëfkeschtesgesellschaften.

Do wollt ech awer soen, dass et wichteg ass, dass een dat net verméscht mateneen. Brëfkeschtesgesellschaften an Domiciliatiounen sollt een net verméschen, well d'Domiciliatiounen, déi solle selbstverständlech net duerch dat hei Gesetz aneschtens reglementéiert ginn.

Et war also den Objet vun deemem Projet de loi, fir den aktuellen Droit d'établissement de fond en comble ze moderniséieren. Et ass jo bekannt, dass den Droit d'établissement zënter 1988 schonn e puermol punktuell adaptéiert ginn ass, mä et war elo einfach Zäit, fir dat ganz nei ze maachen.

Dës Reform huet sech nämlech och duerch d'Direktiv „services“ opgedrängt. Mir hunn also versicht, vun där Geleeënheet ze profitéieren an net nëmmen d'Direktiv „services“ punktuell ëmzesetzen, mä wierklech eng fundamental Reform vum Droit d'établissement ze realiséieren, esou wéi dat och am Plan d'action en faveur vun de PMEE virgesinn ass.

An deem Kontext wëll ech drop hiweisen, dass eise Service vun den Autorisationen och seng ISO-9000-Zertifikatioun verlängert kritt huet an dass duerch een neien Informatiksystem ewell d'Autorisationen vill méi séier kënnen ausgestellt ginn.

Eng grouss Neierung ass natierlech d'Afierung vun der Autorisation tacite, déi eis gréng Kollegen elo net mat ennerstetzen, mä déi awer dem Requérant eng méi eng grouss Planungssecherheet gëtt. De Moment hu mer ronn 11.500 Dossieren am Joer, déi énnert dem Droit d'établissement gefouert ginn. Dat si Neigrënnungen, mä awer och ganz dacks nimm Changementer vum Gérant oder Changementer vun der Aktivitéit.

Do ass also vill Aarbecht ze leeschten, fir all déi Dossieren an engem korrekten Délai ze evakuéieren. Abee, mir mengen, dass dat heite Gesetz, wat jo viles vereinfacht, awer wéi gesot och Verschiddenes méi streng mécht, an eis nei Informatik et erlabe missten, geschwënn, a fënnel Deeg en moyenne, eng Autorisation kënnen ausstellen. An ech wëll dat betounen, well dat ass ëmmer nëmmen de Fall, wa mer en Dossier erakréien, deen och komplett ass. Fënnel Deeg en moyenne, dat ass an Europa e ganz gutt Resultat.

Wat wäert sech dann elo konkret ännere bei de Konditiounen, wann ee sech dann elo wëllt selbstständig maachen? Majo, wa mer elo mam Commerce ufänken, fir d'Eischt emol, dat si ronn véier Fënnel vum eisen Autorisationen, déi mer erausginn. Et brauch een an Zukunft also entweder den DAP, den Diplôme d'aptitude professionnelle, dat geet an Zukunft duer, oder e vergläichbaren Diplom oder méi en héijen Diplom.

Oder iwwert d'Formation accélérée, déi vun der Chambre de Commerce offéiert gëtt, kann een dat och maachen. Oder déi drëtt Méiglechkeet: Et geet iwwert de Wee vun dräi Joer Berufserfahrung. Dat, dräi Joer Berufserfahrung, fir e gewëssten Mooss u Responsabilitéit an Erfahrung awer wierklech kënnen ze garantéieren.

An Zukunft geet am Commerce also eng allgemeng Berufserfahrung duer, fir sech kënnen op säin eegene Kont ze etabléieren. Natierlech, an dat wëll ech och hei gesot hunn, schuet all spezifesch Formation sécher näischt, mä si ass awer net méi zwéngend erfuenderlech. Am Commerce gëtt also ganz staark liberaliséiert, esou dass een am Fong geholl hei net méi ka vun eng Discrimination à rebours vis-à-vis vun eisen Nopeschlänner schwätzen.

Am Horescaberäich, Horescaberäich sinn déi dräi Konditiounen, wéi ech elo gesot hunn, souwiso Bestand, awer zousätzlech nach eng Formation an der Hygien an an der Sécurité alimentaire erfuenderlech, an och am Beräich vum Jugendschutz an de Mënscherechter; Droit de l'Homme mat engem groussen „H“ geschriwwen.

(Hilarité)

Hei sinn haaptsächlech d'Caféen da viséiert.

Am Handwierk ginn eng etlech Berufler regroupéiert, fir dass d'Handwierker kënnen méi Aktivitéiten ausüben. Dat erméiglecht wierklech och enger ganzer Rëtsch vu Betriber, hire Clienté méi e komplette Service unzebidden, an et hëlleft hinnen natierlech och, fir méi kompetitiv vis-à-vis vun hiren auslännesche Konkurrenten ze sinn.

Och ass et an Zukunft méiglech, wann ee mat engem DAP während sechs Joer an enger Fonction dirigeante geschaff huet, e Meeschterhandwierker auszeüben. Do wäert elo deen een oder aneren, deen de Meeschterbrëif gemaach huet, erstaunt sinn. Mä ech wëll awer soen, sechs Joer an enger Fonction dirigeante, dat ass net näischt, dat muss ee fir d'Eischt emol och nowiesen, well eng einfach Expérience professionnelle vu sechs Joer, déi geet manifestement do net duer.

Zum Handwierk wëll ech nach just och op déi Remarque agoen, déi vum Conseil d'État an och vu verschidde Presseartikelen gemaach ginn ass. Jo, mir si méi streng wéi verschidde aner Länner an Europa, mä ech sinn awer net d'accord, fir, besonnesch beim Handwierk, vun enger Discrimination à rebours ze schwätzen. Mir sinn nämlech genausou streng wéi eis däitsch Noperen, wéi d'Eisträicher an och wéi d'Schwäizer, an dat si Länner, wou d'Handwierk eng grouss Tradition huet a wou dat och ganz gutt funktionéiert. Fir sech am Handwierk u Länner ze orientéieren oder ze inspiréieren, wou et éischer net esou gutt klappt, dat wier irresponsabel.

Just fir ze soen, a Frankräich si se amgaangen ze iwwerleeën, fir notament am Bauhandwierk méi eng héich Qualitätsexigence erëm ze froen, well hiren aktuelle System ganz vill Qualitätsproblemer mat sech bréngt an ëmmer erëm méi Affären um Geriicht landen, wou onzufriedne Clienten d'Entreprises usichen.

Da kuerz zu de liberalen Berufler: Do changéiert am Groussen a Ganze net ganz vill, just den Unisdiplom gëtt bei deenen, déi bis elo véier Joer Studium haten, op e Master eropgesat. Ausserdeem sinn et e puer Berufler, wou d'Expérience professionnelle vun engem op zwee Joer eropgesat gouf. Dat betrëfft haaptsächlech d'Architekten, d'Ingenieuren an d'Urbanisten.

An à propos Urbanisten: Am Gesetz iwwert den Aménagement communal, dat jo elo den 1. August a Kraaft trëtt, do gëtt jo de Beruff vum Urbanist agefouert. An Zukunft muss esou een Urbanist och eng Expérience professionnelle nowiesen. Vu dass et dee Beruff awer bis elo énnert där Bezechnung hei zu Lëtzebuerg net

gouf, dat ware bis elo Architekten an Ingenieuren, déi déi Aarbecht gemaach hunn, vu dass dee Beruff also réellement net bestanen huet, wäert natierlech als Expérience professionnelle, esou wéi mir dat froen, och déi Aktivitéit als Urbanist unerkannt ginn, déi vun engem autoriséierten Architekt oder Ingenieur ausgeübt ginn ass. Dat ass och esou am Rapport vun der Chamberskommissioun festgehale ginn.

D'Grande-surfaces, do bleift eng Autorisation particulière weiderhi bestoen, mä si gëtt ganz anere Kritären ennerwerf. Net méi de Risque de déséquilibre an enger Branche commerciale ass ausschlaggebend, mä den Impakt op d'Landesplanung an den Trafic. An en Europa spillt dann an alle Länner deesewechte Kritikär.

Zu de Jours de repos vun den Tankstellen: Ech wëll dorobber hiweisen, dass dat ee Punkt ass, deen am Regierungsprogramm steet. Do fält mat dem Akraafttriede jo vun deemem Gesetz de gesetzleche Roudag ewech, dat heescht d'Tankstellen, déi mussen net méi dee Roudag anhalen. Si kënnen, mä si mussen net.

Ech wëll just och soe bei där Geleeënheet, wann een e weideren Dag op huet, dass ee vläicht och kann driwwer nodenken, dass dat zousätzlech Aarbechtsplaze schafft.

Dat ass fir d'Tankstellen awer och eng Contrainte manner an och eng Simplification administrative an deem Sënn, well bis elo hu si ëmmer missen all sechs Méint déi Roudeeg nei ufroen, an dann huet dat och ëmmer all Kéiers misse kontrolléiert ginn. Dat heescht, an deem heite Fall ass et och eng Simplification administrative.

An à propos Simplification administrative: Dëst Gesetz erlaabt och vill méi eng effikass Zesummenaarbecht tëschent de verschidde Administationen. Dat spuert Zäit, Zäit ass Geld, an dem Requérant erspuert et eng ganz Rei vu sougenannten administrativen Démarchen, well déi ginn an Zukunft vun den Administrationen ennerenee geregelt.

Och wäert et an Zukunft - an dat ass eppes, wat eis och ganz wichteg war, an der Kommission hu mer och laang driwwer geschwat - méi einfach sinn, fir eng Transmission d'entreprise ze organiséieren. Éischtens emol, well d'Beruffsexpérience méi Wäert kritt a verschidde Examen och kënnen duerch Berufserfahrung ersat ginn.

Zweetens awer och, well am Fall, wou de Gérant zum Beispill onerwaart ewechfällt, eng Rei méi flexibel Iwwerschreiwungsméiglechkeeten op Familljememberen, awer och op laangjähere Mataarbechter méiglech sinn.

Nach ee Wuert zu de Sanctions administratives: Also mir hunn dat am Fong geholl an der Chamberskommissioun ganz gutt fonnt, fir déi anzeféieren an am Fong geholl eng Rei vu penale Sanktiounen als administrativ Sanktiounen ëmzeformuléieren. Leider huet de Conseil d'État eis do net suivéiert an eng Opposition formelle drop gesat.

Ech muss lech éierlech soen, ech mengen, mir sinn alleguer ganz enttäuscht an och wuel e bësse rosen doriwwer, mä fir awer net méintelaang dowéinst weiderzediskutéieren, hu mer déi Iddi schlussendlech fale gelooss. Ech bedauern dat wierklech, mä ech géif awer mengen, bei där nächster Reform sollt een dat erëm onbedéngt opgräifen.

Soss sinn et am Gesetz nach eng ganz Rei Präzisierungen, déi d'Saach méi kloer maache wéi et an der Vergaangenheet war, an doduerch, dass et wierklech och en neit Gesetz ass, wat ass engem Goss ass, ass natierlech d'Libilitéit vill besser an et muss keen Texte coordonné méi ausgeschafft ginn.

Voilà! Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat war et, wat ech vu menger Säit wollt zu deemem Projet de loi soen. Ech wier wierklech frou, wann dat Gesetz Är Zoustëmmung géif fannen.

Dir hutt déi Fro do vu Léiweng gestallt. Ech wëll lech hei soen, Léiweng steet hei iwwerhaupt net zur Debatt, hei schwätze mer iwwert den Droit d'établissement.

(Interruption)

Ech wëll lech just soen, dass Léiweng säi Wee muss goen, esou wéi all anere grouse Projet och. Mir sinn à ce stade net mat enger Demande befasst an ech denken, dass mir och net deen eenzege Ministère sinn, deen och nach do muss driwwer befannen.

► **Une voix.** - Dat huet den Här Halsdorf och gesot.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.** - Voilà. Et si jo nach aner Ministären, wéi den Intérieur, déi och do mussen en Avis ofginn.

Voilà, dat gesot, soen ech lech Merci fir d'Zesummenaarbecht an ech wier wierklech frou,

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

wann dat Gesetz, Här Kox, géif eng grouss Zoustëmmung kréien.

(Interruption)

► **M. le Président.**- Merci der Madame Mëtzelstandsministesch. Domadder si mer um Enn vun der Diskussioun a mir kommen zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un.

Ech wollt lech just nach drop opmierksam maachen, datt e puer Erreurs matérielles am Text sinn, an zwar am Artikel 2.20 ass e Bindestrech ze sträichen tëschent „non alcoolisé“, an am Artikel 2.21 ass en „s“ ze vill beim Wuert „géométre“, dat net am Pluriel sollt sinn. Am Artikel 28.6d ass „déclarative“ duerch „déclaratif“ ze ersetzen, am Artikel 38 ass e Bindestrech ze sträichen tëschent de Wieder „non membre“ an am Artikel 39 ass och e Bindestrech ze vill bei „États membres“.

Mir stëmmen also elo iwwert den ofgeännerten Text of a wäerten dem Conseil d'État dës Ännerunge matdeelen.

(Brouhaha et interruption)

Här Henckes? Ja?

(Interruption)

Den „H“ kënn nach derbäi vum Här Henckes.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Beim 9b. Voilà, très bien. Merci, Här President.

(Brouhaha et hilarité)

► **M. le Président.**- Dir sidd all d'accord, datt mer den „H“ vum Här Henckes och nach mathuelen, an da kéinte mer iwwert deen...

► **Une voix.**- Da wier emol eng Kéier eppes fir d'Männer gemaach ginn!

(Brouhaha)

► **M. le Président.**- ...da kéinte mer iwwert deen emgeännerten Text, mam „H“ vum Här Henckes, ofstëmmen.

D'Ofstëmmen huet ugefaangen. Déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Projet de loi 6158 ass ugeholl mat 56, par-don, mat 52 Jo-Stëmmen a 4 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par Mme Martine Mergen), Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux (par Mme Lydie Err), Mme Lydie Mutsch (par M. Ben Scheuer), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Fernand Diederich);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombera (par M. Fernand Kartheiser), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dat ass also esou décidéiert.

Da kéime mer elo zum...

(Interruption)

Jo? Madame Brasseur.

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- ...de Vote par procuration net fonctionnéiert. Ech wollt duerno dat redresséieren. Merci.

► **M. le Président.**- Mir wäerten dat redresséieren, Madame Brasseur.

Mir kommen dann elo zum nächste Punkt, de Projet de loi 6259 iwwert d'Étiquette vun energetesche Produkter. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht an et hu sech ageschriwwen: déi Hären Eischen a Bauler. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

9. 6259 - Projet de loi concernant l'indication, par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits, de la consommation en énergie et en autres ressources des produits liés à l'énergie

Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

► **M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.** Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Hären, de Projet de loi 6259 iwwert den Étiquetage an déi domat verbonnen Informatiounen iwwert den Energieverbrauch vu Produiten ass den 9. März 2011 hei an der Chamber vum Wirtschaftsminister déposéiert ginn. D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers hunn hir Avisen de 7. Abrëll 2011 respektiv de 4. Mee vun dësem Joer ginn. De Statsrot huet säin Avis den 28. Juni 2011 ginn, an an der Ekonomieskommissioun ass de Projet de loi, nodeems d'Kommissioun sech dem Avis vum Statsrot bei enger Opposition formelle ralliiert huet, unanime de 7. Juli 2011 ugeholl ginn.

Den Objet, de Sënn vun dësem Projet de loi ass, fir d'europäesch Direktiv iwwert den Étiquetage vum Energieverbrauch vu Produkter an déi national Rechtsgebung ze transposéieren. Dës Direktiv iwwerschaaft eng Direktiv aus dem Joer 1992, déi mir duerch ee Gesetz vum 25. März 2009 transposéiert haten. Dat Gesetz gëtt elo abrogéiert.

Här President, de Projet de loi baut de Champ d'application vun der Informatiounspflicht, wat den Energieverbrauch vu Produkter ugeet, aus. Bis elo waren nämlech nëmmen e puer Haushaltsprodukter concernéiert, wéi zum Beispill Frigidären, Mikrowellen, Wäschmaschinen, Trockner, Klimaanlage an esou weider. Op deene Produkter huet nieft enger Informatiounspflicht eng Étiquette, déi Der alleguete kennt, wou notament d'Energieperformance klasséiert gouf an zum Beispill een A, B an C, de Konsument op ee Bléck doriwwer informéiert, wéi energiefrëndlech de Produit tatsächlech ass.

Am bestehende Gesetz vum 25. März 2009 waren, wéi schonns gesot, net all Produkter concernéiert. Déi betraffe Produitë waren explizit opgelëscht. Esou si vill elektronesch Apparater, wéi zum Beispill Televisionen, Computeren oder Staubsauger, net drënnergefall. Duerch déi nei Direktiv kann dës Informatiounspflicht elo op all Produiten, déi iergendeen Afloss direkt oder indirekt op den Energieverbrauch hunn, vergréissert ginn.

An anere Wieder: Déi nei Definitioun erfaasst net nëmme Produiten, déi Energie consomméieren, mä all Produkter, déi an engem erweiderte Sënn beim Energieverbrauch eng Roll spillen, wéi zum Beispill Fënsteren, Dieren, Duschkapen.

Dës Erweiderung geschitt awer net direkt opgrond vun dëser Direktiv respektiv dem Gesetzesprojet, mä an deem Moment, wou d'EU-Kommissioun den entspreche Règlement délégué hëlt, deen dann d'application directe an de Memberstaten ass.

D'EU-Kommissioun huet bis elo véier Règlements, véier Règlements délégués geholl, déi Enn November respektiv Enn Dezember vun dësem Joer a Kraaft trieden. Hei handelt et sech ëm Wäschmaschinen, Spullmaschinen, Frigidären, Tiefkühltruhen an och Fernseher.

Weider Règlements délégués wäerten an noer Zukunft nokommen. Déi betreffend Règlements grand-ducaux, déi elo schonn opgrond vum Gesetz vum 28. März 2009 bestinn, wäerten esou laang a Kraaft bleiwen, bis déi entspreche Règlements délégués a Kraaft trieden.

Net betraff vun der Direktiv sinn Okkasiounsprodukter an all Wueren- oder Personentransportmëttel. Des Weidere sinn d'Plaquettes de puissance, déi aus Sécherheetsgrënn op Produitë gemaach ginn, och erlaabt. Zum Beispill Plaquettes, déi indiquéieren, mat wéi vill Volt ee Produit, eng Buermaschinn zum Beispill, däerf lafen.

Aner Étiquetten, déi de Konsument kéinten ierféieren, ginn ausdrécklech verbueden. Nieft der Étiquette an der Informatiounsfiche, déi dem Produit bäigeluecht sinn, muss de Fournisseur och nach eng technesch Dokumentatioun opstellen, déi et erlaabt, ze kucken, ob d'Informatiounen, déi op der Étiquette an op der Informatiounsfiche sinn, och wierklech exakt sinn, also och wierklech stëmmen. Dës Dokumentatioun muss de Fournisseur och kënnen dem ILNAS an der EU-Kommissioun op Demande hin innerhalb vun zéng Deeg - an dat ass nei - an elektronischer Versioun iwwermëttelen an zur Verfügung stellen.

Här President, den Haaptobjectiv vun dësem Gesetz ass et, duerch déi erweidert Definitioun vun de Produkter, déi ënnert den Étiquetage, also d'Informatioun iwwert den Energieverbrauch kënnen falen, den Energieverbrauch weider ze reduzéieren an esou e wichtege Bäitrag am Kampf géint de Klimawandel ze leeschten.

Eng gutt an iwwersichtlech Informatioun dréit derzou bäi, datt beim Kaf vu Produkter de Keefer verstärkt energiepoliteschen Iwwerleeunge Rechnung dréit. D'Verkafsmethoden, wéi zum Beispill d'Vente à distance, den Telefons-, Marketing-, Katalogsverkaf, och den Internetverkaf an esou weider, also Verkafsmethoden, wou de Keefer den Artikel net selwer gesäit, sinn och betraff. Och déi Verkeefer müssen déi néideg Informatiounen iwwert den Energieverbrauch liwweren a falen ënnert dëst Gesetz.

Nei an dësem Projet de loi ass och d'Méiglechkeet, datt Ausschreiwungen iwwert d'Marchés publics kënnen betraff sinn. Et solle waméiglech nëmme Produkter kauft ginn, déi déi beschten Energieperformancen opzeweisen hunn. Dëst natierlech nëmmen an de Limiten, déi am Marchés-publics-Gesetz vum 25. Juni 2009 och virgesi sinn.

An deemselwechte Kontext ginn duerch de Gesetzesprojet och Incitatiounsmesuren erlaabt, déi d'Produiten an de Verkaf vun Niddregenergieprodukter fördere sollen. D'Aufgab vum ILNAS, also vum Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services, besteet doran, derfir ze suergen, datt dës nei Étiquetage- an Informatiounsregelen a der Praxis och agehale ginn. Wann dat net geschitt, kann den Direkter vum ILNAS derfir suergen, datt de betraffene Produit net op de Marché kënn respektiv vum Marché och erfogeholl gëtt. D'EU-Kommissioun an déi aner EU-Länner ginn an dësem Fall direkt iwwert dese Schrott informéiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Gesetzesprojet ass ee weidere klengen, mä awer wichtege Mosaiksteen am Kampf géint de Klimawandel, andeems den Handel mat neien an ëmweltfrëndleche Produitë gefördert an ausgebaut gëtt. Fir weider Detailler verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport.

Ech soen lech Merci, datt Der mer nogelassert hutt, a ginn natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Rapporteur Claude Haagen. Als éischte Riedner ass den Här Félix Eischen agedroen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Félix Eischen (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass net nei, dass op villen Niveauen eppes muss a soll ënnerholl ginn, fir een aktiivt Émweltbewosstsinn bei de Leit waakreg ze këddelen. Dacks beweegt den normale Bierger sech an dës Richtung duerch e finanziellen Ureiz oder duerch eng geziilt Sensibiliséierung. Dat heiten, wat mir elo haut zum Vote stellen, ass u sech béides.

Am Fall vun dësem Projet geet et drëms, de Konsument scho beim Akaf vun elektrischen Apparater op säin ëmweltfrëndleche Gewëssen opmierksam ze maachen, an dat ebe via engem neien Étiquetage.

Wat och sécher hei ze begrëissen ass, dat ass, dass de Konsument eng méi staark Position de force vis-à-vis vum Produzent zougesprach kritt. Deen Éischtgenannten huet en an der Hand a kann duerch säi Kaf oder och duerch säin Netkaf opzezeichnen, wou et higett.

Am Artikel 4 vun dësem Projet geet genee Rieds iwwert den Devoir d'obligation vun Produzent. De But dovunner ass sécher opzeklären, wat nobel ass a Sënn mécht, mä de Konsument risquéiert sech allerdéngs och e bësselchen am Informatiounsdschungel ze verléieren. Sou zum Beispill am Fall vun de Frigoen; déi si bekanntlech a verschidde Kategorien agedeele. Sou weess dann och all Stot, ob säi KILLSCHAF en A+ oder en A++ ass. Mä ausser, dass eise Client elo wahrscheinlech weess, dass e fir deen ee méi Subsid kritt wéi fir deen aneren, huet en awer keng genee Virstellung dervun, wat deen een dann elo méi an deen anere manner brauch a wat dat dann och genee fir d'Émwelt heescht.

D'Fro nom Verständnis stellt sech, oder anescht geschwat: D'Suggestioun, déi ee soll maachen, ass déi, eng Étiquette opzezeichnen, déi de Konsument och versteet.

Doriwwer eraus stellt sech d'Fro no der Iwwersichtlechkeet vun den Energiekategorien. Den technesch Fortschritt ass esou, dass Gott sei Dank all Joer méi ëmweltfrëndlech Produkter entwéckelt ginn an op de Maart kommen. An zéng Joer wäerte mer da Frigoen hu vun der Klass A+++ mat zeg Plussen hannert dem A. Do kann et da sinn, dass eise Konsument awer liicht an d'Verziele kënn.

Här President, de Prinzip vun dësem Étiquetage ass natierlech ze begrëissen. Allerdéngs bleift fir d'Zukunft a Saache Verständnis fir de Konsument nach e weéne Loft no uewen. Ech schlëissen awer mat engem kloer Merci un de Rapporteur. Den honorabelen Här Claude Haagen huet esou geschwat, dass all Mënsch et och verstanen huet. An ech gi selbstverständlech den Accord vun der CSV-Fraktioun.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Félix Eischen. Als nächste Riedner ass den Här Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Bauler (DP).**- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wollt ech dem honorabele Kolleg Claude Haagen Merci soe fir säin detailléierte Bericht zu dësem Projet.

Exakt, pertinent a virun allem vergläichbar Informatiounen sinn déi noutwendeg Bedéngung, fir datt de Konsument déi Produkter wíelt, déi spierbar manner Energie an aner Ressourc während hirer Liewenzäit verbrauchen. Dat ass een net ze ënnerschätzenden Ureiz, fir d'Éischt emol fir d'Produzenten. Eigentlech wénnt bei dësem Effort jiddwereen, de Verbraucher, den intelligenten an ëmweltbewosste Fabrikant a virun allem eist natierlech Émfeld, besonnesch am Kontext vum Klimaschutz.

De Konsument huet eng immens Muecht, wann e wíllt. Dës Muecht läit all Kéiers dann a sengen Hänn, wann en déi Produzenten duerch e Refus d'achat strooft, déi net genuch Ustrengunge maachen, fir d'Émwelt ze schounen oder zumindest däitlech manner ze belasschten.

Fir kënnen richteg ze entscheeden, brauch en awer dofir eng komplett an objektiv Informatioun. Mat dësem Projet maache mer sécherlech e weidere Schrëtt an d'Richtung vun enger rationaler Nutzung vun eise Ressourcen.

An deem Kontext géif ech nach drop hiweisen, datt et wichtege ass, datt de Client wierklech



objektiv informéiert gëtt, mä awer och virun engem Akaf korrekt berode gëtt. Pertinent Informatiounen an eng kompetent Berodung si verlaangt. An domat schléissen ech mech un d'Iwwerleeung vum Här Eischen un, dee vun engem Informatiounsdschungel geschwat huet.

Et kënn also op eng kompetent Berodung un. Et läit an dem Konsument sengen Hänn, wien hie bei engem Akaf de Virzoch wëllt ginn. Grad a Saache Berodung kënnen d'Händler sech differenzéieren, ëmweltbewusst Konsumente fir sech gewannen an esou en nach bessere Bäitrag zu ëmweltschounende Léisunge leeschten.

Dëst gesot, géif ech den Accord vu menger Fraktioun ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Bauler. Et ass soss kee Riedner méi agedroen. Ech géif och soen, dat war alles esou komplett, datt d'Regierung net onbedéngt dozou misst d'Wuert huelen.

(Brouhaha et hilarité)

Domadder wier d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6259 ass uegell mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par Mme Christine Doerner), Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Claude Haagen);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. André Bauler), Mme Lydie Polfer (par Mme Anne Brasseur) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), François Bausch (par M. Henri Kox), Félix Braz (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera (par M. Gast Gibéryen), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen elo zu dräi Änderungsverschléi vun eisem Chambersreglement, déi mer an enger Diskussioun wäerten diskutéieren. Vu datt de Rapporteur vun deenen dräi Änderungsverschléi leider Gottes verhënnert ass, gëtt en ersat vum Här Gast Gibéryen, deen eis wëllt de Rapport iwwert déi dräi Änderungsverschléi maachen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

10. 6289A - Proposition de modification de l'article 16 du Règlement de la Chambre des Députés

6298 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au statut et au régime des traitements des fonctionnaires de la Chambre des Députés

6301 - Proposition de modification de l'article 82 du Règlement de la Chambre des Députés

Rapports de la Commission du Règlement

► **M. Gast Gibéryen (ADR), en remplacement de M. François Bausch (déi gréng), rapporteur.**- Merci, Här President. Et sinn dräi Ännerungen, déi vun der Reglementskommissioun proposéiert ginn.

Déi éischt Ännerung, d'Propositoun 6289A, betrëfft den Artikel 16 an huet am Fong mat der Parteifinanzéierung respektiv mat der Finanzéierung vun de Groupes politiques ze dinn. Dat geet zréck op e Rapport vum Groupe GRECO vum Juni 2010, wou deen am Fong eng absolut Transparenz, wat d'Parteifinanzéierung hei zu Lëtzebuerg ueget, verlaangt huet.

Méi prezis geet et drëms, ëm ee Punkt, wat Transferte kéinte sinn, déi tëschen engem Groupe parlementaire an de politesche Partei sinn. Mir waren deemools, wéi d'Parteifinanzéierungsgesetz hei gestëmmt ginn ass, parteiwwergräifend eis eens, datt et keng Transferte sollt gi vun de Groupes politiques vis-à-vis vun de politesche Parteien. Mä dat huet awer keen Nidderschlag deemools am Parteifinanzéierungsgesetz fonnt. Et steet natierlech och net an eisem Reglement, esou datt am Fong dat een Accord ass, mä deen awer keng gesetzlech Basis huet.

An deem Zesammenhang muss een och soen, datt d'Fro opgestallt ginn ass, wien dat soll kontrolléieren. D'Parteifinanzéierungsgesetz gesäit vir, datt d'Partei vun der Cour des Comptes kontrolléiert ginn. D'Fro huet sech gestallt, ob dann och d'Groupes politiques kéinte vun der Cour des Comptes kontrolléiert ginn.

Et ass ganz kloer, datt opgrond vum Gesetz vum 8. Juni 1999 iwwert d'Cour des Comptes och d'Cour des Comptes d'Recht huet, all Etablissementer vum Stat, notament dann och d'Chamber respektiv déi Organer, déi vun der Chamber finanziert sinn, dat sinn an deem Fall d'Groupes politiques, ze kontrolléieren. Et ass also elo schonn e Recht och vun der Cour des Comptes, fir kënnen d'Groupes politiques ze kontrolléieren.

D'Fro stellt sech allerdéngs, wann d'Cour des Comptes eppes kontrolléiert, da ka se nëmmen eppes kontrolléieren opgrond vun deem, wou se eng gesetzlech Basis huet. An do spillen d'Kritären, déi d'Chamber an hirem Reglement oder iwwert de Bureau fixéiert huet, wat déi

Transferte vun der Chamber un d'Groupes politiques bedeit. Zum Beispill, wann et kloer am Gesetz steet, datt mer fir d'Personal an de Groupes politiques Kreditter kréien, da kann d'Cour des Comptes also kontrolléieren, ob déi Ofrechnungen, déi tëschen de Groupes politiques an der Chambersverwaltung gemaach ginn, korrekt sinn a konform zum Gesetz.

Mä wat d'Transferten un d'Partis politiques ubelaangt, gëtt et keng legal Basis. An dat wëlle mer elo mat enger Ännerung vum Artikel 16 vun eisem Chambersreglement nohuelen, andeems datt mer déi Bestëmmung an eist Chambersreglement asetzen, andeems mer schreiwten: «Les aides financières accordées aux groupes politiques sont destinées exclusivement à couvrir les dépenses ayant trait aux activités parlementaires et ne peuvent être utilisées pour couvrir les dépenses produites par les partis politiques.»

Dat heescht, elo, wann dëst Reglement a Kraaft trëtt, ass eng legal Basis do, fir datt keng Transferten däreft vun de Groupes politiques vis-à-vis vun de politesche Partei goen, an d'Cour des Comptes huet dann och eng legal Basis, fir ze kontrolléieren.

Dës Propositoun ass an der Reglementskommissioun eestëmmege uegell ginn. Et war eng Propositoun, déi vun der Presidentekonferenz ageleet gi war.

Ech soen lech Merci.

Här President, soll ech déi aner Rapporten...?

► **M. le Président.**- Fuert direkt virun, Dir sidd elo esou gutt lancéiert, Här Gibéryen!

► **M. Gast Gibéryen (ADR), en remplacement de M. François Bausch (déi gréng), rapporteur.**- Den zweete Projet, dee betrëfft d'Personal hei vun der Chamber, eis Fonctionnaire. Eis Fonctionnaire, déi hongen iergendwéi an engem juristeschen, ech géif bal soe lofftfräie Raum, well se net direkt ënnert de Statut vun de Staatsbeamte gefall sinn, mä op där anerer Säit am Fong ënnert déi Décisiounen, déi hei an dem Chambersbureau geholl gi sinn, gefall sinn.

Doduerch, datt mer elo hei eng Ännerung an eisem Reglement proposéieren, andeems datt mer am Fong zwou Annexen maachen an eisem Reglement, eng Annex, déi de rege Statut vum Fonctionnaire ubelaangt, an déi zweet Annex, wat de Regime vun den Traitementen vun de Fonctionnaire ubelaangt, gi mer domadder och hei eng gesetzlech Basis, fir eben déi Situatioun vun eise Fonctionnaire ze regelen. Gläichzäitig ass vum Bureau aus, a Verhandlung mat dem Personal, versicht ginn, fir eben déi Situatioun vun de Chambersfonctionnaire, déi iwwer Joren net méi uegess ginn ass, un den allgemenge Statut vun de Staatsbeamten unzepassen.

Dat ass eng Aarbecht gewiescht, déi am Bureau vun der Chamber geschitt ass, no Gespréicher mat dem Personal. An dat fënnt elo alles säin Afloss hei an eist Chambersreglement a Form vun zwou Annexen. Dat bedeit, datt och an Zukunft, wa souwuel um Regime wéi um Statut vun de Fonctionnaire eppes ännert, dat dann och all Kéiers muss hei duerch d'Chamber, duerch eng sougenannten Ännerung vun eisem Reglement, wat d'Annexen ubelaangt, gestëmmt ginn.

Et gëtt eng Rei vun aneren Detailer, déi heiraner nach an deem Zesammenhang sinn. Do verweisen ech op dee gudd schrëftleche Rapport vum Kolleg François Bausch, wou do jiddwereen dat kann duerchlesen. Och dës Propositoun kënn aus der Presidentekonferenz

an ass an der Reglementskommissioun eestëmmege uegell ginn.

Dann hätte mer nach eng drëtt Ännerung ze maachen. Dat betrëfft den Artikel 82. Wann et kengem esou richtig opgefall ass, mä och dat ass der Presidentekonferenz opgefall, datt et eng Rei vu Konfusiounen an der Vergaangeneheet gi sinn, wa mer esou eng Question avec débat haten - haut de Mëtteg hate mer nach esou ee Fall -, wou dat anscheinend zu Konfusiounen gefouert huet, well dat eng Question avec débat genant ginn ass, awer am Sënn vum Wuert net onbedéngt een Débat hei an der Chamber stattfonnt huet.

An dat soll anscheinend zu Konfusiounen gefouert hunn, wou dann du gesot ginn ass, et sollt een deen Ausdrock Question avec débat duerch Question élargie ëmänneren. An och do huet d'Reglementskommissioun un där Propositoun vun der Presidentekommissioun net gewot, iergendwéi eppes ze änneren an huet dat och eestëmmege uegell, fir datt d'Chamber dann elo soll hei och den Artikel 82 am Reglement, also d'Question avec débat als Question élargie ëmänneren.

Dat sinn déi dräi Propositounen, déi mer lech géife proposéieren ze stëmme. Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gibéryen, deen extrem kloer an däitlech war, esou datt et sech eriwregt, mengen ech, datt nach een dozou Stellung wëllt huelen,...

(Hilarité)

...esou datt ech géif proposéieren, datt mer géifen zum Vote iwwert déi dräi Reglementsmodifikatiounen kommen. Déi Éischt, dat ass d'Reglementsmodifikatioun 6289A.

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés n°6289A

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Propositoun 6289A ass uegell mat 57 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Scheuer), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Lydie Err);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. André Bauler), Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), François Bausch (par Mme Josée Lorsché), Félix



Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op

www.chd.lu

Sommaire des séances publiques n^{os} 42, 43 et 44

Vérification des pouvoirs et assermentation de Mme Josée Lorsché	p. 572-573
Composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales	p. 573
6023 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain et modifiant	
1. la loi communale modifiée du 13 décembre 1988,	
2. la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales,	
3. la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles,	
4. la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau (suite)	p. 573
6238 - Projet de loi portant réorganisation de la Chambre des Métiers et modifiant la loi du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce	p. 573-576
6171 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés	p. 576-580
Question urgente n°1558 de M. Camille Gira relative aux listes électorales	p. 580
Interpellation de M. Camille Gira sur l'approvisionnement en eau potable du pays	p. 581-586
Composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales (suite)	p. 586
Motion de M. Fernand Kartheiser relative au soutien des mouvements démocratiques dans les pays islamiques, au soutien du processus de paix au Moyen-Orient et à l'intervention auprès des Gouvernements où des Chrétiens ont été victimes de violence pour des raisons religieuses	p. 586
Communications	p. 587
Ordre du jour	p. 587-588
Dépôt d'une motion par M. Claude Adam	p. 588
Heure de questions au Gouvernement	
- Question n°126 du 11 juillet 2011 de Mme Anne Brasseur relative au Musée de la Forteresse, adressée à Mme la Ministre de la Culture	p. 588
- Question n°127 du 11 juillet 2011 de Mme Josée Lorsché relative au rapport de «Greenpeace» sur les risques sanitaires et environnementaux de l'herbicide «glyphosate», adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural	p. 588

Braz (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera (par M. Gast Gibéryen), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Mir këimen dann elo zum Ännerungsvorschlag 6298.

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés n°6298

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

(Interruption)

Gutt, mir redresséieren dat dann nach.

Och hei ass de Vote ofgeschloss an d'Proposition 6298 ass uegheoll mat 57 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés n°6298 est adoptée à l'unanimité des 58 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par Mme Christine Doerner), Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry (par M. Ben Scheuer), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch (par Mme Lydie Err), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming (par M. André Bauler), Claude Meisch (par M. Carlo Wagner), Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), François Bausch (par M. Henri Kox), Félix Braz (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera (par M. Jacques-Yves Henckes), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Mir kommen dann elo zum Vote iwwert dee leschten Ännerungsvorschlag, nämlech den Ännerungsvorschlag 6301 vun eisem Chambersreglement iwwert den Artikel 82.

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés n°6301

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

An och dësen Ännerungsvorschlag ass uegheoll mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Fernand Boden), Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry (par M. Ben Scheuer), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Claude Haagen);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), François Bausch (par M. Henri Kox), Félix Braz (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera (par M. Fernand Kartheiser), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Domadder si mer dann och um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënn muer de Moien ëm néng Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 19.48 heures)

- Question n°128 du 12 juillet 2011 de M. Fernand Kartheiser relative à l'enseignement des langues dans la division supérieure de l'enseignement secondaire, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle p. 588

- Question n°129 du 12 juillet 2011 de M. Eugène Berger relative au projet d'implantation d'un centre commercial et d'un stade de football à Livange, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région p. 588-589

- Question n°130 du 12 juillet 2011 de M. Henri Kox relative à l'avancement de la mise en place d'un label «sans OGM» pour le lait, la viande et les œufs, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural p. 589

Question avec débat n°21 de M. André Bauler sur la mise en place d'une école bilingue p. 589-590

6251 - Projet de loi visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers et portant modification

a) de la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée;

b) de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques p. 590-593

6243 - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques;

2) de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel;

3) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

4) du Code de la consommation p. 593-595

6178 - Projet de loi portant modification de la loi du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne p. 595-596

6209 - Projet de loi portant:

- transposition de la directive 2008/51/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 modifiant la directive 91/477/CEE du Conseil relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes, et

- modification de la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions p. 596-597

6227 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et portant transposition de la directive 2009/109/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 modifiant les directives 77/91/CEE, 78/855/CEE et 82/891/CEE du Conseil ainsi que la directive 2005/56/CE en ce qui concerne les obligations en matière de rapports et de documentation en cas de fusions ou de scissions p. 597

6237 - Projet de loi portant mise en application du Règlement (CE) n°4/2009 du 18 décembre 2008 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires, modifiant le Nouveau Code de procédure civile p. 597-599

6304A - Projet de loi portant modification des articles 24 et 39 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire p. 599

Question avec débat n°22 de M. Roger Negri sur le développement des transports publics dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques p. 600-601

Motion de M. Claude Adam relative au Comité de concertation «Campus Walferdange» p. 601-602

Question urgente n°1571 de M. François Bausch relative à la volonté de Qatar Airways de renégocier une série de contrats antérieurs à leur prise de participation dans Cargolux et

Question urgente n°1572 de M. Gast Gibéryen relative à la volonté de Qatar Airways de renégocier une série de contrats antérieurs à leur prise de participation dans Cargolux p. 602

Motion n°2 de M. Camille Gira relative à la réforme de l'Administration de l'Environnement (projet de loi 6171) p. 602-603

6141 - Projet de loi portant

1. approbation de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, faite à New York, le 13 décembre 2006

2. approbation du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits des personnes handicapées relatif au Comité des droits des personnes handicapées, fait à New York, le 13 décembre 2006

3. désignation des mécanismes indépendants de promotion, de protection et de suivi de l'application de la Convention relative aux droits des personnes handicapées p. 603-609

6162 - Projet de loi portant modification de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique et de la loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille p. 609-611

6262 - Projet de loi portant transposition de la directive 2002/15/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2002 relative à l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier pour les conducteurs indépendants p. 612

6158 - Projet de loi réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales et

- modifiant l'article 542-2 du Code du Travail;

- modifiant la loi modifiée du 16 juillet 1987 concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commandes;

- modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative à la profession d'expert-comptable;

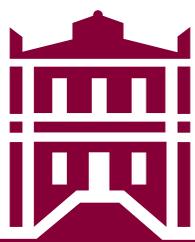
- portant abrogation de la loi modifiée du 21 février 1976 ayant pour objet d'instaurer un jour de fermeture hebdomadaire dans les stations de vente de carburant et de lubrifiant pour véhicules automoteurs p. 612-617

6259 - Projet de loi concernant l'indication, par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits, de la consommation en énergie et en autres ressources des produits liés à l'énergie p. 617-618

6289A - Proposition de modification de l'article 16 du Règlement de la Chambre des Députés,

6298 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au statut et au régime des traitements des fonctionnaires de la Chambre des Députés et

6301 - Proposition de modification de l'article 82 du Règlement de la Chambre des Députés p. 618-619



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1497	André Bauler	Réaffectation du Château de Wiltz
1511	Fernand Kartheiser	NOVABUS
1541	Fernand Etgen	Fermeture de la maternité de l'Hôpital Saint-Joseph à Wiltz
1544	Fernand Kartheiser	Retrait du contingent de l'armée luxembourgeoise d'Afghanistan
1545	Xavier Bettel	Candidature éventuelle du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur pour le poste du président du conseil d'administration d'une grande compagnie de fret aérien
1549	Marc Spautz	Réforme du cycle supérieur de l'enseignement secondaire
1551	Fernand Kartheiser	Aide au développement
1559	Félix Braz	Arrêt C-61/11 dans l'affaire El Dridi de la Cour de justice de l'Union européenne
1564	Fernand Kartheiser	Us et coutumes diplomatiques
1575	Jean-Paul Schaaf	Programme d'échange de seringues au Centre pénitentiaire de Schragig

Question 1497 (7.6.2011) de M. André Bauler (DP) concernant la réaffectation du Château de Wiltz:

Dans sa réponse à ma question parlementaire du 3 décembre 2010, Monsieur le Ministre des Finances avait annoncé que la décision relative à la réaffectation du Château de Wiltz serait prise au plus tard vers la fin du premier semestre 2011.

Voilà pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations nouvelles sur le projet visant la revitalisation du Château de Wiltz?

- Quelle est l'orientation conceptuelle qui a été retenue?

- Quels sont les partenaires publics et privés qui contribueront à la concrétisation de ce concept?

Réponse (3.8.2011) de M. Luc Frieden, Ministre des Finances:

La réaffectation du Château de Wiltz a fait l'objet d'une procédure de sélection faite en coopération par l'État et la ville de Wiltz. Lors de cet appel à candidature, sept cahiers de charges ont été retirés par des intéressés qui ont aussi participé aux visites des lieux. À la suite seulement deux dossiers incomplets ont été remis qui se sont avérés, à l'issue des discussions, comme étant irréalisables.

À l'issue de cette procédure, la ville de Wiltz a marqué son intérêt à prendre en location l'ensemble du Château de Wiltz.

La ville de Wiltz utilisera certaines parties à des fins culturelles, une autre surface sera occupée par des services à vocation régionale ou touristique. Des pourparlers sont aussi en cours pour l'installation d'un restaurant/brasserie avec terrasse dans la cour intérieure du château.

Finalement, la ville de Wiltz a l'intention de sous-louer une partie des surfaces à des entreprises de services ou technologiques qui cherchent un lieu d'implantation.

L'État, propriétaire, et la ville de Wiltz, locataire, constitueront un comité de gérance permettant aux représentants de l'État qui sera représenté par le Service des Sites et Monuments, l'Administration des Bâtiments publics et l'Inspection générale des Finances, de donner son avis sur la bonne gestion du site. La ville de Wiltz s'est engagée à contribuer à l'avenir à la revitalisation du Château en lui conférant un rayonnement régional et national tout en veillant à la création d'emplois.

Question 1511 (9.6.2011) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant le NOVABUS:

An eisem Land musse ganz sécher nach vill Efforté gemaach ginn, fir eise Matbierger mat Behënnerungen d'Liewe méi einfach ze maachen. A ville Punkte kéinten a sollte mir eis do un der internationaler Konventioun iwwert d'Rechter vun de behënnerte Mënschen orientéieren, déi den 3. Mee 2008 a Kraaft getrueden ass.

Besonnenesch betount sief hei, dass déi Konventioun op d'Aspekter vun der Mobilitéit a vum Transport mat Recht grouse Wäert leet.

An där Hisiicht spillt zu Lëtzebuerg den NOVABUS eng wichteg Roll. Allerdéngs schéngen an der Lescht eng Rei vun Décisioune geholl ginn ze sinn, déi net am Sënn vun enger méi grousser Onofhängegkeet oder enger besserer Liewensqualitéit vun deene Leit leien.

Dowéinst wéilt ech deenen zoustännege Ministere gär e puer Froen an deem Zesummenhang stellen:

1. Ass et wouer, dass d'Benotzung vum NOVABUS fir behënnert Leit op 15-mol am Mount limitéiert gouf? Wa jo, firwat ass dat esou? Ass d'Regierung net och der Meenung, dass mir alles sollten dofir maachen, dass och déi behënnert Leit sech esou fräi an onofhängeg wéi méiglech déplacéiere kënnen? Wäre et dowéinst net richtig, fir ganz op Limiten ze verzichten oder, wann dann awer esou Limité missten existéieren, fir déi dann esou héich unzesetzen, dass si keen Obstakel am Alldag duerstellen?

2. Firwat mussen eis behënnert Matbierger fir d'Benotzung vum NOVABUS bezuelen, wa jo, wéinstens fir déi méi schwéier behënnert Leit, den öffentliche Transport am Prinzip gratis ass? Kéint net op d'mannst fir déi Behënnert vun der Kategorie C den NOVABUS gratis sinn? Wat ass d'Positioun vun der Regierung iwwert d'Transportkäschte vun de Familljemembere vun deene behënnerte Leit, zum Beispill vun hire Kanner?

3. Firwat muss eng Begleetpersoun vun engem Behënnerten e Busbilljee bezuelen? Hir Hëllef ass jo dacks onverzichtbar fir déi Leit, fir dass si sech iwwerhaapt kënnen déplacéieren. Sinn esou Käschten also net och de facto en Obstakel fir d'Bewegungsfreiheet vun deene Behënnerten? Ass d'Regierung net och der Meenung, dass d'Begleetpersounen vu Behënnerten, déi op esou eng Persoun ugewise sinn, misste Recht op e Gratistransport hunn?

4. Wéi ass et mat den Déieren, déi Matbierger mat Behënnerung ënnerstëtzen, wéi zum Beispill de Blannenhënn? Däerfen déi Déiere gratis matfueren?

5. Wäre et net méiglech fir d'Benotzungszäite vum NOVABUS méi generéis ze regelen? Kéint

een net och sonndes a feierdags e Service bis op d'mannst Hallefnuecht garantéieren? A kéint een net fir Silvester en Déngscht bis an déi fréi Mueresstonne virgesinn, fir dass eis behënnert Matbierger kéinten a méi engem grouse Mooss matfueren?

6. Wéi laang am Virus muss een am Abléck en NOVABUS bestellen? Wäre et net méiglech fir esou e Bus och méi kuerzfristeg ze kréien, fir och deene Behënnerten e bësse méi spontan Déplacementer ze erméiglechen?

7. Gesäit d'Regierung eng Option, fir den Transport mam NOVABUS och fir kuerz Strecken iwwert d'Grenz méiglech ze maachen?

8. Wéi gëtt d'Qualitéit vum Service NOVABUS kontrolléiert? Gëtt et eng Plaz un déi déi interesséiert Leit kënnen hir Suggestiounen oder Reklamatioune richten?

9. Wéi sinn eis national allgemeng Regelungen iwwert dee behënnertegerechten Equipement vun allen öffentliche Bussen? Mussen et iwwerall Rampen a Plattformen fir Rollstull ginn? Wéi ass d'Formatioun vun de Chauffeuren am Hëllef op den Émgang mat deene behënnerte Leit? Mussen si ëmmer opstoen an hëllefen, wann e behënnerte Mënsch wëll an en öffentliche Bus eran- oder erausklammen?

Réponse commune (4.8.2011) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, et de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Als Introduktioun wëlle mir dem honorablen Deputéierten e puer allgemeng Explikatiounen zum NOVABUS ginn, eier mir am Detail op seng néng Froen äntwerten.

Den NOVABUS ass en individuelle Service. En ass geduecht fir Persounen mat Mobilitéitsproblemer - deenen et nëmme mat grouse Schwierigkeeten oder guer net méiglech ass op den öffentliche Transport zrëckzegräifen - et ze erméigleche fir un deene verschiddensten Aktivitéiten deelzehuelen.

D'UN-Konventioun iwwert d'Rechter vu Mënsche mat enger Behënnerung baut drop op, dass Mënsche mat enger Behënnerung déiselwecht Rechter hunn ewéi all aner Mënschen och, dass d'Vertragsstaten alles mussen drusetzen, dass si dës Rechter och kënnen ëmsetzen, an dass d'Diskriminéierung vu Leit mat enger Behënnerung vermidde respektiv gestoppt gëtt.

1. Den NOVABUS funktionéiert nom Prinzip vum „Aménagement raisonnable“. D'besote Konventioun versteet dorënner Aménagements, déi néideg gi wa Mënsche mat enger Behënnerung verschide Rechter net am nämlechte Mooss ausüben kënnen wéi all aner Mënschen, well z. B. ee Service fir si net accessibel ass. An dësem Fall muss den NOVABUS als een „Aménagement raisonnable“ gesi ginn, dat heescht als komplementaart Mëttel zum öffentliche Transport, dee muss esou konzipéiert sinn, dass hie beschtméiglechst och de Besoin vu Leit mat Mobilitéitsproblemer entsprécht.

Den NOVABUS soll also fir Leit mat schwéier Behënnerung punktuell dann zum Asaz kommen, wann den öffentliche Transport dem Besoin net entsprécht. Den „occasionnel“ Charakter vun sengem Asaz war vun Ufank u virgesinn, an dofir ass de regelméissegen Transport, wéi z. B. op eng Aarbecht, net beim NOVABUS méiglech. Et geet a kengem vun eisen Dokumenter Rieds vun engem Maximum vu 15 Fahrten de Mount.

Op Nofro vu Busentreprisen ass awer matgedeeelt ginn, dass méi wéi 15 Fahrten de Mount als regelméisseg kéint ugesinn ginn. Bei exceptionnelle Fäll ass dës Zuel net onbedéngt bindend.

Wéi d'Zuelen am Punkt 9 et weisen, sinn a kuerzer Zäit d'Demande an de Käschtepunkt esou gewuess, dass huet missen ee Moyen fonnt ginn, fir dass jiddwereen da ka vum NOVABUS profitéieren, wann en e wierklech brauch. En dagdeeglechen individuelle Gebrauch méi wéi eng Keier den Dag ass aus organisatoreschen a finanzielle Grënn net méiglech.

Haut sinn d'Servicer vum Ministère fir nohalteg Entwécklung an Infrastruktur zesumme mat de Servicer vum Familljeminstère amgaangen ze analyséieren, wéi wäit et méiglech ass de méigleche Benotzerkrees vum NOVABUS besser ze definéieren, fir en nach méi deene Persounen zur Verfügung ze stellen, déi e wierklech brauchen.

2. Den NOVABUS ass en opwendege Service a ka sécher net duerch den Tarif vu fënnel oder

aacht Euro finanziell ofgedeckt ginn. Dësen Tarif ass deemno méi als eng „Gebühr“ géint all Mëssbrauch ze gesinn, well et dee bei Transporter op Bestellung leider ëmmer erëm gëtt. D'Käschte vum NOVABUS leien 2010 bei 4.172.487,38 an d'Einnahme bei 217.960 Euro.

3. Et ass richtig, dass all Begleetpersoun am NOVABUS och den Tarif bezuele muss. Am Géigendeel zum öffentliche Transport hei am Land, wou Begleeder vu Behënnerte vun der Kategorie C (+ 75%) gratis matgeholl ginn, ass am NOVABUS de Chauffeur de Begleeder, deen de Client op der Dier ewechhëlt, him an de Bus hëlleft an hien och eraus begleet.

4. Am öffentliche Transport wéi och beim NOVABUS si Blannenhënn oder d'Muppen, déi behënnert Mënsche begleeden, gratis zouge-looss.

5. Den NOVABUS gëtt all Dag bis owes 22.00 Auer ugebueden. Op Wonsch vun de Leit hu mir dës Zäiten d'Weekender (Freideg a Samschdeg) bis 24.00 Auer verlängert. Fir d'Sonndeger an d'Feierdeeg war bis elo net därmoosse vill Nofro vun de Leit. Och den öffentliche Transport fonctionéiert am Prinzip nëmme bis nuets 22.00-23.00 Auer. Behënnerte Matbierger, déi sech nuets méi spéit déplacéieren, stinn, ausser dem NOVABUS, nach eng Rei aner Mëttelen zur Verfügung (Taxi, Taxi-Ambulance...).

6. Den NOVABUS soll en Dag am Virus bis spéitstens 18.00 Auer bestallt ginn, (viru Sonndeger/Feierdeeg oder fir méindes spéitstens samschdes oder den Dag virdru bis 12.00 Auer), dëst fir ze garantéieren, dass den Transport zu de gewünschte Bedéngunge ka gefuer ginn. Bei méi spéider Bestellung (z. B. den Dag selwer) muss den Transportbetriebsentscheeden, ob hien dat nach fuere kann en fonction vun der Disponibilitéit vun de Gefierer.

7. Den NOVABUS ass nëmme innerhalb vun de Grenze vu Lëtzebuerg méiglech. Anerefalls misst dee vum Lëtzebuurger Stat finanziéierte Service och op d'ganz Nopeschlänner ausge-dehnt ginn.

8. De Ministère du Développement durable et des Infrastructures ass zoustännege fir den NOVABUS, souwuel fir d'Organisation ewéi och fir d'Kontroll. D'Brochure iwwert den NOVABUS informéiert iwwert déi néideg Ulafstelle fir déi Leit, déi e Problem oder Virschléi virzebréngen hunn.

9. D'Lastenheft fir all Bussen, déi am öffentliche Transport fueren, gesäit vir, dass si eng Plaz fir e Rollstull oder eng Kannerkutsch musse virgesinn. Bussen, déi am Stadbetriebe oder em eis Stied fueren, sinn „Niederflurbussen“, déi och eng Ramp fir e Rollstull hunn. All Linne wou d'Bussen esou ageriicht sinn, sinn am Fuerplang mat engem Zeechen („Kannerkutsch“) markéiert. Bussen op grouse Strecken iwwer Land hu keng Ramp virgesinn. D'Chauffeure kréien e Cours gehalen, woubäi och den Émgang mat Behënnerte behandelt gëtt, geene sou wéi „Eischt Hëllef“. Si si gehalen Hëllef ze leeschte wann eng behënnert Persoun an de Bus wéilt klammen.

Zum Schluss wëlle mir nach op d'Chiffren zrëckkommen, déi weisen, wéi den NOVABUS vun Ufank u evoluéiert huet, sougutt wat de Käschtepunkt betrëfft wéi och d'Clienten, déi gefouert gi sinn.

	total coût €	total clients
Total 2008	851.191,44	5.647
Total 2009	2.796.189,06	21.005
Total 2010	4.172.487,38	30.294

Wann déi monatlech Dépensen am Januar 2009 114.830 Euro bei 889 Clientë bedroen hunn, esou waren dat schonn 285.938 Euro fir 2.192 Clienten am Januar 2010 an 387.940 Euro fir 2.705 Clienten am Januar 2011.

Dës Zuele sinn och elo nach amgaang ganz séier ze klammen a waren am Mäerz 2011 schonn op 453.687 Euro fir 3.348 Clienten. Dat heescht vu Januar 2009 bis Mäerz 2011 eng Steigerung vun 395% vun de monatlechen Ausgaben.

Et kann een och drop hinweisen, dass d'Zuel vun de potenzielle Benotzer (Leit, déi eng Invalidekaart B hunn) tëscht 2008 an 2010 vun 158 neie Benotzer d'Joer op 1.368 neie Benotzer pro Joer geklommen ass.

Zum Schluss därer een an deem Kontext och net vergiessen, dass mir all Joer ronn

35.000.000 Euro ausgi fir de sougenannten „Ediff“ (éducation différenciée) Transport, deen d'Kanner an déi Erwuessen an d'Schoule respektiv an d'Ateliers protégés transportéiert.

Et geet drëm ze garantéieren, dass dëse wichtige Service och an Zukunft deene Leit, déi e wirklech brauchen, dann ugebuede ka ginn, wa si e brauchen.

Question 1541 (22.6.2011) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant la **fermeture de la maternité de l'Hôpital Saint-Joseph à Wiltz**:

Selon un reportage diffusé sur les ondes de RTL Radio Lëtzebuerg, la maternité de l'Hôpital Saint-Joseph à Wiltz fermerait ses portes bien plus tôt qu'initialement prévu. En effet, les services en question seraient transmis à Ettelbruck avec effet au 31 juillet 2011.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre a-t-il été informé au préalable de cette décision? Est-ce que les autorités compétentes de la CNS ont été informées de cette décision?

- Quelle solution de transition avait été prévue dans le scénario initial dans lequel la fermeture de la maternité était prévue pour la fin de l'année?

- Est-ce que toutes les précautions ont été prises afin de garantir un service adéquat à Wiltz jusqu'au 31 juillet?

- Par quels moyens seront informées les personnes concernées afin d'éviter dans des cas d'urgences des délais inutiles, voire dangereux?

Réponse (1.8.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Dans sa question, l'honorable Député fait référence à un reportage diffusé sur les ondes de RTL relatif à la fermeture de la maternité du Centre Hospitalier du Nord (CHdN) sur son site de Wiltz.

Je tiens à informer l'honorable Député que je fus informé le lendemain de la séance du conseil d'administration (CHdN) du 20 juin de sa décision d'avancer au 31 juillet 2011 la date de fermeture de la maternité sur le site de Wiltz. Cette décision fut par ailleurs prise à l'unanimité par le conseil d'administration.

Je tiens de même à faire part à l'honorable Député que la Caisse Nationale de Santé (CNS) fut aussi informée de manière officielle dans les mêmes délais et que, selon mes informations, le comité directeur de la CNS sera informé à l'occasion de sa prochaine réunion qui est fixée en date du 3 août prochain.

Afin d'assurer une phase de transition adéquate pour le transfert initialement prévu pour le 1^{er} janvier 2012 des activités de la maternité à Wiltz vers le site d'Ettelbruck, toutes les dispositions nécessaires ont été prises en collaboration et en concertation avec toutes les personnes concernées, tant au niveau médical que soignant et administratif.

Selon les informations dont je dispose de la part de la direction du CHdN, je peux assurer à l'honorable Député que toutes les précautions ont été prises afin de garantir le bon fonctionnement du service de maternité sur le site de Wiltz jusqu'au 31 juillet prochain, et notamment par un engagement pris par les médecins concernés d'assurer pendant cette période les services requis, par des instructions données au personnel soignant et par l'information de la population par le biais de tous les médias disponibles ainsi que directement dans les cabinets des gynécologues pratiquant dans la région.

Question 1544 (28.6.2011) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **retrait du contingent de l'armée luxembourgeoise d'Afghanistan**:

E Mëttwoch, den 22. Juni, huet de President vun de Vereenegte State vun Amerika ugekënnegt, en Deel vu sengen Truppen - 33.000 Zaldoten - aus dem Afghanistan ofzezéien. D'ann hunn aner Länner wéi Frankräich, dat Vereenegt Kinnegräich, Däitschland a Spuenien ähnlech Schrëtter ugekënnegt. Och d'Belsch hunn de Réckzuch vun engem groussen Deel vun hirem Kontingent bekannt ginn.

An dem Zesammenhang stellt sech och d'Fro no der Zukunft vum belsch-lëtzebuergesche Contingent am Afghanistan. Och misst en éischte Bilan iwwert dësen Asaz gezu ginn.

Dofir erlaben ech mer, dës Froen un den Här Verdeedegungsminister ze stellen:

1. Huet den Här Verdeedegungsminister scho mat de belschen Autoriteiten iwwert d'Zukunft vun hiren Truppen am Afghanistan geschwat?

2. Wéini ginn déi Lëtzebuergesche Truppen aus Afghanistan ofgezunn?

3. Kënnen déi Här Ministeren opzielen, wéi eng finanziell Mëttele Lëtzebuerg bis elo an den Afghanistan fléisse gelooss huet, besonnesch och fir den Équipement an d'Formatioun vun der afghanescher Arméi an der Police, den Désarmement vun de Géigner, mä och fir zivil Rekonstruktions- an aner Projeten (national, international an europäesch)?

4. Wei vill huet de lëtzebuergesche Militärangehegung am Afghanistan bis elo kascht (Personalkäschten, Acheminement vum Material, Participatioun u Fraisën vum westleche Militärasaz oder um belsche Contingent)?

5. Wéi eng konkret politesch a militäresch Konditiounen mussen am Afghanistan erfëllt sinn, fir datt d'Lëtzebuergesche Regierung considéiert, datt mir eis kéinte mat engem rouege Gewëssen zrëckzéien?

Réponse commune (28.7.2011) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de la Défense*:

1. Wéi ech der Défense- an Aussekmissioun scho konnt de 4. Juli matdeelen, wäert ech weiderhin am Kontakt mat mengem belschen Homolog bleiwen, wat d'Zukunft vun hiren Truppen am Afghanistan ugeet.

2. Den aktuelle Mandat gesäit vir, datt d'Lëtzebuergesche Participatioun un der ISAF (der internationaler Sécherheets- an Assistance-Force) bis Enn 2014 weidergefouert gëtt. Dësen Datum entsprécht der Transitionperiod, déi zesumme mat der afghanescher Regierung um Sommet vu Lissabon am November 2010 festgehale gouf. D'Lëtzebuergesche Kontributioun schreift sech an een Ensemble an, un deem all d'Partneren deelhuefen.

3. Sait dem Joer 2000 huet Lëtzebuerg 42.260.932 € u finanziell Mëttele fir den Afghanistan bereet gestallt, dovunner 12.126.000 € fir Formatioun, Infrastrukturen, an Equipement vun der afghanescher Arméi, sou wéi 1,2 Milliounen fir d'Sécherstellen, respektiv d'Zerstéierung vu Munition, 751.000 € fir Déminage a 730.000 € fir d'Formatioun vu Grenzpersonal am Kader vun der Lutte géint den Drogentrafic. 125.000 € sinn un den UNO Entwécklungsprogramm (PNUD) verséiert ginn, fir d'Wahlvorbereedungen ze ënnerstëtzen, an duerch eis Kooperatioun goufen 27.228.419 € fir den zivilen Opbau, Gesondheets- a rural Développeement-Projeten, wéi och humanitär Programmer vun UNO-Agencen an ONGen bereet gestallt.

4. D'Lëtzebuergesche Bedeelegung un der ISAF huet bis elo 3.195.000 € kascht, wovunner 2.074.000 € Personalkäschte sinn, 237.000 € Transportkäschte vu Material, 185.000 € Käschte fir Kommunikatiounsmoyenen an Infrastrukturen vun eisem Contingent op der Plaz, a 687.000 € Bedeelegung u Fraisën am Kader vum Arrangement technique mat der Belscher Arméi.

5. Déi militäresch Konditiounen fir e Réckzuch vun der ISAF sinn duerch den Transitionsprozess („Inteqal“) virgeschriwwen. Zesumme mat den afghaneschen Autoritéiten ginn am sougenannte JANIB (Joint Afghan NATO Inteqal Board) d'Sécherheetsituation evaluéiert an dann decidéiert fir wéi eng Deeler vun Land d'Responsabilitéit fir d'Sécherheet un d'Afghanen iwwergé gëtt. De Rôle vun der internationaler Communautéit an och der ISAF evoluéiert also mat der wuessender „Afghanisierung“, déi op der Kabul-Konferenz offiziell ageleet gouf, an um Sommet vun der NATO zu Lissabon réaffirméiert gouf. Dës Weidere ginn am Kader vum UNO-Mandat - op deem sech d'ISAF jo baséiert - regelméisseg déi haapt politesch a Sécherheetsentwécklungen evaluéiert.

Question 1545 (28.6.2011) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant la **candidature éventuelle du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur pour le poste de président du conseil d'administration d'une grande compagnie de fret aérien**:

Selon des informations diffusées par la presse quotidienne, Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur aurait récemment montré de l'intérêt pour le poste de président du conseil d'administration d'une grande compagnie de fret aérien.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du

Commerce extérieur ainsi qu'à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quels sont les éléments qui ont empêché une candidature de Monsieur le Ministre pour le poste en question?

- Est-ce que Monsieur le Premier Ministre avait été informé de l'intérêt de Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur?

Réponse commune (28.7.2011) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*, et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, il y a lieu de préciser qu'en date du 28 juin 2011, certains médias luxembourgeois ont rapporté que le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur aurait eu l'intention de prendre les fonctions de président du conseil d'administration de Cargolux Airlines International S.A. dans le contexte de la reconfiguration de ce conseil au mois de juillet 2011, suite à l'entrée au capital de la société Qatar Airways. Le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur a démenti via un communiqué de presse cette information dans les heures qui ont suivi la publication.

À noter encore que le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur n'a suivi que marginalement les négociations entre Cargolux et Qatar Airways, menées par les sociétés concernées et suivies par le Ministre des Finances et le Ministre du Développement durable et des Infrastructures.

Question 1549 (29.6.2011) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **réforme du cycle supérieur de l'enseignement secondaire**:

Le projet concernant la réforme du cycle supérieur de l'enseignement secondaire proposé par le Ministère prévoit la mise en place des dominantes et d'une spécialisation progressive, ainsi que des grilles d'horaires pour visualiser la répartition des matières dans les trois volets (langues et mathématiques/spécialisation/formation générale) ainsi que la complémentarité entre spécialisation et formation générale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Est-il vrai que les sections artistiques et musicales seront supprimées et comment les jeunes artistes peuvent-ils être préparés à l'avenir aux études supérieures en beaux-arts et en musique?

- Est-ce que le statut des arts dans la réforme du cycle supérieur de l'enseignement secondaire et secondaire classique perdra en importance?

- Comment est-ce que le Ministère envisage d'assurer une formation artistique envers tous les élèves?

Réponse (13.7.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Le programme gouvernemental de la législature 2009-2014 prévoit de réorganiser les classes supérieures de l'enseignement postprimaire avec une double ambition: préparer les jeunes aux études supérieures et à la vie professionnelle et leur transmettre une large culture générale.

L'objectif de la réforme est de maintenir les points forts du système tout en remédiant aux désavantages qu'ils entraînent. Il s'agira d'implémenter un système plus flexible et une formation générale plus étendue en même temps qu'une spécialisation exigeante qui permettra aux élèves d'acquérir des connaissances et compétences approfondies dans certaines matières.

En avril de cette année, un complément au document d'orientation a été présenté aux acteurs scolaires dans le cadre de la réforme des classes supérieures de l'enseignement secondaire dit «classique». Ce document précise la nouvelle structure de la grille horaire des classes de 2^e et 1^{er} qui se caractérise par une subdivision en trois volets à l'intérieur desquels certaines matières sont obligatoires et d'autres au choix de l'élève:

- volet langues et mathématiques où figurent les trois langues de base du système scolaire luxembourgeois (allemand, français et anglais) ainsi que les mathématiques,

- volet spécialisation où sont regroupées les branches qui correspondent au profil de la

dominante, au moins trois matières sont à choisir,

- volet formation générale où figurent les branches qui ne font partie ni du volet spécialisation, ni du volet langues et mathématiques, mais qui sont complémentaires, de façon à ce que chaque élève dispose d'une culture générale la plus étendue possible.

Ad 1)

Il convient de noter que le système des nombreuses sections au sein desquelles il n'y avait pas de possibilités de choix est abandonné au profit de deux dominantes avec un large éventail de choix de cours. L'organisation par deux dominantes, aussi paradoxale que cela puisse paraître, permet l'accès d'un plus grand nombre d'élèves à des cours de spécialisation.

Actuellement, environ 10% des élèves sont inscrits en section artistique ou en section musicale et y suivent des cours de spécialisation dans une de ces deux branches, soit huit leçons au total par semaine en 2^e et 15 leçons en 1^{er}. Les 90% des élèves des autres sections n'ont pas accès à ces cours de spécialisation.

Dans le nouveau système, tous les élèves de la classe de 2^e auront la possibilité de choisir des cours de spécialisation dans le domaine des arts. En dominante «sciences humaines», ils pourront choisir en classe de 2^e jusqu'à neuf leçons de cours de spécialisation par semaine (dont six en éducation artistique et trois en éducation musicale ou six en éducation musicale et trois en éducation artistique) et en dominante «sciences naturelles», ils pourront fréquenter trois leçons de cours de spécialisation en éducation artistique par semaine. En classe de 1^{er}, il s'agira de douze leçons (huit et quatre respectivement en éducation artistique ou musicale) en dominante «sciences humaines» voire quatre leçons de spécialisation en éducation artistique en dominante «sciences naturelles». Il est donc clair que le nouveau système, à l'instar de l'ancien système des sections, permettra aux jeunes de se préparer aux études supérieures en beaux-arts et en musique.

Les élèves qui ne choisiront pas de cours de spécialisation en éducation artistique ou musicale suivront obligatoirement des cours relevant à la fois de l'éducation artistique et musicale dans le volet de la formation générale. Ainsi, par rapport à la situation actuelle, 90% des élèves pourront bénéficier d'un accroissement de la dimension culturelle dans leur formation et le système proposé assure un accès pour tous les élèves à des cours dans le domaine des arts.

Ad 2) + 3)

Je suis d'avis que cette réforme, par l'augmentation du nombre de choix et par l'augmentation des élèves qui auront accès à des cours, soit de spécialisation, soit de formation générale dans le domaine des arts, ne compromet aucunement le statut des arts dans l'école luxembourgeoise, et que, bien au contraire, elle permet de trouver un équilibre plus harmonieux entre une spécialisation choisie pour certains et une formation artistique de base pour les autres.

Question 1551 (29.6.2011) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'**aide au développement**:

D'Madame Minister Jacobs huet scho méi dacks hei an der Chamber drop higewisen, datt si eng Politik verfolgegt, déi ganz besonnesch vill Wäert op d'Fraen an d'Fraerechter leet. Si huet och eng extra „Genderstrategie“ virgestallt.

Ech wollt d'Madame Minister elo froen, wat am Gesondheetsberäich genee dorënner ze verstoen ass.

1. Ennerstëtzt Lëtzebuerg an iergendenger Form Kliniken oder aner medizinesch oder para-medizinesch Arichtungen, Berodungsinstitutiounen oder ganz allgemeng Politiken, déi d'Ofdreiwung vun ongebuere Kanner virhuelen, recommandéieren oder toleréieren?

2. Wann d'Madame Ministeresch géif gewuer ginn, datt mat Lëtzebuergesche Geld Ofdreiwungen an Entwécklungslänner praktizéiert oder direkt oder indirekt ënnerstëtzt oder finanzéiert ginn, géif si dann esou Zoustänn direkt ënnerbannen?

3. Trëtt d'Madame Ministeresch an hire Rieden an internationalen Opdrëtter konsequent fir de

Schutz vum ongebuere Liewen an, a kämpft si géint all Form vun Ofdreiwung?

Réponse (21.7.2011) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*:

De Gesondheetssecteur gehéiert zu den Haupt-interventionssecteur vum der Lëtzebuurger Entwécklungshëllef. Eis Aktivitéit reflektéieren d'Demande vun eise Partnerlänner. Mat anere Wierder, mir passen eis Aktivitéiten de Prioritéit vum den Autoritéiten an deem jeeweilige Land un, souwäit wéi dat och mat onsen Objektiver a Prioritéit kompatibel ass. Dat geschitt natierlech am Respekt vun der Législatioun an de Partnerlänner.

Am Fall vun engem Land, dat den Avortement och da verbitt, wann therapeutesch Konterindikatiounen virleien, thematiséiere mir dat an eise bilaterale Gespréicher.

Question 1559 (7.7.2011) de **M. Félix Braz** (*déi gréng*) concernant l'arrêt C-61/11 dans l'affaire El Dridi de la Cour de justice de l'Union européenne:

Par son arrêt C-61/11 dans l'affaire El Dridi du 28 avril 2011, la Cour de justice de l'Union européenne a déclaré incompatible la réglementation d'un État membre, en l'occurrence l'Italie, avec la directive du Conseil 2008/115, relative aux normes et procédures communes applicables au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier. En effet, cette réglementation prévoyait l'infliction d'une peine d'emprisonnement à l'égard d'un ressortissant d'un pays tiers en séjour irrégulier pour le seul motif qu'il demeurerait sur ledit territoire sans motif justifié en violation d'un ordre de quitter le territoire dans un délai déterminé. Cette constatation d'incompatibilité avec la directive vaut autant pour la peine d'emprisonnement prévue en cas de non-respect d'un ordre de l'autorité publique de quitter le territoire national dans un délai fixé, que pour la criminalisation elle-même du non-respect d'un tel ordre.

Dans ce contexte, je souhaite avoir les renseignements suivants:

- Quelles conclusions Messieurs les Ministres tirent-ils de cet arrêt pour le Luxembourg, sa législation et sa réglementation?

Réponse (21.7.2011) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

La législation italienne prévoit une peine d'emprisonnement d'un à quatre ans pour un ressortissant d'un pays tiers en séjour irrégulier pour le seul motif que celui-ci demeure, en violation d'un ordre de quitter dans un délai déterminé le territoire de cet État, sur ledit territoire sans motif justifié.

Selon la Cour de justice de l'Union européenne, les États membres ne sauraient prévoir une peine privative de liberté en vue de remédier à l'échec de mesures coercitives adoptées pour procéder à l'éloignement forcé. Les États membres ne peuvent donc pas, en vue de procéder à l'éloignement forcé des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier, procéder à l'enfermement de ces personnes pour la seule raison qu'elles continuent de se trouver de manière irrégulière sur le territoire de l'État après qu'un ordre de quitter le territoire national leur a été notifié et que le délai imparti dans cet ordre a expiré. Par contre, la Cour précise que les États membres conservent toutes leurs compétences en matière de droit pénal et sont donc libres d'adopter des mesures pénales destinées à dissuader des ressortissants de pays tiers de demeurer illégalement sur le territoire de ces États, mais dans le respect du droit de l'Union.

Le Luxembourg ne prévoit pas de sanction pénale comparable à celle appliquée en Italie. L'article 140 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration peut être appliqué à un étranger qui n'est pas dans une procédure d'éloignement.

Lors d'une réunion du comité de contact «directive retour» en date du 24 juin 2011, la Commission européenne a relevé qu'au moins douze États membres de l'Union européenne prévoient actuellement des sanctions pénales en cas d'entrée et de séjour irréguliers. La Commission retient que les différentes dispositions doivent être examinées au cas par cas en tenant compte des critères développés par la Cour de

justice de l'Union européenne. Ainsi, la Commission procédera dans les mois à venir à une évaluation des législations des États membres.

J'entends attendre les conclusions de cette évaluation pour décider d'une modification éventuelle de la loi. La transposition prochaine de la directive «sanctions employeurs» présentera d'ailleurs une bonne occasion pour réfléchir sur tout le volet des sanctions actuellement prévues par la loi.

Question 1564 (11.7.2011) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant les us et coutumes diplomatiques:

Dans leur réponse commune à ma question n°1510 du 9 juin 2011 concernant, entre autres, la publication de la nomination de plusieurs futurs ambassadeurs non-résidents du Luxembourg avant que ceux-ci n'aient obtenu l'agrément du futur État accréditaire (*cf. compte rendu n°14/2010-2011*), Monsieur le Premier Ministre et Monsieur le Ministre des Affaires étrangères ont répondu comme suit: «La perception des "us et coutumes" de la diplomatie a quelque peu changé depuis le Congrès de Vienne au début du XIX^e siècle. Il est fréquent, sinon la règle aujourd'hui, que la désignation d'un ambassadeur auprès d'un autre pays fasse l'objet d'un communiqué avant que l'agrément n'ait été demandé. Dans la mesure où le privilège d'accorder ou non l'agrément ne s'en trouve amoindri, ceci n'enfreint aucune disposition légale, internationale ou nationale.»

Dans ladite question parlementaire, je m'étais d'ailleurs référé explicitement à la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961 et non au Congrès de Vienne de 1815.

En ce qui concerne le contenu de la réponse obtenue, je désire d'abord citer la note intitulée «Projet de nominations au niveau de chef de poste» signée par le secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères en date du 22 avril 2011 et adressée à tous les membres du corps diplomatique luxembourgeois.

Dans sa note, qui reprend également des nominations d'ambassadeurs résidents et non-résidents, le secrétaire général écrit: «Je tiens à souligner le caractère confidentiel de ces informations. Le Ministère doit obtenir l'agrément auprès des pays d'accréditation pour ces nouveaux chefs de poste avant qu'une quelconque information à leur sujet ne puisse être divulguée.»

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

1. Messieurs les Ministres n'ont-ils pas aussi l'impression que leur réponse à ma question parlementaire n°1510 se trouve en contradiction avec la pratique du Ministère des Affaires étrangères, qui essaie visiblement encore de respecter les us et coutumes diplomatiques?

2. Messieurs les Ministres estiment-ils qu'il y a eu un changement dans les us et coutumes diplomatiques entre le 22 avril 2011 et le 9 juin 2011 qui pourrait justifier leur réponse à ma question parlementaire précitée?

3. Si oui, Messieurs les Ministres peuvent-ils énumérer les autres pays, à part le Luxembourg, qui publient la liste des ambassadeurs proposés avant d'avoir obtenu l'agrément de l'État accréditaire?

4. Messieurs les Ministres savent-ils que le fait de proposer un ambassadeur qui se verrait refuser l'agrément peut amoindrir le prestige de l'État accréditant, en l'occurrence le Luxembourg, alors que le prestige de l'État accréditaire ne s'en trouverait pas affecté?

5. Pourquoi Messieurs les Ministres affirment-ils vouloir donner une certaine transparence à la nomination de certains ambassadeurs et non à celle d'autres, en l'occurrence à ceux énumérés dans la note du 22 avril, alors que l'état d'avancement de la procédure de nomination des uns et des autres est au même niveau?

6. Messieurs les Ministres sont-ils d'avis qu'il convient de répondre à l'avenir de façon complète et honnête à des questions parlementaires?

Réponse commune (27.7.2011) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères*:

1. Non.

2. Non.

3. Sans objet.

4. Nous avons une autre appréciation que celle de Monsieur le Député. Le processus de sélection d'un ambassadeur ne se réduit pas à une question de «prestige» pour l'État accréditaire ni pour celui accréditant.

5. Nous comptons mettre en exergue spécifiquement l'état du dossier de notre réseau diplomatique non résident.

6. Nous nous engageons à répondre, dans le même élan d'honnêteté que celui qui anime, sans doute, l'auteur de cette question, aux questions parlementaires à venir, comme nous l'avons fait par le passé.

Question 1575 (13.7.2011) de **M. Jean-Paul Schaaf** (*CSV*) concernant le programme d'échange de seringues au Centre pénitentiaire de Schressig:

Suivant le règlement grand-ducal du 23 décembre 2003, un programme d'échange de seringues a été instauré au Centre pénitentiaire en 2005. Cette mesure a été prise dans un souci de «limitation des dégâts» pour les toxicomanes, qui constituent quelque 40% des prévenus et détenus au CPL.

Cette politique est reconnue par les experts internationaux pour éviter une infection hépatique et une contamination par le virus du SIDA parmi les usagers de drogues dures. Extra muros, les drogués se procurent des seringues stériles dans les pharmacies ou dans les institutions qui les leur distribuent (*Jugend- an Drogenhëllef, Abridado...*).

Considérant, d'un côté, que la possession et la consommation de drogues en prison reste illécite, et d'un autre côté qu'une prison totalement libre de drogues est illusoire, le programme d'échange privilégie la prévention.

Ce programme est soumis à une procédure rigoureuse:

- le détenu fait une demande écrite au médecin chargé de cette mission;

- le médecin en question informe le détenu de la procédure;

- le détenu signe un accord et reçoit son kit contenant le matériel nécessaire à une injection propre et deux seringues;

- les seringues peuvent être échangées après usage à l'infirmerie de la prison.

En pratique, le délai entre la première demande et la réception du kit à seringues peut être de plusieurs jours. Or, au cas où un détenu dispose d'une dose d'héroïne ou de cocaïne, il ne faut pas s'attendre à ce qu'il poursuive la procédure prévue et attende des heures, voire jours, avant de consommer. S'il utilise alors une seringue d'un codétenu, le risque d'infection est donné.

Il me revient encore que certains détenus, par peur d'être sanctionnés pour détention de drogues, éviteraient le programme d'échange.

Faire une prévention efficace de la transmission de maladies infectieuses devient alors un défi irréalisable. Les professionnels de la santé exerçant en prison risquent de vivre en conflit avec la loi et les règlements, ainsi qu'avec les us et coutumes de la prison.

De cet exposé ressortent les questions qui s'imposent:

- Quels bilans quantitatif et qualitatif le Ministre tire-t-il du programme d'échange depuis 2005?

- Les toxicomanes prévenus et détenus ne devraient-ils pas disposer d'un traitement équivalent aux toxicomanes extra muros, pour lesquels il existe une tolérance de la part des forces de l'ordre en ce qui concerne la consommation, toute aussi illégale, de leur drogue, ne serait-ce qu'aux alentours de la «Fixerstuff»?

- La limitation des dégâts étant prioritaire pour la population carcérale fragilisée, le Ministre voit-il des moyens supplémentaires pour réduire les risques d'infections?

Réponse (28.7.2011) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

Le programme d'échange de seringues ayant débuté au CPL au mois d'avril 2006, sa mise en œuvre quantitative, jusqu'au mois de juin 2011, se présente comme suit:

Année	étuis remis	seringues échangées
2006 (à partir d'avril)	23	283
2007	24	77
2008	36	178
2009	33	261
2010	34	328
2011 (jusqu'à juin)	13	199
Total:	163	1.326

Ces chiffres ont été établis sur base d'un relevé anonyme mensuel dressé par le médecin du CPL.

Quant au principe, il faut souligner que le programme d'échange de seringues est un moyen

efficace pour réduire certaines conséquences néfastes de l'usage de drogues. Il réduit le partage de seringues et d'aiguilles, donc le risque de transmission de maladies infectieuses (hépatite, SIDA et autres) parmi les détenus qui s'injectent des drogues et, à terme, à leurs partenaires sexuels. L'échange de seringues ne compromet pas la sécurité du personnel ou du détenu; au contraire, il contribue à rendre les conditions de travail et de vie plus sûres.

Le détenu admis dans le programme reçoit un étui libellé à son nom qui contient deux seringues. Après l'usage des seringues, le détenu peut échanger ses seringues par le biais du service médical. Par ailleurs, le détenu signe un document déclarant qu'il s'engage: à l'échange des seringues, à les réserver à son usage personnel, à ne posséder qu'un seul étui, à ne pas remettre l'étui à d'autres personnes et à remettre l'étui et les seringues au moment de la libération.

Quant au volet qualitatif du programme, force est de constater que le volume des seringues échangées est resté jusqu'à présent en deçà des espérances sans que les raisons y relatives puissent être avancées avec certitude. Il semble cependant que beaucoup de détenus hésitent à profiter de ce programme afin de rester anonymes à cet égard; une autre explication pourrait être le fait que, intra muros comme extra muros, d'autres modes de prise de drogues, par exemple par inhalation (*blowing, sniffing*), sont devenus plus fréquents.

Cependant, la question d'une éventuelle tolérance en matière de prise de drogues en milieu carcéral est très délicate. S'il est vrai que, d'une façon générale, une adaptation des conditions intra muros à celles existant extra muros est souhaitable et même envisagée dans le cadre de la réforme pénitentiaire, toujours est-il que cette approche n'est à suivre que si les raisons de la tolérance extra muros existent également intra muros. Or, dans le cas précis de la prise de drogues, il faut malheureusement partir de l'hypothèse qu'une tolérance y relative aurait considérablement plus de désavantages que d'avantages, dont principalement celui d'une augmentation du trafic de drogues, générée par celle de la consommation, c'est-à-dire de la demande.

Pour lutter contre le fléau des infections en milieu carcéral en général, il y a encore lieu de mentionner la distribution de «kits», en parallèle avec celle des étuis de seringues, contenant des tampons d'alcool, des flacons d'eau stérile, de l'ascorbine, des tampons secs et des filtres. Par ailleurs, d'autres mesures consistent dans la distribution gratuite de préservatifs et de désinfectants (eau de javel diluée) aux détenus par l'infirmerie, ainsi que bien entendu les possibilités de substitution offertes par le service médico-psychologique pénitentiaire (SMPP) et les efforts de prévention dans le cadre du programme TOX.

À envisager dans ce contexte serait peut-être la distribution contrôlée d'héroïne à des détenus pour lesquels tous les autres programmes d'abandon de toxicomanie ou de substitution de substances stupéfiants ont échoué.

d'Chamber
online op

www.
chd.lu